



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-QUATRIÈME SESSION

3 juillet - 3 août 1962

NATIONS UNIES

New York, 1962

Fascicule liminaire



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-QUATRIÈME SESSION

3 juillet - 3 août 1962

NATIONS UNIES

New York, 1962

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus analytiques des séances plénières — avec les corrections apportées à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition —, les annexes et les suppléments.

Le présent fascicule liminaire contient, à la page XXV, un répertoire des documents relatifs à l'ordre du jour de la session; ce répertoire indique dans quelle publication se trouve chaque document.

* * *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

Agence internationale de l'énergie atomique	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (désigne souvent les Parties contractantes ou leur secrétariat)
Bureau de l'assistance technique		
Bureau international du Travail	IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
Comité administratif de coordination	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
Comité de l'assistance technique	OEA	Organisation des Etats américains
Banque interaméricaine de développement	OIT	Organisation internationale du Travail
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	OMM	Organisation météorologique mondiale
Commission économique pour l'Afrique	OMS	Organisation mondiale de la santé
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	ONU	Organisation des Nations Unies
Commission économique pour l'Europe	OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
Commission économique pour l'Amérique latine	OTASE	Organisation du Traité de défense collective de l'Asie du Sud-Est
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Programme OPEX	Programme pour l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	UIT	Union internationale des télécommunications
Fonds monétaire international	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
	UPU	Union postale universelle

ERRATA

1224^e séance, heure de la séance,
au lieu de 10 h 10, lire 10 h 50.

1224^e séance, titre précédant le paragraphe 1 :
au lieu de « E/3606 et Rev.1 », lire « E/3606/Rev.1 ».

1225^e séance, fin du paragraphe 36 :
supprimer les mots « en cas de choc ».

1230^e séance, titre précédant le paragraphe 1 :
au lieu de « E/3580 », lire « E/3580 et Corr.1 ».

1232 séance, paragraphe 5, quatrième ligne :
après les mots « projet de résolution », supprimer le point et ajouter « avec la modification que le représentant de l'Inde a proposée à la 1231^e séance et que les autres auteurs ont acceptée ».

1234^e séance, heure de la séance :
au lieu de 11 h 20, lire 11 h 10.

1235^e séance, fin du paragraphe 14 :
au lieu de « (E/3869) », lire « (E/3689) ».

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
Avertissement	iii	1214 ^e séance	
Abréviations et sigles	iii	<i>Lundi 9 juillet 1962, à 11 heures</i>	
Délégations	ix	POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Décennie des Nations Unies pour le développe-	
		ment	
		Débat général	39
Ordre du jour	xxiii	1215 ^e séance	
Répertoire des documents	xxv	<i>Lundi 9 juillet 1962, à 15 h. 10</i>	
1209 ^e séance (séance d'ouverture)		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mardi 3 juillet 1962, à 11 h. 15</i>		Décennie des Nations Unies pour le développe-	
OUVERTURE DE LA SESSION	1	ment	
POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR :		Débat général (<i>suite</i>)	47
Adoption de l'ordre du jour	1	1216 ^e séance	
ORGANISATION DES TRAVAUX	1	<i>Mardi 10 juillet 1962, à 11 heures</i>	
1210 ^e séance		POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Jeudi 5 juillet 1962, à 10 h. 45</i>		Rapport de la Commission de statistique	
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR :		Rapport du Comité économique	59
Rapports des commissions économiques régio-		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
nales	3	Décennie des Nations Unies pour le développe-	
1211 ^e séance		ment	
<i>Jeudi 5 juillet 1962, à 15 heures</i>		Débat général (<i>suite</i>)	60
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR :		1217 ^e séance	
Rapports des commissions économiques régio-		<i>Mardi 10 juillet 1962, à 15 h. 15</i>	
nales (<i>suite</i>)	13	POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 24 DE L'ORDRE DU JOUR :		Décennie des Nations Unies pour le développe-	
Organisations non gouvernementales		ment	
Rapport du Comité du Conseil chargé des		Débat général (<i>suite</i>)	67
organisations non gouvernementales sur les		1218 ^e séance	
demandes d'audition	18	<i>Mercredi 11 juillet 1962, à 10 h. 45</i>	
1212 ^e séance		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Vendredi 6 juillet 1962, à 10 h. 50</i>		Décennie des Nations Unies pour le développe-	
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR :		ment	
Rapports des commissions économiques régio-		Débat général (<i>suite</i>)	77
nales (<i>suite</i>)	19	1219 ^e séance	
1213 ^e séance		<i>Mercredi 11 juillet 1962, à 15 h. 20</i>	
<i>Vendredi 6 juillet 1962, à 15 h. 15</i>		POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR :		Décennie des Nations Unies pour le développe-	
Rapports des commissions économiques régio-		ment	
nales (<i>suite</i>)	27	Débat général (<i>fin</i>)	87
		1220 ^e séance	
		<i>Jeudi 12 juillet 1962, à 10 h. 50</i>	
		POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Conséquences économiques et sociales du désar-	
		mement	
		Débat général	99
		POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Contrôle international des stupéfiants	105

1221^e séance

Jeudi 12 juillet 1962, à 15 h. 15

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR :

Conséquences économiques et sociales du désarmement

Débat général (*fin*) 107

1222^e séance

Vendredi 13 juillet 1962, à 10 h. 40

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général 115

1223^e séance

Vendredi 13 juillet 1962, à 15 h. 20

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général (*suite*) 125

1224^e séance

Lundi 16 juillet 1962, à 10 h. 50

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR :

Rapport de la Commission de la condition de la femme

Rapport du Comité social 135

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général (*suite*) 135

1225^e séance

Lundi 16 juillet 1962, à 15 h. 20

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général (*fin*) 145

1226^e séance

Mercredi 18 juillet 1962, à 10 h. 50

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :

Tendances économiques mondiales

Débat général 153

1227^e séance

Mercredi 18 juillet 1962, à 15 h. 15

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :

Tendances économiques mondiales

Débat général (*suite*) 161

1228^e séance

Jeudi 19 juillet 1962, à 10 h. 55

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :

Tendances économiques mondiales

Débat général (*suite*) 171

1229^e séance

Jeudi 19 juillet 1962, à 15 h. 20

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :

Tendances économiques mondiales

Débat général (*fin*) 179

1230^e séance

Mardi 24 juillet 1962, à 10 h. 50

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR :

Ressources naturelles

a) Rapport du Secrétaire général relatif à la Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie

b) Etude du Secrétaire général sur les besoins en capitaux pour la recherche du pétrole et sur les méthodes de financement

Rapport du Comité économique 189

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR :

Réforme agraire et développement rural

Rapport du Comité économique 189

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR :

Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel 189

1231^e séance

Mardi 24 juillet 1962, à 15 h. 25

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR :

Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (*suite*) 197

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR :

Conséquences économiques et sociales du désarmement (*reprise des débats de la 1221^e séance*) 199

	<i>Pages</i>
POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : Rapport de la Commission des droits de l'homme Rapport du Comité social	201
POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR : Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme Rapport du Comité social	201
POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR : Application de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pra- tiques analogues à l'esclavage Rapport du Comité social	201
POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR : Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples	201
1232^e séance	
<i>Jeudi 26 juillet 1962, à 15 h. 20</i>	
Demande d'inscription d'un point supplémen- taire à l'ordre du jour de la trente-quatrième session	205
POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR : Fondation Dag Hammarskjöld	205
POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : Conséquences économiques et sociales du désar- mement (<i>fin</i>)	205
POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du dévelop- pement industriel (<i>fin</i>)	206
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial	206
1233^e séance	
<i>Vendredi 27 juillet 1962, à 10 h. 55</i>	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial (<i>fin</i>)	213
POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR : Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples (<i>reprise des débat</i> s de la 1231 ^e séance et <i>fin</i>)	216
POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : Financement du développement économique a) Courant international des capitaux b) Fonds d'équipement des Nations Unies	220
1234^e séance	
<i>Lundi 30 juillet 1962, à 11 h. 10</i>	
POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	221

1235^e séance	
<i>Jeudi 2 août 1962, à 11 heures</i>	
Pouvoirs des représentants	227
POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR : Réforme agraire et développement rural Rapport du Comité économique (<i>reprise des débat</i> s de la 1230 ^e séance et <i>fin</i>)	227
POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR : Programmes de coopération technique a) Programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies b) Programme élargi c) Emploi de travailleurs bénévoles pour les programmes opérationnels de l'Organisa- tion des Nations Unies et des institutions apparentées destiné à faciliter le dévelop- pement économique et social des pays en voie de développement d) Coordination des activités d'assistance technique e) Participation de l'Union postale universelle au Programme élargi d'assistance technique Rapport du Comité de l'assistance technique	227
POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR : Rapport de la Commission des questions sociales Rapport du Comité social	228
POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : Examen général du développement, de la coor- dination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécia- lisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (<i>reprise des débat</i> s de la 1225 ^e séance et <i>fin</i>) Rapport du Comité de coordination	228
POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR : Questions relatives à la science et à la technique a) Tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, diffusion des connaissances scientifiques et application de ces connaissances à des fins pacifiques b) Coordination des résultats de la recherche scientifique c) Collaboration internationale dans le do- maine de la recherche sismologique d) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra- atmosphérique Rapport du Comité de coordination	229
1236^e séance (séance d'ajournement)	
<i>Vendredi 3 août 1962, à 10 heures</i>	
POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR : Contrôle international des stupéfiants (<i>reprise des débat</i> s de la 1220 ^e séance et <i>fin</i>) Rapport du Comité social	231

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR :

Elections

Election de huit membres du Comité central permanent de l'opium	232
---	-----

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR :

Rapports des commissions économiques régionales (<i>reprise des débats de la 1213^e séance et fin</i>)	232
--	-----

POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR :

Calendrier des conférences pour 1963	232
--	-----

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR :

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base	
Rapport du Comité économique	232

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR :

Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>reprise des débats de la 1219^e séance et fin</i>)	
Rapports du Comité économique et du Comité de coordination	232

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR :

Financement du développement économique

a) Courant international des capitaux	
b) Fonds d'équipement des Nations Unies (<i>reprise des débats de la 1233^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité économique	234

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR :

Tendances économiques mondiales (*reprise des débats de la 1229^e séance et fin*)

Rapport du Comité économique	234
--	-----

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR :

Incidences financières des décisions du Conseil	234
---	-----

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR :

Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale	236
---	-----

AJOURNEMENT DE LA SESSION	237
-------------------------------------	-----

DÉLÉGATIONS

Membres du Conseil

AUSTRALIE

Représentant

M. E. R. Walker, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en France.

Suppléant principal

M. R. W. Furlonger, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléants

M. F. P. Donovan, conseiller commercial, ambassade à Rome;

M. L. D. Thomson, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. J. A. Forsythe, conseiller, ambassade à Bonn.

Conseillers

M. K. Desmond, premier secrétaire, ambassade à Bruxelles;

M. P. G. F. Henderson, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. A. R. Parsons, premier secrétaire, Département des affaires extérieures;

M. P. J. Flood, deuxième secrétaire, ambassade à Bruxelles.

BRÉSIL

Représentant

M. Josué de Castro, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Suppléants

M. Octávio A. Dias Carneiro, ambassadeur, Sous-Secrétaire général pour les affaires économiques;

M. Alfredo Teixeira Valladão, ministre plénipotentiaire, chargé de la délégation permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Fanor Cumplido, ministre.

Conseillers techniques

M. Ocar Sotto Lorenzo Fernandez, premier secrétaire d'ambassade;

M. Sergio Luiz Portella de Aguiar, premier secrétaire d'ambassade;

M. Sergio Paulo Rouanet, deuxième secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M^{lle} Anunziata Padula, troisième secrétaire d'ambassade;

M. Antonio Devisate;

M. Nério Battendieri;

M. José Octávio Knaack de Souza.

Observateur parlementaire

M. Alexandre José Barbosa Lima Sobrinho, député.

COLOMBIE

Représentant

M. German Zea, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Alfonso Patiño, ambassadeur, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M. Alberto Barco;

M. Juan Martínez;

M. Aristides Rodríguez;

M. Vicente González.

DANEMARK

Représentant

M. Aage Hesselund-Jensen, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant principal

M. Asger Rosenstand Hansen, chef de division au Ministère des affaires étrangères.

Suppléants

M. Mogens Boserup, chef du Secrétariat pour l'assistance technique aux pays en voie de développement;

M. Paul F. Naegeli, conseiller économique, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. George Nelson, chef de division au Ministère du travail;

M. Sven Aage Nielson, chef de division au Ministère des affaires étrangères;

M. le professeur P. Nyboe Andersen, directeur du Secrétariat pour l'assistance technique aux pays en voie de développement;

M^{me} Nonny Wright, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M. Per Green, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Jorgen Korsgaard Pedersen, Ministère des affaires étrangères.

Secrétaires

M^{lle} Birthe Hansen;

M^{lle} Jonna Rothe-Meyer.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Représentant **

M. Philip M. Klutznick, ambassadeur, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Walter M. Kotschnig, directeur du bureau des affaires économique et sociales internationales, Département d'Etat.

Conseiller principal

M. Seymour M. Finger, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M^{lle} Kathleen Bell, bureau des affaires économiques et sociales internationales, Département d'Etat;

M. Clarence I. Blau, sous-directeur du bureau des programmes internationaux, Département du commerce;

M. Ernest F. Chase, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Byron L. Johnson, Agence du développement international;

M. Robert A. Kevan, sous-secrétaire adjoint pour les affaires internationales, Département de la santé, de l'éducation et du bien-être;

M^{lle} Florence K. Kirlin, bureau des affaires économiques, Département d'Etat;

M. Herman Klein, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. John E. Means, bureau des affaires internationales du travail, Département du travail;

M. George A. Tesoro, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{me} Marietta Tree, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M^{me} Virginia Westfall, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. William H. Wynne, bureau des finances internationales, Département du trésor;

M. Eugène R. Schelp, bureau des conférences internationales, Département d'Etat, *secrétaire de la délégation*.

ETHIOPIE

Représentant

M. Kifle Wodajo, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Assefaw Leggese, directeur général au Ministère des affaires étrangères;

* Pendant le temps de sa présence, M. Adlai E. Stevenson, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, a été d'office chef de la délégation.

M. Berhanu Wakwaya, directeur général adjoint au Ministère du commerce et de l'industrie;

M. Haïlé-Melekot Amman, premier secrétaire, ambassade à Rome.

FRANCE

Représentant

M. Joannès Dupraz.

Suppléants

M. Maurice Viaud, ministre-conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Georges Cattand, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Pierre Revol, conseiller des affaires étrangères, Direction des Nations Unies et des organisations internationales.

Conseiller scientifique

M. Henri Laugier, professeur honoraire à la Faculté des sciences de Paris.

Conseillers

M. Boulet, secrétaire des affaires étrangères, Direction des Nations Unies et des organisations internationales;

M. Jean Marcel Bouquin, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Bourgeois, chargé de mission au Ministère de la coopération;

M. Jean Xavier Clément, secrétaire des affaires étrangères, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Robert Galdin, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. François Geoffroy-Dechaume, conseiller des affaires étrangères, Service de coopération technique multilatérale;

M. Louis Gros, chargé de mission à la Délégation générale à la recherche scientifique;

M. Henri Janton, contrôleur d'Etat;

M. Guy de Lacharrière, conseiller des affaires étrangères, Service de coopération économique;

M. Méraud, administrateur de l'Institut national de la statistique et des études économiques;

M. Reuillard, secrétaire des affaires étrangères, Direction des Nations Unies et des organisations internationales;

M^{lle} Nicole Trannoy, secrétaire adjoint des affaires étrangères, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Secrétaires

M^{me} Germaine Hirlemann;

M^{lle} de Coquereaumont.

INDE

Représentant

M. Morarji Desai, Ministre des finances.

Suppléants

M. R. K. Nehru, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères;

M. L. K. Jha, secrétaire, Ministère des finances (département des affaires économiques);

M. V. C. Trivedi, co-secrétaire, Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. N. C. Sen Gupta, ministre (affaires économiques), Haut Commissariat de l'Inde à Londres;

M. A. S. Mehta, consul général à Genève et représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. S. S. Marathe, conseiller économique adjoint, Ministère des finances (département des affaires économiques);

M. M. Bhavan Das, premier secrétaire, ambassade à Berne;

M. S. W. Zaman, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies, *secrétaire général de la délégation*;

M. M. Dubey, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Secrétariat

M. V. Y. Tonpe, secrétaire particulier du Ministre des finances;

M. K. Narendranath, secrétaire particulier de M. Nehru;

M. Mahraj Krishan;

M. Murthy.

ITALIE

Représentant

M. Giuseppe Cerulli-Irelli, sénateur.

Suppléants principaux

M. Egidio Ortona, ambassadeur, directeur général des affaires économiques au Ministère des affaires étrangères;

M. Francesco Paolo Vanni d'Archifari, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléant

M. Mario Franzini, ministre-conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M. Mario Majoli, chef du département des Nations Unies au Ministère des affaires étrangères;

M. Vittorio Zadotti, conseiller, Ministère des affaires étrangères;

M. Armando Marchetti, conseiller commercial, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{lle} Maria Cao Pinna;

M^{me} Flavia della Gherardesca, vice-présidente du Conseil international des femmes;

M. Franco Sani, Banque d'Italie;

M^{me} Marzia Corcos, vice-présidente du Conseil national des femmes italiennes;

M. Francesco de Courten, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Antonio Ferone, Ministère de l'agriculture;

M. Augusto Filonzi, Ministère de l'agriculture;

M. Ernesto Cafarelli, conseiller au Ministère du commerce extérieur;

M. Franco Ponti, directeur de section au Ministère de l'industrie et du commerce;

M. Giulio Pascucci-Righi, ministre conseiller, Ministère des affaires étrangères.

JAPON

Représentant

M. Katsuo Okazaki, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant principal

M. Masayoshi Kakitsubo, ambassadeur, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller spécial

M. Morio Aoki, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléants

M. Toshio Urabe, ministre, Ministère des affaires étrangères;

M. Kenjiro Chikaraishi, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Wataru Owada, conseiller, ambassade en Nigeria;

M. Hiroshi Yokota, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Shigeru Tokuhisa, premier secrétaire, ambassade à Paris;

M. Wataru Miyakawa, secrétaire, bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. Koremoto Takahashi, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Shozo Kadota, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Tsuneo Oyake, secrétaire, bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères;

M. Junichi Nakamura, secrétaire, bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères;

M. Katsuhiro Ichioka, attaché, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Yoshio Karita, attaché, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

JORDANIE

Représentant

M. Muhammad H. El-Farra, ministre-conseiller, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Amin Husseini, sous-secrétaire, Ministère des affaires sociales;

M. Moraiwid M. Tell, chef du département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères;

M^{lle} Wijban Nasser, assistante du chef du département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères.

POLOGNE

*Représentant **

M. Jerzy Michalowski, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, directeur général du Ministère des affaires étrangères.

Suppléant principal

M. Adam Meller-Conrad, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléants

M^{me} Zofia Dembinska, représentante à la Commission de la condition de la femme;

M. le professeur Jozef Pajestka, directeur du Bureau économique de la Commission du Plan, à Varsovie;

M. Wlodzimierz Natorf, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Antoni Czarkowski, chef de division au Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. Leszek Sulkowski, conseiller du président du Comité de coopération économique, scientifique et technique internationale, à Varsovie;

M. Kazimierz Szablewski, secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. F. Przetacznik, Ministère des affaires étrangères.

Secrétariat

M^{me} Irena Dobosz, interprète;

M^{lle} W. Hasulinska, secrétaire.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Représentant

M. P. Thomas, membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat parlementaire aux affaires étrangères.

* Pendant le temps de sa présence, M. J. Winiewicz, Vice-Ministre des affaires étrangères, a été le chef de la délégation.

*Suppléant principal **

M^{lle} Barbara Salt, ministre, représentant permanent auprès du Conseil économique et social.

Suppléants

Sir Samuel Hoare, représentant à la Commission des droits de l'homme;

M. K. Unwin, ministre désigné, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. J. G. Tahourdin, chef du département des Nations Unies au Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. P. L. Carter, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. H. P. L. Attlee, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. J. F. Wearing, premier secrétaire, Ministère des affaires étrangères;

M. William Bentley, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. T. A. Kennedy, principal au Trésor;

M. G. K. Caston, principal au Département de la coopération technique;

M. D. A. Burns, troisième secrétaire, Ministère des affaires étrangères;

M. N. P. Bayne, troisième secrétaire, Ministère des affaires étrangères, *secrétaire de la délégation*.

Secrétariat

M^{me} V. E. M. Hartles, secrétaire particulière du Sous-Secrétaire d'Etat;

M^{lle} Marie W. Millar, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies, *secrétaire adjointe de la délégation*.

SALVADOR

Représentant

M. Francisco Antonio Carrillo, ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Gustavo A. Guerrero, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Benjamín Pleitez.

SÉNÉGAL

Représentant

M. Ousmane Socé Diop, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. D. Ndour.

* En l'absence de M. Thomas, M^{lle} Salt a rempli les fonctions de représentant.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Représentant

M. G. P. Arkadev, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Suppléant principal

M. N. I. Moliakov, envoyé extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléants

M. I. M. Assadov, vice-président de la Commission d'Etat du Plan de la RSS d'Azerbaïdjan;

M. V. Y. Aboltine, directeur adjoint de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, Académie des sciences;

M. L. S. Lobanov, conseiller, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères;

M. I. G. Vassilkov, chef de division, Institut scientifique de recherche sur les indicateurs économiques, Ministère du commerce extérieur.

Conseillers

M. I. M. Romanov, conseiller, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères;

M. I. A. Ornatsky, premier secrétaire, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères;

M. I. P. Chatokhine, chef de division, Comité d'Etat chargé des relations économiques extérieures auprès du Conseil des ministres;

M. V. N. Doubinine, deuxième secrétaire, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères, *secrétaire général de la délégation*;

M. D. A. Sokolov, deuxième secrétaire, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères;

M. Y. I. Bouzikine, deuxième secrétaire, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères;

M^{me} V. I. Kastalskaïa, deuxième secrétaire, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères;

M. A. Y. Nekrassov, attaché, département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères.

Secrétariat

M^{lle} N. F. Goloubeva;

M^{lle} N. I. Fedotova.

URUGUAY

Représentant

M. Aurelio Pastori, membre du Comité exécutif permanent de l'Association latino-américaine de libre-échange.

YUGOSLAVIE

Représentant

V. Vojin Guzina, adjoint au Secrétaire d'Etat des affaires étrangères.

Suppléants

M. Stanislav Kopcok, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{me} Mara Radic, conseiller au Secrétariat d'Etat des affaires étrangères;

M. Bora Jeftic, conseiller au Secrétariat d'Etat des affaires étrangères.

Conseillers

M. Milan Ristic, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Stevan Soc, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Gavra Popovic, premier secrétaire au Secrétariat d'Etat des affaires étrangères.

Secrétaires techniques

M^{me} Zora Hofman;

M^{me} Danica Soc.

Membres du Comité de l'assistance technique non membres du Conseil

AFGHANISTAN

Représentant

M. Abdul Hakim Tabibi, ministre-conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

CHINE

Représentant

M. Tcheng Paonan, ministre plénipotentiaire.

Conseiller

M. Ding Mou-shaik, premier secrétaire.

Secrétaire

M. Tchang Yuan, troisième secrétaire.

GRÈCE

Représentant

M. C. Caranicas, ministre-conseiller, ambassade à Washington.

Suppléants

M. A. S. Vrianopoulos, directeur général du Ministère de la coordination, directeur du service de l'assistance technique;

M^{me} A. Pangalos, directeur au Ministère de la coordination.

HAUTE-VOLTA

Représentant

M. Pierre Ilboudo, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

INDONÉSIE

Représentant

M. R. Suwastoyo.

Suppléant

M. Mochtan.

ISRAËL

Représentant

M. Moshé Bartur, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

Suppléants

M. Ya'acov Yannay, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Eliahu Tavor, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Représentant

M. B. F. Bolt, Département des affaires extérieures.

PAYS-BAS

Représentant

M. J. P. Bannier.

Suppléants

M. A. A. J. Warmenhoven;

M. J. H. Lubbers.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

Représentant

M. Aly Fadel Mohamed Aly Hasannein, chef du Centre de l'assistance technique, au Caire.

SOUDAN

Représentant

M. Hassab El Rasoul Ahmed, Ministère des finances et de l'économie.

Suppléants

M. Suleiman Babiker, Ministère des affaires étrangères;

M. Abbasher Mustafa Figier, Ministère des finances et de l'économie.

SUISSE

Représentant

M. Hans Keller, délégué à la coopération technique.

Suppléants

M. Erich Messmer, premier chef de section au Service de la coopération technique;

M. Georges Bonnant, premier adjoint à la Division des organisations internationales, Département politique fédéral.

Conseiller

M. Michael von Schenk, Département politique fédéral.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Représentants

M. Milan Klusak, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Jan Muzik, chef de section au Ministère des affaires étrangères.

Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs

AFRIQUE DU SUD

M. J. G. Stewart, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Autriche.

ARGENTINE

M. Raul C. Migone, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Julio César Carasales, conseiller d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Fernando G. Lerena, conseiller économique, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Mario A. Campora, troisième secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

AUTRICHE

M. Emanuel Treu ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Heinrich Gleissner, conseiller, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Harald Vavrik, attaché, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

BELGIQUE

M. E. Lotz, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. A. X. Pirson, directeur au Service des Nations Unies, Direction générale de la politique, Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur;

M. Marcel Houlliez, secrétaire d'ambassade, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies.

BULGARIE

M^{me} Vela Loukanova, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Ivan Petrov, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Gueri Gavrilov, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Borislav Dimov, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Nicholai Ivanov, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

CANADA

M. R. Campbell-Smith, conseiller, représentant permanent par intérim auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. W. E. Bauer, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{lle} Gay Sellers, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M^{lle} L. A. Gauthier, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

CHILI

M. Camilo Riccio, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

CHINE

M. Ding Mou-shaik, premier secrétaire;

M. Tchang Yuan, troisième secrétaire.

CUBA

M. J. Enrique Camejo-Argudín, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Pedro González-Piñero, deuxième secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

EQUATEUR

M. Teodoro Alvarado Garaico, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

ESPAGNE

M. Félix de Lequerica, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. José Manuel Aniel Quiroga, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Gabriel Mañueco, premier secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Ramón Fernández de Soignie, secrétaire d'ambassade, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

GHANA

M. Henry Albert Hagan Sapara Grant, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies.

GRÈCE

M. C. Caranicas, ministre-conseiller économique, ambassade à Washington.

HONGRIE

M. Istvan Bartos, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Jozsef Varga Perke, conseiller;

M. Janos Regos, troisième secrétaire.

IRAK

M. Ismat T. Kittani, conseiller, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{me} Bedia Afnan, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M^{lle} Suha Turaihi, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

IRLANDE

M. Andrew O'Rourke, secrétaire, ambassade à Berne.

ISRAËL

M. Moshé Bartur, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Ya'acov Yannay, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Eliahu Tavor, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

LIBAN

M. Sadaka.

MALI

M. Traore, conseiller technique, Ministère des affaires étrangères;

M. Doucoure, député à l'Assemblée nationale;

M. Ly, conseiller commercial.

MEXIQUE

M. Emilio Calderón Puig, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Antonio de Icaza, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

NORVÈGE

M. Olav Lydvo, conseiller, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies.

NOUVELLE-ZÉLANDE

M. B. F. Bolt, Département des affaires extérieures;

M^{lle} Alison Stokes, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

PAYS-BAS

M. J. Meijer, directeur du département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères (présent jusqu'au 15 juillet);

M. J. Kaufmann, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. J. H. Lubbers, conseiller d'ambassade, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. F. R. A. Walraven, département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères (présent du 16 au 28 juillet);

M. H. van Vloten, département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères (présent à partir du 18 juillet).

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE

M. Salah Abou-Gabal, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. Mackpajen, ministre;

M. Pierre Kalck.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

M. José A. Calzada.

ROUMANIE

M. Jacob Ionasco, premier secrétaire, représentant permanent par intérim auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Titu Sinu, directeur au Ministère des affaires étrangères;

M. Marin Olteanu, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Dimitru Albu, troisième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

SUÈDE

M. Dag E. J. Maim, conseiller, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. B. Bolin, directeur des affaires internationales, Confédération des syndicats suédois.

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. Milan Klusak, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Jan Muzik, chef de section au Ministère des affaires étrangères;

M. Ilja Hulinsky, représentant permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Otto Benes, conseiller économique, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

TUNISIE

M. Chedly Ayari, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

VENEZUELA

M. Omar J. Tournon Lugo, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Dusan Sidjanski, conseiller, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies;

M. Marcial Pérez Chiriboga, deuxième secrétaire, mission permanente auprès de l'Office européen des Nations Unies.

**Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies
représentés par des observateurs**

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

- M. Lee Hahn Been, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, observateur permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Choi Meung Jun, conseiller, bureau de l'observateur permanent;
M. Kwun Tong Man, troisième secrétaire, bureau de l'observateur permanent.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

- M. Egon Emmel, conseiller, observateur permanent adjoint auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Felix Klemm, conseiller principal au Ministère des affaires économiques (à titre temporaire);
M. Otto Hauber, deuxième secrétaire, bureau de l'observateur permanent;
M. Walter Göller, attaché pour les questions de transport, bureau de l'observateur permanent.

SAINT-SIÈGE

- M^{sr} Constant Maltoni, conseiller de la Nonciature apostolique à Berne;
Le R. P. Henri de Riedmatten, O.P.

SUISSE

- M. Paul Jolles, ministre plénipotentiaire, délégué aux accords commerciaux;
M. Georges Bonnant, premier adjoint à la Division des organisations internationales, Département politique fédéral;
M. Hans Keller, délégué à la coopération technique;
M. Humberto Andina, premier chef de section à la Division du commerce, Département fédéral de l'économie publique;
M. Erich Messmer, premier chef de section au Service de la coopération technique;
M. Milan Lusser, Division du commerce, Département fédéral de l'économie publique.

Institutions spécialisées

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Représentant

- M. David A. Morse, Directeur général du Bureau international du Travail.

Suppléants

- M. J. Rens, Directeur général adjoint;
M. C. W. Jenks, Sous-Directeur général.

Conseiller principal

- M. R. A. Metall, chef de la division des organisations internationales.

Conseillers

- M. A. A. Shaheed, chef de la division des services extérieurs;
M. N. N. Franklin, conseiller économique;
M. M. Paranhos da Silva, division des organisations internationales;
M. M. H. Khan, division des organisations internationales.

Secrétaire de la délégation

- M. C. A. L. von Knorring, division des organisations internationales.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Représentants

- M. B. R. Sen, Directeur général;
M. Oris V. Wells, Sous-Directeur général (programme et budget);
M. Paul Lamartine Yates, représentant régional pour l'Europe;
M^{lle} Gerda Blau, directeur de la division des produits;
M. J. P. Huyser, chef de la sous-division des services du programme;
M. A. G. Orbaneja, chef de la sous-division de la liaison avec les institutions internationales;
M. S. d'Amico, chef de la section de la politique des produits;
M. C. Castrioty, sous-division des services du programme;
M. D. Christodoulou, spécialiste des régimes fonciers et de la colonisation;
M. N. Crapon de Caprona, sous-division de la liaison avec les institutions internationales;
M. G. E. Bildesheim, chargé des questions concernant l'Amérique latine à la sous-division de la liaison entre services.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Représentants

M. R. Maheu, Directeur général par intérim;
M. M. S. Adiseshiah, Sous-Directeur général;
M. P. I. Erchov, Sous-Directeur général;
M. P. H. Coeytaux, chef de la division des relations
avec les organisations internationales;
M. A. de Silva, division des relations avec les organi-
sations internationales.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE
INTERNATIONALE

Représentant

M. E. R. Marlin, directeur de l'assistance technique.

BANQUE INTERNATIONALE
POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Représentant

M. Enrique López-Herrarte.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Représentant

M. Gordon Williams, représentant spécial auprès de
l'Organisation des Nations Unies.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Représentant

Le Dr M. G. Candau, Directeur général.

Suppléants

Le Dr P. Dorolle, Directeur général adjoint;
Le Dr P. M. Kaul, Sous-Directeur général;
Le Dr F. Grundy, Sous-Directeur général;
M. M. P. Siegel, Sous-Directeur général;
Le Dr O. V. Baroyan, Sous-Directeur général;
Le Dr M. Sacks, bureau de liaison avec l'Organisation
des Nations Unies.

Conseillers

M. C. Fedele, chef du service des relations extérieures;
Le Dr V. E. Tabona, chef du service de coordination
des programmes;
M^{lle} B. Newton, adjointe de M. Siegel;
M. R. Pleic, conseiller financier de M. Siegel;
M^{lle} B. Howell, service des relations extérieures.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Représentant

M. Edouard Weber, Directeur.

Suppléant

M. S. N. Das Gupta, chef de la section des relations
internationales et de l'assistance technique, au Bureau
international.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Représentants

M. Jean Persin, directeur des affaires extérieures;
M. Russell Cook, directeur du Département adminis-
tratif;
M. Gabriel Corbaz, chef adjoint du Département de la
coopération technique;
M. Lloyd Mason, ingénieur au Département de la
coopération technique.

ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

Représentants

M. D. A. Davies, Secrétaire général;
M. J. R. Rivet, Secrétaire général adjoint;
M. H. Sebastian, chef du service de l'assistance tech-
nique;
M. O. M. Ashford, chef de la section des recherches;
M. R. L. Munteanu, section des relations extérieures.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE
DE LA NAVIGATION MARITIME

Représentants

M. Michael Higgins, directeur de l'administration et
des relations extérieures;
M. R. Grosclaude, chef de la section des relations exté-
rieures et affaires juridiques.

COMMISSION INTÉRIMAIRE
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE
(SECRÉTARIAT DES PARTIES CONTRACTANTES
A L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS
ET LE COMMERCE)

Représentants

M. E. Wyndham White, Secrétaire exécutif;
M. Finn Gundelach, Secrétaire exécutif adjoint;
M. Jean Etienne, directeur de la division de la poli-
tique commerciale;
M. H. Reed, administrateur aux affaires économiques.

Agence internationale de l'énergie atomique

Représentants

M. Sigvard Ecklund, Directeur général (présent du 9 au 13 juillet);
M. John A. Hall, directeur général adjoint chargé de l'administration, de la liaison et du secrétariat (présent du 9 au 13 juillet);
M. D. A. V. Fischer, Directeur de la division des relations extérieures (présent du 23 au 27 juillet);
M. Léon Steinig, coordonnateur administratif de l'assistance technique;
M^{lle} Mary Jeffreys, division des relations extérieures.

Autres organisations intergouvernementales représentées par des observateurs

LIGUE DES ETATS ARABES

M. Moukhtar El Wakil, observateur permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies;
M. Hassan El Akkad, deuxième secrétaire, bureau de l'observateur permanent.

Organisations non gouvernementales

Catégorie A

ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE

M. Marcel Boson.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE

M. Walter Hill;
M. Jacques l'Huillier;
M^{me} Roberta M. Lusardi.

CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRÉTIENS

M. Georges Eggermann.

CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES

M. Paul Barton;
M. Irving Brown;
M. Albert Heyer.

FÉDÉRATION MONDIALE DES ANCIENS COMBATTANTS

M. Antonio Ronconi.

FÉDÉRATION MONDIALE DES ASSOCIATIONS POUR LES NATIONS UNIES

M. Adrian Pelt;
M^{me} Cristina C. M. de Aparicio;
M. Gordon Evans;
M. Horace Perera;
M^{lle} Nan Robinson.

FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

M. Victorin Duguet;
M. Giuseppe Boglietti.

ORGANISATION INTERNATIONALE DES EMPLOYEURS

M. Mohammed Ali Rifaat;
M. Charles Kuntschen;
M. Raphaël Lagasse.

Catégorie B

ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES: DROITS ÉGAUX, RESPONSABILITÉS ÉGALES

M^{me} Pearl Grobet;
M^{me} Marcelle Prince-Koire.

ALLIANCE MONDIALE DES UNIONS CHRÉTIENNES FÉMININES

M^{lle} Alice Arnold;
M^{lle} Patrician Morrison.

ALLIANCE UNIVERSELLE
DES UNIONS CHRÉTIENNES DE JEUNES GENS

M. Maher T. Doss.

ASSOCIATION DES FEMMES PAKISTANAISES

M^{me} Rani Mirza-Khan.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL

M^{me} Hélène Romniciano.

ASSOCIATION INTERNATIONALE
POUR LE PROGRÈS SOCIAL

M. Moïse Berenstein.

BUREAU INTERNATIONAL CATHOLIQUE DE L'ENFANCE

M^{lle} Odile Roulet.

BUREAU INTERNATIONAL POUR LA RÉPRESSION
DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

M. Richard F. Russell.

CHAMBRE DE COMMERCE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

M. Earl F. Cruickshank.

COMITÉ CONSULTATIF MONDIAL
DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS (QUAKERS)

M. J. Duncan Wood;

M^{me} Katharine Wood.

COMITÉ DE COORDINATION D'ORGANISATIONS JUIVES

M. Gustav Warburg;

M. Charles D. Rappoport.

COMITÉ DE LIAISON
DES GRANDES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES FÉMININES

M^{me} Alice Wibl -Gaillard.

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

M. Henri Coursier;

M. François de Reynold.

COMITÉ INTERNATIONAL
DE L'ORGANISATION SCIENTIFIQUE

M. Rutger Gevers Deynoot.

COMMISSION DES ÉGLISES
POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

M. O. Frederick Nolde;

M. Elfan Rees;

M. Nicolaas Slotemaker de Bruine.

COMMISSION INTERNATIONALE CATHOLIQUE
POUR LES MIGRATIONS

M. Loek Kampschoer;

M. Tadeusz Stark.

COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES

Sir Leslie Munro;

M. Philippe Comte;

M. Janos Toth.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE
DES CHARITÉS CATHOLIQUES

M. Antoine Pugin;

M. l'abbé Paul Bouvier.

CONGRÈS JUIF MONDIAL

M. Gerhart M. Riegner;

M. Maurice L. Perlzweig;

M. André Jabes.

CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

M^{lle} Louise C. A. van Eeghen;

M^{me} Antoinette Rochedieu.

CONSEIL INTERNATIONAL DES SERVICES JUIFS
DE PRÉVOYANCE ET D'ASSISTANCE SOCIALE

M. Charles H. Jordan;

M. Henri Elfenbein;

M. Daniel Lack;

M. Wladimir Grossman.

FÉDÉRATION ABOLITIONNISTE INTERNATIONALE

M. Théodore de Félice.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES FEMMES DE CARRIÈRES LIBÉRALES ET COMMERCIALES

M^{lle} Andrée Travelletti.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DES FEMMES DIPLÔMÉES DES UNIVERSITÉS

M^{lle} Tine Faber;
M^{me} Marie Fiechter.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES JURISTES

M^{lle} Whitney King.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR L'HABITATION,
L'URBANISME ET L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

M. Charles S. Ascher.

FÉDÉRATION MONDIALE
DES JEUNESSES FÉMININES CATHOLIQUES

M^{lle} Léone Herren.

INSTITUT INTERNATIONAL
DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

M. Charles S. Ascher.

INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE

M. James W. Nixon.

INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION

M. Michael Brandon.

LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES
POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ

M^{me} Mary Nuttall.

LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

M. Hans E. Riesser.

MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR L'UNION FRATERNELLE
ENTRE LES RACES ET LES PEUPLES

Le D^r François Daubenton.

NATIONAL ASSOCIATION OF MANUFACTURERS
(Etats-Unis d'Amérique)

M. Francis McIntyre.

ORGANISATION AFRO-ASIATIQUE
DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

M. Mohammed Ali Rifaat;
M^{lle} Nawal Omar.

ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION

M. Andrei E. Viatkine;
M. Henry Saint-Léger;
M. Roger Maréchal.

PAX ROMANA

Mouvement international des intellectuels catholiques
et

Mouvement international des étudiants catholiques

M. Tadeusz Szmitkowski;
M. Jean Charles Monateri.

SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL

M^{me} Edna Weber.

SOCIÉTÉ ANTI-ESCLAVAGISTE
(Royaume-Uni)

M. C. W. W. Greenidge;
M^{me} Mary Nuttall.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET D'EXPANSION
Association internationale à but non lucratif

M. Eugène-Jean Prost-Gargoz;
M^{lle} Marguerite Crahay.

SOCIÉTÉ INTERAMÉRICAIN D'URBANISME

M. Charles S. Ascher.

UNION CATHOLIQUE INTERNATIONALE
DE SERVICE SOCIAL

M^{lle} Marie-Madeleine Brazzola;
M^{lle} Magda Dockx.

UNION INTERNATIONALE DE PROTECTION DE L'ENFANCE

M^{lle} Audrey E. Moser;
M^{lle} Colette Jacot;
M^{lle} Angela Liddelow.

UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX

M. François Delaby;
M^{me} Jeanne-Marie Small.

UNION INTERNATIONALE
DES ORGANISMES OFFICIELS DE TOURISME

M. Robert C. Lonati;
M. Ashoke Nair.

**UNION INTERNATIONALE
DES VILLES ET POUVOIRS LOCAUX**

M. Charles S. Ascher.

UNION MONDIALE CHRÉTIENNE DES FEMMES ABSTINENTES

M^{me} Noële Chaix-Constantin;

M^{me} Yvonne Leuba.

UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES

M^{me} Geerda van Beekhoff van Selms;

M^{me} Rani Mirza-Khan.

**UNION MONDIALE
DES ORGANISATIONS FÉMININES CATHOLIQUES**

Le Dr M. T. Graber-Duvernay;

M^{me} M. Pingaud;

M^{me} Monique Prémard-Tornay;

M^{lle} Christine Swagemakers.

Registre

ALLIANCE INTERNATIONALE SAINTE-JEANNE-D'ARC

M^{me} Madeleine Leroy-Boy;

M^{lle} Marie-Isabelle Archinard.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES FEMMES MÉDECINS

Le Dr Vera J. Peterson.

ASSOCIATION MONDIALE DES GUIDES ET ÉCLAIREUSES

M^{me} Perle Bugnion-Secrétan.

CONSEIL INTERNATIONAL DES EMPLOYEURS DU COMMERCE

M. Alfred Koch.

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE
DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE**

M. Robert Pattaroni;

M. Pierre Rica.

OFFICE INTERNATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Le Dr François Daubenton.

ORDRE DU JOUR DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION

adopté par le Conseil à sa 1209^e séance, le 3 juillet 1962

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Tendances économiques mondiales.
3. Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.
4. Décennie des Nations Unies pour le développement.
5. Conséquences économiques et sociales du désarmement.
6. Financement du développement économique :
 - a) Courant international des capitaux;
 - b) Fonds d'équipement des Nations Unies.
7. Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel.
8. Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.
9. Ressources naturelles :
 - a) Rapport du Secrétaire général relatif à la Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie;
 - b) Etude du Secrétaire général sur les besoins en capitaux pour la recherche du pétrole et sur les méthodes de financement.
10. Rapports des commissions économiques régionales *.
11. Rapport de la Commission de statistique.
12. Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial.
13. Programmes de coopération technique :
 - a) Programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme élargi;
 - c) Emploi de travailleurs bénévoles pour les programmes opérationnels de l'Organisation des Nations Unies et des institutions apparentées destiné à faciliter le développement économique et social des pays en voie de développement;
 - d) Coordination des activités d'assistance technique;
 - e) Participation de l'Union postale universelle au Programme élargi d'assistance technique.
14. Questions relatives à la science et à la technique :
 - a) Tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, diffusion des connaissances scientifiques et application de ces connaissances à des fins pacifiques;
 - b) Coordination des résultats de la recherche scientifique;
 - c) Collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique;
 - d) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.
15. Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples.
16. Rapport de la Commission des questions sociales.

* A examiner en partie à la reprise de la trente-quatrième session.

17. Réforme agraire et développement rural.
18. Rapport de la Commission des droits de l'homme.
19. Rapport de la Commission de la condition de la femme.
20. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.
21. Application de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.
22. Contrôle international des stupéfiants.
23. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
24. Organisations non gouvernementales.
25. Calendrier des conférences pour 1963.
26. Incidences financières des décisions du Conseil.
27. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
28. Elections *.
29. Confirmation de la nomination des membres des commissions techniques du Conseil **.
30. Programme de travail du Conseil pour 1963 **.
31. Fondation Dag Hammarskjöld ***.

* A examiner en partie à la reprise de la trente-quatrième session.

** A examiner à la reprise de la trente-quatrième session.

*** Point supplémentaire, inscrit à l'ordre du jour par le Conseil à sa 1232^e séance, le 27 juillet 1962.

RÉPERTOIRE DES DOCUMENTS

NOTE. — On trouvera énumérés ci-dessous les documents relatifs à la trente-quatrième session. Le point pertinent de l'ordre du jour est indiqué en regard de chaque document. La mention d'un point de l'ordre du jour suivie d'un astérisque (*) signifie que le document est publié dans le fascicule correspondant des *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Annexes*.

Cote	Titre	Point de l'ordre du jour	Observations et références
E/3493 et Corr.2	Assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme dans les pays en voie de développement : rapports préliminaire du Secrétaire général	19*	
E/3563	Rapport du Comité de l'assistance technique (sur les séances tenues en novembre-décembre 1961)	13*	
E/3566 et Add.1	Assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme dans les pays en voie de développement : rapport du Secrétaire général	19 *	
E/3576	Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial sur sa septième session	12	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 11.</i>
E/3577	Sources nouvelles d'énergie et production d'énergie : rapport de la Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie	9	Remplacé par E/3577/Rev.1, publication des Nations Unies, n° de vente : 62.I.21.
E/3580 et Corr.1	Besoins en capitaux pour la recherche du pétrole et méthodes de financement : étude préparée par le Secrétaire général	9	Remplacé par E/3580/Rev.1, publication des Nations Unies, n° de vente : 62.II.B.3.
E/3581/Rev.1	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine	3, 10	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 4.</i>
E/3583 et Add.1 à 5	Election des membres du Comité central permanent de l'opium : note du Secrétaire général	22, 28	Miméographié.
E/3584 et Corr.1	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe	3, 10	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 3.</i>
E/3586	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique	3, 10	<i>Ibid., Supplément n° 10.</i>
E/3593	Rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du Groupe consultatif	5	Remplacé par E/3593/Rev.1, publication des Nations Unies, n° de vente : 62.IX.1.
E/3593/Add.1 à 4	Réponses des gouvernements et communications des organisations internationales	5	Seront réunis en un additif au document E/3593/Rev.1.
E/3599	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	3, 10	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 2.</i>
E/3600 et Corr.1	Rapport du Comité du développement industriel sur sa deuxième session	7	Remplacé par E/3600/Rev.1. <i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-troisième session, Supplément n° 2.</i>
E/3603	Progrès de la réforme agraire : troisième rapport, établi conjointement par les secrétariats de l'ONU, de la FAO et de l'OIT	17	Paraîtra comme publication des Nations Unies.
E/3604	Participation de l'Union postale universelle au Programme élargi d'assistance technique	13 *	

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3605	Rapport annuel du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique	13	Remplacé par E/3605/Rev.1. <i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 5.</i>
E/3605/Add.1	Additif (renseignements statistiques sur les projets en cours d'exécution en 1961 au titre du Programme élargi)	13	Miméographié.
E/3606/Rev.1	Rapport de la Commission de la condition de la femme	3, 19, 20	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 7.</i>
E/3611	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation mondiale de la santé	3	Miméographié. Pour le rapport, voir <i>Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé</i> , n° 114.
E/3611/Add.1	Rapport supplémentaire de l'OMS (décisions prises par la quinzième Assemblée mondiale de la santé et par le Conseil exécutif de l'OMS à ses vingt-neuvième et trentième sessions)	3	Miméographié.
E/3611/Add.2	Rapport supplémentaire de l'OMS	3, 14 a)	<i>Idem.</i>
E/3612 et Corr.1	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique	3, 14 a)	<i>Idem.</i>
E/3613	Mesures proposées : rapport du Secrétaire général	4	Publication des Nations Unies, n° de vente : 62.II.B.2.
E/3613/Add.1	Réponses des institutions spécialisées et de certaines autres organisations internationales	4	Miméographié.
E/3613/Add.2 et 3	Réponses des gouvernements	4	<i>Idem.</i>
E/3614	Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base : rapport de 1962 sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base	8 *	
E/3615	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Union postale universelle	3	<i>Idem.</i> Pour le rapport, voir <i>Union postale universelle, Rapport sur les activités de l'Union, 1961</i> , Berne.
E/3616/Rev.1	Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa dix-huitième session	3, 18, 20	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 8.</i>
E/3617 et Add.1	Collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique. — Sismologie et technique des séismes : rapport présenté conformément à la résolution 767 (XXX) du Conseil	14 *	
E/3618	Etude sur l'organisation et le fonctionnement des services de résumés analytiques dans les différentes disciplines scientifiques et techniques	14 b)	Miméographié. Un texte révisé paraîtra ultérieurement.
E/3619	Activités d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général	13 *	
E/3620	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation internationale du Travail	3	Miméographié. Pour le rapport, voir BIT, rapport I (partie II), <i>Activités de l'OIT, 1961</i> , Genève, 1962.
E/3620/Add.1	Annexe au rapport de l'OIT (programme des réunions)	3	Miméographié.
E/3621	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	3, 14 a)	<i>Idem.</i>
E/3621/Add.1	Note du Secrétaire général transmettant un supplément au rapport de l'UNESCO, relatif à la réunion des ministres de l'éducation des pays d'Afrique, tenue à Paris en mars 1962	3	<i>Idem.</i> Voir le document Unesco/ED/191.
E/3622 et Corr.1 à 3	Ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session du Conseil économique et social : note du Secrétaire général	1	Miméographié. Pour l'ordre du jour, voir p. xxiii ci-dessus.

Cote	Titre	Point de l'ordre du jour	Observations et références
E/3623	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	3, 14 a)	Miméographié.
E/3623/Add.1 et 2	Notes du Secrétaire général transmettant le rapport provisoire de la onzième session de la Conférence de la FAO et le texte des résolutions adoptées par cette Conférence	3	<i>Idem.</i> Pour les résolutions, voir <i>Résolutions adoptées par la Conférence de la FAO, onzième session, Rome, 1962.</i>
E/3623/Add.3	Note du Secrétaire général transmettant le document intitulé « Le travail de la FAO en 1960-1961 »	3	Miméographié. Voir le document de la FAO C 61/10.
E/3624 et Add.1 à 6	Introduction et chapitres 1 à 6 de l'Etude sur l'économie mondiale, 1961	2	Remplacé par E/3624/Rev.1.
E/3624/Rev.1	<i>Etude sur l'économie mondiale, 1961</i>	2	Publication des Nations Unies, n° de vente : 62.II.C.1.
E/3625 et Add.1	Vingt-sixième rapport du Comité administratif de coordination	3 *	
E/3626 et Add.1 à 3	Note du Secrétaire général	21	Miméographié.
E/3627	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation de l'aviation civile internationale	3	<i>Idem.</i> Pour le rapport, voir OACI, <i>Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1961</i> (document de l'OACI, Doc.8219 A14-P/4).
E/3628	Note du Secrétaire général transmettant une étude de la FAO intitulée <i>Produits agricoles — Projections pour 1970</i>	2	Miméographié. Voir <i>Rapport de la FAO sur les produits, 1962, Supplément spécial</i> (E/CN.13/48-CCP 62/5), publié par la FAO.
E/3629	Etude des perspectives de la production et de la demande de produits primaires. — Perspective de la demande de produits non agricoles (problèmes de définition et méthodologie des projections) : rapport du Secrétaire général	2	Miméographié.
E/3630	Programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées relatifs à l'administration publique : rapport du Secrétaire général	3 *	
E/3631 et Add.1 à 3	Question de l'organisation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce international : note du Secrétaire général transmettant les réponses des gouvernements	2	<i>Idem.</i>
E/3632	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime	3	<i>Idem.</i>
E/3633	Rapport de la Commission de statistique sur sa douzième session	3, 11	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 13.</i>
E/3634 et Add.1	Rapport du Secrétaire général	20 *	
E/3635	<i>L'évolution économique au Moyen-Orient, 1959-1961</i>	2	Publication des Nations Unies, n° de vente : 62.II.C.2.
E/3636/Rev.1	Rapport de la Commission des questions sociales sur sa quatorzième session	3, 16	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 12.</i>
E/3637 et Corr.1 et Add.1	Notes du Secrétaire général transmettant le rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/5211) et le rapport du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire sur sa septième session (A/5211/Add.1)	23	Miméographié. Pour les rapports, voir <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément n° 11</i> et appendice.
E/3638 et Add.1	Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général par intérim de l'UNESCO et le compte rendu d'une séance du Comité exécutif de l'UNESCO	15	Miméographié. Voir les documents de l'UNESCO ED/189 et 61 EX/SR.21.
E/3639	Rapport du Comité spécial des huit créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil	13 *	

Cote	Titre	Point de l'ordre du jour	Observations et références
E/3640 et Add.1	Situation des victimes des expériences prétendues scientifiques pratiquées dans les camps de concentration nazis: sixième rapport du Secrétaire général sur l'état de la question		Miméographié.
E/3641	Election des membres du Comité central permanent de l'opium: rapport du Comité chargé d'examiner les candidatures	28 *	
E/3642	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation météorologique mondiale	3, 14 a)	<i>Idem.</i> Voir <i>Rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale, 1961</i> , OMM — n° 115.RP.47.
E/3643	Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales: rapport du Secrétaire général	10 *	
E/3644	Rapport de la Commission du commerce international des produits de base sur sa dixième session	8	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 6.</i>
E/3645	Note du Secrétaire général transmettant le premier rapport de l'Union internationale des télécommunications	14 d)	Miméographié. Voir <i>Premier rapport de l'Union internationale des télécommunications sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique</i> , UIT, Genève, 1962.
E/3646	Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial sur sa huitième session	12	Remplacé par E/3646/Rev.1. <i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 11 A.</i>
E/3647	Rapport du Groupe de travail spécial pour la coordination	3 *	
E/3648	Rapport de la Commission des stupéfiants sur sa dix-septième session	22	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 9.</i>
E/3649	Rapport sur la neuvième session du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine	10	<i>Ibid.</i> , Supplément n° 4 A.
E/3650	Note du Secrétaire général transmettant le rapport annuel du Directeur général du Fonds spécial (SF/L.62/Rev.1)	12	Miméographié.
E/3651	Etat récapitulatif des programmes de travail dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, présenté par le Secrétaire général	3, 26	<i>Idem.</i>
E/3652	Note du Secrétaire général transmettant un deuxième rapport du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe sur les mesures prises par la Commission en application de sa résolution 6 (XV)	2	<i>Idem.</i> Complète E/3519, distribué pour la trente-deuxième session du Conseil.
E/3653 et Add.1	Rapport du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique sur l'emploi de personnel technique bénévole	13 c)	Miméographié.
E/3654 et Corr.1	Rapport du Comité chargé d'étudier la création d'un Fonds d'équipement des Nations Unies	6 *	
E/3656	Renforcement des services consultatifs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: mémoire présenté par le Secrétaire général	7 *	
E/3656/Add.1	Mémoire présenté par le Commissaire au développement industriel	7 *	
E/3657	Observations sur le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme: rapport du Secrétaire général	3 *	
E/3658	Déclaration du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	4 *	

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3659 et Add.1 et 2	Rapport sur les activités entreprises pour atteindre les objectifs du plein emploi	2 *	
E/3660	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Union internationale des télécommunications	3	Miméographié. Voir <i>Rapport sur les activités de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1961</i> , Genève 1962.
E/3661	Programme de travail concernant les projections des tendances économiques mondiales ; rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux	2 *	
E/3662	Note du Secrétaire général transmettant le premier rapport de l'Organisation météorologique mondiale	14 d)	Miméographié. Voir <i>Premier rapport sur l'avancement des sciences atmosphériques et de leur applications, à la lumière des progrès réalisés dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique</i> , OMM, Genève.
E/3663 et Add.1	Etat sommaire provisoire présenté par le Secrétaire général	26	Miméographié.
E/3663/Add.2	Etat définitif présenté par le Secrétaire général	26 *	
E/3664	Mémoire de la délégation du Brésil	4 *	
E/3665	Moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés : troisième rapport du Secrétaire général	6 *	
E/3666	Demandes d'audition : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	24	<i>Idem.</i>
E/3667	Auditions : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	24	<i>Idem.</i>
E/3668	Centre des projections et de la programmation économique : propositions pour un programme de travail sur les projections à long terme (rapport d'un groupe d'experts)	2 *	
E/3669	Rapport du Comité économique	11 *	
E/3670	Demandes d'auditions : rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	24	<i>Idem.</i>
E/3672 et Corr.1 et 2	Rapport du Comité social	19 *	
E/3673	Rapport du Comité économique	9 *	
E/3674	Résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa quarante-sixième session	4	<i>Idem.</i> Voir <i>Bulletin officiel</i> du BIT, vol. XLV, n° 3, Supplément I, résolution VIII.
E/3675 et Add.1	Mémoire du Secrétaire général	25	Miméographié.
E/3676 et Corr.1	Rapport du Comité social	18 *	
E/3677	Rapport du Comité social	20 *	
E/3678	Rapport du Comité social	21 *	
E/3679	Rapport du Comité économique	17 *	
E/3680	Rapport du Comité de l'assistance technique	13 *	
E/3681 et Corr.2	Rapport du Comité économique	8 *	
E/3682	Déclaration adoptée par la Conférence du développement économique, tenue au Caire en juillet 1962	2 *	
E/3683	Communication de la délégation du Japon concernant le document E/3617	14 c)	<i>Idem.</i>
E/3684	Rapport du Comité social	16 *	
E/3685	Pouvoirs des représentants à la trente-quatrième session : rapport du Président et des Vice-Présidents		<i>Idem.</i>
E/3686	Rapport du Comité de coordination	3 *	
E/3687	Rapport du Comité de coordination	4 *	

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3688	Rapport du Comité économique	4 *	
E/3689	Rapport du Comité de coordination	14 *	
E/3690	Rapport du Comité économique	6 *	
E/3691	Rapport du Comité économique	2 *	
E/3692	Rapport du Comité social	22 *	
E/3693	Rapport du Secrétaire général	25	<i>Idem.</i> Pour le calendrier des conférences adopté par le Conseil, voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 1</i> , p. 37 à 39.
E/AC.6/L.276 et Add.1	Australie, Danemark, France, Italie et Japon : projet de résolution	9	Remplacé par E/AC.6/L.276/Rev.2.
E/AC.6/L.276/Rev.2	Australie, Danemark, France, Italie, Japon et Sénégal : projet de résolution révisé	9	Miméographié. Voir E/3673, par. 4, et résolution 885 (XXXIV).
E/AC.6/L.277	Brésil : projet de résolution	9	Remplacé par E/AC.6/L.277/Rev.1.
E/AC.6/L.277/Rev.1	Brésil : projet de résolution révisé	9	Miméographié. Voir E/3673, par. 6; compte rendu de la 1230 ^e séance, par. 2; et résolution 886 (XXXIV).
E/AC.6/L.278	Etats-Unis d'Amérique, Japon et Uruguay : projet de résolution	4	Remplacé par E/AC.6/L.278/Rev.1.
E/AC.6/L.278/Rev.1	Etats-Unis d'Amérique, Japon, Uruguay : projet de résolution révisé	4	Miméographié. Voir E/3688, par. 12, et résolution 919 (XXXIV).
E/AC.6/L.278/Rev.1/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/AC.6/L.278/Rev.1 : note du Secrétaire général	4	Miméographié. Voir E/3663/Add.2.
E/AC.6/L.279	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	17	Remplacé par E/AC.6/L.279/Rev.1.
E/AC.6/L.279/Rev.1	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution révisé	17	Remplacé par E/AC.6/L.279/Rev.2.
E/AC.6/L.279/Rev.2	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution révisé	17	Miméographié. Voir E/3679, par. 4, et résolution 887 (XXXIV).
E/AC.6/L.280 et Add.1	Colombie, Jordanie et Uruguay : projet de résolution	8	Remplacé par E/AC.6/L.280/Rev.1.
E/AC.6/L.280/Rev.1	Brésil, Colombie, France, Jordanie et Uruguay : projet de résolution révisé	8	Remplacé par E/AC.6/L.280/Rev.2 et Rev.2/Corr.1.
E/AC.6/L.280/Rev.1/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/AC.6/L.280/Rev.1 : note du Secrétaire général	8	Miméographié. Voir E/3663/Add.1 et 2.
E/AC.6/L.280/Rev.2 et Rev.2/Corr.1	Brésil, Colombie, France, Jordanie, Salvador et Uruguay : projet de résolution révisé	8	Adopté sans changement. Voir résolution 915 (XXXIV).
E/AC.6/L.281 et Rev.1	Brésil, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Inde, Salvador, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution	4	Remplacé par E/AC.6/L.281/Rev.2.
E/AC.6/L.281/Rev.2	Brésil, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Inde, Salvador, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution révisé	4	Miméographié. Voir E/3688, par. 5, et résolution 916 (XXXIV).
E/AC.6/L.281/Rev.2/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/AC.6/L.281/Rev.2 : note du Secrétaire général	4	Miméographié. Voir E/3663/Add.2.
E/AC.6/L.282	Texte révisé du projet de résolution présenté par le Conseil d'administration du FISE (E/3658, annexe)	4	Miméographié. Voir E/3688, par. 11, et résolution 618 (XXXIV).

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.6/L.283	Jordanie : amendements au projet de résolution E/AC.6/L.281	4	Miméographié. Voir E/3688, par. 4.
E/AC.6/L.284	Brésil, Colombie, Ethiopie, Inde, Jordanie, Salvador, Sénégal, Uruguay et Yougoslavie : projet de résolution	6 b)	Miméographié. Voir E/3690 par. 3, et résolution 921 (XXXIV).
E/AC.6/L.285/Rev.1	Brésil, Colombie, Ethiopie, Inde, Jordanie, Salvador, Uruguay et Yougoslavie : projet de résolution	6	Remplacé par E/AC.6/L.285/Rev 2
E/AC.6/L.285/Rev.2	Brésil, Colombie, Ethiopie, Inde, Jordanie, Salvador, Uruguay et Yougoslavie : projet de résolution révisé	6	Miméographié. Voir E/3690, par. 7, et résolution 923 (XXXIV).
E/AC.6/L.286	Brésil et Pologne : projet de résolution	2	Miméographié. Voir E/3691, par. 3, et résolution 924 (XXXIV).
E/AC.6/L.287	Italie : amendement au projet de résolution E/L.958/Rev.2	4	Miméographié. Voir E/3688, par. 7.
E/AC.6/L.288	Colombie, Etats-Unis d'Amérique et Jordanie : projet de résolution	6	Miméographié. Voir E/3690 par. 5, et résolution 922 (XXXIV).
E/AC.6/L.289	France : amendement au projet de résolution E/L.958/Rev.2	4	Miméographié. Voir E/3688, par. 7.
E/AC.7/L.404	Australie : amendements au projet de résolution IV présenté par la Commission des droits de l'homme	18	Voir E/3676, par. 3 b).
E/AC.7/L.405	Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Jordanie et Sénégal : projet de résolution	20	Miméographié. Voir E/3677, par. 3, et résolution 889 (XXXIV).
E/AC.7/L.406	Union des Républiques socialistes soviétiques : amendements au projet de résolution E/AC.7/L.405	20	Voir E/3677, par. 3 a).
E/AC.7/L.407	Italie : amendement au projet de résolution E/AC.7/L.405	20	Voir E/3677, par. 3 b).
E/AC.7/L.408	Danemark et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	21	Adopté sans changement. Voir la résolution 890 (XXXIV).
E/AC.7/L.409	Etats-Unis d'Amérique : amendement au projet de résolution E/AC.7/L.408	21	Miméographié. Retiré par l'auteur.
E/AC.7/L.410	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : amendements au projet de résolution II présenté par la Commission des questions sociales	16	Voir E/3684, par. 3.
E/AC.7/L.411	Etats-Unis d'Amérique et Yougoslavie : amendements au projet de résolution III présenté par la Commission des questions sociales	16	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.412	Italie : amendements au projet de résolution III présenté par la Commission des questions sociales	16	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.413	Ethiopie : amendements au projet de résolution III présenté par la Commission des questions sociales	16	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.414	Inde : amendements au projet de résolution II présenté par la Commission des questions sociales	16	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.415	Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : amendements au projet de résolution V présenté par la Commission des questions sociales	16	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.416	Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution	22	Adopté sans changement. Voir la résolution 914 G (XXXIV).
E/AC.7/L.417	Brésil et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	22	<i>Idem.</i> , résolution 914 E (XXXIV).
E/AC.7/L.418	Ethiopie, Inde, Japon, Jordanie et Yougoslavie : projet de résolution	22	<i>Idem.</i> , résolution 914 B (XXXIV).
E/AC.24/L.198	Australie, Brésil, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Salvador : projet de résolution	3, 4	Remplacé par E/AC.24/L.198/Rev.2.

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.24/L.198/Rev.2	Australie, Brésil, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Jordanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Salvador : projet de résolution révisé	3, 4	Remplacé par E/AC.24/L.198/Rev.3.
E/AC.24/L.198/Rev.3	Australie, Brésil, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Jordanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Salvador : projet de résolution révisé	3, 4	Miméographié. Voir E/3687, par. 6, et résolution 920 (XXXIV).
E/AC.24/L.198/Rev.3/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/AC.24/L.198/Rev.3 : note du Secrétaire général	3, 4	Miméographié. Voir E/3663/Add.2.
E/AC.24/L.199	France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	3	Remplacé par E/AC.24/L.199/Rev.1
E/AC.24/L.199/Rev.1	Ethiopie, France, Jordanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution révisé	3	Adopté sans changement. Voir résolution 906 (XXXIV).
E/AC.24/L.200	Etats-Unis d'Amérique et Jordanie : projet de résolution	3	Miméographié. Voir E/3686, par. 5 a), et résolution 908 (XXXIV).
E/AC.24/L.201	Etats-Unis d'Amérique, Japon, Jordanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution	3	Remplacé par E/AC.24/L.201/Rev.1.
E/AC.24/L.201/Rev.1	Etats-Unis d'Amérique, Inde, Japon, Jordanie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : projet de résolution révisé	3	Miméographié. Voir E/3686, par. 5 b), et résolution 909 (XXXIV).
E/AC.24/L.202	Etats-Unis d'Amérique, France et Jordanie : projet de résolution	3	Miméographié. Voir E/3686, par. 4 c), et résolution 907 (XXXIV).
E/AC.24/L.202/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/AC.24/L.202 : note du Secrétaire général	3	Miméographié. Voir E/3663/Add.1 et 2.
E/AC.24/L.203	Etats-Unis d'Amérique : texte proposé pour insertion dans le rapport du Comité de coordination	3	Miméographié. Voir E/3686, par. 4 d).
E/AC.24/L.204	Danemark : texte proposé pour insertion dans le rapport du Comité de coordination	3	<i>Idem</i> , par. 4 e).
E/AC.24/L.205	Danemark : amendement au projet de résolution E/AC.24/L.198/Rev.2 et 3	3, 4	Voir E/3687, par. 4 et 6.
E/AC.24/L.206	Etats-Unis d'Amérique : texte proposé pour insertion dans le rapport du Comité de coordination	3	Miméographié. Voir E/3686, par. 4 f).
E/AC.24/L.207	Etats-Unis d'Amérique, France et Salvador : projet de résolution	14 b)	Adopté sans changement. Voir résolution 911 (XXXIV).
E/AC.24/L.208	Australie, Colombie, Italie et Japon : projet de résolution	14 c)	<i>Idem</i> , résolution 912 (XXXIV).
E/AC.24/L.209	Australie, France et Italie : projet de résolution	14 a)	Remplacé par E/AC.24/L.209/Rev.1.
E/AC.24/L.209/Rev.1	Australie, France et Italie : projet de résolution révisé	14 a)	Miméographié. Voir E/3689, par. 3, et résolution 910 (XXXIV).
E/AC.24/L.210	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution	14 d)	<i>Idem</i> , par. 5, et résolution 913 (XXXIV).
E/C.2/597	Projet de résolution relatif à l'habitation présenté par la Commission des questions sociales : exposé de l'Alliance coopérative internationale	16, 24	Miméographié.
E/C.2/598	Exposé présenté par la Chambre de commerce des Etats-Unis	6 b), 24	<i>Idem</i> .
E/C.2/599	Exposé présenté par la Chambre de commerce des Etats-Unis	5, 24	<i>Idem</i> .
E/C.2/600	Programme de travail futur de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités : exposé présenté par le Comité de coordination d'organisations juives	18, 24	<i>Idem</i> .
E/C.2/601	Exposé présenté par la Fédération syndicale mondiale	17, 24	<i>Idem</i> .
E/C.2/602	L'avenir du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : exposé présenté par la Commission des églises pour les affaires internationales	23, 24	<i>Idem</i> .

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/CN.13/54 et Add.1	Etude sur les produits de base, 1961, et Supplément relatif aux produits non agricoles	8	Miméographié.
E/ECE/435	Le développement et le renforcement des activités de la Commission économique pour l'Europe : rapport intérimaire du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre de la résolution 5 (XVI) de la Commission	10	<i>Idem.</i>
E/ECE/452	<i>Etude sur la situation économique de l'Europe en 1961</i>	2	Publication des Nations Unies, n° de vente : 62.II.E 1
E/L.938/Rev.1	Organisation des travaux proposée par le Secrétaire général	1	Miméographié.
E/L.953 et Corr.1	Mémorandum du représentant permanent de l'Espagne	10 *	
E/L.955	Note du Secrétaire général	27	<i>Idem.</i>
E/L.956	Brésil, Inde, Pologne et Sénégal : projet de résolution	10	<i>Idem.</i> Voir le compte rendu de la 1213 ^e séance, par. 83 à 86, et résolution 879 (XXXIV).
E/L.957 et Corr.1	Programme de coopération économique internationale. — Brésil, Ethiopie, Inde et Yougoslavie : projet de résolution	4	Remplacé par E/AC.6/L.281.
E/L.958 et Add.1	Brésil, Ethiopie, Inde, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution	4	Remplacé par E/L.958/Rev.1 et Rev.1/Corr.1.
E/L.958/Rev.1 et Rev.1/Corr.1	Brésil, Ethiopie, Inde, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution révisé	4	Remplacé par E/L.958/Rev.2.
E/L.958/Rev.2	Brésil, Ethiopie, Inde, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution révisé	4	Miméographié. Voir E/3688, par. 8, et résolution 917 (XXXIV).
E/L.958/Rev.2/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/L.958/Rev.2 : note du Secrétaire général	4	Miméographié. Voir E/3663/Add.2.
E/L.959	Election des membres du Comité central permanent de l'opium : document de travail établi par le Secrétaire général	28	Miméographié.
E/L.960	Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Salvador et Sénégal : projet de résolution	4	Remplacé par E/AC.6/L.281.
E/L.961	Communication du représentant de la Pologne au Secrétaire du Conseil économique et social	3	Miméographié.
E/L.962	Ethiopie, Inde et Yougoslavie : projet de résolution	5	Remplacé par E/L.969.
E/L.963	Pologne : projet de résolution	5	<i>Idem.</i>
E/L.964	Ethiopie et Sénégal : projet de résolution	3	Adopté sans changement. Voir la résolution 905 (XXXIV).
E/L.965	Déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à la 1213 ^e séance du Conseil	10	Miméographié. Un résumé de cette déclaration figure dans le compte rendu de la 1213 ^e séance, par. 67 à 73.
E/L.966	Déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à la 1226 ^e séance du Conseil	2	<i>Idem.</i> , 1226 ^e séance, par. 1 à 18.
E/L.967/Rev.1	Brésil, Ethiopie, Inde et Yougoslavie : projet de résolution	7 *	
E/L.967/Rev.2	Brésil, Ethiopie, Inde et Yougoslavie : projet de résolution révisé	7	Adopté sans changement. Voir la résolution 893 (XXXIV).
E/L.967/Rev.2/Add.1	Incidences financières du projet de résolution E/L.967/Rev.2 : note du Secrétaire général	7	Miméographié. Voir E/3663/Add.1 et 2.
E/L.968	Demande d'inscription d'un point supplémentaire intitulé « Fondation Dag Hammarskjöld » à l'ordre du jour de la trente-quatrième session : mémorandum de la délégation de la Jordanie	31 *	
E/L.969	Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Inde, Pologne, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie : projet de résolution révisé	5	Miméographié. Voir le compte rendu de la 1231 ^e séance, par. 27, et résolution 891 (XXXIV).
E/L.969/Add.1 et Add.1/Corr.1	Incidences financières du projet de résolution E/L.969 : note du Secrétaire général	5	Miméographié. Voir E/3663/Add.1 et 2.

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/L.970	Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de résolution	15	Miméographié. Voir le compte rendu de la 1233 ^e séance, par. 85, et résolution 895 (XXXIV).
E/L.971	Mandat de la Commission économique pour l'Afrique. — Colombie, Salvador et Uruguay : projet de résolution	10	Renvoyé à la reprise de la trente-quatrième session.
E/L.972	Ethiopie et Sénégal : projet de résolution	10	<i>Idem.</i>
E/L.973	Liste des résolutions adoptées par le Conseil au cours de sa trente-quatrième session		Miméographié. Pour le texte des résolutions, voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 1</i> .
E/L.974	Extrait de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales à la 1236 ^e séance du Conseil	26	Miméographié. Un résumé de cette déclaration figure dans le compte rendu de la 1236 ^e séance, par. 43 à 45.
E/OB/17 et Add.	Rapport du Comité central permanent de l'opium au Conseil économique et social sur l'activité du Comité en 1961	22	Publication des Nations Unies, n° de vente : 62.XI.3 et Addendum.
E/RES/879 (XXXIV) à 925 (XXXIV)	Résolutions adoptées par le Conseil à sa trente-quatrième session		<i>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 1, résolutions 879 (XXXIV) à 925 (XXXIV).</i>
E/TAC/110	Dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution pour 1962 : projet de budget du secrétariat du Bureau de l'assistance technique pour l'exercice 1962	13 b)	Miméographié.
E/TAC/111 et Add.1	Transfert d'allocations en 1961 : rapport du Président-Directeur du BAT	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/112 et Corr.1	Rapport du Secrétaire général sur les programmes d'assistance technique financés par le budget ordinaire	13 a)	<i>Idem.</i>
E/TAC/113 et Corr.1	Dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution pour l'exercice 1962 : note du Président-Directeur du BAT (communications de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Union internationale des télécommunications)	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/114	Examen de directives à l'intention des gouvernements désireux d'établir un ordre de priorité pour l'assistance qu'ils souhaitent recevoir au titre du Programme élargi d'assistance technique : rapport du Bureau de l'assistance technique	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/115	Utilisation des services d'experts et des moyens de formation fournis par les pays en voie de développement : rapport du Bureau de l'assistance technique	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/116	Amendements aux règles régissant l'application du système de programmation par projet en 1963-1964	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/117	Rapport du Président-Directeur du BAT sur le recrutement de personnel pour les services extérieurs de l'assistance technique	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.256	Ordre du jour du Comité de l'assistance technique (novembre-décembre 1961)	13	Voir E/3563, par. 2.
E/TAC/L.257	Changements au Programme pour 1961-1962 demandés par les gouvernements et approuvés par le Président-Directeur et le BAT du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 1961	13 b)	Miméographié.
E/TAC/L.258 et Add.1	Programme supplémentaire révisé pour 1961-1962 : note du Président-Directeur du BAT	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.259	Allocations de fonds pour 1962 : rapport du Président-Directeur du BAT	13 b)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.260	Allocations pour cas d'urgence par prélèvement sur le Fonds de roulement et de réserve, du 1 ^{er} janvier au 23 octobre 1961 : rapport du Bureau de l'assistance technique	13 b)	<i>Idem.</i>

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/TAC/L.261	Déclaration liminaire du Président-Directeur du BAT à la 257 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 b)	Miméographié.
E/TAC/L.262	Etats-Unis d'Amérique : amendement au projet de résolution figurant à l'annexe II du document E/TAC/L.259	13 b)	Voir E/3563, par. 48.
E/TAC/L.263	Déclaration faite par le Commissaire à l'assistance technique à la 260 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 a)	Miméographié.
E/TAC/L.264	Projet de rapport du Comité de l'assistance technique	13	<i>Idem.</i> Pour le rapport, voir E/3563.
E/TAC/L.265/Rev.1	Ordre du jour du Comité de l'assistance technique (juin-juillet 1962)	13	Voir E/3680, par. 2.
E/TAC/L.266	Discours d'ouverture du Président-Directeur du BAT à la 262 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 b)	Miméographié.
E/TAC/L.267	Projet de résolution	13 e)	Adopté sans changement. Voir résolution 902 (XXXIV) du Conseil.
E/TAC/L.268	Déclaration faite par le Commissaire à l'assistance technique à la 270 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 a)	Miméographié.
E/TAC/L.269	Pays-Bas : projet de paragraphe à insérer dans le rapport du Comité de l'assistance technique	13 b)	<i>Idem.</i> Adopté par le Comité sous une forme modifiée : voir E/3680, par. 32.
E/TAC/L.270	Jordanie : projet de résolution du Comité de l'assistance technique	13 b)	Remplacé par E/TAC/L.270/Rev.1.
E/TAC/L.270/Rev.1	Jordanie : projet de résolution révisé	13 b)	Adopté sans changement. Voir E/3680, annexe III.
E/TAC/L.271/Rev.1	Afghanistan, Ethiopie, Inde, Indonésie, Jordanie, Pays-Bas, Pologne, République arabe unie, Sénégal, Soudan, Tchécoslovaquie et Yougoslavie : projet de résolution	13	Remplacé par E/TAC/L.271/Rev.2.
E/TAC/L.271/Rev.2	Afghanistan, Brésil, Ethiopie, Inde, Indonésie, Jordanie, Pays-Bas, Pologne, République arabe unie, Sénégal, Soudan, Tchécoslovaquie et Yougoslavie : projet de résolution révisé	13	Adopté sans changement. Voir la résolution 898 (XXXIV) du Conseil.
E/TAC/L.272	Ethiopie, République arabe unie, Sénégal et Soudan : projet de résolution	13 d)	Remplacé par E/TAC/L.272/Rev.1.
E/TAC/L.272/Rev.1	Ethiopie, Haute-Volta, République arabe unie, Sénégal et Soudan : projet de résolution révisé	13 d)	Adopté sans changement. Voir la résolution 900 B (XXXIV) du Conseil.
E/TAC/L.273	Déclaration du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à la 274 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 d)	Miméographié.
E/TAC/L.274	Déclaration du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à la 274 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 d)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.275	Déclaration du représentant de l'Organisation internationale du Travail à la 274 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 d)	<i>Idem.</i>
E/TAC/L.276	Australie, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie et Salvador : projet de résolution	13 d)	Remplacé par E/TAC/L.276/Rev.1.
E/TAC/L.276/Rev.1	Australie, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie et Salvador : projet de résolution révisé	13 d)	Adopté sans changement. Voir la résolution 900 A (XXXIV) du Conseil.
E/TAC/L.277	Déclaration de la représentante de l'Organisation mondiale de la santé à la 274 ^e séance du Comité de l'assistance technique	13 d)	Miméographié.
E/TAC/L.278	Afghanistan : amendement au projet de résolution E/TAC/L.276	13 d)	Voir E/3680, par. 124.
E/TAC/L.279 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 3 et Add.1/Corr.1 et Add.2/Corr.1 et Add.3/Corr.1	Projet de rapport du Comité de l'assistance technique		Miméographié. Pour le rapport, voir E/3680.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Ouverture de la session	1
Point 1 de l'ordre du jour :	
Adoption de l'ordre du jour	1
Organisation des travaux	1

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Autriche, Chili, Chine, Cuba, Grèce, Hongrie, Irak, Irlande, Israël, Mali, Mexique, Pays-Bas, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Ouverture de la session

1. Le PRÉSIDENT déclare ouverte la trente-quatrième session du Conseil économique et social.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour (E/3622 et Corr.1 à 3)

2. Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à examiner l'ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session (E/3622 et Corr.1 à 3).

L'ordre du jour provisoire est adopté.

Organisation des travaux (E/L.938/Rev.1)

3. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à étudier les propositions du Secrétaire général concernant l'organisation des travaux (E/L.938/Rev.1).

4. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) juge regrettable que le point de l'ordre du jour traitant des tendances économiques mondiales ne soit pas étudié avant la troisième semaine de la session; de l'avis de sa délégation, cette étude devrait être entreprise dès la deuxième semaine.

5. M. Arkadev pense également qu'il serait plus approprié que les points suivants: problèmes internationaux relatifs aux produits de base, ressources naturelles et réforme agraire et développement rural, questions qui sont d'une importance vitale pour les pays en voie de développement, soient d'abord étudiés en séance plénière.

6. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est d'avis que, d'une manière générale, il n'y a pas lieu de modifier l'organisation des travaux; toutefois, elle pense que les travaux du Conseil se trouveraient facilités si les nombreuses questions de coordination que pose le rapport du Secrétaire général sur la Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613) étaient examinées par le Comité de coordination, afin que celui-ci puisse transmettre au Comité économique ou, le cas échéant, au Conseil lui-même, les observations qu'il pourrait avoir à formuler.

7. En deuxième lieu, la délégation des Etats-Unis estime qu'étant donné le grand nombre des questions dont est saisi le Conseil, le comité du Conseil chargé des questions relatives au Fonds spécial et au Programme élargi d'assistance technique, dont la création est envisagée au paragraphe 4 du document E/L.938/Rev.1, ne devrait pas être institué pendant la session en cours; toutefois, si une telle mesure était prise, elle ne devrait pas être considérée comme constituant un précédent.

8. Le PRÉSIDENT croit comprendre qu'en raison de difficultés techniques liées au programme de séjour du Secrétaire général par intérim, il sera difficile de changer la date prévue pour le débat sur les tendances économiques mondiales. Il demande au représentant de l'Union soviétique dans quel ordre il suggère d'examiner les trois points de l'ordre du jour qu'il souhaiterait voir étudiés en séance plénière.

9. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond que, bien qu'il soit difficile de faire un choix étant donné l'importance de chacun de ces points, il serait enclin à donner la première place au point concernant la réforme agraire et le développement rural.

10. M. WALKER (Australie) espère que l'organisation des travaux ne sera pas trop modifiée. Il ne voit pas quel avantage il y aurait à soumettre les trois questions mentionnées à un débat général en séance plénière; les comités lui paraissent les organes tout désignés pour étudier les questions prêtant à des discussions techniques. De plus, un débat préliminaire en séance plénière alourdirait encore un ordre du jour déjà chargé.

11. M. CERULLI-IRELLI (Italie) dit que sa délégation n'a pas d'opinion bien arrêtée sur les modifications qu'on pourrait apporter à l'ordre du jour ni sur la proposition de la délégation de l'Union soviétique tendant à faire examiner certaines questions par le Conseil en séance plénière. Il lui paraît toutefois préférable de ne rien changer à l'ordre du jour existant en fonction duquel les délégations ont établi leur plan de travail.

12. Quant au comité dont on propose la création, M. Cerulli-Irelli fait observer que le Conseil pourra examiner en détail, à la présente session, la question de la coordination des activités d'assistance technique puisqu'il est saisi du rapport que le Comité spécial des huit, créé par la résolution 851 (XXXII) du Conseil, a préparé à ce sujet, et qu'il est inutile, par conséquent, de compliquer ses travaux en instituant un nouvel organe.

13. Le PRÉSIDENT demande au représentant de l'Union soviétique s'il insiste pour que sa suggestion soit mise aux voix.

14. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que si les autres membres du Conseil jugent satisfaisantes les dispositions proposées, il ne demandera pas de vote. Son seul désir était que le Conseil étudie avec plus d'attention ces trois questions très importantes.

15. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les deux suggestions faites par le représentant des Etats-Unis.

Ces suggestions sont adoptées, et l'organisation des travaux, ainsi modifiée, est adoptée.

16. Le PRÉSIDENT invite les organisations non gouvernementales des catégories A et B qui désirent être consultées au sujet de points de l'ordre du jour à présenter une demande par écrit dans les 48 heures en application de l'article 85 du règlement intérieur.

La séance est levée à 11 h 50.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 5 juillet 1962

à 10 h 45

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 10 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales . . . 3

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Equateur, Espagne, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irlande, Mali, Pays-Bas, Roumanie, Tchécoslovaquie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant : Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/3581/Rev.1, E/3584 et Corr.1, E/3586, E/3599, E/3643, E/3649, E/3664; E/L.953 et Corr.1)

1. Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue aux secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales.

2. M. VELEBIT (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) présente le rapport de la CEE (E/3584 et Corr. 1). En guise d'introduction à son exposé, il formulera quelques observations sur les traits saillants de la situation économique actuelle en Europe.

3. Dans la première partie de l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1961* (E/ECE/452), le secrétariat de la CEE a exprimé l'avis que l'année 1962 verrait probablement se poursuivre l'expansion de la production tant en Europe occidentale qu'en Europe orientale. Compte tenu des renseignements qui sont parvenus ultérieurement, il semble que l'on puisse continuer

d'espérer que le rythme de l'expansion dans les pays d'Europe orientale et en Union soviétique ne se ralentira pas sensiblement en 1962, pourvu que les conditions atmosphériques soient plus favorables à la production agricole qu'elles ne l'ont été en 1961, et bien que les dernières informations reçues confirment que certains de ces pays ont éprouvé en 1961 des difficultés qui ont persisté en 1962. Dans le secteur agricole notamment, la situation a été en général peu satisfaisante, sauf en Pologne.

4. En ce qui concerne l'Europe occidentale, l'*Etude* fait état d'un certain ralentissement de la demande d'investissement au cours des derniers mois de 1961; d'autre part, elle indique qu'en 1962, le principal facteur d'expansion sera sans doute la consommation, et non plus l'investissement, et que l'augmentation constante de la demande globale et de la production aux Etats-Unis pourrait encore, en faisant croître les importations de ce pays, stimuler l'économie de l'Europe, voire celle du monde entier. Toutefois il est possible qu'aux Etats-Unis le produit national n'augmente pas en 1962 autant qu'on l'avait espéré tout d'abord, à moins que l'on ne parvienne à stimuler la demande d'investissement — qui subit actuellement un fléchissement — et à écarter, par des mesures fiscales ou autres, la menace d'une chute brutale de la demande de consommation. On note aussi, dans le commerce et l'industrie des pays d'Europe occidentale, une hésitation et une incertitude attribuables à des facteurs internes, tels que la réduction des marges bénéficiaires dans plusieurs pays et la déception provoquée par les tendances actuelles de l'économie des Etats-Unis. Il est possible également que les répercussions en Europe de la chute des valeurs à Wall Street aient un effet psychologique.

5. Néanmoins, l'incertitude quant à la tendance de l'économie des Etats-Unis n'est pas en soi une raison suffisante pour craindre un ralentissement marqué de la croissance économique de l'Europe. Au cours de la dernière décennie, l'économie européenne a acquis une vigueur et une résistance qui devraient lui permettre de soutenir sans trop de difficulté le choc de fluctuations économiques mineures aux Etats-Unis, étant donné surtout que les récentes améliorations du système monétaire international ont accru les moyens dont le Fonds monétaire international et les banques centrales qui coopèrent avec lui disposent pour neutraliser les mouvements de capitaux de caractère spéculatif. Si l'on recourt à ces moyens de façon judicieuse, il doit être possible de combattre les pressions spéculatives qui s'exercent sur la balance des paiements des divers pays, pressions qui ont parfois obligé les gouvernements à recourir à des mesures dont les effets sur l'économie nationale étaient fort regrettables.

6. M. Velebit ne pense pas que la conjoncture présente, aux Etats-Unis comme en Europe occidentale, justifie la crainte d'une prochaine et grave récession. Néanmoins, il ne serait pas très surpris que les hésitations actuelles provoquent un ralentissement temporaire de la demande (en particulier de la demande d'investissement) dont les effets sur le taux d'expansion de la production pourraient se faire sentir en Europe occidentale vers la fin de 1962.

7. Le rythme de l'expansion économique de l'Europe occidentale et des Etats-Unis intéresse tout particulièrement les pays de production primaire, dont les exportations dépendent étroitement des marchés de ces deux régions. Bien qu'en 1961, le chiffre d'affaires global du commerce de l'Europe occidentale ait augmenté d'environ 6,5 % et les échanges entre les pays d'Europe occidentale de 12 %, les importations de l'Europe occidentale en provenance des pays de production primaire n'ont guère varié par rapport à 1960. C'est pourquoi l'on peut se demander si ces dernières importations augmenteront beaucoup en 1962. Encore que le marché offert par les pays d'Europe orientale aux produits des pays peu industrialisés — à l'exception de la Chine continentale — continue à ne représenter qu'un dixième de celui qu'offre à ces pays l'Europe occidentale, les importations de l'Europe orientale en provenance des pays peu industrialisés ont augmenté d'environ 20 % en 1961, et ce mouvement se poursuivra sans doute en 1962. Il est à peine besoin de répéter combien il est urgent que les pays industrialisés modifient progressivement leur politique commerciale afin de faciliter l'accès de leur marché aux exportations — croissantes — de biens manufacturés en provenance des régions économiquement peu développées. A cet égard, on a pu constater, depuis la trente-troisième session du Conseil, une évolution de bon augure dans les pays de la CEE; d'autre part, il se pourrait que la réduction de 20 % des droits de douane applicables aux produits non agricoles, que les pays de la Communauté économique européenne ont concédée récemment aux Etats-Unis d'Amérique, au Royaume-Uni et à quelques autres pays, en échange d'une série de réductions tarifaires, soit profitable aussi aux pays qui n'ont pas participé directement à ces négociations. Les dispositions de la loi des Etats-Unis sur l'expansion du commerce ouvrent de vastes perspectives de réduction générale des tarifs douaniers, surtout si le Royaume-Uni et d'autres pays d'Europe finissent par adhérer au Marché commun. En revanche, il est évident que le marché des produits agricoles de la zone tempérée sera protégé dans les pays de la Communauté économique européenne et il est possible que l'accès à ce marché soit fortement limité. Il semble donc nécessaire d'accomplir, à l'échelle mondiale, de nouveaux efforts énergiques pour écarter la menace d'une accumulation d'excédents agricoles au cours des prochaines années.

8. La Commission économique pour l'Europe a eu, cette année encore, une activité féconde, et les gouvernements des pays membres font un usage croissant des possibilités de coopération pratique que leur offre la Commission. Ses comités, qui sont ses organes essentiels, sont plus actifs que jamais et suivent constamment l'évolution économique et technique. C'est ainsi que,

l'année dernière, des efforts croissants ont été accomplis en vue d'encourager la productivité et d'étudier les nouvelles techniques de production dans des domaines industriels particuliers. Des experts de diverses régions ont pu, grâce à des cycles d'étude et des réunions de représentants d'instituts spécialisés, procéder, à un niveau élevé, à des échanges de connaissances et d'expérience. Il convient de citer en particulier la récente conférence des directeurs des instituts nationaux des mines et de recherche minière — la première de ce genre — et le cycle d'étude sur la rationalisation de la consommation de l'énergie électrique. Les documents établis à l'occasion de ces réunions, qui sont à la disposition de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, contribuent à faire connaître aux pays des autres régions les derniers progrès réalisés dans le domaine de la technique par des pays de la CEE. M. Velebit exprime l'espoir que les experts de ces autres régions seront de plus en plus nombreux à assister à des réunions de ce genre et à participer à des travaux permettant de comparer et de diffuser des connaissances et des données d'expérience qui revêtent, dans le domaine de l'industrie, une importance vitale.

9. Les travaux relatifs à l'élaboration de normes européennes ont été intensifiés. Les gouvernements ont demandé avec insistance que l'on établisse des normes de qualité pour de nouvelles catégories de fruits et de légumes; ces normes seront appliquées de plus en plus, dans toute l'Europe, au cours de l'année 1962. Dans le domaine des transports, la CEE travaille à l'uniformisation des règlements, nationaux et internationaux, sur la circulation routière, laquelle pose un problème de plus en plus aigu dans la plupart des pays européens. En ce qui concerne les statistiques, l'accord s'est fait sur les moyens d'ajuster les données relatives au produit et au revenu intérieurs, établies sur la base, respectivement, du système de comptabilité nationale des Nations Unies et de la méthode des bilans de l'économie nationale qui est utilisée dans les pays à économie planifiée; il sera possible de cette manière d'harmoniser les concepts utilisés dans les deux systèmes.

10. L'étude des problèmes que soulève la nécessité de faire des choix économiques dans des domaines précis, comme ceux de l'agriculture et de l'énergie électrique, suscite un intérêt croissant. La deuxième réunion des conseillers économiques principaux étudiera les critères des politiques d'investissement. Des progrès ont été enregistrés dans les travaux relatifs aux projections économiques et aux problèmes à long terme qui se posent aux gouvernements dans divers secteurs de l'économie européenne, et on a achevé plusieurs enquêtes importantes dont les gouvernements pourront s'inspirer dans l'établissement de leur politique.

11. L'étude des problèmes qui intéressent tout spécialement les pays peu développés prend toujours plus d'importance dans la gamme des activités de la Commission. Le secrétariat de la CEE coopère étroitement avec les secrétariats des autres commissions économiques régionales. Il entend poursuivre et développer cette coopération sur la base de plans d'ensemble s'étendant

à tous les domaines dans lesquels les diverses commissions associent leurs efforts. La CEE participe de plus en plus à des opérations d'assistance technique; elle apporte sa contribution à bon nombre de projets d'assistance technique entrepris dans divers pays européens et elle espère élargir encore son action dans ce domaine. La Commission a approuvé l'expansion de son programme de formation en cours d'emploi; désormais des bourses seront offertes, dans le cadre de ce programme, à des candidats originaires des régions desservies par la CEA, la CEAO et la CEPAL. Comme le Service de l'assistance technique, à Genève, fait désormais partie du secrétariat de la CEE, la Commission sera mieux en mesure d'agir; cependant, un effort en faveur des projets d'assistance technique se traduira, selon toute vraisemblance, par des besoins accrus en personnel.

12. La CEE a coopéré avec le Siège à un certain nombre d'actions entreprises essentiellement dans l'intérêt des pays en voie de développement. Le Comité de l'habitat de la CEE, par exemple, a décidé de collaborer au cycle d'étude des Nations Unies sur les problèmes de l'urbanisation. La CEE examine activement comment la Commission et son secrétariat pourraient, de la manière la plus efficace, apporter leur contribution à la Décennie des Nations Unies pour le développement; elle a l'intention, à cet égard, d'intensifier les recherches relatives aux diverses méthodes de planification employées dans la région. La CEE coopère avec le Siège à la mise en œuvre de projets concernant l'industrialisation. Le Secrétaire exécutif accordera, comme il s'y est engagé, tout son appui aux travaux du nouveau Centre de développement industriel. Il espère que le Conseil attirera l'attention de l'Assemblée générale et de sa Cinquième Commission sur la nécessité de doter les commissions économiques régionales des ressources matérielles qu'exige l'accomplissement de cette grande tâche. La CEE peut apporter au succès de la Décennie du développement une contribution appréciable, en raison de son expérience en matière d'économie et de technique industrielles, à condition qu'elle dispose pour cela des moyens nécessaires.

13. La CEE est particulièrement bien outillée pour favoriser l'assouplissement et l'amélioration des relations commerciales entre les pays européens, et notamment entre les pays qui ont des régimes économiques différents. Le Comité pour le développement du commerce a déjà recommandé qu'au cas où des difficultés entraveraient les échanges entre des pays particuliers, participant ou non à des groupements économiques sous-régionaux en Europe, les représentants des deux parties se réunissent, selon des modalités acceptables de part et d'autre, aussi souvent qu'il serait nécessaire pour surmonter ces difficultés et trouver des solutions de nature à favoriser le développement de leurs échanges (voir E/3584, par. 174). Le Secrétaire exécutif espère que les membres de la CEE informeront le Comité pour le développement du commerce, à sa prochaine session, qu'ils se sont conformés à cette recommandation ou qu'ils ont l'intention de le faire. Le Comité examinera quelles autres mesures il pourrait prendre en vue de formuler de nouvelles recommandations.

14. Tout ce que M. Velebit vient de dire montre clairement que la CEE s'efforce de répondre aux besoins des pays membres. Ceux-ci sont d'avis qu'il est possible de renforcer et d'intensifier encore les activités de la CEE et, à leur demande, le secrétariat a attiré l'attention de la Commission sur certaines possibilités qui s'offrent à cet égard.

15. Au cours de ses quinze années d'existence, la CEE a contribué incontestablement au relèvement de l'économie européenne. La Commission doit sans cesse chercher à déterminer comment, en présence de circonstances changeantes, elle peut s'acquitter le mieux des obligations qui découlent de son mandat et de la Charte des Nations Unies et contribuer à la réalisation des objectifs fondamentaux de l'ONU dans le domaine économique. Pour ce faire, la CEE ne peut ni ne doit détourner son attention de sa tâche essentielle, qui est de renforcer la coopération économique en Europe. Le Secrétaire exécutif est convaincu que si les pays membres de la CEE, notamment ceux qui ont des régimes économiques différents, ont recours à la Commission et coopèrent avec elle, des ressources supplémentaires, sous forme de services d'experts ou de moyens financiers, pourront être dégagées et affectées aux pays en voie de développement. Il est persuadé que les autres commissions économiques régionales comprennent la relation étroite qui existe entre le développement de la coopération européenne dans la région de la CEE et leurs propres destins et intérêts. Comme le Secrétaire général par intérim l'a souligné lors de la dix-septième session de la CEE, c'est l'intégration de la CEE dans le système global qui lui permettra de contribuer à l'action entreprise par l'ONU pour dispenser aux pays les moins favorisés du monde les connaissances et les aptitudes qui ont un tel épanouissement en Europe (voir E/3584, Annexe III).

16. U NYUN (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient), présentant le rapport de la CEAO (E/3599), dit que la situation économique a été, en 1961, assez encourageante en Asie et en Extrême-Orient, mais que les perspectives à long terme de la décennie en cours sont moins brillantes.

17. La situation économique de la plupart des pays de la région de la CEAO a continué de s'améliorer en 1961; la production agricole et la production industrielle ont atteint des chiffres sans précédent et les prix intérieurs ont été relativement stables. En revanche, les exportations n'ont progressé qu'assez lentement, alors que les importations ont atteint un niveau record. Les termes de l'échange se sont détériorés pour la plupart des pays de la région et les réserves de devises étrangères ont sensiblement diminué.

18. L'indice de la production agricole totale a notablement progressé dans plusieurs pays, alors qu'en Iran il a reculé de 2%. Plusieurs pays ont sensiblement accru leur production de denrées alimentaires. La production industrielle a augmenté de 17%, de même que l'indice de la production d'articles manufacturés, par suite des politiques de développement vigoureusement poursuivies par divers pays. Le Japon, où les investissements en biens d'équipement et en stocks sont très élevés, a enregistré

une augmentation de 22 % de la production des industries manufacturières.

19. Toutefois, ces progrès à court terme n'ont guère eu d'effet sur les problèmes à long terme des membres de la CEAO; la cadence des progrès n'est pas encore suffisante, ni soutenue, et dans de nombreux pays les niveaux de vie sont toujours aussi bas. Le revenu par habitant ne croît pas suffisamment pour que l'on puisse espérer des niveaux de vie raisonnables dans un avenir prévisible. Il est néanmoins encourageant de constater que les pays d'Asie prennent conscience de leurs problèmes et de leurs possibilités et qu'ils sont décidés à aller de l'avant.

20. Le commerce international occupe une place essentielle dans la Décennie du développement; les pays en voie de développement — en Asie et ailleurs — font tout leur possible pour accroître leur commerce d'exportation et combler ainsi l'écart croissant entre leurs recettes d'exportation et les dépenses qu'ils doivent consacrer aux importations nécessaires à leur développement. La CEAO et son Comité du commerce se sont inquiétés des obstacles sérieux qui s'opposent encore dans les pays industriels à l'expansion des importations en provenance des pays en voie de développement; ces obstacles prennent diverses formes: restrictions quantitatives des importations, tarifs douaniers protecteurs, droits intérieurs élevés et politiques de soutien des prix. Néanmoins, les grands pays industriels prennent de plus en plus conscience de la responsabilité qui leur incombe de contribuer à une solution du problème par l'adoption de politiques commerciales plus libérales. Sous ce rapport, la Déclaration concernant la promotion du commerce des pays moins développés, approuvée en novembre 1961 à la réunion des ministres des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a marqué une étape importante. Mais les pays d'Asie aimeraient que cette déclaration fût suivie de programmes d'action précis. Etant donné les politiques commerciales qui sont en cours d'élaboration en Europe occidentale et aux Etats-Unis, les pays d'Asie pensent que le moment est venu de chercher à déterminer de quelle manière ces pays pourraient augmenter, non seulement leurs importations traditionnelles de matières premières ou de produits semi-manufacturés, mais également leurs importations de produits manufacturés en provenance des pays sous-développés.

21. Plusieurs pays de la région de la CEAO ont déjà formé des groupements sous-régionaux, et un certain nombre de mesures ont été prises en vue d'accroître les échanges entre les pays de la région. Au cours des trois dernières années, ces pays ont procédé tous les ans, sous les auspices de la CEAO, à des entretiens relatifs à l'expansion du commerce intrarégional; ces entretiens ont été jugés fort utiles par les gouvernements qui s'efforcent d'exploiter les possibilités qui s'offrent à eux d'améliorer les échanges intrarégionaux dans le contexte d'un commerce mondial en voie d'expansion. La plupart des pays de la région ont décidé d'adopter le Code CEAO des procédures douanières recommandées, suggéré par le Groupe de travail des douanes; il en résultera une efficacité accrue et une simplification des formalités

douanières. Les pays de la région ont également décidé d'un commun accord de se prêter mutuellement assistance en matière de commerce, d'arbitrage commercial et de douanes. Ils ont en outre décidé d'organiser au Pakistan, à la fin de 1963, une foire commerciale de l'Asie.

22. La CEAO a particulièrement souligné la nécessité urgente de donner suite à la résolution 1707 (XVI) de l'Assemblée générale et a prié son Secrétaire exécutif d'attirer l'attention du Conseil sur la résolution 37 (XVIII) de la Commission, qui invite les Etats Membres des Nations Unies à prendre des mesures concertées afin que les pays peu développés obtiennent une part juste et équitable du commerce mondial.

23. C'est au développement de leur économie nationale que les pays de la région continuent à accorder, et de loin, la priorité. La plupart des plans nationaux visent à édifier et améliorer l'infrastructure du pays. Toutefois, de récentes discussions au sein de divers organes subsidiaires de la Commission ont fait ressortir que, dans des domaines comme la prospection des ressources, le développement des industries et des transports et l'adoption de techniques et de politiques de planification, les pays gagneraient beaucoup à envisager les choses sous un angle plus large, en tenant compte de l'évolution qui se produit ou se prépare dans d'autres pays.

24. L'année écoulée a été marquée pour la Commission par des réalisations fructueuses, et des progrès significatifs ont été accomplis dans divers domaines: industrie et ressources naturelles, transports et communications, planification du développement économique, recherches et statistiques, mise en valeur des ressources hydrauliques, agriculture, aspects sociaux du développement économique. La Commission et ses organes subsidiaires ont continué de concentrer leur attention sur les grands problèmes du développement économique et ont accordé une place particulière aux programmes d'importance régionale, aux projets qui favorisent la coopération des pays de la région et à ceux qui ont des répercussions sur l'élaboration de la politique des Etats membres. Un grand nombre de ces projets ont été mis en œuvre par le secrétariat en coopération étroite avec la Direction des opérations d'assistance technique, le Fonds spécial et les diverses institutions spécialisées.

25. Une assistance croissante a été fournie au titre du développement industriel et de la mise en valeur des ressources naturelles; les diverses réunions organisées à cette fin ont abouti à l'adoption d'un certain nombre de suggestions concrètes. L'assistance pratique directe constitue le progrès le plus important qui ait été enregistré au cours de l'année écoulée. Les régions en voie de développement — notamment les petits pays — ont particulièrement besoin de conseils techniques sur le terrain. Outre le Groupe de spécialistes de l'électrification des campagnes, on envisage de créer d'autres groupes spécialisés dans les problèmes de la fabrication, qui seraient chargés d'apporter leur concours en vue de l'étude de questions telles que les techniques de production, la fourniture de matières premières, les dispositions administratives et financières, et la commercialisation des produits.

26. La CEAE0 a aidé les pays de la région à examiner la situation et les besoins en matière de transports et de communications, sous l'angle tant économique qu technique, et compte tenu de leurs plans de développement économique. Un certain nombre d'enquêtes sur les transports ont été effectuées et l'on envisage d'en faire d'autres.

27. La résolution 823 (XXXII) du Conseil et la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale ont donné une nouvelle impulsion au processus de décentralisation, et le Secrétaire général, dans son précédent rapport au Conseil¹ et dans son rapport à l'Assemblée générale², a décrit un certain nombre de mesures qui ont été adoptées ou qui sont envisagées pour renforcer les activités des commissions économiques régionales et augmenter leurs ressources. La CEAE0 a déjà pris en charge des projets régionaux d'assistance technique, et elle aide les pays intéressés et les représentants-résidents à mettre au point des programmes nationaux plus rationnels. Lors d'une réunion convoquée, au début de 1962, par le Président-Directeur du BAT et le Directeur général du Fonds spécial, la CEAE0 a exposé ses vues sur les considérations économiques et sociales dont il convient de tenir compte lorsqu'on prépare des programmes nationaux. Elle a également pris part à un certain nombre de missions d'assistance technique qui, il faut l'espérer, aideront les pays à soumettre au Fonds spécial des projets plus efficaces et mieux conçus. La Commission a en outre assumé, au nom du Fonds spécial, la responsabilité — tant opérationnelle qu'administrative — de l'enquête hydrographique et des projets de prospection des ressources minérales dans le bassin du Mékong.

28. Les résolutions dont a parlé le Secrétaire exécutif de la CEAE0 soulignent la nécessité urgente de renforcer les ressources et le personnel des commissions économiques régionales. Cela est particulièrement vrai dans le cas de la CEAE0, qui d'ores et déjà a entrepris des activités entièrement nouvelles : services consultatifs, formation, activités pratiques, etc.

29. Les pays de la région recourent de plus en plus aux services de la Commission et à son assistance technique, qui est désormais plus décentralisée. Il importe de tirer le plus grand parti possible des ressources limitées dont dispose la Commission et d'utiliser pleinement les connaissances et l'expérience du secrétariat, notamment en matière de planification, d'exécution et d'évaluation des projets d'assistance technique. C'est pourquoi la Commission a, par sa résolution 41 (XVIII), recommandé au Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que le secrétariat dispose de l'autorité voulue et de ressources suffisantes pour s'acquitter de ses fonctions, tant anciennes que nouvelles.

30. Tout en reconnaissant l'urgence des besoins des pays des autres régions qui sont récemment devenus indépendants, les Etats membres de la CEAE0 ont

constaté avec regret que leur participation au Programme élargi avait — en pourcentage — diminué ces derniers temps. Certes, le montant réel des sommes dépensées au titre du Programme a été plus élevé que l'année précédente, mais les fonds ne devraient pas être attribués uniquement en tenant compte de la répartition des pays par région. Une répartition équitable entre les pays est tout aussi nécessaire.

31. Passant en revue les projets régionaux importants, le Secrétaire exécutif de la CEAE0 cite les progrès remarquables qui ont été réalisés dans le cadre de l'entreprise du Mékong. Si les espoirs se réalisent, la première tranche des travaux principaux sera mise en route à la fin de 1963 et trois projets relatifs à l'aménagement d'affluents entreront dans la phase des réalisations d'ici la fin de 1964. Dans la meilleure tradition des Nations Unies, les quatre Etats riverains qui forment le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong se sont réunis régulièrement, même lorsque les relations entre quelques-uns d'entre eux étaient tendues. Tous ceux qui participent à l'exécution de ce projet sont reconnaissants envers les pays qui coopèrent à sa mise en œuvre ainsi qu'envers les organismes des Nations Unies et les autres organisations participantes. Le projet n'ouvre pas seulement la voie à un développement économique important dans les années à venir, mais constitue aussi un facteur de stabilité dans une région où subsistent bien des problèmes.

32. En ce qui concerne le projet de construction de la grande route d'Asie, les travaux continuent à progresser régulièrement, et les pays intéressés donnent la priorité, dans leurs plans nationaux, à la construction de routes qui seront raccordées à cette artère importante. Après avoir évoqué quelques-uns des travaux qui ont été menés à bien, le Secrétaire exécutif rappelle qu'il sera nécessaire d'effectuer des enquêtes de pré-investissement, pour lesquelles on espère obtenir une assistance du Fonds spécial. Le Secrétaire exécutif conjure les pays développés de considérer favorablement la possibilité d'apporter une aide substantielle, technique et financière, pour permettre de mener à bien ce projet.

33. La campagne « Visitez l'Orient », lancée en 1961, prend de l'extension; elle a remporté un tel succès qu'une suggestion a été émise au Comité des transports intérieurs et des communications en vue d'organiser en permanence une action commune.

34. Dans de nombreux pays, le développement est entravé faute de personnel qualifié capable d'élaborer et de mettre en œuvre les plans de développement. Depuis 1960, le secrétariat assure la formation en cours d'emploi d'un nombre limité de jeunes fonctionnaires des Etats membres, mais il reste encore beaucoup à faire pour répondre aux besoins croissants dans ce domaine.

35. Afin de promouvoir un développement économique rapide pendant la Décennie du développement, la Commission a adopté à l'unanimité sa résolution 36 (XVIII) relative à la création d'un Institut asiatique du développement économique, qui formera du personnel et fournira des services d'experts en vue de perfectionner et d'uniformiser les techniques de planification. L'Institut favorisera

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-deuxième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3522.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Annexes, points 12, 28, 29 et 30 de l'ordre du jour, document A/4911.

également l'adoption, par les divers pays, de méthodes communes pour la solution des problèmes. Orienté vers les besoins régionaux, tirant parti de l'expérience des divers pays et tenant compte de leurs caractéristiques sociales et économiques, l'Institut répondra à un besoin urgent, et il ne semble pas qu'il existe de meilleur moyen d'amener les pays à envisager les problèmes sous l'angle régional et à collaborer plus étroitement entre eux.

36. La Commission et ses organes subsidiaires ont servi de lieu de rencontre pour l'étude de problèmes pressants et pour des échanges de vues et de données d'expérience sur la façon de les résoudre. Alors que certains de ces problèmes peuvent être abordés à l'échelon national, il en est d'autres qu'il vaut mieux étudier sur les plans régional et international. La Commission a toujours pensé que c'est par la collaboration entre les pays de la région, d'une part, et entre ces pays et les pays industrialisés, d'autre part, que le développement économique a le plus de chances d'être accéléré. Il est encourageant de constater que les activités de la Commission, poursuivies avec diligence et efficacité au cours des années, ont atteint le stade où il est possible de mettre l'accent sur une coopération régionale plus étendue dans un contexte international plus vaste.

37. M. PREBISCH (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine), présentant le rapport de la CEPAL (E/3581/Rev.1), se félicite tout d'abord de la décision prise par les gouvernements d'étendre considérablement les fonctions consultatives du Secrétariat des Nations Unies en matière de développement industriel. Pour assurer la mise en œuvre de cette décision, comme d'ailleurs pour décentraliser les activités d'assistance technique, il faudra certainement augmenter les effectifs dans les secrétariats des commissions régionales. La décentralisation est déjà assez poussée à la CEPAL, notamment pour ce qui est des projets régionaux et des groupes consultatifs, mais le manque de personnel empêche de la pousser plus avant et d'aboutir à la souplesse administrative voulue. C'est là un problème capital pour les commissions régionales, en particulier en Amérique latine où une évolution importante est imminente en raison de la faiblesse chronique du taux de croissance économique. Se fondant sur l'amélioration passagère des termes de l'échange constatée aussitôt après la guerre, on s'était imaginé que les pays d'Amérique latine allaient entrer dans une période de développement spontané et rapide; mais il y a longtemps que cette illusion s'est dissipée. La situation actuelle, caractérisée par un marasme permanent, a beaucoup contribué à aggraver les tensions sociales. M. Prebisch croit que la structure économique et sociale de l'Amérique latine va se modifier profondément et il aimerait voir le secrétariat de la CEPAL jouer un rôle actif dans cette évolution.

38. Les changements sont inévitables : il s'agit de savoir s'ils se feront dans la violence et le désordre ou s'ils seront conscients et organisés. Ceux qui pensent que des changements de structure s'imposent en Amérique latine reconnaissent que ces idées d'évolution se cristallisent aujourd'hui en de nouvelles formes d'action internationale. On fait souvent l'erreur, en Amérique latine comme ailleurs, de penser que la nouvelle politique qui s'instaure

en ce moment résulte d'un plan conçu par les Etats-Unis pour modifier la structure économique et sociale de l'Amérique latine. Ce qui s'est passé en réalité, c'est que les Etats-Unis ont reconnu la nécessité de ces changements et admis que ceux-ci ne peuvent être réalisés de l'extérieur mais doivent être le résultat d'une volonté d'action des peuples de l'Amérique latine.

39. La portée de la nouvelle politique de coopération est très grande, car ceux qui espèrent mener à bien ces changements en Amérique latine ne doivent pas être considérés comme de dangereux perturbateurs de l'ordre public mais comme des hommes désireux de transformer l'ordre existant en vue d'accélérer la croissance économique et d'assurer une répartition équitable des fruits de cette croissance parmi toute l'énorme population du continent. Cette politique a pour but essentiel de faire en sorte que ces hommes trouvent à l'extérieur l'appui et la coopération économique qui leur permettront d'opérer ces changements de la manière la plus méthodique et la moins douloureuse. Mais il ne faut pas compter que cette politique ait des résultats immédiats : des reculs et des déboires sont inévitables. M. Prebisch ne sait pas au juste dans quelle mesure les dirigeants actuels de l'Amérique latine sont acquis à ces idées nouvelles, mais ce dont il est persuadé c'est qu'il existe en Amérique latine des forces dont la poussée est irrésistible, surtout dans les générations nouvelles, et que si ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ne se chargent pas d'effectuer les changements indispensables, d'autres le feront inévitablement.

40. Les investissements étrangers en Amérique latine se ressentiront à coup sûr de cette évolution et certaines enclaves économiques et techniques devront subir l'évolution en cours tout comme les autres éléments constitutifs de l'économie. Il est possible que certains intérêts soient lésés et que la politique de coopération économique et technique avec les autres pays soit désorganisée, mais il faut être prêt à affronter des difficultés de ce genre.

41. L'évolution du Marché commun européen et l'influence qu'il exerce sur le développement économique de l'Amérique latine posent un autre problème sérieux. Les pays latino-américains s'inquiètent non seulement du traitement discriminatoire que le Marché commun impose à leurs produits mais aussi de sa politique agricole, qui va les priver d'une partie de leurs débouchés traditionnels. M. Prebisch serait moins inquiet s'il voyait l'Europe prendre nettement conscience du fait que l'Amérique latine entre dans une ère de transformation radicale, pendant laquelle elle aura besoin d'une aide technique et économique considérable non seulement du continent américain mais aussi du reste du monde. Il préférerait que l'Europe soit prête à prendre ses responsabilités en la matière. L'Amérique latine est virtuellement bien équipée pour résister au contrecoup de l'établissement du Marché commun européen, mais elle n'a pas les ressources techniques et économiques nécessaires à un développement intensif. Ce développement exige non seulement que les structures internes soient modifiées, mais encore que soient mises au point de nouvelles formes d'échanges internationaux, parmi lesquelles la préférence doit être donnée à la création d'une zone latino-américaine de

libre-échange. Il est regrettable que, pour le moment, la volonté de créer un marché commun latino-américain ne soit pas assez forte pour produire des résultats aussi rapidement qu'il le faudrait.

42. Lorsqu'il parle de marché commun latino-américain, M. Prebisch ne veut pas dire que l'Amérique latine ne doit pas mettre tout en œuvre pour développer ses échanges avec le reste du monde, en ce qui concerne non seulement les produits de base, mais aussi les articles manufacturés. Elle se trouve placée devant l'alternative suivante : les pays de ce continent peuvent, soit constituer un marché commun en vue d'arriver à se suffire à eux-mêmes, soit se fixer comme objectif l'expansion de leur industrie en vue de devenir fournisseurs du marché mondial. Le choix de l'Amérique latine dépendra de la politique que suivront les pays industriels du monde.

43. Le Secrétariat de la CEPAL est arrivé à la conclusion que, si l'Amérique latine disposait de l'aide financière et technique dont elle a besoin, elle pourrait se présenter sur le marché d'exportation des produits industriels avec une série d'articles dans la fabrication desquels entre plus de main-d'œuvre que de capital, diverses sortes de machines par exemple. L'Amérique latine pourrait exporter des produits demi-finis ou des articles manufacturés au lieu de vendre son minerai de fer, ce qui lui permettrait d'occuper une énorme main-d'œuvre. Ce sont là des problèmes qu'il faut juger selon des critères nouveaux et non suivant les critères traditionnels. L'adoption, par les pays industriels, d'une politique de sagesse à l'égard des importations d'articles manufacturés pourrait avoir une influence considérable sur le cours des événements.

44. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) a été frappé par la valeur des rapports des commissions économiques régionales. Le Gouvernement des Etats-Unis se félicite de participer aux travaux de ces commissions et de leurs organes subsidiaires; il a ainsi pu apprécier le rôle croissant qu'elles jouent dans le système des Nations Unies. Les Etats-Unis continueront à les aider de leur mieux à accomplir leur tâche. Peut-être la meilleure justification de l'existence des commissions est-elle que l'on a des preuves de plus en plus visibles des activités diverses qu'elles entreprennent pour faire face aux besoins différents des régions de leur ressort.

45. Passant en revue les travaux des diverses commissions, M. Klutznick déclare que certains des pays de la région desservie par la CEPAL ont atteint un stade de développement assez avancé. Cette commission a mis au point une méthode de travail adaptée aux besoins de ses membres. Bien qu'elle tiende peu de conférences ou de réunions, elle rend des services indispensables en collaborant avec les autres institutions de la région. Il est particulièrement satisfaisant de noter qu'elle a participé à la préparation d'études spéciales intéressant l'Alliance pour le progrès, l'Association latino-américaine de libre-échange et le programme d'intégration économique de l'Amérique centrale. Les Etats-Unis comprennent les aspirations des peuples d'Amérique latine et souhaitent non pas diriger et guider ces pays mais leur venir en aide dans le cadre de relations de bon voisinage.

46. M. Klutznick a noté avec intérêt que la CEPAL constituait des groupes consultatifs chargés de dresser

des programmes de développement économique pour les Etats membres. Au nombre des problèmes urgents qui se posent aux pays en voie de développement figure le régime fiscal; une conférence sur cette question a été convoquée par la Commission, avec la participation de l'Organisation des Etats américains, de la Banque inter-américaine de développement et de l'Université Harvard. Cette conférence sera suivie d'autres réunions. En ce qui concerne un autre problème-clé, celui de la réforme agraire, la Commission a collaboré avec l'Organisation des Etats américains, l'Institut interaméricain des sciences agricoles et la FAO. Le secrétariat de la CEPAL a aussi apporté une aide considérable au groupe d'experts chargé de préparer la réunion spéciale à l'échelon ministériel du Conseil économique et social interaméricain.

47. Toutes ces activités donnent une idée de la situation particulière que la Commission s'est faite dans la région. Etant donné qu'elle joue un rôle de premier plan, il est naturel que le secrétariat ait pris l'initiative de créer un Institut latino-américain de planification économique et sociale. L'Institut doit se mettre au travail sous peu et il sera le premier des trois instituts régionaux à entrer en service. La CEPAL, qui a fait œuvre de pionnier en la matière, a la lourde responsabilité de veiller au fonctionnement efficace de l'Institut et de lui faire entreprendre, dans le domaine de la formation, de la recherche et des avis consultatifs, des travaux qui ne devront pas faire double emploi avec ceux de la Commission elle-même. Dans ses nombreuses activités, la CEPAL a répondu à l'excellente et constructive impulsion de son Secrétaire exécutif, auquel M. Klutznick rend hommage.

48. Passant à la CEAEIO, le représentant des Etats-Unis déclare qu'ayant assisté à la dix-huitième session de cette Commission, il a été frappé par la maturité et le réalisme avec lesquels les Etats membres ont discuté de leurs problèmes économiques et sociaux. Le succès de la session a été dû en partie à l'excellent travail préparatoire de la première session de la Conférence des planificateurs économiques d'Asie, du Cycle d'étude asiatique sur la planification et l'administration des programmes nationaux de développement communautaire, et à l'efficacité des travaux du Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong. La Commission a examiné la situation — passée et présente — de chaque Etat membre et s'est livrée à des comparaisons touchant le stade atteint dans les programmes de développement. Elle a recommandé la création d'un institut asiatique du développement économique. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a appuyé la résolution 36 (XVIII) de la Commission sur cette question, espère participer aux travaux du comité spécial qui sera créé en vertu de cette résolution. Le Gouvernement des Etats-Unis n'a cessé de préconiser que l'on prélève sur les ressources du Fonds spécial les sommes nécessaires au financement d'une grande partie du coût initial de ces instituts. Il espère pour sa part, aider au fonctionnement de l'institut, en lui apportant une contribution financière et en lui fournissant du personnel.

49. L'attention croissante que l'on accorde aux aspects sociaux du développement est fort louable. La Conférence asiatique du développement communautaire, tenue en

septembre 1961, représente un pas important dans cette direction.

50. L'un des projets les plus remarquables de la région est celui de la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong, qui, espère-t-on, favorisera la stabilité politique et sociale de la région, sans laquelle il sera très difficile, sinon impossible, d'assurer le développement économique. Pour des raisons techniques, le gouvernement des Etats-Unis ne s'est pas engagé, lors de la dix-huitième session de la Commission, à maintenir sa contribution financière, mais il a indiqué depuis lors qu'il envisageait de financer deux projets sur les trois demandés par le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong, ainsi qu'un projet recommandé par la Fondation Ford; il a indiqué aussi qu'il était disposé à apporter son aide en vue de la poursuite de l'étude sur les possibilités de réalisation du projet de barrage sur la Pa Mong.

51. L'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1961*³, a été préparée par le secrétariat avec un souci de minutie et d'honnêteté; et l'examen de la situation économique pendant les années cinquante a provoqué d'utiles discussions et constituera une excellente base pour l'étude des activités passées et pour une appréciation réaliste de l'avenir. Le représentant des Etats-Unis félicite le Secrétaire exécutif de la CEAEO pour le travail qu'il fournit.

52. En ce qui concerne la CEE, M. Klutznick félicite le secrétariat de cette Commission de l'excellente qualité des renseignements contenus dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1961*, qui contient une juste évaluation du passé récent et des perspectives d'avenir en Europe. La CEE, qui est le seul organe européen groupant tous les pays d'Europe, constitue à ce titre un lieu de rencontre où viennent se confronter les conceptions économiques divergentes de l'Est et de l'Ouest. Il semble qu'elle puisse, dans une mesure limitée, servir de trait d'union entre l'Est et l'Ouest, encore qu'il ne faille pas se dissimuler les obstacles à cette coopération. La CEE, avec ses caractéristiques spéciales qui la distinguent des autres organismes régionaux, montre par ses travaux l'intérêt qu'il y a à envisager les problèmes sous l'angle régional.

53. La réussite de la dix-septième session de la CEE a surtout été due au fait qu'il a été consacré moins de temps à l'examen de questions politiques sans rapport avec les activités de la Commission. Se référant à la résolution 5 (XVII), relative à l'organisation des sessions de la Commission, le représentant des Etats-Unis exprime l'espoir que les Etats membres aideront le Secrétaire exécutif à supprimer les doubles emplois et éviter la répétition des débats. Le Gouvernement des Etats-Unis est prêt, en collaboration avec les autres gouvernements, à rechercher une meilleure organisation des sessions, car il est convaincu qu'en dépit de la différence des régimes économiques, la Commission offre à ses membres une possibilité unique d'étendre sans cesse le champ de leurs recherches communes et de leur collaboration. La délégation des Etats-Unis félicite le Secrétaire exécutif et le secrétariat pour la façon dont ils se sont acquittés de leur tâche difficile.

54. Bien que le Conseil n'ait pas encore entendu l'exposé du Secrétaire exécutif de la CEA, le représentant des Etats-Unis tient à faire des observations sur le rapport de cette dernière Commission (E/3586). En tant qu'observateur, les Etats-Unis portent un vif intérêt aux travaux de la CEA et sont convaincus qu'elle pourra contribuer de façon importante au développement de l'Afrique et aux progrès de la coopération entre les pays de ce continent. Le secrétariat de la CEA doit faire face à une tâche exceptionnellement lourde, en raison des nombreux besoins fondamentaux qui sont propres à la région et qui diffèrent de ceux des autres parties du monde. Des progrès dignes d'éloges ont été accomplis, en particulier pour divers programmes de statistique, notamment pour ce qui est de la formation, des services de consultants, des manuels de statistique et de l'exploitation des données.

55. M. Klutznick est particulièrement satisfait de constater l'intérêt que la CEA porte au développement communautaire et à l'amélioration de la situation dans le domaine de l'enseignement. Le Gouvernement des Etats-Unis se félicite aussi des mesures prises pour créer un institut africain de développement et de planification économiques et il a appris avec satisfaction qu'une demande avait été adressée à cet effet au Fonds spécial. Le rapport du Groupe d'experts (E/CN.14/128), qui esquisse un programme raisonnable d'enseignement de l'économie politique en cinq ans, destiné à être progressivement élargi, mérite une mention spéciale.

56. La proposition tendant à créer une banque africaine de développement est un exemple du rôle de stimulant que peuvent jouer les commissions régionales. Le Gouvernement des Etats-Unis suivra avec intérêt les délibérations du comité qui a été créé pour développer cette idée. L'institution devra être financée par les gouvernements intéressés, mais la CEA pourra jouer un rôle utile en poussant l'étude de la proposition jusqu'au point où il sera possible de passer aux actes.

57. Parlant de l'ensemble des commissions régionales, M. Klutznick déclare que son gouvernement appuiera, le cas échéant, les programmes de travail et l'ordre de priorité qui sont exposés dans leurs rapports. Nul n'ignore que le Gouvernement des Etats-Unis appuie l'idée de créer des instituts régionaux de développement, mais il tient à dissiper tout malentendu quant aux fonctions de ces instituts et aux résultats immédiats que l'on peut en attendre. Ces instituts doivent avoir un triple but: formation de personnel national compétent; recherche et planification de caractère approprié; octroi de services consultatifs. Mais la création d'un institut régional ne saurait dispenser les gouvernements d'établir des plans rationnels et constructifs. Les représentants des Etats-Unis n'ont cessé de répéter que le succès de la Décennie du développement dépendra de la mesure dans laquelle les pays en voie de développement sont décidés à dresser des plans rationnels. Un jour viendra où les instituts aideront à fournir à cet effet un personnel dont le besoin se fait cruellement sentir, mais il s'écoulera du temps avant que ces instituts fonctionnent à plein rendement, et plus de temps encore avant que les personnes qu'ils auront formées rentrent dans leur pays. Les pays inté-

³ Publication des Nations Unies, n° de vente: 63. II. F. 1.

ressés ne doivent pas attendre de disposer de leur propre personnel; certes, la pénurie d'experts est regrettable, mais M. Klutznick espère que l'on tirera le meilleur parti des possibilités existantes, de façon à entamer la planification sans retard.

58. Il est maintenant généralement reconnu qu'il ne peut y avoir de progrès véritable que si l'on considère la planification économique comme inséparable de la planification sociale; la démarcation entre l'une et l'autre devient de moins en moins nette. Le Gouvernement des Etats-Unis espère que les instituts régionaux s'inspireront de cette importante considération lorsqu'ils établiront leur programme de formation.

59. La politique de décentralisation de l'Organisation des Nations Unies a été affirmée à maintes occasions, mais la question se pose toujours de savoir si le processus de décentralisation est trop lent ou trop rapide. S'il est trop lent, les opérations sur le terrain risquent de perdre toute valeur; s'il est trop rapide, les institutions et les programmes existants sont menacés. La pierre de touche devrait être la mise en œuvre efficace des programmes, les responsabilités étant réparties convenablement entre le Siège et les services extérieurs au moyen d'une planification et d'une coordination satisfaisantes aux deux extrémités de la chaîne. Il n'existe pas de critère simple permettant de mesurer la cadence de la décentralisation

des activités en cours, mais les rapports à l'étude confirment la sagesse de la politique qui a été approuvée.

60. Les grandes lignes du programme ne sont pas encore nettement définies et il est indispensable de poursuivre les études, d'échanger des idées et d'assurer la coordination, de façon à résoudre, par l'utilisation optimale de ressources limitées, l'éternel problème qui consiste à faire face à un nombre toujours croissant de programmes prioritaires.

61. Parmi les problèmes les plus intéressants et les plus difficiles qui se posent au Conseil, il n'en est pas de plus important, à long terme, que celui dont le Conseil discute actuellement. La preuve déterminante de l'efficacité des commissions économiques régionales sera l'incidence de leur action sur le progrès des pays en voie de développement. Leur influence est déjà sensible et ne cesse de grandir, ce qui est de bon augure pour l'avenir. Leurs travaux stimulent les efforts sans précédent que la communauté internationale accomplit en vue d'améliorer la condition et la dignité de l'homme à travers le monde. Les excellents résultats que les commissions économiques régionales ont déjà obtenus devraient renforcer la détermination commune d'obtenir des résultats encore meilleurs pendant la Décennie du développement.

La séance est levée à 12 h 50.

Jeudi 5 juillet 1962

à 15 heures

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

SOMMAIRE

Pages

Point 10 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales (*suite*) 13

Point 24 de l'ordre du jour :

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité du conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'audition . 18

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Belgique, Bulgarie, Cuba, Espagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/3581/Rev.1, E/3584 et Corr.1, E/3586, E/3599, E/3643, E/3649, E/3664; E/L.953 et Corr.1) (*suite*)

1. M. GARDINER (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique) présente le rapport de la CEA (E/3586) et appelle l'attention du Conseil sur le mémorandum présenté par l'Espagne (E/L.953 et Corr.1). Il souligne que le nombre des membres et l'activité de la Commission ont progressé rapidement depuis sa création et plus particulièrement au cours des douze derniers mois.

2. Des progrès notables ont été faits pour régler un problème crucial, celui du recrutement du personnel; un pourcentage plus élevé d'Africains occupent des postes

supérieurs et un plus grand nombre de fonctionnaires ont l'expérience des travaux du secrétariat. A sa quatrième session (février-mars 1962), la Commission a adopté la résolution 51 (IV) sur le recrutement et la formation du personnel et créé un Comité permanent chargé d'examiner les difficultés que rencontre le secrétariat de la Commission dans le recrutement et la formation de personnel et d'aider le Secrétaire exécutif à établir et à mettre en œuvre un programme à long terme d'africanisation. L'application de ce programme d'africanisation ne doit toutefois pas nuire à l'efficacité des travaux. La Commission compte sur ses Etats membres pour lui fournir du personnel selon leurs possibilités, car eux seuls disposent d'un personnel africain qualifié auquel la Commission puisse faire appel.

3. La Commission a déjà fait preuve d'activité dans beaucoup de domaines, comme en témoignent le nombre des réunions tenues à Addis-Abéba et le nombre des voyages faits par des membres du secrétariat dans presque tous les Etats membres de la Commission. Le Secrétaire exécutif met toutefois en garde contre la tendance à surcharger le programme de travail de la Commission. Celle-ci devrait établir son programme pour une année donnée en fonction des ressources totales disponibles pour ladite année, et les efforts du secrétariat devraient être jugés compte tenu de ses possibilités.

4. Le principal problème qui se pose à l'Afrique est de promouvoir le développement économique à un rythme suffisamment rapide, de façon à tenir compte des transformations politiques profondes qui ont eu lieu sur le continent. Les nouveaux gouvernements africains comprennent parfaitement ce problème, et la Commission fait de son mieux pour les aider dans leur tâche difficile. A ce sujet, M. Gardiner constate avec satisfaction que la Décennie des Nations Unies pour le développement s'ouvre à un moment où les dirigeants politiques africains aperçoivent clairement la nécessité de mettre au point des méthodes et des politiques destinées à accélérer l'expansion économique.

5. Le Secrétaire exécutif se réfère ensuite aux décisions sur la décentralisation qui ont été adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission économique pour l'Afrique elle-même. Le problème de la décentralisation est d'ordre essentiellement pratique. La Commission joue déjà un rôle à cet égard et espère pouvoir intervenir plus efficacement encore dans des domaines tels que l'élaboration de programmes d'assistance technique, l'octroi de conseils techniques et l'exécution des projets. Les conseillers régionaux qui ont été nommés dans certains cas peuvent jouer dans ce domaine un rôle particulièrement important.

6. Comme les années précédentes, les travaux de la Commission ont porté surtout sur les méthodes de la planification et du développement économique. En janvier 1962, un groupe de travail sur le développement économique et social s'est réuni au siège de la Commission (E/3586, paragraphe 21) : il s'agissait de la première conférence plénière que les membres et membres associés de la Commission aient consacrée à ce sujet important; elle a fourni l'occasion d'échanges de vues très utiles sur les problèmes de planification qui se posent aux participants et sur les solutions qui pourraient être envisagées ou celles qui ont déjà donné des résultats satisfaisants.

7. Mais l'un des problèmes les plus importants qui se pose aux nouveaux pays d'Afrique est toujours celui de la formation de personnel national suffisamment qualifié, capable d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes de développement. La plupart des pays d'Afrique doivent encore faire appel à ce sujet aux services de conseillers étrangers. Avec l'aide du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, la CEA a pu patronner la création de quatre centres de formation de statisticiens africains.

8. En 1961, le secrétariat de la CEA a consacré une attention toute spéciale aux travaux préliminaires à la création d'un institut africain de développement et de planification économiques (E/3586, paragraphes 25 à 33). Conformément à une décision adoptée par la Commission à sa quatrième session [résolution 58 (IV)], cet institut sera créé à Dakar, au cours de l'été 1963, et ses cours commenceront à l'automne de la même année. L'institut aura trois fonctions principales : formation, recherche, services consultatifs pour tous les pays membres. Au début, les travaux de recherche consisteront surtout à rassembler tout un ensemble de renseignements sur les problèmes spéciaux à l'Afrique, qui serviront de base à l'enseignement donné et permettront d'établir un lien aussi étroit que possible entre cet enseignement et les conditions qui règnent actuellement dans la région.

9. Les travaux préparatoires à la création, conformément aux dispositions de la résolution 27 (III), d'une banque africaine de développement, constituent un autre projet très important (E/3586, paragraphes 34 à 37). Un groupe d'experts s'est réuni en 1961 et a fait un rapport favorable sur ce projet. Il a émis l'avis que le volume total des opérations de cette banque devrait atteindre, en cinq ans, un montant de l'ordre de 800 millions à un milliard de dollars et que les Etats africains devraient fournir au moins la moitié du capital-actions et détenir la majorité des voix. La création d'une banque de cette importance exige des travaux préparatoires plus approfondis et aussi une attitude de compréhension de la part des pays qui sont en mesure d'aider les Etats africains dans ce domaine. A sa quatrième session (paragraphes 224 à 227), la CEA a constitué un comité de neuf pays membres chargés d'établir les contacts indispensables, contacts intergouvernementaux notamment, de procéder à de nouvelles études sur les dispositions administratives et financières qui devraient s'appliquer à la banque envisagée et d'en rédiger les statuts. Ce Comité de neuf membres s'est réuni à Monrovia en juin 1962. Quatre groupes d'experts ont été constitués; trois d'entre eux

ont été chargés de négocier plus en détail avec les gouvernements africains, tandis que le quatrième devait étudier les possibilités de faire appel à l'aide de l'Europe et des Etats-Unis d'Amérique.

10. Le développement économique, notamment en Afrique, ne peut être envisagé indépendamment du développement social. Dès sa création, la Commission a en effet posé comme principe essentiel la nécessité de traiter simultanément ces deux aspects du développement. Des réunions, des cycles d'études et des services consultatifs offerts aux gouvernements ont permis d'aider les pays d'Afrique à établir un certain équilibre entre ces deux aspects du développement et de prévoir les modalités d'un progrès économique et social équilibré. Il faudrait apporter aussi certaines modifications à l'organisation intérieure du secrétariat de la CEA afin de mieux harmoniser les travaux relatifs à ces deux aspects du développement.

11. On a reproché à la Commission de n'avoir guère progressé dans les domaines de l'industrie, des transports et des ressources naturelles. Le Secrétaire exécutif est en mesure d'indiquer qu'un premier pas a été fait dans le domaine des transports. Une Conférence des Ministres des transports, réunie à Monrovia à l'automne de 1961, a donné des résultats positifs; une autre conférence aura lieu à Addis-Abéba en novembre 1962 pour les pays de l'Afrique orientale. La Commission a également adopté, à sa quatrième session, un important programme de travail dans ce domaine.

12. A sa quatrième session également, la Commission a décidé de créer un Comité permanent des ressources naturelles et de l'industrialisation [résolution 43 (IV)]. Ce Comité se réunira pour la première fois à Addis-Abéba en décembre 1962. Une étude sur la situation industrielle de l'Afrique est actuellement en préparation; elle contiendra des suggestions précises en vue de l'expansion des industries existantes et du développement de nouvelles industries, autant que possible à l'échelon sous-régional.

13. La Commission a continué de consacrer beaucoup d'attention aux problèmes du commerce, qui présentent une importance spéciale pour l'Afrique. La question des échanges intra-africains exigera de nouvelles recherches, car le développement du commerce dépend, dans une certaine mesure, de l'essor industriel, mais doit être considéré aussi comme une condition de l'industrialisation de la région. Certains des obstacles aux échanges entre les pays de l'Afrique occidentale ont été examinés et discutés avec les gouvernements intéressés. Il semble résulter de ces discussions que le problème pourrait, dans certains cas, être abordé de façon fructueuse à l'échelon sous-régional.

14. Un autre problème important se pose aux gouvernements africains, à savoir les effets, sur l'Afrique, de la constitution de groupements économiques en Europe occidentale. Certains ont exprimé la crainte que l'association d'un certain nombre d'Etats africains à la Communauté économique européenne ne nuise à la coopération intra-africaine. De plus, les pays d'Afrique qui

ne sont pas associés à la Communauté risquent de se heurter à des difficultés croissantes pour vendre leurs produits sur l'un des marchés les plus vastes du monde, en raison de la concurrence des mêmes produits ou de produits similaires en provenance des pays associés. En raison de l'incertitude qui plane à l'heure actuelle sur les perspectives à court et à long terme du marché de nombreux produits de base, il est assez naturel de craindre qu'aux avantages que les pays associés tirent de leur participation à la Communauté ne correspondent des pertes pour les pays africains de production primaire non associés à la Communauté.

15. En Afrique, comme dans d'autres régions peu développées, les problèmes des échanges sont intimement liés au problème des prix des produits primaires. Or, le marché mondial de bien des produits importants continue d'être caractérisé par des excédents persistants qui ont pour corollaire de nouvelles baisses des prix et une nouvelle détérioration des termes de l'échange dans les pays de production primaire. La Commission se rend parfaitement compte qu'elle ne peut pas faire grand-chose, à elle seule, dans le domaine des prix des produits primaires; aussi a-t-elle insisté à maintes reprises, sur la nécessité d'une action à l'échelle mondiale. Elle étudie les aspects africains du problème des produits primaires et prépare actuellement, avec l'aide de la FAO et du Secrétariat de l'ONU, une conférence qui aura lieu à Lagos pour examiner la possibilité d'une action concertée sur le plan national et sur le plan international. On pense que des contacts directs entre les pays producteurs d'Afrique et un examen plus précis de la situation des divers produits seraient de quelque utilité pour les Etats membres de la CEA.

16. En terminant, M. Gardiner rend hommage à son prédécesseur, M. Mekki Abbas, qui a fait vraiment œuvre de pionnier. Il remercie Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie et le Gouvernement éthiopien pour l'hospitalité qu'ils offrent à la CEA.

17. M. MELLER-CONRAD (Pologne) déclare que sa délégation comprend l'intérêt que suscitent les problèmes de la répartition adéquate des tâches entre les organes de l'ONU et les institutions spécialisées dans le domaine de la coopération internationale sur les plans économique et social. Les dernières décisions que l'Assemblée générale et ses organes ont prises au sujet de la décentralisation montrent que l'ONU est passée des études théoriques aux travaux concrets. D'où la nécessité de donner la première place aux organes les mieux adaptés à l'exécution de ces travaux, c'est-à-dire aux commissions économiques régionales.

18. Du rapport du Secrétaire général sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et sur le renforcement des commissions économiques régionales (E/3643), établi en exécution de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale, ainsi que des rapports des commissions économiques régionales, il ressort que la CEA, la CEPAL et la CEAEO ont pris des initiatives qui non seulement renforcent leur rôle au niveau régional, mais contribuent aussi au développement mondial. Ainsi, elles ont réagi

rapidement et de manière positive à la décision de l'Assemblée générale touchant l'étude des techniques de planification économique.

19. En matière de planification, les commissions régionales ont à jouer un rôle de pionnier, qui consiste à adapter aux conditions des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine les connaissances théoriques et l'expérience pratique d'autres pays. S'il est certain que l'aide organisée au niveau régional favorisera le mieux la formation de cadres nationaux pour la planification et la création d'instituts nationaux de planification, il n'en est pas moins nécessaire d'assurer des contacts étroits entre ces instituts et les centres et instituts de planification de régions qui, comme l'Europe, ont déjà une grande expérience dans ce domaine. La Pologne, pour sa part, est disposée à participer activement aux échanges de données d'expérience et à prêter son concours, tant en détachant ses spécialistes qu'en offrant des possibilités d'étude dans ses instituts d'enseignement supérieur.

20. Si le programme de travaux présenté par le Secrétariat tient compte des possibilités de la CEAEO, de la CEA et de la CEPAL, il est trop restreint en ce qui concerne la CEE, ce qui semble indiquer que l'on sous-estime l'importance que celle-ci peut avoir pour les trois autres commissions et pour le développement économique et social en général.

21. La CEE est l'unique organe de coopération économique auquel appartiennent tous les pays d'Europe, quel que soit leur système social et politique. Si elle constitue un « cas spécial » (E/3643, paragraphe 14), c'est parce qu'elle dessert une région économiquement très développée, et où passe la ligne de contact entre deux systèmes politiques et sociaux. Du fait que l'Union soviétique et les Etats-Unis en sont membres, elle façonne en partie les relations économiques, techniques et scientifiques entre l'Est et l'Ouest, entre les pays socialistes et les pays capitalistes. Elle a évidemment pour tâche principale le développement économique de l'Europe, mais, si elle est faible et divisée, elle ne peut venir en aide ni à l'Europe ni au reste du monde, qui est en droit d'attendre son concours.

22. Consciente que tel doit être le rôle de la CEE, la délégation polonaise, avec plusieurs autres, avait déposé devant la CEE un projet de résolution [ECE (XVII)/L.20] relatif à un programme d'opérations tendant à mettre en œuvre les recommandations de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale; mais devant l'opposition de plusieurs pays occidentaux, elle a été obligée de retirer son projet. Pourtant, l'adoption de cette résolution par la CEE favoriserait la coopération directe entre elle et les autres commissions régionales; cette collaboration directe serait également favorisée si l'on élargissait les droits qu'ont les secrétariats de ces commissions de décider des questions concernant les programmes d'intérêt commun.

23. Les projets de la CEE qui touchent à des problèmes concrets du développement économique et social ont une valeur particulière pour la réalisation de projets analogues ou nouveaux dans d'autres régions. Tel est le cas,

notamment, des études élaborées par les comités de la CEE dans les domaines de la production d'acier et de charbon, des transports, de l'énergie électrique, de l'agriculture et de l'habitat. L'expérience tirée de réunions comme le cycle d'étude de Varsovie sur la rationalisation de la consommation d'électricité pourrait être adaptée aux besoins des autres commissions économiques régionales. Il y a lieu d'applaudir à l'initiative que le secrétariat de la CEE a prise en ce qui concerne les techniques de la programmation et de la planification dans les pays à systèmes sociaux et économiques différents; les autres commissions régionales en profiteront à coup sûr. Le représentant de la Pologne note aussi avec satisfaction l'étude sur les facteurs de la croissance économique en Europe de 1950 à 1959, les recherches sur les problèmes de l'intégration européenne et ses incidences sur le développement économique des pays peu développés, ainsi que les enquêtes sur le développement de la production agricole en Europe et l'expansion du commerce entre ce continent et les pays en voie de développement.

24. De l'avis de la délégation polonaise, il serait prématuré d'examiner plus à fond les effets de la décentralisation sur les programmes d'assistance technique, puisque le Comité de l'assistance technique va examiner le rapport que le Comité spécial des huit a établi à ce sujet (E/3639). Cependant, on peut dire d'ores et déjà que le rapport du Secrétaire général sur la décentralisation traite de façon superficielle cette question et limite singulièrement l'action de la CEE dans ce domaine. Pourtant, les possibilités qui s'offrent à la CEE d'aider les autres commissions économiques régionales sont exceptionnellement grandes. Outre les projets de ses comités, à la réalisation desquels elle peut associer les secrétariats des autres commissions régionales, elle dispose de facilités pour la formation en cours d'emploi: elle est particulièrement qualifiée pour accorder cette aide concrète et elle se doit d'élargir son action dans ce domaine. De plus, elle est en mesure de donner des conseils et d'envoyer aux autres commissions régionales des experts dans certaines branches d'activité.

25. M. Meller-Conrad déplore que ces possibilités n'aient pas été perçues lors de l'élaboration du rapport. Il exprime l'espoir que cette omission sera prochainement réparée et que l'Assemblée générale, à sa dix-septième session, sera saisie d'un rapport sur l'application de la résolution 1709 (XVI) en ce qui concerne la CEE. En effet, si l'on néglige le rôle essentiel de cette Commission, on risque de compromettre la mise en œuvre de la décision de l'Assemblée générale relative à la décentralisation et au renforcement des commissions économiques régionales ainsi que la réalisation de la Décennie pour le développement.

26. M. DIOP (Sénégal) se réfère aux résolutions 42 (IV) et 44 (IV) par lesquelles la CEA a recommandé au Conseil de retirer au Portugal et à la République sud-africaine leur qualité de membres de la Commission. Certes, la République sud-africaine ne manquera pas de dire que la condition des autochtones qui vivent sur son territoire est supérieure, à tous égards, à celle des ressortissants des nouvelles républiques indépendantes noires.

Mais, si le niveau de vie de ces Africains est enviable, par contre on leur a enlevé, dans la pratique des lois, les droits fondamentaux de l'homme ainsi que leur dignité et leur honneur. C'est pourquoi la délégation sénégalaise, fidèle à la position qu'elle a défendue devant l'Assemblée générale, pense que dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, l'ONU doit employer tous les moyens de pression dont elle dispose pour amener l'Afrique du Sud à changer de politique.

27. La délégation sénégalaise pense d'autre part qu'il faut mettre tout en œuvre pour amener le Portugal à arrêter le plus rapidement possible l'entreprise de génocide qu'il poursuit en Guinée portugaise, en Angola et sans doute au Mozambique. M. Diop cite le cas de ces chefs qui avaient été délégués par la province de Cabinda pour présenter un cahier de doléances aux autorités; ils ont été emprisonnés et, quelques jours après, la mer a rejeté leurs cadavres ficelés dans des sacs.

28. Par leur conduite, l'Afrique du Sud et le Portugal violent la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ils n'ont donc pas leur place dans l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, la délégation sénégalaise appuiera les recommandations de la CEA, encore qu'elle les juge trop modérées; il faudrait, selon elle, exclure purement et simplement l'Afrique du Sud et le Portugal.

29. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que les commissions économiques régionales occupent une place importante parmi les organes des Nations Unies; elles offrent des possibilités remarquables de coopération économique et sociale aux pays qui ont des intérêts communs, dans le respect des intérêts des pays des autres régions.

30. Au cours des dernières années, les pays en voie de développement ont participé toujours davantage aux travaux des commissions économiques régionales pour l'Amérique latine, l'Asie et l'Extrême-Orient et l'Afrique. Les résultats des travaux de ces commissions sont des plus utiles et M. Arkadev rappelle à cet égard la résolution 37 (XVIII) de la CEAO sur le commerce international et les résolutions sur la création d'instituts de développement économique, adoptées respectivement par cette dernière commission et par la CEA. L'objet essentiel de ces résolutions est de proposer des méthodes propres à combattre les effets néfastes des groupements économiques fermés tels que le Marché commun européen, de promouvoir et rationaliser le commerce international et de développer la coopération régionale dans les domaines économique, scientifique et technique.

31. L'Union soviétique appuiera toute proposition tendant à réunir une conférence internationale pour étudier les problèmes commerciaux et à renforcer les commissions régionales. Elle est prête, par des contributions au Fonds spécial et aux programmes d'assistance technique, à aider les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à établir des instituts de développement économique; elle peut offrir son concours à ces instituts de diverses

manières; elle peut détacher dans ces pays des techniciens et des experts scientifiques, leur donner des avis sur leurs programmes et échanger avec eux des données d'expérience en matière de planification.

32. Néanmoins, en dépit des progrès économiques réalisés par les pays en voie de développement, le fossé qui les sépare des pays industrialisés s'élargit constamment; c'est pourquoi il faudrait que les commissions régionales accordent aux pays peu développés une assistance pratique accrue en ce qui concerne la mise en œuvre de leurs plans de développement économique. A cet égard, M. Arkadev souligne la notable contribution du Secrétaire exécutif de la CEAE au développement de la coopération et des activités pratiques à l'échelon régional. Le Conseil devrait recommander que les commissions régionales entreprennent une étude détaillée des tâches à long terme qui les attendent et soumettent des suggestions sur les méthodes qui permettraient de rationaliser leurs travaux futurs.

33. A la dix-septième session de la CEE, le Secrétaire général par intérim a évoqué l'aide que cette commission pourrait apporter aux pays défavorisés (E/3584, annexe III). Il serait, par exemple, de la plus haute importance d'organiser des échanges d'informations et de données d'expérience entre les commissions régionales; de cette façon, elles pourraient entreprendre en commun des études sur les problèmes de planification, le développement du secteur public, la réforme agraire, les échanges inter-régionaux et internationaux, la formation du personnel et nombre d'autres questions.

34. Il n'est pas surprenant que plusieurs pays s'impatientent des retards que l'on constate dans la mise en œuvre de la résolution 1518 (XV) de l'Assemblée générale sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et sur le renforcement des commissions économiques régionales. En effet, presque rien n'a été fait depuis l'adoption de ce texte. A en juger par le rapport du Secrétaire général sur la question, l'action envisagée pour l'avenir est insuffisante. De l'avis de la délégation soviétique, ce qu'il faudrait c'est transférer un certain nombre de postes du Siège aux commissions régionales. Or, si au paragraphe 12 de ce document il est dit que l'on envisage la création de 37 nouveaux postes dans les secrétariats des commissions, on y envisage également la création de 26 nouveaux postes au Siège. Les explications fournies au paragraphe 20 ne sont pas satisfaisantes; M. Arkadev pense en effet que, puisque les commissions régionales assument de nouvelles fonctions, elles doivent être renforcées et leurs effectifs augmentés.

35. Il faudrait également renforcer les commissions régionales pour leur permettre d'accorder une assistance technique aux pays en voie de développement. La décentralisation devrait se traduire par une utilisation plus poussée des connaissances techniques et scientifiques du personnel des divers pays, y compris les pays socialistes. On est encore loin du compte, en raison de l'attitude bureaucratique adoptée par le Siège et par quelques-unes des institutions spécialisées. M. Arkadev demande à ce propos si les commissions régionales ont été consultées

au sujet des projets énumérés à l'annexe du rapport. Si l'on veut vraiment renforcer les commissions régionales, il faut leur confier la tâche d'examiner les programmes d'assistance technique et les projets du Fonds spécial et d'en surveiller la mise en œuvre; et il faut que les experts de l'assistance technique et les représentants régionaux du BAT relèvent de ces commissions. Un autre pas dans la bonne direction consisterait à nommer les secrétaires exécutifs des commissions régionales membres du BAT et du Conseil d'administration du Fonds spécial; en participant aux travaux de ces organes, ils se tiendraient au courant des besoins des pays en voie de développement et ils pourraient élaborer des programmes pratiques. De même, par un transfert de certains postes du BAT, du Fonds spécial et du Département des affaires économiques et sociales du Siège aux commissions régionales, on aurait l'assurance que le personnel effectivement chargé de l'octroi de l'assistance est en contact étroit avec les pays bénéficiaires; ce transfert permettrait en outre de réduire les dépenses d'administration. Toutes ces mesures contribueraient à renforcer les activités économiques des commissions régionales et serviraient les intérêts des pays en voie de développement.

36. Passant aux travaux de la CEE, M. Arkadev rappelle que le Secrétaire exécutif, à la dix-septième session, a souligné la nécessité d'une coopération internationale toujours plus étroite dans presque toutes les branches de l'activité humaine (E/3584, annexe II). La délégation soviétique, pour sa part, attache une grande importance au principe de l'universalité des Nations Unies et à la coopération entre tous les pays, quel que soit leur système économique et social; c'est pourquoi elle a insisté pour que les représentants de la République démocratique allemande soient invités à participer aux travaux de la Commission. Il conviendrait de résoudre cette question dans un esprit d'équité, afin de mettre fin aux mesures de discrimination dont ce pays fait l'objet.

37. Le représentant de l'URSS rappelle les autres suggestions et propositions faites par la délégation soviétique à la dix-septième session de la Commission; cette délégation reste convaincue que la Commission devrait prendre d'urgence des mesures pour éliminer les obstacles qui entravent le développement des échanges entre les pays européens. L'URSS avait également suggéré que le Secrétaire exécutif examine la possibilité d'aider d'autres commissions régionales en leur envoyant des experts des pays membres de la CEE. Malheureusement, les délégations de certains pays occidentaux se sont montrées peu disposées à appuyer ces utiles mesures. Le représentant d'un grand pays a été jusqu'à dire que les activités de la CEE étaient limitées par l'existence de problèmes politiques et par la présence, au sein de la CEE, de pays à régimes économiques et sociaux différents et il a même exprimé des doutes quant à la possibilité de développer la coopération dans le cadre de la Commission. Or, on ne saurait douter que toutes les activités des Nations Unies sont fondées sur la reconnaissance du fait qu'il existe des pays à systèmes économiques et sociaux différents et sur la nécessité de la coopération et de la coexistence pacifique. Nier ce principe fondamental, c'est s'attaquer aux bases mêmes de l'Organisation

des Nations Unies. L'URSS est convaincue que la CEE doit renforcer ses activités, encourager la coopération entre tous les pays et faire en sorte qu'aucune polarisation — politique ou économique — ne se manifeste en Europe.

38. Dans son admirable déclaration de la 1210^e séance, le Secrétaire exécutif de la CEPAL a insisté à juste titre sur les effets néfastes que le Marché commun européen pourrait avoir sur la production et le commerce des pays peu développés. La délégation de l'Union soviétique approuve de tout cœur le mémoire de la délégation brésilienne (E/3664), qui insiste sur la nécessité de développer le rôle des commissions régionales pour ce qui est de la planification du développement économique dans leurs régions respectives. Elle est toutefois surprise de lire dans le rapport de la CEPAL (E/3581/Rev.1, paragraphe 248) que l'Etude sur la situation économique de l'Amérique latine sera dorénavant préparée conjointement avec l'Organisation des Etats américains, organe politique qui n'a aucun rapport avec les Nations Unies. Il est douteux que cet arrangement joue en faveur des pays de l'Amérique latine, car l'Etude ne sera plus un document objectif et contiendra des opinions tendancieuses.

39. La CEA a pris une décision des plus importantes à sa quatrième session en adoptant sa résolution 42 (IV). La recommandation tendant à ce que certains pays soient exclus de cette Commission, recommandation qui a l'appui de la délégation soviétique, serait la réponse aux mesures d'oppression adoptées par certains pays à l'égard des Africains. Par ailleurs, la Belgique, la France et le Royaume-Uni qui, aux termes de cette résolution, deviendraient des membres associés, pourraient continuer à participer aux travaux de la CEA dans le cadre de cet arrangement. Il conviendrait de prendre une décision à ce sujet en tenant compte de l'évolution de la situation en Afrique, ainsi que du désir des peuples africains de gérer eux-mêmes leurs affaires et de limiter le rôle des anciennes puissances coloniales, lesquelles ont laissé derrière elles des souvenirs parfois amers.

40. M. BOGLIETTI (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que la FSM a déjà exposé devant les commissions économiques régionales les problèmes que le développement économique pose aux travailleurs et aux syndicats dans les différentes régions du monde.

41. La FSM a souligné, particulièrement devant la CEA et la CEAE0, que la situation des pays sous-développés producteurs de matières premières ne s'est pas améliorée, que l'écart s'accroît entre eux et les pays industrialisés, que le développement touche seulement certains pays et

certaines industries, et que les ressources de ces pays continuent d'être drainées vers les pays métropolitains.

42. La FSM voudrait attirer à nouveau l'attention du Conseil sur la nécessité de faire des efforts pour industrialiser rapidement ces régions et créer l'industrie lourde indispensable à une croissance soutenue et à une indépendance économique réelle. Elle souhaite que le Secrétariat prenne rapidement les mesures préconisées par l'Assemblée générale dans sa résolution 1709 (XVI) et par le Conseil dans sa résolution 823 (XXXII), afin d'aider la CEAE0, la CEPAL et la CEA à répondre aux besoins des régions qu'elles desservent. Les secrétariats des commissions économiques ont un rôle important à jouer dans ce domaine, ainsi que pour la répartition de l'aide multilatérale fournie au titre de l'assistance technique. A cet égard, la FSM approuve tout particulièrement la résolution 50 (IV) de la CEA et les résolutions analogues de la CEAE0 et de la CEPAL.

43. La FSM appelle l'attention des commissions économiques régionales et du Conseil sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les syndicats et les travailleurs participent à la programmation économique. Elle est convaincue que l'adoption par le Conseil des quatre projets de résolution présentés par la CEA renforcerait de façon décisive l'autorité du Conseil et de l'Organisation des Nations Unies en Afrique. Les peuples d'Afrique et les travailleurs du monde entier ne comprendraient pas que subsiste, au moment où la République algérienne devient une réalité, la politique de suprématie raciale qui a fait tant de mal à l'humanité au cours des trente dernières années.

POINT 24 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'audition (E/3666)

44. Le PRÉSIDENT attire l'attention du Conseil sur les recommandations contenues dans le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/3666), relatives aux demandes d'audition formulées par six organisations non gouvernementales de la catégorie A.

Les recommandations du Comité sont adoptées.

La séance est levée à 17 h 15.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 6 juillet 1962

à 10 h 50

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 10 de l'ordre du jour :

Rapports des commissions économiques régionales (suite) 19

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Cuba, Espagne, Indonésie, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République centrafricaine, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation météorologique mondiale, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/3581/Rev.1, E/3584 et Corr.1, E/3586, E/3599, E/3643, E/3649, E/3664; E/L. 953 et Corr.1) (suite)

1. M. ROUANET (Brésil) dit que les exposés préliminaires présentés par les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales sont fort instructifs et fourniront comme de coutume une utile base de discussion. La CEE est unique en son genre parce qu'elle groupe des pays qui, pour la plupart, sont hautement développés, et c'est un fait qui lui confère des responsabilités particulières et des possibilités d'aider les autres régions. M. Rouanet est heureux de l'appui promis par la CEE au Centre de développement industriel et il exprime l'espoir qu'elle appuiera aussi l'institution spécialisée pour le développement industriel dont on envisage la création. Il estime avec le Secrétaire exécutif

de la CEE que, pour remplir son rôle, la CEE devra aussi bénéficier de la politique de décentralisation recommandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1709 (XVI).

2. Pour faire ressortir l'assistance accordée aux autres régions, il serait utile que l'*Etude sur la situation économique de l'Europe*, que la CEE publie chaque année, contienne régulièrement un chapitre consacré aux mesures de libéralisation adoptées par les pays d'Europe à l'égard des importations en provenance des pays peu développés, et un autre chapitre sur l'importance des capitaux dirigés vers ces pays.

3. M. Rouanet commente certains traits caractéristiques de l'activité des autres commissions économiques régionales et dit que son gouvernement a suivi avec intérêt la Conférence des planificateurs économiques d'Asie, tenue à New Delhi en septembre et octobre 1961, et qu'il approuve les objectifs de la résolution 36 (XVIII) adoptée par la CEAEIO en ce qui concerne la création d'un institut asiatique du développement économique. La planification et les échanges commerciaux sont d'une importance vitale et pourraient bien être un élément déterminant de l'évolution du développement économique. Il convient donc d'accueillir favorablement la résolution 37 (XVIII) de la CEAEIO relative au commerce international.

4. Le Brésil s'est toujours intéressé de façon particulière à la CEA et il a pris connaissance avec intérêt des résolutions 52 (IV) et 58 (IV) de cette commission concernant la création d'une banque africaine de développement et d'un institut africain de développement et de planification économiques, deux organismes qui favoriseront le progrès. Il partage l'inquiétude de nombreux pays africains quant aux effets possibles des groupements économiques régionaux sur le commerce de l'Afrique et sur l'allure du développement économique de la région.

5. Le Brésil a toujours eu toute confiance en la CEPAL et en son Secrétaire exécutif. En tant qu'instrument le plus qualifié pour encourager le développement économique et social de cette partie du continent, elle a rendu service à tous les pays de la région. C'est la CEPAL qui, la première, a appris aux gouvernements des pays d'Amérique latine à considérer le sous-développement comme une situation présentant des caractéristiques et des causes définissables, et qui leur a enseigné qu'il était possible d'éliminer la pauvreté en prenant des mesures économiques appropriées. Elle a montré aussi que la théorie classique du commerce extérieur était inapplicable à l'Amérique latine. En soulignant l'importance de la planification, la CEPAL a mis en valeur la nécessité de diversifier les activités industrielles et économiques comme unique moyen de compenser les fluctuations du commerce international. Elle a montré aussi le besoin

d'une intégration plus poussée entre les économies de la région et elle a été largement responsable de la création de l'association latino-américaine de libre échange. La CEPAL s'est acquittée de manière remarquable de son rôle de pionnier et a mis au point une doctrine, une stratégie et des moyens d'action. Son dernier rapport (E/3581/Rev.1) montre que, loin de se reposer sur ses lauriers, la Commission est maintenant plus active que jamais.

6. C'est un sujet de grande satisfaction que de voir l'Institut latino-américain de planification économique et sociale approcher du moment où il commencera ses activités. Le Gouvernement brésilien n'a de doutes à exprimer qu'en ce qui concerne la participation de trois organisations internationales au Conseil d'administration de l'Institut, comme il l'a indiqué à la neuvième session du Comité plénier de la CEPAL. Le Brésil a été l'un des auteurs de la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale, parce qu'il considérait la planification comme l'un des moyens les plus efficaces de mobilisation des ressources nationales en vue du développement économique et de la coordination des efforts nationaux et internationaux pour obtenir les meilleurs résultats. L'absence de planification peut entraîner le gaspillage des ressources et empêcher l'économie de se développer parallèlement à l'expansion de la population. C'est compte tenu de ces faits que le Gouvernement brésilien a préparé et exécuté pour la période 1955-1960 un plan portant sur quelques secteurs stratégiques de l'économie et qui sera suivi d'un plan de développement général.

7. Dans sa résolution 1708 (XVI), l'Assemblée générale a indiqué que les organisations internationales reconnaissent la planification comme l'un des principaux instruments de la collaboration internationale. D'ailleurs, l'assistance technique à cette fin est octroyée sur une base toujours plus large.

8. L'entrée en vigueur, en juin 1961, du Traité de Montevideo, qui a créé l'Association latino-américaine de libre échange, a marqué une phase nouvelle dans le renforcement de l'intégration économique des Etats d'Amérique latine. Des négociations sur l'uniformisation des tarifs douaniers sont en cours, et l'on a préparé un projet de code douanier pour l'Amérique centrale. Les diverses mesures orientées vers l'intégration ont montré que cet objectif était accessible et que sa réalisation permettrait de faire des économies appréciables, d'améliorer la productivité industrielle et agricole et d'aider à amortir, pour les économies des pays d'Amérique latine, les effets de la constitution de groupements économiques dans d'autres régions du monde.

9. Un autre fait intéressant a été la création, par l'Organisation des Etats américains, la CEPAL et la Banque interaméricaine de développement, d'un Comité spécial de coopération à l'échelon des secrétariats pour prévenir des chevauchements dans l'activité de ces organismes.

10. Toutefois, la délégation brésilienne envisage avec une certaine appréhension la proposition tendant à décharger la CEPAL, malgré toutes ses années d'expérience, de la tâche qui consiste à préparer l'étude annuelle sur la situation économique de l'Amérique latine.

M. Rouanet espère que la décision concernant ce transfert de fonctions n'est pas irrévocable.

11. La délégation brésilienne a présenté un mémoire (E/3664) sur la très importante question de la décentralisation, et elle y reviendra lorsque le Conseil étudiera le point 4 de son ordre du jour (Décennie des Nations Unies pour le développement). Entre-temps, M. Rouanet a quelques observations à présenter sur la question en ce qui concerne les commissions économiques régionales. Les déclarations des secrétaires exécutifs auront suffi à dissiper tous les doutes possibles quant au bien-fondé de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale, et la délégation brésilienne est plus que jamais convaincue de ce qu'une régionalisation plus poussée serait le meilleur moyen pour atteindre les objectifs des Nations Unies dans le domaine économique et social. Au cours de la prochaine décennie, les opérations ne manqueront pas de se développer, et les commissions économiques régionales, pour des raisons d'ordre géographique et parce qu'elles connaissent à la source les problèmes régionaux, sont les mieux outillées pour effectuer ces opérations et pour réaliser les tâches mentionnées au paragraphe 6 du dispositif de cette résolution. Les dépenses d'administration seront réduites si l'on fait davantage appel aux experts des commissions économiques régionales et si l'on insiste encore plus sur le recrutement régional, surtout si les experts sont choisis dans les pays en voie de développement, comme le prévoit la résolution 852 (XXXII) du Conseil. Malgré ce qui est dit du recrutement des experts au paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général relatif à la décentralisation des activités de l'ONU et au renforcement des commissions économiques régionales (E/3643), à savoir qu'il doit continuer à incomber au Siège de l'ONU, surtout pour les contrats à long terme, M. Rouanet estime qu'il conviendrait de transférer entièrement cette responsabilité aux commissions.

12. L'importance des commissions économiques régionales en tant qu'organes d'exécution est de mieux en mieux reconnue, de même que l'idée suivant laquelle le rôle du Siège devrait consister à répondre à des demandes périphériques, ce qui permettrait d'élaborer les programmes en pleine connaissance des besoins et de la situation. Cette thèse a été exposée avec force par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales devant le Comité du développement industriel (voir E/3600 et Corr.1, annexe VI). La délégation brésilienne est donc convaincue que la responsabilité de l'exécution des tâches qui incombent aux Nations Unies en vertu de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale devrait revenir aux commissions régionales. C'est pourquoi la délégation brésilienne constate avec satisfaction qu'on a pris des mesures pour donner suite à la résolution 1709 (XVI), mais elle note avec inquiétude le fait que les recommandations du Comité du développement industriel tendant à renforcer le personnel industriel à l'échelon régional ne peuvent être complètement appliquées, et elle éprouve des difficultés à ne pas trouver une contradiction entre la déclaration figurant au paragraphe 20 du rapport du Secrétaire général, où il est dit que c'est surtout à l'échelon régional que le personnel doit être renforcé, et l'affirmation, figurant dans le même

paragraphe, qu'il n'est pas possible de renforcer les secrétariats régionaux sans accroître le personnel du Siège. M. Rouanet serait heureux de recevoir du Secrétariat des précisions sur la répartition des 37 nouveaux postes d'administrateurs entre les diverses commissions, ce qui aiderait le Conseil à évaluer les progrès réalisés sur la voie de la décentralisation.

13. Comme l'a dit le Secrétaire exécutif de la CEPAL, les pays sous-développés dans toutes les parties du monde connaissent un besoin de changements, et il importe que ces changements se fassent, non pas de façon brutale, mais dans le respect des libertés démocratiques, en temps utile et, lorsqu'il convient, par des mesures correctives. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies a un rôle de premier plan à jouer et elle pourra contribuer de façon décisive à l'amélioration du sort de millions d'êtres humains. L'heure est venue d'agir sur la base de recherches minutieuses, et les commissions économiques régionales sont, sans aucun doute, les mieux outillées pour cette tâche.

14. Pour M. DUPRAZ (France), les exposés des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales permettent de rapprocher deux faits saillants : d'une part, les préoccupations de ces organismes dans les domaines économique et social s'inspirent de la situation particulière de chaque région et des problèmes, parfois pressants, qu'il faut y résoudre; d'autre part, les efforts qu'ils fournissent tendent tous vers un même but : assurer aux populations un niveau de vie convenable grâce au développement économique et à l'amélioration des structures sociales des pays de la région. L'identité des objectifs entraîne nécessairement une certaine similitude des moyens à mettre en œuvre, et ce n'est pas l'effet du hasard si les commissions économiques régionales ont reçu des mandats analogues : rechercher les solutions qui doivent permettre aux pays membres de coopérer à une œuvre commune, la promotion économique et sociale des pays peu développés.

15. Dans leur tâche, les quatre commissions économiques régionales, dont la France est membre, sont guidées par des secrétaires exécutifs à l'idéalisme desquels M. Dupraz se plaît à rendre hommage. Leur composition aussi répond à l'esprit de la Charte et aux besoins essentiels des Nations Unies : ce sont de véritables organes de coopération et de solidarité régionales et intercontinentales, marqués de l'universalisme de l'Organisation des Nations Unies. De même, leurs procédures et leurs méthodes de travail sont adaptées aux exigences d'un monde en constante évolution, et le désir de coopération de leurs membres est le plus sûr garant de leur efficacité et de la qualité des résultats obtenus. La CEE, la CEAE0 et la CEPAL ont su « survoler » leur continentalisme et apporter à des problèmes spécifiques l'appui des liens de solidarité, de culture et d'échanges que chacun de leurs membres ont tissés avec le reste du monde.

16. La demande de modification de son mandat formulée par la CEA dans sa résolution 42 (IV) doit retenir l'attention du Conseil : il est légitime que les pays africains souhaitent examiner leurs problèmes en tenant compte des préoccupations qui leur sont propres et même de leurs susceptibilités. La France, pour sa part, a

toujours contribué, par son expérience et ses moyens, à la recherche de solutions qui se veulent respectueuses de l'avenir des Africains, se conformant en cela à la règle dite de Lahore que la CEAE0 a établie en 1951¹ et suivant laquelle les pays étrangers appelés à coopérer aux travaux des commissions économiques régionales s'engagent à ne pas s'opposer, par leur vote, à des propositions de caractère économique intéressant les pays de la région quand la majorité de ceux-ci apportent leur appui à ces propositions. Depuis la quatrième session de la CEA, des faits nouveaux se sont produits qui sont de nature à éclairer les Etats africains sur le type de coopération le plus profitable avec le monde extérieur : c'est ainsi qu'un Etat membre a fait à l'intention du Conseil une déclaration qu'il n'avait pas eu l'occasion de développer devant la CEA elle-même, et que le progrès de l'Afrique vers l'indépendance, auquel la France a pris une part décisive, vient d'être marqué par la naissance d'un nouvel Etat : l'Algérie. Certes, la recommandation de la CEA soulève des difficultés d'ordre juridique et du point de vue de la Charte, mais il appartient au Conseil de les apprécier. En tout état de cause, il doit s'efforcer, en tenant compte de l'expérience acquise avec les autres commissions économiques régionales, de mettre au point les solutions les plus conformes aux traditions des Nations Unies et aux intérêts de la coopération régionale, intercontinentale et mondiale.

17. Les secrétaires exécutifs ont souligné que la décentralisation est nécessaire à l'élargissement des activités des commissions économiques régionales. Le Secrétaire général a indiqué également, dans son rapport, l'esprit dans lequel des réformes doivent être apportées dans ce domaine : dans le cadre de la Décennie du développement, il souhaite une expansion dirigée et équilibrée des ressources du Secrétariat en utilisant pleinement les moyens disponibles à l'échelon régional; mais il insiste également sur l'action organique du Siège, notamment en ce qui concerne la coordination des diverses activités d'assistance technique. Le Conseil a donc le devoir de mettre en lumière, à la présente session, les divers aspects de la décentralisation, tout en définissant les conditions dont elle doit être assortie, avec le souci de maintenir l'équilibre entre la nécessité d'accroître la compétence des commissions régionales et celle d'augmenter l'autorité du Siège.

18. M. Dupraz aborde ensuite l'examen des problèmes particuliers à chaque région. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL, à la 1210^e séance du Conseil, a mentionné les progrès réalisés dans la région vers l'intégration économique et la création d'un marché commun latino-américain. La France est heureuse des efforts qui y ont été accomplis pour harmoniser les relations économiques et abaisser les barrières commerciales et dont le mérite revient en grande partie à la CEPAL. Le Secrétaire exécutif a dit le désir de l'Amérique latine de resserrer ses liens avec les autres régions, et notamment avec l'Europe dont elle attend une participation active à son propre développement. M. Dupraz fait observer que c'est justement un des objectifs essentiels de la Commu-

¹ Voir *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément n° 7*, par. 341.

nauté économique européenne de favoriser l'expansion des échanges non seulement entre ses membres, mais aussi avec d'autres pays. Il y a donc identité d'objectifs entre l'Amérique latine et la Communauté économique européenne qui n'envisagent ni l'une ni l'autre de se replier sur elles-mêmes; au XX^e siècle, le devoir et même la prudence conseillent de fuir l'autarcie stérile et de prendre le risque fécond de se tourner résolument vers l'extérieur en donnant des chances égales à tous. Dans ce domaine, les grands pays industriels ont une responsabilité particulière. La CEPAL s'est également préoccupée de la formation des cadres nécessaires à l'exécution de ses programmes et a fait approuver, à cet effet, le projet relatif à la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, qui témoigne de manière frappante de l'identité des situations et de la similitude des solutions qu'il convient d'apporter à certains problèmes. On constate aussi, en effet, dans les rapports des autres commissions économiques, le désir de mettre à la disposition des pays membres les moyens d'accélérer la formation des élites indispensables au développement.

19. Le Secrétaire exécutif de la CEE à la 1210^e séance, a exposé l'action de cet organe et les problèmes qu'il a eu à résoudre. L'œuvre de la CEE n'a pas besoin d'être toujours féconde pour être hautement justifiée, car elle est essentielle à l'harmonie de l'Europe et du monde. La CEE, en effet, confronte l'Est et l'Ouest, et le représentant de l'Union soviétique a témoigné de l'utilité et de la vivacité de ses débats. Elle est un lieu de rencontres et d'échange d'idées et de connaissances entre les deux moitiés de l'Europe. Sa vocation essentielle concerne la coopération, surtout en matière commerciale. Malheureusement, ses possibilités d'action dans ce domaine restent limitées par des divergences fondamentales, qu'il convient d'énoncer et d'étudier, entre ses membres. Cependant, on a pu noter, à la dix-septième session, une tendance à un certain développement des activités de la Commission qui a notamment indiqué qu'elle était en mesure de mettre des listes d'experts à la disposition des autres commissions économiques; il conviendra, dans ce domaine, d'agir avec prudence, car la CEE n'a pas toujours une connaissance suffisamment précise des problèmes qui se posent dans les autres régions.

20. La CEAEIO s'est attachée jusqu'ici à définir les données complexes du développement économique de la région; son présent rapport (E/3599) contient une analyse objective de l'évolution économique et sociale des pays qui en sont membres et il témoigne que le Secrétariat de l'ONU a su engager un dialogue fructueux avec les gouvernements des pays d'Asie et d'Extrême-Orient. Mais, s'agissant de l'action concrète, la Commission rencontre des obstacles considérables: l'étendue de la région, la diversité des niveaux économiques et les divergences de vues entre pays imposent à son Secrétaire exécutif, à l'action patiente et inlassable duquel M. Dupraz rend hommage, un travail constant de rapprochement. Cependant, plusieurs résolutions adoptées à sa dix-huitième session concernant des projets concrets (Institut asiatique du développement économique, grande route d'Asie, projet d'aménagement du bassin inférieur du Mékong, etc.) et couronnent des études entreprises

depuis plusieurs années. Ils confirment l'orientation nouvelle que la Commission veut donner à ces activités; aide directe aux pays de la région sous forme de participation à des projets concrets.

21. La France suit avec un intérêt particulier les travaux de la CEA et apprécie l'esprit et la compétence dont fait preuve son nouveau Secrétaire exécutif. La Commission doit résoudre un problème délicat de choix et de priorité face aux tâches multiples et complexes qui la sollicitent et compte tenu des difficultés de recrutement du personnel adéquat. Les travaux et les études qu'elle a entrepris montrent cependant la nécessité d'user de méthodes particulières à l'Afrique, qui interdisent d'appliquer sans ajustement l'expérience acquise dans les autres régions. De fait, le désir de la Commission de rassembler tout d'abord les statistiques et les données indispensables répond à ce besoin et permet d'envisager que la planification et la programmation économiques seront assises sur des bases stables. La création d'un institut africain de développement et de planification économiques, en collaboration avec l'UNESCO, est la première réalisation en matière de formation de cadres, souci majeur de la CEA. De même, le projet d'établissement d'une banque africaine de développement, dont les crédits permettraient d'accélérer le développement économique, d'améliorer les termes de l'échange et de diversifier une agriculture très sensible aux fluctuations des cours mondiaux des produits de base, doit être retenu. Pour ces différentes raisons, la CEA souhaite l'élargissement de ses compétences et aussi — comme les autres commissions économiques régionales — l'étoffement de son secrétariat.

22. Ainsi, au seuil de la Décennie du développement, l'ONU a su mettre en place les instruments qui lui permettront d'accroître son efficacité dans les études et les réalisations concrètes. Comme le représentant des Etats-Unis d'Amérique l'a fait observer, à la 1210^e séance, les commissions économiques régionales gagnent en importance sans cesser d'améliorer la qualité de leurs travaux. Il importe, par conséquent, de mettre les moyens nécessaires à leur disposition et, pour que les Nations Unies restent unies, de renforcer les liens entre les commissions économiques régionales et le Siège.

23. M. KOPCOK (Yougoslavie) dit que les rapports des commissions économiques régionales dont le Conseil est saisi témoignent de l'ampleur des problèmes qui se posent. Tous constatent qu'il est impossible d'isoler les problèmes propres à chaque région des problèmes et des mouvements extérieurs et que, de ce fait, l'activité des commissions économiques régionales est de plus en plus centrée sur les solutions à trouver à quelques problèmes clés. Tous portent également témoignage des efforts faits en vue d'élargir la coopération intrarégionale, de renforcer le rôle des commissions régionales dans ce domaine, de pousser la décentralisation, de considérer à plus long terme les aspects de la coopération intrarégionale et d'accroître l'assistance d'une des commissions régionales aux autres.

24. Cette évolution est conforme à l'esprit des travaux du Conseil et doit s'accroître. A cet égard, le mémoire présenté par la délégation brésilienne (E/3664) met en lumière les tendances et les efforts qui répondent à

l'évolution mondiale et aux objectifs de la Décennie du développement. Les tendances positives constatées dans le travail des commissions économiques régionales ne diminuent en rien l'importance du Conseil ou de l'Assemblée générale; au contraire, le renforcement des commissions et la décentralisation des activités montrent la nécessité de promouvoir la coopération internationale dans le cadre des Nations Unies et de renforcer le rôle du Conseil sur le plan économique.

25. En ce qui concerne les travaux de la CEE, M. Kopcok pense qu'ils sont compromis par l'existence, selon les termes mêmes du Secrétaire général par intérim, de « groupements économiques et militaires qui témoignent de la scission politique qui s'est étendue, peu à peu, à tant d'aspects de la vie internationale » et qui « entrave les efforts faits par la CEE pour cimenter la solidarité économique de l'ensemble de l'Europe » (E/3584, annexe III). Dans son rapport intérimaire, le Secrétaire exécutif de la CEE souligne que « la polarisation du continent européen — c'est-à-dire sa division en groupes séparés — aurait des effets préjudiciables pour l'Europe et pour l'ensemble du monde, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique » et que les efforts d'intensification de la coopération au sein de la CEE devraient être « le complément nécessaire des travaux entrepris dans des groupements plus restreints » (E/ECE/435, par. 6). La situation semble cependant se développer dans un sens que le Secrétaire général par intérim estime peu désirable. D'après *l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1961* (E/ECE/452), la « polarisation » s'accroît avec, pour conséquence, une diminution des échanges Est-Ouest et, comme corollaire, la stagnation des importations en provenance des pays tiers et la diminution des exportations européennes à destination de ces pays. De même, le Comité pour le développement du commerce commence à peine la mise en application de la résolution 9 (XVI), par laquelle la CEE lui avait demandé de formuler des recommandations visant à éliminer les obstacles au commerce intra-européen. La CEE n'a donc pas fait avancer la solution des problèmes de la coopération intra-européenne. Toutefois, son Secrétaire exécutif a présenté des propositions (E/ECE/435, par. 7), tendant à étendre la coopération européenne aux secteurs économiques importants qui sont encore en dehors des cadres d'activité de la Commission et qui sont néanmoins d'une importance essentielle pour surmonter les divisions existant en Europe.

26. Mais la CEE a rendu de grands services à ses pays membres et, indirectement, aux pays membres des autres commissions régionales, envers lesquels elle a d'importantes obligations qui l'ont amenée à décider de tenir compte, en établissant ses plans de travail, des problèmes qui intéressent les autres régions, notamment les régions peu développées, et de la nécessité de consultations entre les secrétariats des diverses commissions régionales, afin d'élaborer un plan de coopération à long terme. M. Kopcok constate avec satisfaction qu'un nombre croissant de représentants des pays peu développés assistent aux réunions des comités techniques de la CEE et qu'on a souligné l'importance du rôle que le secrétariat de cette commission peut jouer dans l'assistance technique aux pays en voie de développement.

27. Les rapports des autres commissions économiques régionales donnent une place de premier plan aux problèmes commerciaux en tant que facteurs essentiels du développement économique; or, il est évident qu'on ne peut penser les résoudre avant que ces mêmes problèmes aient été résolus en Europe, au sein de la CEE. Si la situation actuelle persiste, on peut se demander s'il sera possible d'atteindre les objectifs de la Décennie du développement. M. Kopcok s'estime en droit d'espérer que les débats sur ce point de l'ordre du jour, ainsi que les discussions relatives à la convocation d'une conférence pour le commerce, donneront une impulsion nouvelle au travail des commissions économiques régionales et, en premier lieu, de la CEE, dont dépendent, dans une grande mesure, l'évolution de la situation et le travail des commissions dans les autres régions du monde.

28. M. NEHRU (Inde) dit que, dès le début, son pays s'est déclaré en faveur de la création des commissions économiques régionales et a appuyé les objectifs qui leur étaient assignés: faciliter l'action concertée des pays de chaque région, promouvoir le développement économique, relever le niveau de l'activité économique et renforcer les relations économiques entre les pays de la région et entre chaque région et le reste du monde.

29. Avant d'être soumis au régime colonial, les pays d'Asie comme ceux d'Afrique entretenaient entre eux des rapports étroits, économiques et autres. Ces rapports ont été interrompus pendant la période coloniale et remplacés par un état de dépendance à l'égard de pays métropolitains éloignés. Par suite des changements survenus récemment sur le plan social et politique, ces pays entrent maintenant dans une ère nouvelle où la valeur des liens économiques régionaux prend une importance croissante.

30. Si l'on compare les diverses commissions économiques régionales, il est intéressant de constater que la CEE représente un groupement régional de pays très développés, alors que les trois autres commissions groupent des pays dont le développement est plus ou moins avancé, mais nettement plus bas. La CEE est aussi la seule de ces commissions à compter parmi ses membres des pays dont les régimes économiques et sociaux sont nettement divergents. Elle se trouve donc bien placée pour chercher à atténuer les tensions et essayer de combler le fossé qui sépare ces régimes. Elle pourrait apporter une contribution du même ordre en aidant à faire disparaître l'écart entre les pays développés et les pays peu développés, qui est, en puissance, une cause plus grave encore d'instabilité et de tension que les différences d'ordre politique et social. La CEE se préoccupe avant tout de multiplier les possibilités de coopération entre l'Est et l'Ouest. Elle consacre aussi, nous a-t-on dit, une attention croissante aux activités qui pourraient être utiles aux pays peu développés. Certains représentants ont fait observer qu'elle pourrait faire bien davantage dans ces deux domaines. C'est en tout cas une satisfaction de constater que la CEE ne perd pas de vue ces deux objectifs. La délégation indienne espère la voir accomplir de nouveaux progrès dans cette voie.

31. Le rapport de la CEPAL (E/3581/Rev.1) montre que cette commission a fait surtout porter son activité

sur le développement de la coopération régionale, la mise à disposition des gouvernements de services consultatifs, la formation de spécialistes du développement économique et social et les travaux de recherche dans ce domaine. Les pays d'Amérique latine partagent les inquiétudes de l'Inde au sujet des restrictions commerciales qui entravent l'exécution de leurs programmes de développement.

32. La délégation indienne a noté avec satisfaction l'intérêt spécial manifesté par la CEAE0 pour la coopération régionale et les projets intéressant l'ensemble de la région. Il ressort de son rapport (E/3599) qu'elle fait porter son attention sur les problèmes relatifs à la planification du développement économique et à l'industrialisation. Ses travaux sur des points très importants de politique commerciale, notamment sur la stabilisation des prix des produits primaires, intéressent la région tout entière. Le Gouvernement indien accorde une très grande importance aux travaux effectués par la CEAE0 et appuie pleinement ses efforts.

33. La CEA se heurte à des difficultés plus graves; l'une d'elles est la pénurie de personnel qualifié. La délégation indienne a noté avec satisfaction que des mesures ont été prises pour résoudre ce problème. Un institut africain de développement et de planification économiques va être créé à Dakar, et il est question également de créer une banque africaine de développement. Les pays d'Afrique sont touchés, eux aussi, par la menace que constituent pour leurs recettes d'exportation les restrictions commerciales appliquées par les pays plus développés. Un autre problème se pose du fait qu'un certain nombre de pays d'Afrique se sont associés au Marché commun européen, tandis que d'autres sont restés en dehors. Il appartient évidemment à chaque pays de prendre la décision qui lui convient mais on peut comprendre les craintes éprouvées par certains d'entre eux. La délégation indienne espère que l'évolution de cette situation ne nuira pas à la collaboration entre les Etats de la région, ni à l'établissement de relations saines entre eux, dans le domaine économique notamment.

34. L'Inde a parfaitement compris les raisons qui ont inspiré les recommandations relatives à l'Afrique du Sud et au Portugal formulées par la CEA dans sa résolution 42 (IV) et a appuyé ces recommandations. La question des conditions à remplir pour être membre de la CEA relève de la compétence des pays de la région eux-mêmes. La délégation indienne examinera avec sympathie toutes les propositions faites à ce sujet par la majorité des pays de la CEA.

35. Pour renforcer les commissions régionales, on a proposé de prendre certaines mesures de décentralisation. La délégation indienne reconnaît pleinement qu'il convient de prendre des mesures pour appliquer, autant qu'il est possible, les nombreuses résolutions adoptées à ce sujet par le Conseil et par l'Assemblée générale. Mais il ne faudrait pas perdre de vue certaines considérations de portée générale: à mesure qu'une commission régionale se développe et intensifie ses activités, comme c'est le cas de la CEAE0, il est normal d'élargir ses attributions et d'augmenter les effectifs de son secrétariat. Il faut néanmoins que les moyens dont dispose déjà le

secrétariat soient pleinement utilisés et la question demande à être sérieusement examinée avant qu'on ne décide de créer de nouveaux postes. Une autre considération plus importante encore doit entrer aussi en ligne de compte: s'il est normal d'associer étroitement les commissions régionales aux activités d'assistance technique, il faut prendre garde à ne rien faire qui risque de ralentir le courant de l'assistance technique vers les pays intéressés. Certains pays membres, c'est le cas de l'Inde notamment, entretiennent des relations étroites avec les institutions qui fournissent cette assistance, ce qui leur permet de la recevoir sans attendre. Quels que soient les nouveaux arrangements envisagés, on ne doit pas perdre de vue que la rapidité avec laquelle elle est donnée est un aspect essentiel de l'assistance technique.

36. En ce qui concerne l'avenir, les commissions économiques régionales ont obtenu certains résultats positifs en accélérant le développement économique et social; les gouvernements de leur côté n'ont négligé aucun effort à cette fin. Néanmoins, la situation continue à susciter de graves inquiétudes. Le déséquilibre entre la situation de l'économie des pays développés et celle des pays peu développés ne cesse de s'accroître, et le nombre des personnes qui souffrent de la faim est plus grand que jamais. Les avantages d'une éventuelle augmentation de la production sont pratiquement annulés par l'accroissement de la population. L'abîme qui sépare les deux parties de la communauté mondiale n'a pas pu être comblé, même partiellement, malgré les efforts déployés par les populations des pays en voie de développement. Les progrès sont entravés à la fois par les restrictions aux échanges en vigueur dans les pays développés et par l'insuffisance de l'assistance financière prêtée aux pays en voie de développement.

37. Dans ces conditions, la délégation indienne estime qu'il faudrait accorder beaucoup plus d'attention aux programmes des commissions économiques régionales. Ces programmes sont satisfaisants dans l'ensemble, mais constituent seulement une première étape en attendant l'établissement de programmes plus vastes dans le cadre de la Décennie du développement. Les commissions économiques régionales devraient coopérer plus étroitement et mieux coordonner leurs efforts. Il faudrait établir un programme d'action concret et coordonné qui pourrait s'intégrer dans un plan à long terme établi pour toute la Décennie. L'objectif principal de ce programme serait d'assurer l'exécution rapide de toutes les tâches énumérées par le Secrétaire général dans son rapport sur les mesures proposées pour la Décennie du développement (E/3613).

38. M. WALKER (Australie) félicite les commissions économiques régionales des rapports qu'elles ont présentés au Conseil et du travail constructif qu'elles ont accompli pendant la période examinée. Bien qu'elle n'appartienne qu'à la CEAE0, l'Australie est consciente du fait qu'elle a quelque chose à apprendre de chacune des commissions régionales et elle apprécie la contribution que chacune d'elles apporte à l'œuvre des Nations Unies, contribution qui est appelée à croître en importance pendant la Décennie du développement.

39. Bien que l'on approuve la tendance vers une décentralisation plus poussée, il faut reconnaître que cela pose certains problèmes. Comme l'a fait observer le représentant de l'Inde, il importe que les liens existants et les services déjà en place soient sauvegardés. En outre, la décentralisation risque d'entraîner une augmentation des dépenses et l'apparition de nouveaux services de coordination; il faut éviter que se créent des structures administratives trop complexes.

40. L'Australie s'intéresse de très près à l'évolution de la conjoncture en Europe; en effet, 15% de la population actuelle de l'Australie se compose d'Européens qui s'y sont installés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'Australie a toujours entretenu des liens économiques étroits avec l'Europe et elle continue à considérer ce continent comme un débouché important pour ses produits et comme la source d'une large part des investissements nécessaires à son développement; elle sait par expérience à quel point ses progrès et sa prospérité subissent les répercussions des changements économiques de l'Europe. Naturellement, l'Australie ne cesse de s'intéresser de très près à la politique commerciale des pays européens et des groupements régionaux et sous-régionaux d'Europe tels que le Marché commun. Le Secrétaire exécutif de la CEE a indiqué, à la 1210^e séance du Conseil, que les importations des pays d'Europe occidentale en provenance des pays de production primaire semblaient rester stationnaires. La délégation australienne espère que l'influence des Nations Unies continuera à s'exercer de manière que le mouvement vers une intégration des pays européens aille de pair avec le maintien et le développement des échanges avec d'autres régions.

41. La CEE est la plus largement représentative de toutes les organisations économiques européennes; elle groupe des pays aux systèmes économiques et politiques différents, ce qui favorise tout spécialement l'étude des problèmes que posent les échanges et d'autres formes de coopération entre ces pays. C'est là encore une raison pour laquelle les travaux de la CEE sont suivis de près par les pays qui n'appartiennent pas à la région.

42. Ces dernières années, les liens entre l'Australie et les pays d'Amérique latine se sont beaucoup resserrés; cela s'est traduit par une amélioration des moyens directs de communication et par l'augmentation progressive du nombre des représentants diplomatiques et commerciaux. Qui plus est, l'Australie a souvent d'importants intérêts en commun avec les pays d'Amérique latine qui, comme elle, sont exportateurs de produits alimentaires et de produits primaires et doivent faire face à des problèmes analogues par suite de l'instabilité et parfois de la contraction des marchés; c'est pourquoi l'Australie apprécie vivement l'occasion qui lui est offerte de renforcer ses contacts avec l'Amérique latine en étudiant les rapports publiés par la CEPAL. La délégation australienne a écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé qu'a fait le Secrétaire exécutif de cette commission des changements économiques et sociaux décisifs qui se produisent ou se préparent en Amérique latine. L'Australie suivra de près les résultats des travaux de la CEPAL en matière d'échanges, notamment en ce qui

concerne l'organisation de groupements sous-régionaux et l'instauration de nouvelles formes d'échanges entre les pays industrialisés pleinement développés et les pays en voie de développement. Certaines possibilités s'offrent à l'Australie d'exporter des produits manufacturés en plus des produits primaires, mais les débouchés pour ces deux sortes de produits sont assez incertains à l'heure actuelle.

43. L'apparition récente de nombreux Etats souverains et indépendants en Afrique a considérablement contribué à augmenter l'intérêt que l'Australie porte à ce continent et elle favorisera des relations mutuelles plus nombreuses et plus étroites. Les pays d'Afrique sont confrontés par des problèmes extrêmement complexes dans le domaine du développement économique et ils s'y attaquent avec courage. Ces problèmes économiques se compliquent en outre de difficultés politiques non encore résolues, surgies entre Etats souverains ou à propos de certains des territoires qui ne sont pas encore autonomes. Il faudra beaucoup de patience non seulement pour résoudre ces difficultés, mais encore pour éviter que les différends politiques qui n'ont pas encore trouvé de solution n'élèvent des obstacles dans la voie de la coopération économique. Créée depuis peu, la CEA a accompli des progrès remarquables pour ce qui est d'analyser les problèmes économiques fondamentaux de la région et d'étudier la possibilité d'une action concertée dans un certain nombre de domaines. Le programme des travaux futurs de la Commission est impressionnant, et la délégation australienne souhaite qu'elle réussisse pleinement dans ses efforts.

44. La participation active de l'Australie aux travaux de la CEAEIO traduit l'intense intérêt qu'elle porte aux problèmes de l'Asie. C'est au cours des 25 dernières années que l'Australie a pris activement conscience de l'Asie et qu'est né l'intérêt profond qu'elle porte actuellement aux problèmes de ce continent. Cet intérêt a été suscité en partie par les grands changements politiques qui s'y sont produits, mais d'autres facteurs ont eu leur part. Avec le développement des voyages aériens, la route la plus courte d'Australie vers l'Europe passe par l'Asie, et les pays d'Asie sont devenus bien vite accessibles et familiers aux voyageurs australiens. D'autre part, au cours des 12 dernières années, l'Australie, dans le cadre du plan de Colombo, a pris une part active à de nombreuses formes de coopération technique et économique avec divers pays d'Asie. La présence dans les universités et les écoles australiennes de milliers d'étudiants asiatiques a aidé les Australiens à prendre conscience de l'Asie et à faire naître de nombreuses amitiés entre eux et les jeunes gens d'Asie. La population australienne est pleinement convaincue que son avenir est intimement lié à la paix et au progrès de l'Asie et de l'Extrême-Orient.

45. L'Australie n'a cessé de prendre une part active aux travaux de la CEAEIO, notamment dans les domaines techniques. Pendant la période de 12 mois qui a pris fin le 30 juin 1962, elle a été représentée à 11 réunions organisées par la CEAEIO.

46. Il est encourageant de constater les progrès accomplis en matière de coopération régionale, progrès dont les plus remarquables exemples sont le projet relatif à

l'aménagement du bassin inférieur du Mékong, la recommandation relative à la création d'un institut asiatique du développement économique et par le projet relatif à la grande route d'Asie, et d'apprendre qu'on espère maintenant entreprendre les premiers grands travaux sur le Mékong d'ici la fin de 1963 et commencer un an plus tard trois nouveaux projets pour l'aménagement d'affluents. Le projet dans son ensemble, qui intéresse non seulement les quatre Etats riverains mais d'autres également tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, offre un exemple remarquable de coopération internationale. La délégation australienne est heureuse d'apprendre qu'on peut espérer une nouvelle assistance des Etats-Unis d'Amérique.

47. Dans le cadre du plan de Colombo, l'Australie a versé une contribution de 150 000 livres au titre d'un programme d'études géologiques sur le Mékong, le long de la frontière entre la Thaïlande et le Laos, et au Cambodge. Les études entreprises au Cambodge sont presque terminées, mais celles qui intéressaient la Thaïlande et le Laos n'ont malheureusement pu l'être étant donné l'état d'insécurité qui règne dans cette région. On espère pouvoir mener ces études à bien dans un avenir pas trop éloigné.

48. L'Australie est en faveur de la création d'un institut asiatique du développement économique, qui a été recommandée à l'unanimité par la CEAE0 dans sa résolution 36 (XVIII), et espère qu'il sera bientôt donné suite à cette proposition. La délégation australienne a été heureuse d'apprendre du Secrétaire exécutif de la CEAE0 les progrès réalisés dans l'exécution du projet relatif à la grande route d'Asie. Elle approuve également les mesures prises pour assouplir les formalités douanières et encourager le tourisme, tant pour leur intérêt pratique comme facteurs d'expansion économique que pour la preuve qu'elles apportent du développement de la coopération régionale.

49. Les perspectives économiques de la région de la CEAE0 sont un sujet de préoccupation du fait que ses exportations n'augmentent que lentement alors que ses importations s'accroissent rapidement. Les termes de l'échange se sont détériorés pour la plupart des pays et leurs réserves de devises ont fondu. Dans ces conditions et avec le mouvement d'intégration économique qui se dessine dans d'autres parties du monde, il est tout naturel que les problèmes commerciaux occupent une place très importante dans les délibérations de la CEAE0. De l'avis de l'Australie, le Comité du commerce est l'un

des plus importants des organes subsidiaires de cette commission.

50. On a maintes fois constaté au cours des dernières années que les efforts déployés par les pays en voie de développement pour accroître leur production et se procurer les devises qui leur permettraient de financer leur développement étaient trop souvent rendus vains par l'évolution défavorable des termes de l'échange; en fait, les pays sous-développés de production primaire ont perdu davantage de devises par suite des fluctuations des prix de leurs exportations qu'ils n'en ont reçu des programmes internationaux d'assistance. Sous ce rapport, l'Australie se trouve confrontée par le même genre de difficultés que nombre de ses voisins d'Asie; elle a, comme eux, besoin de voir se stabiliser les prix des produits de base et de conserver et d'étendre ses débouchés d'exportation. Pour tous les pays en voie de développement, le problème de l'accès au marché des pays industrialisés pleinement développés revêt une importance capitale.

51. Dans la région de la CEAE0, comme dans d'autres, se fait vivement sentir le besoin d'une plus grande concentration des efforts sur les problèmes de l'industrialisation. A ce propos, la délégation australienne présente ses vœux à M. Mayobre, Commissaire au développement industriel.

52. M. PREBISCH (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine) tient à dissiper le malentendu qui aurait pu se créer dans l'esprit de certains représentants. Il n'a jamais été question que le secrétariat de la CEPAL abandonne ses responsabilités en matière de planification économique. La vérité, c'est que, au lieu de disperser ses efforts de planification, elle cherche à les grouper en instituant une coopération avec le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Etats américains. Par suite de l'augmentation des effectifs — 12 personnes au lieu de 4 — il sera maintenant possible de mener à bien les études économiques qui avaient été envisagées mais dont on avait dû abandonner l'idée faute de ressources. Les rapports communs qui seront préparés ne contiendront rien qui ne soit déjà approuvé par la CEPAL, et les secrétariats des deux organismes se réservent le droit de présenter les observations sur les politiques économiques à adopter et sur les répercussions qu'ont les événements sur la politique économique et sociale de l'Amérique latine.

La séance est levée à 13 h 15.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 6 juillet 1962

à 15 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 10 de l'ordre du jour :

Page

Rapports des commissions économiques régionales (*suite*) 27

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Autriche, Bulgarie, Canada, Cuba, Espagne, Ghana, Grèce, Irak, Irlande, Mali, République centrafricaine, Roumanie, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des Commissions économiques régionales (E/3581/Rev.1, E/3584 et Corr.1, E/3586, E/3599, E/3643, E/3649, E/3664; E/L.953 et Corr.1, E/L.956) (*suite*)

1. M. KAKITSUBO (Japon) dit que la CEE, la CEAE0 et la CEPAL sont devenues des centres de coopération économique dans leurs régions respectives et qu'il est encourageant d'apprendre que la CEA commence, elle aussi, à fonctionner de façon satisfaisante. Par suite de la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, toutes les commissions économiques régionales ont vu s'accroître la part de responsabilités qu'elles assument, et la délégation japonaise se félicite de voir que le processus de décentralisation et de renforcement de ces commissions s'est fait sans que les activités réservées au Siège en soient affectées. Les commissions économiques régionales ne doivent pas être renforcées au détriment des services du Siège. Le but de la décentralisation est

de permettre d'utiliser dans les meilleures conditions les ressources limitées dont dispose l'Organisation des Nations Unies pour stimuler dans chaque région le progrès économique et social des pays en cours de développement. A ce sujet, la délégation japonaise relève avec satisfaction la remarque contenue dans la première phrase du paragraphe 1 du rapport du Secrétaire général sur la décentralisation (E/3643), et elle espère que la décentralisation, tout comme le renforcement des commissions régionales, se poursuivra selon cette politique réaliste.

2. Il est encourageant de constater que l'on a reconnu d'une façon générale, et notamment dans les pays en voie de développement, l'importance que la planification économique présente pour la mobilisation et l'utilisation efficace des ressources humaines et matérielles limitées dont on dispose. On admet aujourd'hui que l'aide technique et financière de l'étranger peut être utilisée au mieux lorsqu'elle fait partie intégrante de programmes économiques judicieusement conçus. C'est pourquoi il faut se féliciter que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale ait été créé à Santiago, avec l'aide du Fonds spécial et de la Banque interaméricaine de développement, pour assurer la formation d'experts latino-américains de la planification économique et sociale et pour donner aux gouvernements des Etats membres des avis sur la mise au point et l'exécution de leurs programmes de développement. On envisage de créer des organismes analogues pour les régions de la CEAE0 et de la CEA, et la délégation japonaise est persuadée que ces instituts faciliteront beaucoup l'élaboration de programmes nationaux de développement bien équilibrés ainsi que de programmes régionaux.

3. Le Japon attache beaucoup de prix au projet de création d'un institut asiatique du développement économique, et il participera activement à la réunion préparatoire qui doit avoir lieu au mois d'août à Bangkok pour fixer les attributions et le budget de cet institut. La délégation japonaise a le ferme espoir que l'institut favorisera la coopération dans la région de la CEAE0 et stimulera le développement économique, du fait que la planification y sera, autant que possible, envisagée sous l'angle régional. A cet égard, le Japon fait pleinement confiance au Secrétaire exécutif de la CEAE0 et à ses collaborateurs, mais, pour leur permettre de mieux s'acquitter des lourdes tâches qui leur incombent, il faudrait augmenter l'effectif du personnel de la CEAE0.

4. A propos de la résolution 42 (IV) de la CEA, M. Kakitsubo constate que les raisons avancées pour retirer à l'Espagne la qualité de membre de la Commission ne semblent plus exister, puisque ce pays déclare souhaiter collaborer avec la Commission (E/L.953 et Corr.1). La délégation japonaise n'a pas d'opinion bien arrêtée au

sujet de la proposition tendant à accorder le statut de membre associé à des pays n'appartenant pas à la région de la CEA, mais elle rappelle le précédent créé par la CEAE0 qui, lors de sa septième session tenue à Lahore en 1951, a posé en principe que les pays n'appartenant pas à la région et qui sont cependant membres de la Commission s'abstiennent de voter contre toute proposition qui intéresse au premier chef les pays de la région. Si les Etats membres de la CEA acceptent ce principe, les pays qui n'appartiennent pas à la région pourront rester membres à part entière de la Commission, sans que les membres africains doivent par trop s'en alarmer. Le représentant du Japon demande instamment à la CEA d'examiner plus avant cette question à sa cinquième session et de rechercher une solution qui soit acceptable non seulement pour les pays d'Afrique mais encore pour les pays non africains qui sont désireux de coopérer avec la Commission.

5. M. ROSENSTAND HANSEN (Danemark) fait observer que si les commissions économiques régionales jouent un rôle de plus en plus important au sein de l'Organisation des Nations Unies, c'est non seulement en raison de la décentralisation qui a été opérée, mais encore parce que les problèmes auxquels se heurte chaque commission sont propres à la région dont elle s'occupe, et ne peuvent être réglés de façon satisfaisante que par des personnes qui soient tout à fait au courant de la nature et de la portée de ces problèmes. C'est souvent en participant aux travaux d'organismes régionaux similaires et d'autres institutions internationales que l'on acquiert le supplément de connaissances qui est nécessaire pour faire face à ces problèmes; à ce sujet, le représentant du Danemark rappelle que, depuis quelques années, des ressortissants de pays en voie de développement font des stages au secrétariat de la CEE.

6. Cependant, les principes directeurs et le cadre général des plans doivent être arrêtés par les organes centraux des Nations Unies, à savoir l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, au sein desquels les pays en cours de développement peuvent discuter de leurs problèmes avec les pays industrialisés afin de mettre au point des programmes bien équilibrés à l'intention des commissions économiques régionales. Mais c'est encore dans les échanges de vues qui ont lieu au sein de la CEPAL, de la CEAE0 et de la CEA que l'on peut trouver les meilleures directives pour l'élaboration de programmes d'aide aux pays en cours de développement.

7. On peut être satisfait de la manière dont s'est déroulée la dix-septième session de la CEE, mais le travail le plus utile et le plus productif qui ait été fait dans le cadre de la Commission a été accompli par les comités techniques. Les résultats de certains de leurs travaux, tels que les données statistiques et autres renseignements recueillis au sujet du commerce et des problèmes techniques, sont d'une très grande utilité pour les administrations des Etats membres dans leur travail courant. La dix-septième session a montré en outre que la coopération entre les pays de l'Europe orientale et ceux de l'Europe occidentale était possible, à la condition que les uns et les autres aient la volonté de progresser dans les domaines où les intérêts qui les unissent sont plus forts que les questions

qui les divisent. La délégation danoise espère que les difficultés qui résultent de l'existence en Europe de régimes économiques différents seront peu à peu surmontées et que les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest de l'Europe pourront se développer. Etant donné la situation qui règne actuellement en Europe, la délégation danoise estime que le meilleur moyen pour la CEE d'atteindre l'objectif qui est le sien est de continuer dans la voie où elle est actuellement engagée, en s'attachant principalement à l'étude de problèmes techniques et en choisissant comme nouveaux sujets d'étude les seules questions qui intéressent à la fois les deux groupes de pays. Elle verra s'ouvrir ainsi devant elle de nouvelles possibilités d'obtenir des résultats positifs sur le plan pratique, même si en eux-mêmes ces résultats ne représentent pas des progrès spectaculaires.

8. M. WODAJ0 (Ethiopie) souligne que les commissions économiques régionales sont parmi les organismes les plus utiles des Nations Unies, car elles ont su ne jamais perdre de vue les façons de penser, les besoins et les aspirations des peuples de leurs régions respectives. L'approche régionale des problèmes, qui a toujours été considérée comme un corollaire du principe de l'universalité, peut contribuer utilement à créer un fonds universel de connaissances, d'expérience et de sagesse humaines et peut être utilisée pour choisir et appliquer de manière efficace des solutions mises au point grâce à la coopération internationale. La politique actuelle consiste à élargir les possibilités d'action régionale par une décentralisation plus poussée des activités économiques et sociales des Nations Unies. La résolution 823 (XXXII) du Conseil et la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale relatives à la décentralisation ont souligné tout particulièrement la nature pratique de cette politique, notamment dans le domaine de l'assistance technique.

9. Parmi les obstacles à la décentralisation, il faut citer notamment la résistance au changement et les difficultés de structure dues à la complexité des rouages des Nations Unies et aux multiples rapports juridiques existant entre eux; mais surtout, un des grands obstacles tient au fait que le Secrétaire général n'a pas pu mettre à la disposition des commissions tout le personnel qui aurait été nécessaire pour appliquer la politique de décentralisation. Or, tout semble indiquer qu'en 1963 la demande de personnel sera moins pressante au Siège, et l'on peut espérer que le Secrétaire général pourra doter les commissions économiques régionales d'un personnel suffisant pour leur permettre d'entreprendre un plus grand nombre de tâches pratiques. Il existe d'ailleurs bien des possibilités d'accroître encore la coopération entre les commissions elles-mêmes.

10. Le problème le plus ingrat auquel se heurte la CEA est celui du recrutement de personnel. En dépit des efforts du Secrétaire exécutif, le nombre des personnes qualifiées dont on dispose pour mettre en œuvre le programme de travail est tout à fait insuffisant. Le représentant de l'Ethiopie se demande si les candidats éventuels considèrent l'Afrique comme un lieu d'affectation où les conditions de séjour sont pénibles et veulent, pour accepter de s'y rendre, qu'on leur offre des avantages spéciaux. Il se demande aussi quels efforts l'on fait

pour recruter des experts dans des pays non africains en voie de développement ou dans d'autres régions du monde, en Europe orientale par exemple. Etant donné le peu d'attrait que l'Afrique semble présenter pour les experts, les représentants des gouvernements africains ont souligné l'avantage qu'il y aurait à doter le plus tôt possible le secrétariat de la CEA d'un noyau de personnel africain. L'africanisation du personnel de la Commission permettrait d'infuser au secrétariat des manières de penser et des aspirations spécifiquement africaines. A l'instar de la CEPAL, la CEA pourrait devenir une pépinière de dirigeants africains. Toutefois, ce serait payer trop cher l'africanisation du secrétariat que d'exclure la possibilité de recourir à l'expérience d'experts originaires d'autres parties du monde. Le Secrétaire exécutif a signalé qu'il lui était extrêmement difficile de recruter des candidats africains possédant la formation et l'expérience requises. La délégation éthiopienne se demande si cette difficulté n'est pas due à une application trop rigide — eu égard à la situation spéciale de l'Afrique — de la politique et des normes de recrutement des Nations Unies. Cette politique et ces normes attachent beaucoup trop d'importance à l'expérience, à l'exclusion d'autres facteurs, et ne permettent pas d'utiliser les compétences de candidats relativement jeunes, que pourraient fournir les pays industrialisés depuis longtemps et surtout les pays d'Afrique, qui sont très peu nombreux à pouvoir mettre à la disposition de l'ONU du personnel ayant 15 ou 20 ans d'expérience. Il n'est pas probable, par ailleurs, qu'on puisse inciter n'importe quel jeune Africain doué, auquel son pays peut offrir des perspectives de carrière séduisantes, à rechercher un emploi subalterne au secrétariat de la CEA.

11. Passant en revue l'activité de la CEA au cours de l'année écoulée, le représentant de l'Ethiopie souligne l'importance des travaux statistiques accomplis par la Commission. Les Conférences des statisticiens africains ont contribué à normaliser les types d'informations et de données recherchées, ainsi que les méthodes d'interprétation statistique. Trois centres régionaux de formation statistique ont été créés, et un grand nombre de gouvernements africains organisent et renforcent leurs services de statistique en se conformant aux recommandations de la Commission.

12. Une tâche importante a également été accomplie dans les domaines de la planification économique et des aspects sociaux du développement. Le développement du commerce intra-africain et les problèmes de commerce international qui se posent en Afrique ont occupé une place importante dans les débats et le programme de travail de la Commission. Le représentant de l'Ethiopie fait observer que, par le passé, les gouvernements africains ont à juste titre reproché à la Commission son retard à s'attaquer aux problèmes de la prospection des ressources naturelles et de l'industrialisation. Mais ce retard a été dû à la difficulté de recruter des experts, et il y a lieu d'espérer que la Commission pourra réaliser des progrès satisfaisants dans ce domaine en 1962 et en 1963.

13. Les gouvernements africains ont pris deux initiatives importantes en proposant la création d'un institut africain de développement et de planification économiques

et d'une banque africaine de développement. L'une et l'autre de ces initiatives ont été suggérées à la CEA par l'expérience des autres régions. On espère que l'institut formera des Africains en nombre suffisant pour que sa création influe favorablement sur la situation économique des pays africains. Toutefois, le rapport du Groupe d'experts chargé d'étudier le projet de création de cet institut (E/CN.14/128 et Add.1 à 3) ne va pas assez loin. Selon les recommandations de ce Groupe, l'institut devrait débiter avec quinze stagiaires, et ce nombre serait porté à quarante après cinq ans. En d'autres termes, pendant les quelques années à venir, l'institut ne serait pas même en mesure de former un Africain par pays membre ou membre associé de la Commission. La plupart des gouvernements africains ont déclaré qu'ils étaient prêts à assumer la majeure partie du financement de la banque africaine de développement, dont l'action devra compléter celle des institutions financières internationales existantes. En mobilisant les ressources africaines, la banque illustrera le principe selon lequel les pays en voie de développement doivent s'aider eux-mêmes; la délégation de l'Ethiopie espère que la mission de visite récemment installée à Monrovia enregistrera des promesses d'aide plus explicites de la part de certains pays qui sont en mesure d'apporter une contribution financière à la banque.

14. Se référant aux décisions prises par la CEA à sa quatrième session, le représentant de l'Ethiopie souligne que les résolutions 42 (IV) et 44 (IV) de la Commission n'ont en aucune manière été motivées par la rancune ou par un refus de coopérer sur des bases nouvelles avec les anciennes puissances coloniales. Si le colonialisme a été un épisode regrettable, les Africains ont enterré le passé et sont prêts à utiliser les liens historiques pour le plus grand profit de tous, sur la base du respect mutuel de la souveraineté nationale et à condition que l'on reconnaisse que les Africains ont seuls le droit de prendre des décisions finales touchant leur avenir. Aucun Africain ne niera que la connaissance que possèdent les puissances métropolitaines des conditions et problèmes africains peut aider l'Afrique à surmonter les obstacles qui s'opposent à son développement économique. C'est ainsi que les liens linguistiques et commerciaux noués entre l'Afrique et les anciennes puissances métropolitaines peuvent être utilisés pour le plus grand bien de l'Afrique comme aussi de l'Europe, conformément à la nouvelle conception de la coopération internationale qui se fait jour aux Nations Unies. Si, dans le passé, la qualité de membres de plein droit de la CEA a été reconnue à la France et au Royaume-Uni, c'est que ces puissances étaient responsables de l'administration de certains territoires africains. Certains de ces territoires sont, depuis lors, devenus indépendants, et les autres territoires non autonomes doivent être représentés conformément à la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale; le paragraphe 2 du dispositif de cette résolution « invite spécialement tous les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes en Afrique à proposer la participation de ces territoires aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique ». Le même principe a été repris dans la résolution 24 (III) de la Commission ¹,

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-deuxième session, Supplément n° 10, troisième partie.*

qui invite notamment le Secrétaire exécutif à faire rapport à la Commission sur les mesures prises par les Etats Membres qui administrent des territoires en Afrique pour assurer la participation de ces territoires aux travaux de la Commission.

15. L'Espagne n'a donné aucune explication, ni par écrit, ni verbalement, de son attitude concernant la représentation de ses territoires africains, et son silence a été interprété comme un refus de coopération. De son côté, le Portugal a refusé d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission touchant la représentation des territoires non autonomes; il reste attaché à la vieille fiction selon laquelle les colonies d'Afrique sont un prolongement du territoire métropolitain, thèse que l'Assemblée générale a maintes fois rejetée.

16. Devant une telle obstination et un tel refus de coopération, on a considéré que la participation du Portugal et de l'Espagne n'était plus d'aucune utilité dans la lutte poursuivie en commun contre l'indigence, la maladie et l'analphabétisme en Afrique. Le récent mémorandum du Gouvernement espagnol (E/L.953 et Corr.1) révèle cependant un changement d'attitude de ce pays, et la délégation éthiopienne est disposée à réexaminer la question.

17. Le problème de la participation, en qualité de membre, de la République sud-africaine est différent. En appliquant sa politique d'*apartheid*, le Gouvernement sud-africain a privé la grande majorité de sa population des avantages que les Africains devraient retirer de leur association aux activités de la Commission. Le Gouvernement sud-africain n'a pas même permis à une sous-commission de la CEA, chargée d'étudier les effets de la discrimination raciale sur la croissance économique, d'enquêter sur son territoire. Il a de plus refusé de coopérer avec la Commission, qui a pris acte de ce refus et a recommandé au Conseil de retirer temporairement à la République sud-africaine sa qualité de membre de la CEA [résolution 44 (IV)].

18. Le Conseil devrait examiner ces décisions en tenant compte des circonstances dans lesquelles elles ont été prises, et il devrait les approuver.

19. M. PASTORI (Uruguay) déclare que la délégation de l'Uruguay a toujours porté un vif intérêt à la décentralisation et au renforcement des commissions économiques régionales. Les rapports des quatre secrétaires exécutifs la confirme dans cette attitude. Considérant que des situation économiques différentes doivent être examinées sous des angles différents, la délégation de l'Uruguay a soutenu, lors de la création du Comité du développement industriel, qu'il fallait rechercher non pas une solution unique, mais des formules distinctes selon les régions, et elle a proposé que les commissions économiques régionales soient représentées en permanence aux sessions du Comité. Cette différenciation ne signifie pas absence de coopération et de coordination. Au moment où apparaissent dans le monde de nouveaux Etats, l'unité du genre humain se trouve renforcée par le progrès des moyens de communication et de transport, et ainsi se trouve créée dans bien des domaines, et no-

tamment dans le domaine économique, une solidarité de fait.

20. En ce qui concerne la CEPAL, la délégation de l'Uruguay souscrit aux conclusions présentées par le Secrétaire exécutif à la 1210^e séance. Immédiatement après la seconde guerre mondiale, l'économie de l'Amérique latine a connu une période de prospérité: le chiffre de sa population a dépassé celui des Etats-Unis, sa capacité d'importation a augmenté de 70 % et sa capacité de production de 76 %. Puis est venue une période de stagnation et presque de régression. Il importe maintenant de reposer le problème; le meilleur moyen de le faire et de le résoudre est d'arriver à une connaissance parfaite des aspirations et des buts des masses de l'Amérique latine et de renoncer à l'idée d'appliquer à ce continent les solutions qui ont fait leurs preuves dans les pays économiquement développés.

21. A la lumière de ces idées, du rapport de la CEPAL (E/3581/Rev.1) et des réalités du continent, la délégation uruguayenne distingue tout d'abord deux faits encourageants: l'accord tripartite conclu à la première réunion du Comité spécial de coopération OEA/CEPAL/BID et la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. Elle attend avec intérêt l'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, 1961*, dont la préparation a été confiée à l'OEA aux termes de l'accord tripartite. Quant à l'Institut, elle y voit l'instrument qui permettra le mieux d'obtenir les résultats que l'Amérique latine attend de la CEPAL.

22. D'autre part, dans la conjoncture présente, la délégation uruguayenne distingue deux autres faits positifs. C'est, en premier lieu, l'Alliance pour le progrès, élément dynamique qui doit faciliter la transformation économique du continent. On a heureusement reconnu la gravité de la situation économique et sociale et compris que seule une action collective peut y remédier. Cette formule ouvre des horizons nouveaux, et son orientation plus réaliste et plus large permet d'espérer une meilleure compréhension des problèmes de l'Amérique latine. Le deuxième fait positif est la création de l'Association latino-américaine de libre-échange, qui marque une nouvelle étape dans les relations commerciales entre les pays de l'Amérique latine. L'Uruguay constate d'ores et déjà que son commerce avec les autres pays de la zone s'est intensifié dans des proportions encourageantes.

23. Enfin, la délégation de l'Uruguay distingue deux éléments négatifs. D'une part, elle constate avec regret que la coopération et la coordination entre les diverses régions ne sont pas toujours aussi sincères et aussi étendues qu'on pourrait l'espérer: les mesures discriminatoires prises par les membres de la Communauté économique européenne contre les produits de base qu'exportent la plupart des pays de l'Amérique latine affectent profondément leur économie. L'Uruguay voit aussi avec regret dénaturer des dispositions expresses du GATT relatives au commerce international des produits de base. Ces faits sont d'une grande importance pour les pays de l'Amérique latine, car, si les pays latino-américains n'ont pas la certitude de pouvoir écouler leurs produits de base à un prix juste et raisonnable, ils seront dans l'impossibilité d'établir des plans de développement

économique. En second lieu, la délégation de l'Uruguay déplore l'insuffisance des ressources dont disposent les commissions économiques régionales. Elle regrette particulièrement que, faute de crédits, aucune étude précise de la question du commerce des produits traditionnels, prévue par la résolution 119 (VII) de la Commission et par la résolution 4 (I) du Comité du commerce (E/3581/Rev.1, cinquième partie, projet 31), n'ait été entreprise. Elle prie le Secrétaire exécutif d'essayer, dans la mesure de ses possibilités, de faire en sorte que cette étude, qui présente un intérêt capital pour les pays de l'Amérique latine, leur soit soumise le plus tôt possible.

24. M. EL-FARRA (Jordanie) dit que la Jordanie, bien qu'elle ne fasse partie d'aucune des commissions économiques régionales, a suivi leurs activités avec grand intérêt. Le représentant de la Jordanie est très frappé des résultats obtenus par la CEAEO; l'institut asiatique du développement économique que l'on se propose de créer est l'un des nombreux projets constructifs qu'a examinés la Conférence des planificateurs économiques d'Asie. L'échange de données d'expérience et de connaissances porte déjà ses fruits, et M. El-Farra se plaît à constater que la Commission patronne un grand nombre de conférences et de cycles d'étude.

25. La CEA a accompli en peu de temps une tâche importante, et M. El-Farra est satisfait de constater qu'elle concentre ses efforts sur la planification du développement de l'Afrique. La création d'un institut africain de développement et de planification économiques est conforme à la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale; l'institut sera utile à la Commission dans ses travaux futurs, et M. El-Farra espère que le Fonds spécial lui accordera toute l'aide qu'il pourra. La délégation jordanienne approuve le projet de création d'une banque africaine de développement qui jouera, espère-t-elle, un rôle décisif dans l'essor économique du continent.

26. M. El-Farra aborde ensuite la question de la composition de la CEA et le projet de résolution III présenté par la CEA au Conseil (E/3586, quatrième partie). Rien n'indique, semble-t-il, que le Portugal ait modifié son attitude ou manifesté le moindre désir de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies. En revanche, l'Espagne a déclaré expressément dans un mémorandum dont le Conseil est actuellement saisi (E/L.953 et Corr.1) qu'elle était disposée à appliquer la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et la résolution 24 (III) de la CEA. La délégation de la Jordanie constate avec satisfaction que le retard apporté à fournir les renseignements demandés dans ces résolutions, quelle qu'en soit la cause, est maintenant réparé. Dans le texte original du projet de résolution soumis à la CEA (E/CN.14/L.93), on se contentait de rappeler au Gouvernement espagnol la nécessité de se conformer aux dispositions des résolutions 1466 (XIV) et 24 (III); à l'époque, certaines délégations se sont demandées s'il était sage de recommander l'exclusion de l'Espagne, étant donné que le représentant de l'Espagne pouvait encore recevoir de son gouvernement des instructions exprimant la volonté de ce pays d'appliquer les résolutions en question. On peut donc penser que si la Commission avait été en possession du mémorandum

dont est actuellement saisi le Conseil, elle aurait pris à l'égard de l'Espagne une décision différente. Puisque ce pays a maintenant manifesté dans un document officiel son intention de se conformer aux résolutions, le représentant de la Jordanie espère que le Conseil prendra des mesures afin que la CEA accorde à l'Espagne le même traitement qu'aux pays qui ont précédemment fait parvenir les renseignements demandés, à savoir le Royaume-Uni et la France.

27. Il est sans doute superflu que le représentant de la Jordanie commente le projet de résolution IV que la CEA a soumis au Conseil au sujet de la participation de la République sud-africaine aux travaux de la CEA; la délégation de la Jordanie a appuyé toutes les résolutions de l'Assemblée générale que la République sud-africaine continue de méconnaître, de violer et de braver.

28. Enfin, M. El-Farra appelle l'attention du Conseil sur le fait qu'il existe dans le Proche-Orient et au Moyen-Orient une région comprenant la Jordanie, le Koweït, l'Irak, l'Arabie saoudite, le Yémen, la Syrie et le Liban, qui n'est représentée dans aucune des commissions économiques régionales. L'étude annuelle sur l'évolution économique au Moyen-Orient, dont la délégation de la Jordanie a relevé déjà les insuffisances lors de la trente-deuxième session du Conseil (1162^e séance), n'a pas encore été publiée pour l'année 1961. Ce retard est dû au fait que s'il existe bien dans cette région un Bureau régional des affaires sociales, situé à Beyrouth, il n'existe aucun bureau des affaires économiques. Les experts des Nations Unies ont souligné l'importance d'un développement social et économique équilibré, mais le Secrétariat n'a pas encore trouvé le moyen de créer dans cette région un ensemble harmonieux de services destinés à promouvoir le progrès social et économique. La délégation de la Jordanie ne voit pas pourquoi l'on ne créerait pas un bureau des affaires économiques analogue au Bureau des affaires sociales de Beyrouth; cet organisme pourrait coopérer avec le département économique de la Ligue des Etats arabes. M. El-Farra fait observer aussi qu'au Siège des Nations Unies, où le personnel augmente chaque année, il n'y a pas de section économique adéquate pour le Moyen-Orient.

29. En conclusion, le représentant de la Jordanie demande au Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales si l'étude sur l'évolution économique au Moyen-Orient sera soumise au Conseil et, dans l'affirmative, à quelle date. Il voudrait savoir également si l'on se propose d'établir un bureau des affaires économiques, à Amman par exemple ou à Beyrouth, ainsi qu'un service qui, au Siège des Nations Unies, serait destiné aux Etats arabes qui ne sont représentés dans aucune des commissions économiques régionales.

30. M^{lle} SALT (Royaume-Uni) constate qu'avec les années les commissions économiques régionales en sont venues peu à peu à assumer des responsabilités très importantes dans l'activité économique et sociale de l'Organisation des Nations Unies, en raison de leur connaissance approfondie de leurs régions respectives et des liens qu'elles y ont noués. Mais, en même temps, on a continué, dans le monde entier, à considérer que ces

commissions étaient les rouages d'une organisation universelle, et que leurs activités devaient s'inscrire dans le cadre d'une grande œuvre de coopération embrassant toutes les régions et tous les Etats Membres. Ce principe fondamental a été reconnu par l'Assemblée générale et par le Conseil lui-même. C'est même au sein du Conseil que le caractère essentiellement universel de l'œuvre des commissions économiques régionales apparaît de la façon la plus évidente.

31. Le Royaume-Uni a longtemps regretté que le nombre restreint de ses membres empêche le Conseil d'être aussi pleinement représentatif de toutes les régions du monde que le souhaiterait la majorité des Etats Membres. Toutefois, le Conseil comprend des Etats appartenant à chaque région, ce qui prouve bien qu'une volonté commune anime l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour favoriser le développement de toutes les parties du monde.

32. M^{lle} Salt est frappée de constater à quel point les différentes commissions en arrivent à adopter des méthodes et des solutions semblables. Preuve en sont les instituts de développement et de planification économiques que l'Assemblée générale, par sa résolution 1708 (XVI), a recommandé de créer, avec l'assistance du Fonds spécial, dans les trois régions peu développées du monde.

33. De plus en plus on s'accorde à reconnaître l'intérêt qu'il y a, pour les pays en voie de développement, à renforcer leur coopération dans le domaine commercial. C'est ce que prouvent la création de la zone latino-américaine de libre-échange et les efforts déployés en vue d'organiser un marché commun en Amérique centrale, de créer une association des Etats de l'Asie du Sud-Est et une union douanière entre la Nigeria, le Dahomey et le Togo. A cet égard, M^{lle} Salt ne partage pas l'opinion du représentant de l'Union soviétique, qui pense que cette évolution risque d'entraver l'expansion du commerce international. Elle croit au contraire qu'elle stimulera puissamment cette expansion, pour autant que les groupements ainsi constitués continueront à être tournés vers l'extérieur, comme l'a souligné le Secrétaire exécutif de la CEPAL.

34. En application de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale, des progrès ont été réalisés dans la voie de la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies et du renforcement des commissions économiques régionales. Contrairement à ce que pense, à ce sujet, le représentant de la Pologne, M^{lle} Salt estime que ces progrès sont des plus encourageants.

35. La délégation du Royaume-Uni a toujours estimé que les commissions économiques régionales devraient jouer un rôle primordial dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets régionaux d'assistance technique. M^{lle} Salt constate avec satisfaction que, si l'on considère les fonds dépensés, la CEAEO a déjà exécuté directement 65 % de ses projets régionaux, la CEA 80 % et la CEPAL 90 %. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (E/3643, par. 8), les commissions deviennent véritablement des centres auxquels les gouvernements peuvent s'adresser en vue d'obtenir des conseils pour élaborer

leurs plans d'assistance technique. L'organisation régulière de conférences réunissant au siège des commissions régionales les représentants résidents contribuerait à maintenir des contacts étroits entre ces derniers et les secrétariats des commissions.

36. Le recrutement du personnel demeure un problème majeur. Il est évident qu'il ne servirait à rien que le Siège se décharge de certaines tâches sur les commissions économiques régionales tant que celles-ci ne disposeront pas d'un personnel qui soit capable de les accomplir. Toutefois, sous réserve des décisions de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, on peut espérer que des progrès constants seront réalisés dans ce domaine; indépendamment de l'accroissement important de personnel qui a été approuvé en 1961, une nouvelle augmentation est actuellement proposée.

37. Mais si l'on veut éviter les doubles emplois et maintenir l'efficacité dans les services, il est indispensable que certaines tâches restent dévolues au Siège. C'est lui, en effet, qui assure la liaison entre les différentes commissions économiques régionales et entre ces dernières et l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies. En outre, lorsqu'il y a pénurie d'experts qualifiés, il est préférable qu'ils dépendent du Siège, qui peut les mettre sur demande à la disposition de telle ou telle région.

38. M^{lle} Salt est frappée du développement rapide, de l'enthousiasme et de l'énergie de la CEA. A sa quatrième session, celle-ci a souligné à nouveau la nécessité de renforcer la coopération entre les pays d'Afrique. La délégation du Royaume-Uni, pour sa part, a appuyé chaleureusement cette opinion.

39. Deux des projets de résolution que la CEA a soumis au Conseil ont trait à la composition de la Commission. Définissant la position du Gouvernement du Royaume-Uni, M^{lle} Salt souligne que son pays s'est toujours considéré comme l'hôte des membres régionaux des commissions non européennes. C'est pourquoi tout en s'efforçant de jouer un rôle aussi efficace que possible dans toutes leurs délibérations, le Royaume-Uni s'est attaché et s'attachera toujours à ne pas voter en faveur de mesures qui risquent d'aller à l'encontre des intérêts et des vœux de la majorité des membres régionaux. Cette attitude est conforme au principe adopté par la CEAEO à Lahore; les considérations qui ont dicté l'adoption de ce principe sont valables également en ce qui concerne les recommandations de la CEA touchant le maintien au sein de la Commission, en qualité de membres de plein droit, de certains Etats, dont le Royaume-Uni. M^{lle} Salt comprend parfaitement les préoccupations — peut-être même les appréhensions — qui sont à l'origine de ces recommandations, et elle tient à souligner que, quelle que soit l'issue du présent débat, le Gouvernement du Royaume-Uni est bien décidé à continuer d'appliquer le principe adopté à Lahore, chaque fois qu'au sein de la CEA il sera appelé à exercer les droits de vote qui lui auront été reconnus.

40. L'Organisation des Nations Unies a été fondée sur le principe qu'il est nécessaire, pour faire œuvre constructive, que des gouvernements ayant des politiques et des opinions très différentes se réunissent pour discuter

de leurs problèmes et de leurs divergences de vues. Les commissions économiques régionales font partie de ce grand ensemble qu'est l'ONU, et le Conseil devrait examiner avec soin les incidences que pourrait avoir toute mesure qui semblerait aller à l'encontre du caractère multilatéral de l'Organisation. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'excuse pas des actes comme ceux que le représentant du Sénégal a signalés à la 1211^e séance, mais il estime que si l'on interdit à certains Etats Membres de participer aux débats de l'Organisation des Nations Unies, il deviendra plus difficile à l'Organisation d'infléchir leur conduite; ce n'est pas non plus le meilleur moyen de préserver l'intégrité des Nations Unies. C'est pourquoi, si la délégation du Royaume-Uni exprime quelque appréhension au sujet du projet de résolution III présenté par la CEA, ce n'est pas parce qu'elle se préoccupe essentiellement de ses conséquences possibles pour le Royaume-Uni, mais parce que certaines parties de ce texte semblent poser des problèmes qui peuvent avoir les plus graves conséquences pour l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies, et cela vaut également pour le projet de résolution IV, relatif à la République sud-africaine.

41. En ce qui concerne la CEPAL, M^{lle} Salt constate que la plus importante réalisation de l'année, dans cette région, est la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. Elle tient à en féliciter les gouvernements d'Amérique latine intéressés et le Secrétaire exécutif de la CEPAL. Des instituts similaires vont évidemment être créés en Afrique, ainsi qu'en Asie et en Extrême-Orient.

42. La représentante du Royaume-Uni a écouté avec un vif intérêt ce que le Secrétaire exécutif de la CEAEO a dit à la 1210^e séance des progrès réalisés dans l'exécution de grands projets régionaux tels que l'entreprise du Mékong et la construction de la grande route d'Asie. Le Gouvernement du Royaume-Uni se réjouit de pouvoir participer à ces activités.

43. Pour ce qui est de la CEE, M^{lle} Salt assure le Conseil que la dix-septième session de cet organisme s'est déroulée dans une atmosphère beaucoup plus harmonieuse que ne semble l'indiquer la déclaration faite à la 1211^e séance par le représentant de l'Union soviétique. Le Secrétaire exécutif de la CEE a, comme toujours, contribué très largement au succès de cette session. M^{lle} Salt tient également à relever le geste généreux du Secrétaire exécutif qui a détaché auprès de la CEA le directeur de l'une des plus importantes divisions de la CEE.

44. M. CERULLI-IRELLI (Italie) dit que la délégation de l'Italie a vivement apprécié les exposés des quatre secrétaires exécutifs. L'Italie ne fait partie que de la CEE, mais elle a suivi avec intérêt les travaux des autres commissions économiques régionales et a envoyé à leurs sessions des experts et des observateurs. Les commissions économiques régionales sont devenues des organismes très puissants, capables d'exécuter les tâches que l'Organisation des Nations Unies s'est assignées. Parmi les initiatives les plus intéressantes des commissions, il convient de citer la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, la réunion de la

Conférence des planificateurs économiques d'Asie, les études sur le bassin inférieur du Mékong, enfin l'élaboration d'un plan de développement de l'éducation en Afrique.

45. M. Cerulli-Irelli a écouté avec intérêt les observations que le représentant de la Jordanie a faites au sujet de l'application à l'Espagne du projet de résolution III présenté par la CEA. Il fait siens les vœux formés par ce représentant pour une solution du problème à l'amiable.

46. Le problème de la décentralisation est d'actualité, et le représentant de l'Italie interviendra plus particulièrement à ce sujet devant le Comité de coordination. Pour le moment, il pense qu'il vaut mieux résoudre le problème en se fondant sur l'expérience de tous les jours que de faire de longs exposés théoriques qu'il est impossible de traduire dans la pratique.

47. M. ANIEL QUIROGA (Observateur de l'Espagne), parlant sur l'invitation du Président, se réfère à la résolution 42 (IV) de la CEA, concernant le mandat de la Commission, et fait remarquer que c'est par suite de circonstances fortuites que l'Espagne n'a pas répondu à la demande d'information présentée par le Secrétaire exécutif de la CEA au sujet de la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et de la résolution 24 (III) de la CEA. Du fait de cette omission, l'Espagne a été mentionnée dans la résolution 42 (IV) de la CEA, qui constate que « l'Espagne n'a fourni aucune explication verbale ou écrite sur son attitude » à l'égard de la résolution 24 (III), et la Commission a recommandé au Conseil de retirer à l'Espagne la qualité de membre de la CEA.

48. L'Espagne a, depuis, présenté un mémorandum dont un certain nombre de représentants ont fait état. Ce mémorandum modifie complètement la situation, et c'est pourquoi la délégation espagnole a bon espoir que le Conseil accédera à sa demande et ne reprendra dans aucune de ses résolutions la recommandation relative à l'Espagne qui figure au paragraphe 4 du dispositif de résolution 42 (IV) de la CEA, ni aucune des autres références à l'Espagne qui se trouvent dans le texte de cette résolution ou dans le projet de résolution III que la CEA a présenté au Conseil. Ainsi, l'Espagne ne sera pas privée du statut qui est accordé aux puissances qui assument la responsabilité des relations internationales de territoires situés dans les limites géographiques fixées à la compétence de la CEA.

49. M. KLUSAK (Observateur de la Tchécoslovaquie), parlant sur l'invitation du Président, félicite les commissions économiques régionales pour le rôle important qu'elles jouent en s'efforçant de promouvoir la coopération pacifique entre les nations. L'action des quatre commissions est décisive également en ce qui concerne le développement des pays peu développés.

50. La délégation tchécoslovaque a toujours été en faveur du renforcement de la CEE, organe qui, outre qu'il favorise la coopération économique et technique entre Etats européens, a un rôle important à jouer en ce qui concerne l'assistance technique aux pays en voie de développement. M. Klusak rappelle à ce propos que les pays membres de la CEE ne représentent pas moins du

tiers du potentiel économique mondial; la CEE a d'autre part l'avantage de compter parmi ses membres des pays qui vivent sous des régimes économiques différents.

51. Il est toutefois regrettable que l'efficacité de la CEE soit entravée par son manque d'universalité; la République démocratique allemande continue à se voir refuser l'accès de la Commission; c'est là une injustice contre laquelle la délégation tchécoslovaque n'a cessé de protester. Il est également regrettable que certaines suggestions utiles concernant la coopération scientifique et technique, qui avaient été formulées par les pays socialistes ou soumises de sa propre initiative par le secrétariat de la CEE, n'aient pas été adoptées en raison de l'opposition de certains pays occidentaux.

52. D'autre part, la CEE ne joue pas le rôle important qu'elle devrait jouer en ce qui concerne le développement des échanges et l'élimination des obstacles aux relations commerciales. Une discussion publique, à la CEE, des problèmes commerciaux qui se posent dans le monde aurait été utile; à ce sujet, M. Klusak attire l'attention du Conseil sur les effets néfastes qu'ont sur le commerce mondial les groupements économiques fermés et les mesures discriminatoires appliquées aux échanges commerciaux.

53. La délégation tchécoslovaque approuve sans réserve les efforts tentés par les pays peu développés pour affermir leur indépendance économique, efforts que traduisent les travaux de la CEAE, de la CEA et de la CEPAL. Elle appuie les tentatives que les pays qui sont récemment devenus indépendants font pour développer leur économie négligée pendant les années de domination coloniale. Ce développement s'impose si l'on veut accroître le bien-être des populations de ces pays. Ceux-ci recherchent à juste titre une industrialisation rapide et une utilisation rationnelle de leurs ressources naturelles pour le bien des populations.

54. La délégation tchécoslovaque se félicite de la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale et des efforts tentés pour créer des instituts analogues dans d'autres régions. Ces instituts joueront un rôle important dans l'établissement des projets à long terme des pays en voie de développement.

55. A la dix-septième session de la CEE, la délégation tchécoslovaque a proposé de créer un centre de planification pour l'Europe. Ce centre permettrait aux pays européens de mettre leurs connaissances en commun et d'en faire profiter les autres régions. Cette suggestion, quoique tout à fait dans l'esprit de la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale, n'a pas été adoptée.

56. Le Gouvernement tchécoslovaque s'efforce sans cesse d'élargir les relations commerciales sur la base du principe de l'égalité entre toutes les nations. Ces relations commerciales sont actuellement entravées par la création de marchés artificiellement fermés. Les intérêts des pays en voie de développement sont particulièrement touchés, et l'inquiétude de ces pays s'exprime dans les rapports des commissions économiques régionales. La délégation tchécoslovaque est persuadée qu'on finira par chercher une solution mondiale aux problèmes commerciaux et qu'il sera créé une organisation mondiale du

commerce. La situation actuelle, outre qu'elle engendre l'amertume sur le plan international, nuit aux intérêts des pays en voie de développement comme à ceux des pays industrialisés eux-mêmes. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque appuie la suggestion tendant à organiser une conférence mondiale du commerce dans le cadre des Nations Unies.

57. M. TRAORE (Observateur du Mali), parlant sur l'invitation du Président, dit que les rapports des commissions économiques régionales prouvent que le monde se rend de plus en plus compte, d'une part, du danger que représente la croissance économique désordonnée face à des zones déshéritées, et d'autre part, des bénéfices qu'il peut tirer d'une division universelle du travail.

58. La délégation du Mali a écouté avec une attention particulière la déclaration faite par le Secrétaire exécutif de la CEA à la 1211^e séance. Elle déplore qu'il existe encore dans le monde, et surtout en Afrique, des partisans d'une politique contraire non seulement aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais aussi à l'esprit de loyauté et de fraternité sans lequel aucune coopération réelle n'est possible. M. Traore songe notamment à la République sud-africaine. Il ne comprend pas qu'un Etat qui fonde sa politique sur l'écrasement de 72 % de ses habitants sous le seul prétexte d'une couleur de peau différente, puisse venir proposer sa coopération à des peuples racialement identiques à ses victimes. Au demeurant, la République sud-africaine s'est d'elle-même exclue de la CEA lorsque, en réponse à la résolution 26 (III) de la Commission, qui priait le Secrétaire exécutif d'effectuer des études sous-régionales sur les conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale, elle a refusé de participer à la quatrième session de la CEA et de laisser une sous-commission enquêter sur son territoire. L'Espagne et le Portugal ont rejoint la République Sud-africaine dans son refus d'observer les règles élémentaires indispensables à la coopération internationale, encore que l'un de ces pays ait fait des déclarations tardives qui ne s'inspirent certainement pas d'un désir réel de coopération. C'est pourquoi la délégation malienne demande au Conseil de faire siens les projets de résolution III et IV présentés par la CEA concernant ces trois pays.

59. La délégation du Mali pense, d'autre part, que le mandat de la CEA doit être modifié afin que les territoires encore dépendants puissent devenir membres associés à la place des puissances métropolitaines, car ils connaissent mieux qu'elles les maux dont ils souffrent.

60. Enfin, la délégation malienne s'intéresse vivement à la résolution 52 (IV) de la CEA relative à la création d'une banque africaine de développement. D'après le rapport de la CEA, cette banque devrait investir des sommes d'une ampleur telle que l'effet s'en fasse sentir dans toute l'Afrique. Le capital de la banque, assez élevé, devrait être purement africain, ce qui revient à dire que les souscriptions devraient être à majorité africaine; enfin tous les Etats africains devraient souscrire le même montant. Songeant à la situation financière de la plupart des Etats africains, la délégation malienne estime que le Conseil devrait faire preuve de beaucoup de prudence

en énonçant les principes relatifs au capital social de la banque, à sa structure, et à ses rapports avec les banques nationales, régionales et internationales auxquelles ont déjà souscrit ou souscriront les Etats africains. Il faudra veiller en même temps à ne diminuer en rien le rôle fondamental de la banque africaine de développement qui devra être de favoriser la réalisation des plans de développement du continent.

61. M. GRANT (Observateur du Ghana), parlant sur l'invitation du Président, dit que les conditions suivantes devront être remplies pour que la Décennie des Nations Unies pour le développement soit fructueuse : premièrement, les plans devront être soigneusement étudiés; deuxièmement, les objectifs devront être définis avec précision; troisièmement, il faudra des ressources suffisantes en hommes, en matériel et en argent; et quatrièmement, il faudra par la publicité s'assurer l'appui de l'homme de la rue. Dans l'intérêt de la Décennie du développement, une répartition des fonctions entre le Siège des Nations Unies et les commissions régionales est souhaitable. Les objectifs à court terme devraient comporter, dans le cas de l'Afrique, la création au cours des trois premières années de la Décennie d'un institut de planification économique et sociale et d'une banque du développement. L'objectif à long terme devrait être la mise en place, en Afrique, d'économies nationales complémentaires, notamment dans le domaine de l'industrie. La Décennie du développement est incompatible avec la course aux armements; le Conseil devrait donc lancer un appel en faveur d'un désarmement général, qui dégagerait d'immenses ressources pour la Décennie.

62. L'accroissement de la population mondiale est un autre grand problème d'actualité. Il faudrait adresser un appel aux pays détenteurs d'excédents alimentaires pour les inviter à venir en aide aux autres pays.

63. Il est à déplorer que la CEA ait dû signaler que trois pays ne s'étaient pas conformés aux résolutions 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et 24 (III) de la CEA; ces pays n'ont pas suivi l'exemple louable du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie. Devant ce refus, la délégation du Ghana ne peut qu'approuver la recommandation tendant à exclure ces pays de la CEA jusqu'à ce qu'ils se soient conformés à ces résolutions. Le colonialisme ne se décide pas à disparaître. La Décennie du développement exige une atmosphère de liberté totale; il importe donc de hâter le processus de décolonisation.

64. Enfin, M. Grant exprime sa reconnaissance à tous les gouvernements qui ont offert leur coopération et une aide financière en vue de la réalisation du projet de la Volta, lequel sera vraisemblablement mis en œuvre dans le courant de la Décennie du développement.

65. M. COEYTAUX (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) déclare que l'action de l'UNESCO, notamment dans le domaine de l'éducation, s'exerce généralement dans le cadre de projets régionaux; il est donc naturel que les commissions économiques régionales y soient de plus en plus étroitement associées. L'UNESCO est reconnaissante aux secrétaires exécutifs des commissions pour le concours

qu'ils lui ont apporté à l'occasion des trois conférences régionales qui ont réuni les Ministres de l'éducation d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

66. De nouvelles perspectives s'ouvrent à cette collaboration. L'UNESCO porte un intérêt majeur à la création des instituts régionaux de planification et de développement. Comme elle ne conçoit la planification de l'éducation que comme un processus continu, organiquement intégré aux plans nationaux de développement économique et social, il lui paraît extrêmement souhaitable que ces instituts comportent une section spéciale qui dispenserait, sous la forme appropriée, un enseignement dans ce domaine. Elle poursuit les pourparlers avec les secrétariats des commissions économiques régionales en vue de fixer les modalités de sa participation aux programmes d'enseignement de ces instituts régionaux et de sa collaboration avec les organes qui auront pour mission d'en orienter les travaux. Cette collaboration paraît d'autant plus essentielle que le Directeur général par intérim va soumettre à la prochaine Conférence générale de l'UNESCO des propositions visant à créer à Paris un institut pour la formation des cadres supérieurs de la planification de l'enseignement. Les spécialistes formés par cet institut seront en mesure d'apporter une contribution appréciable aux activités des instituts régionaux.

67. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales)^a, répondant au représentant de la Jordanie, dit qu'il est exact que l'activité du Secrétariat en ce qui concerne le Moyen-Orient non seulement n'a pas connu l'expansion qui a été réalisée dans d'autres domaines mais s'est trouvée ralentie du fait des circonstances. Encore convient-il d'ajouter que cela n'est vrai que du domaine de la recherche économique; l'activité s'est maintenue à un niveau honorable en matière sociale, et en ce qui concerne l'assistance technique et le Fonds spécial, l'action des Nations Unies s'est fait sentir avec une intensité accrue et a remporté des succès qui méritent d'être pris en considération.

68. Les déficiences signalées par le représentant de la Jordanie ont été examinées avec soin. Dans le cadre des prévisions budgétaires pour 1963, et peut-être aussi par d'autres moyens, on se propose de prendre des dispositions pour renforcer l'action des Nations Unies soit au Siège soit au bureau régional qui existe déjà à Beyrouth, afin de mieux se conformer à l'idéal du développement économique et social équilibré.

69. Deux chapitres de l'étude sur l'évolution économique au Moyen-Orient (E/3635) viennent d'arriver à Genève et seront distribués incessamment. Le troisième doit arriver avant que ne commence le débat sur les tendances économiques mondiales. M. de Seynes présente les excuses qui conviennent pour le retard apporté à la publication de ce document.

70. Si le Secrétariat n'a pu faire face à la tâche qui lui incombe en ce qui concerne le Moyen-Orient, c'est uniquement parce qu'il n'a pas été en mesure d'y consacrer les ressources nécessaires. Ce point est à rapprocher

^a Le texte *in extenso* de la déclaration de M. de Seynes a été distribué ultérieurement sous la cote E/L.965.

de ce qui a été dit au sujet du rythme de la décentralisation. C'est un tort de croire que le Siège dispose d'un personnel abondant, mais refuse aux secrétaires exécutifs des commissions régionales les moyens dont ils ont besoin. La vérité, c'est qu'au Siège comme ailleurs le Secrétariat vit dans une crise permanente. Depuis trois ans, les tâches qu'il n'a pas été possible de décentraliser se sont multipliées du fait de décisions des organes directeurs, sans que l'Assemblée générale accorde les crédits correspondants. Le Secrétariat opère comme un chef d'armée qui, ne pouvant faire face sur tous les fronts, porte successivement ses forces là où elles sont le plus nécessaires. Depuis trois ans, le Secrétariat vit sur son capital humain, auquel il a demandé des efforts vraiment excessifs. Si la situation persiste un an encore, on assistera certainement à une détérioration de ce capital humain. Cette situation explique les lacunes des travaux relatifs au Moyen-Orient et le rythme auquel s'effectue la décentralisation.

71. Parlant de la décentralisation de l'assistance technique, M. de Seynes rappelle que le Secrétariat met en œuvre un programme unifié, l'Assemblée générale n'ayant pas décidé de scinder son programme d'assistance technique en quatre programmes distincts. Si l'Assemblée générale avait préféré quatre programmes, trois des commissions économiques régionales se seraient rapidement trouvées dans l'obligation d'établir hors de leur région des services organiques et administratifs. En effet, de par la nature même du programme d'assistance technique, qui est de relier les pays industriels et les pays sous-développés, certaines opérations ne se font efficacement que dans certains lieux et certains cadres. Le Secrétariat doit donc agir non seulement à la périphérie mais aussi au centre; ce centre peut être conçu comme un axe New York-Genève. A cet égard, M. de Seynes partage l'opinion de ceux qui sont d'avis d'accorder à Genève et à la Commission économique pour l'Europe un rôle plus important en matière d'assistance technique.

72. Outre la tendance à la décentralisation, on en discerne une autre, qui tend à la création de centres; mais les deux tendances ne sont contradictoires qu'en apparence. Plus l'Organisation des Nations Unies décentralise ses activités, plus elle doit renforcer certains de ses services centraux. La répartition du travail entre le Siège, à New York, et les commissions économiques régionales doit être telle que l'action au centre et l'action à la périphérie soient complémentaires. Cette notion de complémentarité doit prévaloir si l'on veut conserver à l'assistance technique son universalité et assurer un échange effectif d'expérience et de connaissances entre toutes les régions du monde. Si cette idée est comprise, on devrait arriver assez rapidement à une décentralisation qui soit satisfaisante pour ceux qui préconisent cette politique.

73. Cependant, le problème essentiel est celui des ressources. Pour décentraliser efficacement sans compromettre le fonctionnement du système, il faut développer les instruments de la décentralisation: créer des instituts, multiplier les conseillers régionaux, renforcer les commissions économiques régionales et procéder à des transferts de personnel administratif au courant des

complexités du programme, toutes entreprises qui exigent des ressources. Il est peu probable que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale puissent longtemps continuer à négliger le problème du rapport entre les tâches et les ressources. M. de Seynes souhaite vivement qu'à l'occasion de la Décennie du développement l'un de ces organes étudie la question de manière approfondie, en s'efforçant de planifier les tâches dont le Secrétariat est chargé.

74. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que, dans sa déclaration de la 1211^e séance, il s'est contenté d'analyser la teneur des observations faites par le représentant d'une grande puissance européenne, car il est en désaccord avec ce représentant sur l'avenir de la CEE.

75. M. Arkadev fait remarquer au représentant du Royaume-Uni qu'on peut se tenir au courant des travaux d'une organisation sans assister à ses sessions. Il constate d'autre part que le représentant du Royaume-Uni a, au sujet des résolutions de la CEA, invoqué le principe de l'universalité des Nations Unies. Cet argument peut surprendre, lorsqu'il est présenté par un pays qui, tout en reconnaissant la République populaire de Chine, n'a cessé de voter contre la reconnaissance de ses droits légitimes aux Nations Unies. Le Royaume-Uni n'a jamais non plus invoqué le principe de l'universalité pour appuyer l'admission de la République démocratique allemande à la CEE.

76. Commentant les observations faites à la 1210^e séance par le Secrétaire exécutif de la CEPAL, M. Arkadev dit qu'il a toujours trouvé que l'Etude sur la situation économique de l'Amérique latine était un ouvrage utile et bien documenté; il ne comprend donc pas pourquoi on a tout à coup décidé de l'élaborer suivant une autre méthode et considéré comme urgent de faire appel à l'assistance de l'Organisation des Etats américains. Si les autres commissions régionales devaient suivre l'exemple de la CEPAL, l'Etude sur la situation économique de l'Europe serait préparée en coopération avec l'OTAN et l'Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient conjointement avec l'OTASE. La question mérite d'être examinée attentivement par le Conseil.

77. M. PATIÑO (Colombie) tient à exprimer la gratitude de la délégation colombienne envers la CEPAL et son Secrétaire exécutif. La Colombie est particulièrement satisfaite d'avoir joué un rôle dans la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. M. Patiño se félicite également des relations fructueuses que la CEPAL a établies avec l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement.

78. Au sujet de la résolution 42 (IV) de la CEA, la délégation colombienne est satisfaite des explications fournies par l'Espagne dans son mémorandum. En conséquence, elle n'appuiera aucune proposition tendant à exclure l'Espagne de la CEA. Le représentant de l'Ethiopie a déclaré que le mémorandum de l'Espagne constituait un fait nouveau qui, s'il avait été porté à temps à la connaissance de la Commission, aurait permis d'aboutir à une décision différente à l'égard de l'Espagne.

Le représentant du Sénégal (1211^e séance) semble avoir, du moins tacitement, adopté le même point de vue. Puisqu'un certain nombre de délégations s'élèvent contre la proposition tendant à exclure l'Espagne de la CEA, mais qu'aucune d'elles n'a jusqu'ici proposé d'amendement formel, M. Patiño suggère que le Président remette à plus tard l'étude du projet de résolution III de la CEA, afin de permettre aux délégations intéressées de discuter de la question.

79. M. EL-FARRA (Jordanie) fait observer que si l'on décide de remettre à plus tard la décision sur le projet de résolution III de la CEA, il faudra agir de même en ce qui concerne le projet de résolution I, puisque le rapport annuel de la CEA contient la résolution 42 (IV) relative à la composition de la Commission.

80. M. GUERRERO (Salvador) dit qu'il ressort de la déclaration de l'observateur de l'Espagne et du mémoire présenté par le représentant permanent de l'Espagne que ce pays a décidé de se conformer à la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et à la résolution 24 (III) de la CEA. C'est pourquoi M. Guerrero se joint au représentant de la Colombie et aux autres représentants qui s'opposent à la proposition tendant à ce que l'Espagne soit exclue de la CEA.

81. Le PRÉSIDENT met aux voix les projets de résolutions présentés par les commissions économiques régionales.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par la Commission économique pour l'Europe (E/3584, quatrième partie) est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (E/3599, quatrième partie) est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par la Commission économique pour l'Amérique latine (E/3581/Rev.1, quatrième partie) est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine (E/3649, troisième partie) est adopté.

82. Après un échange de vues entre M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. WODAJO (Ethiopie) et M. PATIÑO (Colombie), le PRÉSIDENT déclare que la décision sur les projets de résolutions I, III et IV de la Commission économique pour l'Afrique est renvoyée à plus tard.

A l'unanimité, le projet de résolution II présenté par la Commission économique pour l'Afrique (E/3586, quatrième partie) est adopté.

83. M. MELLER-CONRAD (Pologne) présente le projet de résolution proposé par le Brésil, l'Inde, la Pologne et le Sénégal (E/L.956).

84. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) propose que l'on supprime le troisième alinéa du préambule, puisque le mémoire présenté par la délégation brésilienne porte sur des questions autres que la décentralisation. Il propose aussi de remplacer les mots « prendra des mesures », au début du paragraphe 2 du dispositif, par les mots « continuera de prendre des mesures ». Ce libellé sera plus conforme à la réalité, puisque le Secrétaire général a en fait déjà pris des mesures pour mettre en œuvre la politique de décentralisation esquissée par le Conseil et l'Assemblée générale.

Ces amendements sont adoptés.

85. M^{lle} SALT (Royaume-Uni) propose qu'au paragraphe 2 du dispositif l'on ajoute les mots « conformément à la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale » après « cette décentralisation ».

Cet amendement est adopté.

86. M. TRIVEDI (Inde) propose d'employer, au début du paragraphe 2 du dispositif, l'expression « continuera de prendre de nouvelles mesures ».

Cet amendement est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

La séance est levée à 19 h 30.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 9 juillet 1962

à 11 heures

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 4 de l'ordre du jour :

Décennie des Nations Unies pour le développement

Débat général 39

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Cuba, Ghana, Grèce, Irak, Irlande, Mali, République arabe unie, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivants: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613 et Add.1 à 3, E/3658, E/3664; E/L.957, E/L. 958)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL par intérim déclare qu'assister à la trente-quatrième session du Conseil est pour lui un privilège d'autant plus grand qu'il a ainsi l'occasion de faire part au Conseil de ses propositions en vue de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

2. La question dont le Conseil est saisi est plus qu'un vaste thème de discussion; elle est assortie d'un pro-

gramme si important que, traitée comme il convient, avec une certaine largeur de vue et avec résolution, elle peut rendre historique cette session du Conseil.

3. Depuis que l'Assemblée générale a adopté sa résolution 1710 (XVI), la Décennie des Nations Unies pour le développement est au premier plan des préoccupations de tous les intéressés, les incitant à réfléchir et à s'interroger. Il y a seulement deux mois, au cours de son séjour à Copenhague, le Secrétaire général par intérim a parlé de cette question à des étudiants danois. Il tient à exprimer à nouveau certaines des idées qu'il avait alors exposées.

4. Le fait essentiel qui autorise, bien plus, qui exige que l'on envisage le développement économique et social de façon hardie et à l'échelle mondiale, c'est qu'il est maintenant avéré que l'humanité peut créer des ressources au lieu de devoir compter uniquement sur celles qui existent. La terre est riche en ressources et, puisque l'humanité est maintenant capable de tirer parti de ces richesses, ce ne sont plus les ressources disponibles qui fixent les limites dans lesquelles ses décisions doivent s'inscrire. Ce sont les décisions qui créent les ressources, de la même façon que, dans une économie dont le rythme de croissance est assez rapide, l'accélération de cette croissance dépend principalement de la demande effective.

5. N'étant pas économiste de profession, le Secrétaire général par intérim peut sans doute être tout à fait franc au sujet de cette notion de la demande effective. Elle conduit à penser aux théories de Keynes et invite à réfléchir à la méthode qui consisterait à relancer une économie déprimée en mobilisant des travailleurs pour qu'ils enterrent des bidons vides qu'ils pourraient ensuite déterrer. Le Secrétaire général par intérim se demande ce que lord Keynes dirait s'il vivait dans le monde de maintenant, où un milliard et demi d'hommes, souffrant de la faim ou de la sous-alimentation, font entendre leur voix avec toujours plus d'insistance dans les affaires internationales. Il constaterait que, dans certains pays, la population demande que ses besoins immédiats soient satisfaits et son avenir économique amélioré, tandis que d'autres pays se sont lancés dans une course aux armements, des armements toujours plus meurtriers. Et se livrer à cette course aux armements, c'est, d'une façon très dangereuse, la même chose qu'enterrer et déterrer des bidons vides.

6. A ce propos, il est fort bon, et il est significatif de la façon de voir en honneur aux Nations Unies, que, au moment même où le Conseil prépare le terrain pour mettre en œuvre un grand plan à long terme de développement économique et social, il soit saisi pour la première fois du problème des conséquences économiques et sociales du désarmement. C'est peut-être là une pure coïncidence, mais il doit profiter de cette occasion pour

voir loin et réfléchir mûrement aux principaux problèmes de l'heure. De l'armement ou du désarmement dépendent pour beaucoup le rythme, le caractère et la portée du progrès économique et social, et la question pèse de maintes façons sur le débat qu'engage le Conseil. Il est d'une grande importance que, dès le début des années 1960, un document comme le rapport sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593) fasse justice, une fois pour toutes, de la relation que l'on prétend établir de façon odieuse entre les armements et la prospérité, et à laquelle beaucoup de gens croient peut-être encore. En affirmant catégoriquement, et sur la foi de conclusions unanimes, que la suppression des commandes militaires n'aurait pas pour résultat inévitable un effondrement, ou même une perturbation grave de l'économie des pays industrialisés, les experts, auteurs du rapport, ont fortifié cette conviction qu'ont les Nations Unies, que la tendance à un accroissement des armements n'est pas irréversible et que le désarmement, seule assurance contre le risque d'anéantissement, n'est pas, pour la communauté internationale, un but inaccessible. Les experts ont également souligné — et cette observation est des plus pertinentes à la veille d'un débat sur la Décennie du développement — qu'un plan d'action doit être établi à l'avance et des préparatifs faits dans le domaine économique et social, en prévision du désarmement. Et il est bon que l'on sache, en toute certitude, que ce plan sera établi.

7. En outre, le Secrétaire général par intérim fait valoir avec force que l'on ne peut simplement attendre le désarmement. L'on peut, l'on doit mobiliser les ressources pour qu'elles servent au progrès économique et social, quoi qu'il advienne des budgets militaires. Si ceux-ci venaient à diminuer et voire à disparaître dans le proche avenir, comme il faut l'espérer vivement, tous les pays peu développés partageraient, bien entendu, avec les contribuables des grandes puissances les économies réalisées de ce fait, et des milliards supplémentaires deviendraient disponibles, avec lesquels on pourrait hâter le développement dans le monde entier. Mais l'on ne doit pas faire dépendre un renforcement de la coopération internationale d'une manifestation particulière de cette coopération, si importante que cette manifestation puisse être.

8. L'imagination des hommes ne se met-elle en mouvement que sous l'effet de la peur d'une rivalité entre pays ? Ou l'idée que l'homme peut transformer, améliorer son sort deviendra-t-elle le mobile le plus puissant auquel l'humanité obéisse au xx^e siècle ? C'est cette dernière proposition que l'on doit transformer en réalité. Autrement, que signifierait le processus de la décolonisation, l'accès à l'indépendance de tant de pays qui deviennent aussitôt Membres de l'Organisation par un vote à l'unanimité ? La liberté politique ne peut que rendre plus intolérable la coexistence de riches et de pauvres sur le plan international, de même qu'à l'intérieur d'un seul et même pays.

9. Il est encourageant de voir qu'il est maintenant admis que les pays à revenu élevé prêtent une assistance financière et technique aux pays à faible revenu, les anciennes puissances coloniales fournissant souvent une

part décisive des ressources financières et humaines mises par les pays étrangers à la disposition des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance. Cependant, le problème d'un accroissement de l'aide extérieure, dont l'efficacité doit être la plus grande possible, devient chaque jour plus grave. Dans un monde que le progrès des communications rapetisse, la pression qu'exercent sur le plan national les citoyens défavorisés pour qu'il soit porté remède aux inégalités du niveau de vie fait place à l'impatience de populations entières dont l'alimentation, les conditions de logement, l'éducation et la protection médicale sont mauvaises, tandis qu'on dépense des milliards pour la recherche spatiale, par exemple. Si chaque homme n'est pas assuré de recevoir sa part des bienfaits que procure le progrès scientifique, ce progrès qui conduit l'humanité à explorer l'espace, si les investissements et le savoir-faire toujours plus importants qui servent à repousser chaque jour plus loin les limites de l'univers des hommes ne sont pas utilisés au maximum pour améliorer les conditions de vie de tous ceux qui vivent dans les limites de cet univers, l'humanité elle-même court de graves dangers. Et si, à ne considérer que la tactique, cette situation explosive permet encore de tenir compte des diverses considérations politiques, à l'échelle du monde, la stratégie oblige à comprendre que c'est, sur le plan moral, un devoir impérieux que d'y faire face, une affaire de dignité et de fraternité humaines.

10. C'est maintenant un fait admis qu'avec l'évolution démographique actuelle, l'écart entre les sociétés jouissant de l'abondance et celles dont les revenus sont faibles ne peut cesser d'augmenter que si, dans ces dernières, on parvient à réaliser une croissance économique autonome et accélérée. Pour que cela soit possible dans le minimum de temps, on doit s'efforcer, de façon très suivie, d'atteindre des buts prédéterminés. Au cours de ces dernières années, la volonté de procurer rapidement à un plus grand nombre d'hommes de plus grandes quantités de biens a incité les gouvernements à fixer les grandes lignes de leur action dans le domaine économique et social, à établir des plans de développement, et cette même méthode tend à être adoptée sur le plan international.

11. En 1960, en vertu de sa résolution 1522 (XV), l'Assemblée générale a demandé aux pays industrialisés de consacrer à l'aide internationale 1% au moins de leur produit national brut. En 1961, par sa résolution 1710 (XVI), l'Assemblée générale a fixé le but à atteindre : le revenu national global des pays sous-développés, devra s'accroître à un taux annuel de 5%. Ces chiffres sont très modestes et ne correspondent qu'à une moyenne qu'il serait souhaitable d'atteindre. Ils témoignent pourtant d'un désir très net d'établir des plans, d'organiser, d'échelonner les tâches en vue d'objectifs nettement définis et quantifiés, et cette façon de voir est celle-là même qu'un nombre croissant de pays adoptent pour leur économie nationale.

12. En consacrant au développement cette décennie, l'Organisation des Nations Unies invite instamment les gouvernements des Etats Membres à augmenter leurs investissements sociaux et économiques, à voir le plus loin possible dans un esprit de décision et de coopération,

selon un plan. Mais cette décennie est aussi, pour le système des institutions rattachées aux Nations Unies, un plan de développement. Dans son rapport (E/3613), le Secrétaire général s'est efforcé, avec le sens de la prospective, de déterminer la meilleure façon de poursuivre les efforts actuellement entrepris par ces diverses institutions, en distinguant ces efforts de la somme des efforts que font leurs membres, et de les intensifier pour rendre plus efficace encore l'action de développement qui a été entreprise. Pour les nombreux champs d'activité et les nombreux domaines où des projets ont été entrepris sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui lui sont rattachées, le rapport, fondé sur l'expérience et établi compte tenu des perspectives actuelles, contient des indications sur les moyens qu'auraient les secrétariats intéressés de jouer un rôle plus déterminant et d'être plus utiles à la communauté des nations.

13. Le Secrétaire général par intérim n'a pas poussé très loin la comparaison avec les plans établis à l'échelon national, car, en s'efforçant de décrire ses propositions dans le détail, en les assortissant de données chiffrées, il rencontrerait à ce stade des difficultés évidentes. Il s'est pourtant efforcé de fixer les objectifs à atteindre et il a prévu par exemple que le total des ressources dont l'Organisation des Nations Unies disposera pour le préinvestissement et la coopération technique, activités du Fonds spécial comprises (mais compte non tenu des entreprises exceptionnelles comme les opérations civiles au Congo), devrait augmenter au taux annuel minimum de 25 millions de dollars, en partant du chiffre de 150 millions de dollars pour l'année 1962, chiffre qui, on doit le reconnaître, n'a pas encore été atteint.

14. A cet égard, l'une des entreprises les plus importantes des Nations Unies est la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, qui se tiendra au début de 1963. Un simple coup d'œil sur l'ordre du jour de la Conférence permet de se rendre compte de l'imagination et de l'esprit d'invention dont l'homme a dû faire preuve pour passer d'une économie de subsistance à l'âge atomique. Mais puisque l'humanité entre dans l'ère des découvertes spatiales, alors que des nations entières n'ont pas encore fait leur révolution industrielle, l'imagination et l'esprit d'invention doivent relever le défi et dans les pays peu développés faire la preuve de l'efficacité des théories modernes et des méthodes les plus récentes. Le but de la Conférence est précisément de déterminer les possibilités existantes et de stimuler les efforts dans cette direction. Les confrontations, les discussions et les échanges de vues qui doivent avoir lieu à Genève entre savants et experts de maints pays qui se trouvent à tous les stades du développement devraient être très riches de conséquences. En partageant leurs idées et leur expérience de certains problèmes de développement, les pays industrialisés pourraient bien recevoir des pays moins développés autant qu'ils leur donneront. D'autre part, les pays en voie de développement apprendront beaucoup les uns des autres, ce qui est conforme à l'esprit de coopération des Nations Unies, et l'on sait qu'une proportion croissante des services d'experts et

des moyens de formation fournis aux pays en voie de développement le sont par des pays qui sont eux-mêmes sous-développés. Les travaux de la Conférence et les débats dont ses documents feront l'objet devraient ouvrir de nouveaux horizons et rendre possibles de nouveaux projets d'investissement. Ils devraient stimuler l'intérêt porté aux moyens d'adapter méthodes et systèmes à des situations différentes, de modifier les notions, les systèmes et les méthodes lorsque le milieu change. Ils devraient inspirer aux étudiants et entretenir chez les experts le désir de diversifier leurs expériences et de mettre à l'épreuve dans des pays étrangers des procédés techniques qu'ils n'ont encore utilisés avec succès que dans leur propre pays. Ainsi le nombre de personnes professionnellement et moralement préparées à se mettre au service de la communauté internationale et les ressources humaines dont dépend si étroitement le succès des programmes de coopération technique des Nations Unies augmenteraient.

15. L'importance du facteur humain est si grande que le succès ou l'échec des efforts entrepris par les Nations Unies au cours de la Décennie du développement pourraient bien dépendre du succès des programmes de formation que les Nations Unies se proposent de mettre en œuvre dans les différents secteurs de la vie économique et sociale des pays en voie de développement. Au cours de ces dernières années, les méthodes de formation ont été fortement améliorées. Les distinctions entre formation universitaire et formation professionnelle, entre enseignement des adultes et enseignement des enfants, entre maîtres et étudiants, sont devenues secondaires auprès de cette tâche urgente qui consiste à permettre à tout être humain de s'affirmer en tant qu'individu et en tant que citoyen participant à la production au mieux de ses capacités. Si la morale ne nous persuadait pas assez que l'éducation est indispensable à la dignité de l'homme, il est maintenant devenu évident, pour des raisons économiques et sociales, que les pays peu développés ne pourront commencer de développer leur économie à moins d'accroître rapidement leurs ressources en main-d'œuvre qualifiée. La formation à l'étranger, qui présente un intérêt particulier parce qu'elle aide à la compréhension internationale, reste importante, mais l'on met l'accent maintenant sur la formation dans les régions et les pays peu développés eux-mêmes. Le moment est venu de faire un effort décisif : formation sur place, formation en cours d'emploi, formation des enseignants qui à leur tour formeront des enseignants, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que joue au maximum l'effet de multiplication inhérent à la diffusion des connaissances et des procédés techniques. Faute d'augmenter le nombre des écoles et des instituts — tels que ceux auxquels le Fonds spécial consacre une grande partie de l'aide que son Directeur général a si justement assimilée à un « capital de départ » (voir E/3646, par. 20) — les pays peu développés ne pourront tirer bienfait de leur accroissement démographique, qui est à présent une malédiction.

16. En instituant la Décennie du développement, l'Organisation des Nations Unies veut que l'on ait foi dans la poursuite du progrès économique et social, tous les investissements allant aux jeunes générations, qui en plus de

l'enseignement et des moyens de formation professionnelle ont besoin d'une aide pour lutter contre la malnutrition et la maladie. En même temps qu'ils auront besoin d'investissements dans l'industrie, grande ou petite, dans la mise en valeur de leurs ressources naturelles et dans les transports, les pays peu développés devront, au cours de la Décennie, pourvoir à la construction de plus de 20 millions de logements par an dans les régions défavorisées et à un accroissement de la production alimentaire; celle-ci, d'ici la fin de la Décennie, devrait avoir augmenté de 50%. Dans ces mêmes pays, les dépenses consacrées à l'enseignement devraient, d'ici 1970, représenter chaque année 4% du produit national. Tout cela est nécessaire, si l'on veut satisfaire des exigences minimales à ce point liées entre elles que, si l'on n'atteint pas à temps l'un des buts fixés, on courra le risque de compromettre les progrès réalisés dans tous les autres domaines. Le processus du développement économique et social équilibré est très complexe et les techniques dont on dispose pour établir les plans d'ensemble sont loin d'être parfaites. Mais nous avons accumulé assez de connaissances et d'expérience pour donner à nos efforts une impulsion décisive. L'on corrigera et améliorera les méthodes grâce à l'expérience acquise, mais il faut aller de l'avant dans tous les secteurs, les programmes et les projets gagnant en efficacité du fait qu'ils sont mis en œuvre ensemble. Car le temps n'est plus aux seules espérances, nous entrons dans l'ère des réalisations, et c'est sur cela que comptent des millions d'hommes qui ne jouissent pas encore pleinement de leurs droits de producteurs et de consommateurs, ou tout simplement, de leurs droits d'hommes vivant au xx^e siècle.

17. Il est un domaine très important où l'on attend avec impatience des progrès marqués: le commerce international. Si peu instruit que soit le non-initié des subtilités des nombreux problèmes qui se posent, chacun se rend compte que la possibilité d'accroître ses ventes et ses achats à l'étranger est la pierre de touche de la coopération internationale. L'avancement des travaux de la Commission du commerce international des produits de base, la mise en train d'une action intergouvernementale qui doit aboutir à l'établissement de systèmes internationaux de compensation, compte tenu des tendances à long terme de la demande et de l'offre de produits de base, dépassent de beaucoup le débat sur la compatibilité des différents groupements régionaux. Des mesures encourageantes ont déjà été prises. Il faut espérer que, pendant la Décennie, l'expansion du commerce international sera assez grande pour que ses bénéfices soient ressentis par chaque famille, qui verra son budget amélioré.

18. Voilà donc pour les tâches qui nous attendent; il n'y a pas de doute que les responsabilités du Secrétariat en seront grandement accrues, et celui-ci a déjà vu, au cours de ces dernières années, augmenter beaucoup le travail qui lui incombe dans le domaine économique et social. A ces nouvelles tâches, le Secrétaire général par intérim est décidé à consacrer pleinement toutes les ressources dont il dispose à la fois au Siège et dans les quatre commissions économiques régionales. Les chefs des institutions spécialisées voueront certainement aussi toutes les énergies de leurs secrétariats aux tâches qui relèvent de leur compétence.

19. Les efforts des organisations appartenant au système des Nations Unies ne peuvent pourtant être isolés de la somme des efforts de leurs membres. Car il reste vrai que le système des Nations Unies ne peut mobiliser et utiliser plus de ressources en hommes et de moyens financiers que les gouvernements n'en mettent à sa disposition. C'est dans la mesure où l'on pourra atteindre les buts que l'on s'est fixés, mettre en œuvre les propositions faites, que seront définies les normes minimales du progrès, et le succès dépendra des décisions et des engagements des Etats Membres. Le Conseil, pour sa part, doit jouer un rôle décisif non seulement dans l'élaboration des plans de la Décennie du développement, mais aussi dans leur exécution, car il a pour mission d'évaluer les progrès réalisés chaque année et de veiller, dans l'ordre économique et social, à ce que toutes les activités entreprises avancent au rythme voulu et de façon harmonieuse.

20. Le Secrétaire général par intérim est persuadé que les débats et les résolutions du Conseil contribueront beaucoup à donner aux propositions concernant la Décennie des Nations Unies pour le développement la forme de programmes intégrés, d'actions concrètes, dont l'exécution sera harmonieuse et efficace. Il exprime l'espoir que les efforts faits en commun refléteront et compléteront utilement les efforts que font les différents pays pour s'aider les uns les autres et contribuer ainsi à faire que dans le monde tous jouissent de plus de prospérité et plus de sécurité.

21. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'à la trente-deuxième session du Conseil (1157^e séance), il a déjà eu le privilège de prendre la parole aussitôt après le Secrétaire général, Dag Hammarskjöld, dont la mort prématurée dans l'accomplissement de sa mission a renforcé chez tous ceux qui touchent aux Nations Unies le dévouement à l'Organisation.

22. Dans sa déclaration liminaire, le Secrétaire général par intérim a à la fois montré ses qualités de chef et fait preuve de son dévouement aux Nations Unies. M. Stevenson a été particulièrement frappé par l'allusion qu'a faite le Secrétaire général par intérim à la division du monde en pays riches et pays pauvres, beaucoup plus lourde de dangers que toute autre division du monde contemporain.

23. Le 25 septembre 1961, à la 1013^e séance plénière de l'Assemblée générale, le Président Kennedy a proposé de faire de la décennie 1960-1970 la Décennie des Nations Unies pour le développement, en demandant instamment à toutes les nations de cesser leur rivalité et de coopérer à la lutte difficile contre les ennemis ancestraux de l'humanité: la pauvreté, l'ignorance et la maladie. Sur quoi l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 1710 (XVI), qui est un engagement solennel à améliorer les conditions de vie dans le monde entier.

24. Les Nations Unies se sont ainsi unies en esprit; elles doivent maintenant s'unir dans l'action. Avant de mettre en œuvre un programme pour la Décennie, il est sans doute indiqué d'examiner les résultats obtenus par les Nations Unies pendant la décennie 1950-1960. C'est au cours de cette période que pour la première fois un grand nombre de nations de l'hémisphère sud ont compris

qu'elles pouvaient parvenir à une croissance économique autonome. L'humanité a reconnu que l'on pouvait se proposer pour but d'améliorer les conditions de vie dans tous les pays.

25. En proclamant la Décennie des Nations Unies pour le développement, les Nations Unies ont accepté la tâche de traduire cette idée dans les faits. C'est une tâche gigantesque et il y faudra, notamment, les programmes d'enseignement et de formation techniques les plus étendus qu'on ait jamais entrepris. Une part suffisante des immenses ressources scientifiques et techniques du monde devrait servir à la solution des problèmes, jusqu'ici négligés, des pays peu développés, et les investissements où le capital privé doit jouer un rôle essentiel devraient être beaucoup plus importants. Il faudrait faire une étude approfondie des ressources naturelles de tous les Etats nouvellement créés, développer d'une manière harmonieuse l'industrie et l'agriculture et élaborer des plans hardis de construction de logements et d'urbanisation; il faut que les nouvelles nations puissent compter sur un certain montant des recettes d'exportation et que les institutions internationales placées sous les auspices des Nations Unies se développent encore et coordonnent plus étroitement leur action.

26. Toutefois, le vaste plan mondial doit avant tout être fait de plans nationaux judicieux. La décision de se développer ou de ne pas se développer est avant tout un acte de la volonté nationale. Les pays en voie de développement se sont fixé pour objectif d'obtenir en 10 ans, ou tout au plus en une génération, ce que d'autres nations ont mis un siècle ou plus pour atteindre. Pour cela, elles doivent fournir elles-mêmes la plus grande partie du capital et surtout du savoir-faire dont elles ont besoin.

27. La décennie qui a commencé en 1950 a été marquée par une augmentation constante des apports de capital dont les pays en voie de modernisation ont bénéficié et par une expansion remarquable de la coopération technique. Il est devenu évident, au cours de cette période, que l'intelligence est l'élément le plus important du développement. De plus, on se rend compte de plus en plus de la valeur des institutions multilatérales de coopération économique, notamment de celles qui font partie du système des Nations Unies. Les Etats-Unis ont appuyé sans réserve ces institutions.

28. Malheureusement, de nombreux pays n'ont pas fait de progrès appréciables dans la voie d'une croissance autonome au cours de cette période. On a également commis des fautes, qui étaient peut-être inévitables, si l'on songe que l'idée d'aider tous les peuples à améliorer leur niveau de vie remonte à moins de 20 ans, alors que les peuples se sont combattus pendant plus de 20 siècles.

29. La Décennie des Nations Unies pour le développement signifie en somme qu'aucune nation n'aura à l'avenir à faire face seule à sa tâche. Les institutions internationales peuvent mettre à la disposition de chaque pays des avis expérimentés pour l'aider à élaborer un plan national rationnel. Des capitaux étrangers et le concours de techniciens étrangers peuvent pourvoir à des besoins critiques. Des accords internationaux sur les produits de base peuvent en partie assurer un afflux régulier de devises

aux pays qui exportent ces produits. Vu dans son ensemble, le plan de la Décennie du développement peut être considéré comme le projet commun le mieux inspiré que la communauté mondiale ait jamais entrepris.

30. Le monde a également appris que les apports de capitaux étrangers dans un pays ne sont pas aussi importants qu'on le pensait généralement. Le facteur commun du développement dans les pays qui sont parvenus à une croissance économique autonome n'a été ni politique ni idéologique, et ce n'a pas été non plus la possession d'une grande variété de ressources ni l'abondance de capital. C'a été l'importance reconnue au développement des ressources humaines, à la formation, à l'enseignement et à la création d'institutions propres à développer les aptitudes de la population. L'homme est le seul dénominateur commun du progrès : aucune amélioration n'est possible si l'homme lui-même ne s'améliore pas. Inversement, le progrès s'ensuit nécessairement si l'homme se libère et s'éduque.

31. Il incombe aux pays en voie de développement d'examiner la situation où ils se trouvent, de développer leurs plans nationaux, de mobiliser leur population et de corriger les défauts de leurs structures économiques et sociales. A ce sujet, le Secrétaire général a suggéré dans son rapport (E/3613) un certain nombre de mesures importantes qui pourraient être prises pendant cette décennie. Les mesures proposées par le Gouvernement des Etats-Unis sont esquissées dans un additif au rapport (E/3613/Add.2). En outre, vu l'importance du rôle joué dans l'aide aux pays en cause par le Programme élargi d'assistance technique et par le Fonds spécial, les Etats-Unis sont convaincus que l'on devrait atteindre sans tarder pour ces deux programmes un total de 150 millions de dollars. Jusqu'à ce jour, l'accroissement des contributions a été d'une lenteur décevante, car le total atteint à peine 100 millions de dollars. Le Gouvernement des Etats-Unis s'est engagé à verser 60 millions de dollars pour 1962, à condition, toutefois, que sa contribution ne dépasse pas 40 % du total. La conférence d'annonce des contributions d'octobre 1962 sera la « minute de vérité » pour toutes les nations qui se sont engagées à appuyer la Décennie du développement.

32. L'élément humain est le facteur essentiel de toute activité en faveur du développement; des progrès sont faits dans le domaine important de l'éducation, mais on ne doit pas perdre de vue l'ampleur des besoins, qui a été décrite au cours d'une série de conférences admirables sur l'éducation, organisées par l'UNESCO. La demande de personnel enseignant pour répondre aux besoins de la formation est plus forte encore et la passion pour l'éducation, manifeste en Afrique, devrait susciter un effort international concerté, puisqu'il s'agit de mettre au point des méthodes qui permettent de relever ce défi. Les Etats-Unis fournissent le concours bénévole de jeunes moniteurs, volontaires de la paix. Ils ont également envisagé la possibilité de faire appel aux services d'hommes éminents par leurs connaissances théoriques ou pratiques et leur expérience, qui ne demanderaient qu'à être utiles aux autres hommes, dans un autre pays. Des milliers de citoyens américains qui ont atteint l'âge habituel de la retraite seraient heureux de se consacrer

à une cause aussi noble que celle de la Décennie du développement, si l'on faisait un effort méthodique pour utiliser leur concours. Par une action comparable, entreprise dans un certain nombre de pays développés, on pourrait faire bénéficier les pays moins développés de ressources abondantes en compétence technique et en expérience, notamment dans les domaines de la gestion des entreprises industrielles et des techniques les plus modernes.

33. Toutefois, on devrait interpréter au sens large le mot « éducation » qui suppose un travail de développement en profondeur, car, sans une administration efficace, il ne saurait y avoir d'expansion économique. Une autre forme décisive de l'éducation est la formation d'experts de l'agriculture et de la vulgarisation agricole. Sans cette formation, les investissements seraient de peu d'utilité, et sans le progrès des techniques agricoles, il ne saurait y avoir de développement. La même remarque s'applique à l'industrie. Si l'on investit des capitaux dans les économies des pays en voie de développement sans donner toute l'importance qu'elle mérite à la formation de cadres à tous les échelons, ou bien l'entreprise devra demeurer en des mains étrangères, ce qui politiquement n'est pas acceptable, ou bien les capitaux seront investis en pure perte. On pourrait faire beaucoup plus pour la promotion et la formation des cadres et des travailleurs qui s'occupent déjà de développer l'industrie. La formation en cours d'emploi, l'établissement de liens très étroits entre les entreprises — publiques et privées, étrangères et nationales — et les services responsables de l'enseignement sont des éléments importants des progrès que l'enseignement doit faire au cours de la prochaine décennie. En fait, la contribution la plus importante qu'une entreprise étrangère puisse offrir, ce n'est pas le capital, ce sont plutôt les habitudes et la perspicacité de travailleurs industriels qualifiés. Ainsi, la formation des hommes et les investissements humains devraient être considérés, au cours de la prochaine décennie, comme aussi importants que les investissements en matériaux et machines. Un des obstacles à surmonter en ce domaine est le manque de cadres pour faire face aux besoins nouveaux. Dans les pays qui apportent leur concours à l'assistance internationale, les méthodes de recrutement semblent laissées au hasard, et les hommes capables de former des agents de maîtrise sont sans doute ceux dont on manque le plus. Des obstacles de ce genre ne peuvent être surmontés que par un effort international résolu auquel les diverses institutions des Nations Unies devraient s'associer, qu'il s'agisse de surveiller le recrutement, de former des cadres, d'équilibrer l'offre et la demande, ou de faire en sorte que toutes les nations, quel que soit leur degré de développement, coopèrent à la satisfaction des besoins urgents des autres. La formation professionnelle, la transmission d'idées et de techniques impliquent une coopération et une collaboration plus poussées et, entre donateurs et bénéficiaires, un échange d'idées bien plus créateur que l'apport de ressources physiques ou matérielles.

34. Un autre aspect décisif du développement est le commerce. M. Stevenson fait observer que dans tous les pays d'Amérique latine et d'Afrique ainsi qu'en Inde, des réserves ont été constituées et des taux d'investissement

nouveaux, relativement élevés, ont été atteints pendant les années 1951 à 1955. Cependant, presque sans exception, les prix des produits de base n'ont pas cessé de baisser depuis lors. Aucun développement soutenu n'est possible si les prix des produits de base continuent à fluctuer. C'est pourquoi les Etats-Unis sont décidés à coopérer avec d'autres gouvernements de bonne volonté pour chercher une solution aux problèmes du commerce international des produits de base. Le Gouvernement des Etats-Unis participe actuellement à une conférence de producteurs et de consommateurs de café qui doit élaborer le texte d'un accord mondial sur le commerce de ce produit, qui vient au deuxième rang dans le commerce mondial, juste après le pétrole. Un accord de ce genre aiderait beaucoup les pays producteurs, surtout s'il était assorti de mesures susceptibles d'accroître la consommation de café : par exemple, réduction des taxes imposées par les pays de l'Europe occidentale et de l'écart énorme entre les prix à l'importation et les prix de vente au détail dans les pays de l'Europe orientale. Les Etats-Unis poursuivent aussi des consultations ou des négociations sur divers problèmes intéressant un certain nombre d'autres produits importants tels que le cacao, l'étain et le caoutchouc. Pour l'étude de tous ces problèmes, ils entendent tirer les leçons de l'expérience, sans idée préconçue. Le Gouvernement des Etats-Unis examine également avec sympathie les diverses possibilités de stabiliser le marché grâce à un système de crédits de compensation. Divers organes des Nations Unies et les institutions spécialisées font un travail extrêmement important dans ce domaine et pourraient formuler de meilleures suggestions sur la manière d'orienter les efforts à venir. Si le Secrétaire général vient à désigner un groupe d'experts, le Conseil pourra disposer, à sa prochaine session, d'éléments très utiles pouvant servir de base à l'étude de mesures efficaces. La délégation des Etats-Unis présentera une proposition à ce sujet lorsque le Conseil examinera ce point de l'ordre du jour.

35. Au premier stade du développement, il n'est guère possible de soutenir l'expansion économique si le revenu national n'augmente pas à un rythme qui permette de faire face à un accroissement de la population et d'assurer une certaine augmentation de la consommation, tout en laissant une marge pour l'épargne. Dans bien des pays récemment devenus indépendants, le revenu par habitant est si bas que la population ne pourrait supporter un taux d'épargne suffisant ; si un afflux suffisant de capitaux étrangers est assuré, les gouvernements de ces pays n'auront pas à imposer à la population un régime d'économie. Cependant, si certains pays ne peuvent guère actuellement constituer une épargne nationale, on ne leur rendrait pas service, non plus qu'à aucun Etat, en laissant entendre que l'obligation d'épargner incombe aux autres pays, plus riches. Pour développer son économie un pays doit vraiment se mettre à l'œuvre lui-même, et celui qui voudrait importer intégralement la révolution industrielle de l'étranger irait au-devant d'un échec cuisant et coûteux. Pour que l'effort de développement aboutisse, il faut lui garder un caractère tout à fait international et demander aux pays bénéficiaires de s'y mettre eux-mêmes en contrepartie des contributions reçues de l'étranger.

36. M. Stevenson trouve que l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1961*¹, notamment le chapitre sur le financement de la croissance économique, présente un intérêt exceptionnel. Il ressort en effet nettement de cette étude que l'épargne nationale n'est pas toujours fonction du revenu par habitant, mais plus encore de l'attitude du gouvernement et de la population. Quelles que soient en effet les possibilités offertes à un pays d'attirer des capitaux étrangers, il est de plus en plus évident que ses progrès dépendent, avant tout, de la volonté manifestée par le gouvernement et par la population de consacrer leurs efforts à la création d'une épargne nationale suffisante. Il n'en reste pas moins qu'au-delà d'un certain point l'épargne nationale ne saurait suffire. En période d'expansion rapide, bien des pays sont obligés de s'adresser à l'étranger et de payer en devises pour se procurer des machines et des pièces détachées, construire des usines, acheter des outils et des matières premières rares. Les besoins d'importation de cet ordre sont si considérables que la plupart des pays en voie de développement devraient avoir doublé ou triplé leurs exportations en 1972 pour être en mesure d'y faire face. Une telle expansion n'est guère probable, et un accroissement considérable des investissements de capitaux privés sera nécessaire. Le déficit devra être comblé par des subventions ou des emprunts publics conclus à des conditions favorables, grâce à des mesures collectives prises sur le plan international.

37. Parmi les faits particulièrement dignes d'être notés au cours de l'année écoulée, on peut citer l'accroissement sensible des crédits multilatéraux accordés, la plupart, à des pays qui cherchent à moderniser leur économie. Les crédits accordés par l'Association internationale de développement (AID) ont autant d'importance. Cette Association a accordé son premier crédit en mai 1961. Il s'agit de prêts sans intérêt, remboursables en 50 ans. L'amortissement de ces crédits ne commence qu'après l'expiration d'un délai de grâce de 10 ans. L'AID répond à un très réel besoin, car ses crédits complètent les crédits commerciaux normaux que les intéressés peuvent normalement obtenir. La délégation des Etats-Unis pense que le moment est venu d'examiner les conditions dans lesquelles il serait possible de mettre des capitaux plus considérables à la disposition de l'AID. Il ne faut pas oublier, toutefois, que les capitaux n'ont aucune utilité si la préparation nécessaire fait défaut, car c'est en créant un climat de confiance que l'on stimule les investissements, tant d'origine nationale que d'origine étrangère. Dans la plupart des pays industrialisés, le secteur privé peut seul fournir une proportion importante des capitaux et du personnel qualifié nécessaires. Les ressources dont dispose ce secteur sont différentes sur bien des points de celles offertes par le secteur public. L'entreprise privée est particulièrement qualifiée pour apporter dans d'autres pays son esprit d'initiative, pour concevoir, organiser et mettre en œuvre des projets nouveaux et audacieux. Les pays en voie de modernisation sont de plus en plus nombreux à reconnaître la contribution que les investissements de capitaux privés étrangers pourraient apporter à leur développement économique.

38. Il ne faut pas oublier non plus que les capitaux ne peuvent être investis utilement que si la communauté est prête à les absorber. Si les mesures préparatoires nécessaires n'ont pas été prises, le développement sera nécessairement lent. Pour toutes ces raisons, il faut reconnaître que le secteur privé et les pouvoirs publics ont un rôle fondamental à jouer en matière de développement. Aucun pays ne devrait oublier qu'il est indispensable de faire appel pour cette tâche à la fois aux efforts des gouvernements et au dynamisme de l'entreprise privée.

39. M. Stevenson constate que les pays de l'Atlantique nord entrent dans une ère post-coloniale d'expansion et de prospérité sans précédent. Cette expansion leur permet justement de constituer les réserves de capitaux et de connaissances techniques et scientifiques où les nouveaux Etats indépendants devraient puiser. Les Etats-Unis veulent que la communauté atlantique soit orientée de manière à servir et à renforcer la liberté économique et politique dans le monde entier et surtout les intérêts des pays en voie de développement. L'Europe occidentale, nouvelle puissance économique géante, devrait appliquer une politique libérale de bas tarifs douaniers et de coopération, participer à une action collective pour remédier au déséquilibre des échanges commerciaux et offrir aux pays en voie de développement des débouchés plus larges sur les marchés européens. A l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Etats-Unis ont également demandé instamment que les pays plus évolués s'efforcent de consacrer 1% environ de leur revenu national aux placements ou à l'assistance dans les pays moins développés. Ce chiffre a déjà été atteint par les Etats-Unis.

40. Les Etats-Unis ont l'intention de soutenir l'expansion de la communauté atlantique et de l'utiliser comme une force créatrice en faveur de l'unification du monde. Ils sont également décidés à participer à l'activité et aux programmes de tous les organes des Nations Unies et des institutions spécialisées. L'aide accordée par les pays atlantiques, canalisée en partie par les organes en question, renforcera à la fois la communauté atlantique et la société internationale.

41. En préparant un programme d'action à exécuter au cours de la Décennie du développement, le Conseil ne fera que commencer sa tâche. Chaque année il faudra passer en revue les progrès accomplis et s'efforcer d'améliorer les plans. A cet effet, M. Stevenson recommande que le Président des Etats-Unis crée dans son pays un comité des Etats-Unis pour la Décennie des Nations Unies pour le développement. Ce comité comprendrait des personnalités américaines particulièrement au courant de tous les aspects du développement, qui donneraient au Président les meilleurs conseils possibles sur la manière d'utiliser au mieux la participation du pays aux activités prévues dans le cadre de la Décennie. La Décennie du développement nous invite à reviser nos manières d'aborder les problèmes et nos façons de penser; ce qui ne signifie pas nécessairement que les notions anciennes doivent être éliminées. Pour mener à bien cette tâche commune, les divers pays doivent être capables de penser et d'agir de façon audacieuse. Le caractère ardu

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente: 62.II.F.1.

des problèmes ne doit pas nous inciter à l'indifférence, à l'indécision, à la timidité ou à l'inertie. De plus, il faut étudier les relations humaines qui sont à la base pour voir si le progrès technique ne peut pas se faire avec des méthodes moins autoritaires. Aucune société, aucun système ne peut fournir la solution de toutes les questions. Les pays doivent échanger leurs expériences dans l'intérêt de tous; un tel échange sera particulièrement efficace s'il intervient dans le cadre des Nations Unies.

42. Le processus de développement et de modernisation intéresse le genre humain tout entier. Il soulève des problèmes qui ne pourront être résolus que si tous les membres de l'humanité sont prêts à travailler et à penser ensemble et à se placer au-dessus des conflits nationaux,

raciaux ou idéologiques. La tâche du développement mérite qu'on lui consacre beaucoup plus que les sommes considérables gaspillées en armements.

43. En terminant, M. Stevenson tient à dire aux pays moins développés que son pays est prêt à leur prêter son concours en leur fournissant le matériel et les conseils d'experts qu'ils pourront demander, dont ils ont besoin et qui seront déterminants pour leur développement. Il se joindra très volontiers à d'autres pays pour fournir une partie de l'aide indispensable par l'entremise des Nations Unies.

La séance est levée à 1^h 30.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 9 juillet 1962

à 15 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 4 de l'ordre du jour :

Décennie des Nations Unies pour le développement

Débat général (suite) 47

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Ghana, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irak, Irlande, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613 et Add.1 à 3, E/3658, E/3664; E/L.957 et Corr.1, E/L.958 et Add.1)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. GUZINA (Yougoslavie) dit que la décision prise de donner à la décennie en cours le nom de Décennie des Nations Unies pour le développement pourrait avoir une grande importance pour l'évolution des relations politiques et économiques. A l'heure actuelle, où les divisions politiques entre les pays du monde réagissent sur les relations économiques internationales, la Décennie devrait contribuer à orienter la coopération internationale dans une direction beaucoup plus positive.

2. Un autre aspect d'une égale importance est que la Décennie appelle des mesures plus décisives pour résoudre

l'un des plus grands problèmes qui se posent à la communauté internationale, celui du développement économique des pays peu développés. Pour accroître leurs investissements et leur équipement industriel, ces pays doivent augmenter dans des proportions suffisantes leurs importations de biens d'équipement. A mesure qu'ils s'industrialisent, la part des importations dans leurs investissements augmente. En modifiant la composition de leurs importations, ils ne peuvent que partiellement financer cet accroissement de leurs importations de biens d'équipement, car les économies réalisées en diminuant les importations de biens de consommation ne suffisent pas à le compenser. En effet, pour mettre sur pied les industries qui produiront les biens qu'ils doivent actuellement importer, il leur faut le plus souvent importer des quantités accrues de matières premières et de produits semi-ouvrés.

3. L'expansion des échanges internationaux, ces dernières années, n'a pas contribué à accroître les recettes d'exportation des pays en voie de développement, ni favorisé les entrées de capitaux internationaux sur leur territoire. Entre 1953 et 1960, par exemple, les exportations mondiales ont augmenté de 56 %, mais les exportations des pays en voie de développement n'ont augmenté que beaucoup plus lentement, de sorte que leur part dans le total des échanges a diminué, tombant de 31,5 à 24,7 %.

4. Si des raisons d'ordre technique et technologique expliquent en partie cet état de choses, la cause profonde se trouve dans les nombreux obstacles artificiels aux échanges dressés par un certain nombre de pays très industrialisés et dans les mesures discriminatoires appliquées par eux. De telles mesures ne peuvent se justifier par des difficultés de balance des paiements et sont certainement en contradiction avec les dispositions du GATT.

5. Une autre raison explique aussi les difficultés économiques des pays sous-développés. Les termes de l'échange ont évolué dans un sens défavorable à ces pays au cours des dix dernières années. L'indice des prix des matières premières vendues sur le marché international a baissé de façon continue depuis le milieu de 1957 et, en 1961, il se trouvait inférieur de 12 % au chiffre atteint avant la récession, en 1957, et de 8 % à la moyenne de 1953. Pendant cette même période, les prix des produits industriels n'ont cessé de monter. En 1961, l'indice des prix des produits exportés par les pays industriels dépassait de 10 % celui de 1953. Il en résulte que le pouvoir d'achat des pays en voie de développement était inférieur de 18 % à ce qu'il était en 1953. En d'autres termes, ces pays devaient exporter un sixième de plus de leurs produits en 1961 pour se procurer les mêmes recettes que huit ans auparavant. En 1960, alors que leurs exportations avaient augmenté de 43 % en volume par rapport au chiffre de

1952, leurs recettes d'exportation n'avaient augmenté que de 27%. Les pertes subies par suite de l'évolution défavorable des termes de l'échange représentaient plus de 70% du déficit commercial total de ces pays en 1960 et correspondent, en gros, au montant total des capitaux étrangers investis dans ces pays et de l'aide économique internationale reçue par eux.

6. Comme les exportations de ces pays augmentent moins vite que les échanges internationaux en général, et comme les termes de l'échange leur sont défavorables, il est bien évident qu'ils ne peuvent financer l'accélération de leur développement avec leurs propres ressources. C'est pourquoi la communauté internationale se trouve dans l'obligation de leur accorder une aide financière et économique.

7. Les méthodes traditionnelles de financement international par les capitaux privés se sont révélées incapables de répondre aux besoins des pays en voie de développement. Les investissements privés ont dû être remplacés de plus en plus par les investissements internationaux de fonds publics. Il est incontestable que l'aide économique apportée à la fois par l'Europe occidentale et par l'Europe orientale a augmenté, mais elle n'a pas augmenté assez pour répondre aux besoins urgents des pays qui commencent à se développer.

8. L'inégalité croissante du développement économique est encore aggravée par les pratiques discriminatoires des groupements économiques sous-régionaux formés par les pays industriels. La mise en place par les pays membres de la Communauté économique européenne d'un tarif douanier commun touche, en premier lieu, les pays en voie de développement qui sont les fournisseurs traditionnels du marché de l'Europe occidentale. De plus, la politique de protection de l'agriculture des Etats membres pratiquée par la Communauté a pour effet de limiter les possibilités d'exportation des pays en voie de développement. Cette situation est encore aggravée par le traitement préférentiel accordé par la Communauté aux importations en provenance d'un certain nombre de pays associés.

9. La conclusion qui s'impose est que, pour que l'expansion économique se fasse au rythme souhaité au cours de la Décennie du développement, il faut d'abord modifier les conditions actuelles du marché mondial et les relations économiques internationales elles-mêmes. En effet, si les tendances actuelles devaient se poursuivre, les objectifs fixés pour la Décennie ne représenteraient que de vaines espérances.

10. Le rapport du Secrétaire général (E/3613) donne bien les programmes de travail des divers organismes des Nations Unies pour la Décennie, mais n'explique pas ses objectifs fondamentaux et n'analyse pas non plus les facteurs économiques dont il faut tenir compte pour atteindre les objectifs prévus. Les Nations Unies ont assumé l'obligation d'aider les pays sous-développés à accélérer le rythme de leur croissance économique. A cet effet, il faudrait établir, pour les dix années, puis pour chacune d'elles, des projections des tendances économiques, des investissements, des recettes d'exportation, des courants de capitaux, des problèmes de balance des paiements, des progrès de la coopération technique

internationale et d'autres éléments importants du développement économique. La préparation d'un programme de la Décennie des Nations Unies pour le développement visant à porter à 5% le taux de croissance annuelle du revenu national des pays sous-développés est une tâche qui comporte de grandes responsabilités et que le Secrétariat est parfaitement qualifié pour assumer. Il a perfectionné ses méthodes pour rassembler et élaborer les données statistiques. Les projections et estimations dont il dispose concernant les besoins de capitaux étrangers et d'aide économique des pays en voie de développement devraient lui permettre d'établir un vaste programme pour la Décennie du développement et de préciser les facteurs fondamentaux qui conditionnent la croissance économique.

11. La nature des obligations de la communauté internationale ressort parfaitement des chiffres publiés dans les documents des Nations Unies. Au chapitre V de son rapport, le Secrétaire général arrive à la conclusion que si les besoins d'importation des pays peu développés augmentent au même rythme que leur production totale, ces pays devront accroître leurs exportations de 5% par an, en moyenne, au cours de la Décennie. En fait, le rythme d'expansion a été de 2% seulement au cours de la décennie précédente; même si les termes de l'échange n'évoluent pas dans un sens défavorable, les chances d'arriver à ce résultat minimum paraissent faibles.

12. D'après les chiffres fournis par le GATT, les exportations des pays en voie de développement n'ont augmenté que d'un milliard de dollars environ par an, au cours des huit dernières années. Ce résultat est encore moins satisfaisant si l'on tient compte de l'expansion remarquable des exportations de pétrole brut qui intéressent seulement un petit nombre de pays. Les projections établies par la FAO concernant l'expansion des exportations de produits agricoles montrent que, dans les conditions les plus favorables, ces exportations ne pourront que se maintenir à leur niveau actuel. Les exportations de produits minéraux pourraient augmenter légèrement, mais le volume limité des exportations industrielles ne pourra jamais compenser la lenteur de l'expansion des exportations dans les autres secteurs.

13. Dans le rapport intitulé *Les besoins des pays peu développés en matière d'équipement* (A/AC.102/5)¹, on insiste sur la nécessité d'accroître de plus de 10 milliards de dollars le montant annuel des capitaux étrangers et de l'assistance économique fournis aux pays peu développés. Or, dans son rapport intitulé *Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1951-1959* (A/4906/Rev.1)², le Secrétaire général estime que les entrées nettes de capitaux n'ont augmenté que de 380 millions de dollars par an de 1956 à 1959.

14. Il ressort clairement de ce qui précède que la communauté internationale est encore loin d'avoir trouvé la solution des problèmes que pose le retard économique des pays sous-développés. On voit combien il est important de préparer un programme bien étudié pour la Décennie du développement, qui tienne pleinement

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente: 62.II.D.3.

² Publication des Nations Unies, n° de vente: 62.II.D.1.

compte des facteurs économiques fondamentaux de la croissance envisagée et des tendances probables de l'évolution économique au cours de ces dix années.

15. En conséquence, les Nations Unies devraient faire porter leur activité, au cours de la première année, sur un petit nombre d'objectifs essentiels : suppression des barrières qui entravent l'expansion des exportations des pays en voie de développement vers les pays industriels ; modification progressive de la composition des exportations des pays sous-développés qui ne peuvent pas continuer à exporter uniquement des matières premières ; stabilisation du commerce des produits primaires, grâce à des accords internationaux par produit et à des mesures financières de compensation ; augmentation du montant annuel des capitaux étrangers et de l'aide économique fournis aux pays en voie de développement, qui devrait dépasser le chiffre de 10 milliards de dollars ; enfin, suppression des mesures discriminatoires appliquées par les groupements économiques sous-régionaux.

16. Il est bien évident que les conditions qui régissent actuellement les rapports économiques internationaux devraient être examinées à un échelon plus élevé, et que des décisions appropriées devraient être prises sur le plan politique pour permettre d'accélérer l'exécution du programme de la Décennie. Tel est d'ailleurs le premier objectif de la proposition faite de réunir, en 1963, une conférence économique des Nations Unies chargée d'examiner les problèmes du commerce international.

17. Une conférence économique qui groupe les pays peu développés et les pays dont les échanges ont souffert de la formation de groupements économiques fermés vient de s'ouvrir au Caire. Elle appuiera vigoureusement l'initiative de l'Assemblée générale concernant la réunion d'une conférence économique des Nations Unies.

18. La délégation yougoslave est absolument convaincue que, si l'on entend aborder de façon systématique et avec détermination les tâches énumérées dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, il faut définir avec précision les facteurs qui conditionnent la croissance économique des pays peu développés, faire porter les efforts sur les points où des solutions appropriées doivent être trouvées rapidement et convoquer une conférence économique des Nations Unies. La délégation yougoslave s'est inspirée de ces idées en participant à la rédaction de deux projets de résolution, l'un relatif à l'élaboration d'un programme de coopération économique internationale pour la Décennie des Nations Unies pour le développement (E/L.957) et l'autre à la convocation d'une conférence économique internationale des Nations Unies (E/L.958 et Add.1).

19. M. THOMAS (Royaume-Uni) dit que le Secrétaire général par intérim, dans sa déclaration à la 1214^e séance, ainsi que dans son rapport (E/3613), a suggéré des méthodes par lesquelles l'expérience des Nations Unies pourrait être mise à profit pour répondre aux besoins de la Décennie du développement, avant tout en encourageant la collaboration entre ceux qui détiennent des ressources et des connaissances techniques et ceux qui désirent les utiliser afin de donner à leur propre effort l'impulsion nécessaire.

20. Il est devenu évident qu'il importe de mettre en commun les bienfaits de la prospérité résultant des progrès scientifiques et techniques, et les différents pays, quel que soit leur régime économique et politique, doivent joindre leurs efforts dans une intelligente coopération pour employer leur savoir, leurs connaissances techniques et leurs ressources à augmenter la productivité, accroître les richesses et élever le niveau de vie de tous.

21. Dans le passé, le Conseil a accordé beaucoup d'attention à la question du développement économique, aux problèmes que pose le commerce international, dont dépend la prospérité de tous les pays, qu'ils soient développés ou peu développés, et aux nombreux changements qui se sont produits dans le domaine social. Un système complexe d'organismes internationaux et nationaux a été créé pour traiter de ces questions. Mais il reste encore beaucoup à faire : la faim et le besoin continuent d'exister dans bien des régions. Les pays de production primaire ont bien souvent été freinés dans leur développement par la baisse des prix de leurs exportations. Il y a un besoin urgent de capitaux dans les pays en voie de développement ; mais tout aussi pressant est leur besoin de techniciens, d'administrateurs et de spécialistes.

22. Le Gouvernement du Royaume-Uni a chaleureusement accueilli l'initiative du Président des Etats-Unis qui a conduit à l'adoption unanime de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale par laquelle les Etats Membres ont pris l'engagement de faire, entre 1960 et 1969, un effort plus résolu que jamais pour résoudre les problèmes du développement économique.

23. On a souvent souligné — le Secrétaire général l'a fait maintes fois — que la croissance autonome est la seule base solide de la prospérité et du progrès. C'est elle que les Etats Membres doivent favoriser. En lisant les rapports du Secrétaire général, M. Thomas a été impressionné par la façon dont il y mettait l'accent sur la jeune génération, sur ses besoins et ses aspirations. Les générations futures jugeront le Conseil à ses actes. Il est depuis longtemps manifeste que la population du monde augmente fortement. Il faut se réjouir de ce que le progrès dans le domaine sanitaire ait rendu cette augmentation possible, mais il est évident aussi que l'accroissement de la population du monde constitue un aspect crucial du problème que les Nations Unies tentent de résoudre. C'est ainsi que de nombreux pays qui en sont aux premiers stades de leur développement ont constaté que l'accroissement rapide de leur population absorbait toutes les augmentations qu'ils pouvaient réaliser dans leur production et paralysait leurs efforts pour élever les niveaux de vie. Il ne sera pas possible de résoudre totalement, avant 1970, le problème que pose l'augmentation rapide de la population du monde, mais il se pourrait que les réalisations de la Décennie préparent le succès final des efforts entrepris.

24. Il existe cependant des sujets de satisfaction dans l'œuvre déjà accomplie. Au cours des deux dernières années, le volume des apports en capitaux et en assistance technique aux pays en voie de développement a encore augmenté, et l'on a déployé de nouveaux efforts pour résoudre les problèmes des produits de base. Il convient de noter à cet égard l'activité toujours plus

vigoureuse que déploient la Commission du commerce international des produits de base et le Comité des produits de la FAO, ainsi que les progrès encourageants enregistrés pendant les deux premières années de la Décennie en ce qui concerne la participation aux groupes d'étude des produits de base. On entrevoit aussi la possibilité d'étendre la portée des ententes relatives aux différents produits, comme le montrent l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur le café et la préparation d'une conférence sur le cacao. Pour ce qui est des problèmes que posent les produits de base, il n'existe pas de véritable solution de rechange qui puisse remplacer l'étude par produit, pour concilier les intérêts des producteurs et des consommateurs et réaliser la stabilité en la fondant sur un équilibre à long terme entre l'offre et la demande. Si les nations abordent les problèmes dans un véritable esprit de coopération et exécutent les engagements pris sur le plan international, on est en droit d'espérer des progrès qui seront à l'avantage de tous.

25. Beaucoup d'autres graves problèmes se posent au réseau d'organisations internationales qui s'est créé autour de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées dans les domaines économique, social et technique. Toutes ces organisations ont fonctionné d'une façon suivie et ont accumulé un vaste fonds de connaissances pratiques. Elles ont été soutenues dans leur tâche par un immense effort des gouvernements, en tête desquels viennent les Etats-Unis, pour accroître le courant des ressources matérielles et techniques vers les parties du monde qui en ont le plus besoin. Au cours des dernières années, les apports financiers en tous genres provenant de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord se sont maintenus à une moyenne annuelle voisine de 7 milliards de dollars, tandis que les prêts de la BIRD se sont élevés à plus de 500 millions de dollars par an. Ces sommes considérables ont été efficacement complétées par les opérations de l'Association internationale de développement (AID) qui a déjà accordé de nombreux crédits à long terme, pratiquement sans intérêt. Les ressources de l'AID devront incontestablement être augmentées au cours de la Décennie, et le Royaume-Uni espère jouer son rôle là aussi.

26. M. Thomas a été très heureux de constater que le rapport du Secrétaire général accordait toute la place voulue aux capitaux privés dans le financement du développement. Au Royaume-Uni, d'importants capitaux privés sont traditionnellement investis chaque année dans le développement des pays d'outre-mer, selon une saine pratique qui se révèle profitable à tous les intéressés; en fait, une grande partie des progrès réalisés au XIX^e siècle n'auraient pu l'être sans les investisseurs privés, qui constituent encore le principal soutien des entreprises nouvelles dans tous les pays. Mais cela ne suffit pas, et l'aide supplémentaire nécessaire au cours de la Décennie du développement doit être fournie par les gouvernements, soit par l'intermédiaire des arrangements multilatéraux existants, soit directement.

27. La participation du Royaume-Uni à l'assistance multilatérale peut soutenir la comparaison avec celle de n'importe quel Etat Membre. De même, sur le plan de

l'aide bilatérale, il a assumé de très lourds engagements, et il donne le maximum de ce qu'il peut fournir sans compromettre la sécurité de la livre sterling. Il continuera de le faire dans les années à venir, en réglant son effort en fonction de sa situation économique. Dans la mesure du possible, il se joindra aux autres gouvernements pour faire en sorte que l'effort commun ait le maximum d'effet. D'ailleurs, depuis 1960, il verse quelque 800 millions de dollars par an en capitaux aux pays peu développés.

28. Mais l'expérience a montré qu'il ne suffit pas de fournir des capitaux et de livrer du matériel. Le volume d'assistance a fortement augmenté, et l'un des principaux problèmes est de mettre au point de meilleures techniques pour assurer que ces ressources seront utilisées au mieux pour répondre aux besoins les plus urgents des pays bénéficiaires. Dans l'action menée pour accélérer le progrès vers une croissance autonome, l'impulsion principale devra nécessairement venir des pays intéressés eux-mêmes. Les pays en voie de développement doivent inventorier et mobiliser leurs ressources; les Nations Unies pourraient les y aider encore davantage au moyen d'études sur la mobilisation et l'accroissement de l'épargne nationale.

29. Il importe que ces pays accélèrent leurs programmes d'enseignement et de formation et qu'ils acquièrent des connaissances nouvelles, qu'ils entreprennent de courageuses réformes intérieures, dont les moindres ne sont pas les réformes fiscales, financières et agraires. Il importe aussi qu'ils renforcent l'appareil gouvernemental afin de pouvoir, grâce à une planification réaliste et à une administration efficace, tirer le parti maximum de toutes les ressources dont ils disposent. En l'absence de telles mesures, les capitaux et l'équipement fournis par les autres pays ne suffiront pas à leur assurer une croissance durable. C'est en les aidant à s'équiper et à mobiliser tout leur potentiel, que les Nations Unies peuvent apporter une contribution particulièrement importante à la Décennie du développement. M. Thomas a été très heureux de lire, dans le rapport du Secrétaire général, que la coopération technique constitue l'un des principaux instruments dont disposent les Nations Unies pour atteindre les objectifs de la Décennie du développement. L'Organisation des Nations Unies peut aussi jouer un rôle extrêmement important comme lieu de rencontre où les Etats Membres ont la possibilité d'étudier ensemble les obstacles particulièrement graves que des conflits d'intérêts économiques entre les pays mettent parfois au développement.

30. Le Royaume-Uni, pour sa part, a pris, depuis le début de la Décennie, d'importantes mesures en ce qui concerne ses programmes d'assistance technique; il a créé à l'échelon ministériel un nouveau service doté d'un budget annuel de près de 90 millions de dollars qui est chargé de la direction des programmes britanniques de coopération technique. Il a pour tâche non seulement de dispenser l'aide, mais de stimuler les activités de tous genres, publiques ou privées, qui, au Royaume-Uni, tendent à la réalisation des objectifs qui ont été fixés à la Décennie du développement. Pour ce qui est de l'avenir immédiat, ce nouveau service se propose de fournir le genre d'aide que les gouvernements des pays

en voie de développement demanderont eux-mêmes. C'est aux pays bénéficiaires qu'il appartient d'indiquer l'aide dont ils ont besoin et de préciser dans quel ordre de priorité. Les autres Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies et les institutions apparentées ont évidemment leurs propres programmes de coopération technique, et les gouvernements des pays en voie de développement sont libres de rechercher la forme d'aide qu'ils veulent et d'avoir recours aux sources d'assistance de leur choix.

31. Le représentant du Royaume-Uni note avec satisfaction l'importance que le Secrétaire général donne au programme relatif à l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (OPEX). Le Gouvernement britannique estime qu'une part croissante des fonds disponibles pour la coopération technique, notamment dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, doit être consacrée à cette forme d'assistance. Dans certains pays en voie de développement, ce qui fait le plus défaut, ce sont des administrateurs et des cadres supérieurs capables d'assurer le fonctionnement de l'appareil administratif de l'Etat en attendant que le pays possède en nombre suffisant un personnel local qualifié pour prendre la relève. Dans ce cas, les cadres étrangers seraient placés sous l'autorité directe des gouvernements auprès desquels ils seraient détachés et appliqueraient la politique de ces gouvernements.

32. Pour juger de l'importance que le Gouvernement du Royaume-Uni consacre à cette forme d'assistance il suffit de noter qu'il consacre quelque 45 millions de dollars par an à un plan de ce genre (*Overseas Service Aid Scheme*), en application duquel 16 000 fonctionnaires britanniques sont détachés auprès de gouvernements qui ont besoin de leurs services. L'une des principales caractéristiques de ce plan est que les fonctionnaires en question ne restent que jusqu'au moment où le personnel local compétent est prêt à les relever et qu'ils ont essentiellement pour mission de former ceux qui doivent leur succéder en leur communiquant leur expérience et leurs connaissances.

33. En tant que dispensateurs d'une aide technique, les pays donateurs, l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui lui sont rattachées doivent reconnaître que c'est aux pays bénéficiaires qu'il appartient de fixer l'ordre de priorité de leurs besoins et d'indiquer le genre d'assistance qu'ils sont disposés à accepter et celle qu'ils doivent refuser. Les pays bénéficiaires doivent parfois opérer une réorganisation sociale et économique qui ne va pas sans peine; les Nations Unies pourraient peut-être accroître leur participation, déjà importante dans ce domaine, en étudiant les rapports entre les comportements sociaux et la croissance économique.

34. Dès le début de la Décennie, on s'est beaucoup préoccupé, comme le prouve notamment la Charte de Punta del Este, des problèmes sociaux dans leurs rapports avec le développement. En fait, on admet un peu partout que les réformes sociales, financières et administratives vont en général de pair avec le développement économique. Mais cela ne se fait pas sans difficulté. Il faut d'un côté beaucoup de courage et de l'autre une grande compréhension pour arriver à établir une coopération

satisfaisante entre les pays industriels et les pays non industriels.

35. Le succès des programmes de coopération technique des Nations Unies dépend nécessairement du montant des ressources disponibles. Le Royaume-Uni fera, comme il l'a fait jusqu'ici, tout ce qu'il pourra pour contribuer à ces programmes aussi largement que le lui permettra sa situation économique, et M. Thomas espère que tous les pays industrialisés participeront dans toute la mesure de leurs possibilités aux programmes des Nations Unies afin de les doter des moyens et de la souplesse nécessaires.

36. Passant à la question de la planification économique, M. Thomas dit que de très nombreux pays ont déjà dressé des plans économiques, bien souvent avec le concours de la Direction des opérations d'assistance technique des Nations Unies. Il va sans dire que l'élaboration de ces programmes pose des problèmes extrêmement variés selon la situation où se trouve le pays intéressé, et M. Thomas est heureux de constater que le Secrétaire général n'a pas tenté d'établir des règles rigides fixant les tâches de chacune des institutions des Nations Unies. Le rapport du Secrétaire général insiste avec juste raison sur les fonctions de direction qui incombent au Siège. Le représentant du Royaume-Uni note cependant que l'on reconnaît pleinement l'importance du rôle que les commissions économiques régionales sont appelées à jouer pour faciliter l'élaboration de plans ou de projets à l'échelon régional. Le Gouvernement britannique s'est toujours montré favorable aux initiatives prises par les pays en voie de développement pour aborder, lorsqu'il convient, leurs problèmes économiques sur le plan de la région; c'est ainsi qu'il participe à l'exécution de projets régionaux, tels que l'entreprise du Mékong et le projet d'aménagement du bassin de l'Indus. Il reste néanmoins beaucoup à faire sur le plan de la coopération régionale pour éliminer toute concurrence inutile pour des marchés restreints ou des ressources limitées.

37. Il y aurait également beaucoup à gagner à mieux coordonner l'aide à la source. En organisant des consortiums, la BIRD a pris une initiative extrêmement utile: c'est une tâche énorme qui demande du personnel très compétent et exige un gros travail de coordination et de négociation entre pays. Il est évident que lorsque plusieurs pays se proposent de venir en aide à une région ou à un pays donné, il y a tout intérêt pour le bénéficiaire à ce que les pays donateurs travaillent de concert.

38. On se demande parfois si l'appareil d'assistance et de coopération est suffisant. M. Thomas le pense et irait même jusqu'à dire que le dispositif édifié depuis 1945 serait plutôt trop compliqué. Indépendamment du fait qu'il serait fâcheux d'ajouter des rouages inutiles à un mécanisme déjà fort complexe, il devient de plus en plus difficile de trouver du personnel ayant l'expérience voulue. Il faut, non pas créer des organismes nouveaux, mais mieux utiliser ceux qui existent déjà, avec toutes les possibilités qu'ils offrent.

39. L'un des grands objectifs de la Décennie doit être d'aider les pays en voie de développement à diversifier leur économie et à stimuler leur production industrielle et agricole. Sur ce point encore, M. Thomas estime que

les organisations internationales et nationales énumérées dans le rapport du Secrétaire général peuvent suffire à la tâche. C'est à juste titre qu'une grande place est faite à l'industrialisation dans les débats du Conseil. L'expérience montre que la croissance économique et la prospérité vont de pair avec le développement de l'industrie, à condition que celle-ci repose sur des bases saines et que les ressources agricoles ne soient pas négligées. M. Thomas pense que la nouvelle révolution industrielle qui a commencé en 1945 se poursuivra à un rythme rapide avec l'aide des pays industrialisés depuis longtemps et que la prospérité croissante des pays très développés apportera des possibilités et une richesse nouvelles aux pays qui le sont moins. Il se félicite des mesures prises pour renforcer le rôle des Nations Unies dans ce domaine, et il croit que la conférence sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, qui doit se tenir en 1963, marquera un progrès considérable dans la suite des efforts entrepris par les Nations Unies pour faire participer les pays en voie de développement aux bienfaits de la science et de la technique moderne.

40. Il y a à tout cela une condition, cependant : c'est que rien ne vienne interrompre les courants commerciaux. Depuis toujours, le Royaume-Uni vit de son commerce extérieur et depuis toujours il est attaché à la doctrine du libre-échange. Avec les pays amis, il a fait tout ce qui était en son pouvoir depuis la guerre pour rétablir les courants d'échanges internationaux et pour assurer la liberté des paiements. Les partenaires commerciaux du Royaume-Uni dans l'Association européenne de libre-échange (AELE) poursuivent les mêmes objectifs et veulent contribuer dans toute la mesure de leurs moyens à l'expansion des échanges et au renforcement de leurs liens commerciaux avec les pays restés en dehors de l'AELE. M. Thomas est certain que l'on peut en dire autant des pays de la Communauté économique européenne; c'est ce qu'exprime en effet très clairement le préambule du Traité de Rome, tandis que l'article 110 de ce même Traité et l'article 2 d) de la Convention instituant l'AELE confirment en termes à peu près identiques l'obligation où sont les membres de ces deux groupements de travailler au développement harmonieux du commerce mondial et à l'abaissement de tous les obstacles au commerce. La Communauté économique européenne et l'AELE sont les symboles de la vigueur et de la souplesse de l'économie européenne. La Communauté est déjà dans le monde le principal importateur d'un grand nombre de matières premières et de produits tropicaux provenant des pays en voie de développement. Ses membres ont en outre généreusement aidé, non seulement les territoires qui leur étaient associés, mais encore d'autres pays ou territoires dans leur effort de développement. Comme le Royaume-Uni, les membres de la Communauté affectent en fonds publics ou privés beaucoup plus de 1 %, et dans certains cas plus de 2 %, de leur produit national brut aux pays en voie de développement, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions internationales. Il en est de même des Etats-Unis.

41. Les vastes zones d'échanges commerciaux sont appelées à un grand avenir. Le commerce intra-régional,

en Amérique latine par exemple, peut offrir beaucoup d'avantages, et l'on peut en dire autant de l'AELE et de la Communauté économique européenne. Le représentant du Royaume-Uni a la conviction que ces groupements seront une source de richesse et de prospérité et fourniront aux tiers de nouvelles possibilités d'exportation.

42. Bien entendu, la structure des échanges se modifiera à mesure que leur volume augmentera. Le Royaume-Uni, par exemple, comprend fort bien qu'il faudra acheter des quantités croissantes de produits industriels aux pays en voie de développement, qui ne peuvent rester tributaires de leurs exportations d'un petit nombre de produits primaires. Il se peut que cela exige des réadaptations pénibles, mais ce sont là des conséquences secondaires inévitables de la transformation qui s'opère actuellement dans le monde.

43. Il existe un lien étroit entre les activités du GATT et celles de l'Organisation des Nations Unies; le GATT prend une large part aux tâches de l'Organisation que le Conseil est en train de passer en revue. Le GATT a été d'une très grande utilité au commerce mondial. Il n'est rattaché à aucun groupement économique régional, et c'est la seule tribune internationale où non seulement les pays de production primaire mais aussi les nations industrielles et les pays agricoles peuvent venir exposer leurs problèmes et espérer les voir examiner dans un esprit d'équité. Le GATT a beaucoup travaillé à la suppression des restrictions quantitatives; dans les pays très développés, leur élimination est déjà très avancée et l'abaissement des tarifs douaniers se poursuit régulièrement, dans l'intérêt des Parties contractantes au GATT comme dans celui de nombreux pays tiers. 90 % des échanges mondiaux sont régis par les règles établies par le GATT, et il est encourageant de voir combien a augmenté le nombre des pays peu développés qui sont devenus parties au GATT.

44. M. Thomas appelle en particulier l'attention du Conseil sur la Déclaration concernant la promotion du commerce des pays moins développés, approuvée par les ministres des Parties contractantes au GATT au cours de leur réunion de novembre 1961. C'est un document important, qui montre la voie à suivre : tous les pays, industrialisés ou non, s'accordent à le reconnaître. Les questions dont il traite sont au centre d'une grande partie des discussions sur la Décennie du développement, et son importance tient encore à ce qu'il ne représente pas une simple déclaration d'intention : les pays industrialisés y reconnaissent qu'il est de leur devoir de venir en aide aux pays peu développés, aussi bien en commerçant avec eux qu'en leur fournissant une assistance. Et surtout, il marque une évolution du GATT, devenu aujourd'hui le lieu où sont examinées et mises au point les décisions à prendre sur l'une des questions les plus importantes de notre époque, à savoir la coopération à instituer entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement pour assurer une plus grande prospérité dans le monde.

45. M. Thomas déclare en terminant que la Décennie des Nations Unies pour le développement constitue pour tous les Etats Membres une occasion extraordinaire; celle de resserrer davantage encore leurs liens de

coopération et de travailler véritablement dans l'esprit de la Charte. On ne peut évidemment pas s'attendre à des miracles, mais s'il y a de la bonne volonté, de la loyauté dans la coopération et de la persévérance dans l'effort, on pourra faire beaucoup pour que la prospérité et le bien-être de l'humanité s'édifient sur des bases durables.

46. M. PATIÑO (Colombie) souligne que l'Organisation des Nations Unies, en prenant part à la bataille du développement, s'identifie à l'une des entreprises les plus significatives, les plus authentiques et les plus durables de l'époque moderne, car elle a pour objet, selon les termes de l'historien Arnold Toynbee, d'impartir les bienfaits de la civilisation à l'immense majorité de la race humaine.

47. En examinant le programme de la Décennie du développement, le Conseil s'acquitte d'un important devoir et répond aux grandes espérances mises en lui. Mais sa responsabilité n'a jamais été aussi grande. Il dispose, dans cette tâche, du remarquable rapport du Secrétaire général et des réponses constructives des institutions spécialisées (E/3613/Add.1) et des gouvernements (E/3613/Add.2 et 3). Le désir et la volonté de coopération des Etats-Unis d'Amérique, manifestés par leur représentant à la 1214^e séance, permettent d'espérer que le Conseil s'acquittera du mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale, aux termes de la résolution 1710 (XVI), dont la Colombie a été l'un des auteurs. Dans la section A du chapitre I de son rapport, le Secrétaire général souligne que la réforme sociale et la stratégie économique constituent les deux faces d'une même médaille, la stratégie unique du développement, idée qui a fini par s'imposer et se traduit par l'expression « développement économique et social équilibré ». En d'autres termes, le problème des pays sous-développés n'est pas simplement un problème d'expansion, mais un problème de développement. Le développement, c'est l'expansion plus la transformation; la transformation, de son côté, est sociale et culturelle autant qu'économique, et qualitative autant que quantitative. Le Secrétaire général ajoute qu'on ne devrait plus désormais avoir à parler de « développement économique et social », puisque le développement — distinct de l'expansion — doit automatiquement englober les deux notions.

48. Le rapport attache, à juste titre, une grande importance à la planification du développement et à la coopération de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées avec les gouvernements dans ce domaine.

49. En tant que bénéficiaire de l'assistance technique des Nations Unies, la Colombie apprécie l'intensification de ces activités et, en particulier, la création du Centre des projections et de la programmation économiques conformément à la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale. Les travaux du Centre et des instituts régionaux de planification, ainsi que les programmes d'assistance technique des Nations Unies, y compris ceux des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées, permettront de rassembler les connaissances nécessaires pour une meilleure utilisation des ressources. On voit quelle importance l'assistance des Nations Unies a

pour les pays américains, puisque la préparation et l'exécution de plans de développement sont un aspect essentiel des responsabilités qu'impose à ces pays la Charte de Punta del Este.

50. La position des pays industriels à l'égard de la coopération économique internationale a subi, pendant les dix dernières années, de profondes transformations qui permettent notamment d'envisager avec espoir le renforcement de l'AID et la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies. En matière financière, on s'est rendu compte que le secteur public doit remplacer le secteur privé comme source principale d'investissements dans les pays en voie de développement; on accroît les investissements internationaux dans les domaines où naguère on n'aurait jamais envisagé d'en faire parce qu'ils ne sont pas directement rentables, comme l'éducation ou la santé publique, et l'on autorise les remboursements en monnaies faibles.

51. Cependant, ces transformations favorables n'ont pas eu d'influence sur le commerce international, et la détérioration continue des termes de l'échange limite le développement économique des pays exportateurs de produits primaires et compromet les progrès réalisés sur le plan technique ou financier. Dans son dernier rapport (E/3644), la Commission du commerce international des produits de base signale qu'en 1961 le pouvoir d'achat de ces pays, exprimé en articles manufacturés, a diminué de 2% par rapport à 1960, de 17% par rapport à 1953 et de 27% par rapport à 1950. Tant que ce phénomène se poursuivra, il est impossible de penser qu'il puisse y avoir de véritable progrès. Le succès de la Décennie dépend essentiellement de changements radicaux dans les conditions du commerce international, et notamment de l'élimination des obstacles anachroniques qui entravent l'échange des produits de base (droits de consommation élevés, tarifs douaniers, monopoles d'Etat, traitements discriminatoires, restrictions à l'importation).

52. M. Patiño prend note cependant avec satisfaction de la résolution 1707 (XVI) par laquelle l'Assemblée générale demande instamment aux pays industriels de tenir dûment compte, dans leurs politiques commerciales, des intérêts des pays en voie de développement et de leur accorder des avantages sans exiger toujours la réciprocité. D'autre part, la Déclaration concernant la promotion du commerce des pays moins développés, approuvée en novembre 1961, exprime l'intention des Parties contractantes au GATT de réduire les obstacles aux exportations des pays en voie de développement.

53. Dans le même ordre d'idées, il est essentiel de stabiliser les cours mondiaux des produits de base tout en les relevant. On ne peut différer une action vigoureuse dans ce sens et laisser prévaloir la loi de l'offre et de la demande sans condamner les pays exportateurs de produits primaires à des niveaux de vie indignes d'être humains et faire échec à la Déclaration des Parties contractantes au GATT. L'un des objectifs de la Décennie est précisément d'abolir ces prétendues lois et de bâtir un nouvel ordre économique conforme aux tendances irrévocables de l'histoire moderne. La Conférence des Nations Unies sur le café, qui se tient actuellement au Siège, pourrait être l'un des événements les plus riches

de promesses à marquer le début de la Décennie du développement. L'étude de mesures financières destinées à compenser automatiquement les fluctuations des recettes provenant d'exportations de produits de base, que la Commission du commerce international des produits de base a faite à sa dixième session (E/3644, section II), correspond au genre d'initiative qu'il convient de prendre par priorité pendant la Décennie.

54. La délégation colombienne est également d'avis que d'importants progrès doivent être réalisés dans le domaine de l'industrialisation des pays sous-développés, car l'expansion des échanges est moins une fin en soi que le moyen de développer leur industrie. Il importe donc que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées accroissent dans toute la mesure du possible leur assistance directe à ce titre. Devant la disproportion qui existe entre les efforts de ces organisations dans le domaine de l'industrialisation et ceux qu'elles déploient dans d'autres domaines, la délégation de la Colombie, avec celle du Brésil notamment, a insisté, au Comité du développement industriel et ailleurs, sur la nécessité d'intensifier l'assistance technique en créant une institution spécialisée pour le développement industriel. Cette proposition est actuellement étudiée par le Comité consultatif d'experts constitué en application de la résolution 873 (XXXIII) du Conseil. Il faut se féliciter de la création du poste de commissaire des Nations Unies au développement industriel.

55. La Colombie, qui a fait du développement son but national, et a participé avec enthousiasme aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, voit avec espoir les entreprises auxquelles l'Organisation convie maintenant les nations, car le développement est le mandat impératif de la Décennie qui s'ouvre.

56. M. DESAI (Inde) dit que l'Inde vient de terminer la première décennie de son développement planifié; la seconde, qui coïncidera avec la Décennie des Nations Unies pour le développement, sera une phase décisive des efforts déployés pour venir à bout de la misère extrême dans laquelle vivent des millions d'Indiens. Il est bon que, par sa résolution 1710 (XVI), l'Assemblée générale ait appelé l'attention sur ce qui sera sans aucun doute le problème mondial le plus vital pour une ou deux générations encore. Statisticiens et économistes répètent depuis longtemps que les ressources naturelles sont mal réparties et que l'écart créé par le progrès scientifique et technique s'accuse plus qu'il ne diminue, mais il importe de se rappeler que ce dont les régions pauvres du monde sentent le plus grand besoin, c'est moins de parvenir à l'égalité économique avec les régions riches que d'acquiescer un sentiment de dignité et de fierté en se libérant de la crainte de la disette. Peu importe que les pays déjà prospères continuent à progresser pourvu que les pays pauvres puissent constater une amélioration constante de leurs propres conditions de vie. Où qu'il se produise, le progrès conduira au progrès partout.

57. Le représentant de l'Inde est certain que tôt ou tard le problème de la misère sera résolu, même si les populations des pays moins avancés doivent progresser par leurs propres efforts, sans concours extérieur, parce que les moyens de vaincre la pauvreté existent grâce à l'œuvre

des savants et des techniciens. Les nations ne sont pas destinées à rester pauvres et dépendantes. Au reste, le souffle de l'évolution politique a passé à peu près sur le monde entier; dans le court espace d'une quinzaine d'années, l'indépendance politique est devenue une réalité dans la majeure partie de l'Asie et de l'Afrique, et ceux qui étudient l'histoire savent que ce phénomène sera suivi d'un progrès économique.

58. Bien que ce soit sans doute aux pays en voie de développement eux-mêmes de porter le plus lourd fardeau qu'impose le développement, les membres de la communauté des nations devraient contribuer à atténuer les tensions inévitables que ce processus comporte, l'une des plus dures exigences de ce processus étant que le développement à venir ne peut être assuré que si l'on renonce aux fruits du développement présent. En outre, une nation réduite à ses propres moyens risque de se replier à l'excès sur elle-même, ce qui s'accorde mal avec le régime de compréhension internationale que les Nations Unies s'efforcent d'édifier.

59. L'Assemblée générale, dans sa résolution 1710 (XVI), a reconnu la nécessité d'une action internationale; il est donc essentiel d'examiner les mesures précises qu'il faut prendre pour atteindre l'objectif fondamental de cette résolution. Pour montrer combien ce but est modeste, il suffit de signaler que, si l'on réussissait dès 1970 à augmenter de 5% par an le revenu national, le revenu par habitant dans un pays comme l'Inde serait encore inférieur à 100 dollars par an.

60. La délégation indienne fait siennes les propositions d'action commune énoncées dans le rapport du Secrétaire général (E/3613), et elle est d'accord avec le représentant des Etats-Unis sur un grand nombre des idées qu'il a exposées à la 1214^e séance. Il est clair que c'est aux pays en voie de développement eux-mêmes qu'incombe au premier chef la responsabilité de lancer des programmes de développement et de fournir les ressources qui permettront de les mener à bien, mais les pays plus prospères et la communauté des nations dans son ensemble pourraient compenser les insuffisances auxquelles les pays peu développés ne peuvent remédier sans aide. En tête de l'ordre de priorité doit venir l'expansion du commerce et de l'assistance.

61. Bien que, depuis quelque temps, on s'intéresse de plus en plus à l'expansion du commerce des pays en voie de développement, les progrès réalisés dans l'application de politiques unanimement approuvées au sein de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées ont été lents. La première mesure que les pays industrialisés pourraient prendre pour aider les autres à s'aider eux-mêmes serait de supprimer les barrières qui font actuellement obstacle aux exportations, c'est-à-dire les droits de douane, les contingentements, les taxes intérieures et les formalités administratives. Ces restrictions sont imposées pour des raisons de protectionnisme par des pays qui redoutent le bouleversement de certains secteurs de leur économie. Il est paradoxal que les pays riches et avancés du point de vue technique, qui sont bien placés pour produire les produits les plus complexes, persistent à protéger leur production d'articles manufacturés plus simples, que les pays moins industrialisés

peuvent fabriquer dans de meilleures conditions. Cette politique est coûteuse et fait un tort immense aux pays en voie de développement.

62. Le représentant de l'Inde approuve entièrement ce qui a été dit dans le rapport du Secrétaire général et au cours de la discussion concernant l'importance des ententes relatives aux produits de base pour assurer l'équité des termes de l'échange. Mais ce n'est pas seulement grâce à l'exportation des produits de base que les pays en voie de développement peuvent parvenir à une économie viable. Ils doivent aussi pouvoir trouver des débouchés pour leurs produits transformés, leurs marchandises semi-manufacturées et leurs objets de fabrication simple. Autrefois, leurs produits bénéficiaient d'un régime préférentiel sur les marchés des pays industrialisés avec lesquels ils entretenaient des relations politiques d'un caractère spécial, mais ce régime a pâti du fait qu'il faisait des discriminations entre pays en voie de développement et les rendait tributaires d'un marché donné. Ce type d'arrangement ne devrait pas se perpétuer, mais le principe qui consiste à permettre aux pays peu développés de vendre leurs produits aux pays industriels dans des conditions particulièrement favorables vaut la peine d'être sauvegardé.

63. Bien que le volume de l'assistance financière ait un peu augmenté, il reste beaucoup à faire dans ce domaine. On considère que l'apport net de fonds à long terme provenant des pays développés n'atteint pas 1 % du total des revenus nationaux des pays économiquement avancés, ce qui était l'objectif fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1522 (XV). Lorsqu'on évalue le montant des ressources financières apportées par les pays développés aux pays moins développés, il est nécessaire de déduire certains remboursements et services d'intérêts sur des emprunts précédents, les fonds transférés aux pays sous-développés à des fins de défense, ainsi que les dépenses engagées dans les territoires dépendants pour l'administration et la sécurité. Le représentant de l'Inde demande instamment que les statistiques des Nations Unies soient rectifiées comme il convient.

64. Le revenu national des pays riches est près de dix fois supérieur au revenu total des pays en voie de développement et augmente au rythme d'environ 5 % par an. En chiffres absolus, cette augmentation annuelle est d'environ 45 à 50 millions de dollars. L'assistance supplémentaire nécessaire pour atteindre le niveau de 1 % du revenu national représente donc à peine un dixième de l'augmentation annuelle du revenu des pays avancés, de sorte que le sacrifice demandé à ces pays ne devrait pas être au-dessus de leurs forces.

65. Les conditions dans lesquelles l'assistance est accordée ne sont pas moins importantes que le volume de cette assistance; ce qu'il faut, ce ne sont pas des prêts au sens commercial ordinaire du terme. Les taux d'intérêt et les conditions de remboursement ne devraient pas constituer un fardeau excessif, et c'est la reconnaissance de ce principe qui a conduit à la création de l'AID, complément de la BIRD, et qui a déterminé la politique de plusieurs pays évolués. Néanmoins, les pratiques varient beaucoup, et l'application de principes déjà admis a été lente. Malgré les efforts de la BIRD, on n'a

guère réussi à augmenter les ressources de l'AID, et le projet de création d'un fonds d'équipement des Nations Unies n'a pas encore recueilli l'approbation des pays dont l'appui est indispensable.

66. Il est impossible de rembourser une dette internationale sinon par des excédents d'exportations, et les pays en voie de développement rapide connaîtront probablement des difficultés de balance des paiements pendant des années encore. Leur capacité de remboursement sera limitée tant qu'ils n'auront pas beaucoup progressé, et elle dépendra de l'élargissement de leurs marchés d'exportation. La plupart des pays qui offrent des crédits aux pays en voie de développement insistent, en vue de sauvegarder la position de leur propre balance des paiements, pour lier l'octroi de ces crédits à l'obligation d'effectuer des achats dans le pays créancier. On pourrait soutenir que, réciproquement, les remboursements, lorsque les prêts y donnent lieu, devraient être fonction d'achats effectués dans le pays emprunteur.

67. L'accord est réalisé sur les objectifs fondamentaux de la Décennie du développement, et l'on sait que la communauté des nations, dans son ensemble, dispose des ressources permettant d'arriver au type de croissance envisagé par la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Le moment est venu d'agir avec courage, détermination et foi.

68. M. SEN (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), rappelant que la FAO a participé à l'élaboration des propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général, indique que ses observations porteront surtout sur leur application. La Décennie des Nations Unies pour le développement, qui semble avoir l'agrément de tous les Etats Membres, exigera des efforts redoublés de la part des gouvernements comme de celle des organisations internationales. Pour les pays sous-développés, le processus du développement consiste en fait à accroître, au moyen d'investissement de capitaux, d'une meilleure organisation et de diverses formes d'encouragements, le nombre des personnes employées à des tâches productives. L'inégalité qui existe actuellement entre les pays avancés et les pays peu développés ne va pas en s'atténuant. Entre 1950 et 1959, le revenu brut s'est accru en moyenne de 3 % par an dans les régions peu développées. Mais, en raison de l'accroissement démographique, le revenu par habitant n'a augmenté que de 1 % par an — soit un dollar des Etats-Unis environ — tandis qu'aux Etats-Unis et dans les pays membres de la Communauté économique européenne, les revenus moyens ont accusé, au cours de la même période, une hausse de plus de 20 dollars par an.

69. Le problème a été rendu plus complexe par le fait que près d'un milliard de personnes ont vu leur pays accéder à l'indépendance depuis la guerre et qu'au premier plan de leurs revendications figure l'élévation de leur niveau de vie. Heureusement, les pays évolués montrent qu'ils comprennent de mieux en mieux les difficultés auxquelles se heurtent les pays peu développés et qu'ils sont résolus à les aider à réaliser une croissance économique autonome.

70. Au cours des dix années écoulées, le mouvement net des capitaux et l'aide fournie par les pays avancés aux pays en voie de développement sont demeurés nettement insuffisants; malgré l'accroissement considérable enregistré ces dernières années, ils représentent moins de 1% du revenu national global des pays riches. M. Sen espère que les mesures qui seront prises dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement contribueront à redresser cette situation.

71. Du fait de sa mission, la FAO, plus que tout autre institution internationale, est aux prises avec le problème le plus grave qui se pose aux hommes : nourrir la population toujours plus nombreuse du globe. Une étude faite récemment a révélé que quelque 500 millions de personnes ne consomment pas assez de calories tandis qu'un milliard d'autres sont sous-alimentées ou souffrent de carences alimentaires. La question est d'autant plus grave qu'au cours des dix dernières années, les taux d'accroissement démographique ont été relativement élevés (2 à 2,5% par an) et qu'ils atteindront probablement 2,5 à 3% avant la fin de la présente décennie. Si l'accroissement démographique se poursuit à ce rythme, il faudra, d'ici la fin du siècle, doubler les approvisionnements actuels en vivres si l'on veut maintenir les niveaux actuels de nutrition, déjà insuffisants, et il faudra les tripler dans bon nombre de régions sous-développées pour y obtenir une amélioration, même modeste. On devra s'attaquer à ce problème avec toutes les ressources matérielles et techniques dont on dispose.

72. La Décennie du développement devrait avoir pour thème principal la suppression de la faim, pour mettre un terme à l'une des pires souffrances de l'homme et faire disparaître l'une des principales causes d'instabilité dans le monde. Dix années ne suffiront peut-être pas pour atteindre cet objectif, mais des mesures prises sur le plan national alliées à une action internationale concertée permettraient certainement de jeter des fondements solides pour l'avenir. Le but proposé par l'Assemblée générale — un taux de croissance annuelle du revenu global de 5% — représente le minimum auquel les pays en voie de développement devraient tendre; il ne faut pas oublier que pour la plupart des pays peu développés, cela se traduirait par une augmentation annuelle d'à peine plus de 2 dollars par habitant. Mais une telle augmentation, même aussi modeste, exigera un apport substantiel de moyens financiers supplémentaires et diverses mesures de soutien, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Une autre question à peine moins importante est celle de la répartition des ressources éventuellement disponibles. De l'avis de M. Sen, cette répartition devrait se faire suivant un plan général de développement qui ferait une très large place à l'agriculture. En effet, si l'on veut atteindre le taux de 5% prévu, il faut que le taux de croissance global du secteur agricole soit de l'ordre de 4 à 4,5%. L'amélioration des méthodes agricoles doit permettre aux pays en voie de développement, non seulement d'assurer et d'améliorer l'alimentation d'une population en expansion, mais aussi de libérer la main-d'œuvre nécessaire au développement industriel et de se procurer, grâce aux exportations, les devises dont ils ont besoin pour financer leurs importations, leurs investissements et leur équipement. Tel a été, au XIX^e siècle, le

rôle joué par l'agriculture dans le plus grand pays agricole du monde, les Etats-Unis d'Amérique.

73. Dans la section A du chapitre IV de son rapport, le Secrétaire général énonce certains objectifs généraux, en ce qui concerne les besoins nutritionnels et les disponibilités alimentaires, pour la présente décennie et celles qui suivront; il prévoit que les disponibilités alimentaires devraient s'accroître de 2% par an au cours des dix prochaines années. Une tâche spéciale incombe donc à la FAO. Par sa résolution 1496 (XV), l'Assemblée générale a pleinement approuvé la Campagne mondiale contre la faim que la FAO a lancée en 1960. Il faut espérer que le programme alimentaire mondial, entrepris conjointement, à titre expérimental, par l'ONU et la FAO pour favoriser le développement économique et social, marquera le début d'une action beaucoup plus vaste dans les années à venir. Il va sans dire que la FAO continuera de collaborer avec l'ONU et les autres institutions spécialisées dans divers domaines, mais c'est dans le cadre de la Campagne mondiale contre la faim qu'elle apportera sa contribution majeure, car à l'occasion de cette dernière, elle a réorganisé toutes ses activités et compte désormais faire une plus large place à l'éducation et à la formation et aider les Etats membres à constituer des appareils administratifs efficaces et à rénover leurs institutions (réforme agraire, par exemple). En outre, la FAO se consacrera davantage à la planification globale du développement agricole à moyen terme et à long terme.

74. La FAO s'attachera tout particulièrement à étudier la meilleure utilisation des ressources limitées en terre et en eau dont on dispose, afin de donner une base solide aux mesures qui devront être prises pour satisfaire la demande accrue de produits alimentaires et de matières premières.

75. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport, les besoins du développement pèseront lourd dans la balance des paiements des pays en voie de développement, qui ont des marchés d'exportation extrêmement incertains. Une aide extérieure pourrait contribuer à soulager leur économie, mais s'ils ne prennent pas des mesures efficaces pour développer leurs échanges, ils ne pourront jamais se soustraire à la nécessité de cette assistance et leurs programmes de développement seront compromis, car même dans la meilleure des hypothèses, l'aide extérieure ne saurait suffire à combler les déficits probables de leur balance des paiements. A l'heure actuelle, le montant de l'assistance ne représente qu'un huitième du produit des échanges, ce qui montre combien il importe de stabiliser le prix mondial des produits qu'exportent les pays peu développés et de supprimer les obstacles aux échanges. Comme la plupart de ces produits sont des produits agricoles, la FAO a un rôle évident à jouer en ce qui concerne l'expansion des débouchés et le maintien des prix.

76. Une étude faite récemment aboutit à des conclusions assez pessimistes quant aux recettes que les pays peu développés peuvent espérer tirer de l'exportation de leurs produits agricoles au cours des dix prochaines années, à supposer que les tendances et les politiques actuelles demeurent inchangées. Il convient donc d'accorder une attention toute particulière aux accords

internationaux sur les produits de base, ainsi qu'aux accords de compensation visant les produits qui intéressent au premier chef les pays en voie de développement. Le dispositif nécessaire existe déjà, fort heureusement, dans le cadre des Nations Unies.

77. Pour conclure, M. Sen demande instamment aux membres du Conseil de considérer la Décennie du développement, non pas sous l'angle de la statistique, mais du point de vue des besoins humains, et d'en faire une action véritablement coopérative, qui dépasse les divergences idéologiques et permette à des millions d'êtres humains d'espérer en un avenir meilleur.

78. M. MORSE (Directeur général du Bureau international du Travail) voit dans la Décennie des Nations Unies pour le développement l'effort le plus audacieux qui ait été fait jusqu'ici pour s'attaquer aux problèmes de la faim et de la misère tels qu'ils se posent à une époque de prospérité et de progrès scientifique sans précédent. Cette initiative montre que la croissance économique est un sujet de préoccupation générale, mais elle témoigne aussi de la solidarité croissante des Etats dans les efforts qu'ils font pour résoudre les problèmes auxquels se heurtent les régions peu développées, ayant compris que la mobilisation intégrale de toutes les ressources disponibles est le seul gage de succès d'une attaque concertée contre la pauvreté.

79. L'OIT prend sa pleine part des responsabilités qui incombent aux organes des Nations Unies dans le cadre de la Décennie, dont elle approuve entièrement les objectifs. Pour atteindre ces objectifs, il sera indispensable d'insister sans relâche auprès des pays industrialisés comme des pays peu développés pour leur faire comprendre que la misère ne disparaîtra et que la prospérité ne deviendra générale que si tous les pays peuvent atteindre et maintenir un taux de croissance élevé.

80. Exposant ensuite la façon dont l'OIT envisage la Décennie et le rôle qu'elle entend y jouer, M. Morse souligne que l'OIT se fonde sur l'idée que la croissance économique n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour les hommes d'améliorer leurs conditions de vie au sein d'une société bien organisée. Les deux éléments indispensables à une telle société sont : une plus grande aisance pour tous, grâce à une répartition plus équitable des avantages que procure la croissance économique, et la possibilité pour les individus de s'épanouir pleinement en même temps que se développent les institutions au sein desquelles ils décident librement des objectifs auxquels ils souhaitent se consacrer. De telles considérations dépassent le cadre purement économique et cela explique l'importance croissante que l'on accorde au facteur humain. Les investissements en capital risquent d'être stériles ou gaspillés, à moins qu'ils ne soient administrés par des hommes instruits et compétents. Le progrès ne sera possible que si toutes les aptitudes des habitants des pays en voie de développement, aujourd'hui inexploitées, sont mises au service du développement national.

81. L'OIT convient avec le Secrétaire général (E/3613, chapitre III) de la nécessité d'accorder le plus haut rang de priorité à une utilisation meilleure de la main-d'œuvre

par l'accroissement de l'emploi productif, à l'amélioration qualitative de la main-d'œuvre par la formation et l'enseignement professionnels, et à l'obtention de l'appui de la population pour les tâches du développement national. L'OIT accorde depuis longtemps une attention particulière à ces trois problèmes.

82. Il importe que tous les pays, et notamment ceux qui possèdent une main-d'œuvre excédentaire, utilisent leurs ressources humaines de la façon la plus complète et la plus productive possible. Certains pays ont pour pratique de fixer des objectifs à l'emploi dans le cadre de leurs plans nationaux de développement; cette pratique devrait être encouragée. Les objectifs en question devraient tenir compte des possibilités d'emploi futures aussi bien que des possibilités d'emploi actuelles, car dans les pays qui ont un excédent de main-d'œuvre, une grande partie des chômeurs sont des jeunes. Les mesures qui seront prises pour résoudre ce problème si urgent devront être économiquement viables et compatibles avec les droits et libertés fondamentaux de l'homme.

83. Le BIT prépare actuellement, pour la fin de 1963, une conférence technique qui poursuivra l'étude détaillée des politiques de l'emploi dans leurs rapports avec le développement économique. Il espère que cette conférence permettra de dégager des conclusions qui pourront faire l'objet d'un accord international que la Conférence internationale du travail adopterait en 1964.

84. Les activités du BIT dans le domaine de la formation devront également être développées. Le fait que les sommes affectées à la formation ont été multipliées par 50 au cours de la décennie écoulée, donne une idée de l'importance de ces activités. Le crédit de 10 millions de dollars affecté à la formation en 1962 est extrêmement modeste par rapport aux besoins, mais il représente un progrès. La mise en route de vastes projets financés par le Fonds spécial a donné une vigoureuse impulsion, mais pour atteindre l'objectif que représente une expansion annuelle de 5 % d'ici 1970, l'OIT devra développer considérablement son action dans le domaine si important de la formation. Il faut également donner aux efforts une meilleure orientation et perfectionner les méthodes d'évaluation des besoins futurs en main-d'œuvre ainsi que les moyens par lesquels il sera possible de les satisfaire.

85. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, il y a deux grandes tâches prioritaires en matière de formation. L'une est la formation de personnel qualifié, qui doit permettre de surmonter la pénurie de techniciens et de spécialistes et sans laquelle il ne serait pas possible d'atteindre le taux de croissance annuel envisagé. Il y aura un grand besoin de personnel de planification, de personnel de direction et de cadres supérieurs ainsi que de moniteurs de formation professionnelle. La seconde tâche prioritaire est la formation de personnes capables d'améliorer d'une manière générale la productivité agricole. Il y a dans la plupart des pays en voie de développement un dualisme qui se manifeste par la coexistence d'un secteur moderne à la productivité relativement élevée et d'un secteur à productivité traditionnellement faible, qui s'étend à la plus grande partie des régions rurales. Un grand nombre de pays procèdent à l'heure actuelle à des réformes agraires et l'intervention

de l'OIT, par l'exécution de nouveaux programmes de développement rural, correspond à un besoin urgent.

86. L'OIT se préoccupe surtout du secteur des petites industries et elle s'efforce d'améliorer le rendement des petites entreprises au moyen de cours de formation accessibles à la fois à la main-d'œuvre et aux cadres. Le progrès de la petite industrie et de la population rurale en général contribuerait à remédier aux injustices sociales inhérentes au dualisme qui vient d'être indiqué.

87. L'action entreprise pour améliorer le programme de formation du BIT et l'intégrer d'une manière plus étroite dans les plans de développement économique sera renforcée par la recommandation relative à la formation professionnelle que la Conférence internationale du travail a adoptée à sa quarante-sixième session, après consultation avec l'UNESCO.

88. Evoquant ensuite la nécessité d'une adhésion de la population aux mesures prises en vue de la reconstruction sociale, M. Morse souligne la nécessité de faire participer la population entière aux programmes de développement, et il indique plusieurs moyens d'y parvenir: programmes de développement communautaire, organisation coopérative sous diverses formes, en particulier dans le secteur rural, et action syndicale consciente de ses responsabilités. Grâce à sa structure tripartite, l'OIT est bien qualifiée pour apporter son assistance dans ce domaine.

89. Tous les problèmes urgents que pose la Décennie de développement ont été examinés par la Conférence internationale du travail; celle-ci, à sa quarante-sixième session, a adopté à l'unanimité une résolution exprimant une adhésion entière. Cette résolution servira de base à l'action de l'OIT. L'immense effort qu'impose la Décennie du développement ne sera possible que grâce à une action vigoureuse et concertée; l'OIT l'appuiera sans réserve.

90. M. PATE (Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit que le Conseil d'administration du FISE, à sa session de juin, a consacré de longs débats à l'examen de la contribution que le FISE pourrait apporter à la Décennie du développement. Dans son message au Conseil (E/3658), il souligne la nécessité impérieuse d'investir dans les ressources humaines. La relation qui existe entre la qualité de la population et l'expansion économique a été généralement reconnue mais les conclusions qu'on en a tirées devraient se refléter davantage dans l'action. Ceux qui travaillent dans les services extérieurs du FISE ont souligné à cet égard le besoin de coordination des divers programmes en matière de santé, d'éducation, d'action sociale, de main-d'œuvre et de développement communautaire. Toutes les institutions internationales intéressées aux programmes de développement devraient examiner ce qu'elles pourraient faire pour les

enfants et les adolescents. Les besoins dépassent certainement les ressources propres du FISE; c'est pourquoi M. Pate espère que tous les autres organes qui prêtent assistance aux pays en voie de développement examineront cette question.

91. Le FISE est à l'œuvre depuis 15 ans dans 107 pays et territoires et il a participé au total à 472 programmes administrés par les gouvernements. Il a alloué l'équivalent de 365 millions de dollars à des programmes très divers et, comme les gouvernements intéressés supportent la plus grande partie du coût de ces programmes (en moyenne plus de 70%), on peut estimer que le FISE a encouragé l'exécution de programmes d'un coût supérieur à un milliard de dollars. Il y a lieu également de rappeler que ces programmes ont été, dans certains cas, à l'origine de l'établissement de services permanents.

92. Jusqu'à une date récente, le FISE s'est consacré exclusivement à des programmes relatifs à la nutrition et à la santé, entrepris en collaboration avec l'OMS et la FAO. C'est ainsi qu'il a contribué à l'établissement de cliniques et de dispensaires pour les mères et les enfants et de maternités, et qu'il a participé à des campagnes contre le paludisme, le pian, le trachome, la tuberculose et la lèpre. Après la décision du Conseil d'administration d'entreprendre une action en faveur du bien-être de l'enfance, une première mesure a été prise en 1959 lorsque le Conseil d'administration a approuvé une aide en faveur des services sociaux pour l'enfance. Le FISE coopère avec l'UNESCO et l'OIT en matière d'éducation ainsi que pour la formation professionnelle des adolescents.

93. Le Directeur général du FISE espère que cette nouvelle initiative n'obligera pas le FISE à réduire sa participation à des projets concernant la santé et la nutrition et que les contributions de gouvernements et de sources privées ne cesseront pas d'augmenter. A chaque session du Conseil d'administration, les allocations pour l'aide à la formation augmentent. En 1961, les montants alloués ont atteint 17% du total, contre 10% en 1960. On peut considérer cette forme d'assistance comme un excellent investissement sur le plan économique et social.

94. Le FISE entretient également des relations toujours plus étroites avec les commissions économiques régionales des Nations Unies et avec d'autres organes qui collaborent à l'œuvre commune.

95. Au cours des trois prochaines années, le Conseil d'administration envisage d'approuver des engagements de dépenses s'élevant à plus de 40 millions de dollars par an. Il est reconnaissant aux gouvernements qui ont augmenté leurs contributions pour 1962 et il les remercie de leurs engagements pour 1963.

La séance est levée à 18 h 5.



SOMMAIRE

Pages

Point 11 de l'ordre du jour:

Rapport de la Commission de statistique

Rapport du Comité économique 59

Point 4 de l'ordre du jour:

Décennie des Nations Unies pour le développement

Débat général (suite) 60

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Autriche, Belgique, Canada, Grèce, Indonésie, Irak, Irlande, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission de statistique (E/3633)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3669)

1. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si, en approuvant le rapport du Comité économique (E/3669) et, par conséquent, le programme de travail que contient le rapport de la Commission de statistique sur sa douzième session (E/3633), le Conseil approuverait implicitement l'institution immédiate d'un centre international de calcul travaillant à la demande pour le traitement et la diffusion

des données statistiques relatives au commerce extérieur. La Commission de statistique, dans la résolution 11 (XII) qui figure au paragraphe 122 de son rapport, a recommandé la création de ce centre.

2. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) confirme qu'une fois adoptée par le Conseil la résolution que le Comité économique recommande, le Secrétariat serait autorisé à prendre les mesures nécessaires pour établir le centre en question.

3. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle les doutes que sa délégation, ainsi que quelques autres, a exprimés au sujet de la création du centre envisagé lorsque le Comité économique a examiné, à sa 310^e séance, le rapport de la Commission de statistique. La délégation de l'Union soviétique ne s'oppose nullement à la création d'un centre de ce genre; il pourrait être utile, surtout aux pays en voie de développement qui ne possèdent pas eux-mêmes l'équipement nécessaire. Toutefois elle considère qu'il serait prématuré de décider d'instituer ce centre immédiatement; faute d'un examen approfondi de toutes ses incidences financières et administratives, cette décision serait, au stade actuel, plus dangereuse qu'utile.

4. Avant d'en décider, il conviendrait de régler certaines questions de principe, par exemple de fixer le lieu où serait installé le centre en question; aussi n'est-il pas étonnant que certaines délégations se soient réservé le droit de revenir sur ce point devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

5. Il est un autre point important à garder présent à l'esprit lorsqu'on envisage la création de ce centre, c'est qu'il existe certaines divergences d'opinion à ce sujet entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. En outre, si l'on doit le créer, il importe de spécifier clairement que la participation à cet organisme et à son financement aura un caractère facultatif. En effet tous les pays ne désireront pas recourir à ce centre; l'Union soviétique, par exemple, a fait savoir à la Commission de statistique qu'elle ne ferait probablement pas appel à ses services.

6. En conclusion, M. Lobanov tient à préciser qu'en votant en faveur du projet de résolution contenu dans le rapport du Comité économique, la délégation de l'Union soviétique n'entend pas approuver le point du programme de travail de la Commission de statistique qui se rapporte à la création du centre; elle se réserve le droit de revenir sur la question du financement de ce projet devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

7. M. WELLS (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) avait informé le Comité

économique que la FAO et l'ONU ne sont pas parvenues à se mettre d'accord sur la proposition concernant l'établissement et l'exploitation électronique des statistiques du commerce international au niveau de cinq chiffres de la Classification type pour le commerce international révisée. C'est pourquoi la FAO fait des réserves au sujet de cette proposition; ces réserves portent, d'une part, sur la possibilité, du point de vue technique, de donner suite à cette proposition lorsqu'il s'agit de statistiques concernant le commerce des produits agricoles et, d'autre part, ce qui est plus grave, sur les incidences que cette proposition peut avoir sur les programmes d'exécution de la FAO et sur les responsabilités qui lui incombent en vertu de son Acte constitutif, questions qui devraient être examinées avec les organes directeurs de la FAO: le Conseil et la Conférence. A cet égard, le porte-parole du Secrétariat de l'ONU a donné l'assurance que le Secrétaire général n'avait nullement l'intention d'empiéter sur la compétence d'aucun organisme international en matière de statistiques du commerce extérieur, ni d'interrompre en aucune façon les activités de la FAO dans ce domaine.

8. M. CZARKOWSKI (Pologne) annonce que sa délégation votera en faveur du projet de résolution contenu dans le rapport du Comité économique (E/3669). Se référant à la résolution 11 (XII) de la Commission de statistique, il déclare que sa délégation appuiera toutes les mesures qui peuvent favoriser le développement du commerce extérieur. Toutefois, après avoir étudié attentivement tous les documents pertinents, il estime que le moment n'est pas venu encore de prendre une décision quant à la création d'un centre qui serait chargé de la publication des données internationales relatives au commerce extérieur, équipé d'une calculatrice électronique onéreuse. La délégation polonaise réserve sa position sur ce point en attendant qu'il soit discuté par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Elle réserve également sa position au sujet du lieu où le centre serait situé si l'on décidait de le créer.

9. M. VIAUD (France) déclare que sa délégation est prête à voter pour le projet de résolution, mais qu'elle se réserve le droit de revenir, devant la Cinquième Commission, sur les incidences budgétaires qu'aurait la création du centre envisagé. Ces incidences posent, en effet, deux problèmes. D'abord, celui de l'évaluation des dépenses: les estimations dont on dispose actuellement reposent sur une série d'hypothèses que la Cinquième Commission doit étudier en détail afin de voir comment l'entreprise peut être menée à bien dans les conditions les moins coûteuses. Ensuite, viennent les problèmes de répartition des dépenses. Pour être utile, il faut évidemment que le centre, par son activité, évite tout double emploi dans l'établissement des statistiques. Comme la Commission de statistique l'indique, le centre serait en mesure de prêter ses services aux gouvernements et aux autres organisations internationales qui s'adresseraient à lui: il serait donc appelé à leur demander, à ce titre, une rémunération. C'est dire que des recettes pourraient venir compenser une partie des dépenses et, bien qu'il soit encore trop tôt pour estimer ces recettes, il importe d'en tenir compte. La délégation française ne tient donc

pas à s'engager dès maintenant au sujet des dépenses qu'entraînerait le projet.

10. M. ZADOTTI (Italie) confirme la déclaration que sa délégation a faite à la 310^e séance du Comité économique, à savoir qu'elle se réserve le droit de revenir sur la question des incidences financières exposées dans les annexes I et II du rapport de la Commission de statistique et, en particulier, des incidences qu'aurait l'établissement, par un centre international, des statistiques du commerce extérieur au moyen d'une calculatrice électronique. Sous cette réserve, la délégation italienne votera en faveur du projet de résolution contenu dans le rapport du Comité économique.

11. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) fait observer que la question du lieu où serait installé le centre reste ouverte: rien n'est encore décidé. Il n'est nullement question d'acquiescer, au nom de l'ONU, l'équipement électronique nécessaire au travail de computation envisagé. Les rubans magnétiques peuvent évidemment être expédiés en n'importe quel lieu du monde où cet équipement existe pour y recevoir l'utilisation désirable. L'essentiel, c'est que le travail de programmation indispensable à l'usage des appareils électroniques s'effectue sous l'autorité du Bureau de statistique de l'ONU qui, au demeurant, le fait déjà en partie conformément à la résolution 765 (XXX) du Conseil.

12. M. WILLIAMS (Fonds monétaire international) signale que le FMI et le Bureau de statistique de l'ONU n'ont pas cessé d'échanger de très féconds renseignements. A son avis, il serait très utile que l'ONU établisse un centre international de calcul pour l'exploitation et la diffusion des données relatives au commerce extérieur. Ce centre pourrait améliorer la qualité des renseignements obtenus et leur classification. M. Williams exprime l'espoir que le FMI et le Bureau de statistique continueront à travailler en étroite coopération.

A l'unanimité, le projet de résolution présenté par le Comité économique (E/3669, par. 3) est adopté.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613 et Add.1 à 3, E/3658, E/3664; E/L.957 et Corr.1, E/L.958 et Add.1, E/L.960)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

13. M. HOFFMAN (Directeur général du Fonds spécial) rappelle la rapidité avec laquelle les pays dévastés par la seconde guerre mondiale sont venus à bout de la tâche énorme que représentait la reconstitution de leurs économies ruinées, ajoutant que les populations de ces pays jouissent aujourd'hui d'un niveau de vie que ne pouvaient imaginer même les plus optimistes il y a moins de 20 ans. La tâche qui s'impose maintenant au monde n'est pas moins considérable: il s'agit de vaincre partout la pauvreté, l'analphabétisme et la mauvaise santé chronique. La présente décennie est une période critique

au cours de laquelle il faut prendre l'élan nécessaire pour qu'à la fin du siècle le monde ne connaisse plus le besoin.

14. L'Assemblée générale a fixé comme objectif à chaque pays sous-développé un taux de croissance annuel minimum de 5% de son revenu national global. Cet objectif, qui n'est pas très ambitieux, a d'ailleurs déjà été dépassé par de nombreux pays.

15. Par bonheur, la plupart des pays peu développés — que M. Hoffman préfère appeler les pays en voie de modernisation — possèdent les ressources matérielles nécessaires pour assurer à leur population de plus en plus nombreuse un niveau de vie convenable. Par bonheur aussi, grâce à la science et à la technologie modernes, on pourra dresser plus vite l'inventaire de ces ressources. L'expérience a montré que la photogrammétrie permet de découvrir des ressources jusque-là cachées par des obstacles géographiques; les cartes aériennes permettent de déceler les terres, les surfaces où certaines récoltes peuvent venir ou encore le point où l'on obtiendra la plus grande hauteur de chute pour la construction d'une centrale hydro-électrique; les photos aériennes et les dispositifs électroniques qui les complètent ont révélé l'existence de riches gisements de pétrole et de gîtes minéraux importants.

16. La découverte des ressources physiques des pays en voie de modernisation est donc, pour une large part, une question de financement. Il ne faut pas oublier cependant que l'exploitation de ces ressources nouvelles ne sera possible qu'à mesure que l'on disposera du personnel qualifié nécessaire. Plusieurs orateurs ont déjà souligné l'importance de l'enseignement et de la formation professionnelle; à cet égard, il faut ajouter que, si l'on veut que le développement économique se fasse à un rythme suffisamment rapide, il faut donner la priorité à la formation des catégories de personnel dont on a le plus urgent besoin pour assurer le processus de développement. Dans un pays, ce sera peut-être un institut d'administration publique qu'il faudra créer de toute urgence, alors que dans un autre ce sera une école des arts et métiers.

17. Il est impossible, avec les méthodes traditionnelles, de venir à bout de cette tâche de formation; c'est pourquoi M. Hoffman suggère de créer plusieurs instituts qui auraient pour mission de mettre au point de nouvelles méthodes d'enseignement convenant aux pays neufs et de trouver pour cela de nouvelles façons d'utiliser la radio, des moyens mécaniques et, dans certains cas, la télévision.

18. La Décennie des Nations Unies pour le développement vise, avant tout, à mobiliser les ressources physiques et humaines des pays à faible revenu, et les objectifs proposés aux gouvernements et aux populations de ces pays ne sont pas démesurés et ne dépassent pas leurs possibilités.

19. Cependant, les progrès envisagés ne seront possibles que si l'on regarde la réalité en face et si l'on agit en conséquence. Il faut d'abord se rendre compte que toutes les nations doivent travailler de concert; il n'est pas de pays qui soit si pauvre qu'il ne puisse en aider un autre, et il n'est pas de pays qui soit si riche que l'expansion de l'économie mondiale ne puisse lui être profitable.

20. La seconde chose qu'il faut bien comprendre, c'est que, si le rôle de l'aide extérieure est capital, il n'en est pas moins strictement limité. C'est surtout du pays intéressé lui-même que doit venir l'élan qui le poussera à assurer le développement de son économie et l'amélioration de sa situation sociale.

21. En troisième lieu, il faut entreprendre sans tarder et avec toute l'ampleur voulue les travaux de préinvestissement qui s'imposent. Les capitaux ne manquent pas pour des projets de développement bien conçus mais, si les pays en voie de modernisation veulent attirer les investissements, il faut qu'ils établissent avec plus de précision l'inventaire de leurs ressources naturelles et des possibilités de production. M. Hoffman évalue à un peu moins de 6 milliards de dollars les sommes qui, en 1962, iront des pays industriels vers les pays en voie de modernisation; sur ce montant, 600 millions de dollars environ seront consacrés à des préinvestissements du Fonds spécial, enquêtes, travaux de recherche, enseignement technique et formation professionnelle.

22. En quatrième lieu, il faut reconnaître que, d'où qu'elle émane, l'aide extérieure a un rôle à remplir, qu'elle soit fournie par des organisations internationales, des gouvernements, des fondations privées, des groupements religieux ou autres. Il est néanmoins urgent de fixer des critères permettant de déterminer le meilleur moyen d'acheminer cette aide. De l'avis de M. Hoffman, le choix doit se porter sur le moyen d'acheminement qui donnera, aux conditions les moins onéreuses, les résultats les plus efficaces. S'ils s'en tiennent à ce critère, les gouvernements feront passer une part de plus en plus considérable de l'aide qu'ils fournissent aux pays peu développés par le canal des Nations Unies. En 1962, sur les 600 millions de dollars consacrés à des préinvestissements, 150 millions environ sont acheminés par l'intermédiaire de l'ONU ou d'institutions qui lui sont rattachées. Or, si l'on appliquait intégralement le critère que vient de suggérer M. Hoffman, il est probable que le chiffre serait deux fois plus élevé.

23. Cinquièmement, il faut que l'afflux de capitaux destinés à l'investissement se fasse plus considérable. Pendant les sept années qui restent à courir jusqu'en 1969, on aura besoin de quelque 30 nouveaux milliards de dollars; sur ce total les investissements à concurrence de 10 milliards devraient satisfaire aux conditions bancaires et de placement les plus orthodoxes et donc mériter l'attention de la BIRD ou du capital privé. Les trois quarts environ des 20 milliards restants seront des prêts à des conditions de faveur du genre de ceux qui sont octroyés par l'Association internationale de développement (AID) ou des prêts à fonds perdus destinés au financement de travaux de préinvestissement. Vingt milliards de dollars investis à fonds perdus ou dans des conditions très risquées sont évidemment considérables, mais il faut en passer par là si l'on veut que la Décennie du développement donne les résultats que l'on en attend. De plus, consacrer 20 milliards de dollars à des œuvres de paix, cela ne paraît pas excessif lorsqu'on songe que, pendant les sept années qui viennent, les Etats Membres de l'ONU dépenseront en armements plus de 800 milliards de dollars si les budgets militaires se maintiennent au niveau qu'ils atteignent actuellement.

24. Indépendamment des raisons d'ordre politique et économique pour lesquelles il est urgent que la Décennie soit un succès, il y a les raisons morales profondes que le Secrétaire général par intérim a déjà exposées et que personne ne peut se permettre de passer sous silence. Ce sera pour tous ceux qui participeront à la Décennie du développement un privilège exceptionnel que de donner à des millions d'êtres humains un peu plus de confort, un peu plus de bien-être et surtout la possibilité de vivre dans des conditions de plus grande dignité.

25. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'ayant écouté avec une grande attention la déclaration liminaire qu'a faite le Secrétaire général par intérim à la 1214^e séance, il a été particulièrement frappé de ses remarques sur la paix mondiale et sur la coïncidence qui fait que le Conseil s'occupe à la fois de la Décennie des Nations Unies pour le développement et des conséquences économiques et sociales du désarmement. Or, au moment même où le Conseil examine ces deux questions, un crime monstrueux est perpétré dans l'océan Pacifique. Les Etats-Unis d'Amérique ont fait exploser une bombe atomique de grand pouvoir destructeur dans l'espace extra-atmosphérique. La délégation soviétique dénonce ce crime contre les peuples du monde. Ceux-ci ne toléreront pas beaucoup plus longtemps de tels crimes de la part des impérialistes et des militaristes; ils veulent vivre en paix. Le Congrès mondial pour le désarmement général et la paix vient de s'ouvrir à Moscou et il est significatif que le Gouvernement des Etats-Unis ait choisi le moment où s'ouvre ce congrès pour procéder à cette explosion nucléaire. L'humanité ne pardonnera jamais cet acte de folie de la part des Etats-Unis.

26. Le Conseil est invité à examiner les projets de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le but, défini par la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, est d'accélérer le développement là où cela est le plus nécessaire. Mais pour cela, il faut que certaines conditions soient remplies; autrement, tous les plans établis n'y changeront rien et resteront de pieux espoirs.

27. Tout d'abord, ce n'est pas par hasard que de nombreux gouvernements, dans leurs observations (E/3613/Add.2 et 3) sur les mesures proposées pour la Décennie des Nations Unies pour le développement dans le rapport du Secrétaire général (E/3613), ont souligné que le but principal de la Décennie devait être l'élimination rapide des conséquences économiques du colonialisme. L'effondrement du système colonial a entraîné la rupture des relations politiques entre les puissances coloniales et les pays récemment devenus indépendants. Toutefois, cet effondrement n'a guère influé sur les relations économiques antérieures. Les sources les plus importantes de matières premières sont restées aux mains des monopoles étrangers, qui ont également la mainmise sur les investissements. On s'efforce de façon suivie de garder la mainmise sur la vie économique des pays récemment devenus indépendants et de perpétuer l'exploitation coloniale. Cette tentative sape, dans son essence, l'indépendance des nouveaux pays. Le colonialisme ne sera liquidé que lorsque ses racines économiques auront été arrachées. Les nouvelles méthodes de colonialisme

collectif, qui prennent la forme de liens avec le Marché commun européen, revêtent une importance particulière. Par un réseau serré de traités unilatéraux, les Etats nouvellement indépendants demeurent liés aux économies des pays du Marché commun.

28. Les puissances coloniales sont responsables de la situation misérable des pays récemment devenus indépendants, qui n'arrivent pas à se débarrasser des séquelles du colonialisme. Il est regrettable que le rapport du Secrétaire général ne fasse pas état de la nécessité d'assurer, comme les Nations Unies en ont le devoir, l'élimination rapide des conséquences économiques du colonialisme. Heureusement, dans sa déclaration liminaire, le Secrétaire général par intérim a fait une allusion fort pertinente au processus de décolonisation et à la nécessité de coopérer pour combler l'écart impressionnant qui existe entre les pays riches et les pays pauvres.

29. Il n'en reste pas moins que son rapport est rédigé en termes trop généraux et trop vagues. Il est vrai que la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale chiffre à 5 % le taux minimum d'accroissement annuel du revenu national global à atteindre à la fin de la Décennie dans les pays sous-développés mais, comme le souligne le Secrétaire général par intérim, cet objectif est très modeste. D'ici 25 à 30 ans, les niveaux de vie devraient être deux fois plus élevés dans les pays en voie de développement; mais si l'on tient compte du taux d'accroissement annuel de la population (3 %), les pays en voie de développement auront besoin de beaucoup plus de temps pour atteindre ce résultat. La délégation soviétique considère que le rythme de développement représenté par ce taux d'accroissement annuel de 5 % est un minimum pour les pays qui veulent que leur population ne souffre plus du besoin.

30. Il est regrettable également que le rapport ne tienne pas compte des plans nationaux de développement des pays intéressés. Il fait le silence sur les propositions de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes, et notamment sur celles qui concernent les mesures à prendre pour éliminer rapidement les conséquences économiques du colonialisme.

31. Un autre défaut du rapport est qu'il ne contient aucune mention des déclarations formelles des pays en voie de développement eux-mêmes. Le rapport donne les vues du GATT, qui n'est pas membre de la famille des Nations Unies et qui est loin d'avoir un caractère universel, mais il ne fait pas mention des importantes déclarations de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Belgrade en 1961. Cette conférence a proposé la convocation prochaine d'une conférence internationale qui élaborerait des mesures propres à éliminer les obstacles au développement et accélérer le développement. En ce moment même, une importante conférence économique des nations en voie de développement se tient au Caire, et le représentant de l'Union soviétique est convaincu que la contribution de cette conférence sera également précieuse. Les vues des pays principalement intéressés figurent dans les déclarations adoptées par ces conférences et devraient être prises en considération pour l'élaboration de plans en vue de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

32. Il est remarquable que la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale n'ait pas eu d'incidence importante sur l'activité du Secrétariat de l'ONU. Ce projet n'a fait naître aucun plan concerté d'accélération de l'expansion économique des pays en voie de développement. En fait, dans le rapport du Secrétaire général, il manque un élément qu'il aurait été facile au Secrétaire d'y introduire. Le rapport ne dit pas quel usage sera fait, pour la Décennie du développement, du milliard de dollars qui sera mis à la disposition du Fonds spécial ou affecté à d'autres activités que les Nations Unies pourront entreprendre en faveur du développement de 1962 à 1970.

33. La solution de certains des problèmes cruciaux mentionnés dans le rapport du Secrétaire général permettrait de résoudre tous les autres. Un de ces problèmes fondamentaux est celui de la création, dans les pays en voie de développement, d'une industrie moderne qui soit capable de produire des machines et de l'équipement ainsi que des biens de consommation et des biens à exporter. On devrait en même temps faire en sorte que ces pays ne soient plus tributaires de la monoculture, pour qu'ils parviennent à l'indépendance économique.

34. Pour accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement, on devrait prêter une attention toute spéciale aux sources d'approvisionnement en équipement, aux prix et aux conditions de vente de l'équipement dont ils ont besoin, ainsi qu'à la provenance des plans industriels et aux méthodes qui doivent être appliquées à la formation de personnel technique local. Ce sont là des problèmes fondamentaux. Ce sont les problèmes auxquels l'Inde et la République arabe unie ont eu à faire face au cours de leur développement. Or, le Secrétariat les passe tout à fait sous silence. Les méthodes envisagées devraient varier en fonction des conditions et des besoins des divers pays. Dans certains pays d'Asie, la première tâche consiste à créer une industrie lourde; dans d'autres, elle consiste à mettre sur pied une industrie de transformation des denrées alimentaires. Les pays qui ne sont pas encore parvenus à créer une industrie lourde pourraient unir leurs efforts et coopérer à la mise en place d'entreprises industrielles régionales. Certains pays d'Afrique ont déjà appliqué avec succès cette méthode. Les commissions économiques régionales et les autres organes compétents des Nations Unies devraient élaborer et présenter au Conseil des recommandations concernant le développement industriel, qui tiennent compte des particularités de chaque région. Dans le plan à long terme, le développement d'ensemble de l'agriculture devrait être assuré, car il n'est pas d'autre manière de résoudre le problème de la sous-alimentation. Or, une expansion de la production agricole est impossible sans réforme agraire, dans les pays où elle est nécessaire, et sans l'organisation de coopératives agricoles, compte tenu des caractères propres de chaque pays et de chaque région.

35. Le développement du secteur public, et notamment de l'industrie et du commerce, revêt une extrême importance; il sera d'une valeur inestimable pour la mobilisation des ressources du pays et sera une base saine pour le développement économique et l'accélération du progrès économique. La nécessité de planifier le développement a été, à juste titre, signalée dans le rapport du

Secrétaire général, et les pays en voie de développement devraient, à l'échelle du pays même, être aidés dans la préparation de leurs plans nationaux. Cette planification contribue à mobiliser les ressources et à orienter l'aide étrangère vers les domaines que les pays en voie de développement considèrent eux-mêmes comme importants, au lieu de la laisser aller aux projets offrant des perspectives de profit élevé. Les objectifs de la planification économique devraient être la mise en place d'une structure économique d'ensemble, qui permette d'élever les niveaux de vie, et les pays socialistes, qui ont une longue expérience de la planification, pourraient, à cette fin, fournir une assistance précieuse. Des plans à court terme de deux, trois ou cinq ans devraient être également élaborés au cours de la Décennie du développement, car c'est là un moyen de définir les objectifs et de suivre les progrès du plan à long terme. L'Union soviétique serait heureuse d'aider les pays en voie de développement dans cette direction.

36. Le rapport du Secrétaire général aurait dû faire une plus large place à la question de la formation de personnel local, et l'effectif du personnel local devrait être accru non pas simplement de 10% — comme il est dit dans l'introduction au rapport, au point 2 de la liste des « idées nouvelles » — mais d'un pourcentage beaucoup plus élevé. Le plan à long terme devrait pourvoir à la création d'établissements régionaux d'enseignement supérieur qui assureraient la formation d'experts originaires des pays en voie de développement, ainsi que la construction d'écoles, l'organisation de cours et de cycles d'étude; les institutions spécialisées, et notamment la FAO, font d'ores et déjà œuvre utile dans ce sens. En outre, des ressortissants de pays en voie de développement devraient faire des stages dans l'industrie des pays développés et recevoir également une formation en cours d'emploi dans les usines déjà créées dans leur propre pays. Le plan à long terme devrait aussi indiquer l'autorité responsable de la formation de techniciens locaux et de travailleurs pour les entreprises des pays en voie de développement et il devrait souligner que cette formation doit être concomitante avec la mise en œuvre de plans d'industrialisation et non pas se faire par étapes. L'Union soviétique continuera à prêter son aide en formant des experts originaires des pays en voie de développement.

37. La condition essentielle d'un développement rapide de ces pays est la reconnaissance de leur droit souverain de disposer librement de leurs ressources naturelles; parler d'indépendance économique n'a pas de sens tant que cette condition essentielle n'est pas remplie. Il est également nécessaire de faire figurer dans le plan à long terme des propositions concernant l'assistance à fournir aux pays en voie de développement pour la prospection et la mise en valeur de leurs ressources naturelles, notamment de leurs ressources pétrolières et minérales.

38. L'accent a déjà été mis sur l'importante question du financement du développement. Il serait possible de trouver de nouvelles et importantes sources de financement en imposant des plafonds aux bénéfices des monopoles étrangers qui exploitent les ressources naturelles des pays en voie de développement et en augmentant les redevances des sociétés étrangères et plus particu-

lièrement des sociétés pétrolières; c'est ce que sous-entend d'ailleurs la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Dans le plan à long terme devraient figurer des propositions précises à ce sujet, car, si les pays en voie de développement obtenaient une part équitable des bénéfices des sociétés étrangères, les fonds additionnels qui seraient ainsi libérés pourraient contribuer à financer leur développement. On pourrait également financer le développement des pays sous-équipés en demandant aux anciennes puissances coloniales de restituer une partie des richesses soustraites au cours des siècles. La restitution sous forme de subventions et de prêts ne représente qu'une faible fraction de tout le butin recueilli.

39. Un aspect important du problème général du développement est la possibilité, pour les pays en voie de développement, d'obtenir des prêts et des crédits à long terme; M. Arkadev est donc surpris que la documentation du Secrétariat ne mentionne pas la possibilité de créer le fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique (SUNFED). On a dit que l'AID pourrait à certains égards remplacer le SUNFED, mais elle n'est en fait qu'une succursale de la BIRD, qui se consacre à des financements d'infrastructure; sur les 20 prêts que cette institution a accordés, quatre sont allés à Tchang Kaï-chek. Le SUNFED en revanche serait une institution indépendante des Nations Unies, capable de financer le développement industriel des Etats Membres.

40. Un autre moyen de financer le développement économique consisterait à fixer un juste prix pour les matières premières que les pays en voie de développement exportent et pour les produits industriels qu'il leur faut importer. La meilleure façon d'atteindre cet objectif serait de réduire au minimum les droits de douane sur les produits agricoles et les produits de base et d'accroître le nombre des accords de commerce à long terme. A moins que l'on ne crée des conditions favorables sur les marchés des pays en voie de développement, leurs progrès seront sérieusement retardés. C'est pourquoi le plan à long terme devrait contenir des propositions relatives à la stabilisation des prix et à la réduction des droits de douane qui frappent les produits agricoles et les produits primaires. Le rapport du Secrétaire général a déjà souligné l'importance du problème de la stabilisation des produits primaires, et le succès de la Décennie des Nations Unies pour le développement dépend largement de la solution de ce problème. Le Secrétariat devrait constituer un groupe d'experts, comprenant notamment des représentants des pays en voie de développement, qui serait chargé d'entreprendre une étude sur la portée et les conséquences de l'exploitation économique des pays en voie de développement par les monopoles étrangers, qui imposent des prix élevés, se livrent à des pratiques commerciales déloyales et s'assurent des profits excessifs.

41. Une autre source de financement serait le désarmement général, comme l'a justement souligné le Secrétaire général par intérim.

42. En ce qui concerne les groupements économiques fermés, tels que le Marché commun européen, un certain nombre de représentants et le Secrétaire exécutif de la CEPAL ont souligné les effets néfastes que ces groupements pourraient exercer sur le développement, les

échanges commerciaux et la production des pays en voie de développement. Lorsqu'il établira son programme pour la Décennie du développement, le Secrétariat devrait donc entreprendre une étude concernant les incidences du Marché commun européen sur le développement économique des pays peu développés. Le Secrétaire général devrait aussi réunir d'urgence une conférence internationale sur les problèmes commerciaux, afin d'étudier la question de la création d'une organisation internationale du commerce qui comprendrait sans distinction tous les pays du monde. C'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique se félicite de l'initiative prise par les auteurs du projet de résolution E/L.958 et Add.1. Dans sa réponse au questionnaire du Secrétariat (voir E/3613/Add.2), le Gouvernement soviétique a déjà indiqué quelles questions devraient figurer à l'ordre du jour d'une conférence internationale du commerce. Ceux qui s'opposent à l'idée de la création de cette organisation internationale du commerce prétendent que l'absence d'une institution spécialisée est compensée par l'existence du GATT et de la FAO. Mais le GATT ne compte qu'environ 40 membres, il traite d'un aspect très étroit des relations commerciales et il fixe des tarifs douaniers sans tenir compte de la nécessité de protéger les industries naissantes des pays peu développés. En outre, le fait que certains de ses membres ne jouissent que de droits réduits constitue une infraction au principe de l'égalité. Les activités commerciales de la FAO, d'autre part, ne concernent que les échanges de produits agricoles et alimentaires. L'organisation internationale du commerce devrait être un membre permanent de la famille des Nations Unies et il conviendrait d'y admettre tous les pays sur un pied d'égalité. Elle devrait avoir pour tâches principales de définir et d'aider à mettre en œuvre des mesures tendant à favoriser les échanges commerciaux, en tenant dûment compte des intérêts des pays en voie de développement, de supprimer les obstacles artificiels au commerce, d'élaborer des recommandations en vue de fixer de justes prix pour les matières premières et les produits manufacturés, et de favoriser la conclusion d'accords commerciaux à long terme.

43. Les débats du Conseil devraient aider à préciser les objectifs de la Décennie du développement. Malheureusement, si l'on en juge par la déclaration faite à la 1214^e séance par le représentant des Etats-Unis d'Amérique, il apparaît que, de l'avis des Etats-Unis, l'intervention des Nations Unies et des institutions spécialisées à l'occasion de la Décennie du développement devrait avoir pour but de renforcer l'OTAN. Il est évident que les pays en voie de développement ont le droit d'attendre quelque chose de plus de la Décennie du développement.

44. Parlant de l'assistance et des facilités de crédit octroyées par l'Union soviétique aux pays en voie de développement, M. Arkadev dit que 23 pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique reçoivent actuellement cette aide pour l'exécution de 480 projets. Cette assistance n'est assortie d'aucune condition politique ni militaire, mais elle traduit le désir sincère d'aider tous les pays jaloux de leur liberté et de leur indépendance nationale. Il est possible de promouvoir le développement des pays peu développés par une aide extérieure, et les Nations Unies et les institutions spécialisées devraient faire tout

ce qui est en leur pouvoir pour stimuler ce développement. Le Secrétariat devrait, en tenant compte des réponses des gouvernements, des déclarations des représentants et des recommandations des conférences économiques internationales, préparer un plan à long terme en vue d'accélérer le développement économique et social des pays peu développés. Tout plan de cette nature devrait s'inspirer des remarques qui précèdent.

45. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) constate qu'en lançant des attaques injustifiées contre les Etats-Unis le représentant de l'Union soviétique a évoqué, à des fins de propagande, des questions sans rapport avec le débat et la question à l'ordre du jour. De plus, le représentant de l'Union soviétique a gravement dénaturé la déclaration de la délégation des Etats-Unis sur les questions qui font l'objet de la documentation dont le Conseil est saisi; M. Stevenson se réserve donc le droit de répondre plus longuement par la suite.

46. L'hypocrisie de l'indignation que le représentant de l'Union soviétique a manifestée au sujet de l'essai nucléaire effectué dans le Pacifique est prouvée par le fait que l'URSS a unilatéralement rompu le moratoire des essais nucléaires en 1961. Les Etats-Unis n'ont repris leurs

essais qu'à regret, après que l'URSS eût négligé de répondre à toutes les sollicitations dont elle avait été l'objet pendant six mois en vue de signer un traité d'interdiction des essais. Pour leur part, les Etats-Unis sont prêts à tout moment à signer un traité de ce genre. Le représentant de l'Union soviétique serait-il prêt à dire que son pays ne prépare pas une nouvelle série d'essais?

47. Qu'un autre congrès de la paix ait lieu en ce moment à Moscou est sans importance, étant donné qu'il y a seulement quelques semaines l'URSS a refusé de souscrire à une déclaration tendant à mettre fin à la propagande belliciste. Pour leur part, les Etats-Unis continueront à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour favoriser et renforcer la liberté économique et politique des pays en voie de développement.

48. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) affirme qu'il ne s'est pas écarté du sujet à l'étude: il a simplement rappelé une déclaration du représentant des Etats-Unis. Il se réserve le droit de répondre par la suite de façon plus détaillée aux remarques du représentant des Etats-Unis.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 10 juillet 1962

à 15 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 4 de l'ordre du jour :

Décennie des Nations Unies pour le développement

Débat général (suite) 67

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Autriche, Belgique, Cuba, Grèce, Irak, Irlande, Mali, Mexique, Pays-Bas, République arabe unie, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613 et Add.1 à 3, E/3658, E/3664; E/L.957 et Corr.1, E/L.958 et Add.1, E/L.960)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. DEMUTH (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) confirme l'engagement pris à la trente-troisième session par la BIRD, l'Association internationale de développement (AID) et la Société financière internationale (SFI) de soutenir les efforts faits pour atteindre les objectifs de la Décennie du développement.

2. La résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale a été adoptée à un moment opportun et fournit l'occasion de dresser pour l'avenir des programmes qui pourront s'inspirer utilement du rapport du Secrétaire général

(E/3613). Il est impossible de dire avec certitude dans quelle mesure les objectifs indiqués dans ce rapport pourront être atteints à la fin de la Décennie, mais l'expérience faite entre 1950 et 1960 permet de se rendre compte qu'avec de l'énergie, de la bonne volonté et un ensemble de mesures concertées, il est possible de progresser nettement, même dans un délai relativement court de 10 ans.

3. Il y a 10 ans à peine, les pays industrialisés ne s'étaient pas encore rendu compte de la nécessité de promouvoir le progrès économique et social dans les pays moins développés. L'aide au développement était à peine organisée et mobilisait des ressources très limitées. Il est certain que, peu après 1950, il eût été inconcevable d'établir un rapport comme celui du Secrétaire général. Le changement d'attitude est postérieur à la création de la BIRD et s'est traduit de façon frappante dans les modifications apportées au fonctionnement de la BIRD elle-même, en tant qu'institution coopérative dont le fonctionnement reflète nécessairement les points de vue de ses membres et les principes dont ils s'inspirent.

4. Lorsque la BIRD a été créée, en 1946, il s'agissait essentiellement du relèvement des économies bouleversées par la guerre. A cette époque, si quelques voix se sont élevées dans les pays plus développés pour souligner la nécessité de relever les niveaux de vie des pays moins favorisés, dans l'intérêt de la communauté mondiale tout entière, peu d'attention leur a été accordée. Même en 1948, lorsque le Programme de relèvement européen a permis de passer de la phase de la reconstruction proprement dite à celle du financement du développement, les progrès ont été d'abord assez décevants. A la fin de l'exercice financier suivant, la BIRD avait accordé seulement trois prêts pour le développement, pour un montant total à peine supérieur à 100 millions de dollars. Cet état de choses était dû, en grande partie, aux conditions dans lesquelles se trouvaient alors les pays moins développés: ils n'avaient établi aucun projet remplissant les conditions requises par la BIRD; ils disposaient d'un personnel qualifié très peu nombreux pour les services administratifs et techniques et de ressources très limitées en capitaux nationaux; la politique économique et fiscale de ces pays n'était pas satisfaisante, leur situation politique y était peu stable, etc. Mais, dans une certaine mesure aussi, l'activité très ralentie du début correspondait bien à l'attitude des pays industrialisés en matière de développement économique. Ils n'éprouvaient aucun sentiment d'urgence et semblaient simplement se rendre compte des difficultés et de la complexité des problèmes posés, sans avoir vraiment très envie de s'y attaquer.

5. Mais, au cours des 10 années suivantes, de grands progrès ont été faits. Toute apathie a disparu dans les pays industrialisés qui ont reconnu que la prospérité

économique du reste du monde les intéressait directement. En même temps, les pays moins développés se sont mieux rendu compte de la nécessité pour eux de prendre certaines mesures d'ordre économique et financier, de créer un système d'institutions fondamentales et de s'imposer les disciplines indispensables au développement économique. Le développement économique a été considéré comme conforme à l'intérêt de tous les pays, et les pays exportateurs de capitaux ont compris leur responsabilité en matière de développement et pris en conséquence les mesures énergiques qui s'imposaient. Le volume et la portée de l'assistance au développement ont beaucoup augmenté, et le rôle que les institutions internationales et la coopération internationale peuvent jouer pour promouvoir ce développement a été mis de plus en plus en relief.

6. M. Demuth compare ensuite les opérations effectuées par la BIRD au début et à la fin des 10 dernières années : à la fin de l'exercice financier qui s'est achevé le 30 juin 1962, les prêts consentis par la BIRD n'atteignaient pas 300 millions de dollars. Par contre, au cours du dernier exercice financier, la BIRD et l'AID ont fait des avances de fonds dépassant 1 milliard de dollars. A l'heure actuelle, le total des prêts consentis par la BIRD et l'AID et non encore remboursés s'élève à 6 milliards 800 millions de dollars environ, pour 343 prêts ou crédits accordés à 63 pays.

7. En 1952, la BIRD avait 51 membres, dont les souscriptions s'élevaient au total à 8 milliards 500 millions de dollars. En 1962, elle a 75 membres, dont les souscriptions dépassent 20 milliards de dollars. Alors que, vers 1950, les obligations de la BIRD avaient été souscrites seulement sur les marchés des Etats-Unis d'Amérique, de la Suisse et du Canada, elles ont été négociées depuis également en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et dans le Royaume-Uni.

8. Peu après 1950, on s'est rendu compte cependant que, malgré l'importance des prêts accordés par la BIRD, il fallait recourir à un autre système de financement pour répondre aux demandes variées de capitaux des pays en voie de développement. En premier lieu, à la suite surtout des délibérations du Conseil, la SFI a été créée en 1956. Tout récemment, les pouvoirs de la SFI en matière d'investissement ont été élargis et elle a été autorisée à acheter des actions et à souscrire à des émissions d'obligations. Le volume et la variété des capitaux placés par la SFI s'accroissent régulièrement. En 1960, l'AID a été créée à son tour.

9. L'expansion du volume des capitaux investis et le recours à des méthodes plus variées de financement ont coïncidé avec une expansion d'activité dans bien d'autres domaines. Le développement économique ne dépend pas en effet seulement des capitaux disponibles, mais requiert aussi certaines connaissances et certaines aptitudes. La BIRD a donc fait bien des efforts pour développer chez ses membres l'aptitude nécessaire à une utilisation plus efficace, non seulement de l'assistance reçue — quelle qu'en soit l'origine — mais aussi de leurs propres ressources. L'aide de la BIRD a porté surtout sur le choix, la préparation et l'exécution des projets, l'amélioration de la programmation du développement; elle a donné également des conseils en matière de politique économique et financière et d'administration. Elle a recouru à des

méthodes différentes suivant les cas : missions d'étude, services de conseillers résidents et de représentants résidents, programmes de formation professionnelle et mesures en faveur de la création de banques de développement. La BIRD a créé, en outre, une école pour la formation de cadres supérieurs pour les projets de développement, l'Institut de développement économique. Elle a créé aussi un Service consultatif en matière de développement composé d'experts chargés de donner des conseils en matière économique et financière, en vue surtout de la préparation et de l'exécution des programmes de développement. Elle a prêté ses bons offices à ceux qui en ont fait la demande, pour faciliter le règlement des contestations, soit entre gouvernements, soit entre des gouvernements et des particuliers. Elle envisage actuellement la possibilité de créer un système d'arbitrage. Elle a publié une étude sur des propositions pour l'assurance des investissements multilatéraux¹.

10. La BIRD a commencé ses opérations en qualité d'institution purement financière; elle est devenue depuis la pierre angulaire de tout un ensemble d'institutions d'assistance au développement qui peuvent offrir une aide financière et technique très étendue. La BIRD, l'ONU et d'autres organismes par leur collaboration disposent de mécanismes multiples et déjà éprouvés pour travailler à la réalisation des objectifs de la Décennie.

11. Il faut faire toutefois deux réserves importantes : en premier lieu, la pénurie d'experts ressentie dans le monde entier oblige les institutions, nationales et internationales, qui ont des programmes d'assistance à réduire fortement leurs projets. Toute nouvelle expansion de l'activité de la BIRD dans ce domaine se heurte d'abord à cet obstacle capital. Grâce à de nombreux programmes de formation professionnelle, des efforts sont faits actuellement pour accroître le nombre de personnes qualifiées et expérimentées, mais il est bien évident que, pendant plusieurs années encore, l'offre ne suffira pas pour satisfaire la demande. Ainsi qu'il est dit dans le rapport du Secrétaire général, l'établissement de nouveaux programmes et la création de nouvelles institutions imposent un supplément d'efforts à la main-d'œuvre qualifiée déjà très limitée dont on dispose. Il est à craindre non seulement que les nouveaux programmes et les nouvelles institutions ne puissent accomplir efficacement leur tâche, faute de personnel qualifié, mais aussi que l'efficacité des programmes existants n'aient à souffrir des obligations additionnelles imposées au personnel dont on dispose actuellement. Il serait donc bien préférable de concentrer les efforts pour utiliser au mieux les mécanismes de développement déjà éprouvés au lieu de s'efforcer toujours de trouver de nouvelles manières d'aborder le problème et de mettre au point de nouveaux arrangements institutionnels.

12. La seconde réserve concerne les capitaux dont on dispose. Il est sans doute probable que la BIRD et l'AID seront chargées au premier chef de canaliser les capitaux en vue du financement des programmes multilatéraux dont l'exécution est prévue au cours de la Décennie. La BIRD n'a pas eu de difficultés, ces dernières années, à

¹ *Multilateral Investment Insurance*, BIRD, Washington, D.C., mars 1962.

réunir, grâce à la vente d'obligations ou de toute autre manière, les fonds dont elle avait besoin pour assurer l'expansion considérable de ses opérations de prêt. Mais les prêts qu'elle peut accorder sont nécessairement fonction du crédit dont jouissent ses membres, c'est-à-dire de la mesure dans laquelle ils sont capables de contracter, avec prudence, sous une forme traditionnelle, de nouveaux engagements en devises étrangères; ils dépendent aussi, jusqu'à un certain point, de la nature des projets que la BIRD est appelée à financer. Dans ces conditions, la BIRD est prête sans doute à essayer de maintenir ses avances au même niveau élevé, mais la grande partie des fonds supplémentaires nécessaires pour atteindre les objectifs de la Décennie du développement devront être fournis, non pas par elle, mais par l'AID.

13. Ainsi que l'a dit le Secrétaire général au chapitre VI de son rapport, l'AID est parfaitement qualifiée pour jouer ce rôle. Elle peut non seulement investir des fonds à des conditions « généreuses », ce qu'exigent souvent des considérations de balance des paiements, mais elle est autorisée également à financer toutes les catégories de projets, pourvu qu'ils s'agisse de projets prioritaires, ce qui permet d'englober non seulement tous les projets directement productifs, mais aussi les programmes de formation technique, d'enseignement, d'adduction d'eau, etc.

14. Toutefois, si l'on veut que l'AID joue un rôle aussi capital au cours de la Décennie, ses ressources devront être augmentées rapidement dans une mesure importante. Le Président de l'AID a informé récemment les Administrateurs que, sur la base des engagements déjà contractés et des projets déjà envisagés, le capital initial de 760 millions de dollars serait entièrement engagé au milieu de 1963. Dans ces conditions, si l'on veut éviter une interruption grave des opérations de l'AID, les gouvernements membres devront faire savoir rapidement s'ils sont décidés à procurer à l'AID de nouvelles ressources et à quelles périodes d'activité ces ressources correspondront. Dans une large mesure, l'aide apportée par les gouvernements à l'AID permettra de se rendre compte si ces gouvernements ont vraiment l'intention de faire le nécessaire pour que des progrès notables soient réalisés au cours de la Décennie et s'ils font confiance à l'efficacité de l'action multilatérale pour atteindre ces objectifs.

15. Depuis quelques années, une collaboration harmonieuse et fructueuse s'est établie entre l'ONU et le Fonds spécial, d'une part, les institutions du groupe de la BIRD, de l'autre. Des relations étroites ont été établies également entre la BIRD et les autres institutions spécialisées, à l'occasion notamment de leurs missions consultatives. La création de l'AID, organisme qui peut financer des catégories plus vastes de projets, dont beaucoup intéressent les autres institutions spécialisées, a permis d'intensifier cette coopération. Les progrès de ces efforts en commun permettent de bien augurer du travail entrepris conjointement par ces diverses institutions dans le cadre des nombreux programmes de la Décennie.

16. La BIRD et ses organes affiliés se félicitent de l'occasion qui leur est offerte de participer à ce débat. Ils en escomptent non pas tant la mise en train de nou-

veaux programmes et la création de nouvelles institutions, bien que certains puissent s'avérer nécessaires, mais ils pensent qu'un tel débat pourrait encourager les gouvernements à accroître l'efficacité des mécanismes existants, en mettant à leur disposition des fonds plus considérables et un personnel plus nombreux. Si l'on disposait de telles ressources, il devrait être possible d'atteindre les objectifs fixés pour la Décennie.

17. M. DIOP (Sénégal) rappelle que son pays a appuyé la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, relative à la Décennie du développement, parce que l'indépendance politique ne doit pas être considérée par les jeunes nations comme une fin en soi, mais comme le moyen de relever le niveau de vie de leurs populations, l'indépendance politique dans la misère économique et sociale chronique devenant à la longue une illusion dangereuse.

18. Cependant, le développement de ces nations est une tâche si lourde qu'elles ne peuvent le réaliser par leurs moyens propres. Le Sénégal, par exemple, devrait consacrer la totalité de ses ressources budgétaires à l'éducation pour pouvoir envoyer à l'école tous les enfants d'âge scolaire, et on voit par conséquent les difficultés auxquelles se heurte l'Etat pour assumer pleinement et efficacement ces charges sociales. Une solution de résignation consisterait à ne scolariser que la moitié environ de la jeunesse sénégalaise (contre 30% environ actuellement); les conséquences pourraient être désastreuses pour la formation de la masse des travailleurs et des élites. Aujourd'hui, en effet, il est généralement admis que le succès du développement d'un pays dépend autant de l'aptitude des hommes à produire que des moyens de production (capital et équipement) et qu'il exige une main-d'œuvre et des cadres hautement qualifiés. Ainsi donc, le problème de la scolarisation au Sénégal démontre la nécessité rigoureuse d'une assistance des pays développés aux pays du tiers-monde, et l'on pourrait arriver à la même conclusion en ce qui concerne les autres secteurs du domaine économique ou social.

19. Pour M. Diop, la Décennie des Nations Unies pour le développement est la croisade la plus féconde de l'époque. Cependant, des précautions doivent être prises pour que l'aide apportée à l'Afrique donne le maximum de profit et que le développement soit efficace. En premier lieu, il faut laisser aux pays africains une large initiative dans l'élaboration de leur plan de développement, notamment en ce qui concerne l'ordre de priorité des besoins: le développement ne doit pas profiter seulement aux grands centres urbains, mais aussi aux villages, cellules sociales de base de la communauté africaine. Il faut ensuite que les Etats africains eux-mêmes se rendent compte qu'ils ne se développeront que dans la mesure où ils sauront eux-mêmes constituer une épargne nationale pour participer aux investissements étrangers. Les pays donateurs doivent consacrer 1% de leur revenu national à l'aide extérieure et, à cet égard, M. Diop se félicite de l'effort fait par la Suède qui a porté sa contribution au Fonds spécial à 5 millions de dollars; mais cette aide ne doit pas mettre en cause l'indépendance politique des pays bénéficiaires. Il convient, en troisième lieu, que l'on porte aux programmes intéressant plusieurs

Etats autant d'attention qu'aux programmes strictement nationaux: il faut, par exemple, réaliser pour l'aménagement du fleuve Sénégal ce qui a été fait pour le Mékong. Il y aurait avantage à intégrer les plans nationaux dans un ensemble régional, mais aussi à créer pour l'Afrique un organisme de coordination car les pays africains doivent conserver le caractère complémentaire de leur économie et ne pas affronter en concurrents les marchés mondiaux. En même temps, les pays développés doivent établir un plan de protection des produits agricoles et industriels de base et faciliter le débouché de ces produits sur les marchés mondiaux.

20. La délégation sénégalaise estime que la décentralisation des activités de l'ONU au niveau des régions est une initiative heureuse et elle souhaite l'établissement en Afrique d'un institut régional de développement et de planification économiques, d'une banque africaine de développement et d'un institut de formation de cadres supérieurs industriels et commerciaux. Le but ultime est de faire en sorte qu'en 1970 le taux de développement des pays africains atteigne 5%, de construire 20 millions de logements, d'augmenter de 50% la ration alimentaire actuelle des 1 milliard 500 millions d'habitants du tiers monde, de doubler les soins médicaux qu'ils reçoivent et de leur donner une éducation qui leur permette de mettre à profit et de maintenir ce que la société des nations, dans un immense effort de construction de la civilisation de l'Universel, selon le mot du Président Senghor, aura réalisé pour eux pendant la Décennie. C'est la meilleure sauvegarde de la paix et de la sécurité internationale.

21. M. FRANZI (Italie) ne croit pas nécessaire de rappeler le point de vue de la délégation italienne sur la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, car il a déjà été exposé au cours de la seizième session de l'Assemblée. D'autre part, le vote unanime dont cette résolution a fait l'objet démontre qu'il n'y a aucune divergence d'opinion à l'égard des idées fondamentales et des objectifs qui y sont énoncés, et la délégation italienne n'entend pas exploiter l'examen d'un argument aussi important à des fins de propagande politique. De plus, l'accélération du développement des jeunes nations demande un effort concerté et harmonieux de tous les pays intéressés, et il est, par conséquent, dangereux et nuisible de semer la méfiance dans les pays bénéficiaires à l'égard des pays donateurs.

22. La haute tenue du rapport dont le Secrétaire général a saisi le Conseil (E/3613) est une première garantie que rien ne sera négligé par l'ONU pour atteindre les objectifs fixés pour la Décennie du développement et les problèmes qui se posent y sont exposés avec une concision et une clarté remarquables. La délégation italienne adresse ses félicitations au Secrétaire général et aux chefs des institutions spécialisées pour leur coopération en la matière, mais regrette que quatre pays seulement des régions peu développées aient, en fait, répondu à l'invitation du Secrétaire général de formuler des propositions touchant le programme de la Décennie et son application dans leurs plans nationaux. Ces réponses toutefois sont intéressantes et ne manqueront pas de fournir des éléments utiles à la solution des problèmes.

23. Le rapport du Secrétaire général expose les conditions qui ont été réalisées les années précédentes pour le développement des jeunes nations et qui constituent la base de leurs progrès futurs. Il réaffirme l'idée que le développement pourra être réalisé par des plans et des programmes généraux tenant compte de tous les éléments possibles — ce qui renvoie au second plan les discussions plus ou moins doctrinaires visant à fixer *a priori* une ligne de démarcation entre initiative publique et initiative privée et à établir des alternatives telles que: agriculture ou industrie; industrie lourde ou légère. Le Secrétaire général reconnaît aussi dans son rapport la nécessité d'adopter des mesures internationales pour remédier à l'instabilité du commerce international des produits de base et mieux utiliser les organismes spécialisés existants tels que le GATT et la Commission du commerce international des produits de base. Le rapport préconise encore l'inventaire des ressources nationales et des possibilités d'investissement de chaque pays et reconnaît l'importance fondamentale du facteur humain, le problème essentiel des pays en voie de développement étant surtout désormais un problème de capacité de produire. Enfin, le rapport affirme la tendance à la coopération régionale. Ainsi donc, les réalisations des années précédentes servent d'indicateurs de tendances et de méthodes: elles indiquent le chemin à parcourir et les moyens à employer pour favoriser le progrès économique et social. Un des problèmes fondamentaux à cet égard concerne le développement de techniques plus efficaces visant à assurer un emploi plus économique des ressources de l'assistance internationale.

24. La délégation italienne, comme le Secrétaire général, pense qu'un des problèmes essentiels est de trouver les moyens de traduire en action efficace le désir des pays industriels de venir en aide aux autres et elle soutient la proposition d'intensifier les études relatives au courant des capitaux publics et privés vers les pays en voie de développement et de créer dans ces pays les conditions propres à attirer les investissements étrangers. Elle se félicite également que le Secrétaire général ait attiré l'attention du Conseil sur la nécessité d'établir un équilibre entre l'examen des problèmes de la production industrielle et celui des problèmes de la production agricole, qui est encore très insuffisante, et elle exprime l'espoir que son appel sera entendu. Les vrais problèmes du développement sont l'épargne, la formation technique et la planification et il faut envisager les problèmes du développement dans une perspective d'ensemble par une judicieuse planification. La Décennie pourrait être placée, comme l'a suggéré le Gouvernement norvégien, sous le signe d'une planification, qui devra porter non seulement sur l'augmentation de la production, mais aussi sur les possibilités présentes et futures de débouchés sur les marchés inférieurs et sur le marché mondial; cette planification devra aussi porter sur les problèmes de structures et de diversification de l'économie.

25. La question des droits de l'homme a été quelque peu négligée dans le rapport, mais il ne fait aucun doute qu'elle est bien présente à l'esprit du Secrétaire général et des Etats Membres, car personne ne nie qu'il y a un seul développement, qui englobe tous les aspects économiques et sociaux. On aurait pu mettre l'accent davan-

tage sur les besoins spécifiques de l'enfance (autres que la création de cadres qualifiés) car les enfants, s'ils ne sont pas les artisans de la Décennie du développement, seront ceux de la décennie suivante et ils méritent autant de considération que leurs parents.

26. M. FRANZI exprime l'espoir qu'on pourra trouver les moyens nécessaires pour atteindre les buts de la Décennie, à condition qu'on ait la volonté de le faire. Le Gouvernement italien, quant à lui, est disposé à assumer toutes ses responsabilités dans les limites de ses possibilités économiques et financières et des nécessités de la politique intérieure.

27. M. DUPRAZ (France) indique que la véritable signification de la Décennie du développement, telle que le représentant des Etats-Unis d'Amérique l'a exposée à la 1214^e séance, est de dégager une détermination commune d'affronter une entreprise humaine au-dessus des conflits nationaux, raciaux ou idéologiques. Le programme de la Décennie n'aura de valeur et ne pourra réussir que s'il se fonde sur l'intention des Etats Membres de contribuer, séparément ou conjointement, à améliorer le sort de l'humanité et que s'il contribue à favoriser l'état d'esprit indispensable. Tous les pays sont d'accord sur les objectifs à atteindre, et la France souscrit à l'énumération que le Secrétaire général a faite des tâches prioritaires qui sont le fondement d'un programme d'action commun.

28. L'une de ces tâches consiste à prêter aux pays en voie de développement l'assistance technique dont ils auront longtemps besoin. Pour coordonner leurs activités d'assistance technique, les Nations Unies ont été amenées à instituer le Programme élargi d'assistance technique et à créer le Fonds spécial. La France, de son côté, a adapté ses programmes d'aide technique à mesure que s'accroissaient et se précisaient les besoins des pays bénéficiaires et elle en a fait un instrument concerté et non plus unilatéral. Cependant, une constatation s'impose : pour être efficace, l'assistance technique doit s'inscrire dans le cadre de plans de développement couvrant les principaux secteurs économiques et ajuster ses moyens aux étapes fixées par les gouvernements, seuls capables d'exprimer les besoins et les aspirations des pays qui la reçoivent. Cela suppose une grande pratique des problèmes à résoudre et une administration capable d'établir et de coordonner le développement économique et social, et il ne faut pas que la coordination reprenne ce que l'indépendance a donné, mais soit un élément supplémentaire de la viabilité nationale. Vu l'immensité du domaine qui s'offre à l'assistance technique, il est indispensable d'intéresser au développement toutes les forces vives d'un pays. Compte tenu des besoins immenses et des ressources considérables à mettre à la disposition des pays peu développés, il est vraisemblable que l'assistance technique des Nations Unies et l'aide bilatérale conjuguées suffiront à peine à satisfaire les exigences du développement économique.

29. A cet égard, le Secrétaire général souhaite dans son rapport une augmentation du volume et une plus grande régularité du courant de capitaux étrangers vers les pays en voie de développement. La masse moyenne des capitaux mise par la France à la disposition de ces pays

dépasse régulièrement chaque année, depuis 1956, 1 milliard de dollars, soit 2 à 2,5 % du produit national brut, et la classe au premier rang des pays contributeurs. Sur ce total, 65 % proviennent du secteur public. La contribution de la France à des organismes d'assistance multilatéraux, notamment au Fonds de développement de la Communauté économique européenne, dépassera vraisemblablement 100 millions de dollars en 1962. Le Gouvernement français examinera aussi la place qu'il convient de donner dans le programme de la Décennie à la proposition tendant à accroître les ressources mises à la disposition de l'AID, mais il n'entend pas pour cela ralentir son grand effort en faveur des nouveaux Etats indépendants.

30. Une autre tâche essentielle de la Décennie doit consister à augmenter les recettes d'exportation des pays peu développés. Si l'accord est aisé sur les généralités, les vues diffèrent quant aux moyens d'y parvenir, certains voulant orienter ces pays vers la fabrication de produits industriels, d'autres se demandant s'il ne serait pas préférable de revaloriser le prix des matières premières. Or, des travaux effectués par le Secrétariat de l'ONU et par la FAO mettent en relief la nécessité d'élaborer une politique concertée des produits de base. La France s'est prononcée pour la revalorisation du cours des produits de base afin de soulager les producteurs privés et les Etats de la pression des prix marginaux. On lui oppose que cette mesure conduirait à encourager les pays qui produisent des denrées à des prix déjà avantageux et qu'elle nécessiterait une intervention accrue des pouvoirs publics. La position française en fait n'est que la transposition sur un plan plus large de méthodes qui ont fait leurs preuves dans un cadre plus limité. Quoi qu'il en soit, la délégation française apprécie et soutient les tentatives actuelles qui visent à garantir les recettes d'exportation des pays primaires, mais, à son avis, ce ne sont que des palliatifs à court terme, le véritable problème étant d'agir sur les causes mêmes de la situation. Par ailleurs, faute d'une réorganisation globale des échanges agricoles, le Programme alimentaire mondial adopté par les Nations Unies et la Campagne contre la faim lancée par la FAO n'entreront pas dans la phase révolutionnaire que veut être la Décennie du développement et demeureront deux modalités louables de disposition des excédents.

31. Les mêmes considérations valent pour les produits manufacturés. Mais dans ce domaine, on se heurte à un obstacle particulier : l'industrialisation nouvelle des jeunes nations vient s'ajouter à la capacité productive des pays industriels. S'il convient que ceux-ci s'ouvrent à la production de ceux-là, des accords internationaux comme les dispositions concernant le commerce international des textiles de coton, signées en 1961 dans le cadre du GATT, devront être conclus pour éviter la désorganisation des marchés ; en outre, il faudra que les pays qui s'industrialisent recherchent des débouchés nouveaux et, également peut-être, certaines formes d'organisation des échanges au niveau régional.

32. La crainte d'une insuffisance des moyens consacrés à l'assistance aux pays en voie de développement a conduit les Nations Unies à étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement afin d'établir

s'il ne serait pas possible de dégager des ressources nouvelles. L'étude contenue dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à ce sujet (E/3593) procède d'un idéal qu'il convient d'entretenir sans découragement, mais aussi sans illusion, car l'éventualité du désarmement ne paraît pas immédiate. Quoi qu'il en soit, cette étude montre que le désarmement aurait en général des conséquences heureuses sur le développement économique et social des pays intéressés. Néanmoins, deux problèmes subsistent : celui du désarmement lui-même, et celui de l'estimation de la part des ressources dégagées qui pourrait être consacrée au développement. Mais, qu'il y ait ou non désarmement, les pays industrialisés sont engagés dans une politique d'aide aux pays peu développés, et leur préoccupation immédiate est de donner aux moyens dont ils disposent les usages et l'efficacité qui répondent le mieux aux besoins.

33. A cet égard, tous les moyens seront inopérants si le milieu destiné à les accueillir n'est pas en mesure d'en tirer parti. La France attache une importance primordiale aux aspects humains du développement et pense qu'il faut assurer la santé du corps et de l'esprit de l'homme qui doit construire son pays. Dans le domaine de la santé physique, elle participe à la lutte contre les fléaux endémiques en Afrique, aide le Congo (Léopoldville) à constituer un corps médical et suit avec intérêt les entreprises de la FAO et de l'OMS dans les domaines de la nutrition et de l'éradication du paludisme; elle approuve aussi le projet de résolution présenté par le FISE (E/3658, annexe) qui recommande aux Etats Membres d'accorder aux problèmes de l'enfance, dans leurs plans de développement, la place qu'ils méritent.

34. Les problèmes de l'éducation dépassent de beaucoup la formation étroitement utilitaire des cadres administratifs et techniques et d'une main-d'œuvre qualifiée : il s'agit en effet de former des hommes capables d'assimiler, pour les dominer, tous les aspects du développement, de réaliser dans la paix et dans l'ordre les réformes de structure qui sont à la fois la condition et la conséquence du développement. C'est dans cette perspective que la délégation française apprécie les parties du rapport du Secrétaire général (E/3613) consacrées notamment au programme OPEX des Nations Unies, au développement communautaire, à la formation professionnelle, à l'urbanisme, à la réforme agraire, préalables au conditionnement du milieu.

35. Mais, dans tous les cas, il importe de reconnaître la primauté du respect des droits de l'homme sans lesquels le développement risquerait d'être le triomphe d'une nouvelle servitude plus implacable que toutes celles dont l'humanité n'a cessé de se libérer au cours de son histoire.

36. La résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à mettre en œuvre des politiques permettant de réunir les conditions de succès de la Décennie du développement. La France poursuivra et intensifiera ses efforts, convaincue que l'immensité de la tâche et celle des besoins rendent inutiles et néfastes les rivalités et les surenchères. Dans cette vaste entreprise, tous les pays ont leur rôle à jouer,

selon leur génie propre : les succès et les échecs des pays industriels susciteront la réflexion de tous les autres; les pays en voie de développement devront adopter leurs structures aux impératifs de l'expansion et faire naître parmi leurs populations la foi en l'avenir. Il appartiendra à l'ONU et aux institutions spécialisées, qui ont pour vocation de stimuler les énergies, d'être le lieu où se comparent les expériences. Si la Décennie doit conduire, en fin de compte, au resserrement des liens entre les peuples, elle accroîtra le prestige de l'Organisation des Nations Unies et surtout donnera à chacun de ses Membres le sentiment d'avoir contribué efficacement à une grande œuvre humaine.

37. M. WINIEWICZ (Pologne) déclare que la concurrence économique entre pays socialistes et pays capitalistes est l'un des facteurs qui a contribué à l'expansion rapide de la dernière décennie, durant laquelle la production mondiale s'est accrue à un taux exceptionnellement élevé. Il est indispensable que ces pays puissent coexister car un conflit armé risquerait d'anéantir des nations entières et de détruire la civilisation, tandis qu'une rivalité pacifique ne peut que stimuler le développement de l'économie internationale. Le Gouvernement polonais, comme ceux d'autres pays socialistes, poursuit une politique de coexistence pacifique et de coopération avec les Nations Unies.

38. Toutefois, le développement économique de ces dernières années a son revers; les pays pauvres prennent du retard, souffrent de la faim et de la misère et ne profitent guère des bienfaits du progrès scientifique et technologique. Pendant la dernière décennie le revenu par habitant des riches pays capitalistes, qui était déjà 10 fois plus élevé que dans les pays sous-développés, a continué de s'accroître à un rythme plus rapide que dans ces derniers. Aussi le décalage n'a fait que s'accroître entre les pays privilégiés et ceux qui sont moins favorisés.

39. Le problème des pays sous-développés est une question essentielle non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue politique et moral et c'est à l'humanité tout entière qu'il appartient de le résoudre. Si l'on se fonde sur l'évolution historique, il faut reconnaître en bonne justice que cette responsabilité incombe au premier chef aux pays qui doivent leur niveau de vie élevé surtout à l'exploitation des régions sous-développées, soit par le colonialisme, soit par d'autres formes non moins brutales de servitude imposée. Cependant les progrès des pays socialistes ont modifié radicalement la répartition du monde entre pays privilégiés et pays défavorisés. Les pays socialistes, avant d'avoir adopté leur nouvelle structure politique, avaient un niveau économique comparable à celui des pays sous-développés et ils ont eu souvent à souffrir de leur exploitation par le capital étranger; cependant, en un temps relativement court, ils ont accompli d'immenses progrès, atteignant ainsi un niveau économique beaucoup plus élevé, avec un taux de croissance spectaculaire. Leur exemple doit donner confiance à d'autres pays, en leur faisant espérer un développement aussi rapide : M. Winiewicz tient à insister particulièrement sur ce point parce que certains représentants ont préconisé l'adoption de

méthodes qui sont en général appliquées dans les pays capitalistes. C'est à ces derniers que s'adressait peut-être le représentant des Etats-Unis d'Amérique lorsqu'il a déclaré à la 1214^e séance qu'aucun système ne saurait répondre à tout, même si l'on est très tenté de prétendre que tel est le cas.

40. L'exemple de la Pologne montre clairement comment on peut triompher en peu d'années du sous-développement. Ce pays a traversé pendant les années 1950-1960 une phase très dure d'industrialisation accélérée qui a exigé des sacrifices et un renoncement continuel. Mais il a atteint finalement un niveau économique beaucoup plus élevé que celui de l'avant-guerre et il a réalisé les conditions nécessaires à une expansion équilibrée, durable et rapide. La situation économique du pays permet un taux annuel d'accroissement du revenu national de 7 à 8 % et une expansion équilibrée de la consommation et des dépenses d'équipement. Il est probable que la plupart des pays sous-développés seraient capables d'atteindre le même taux de croissance économique.

41. M. Winiewicz a fait sienne l'interprétation de la situation mondiale actuelle qui a inspiré l'idée de la Décennie du développement; il espère que le programme sera positif et efficace afin de répondre, du moins dans une certaine mesure, à l'ampleur des problèmes à résoudre. Si la Décennie ne se traduit pas par des progrès considérables, le prestige des Nations Unies risque d'en souffrir.

42. L'objectif défini dans le rapport du Secrétaire général et qui est de créer des conditions telles que le revenu national des pays en voie de développement augmente tous les ans de 5 % jusqu'en 1970 et qu'à partir de ce moment les niveaux de vie doubleront au cours d'une période de 25 à 30 ans est un objectif minimum si l'on tient compte des possibilités et des espérances. Le mécontentement croît devant l'inégalité frappante des niveaux de vie des diverses nations et des divers continents, inégalité qui est ressentie comme une atteinte à la dignité humaine. Il est paradoxal que ces inégalités soient plus marquées que jamais à une époque de progrès scientifiques et technologiques sans précédent.

43. Le taux d'accroissement annuel qui a été envisagé est bas, si l'on tient compte non seulement de ce qui s'est passé en Pologne et dans d'autres pays socialistes, mais aussi des espérances de conditions économiques meilleures qui se font jour dans les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Et pourtant, il sera difficile de réaliser ce programme minimum lui-même si certaines conditions essentielles et décisives ne sont pas remplies. Divers facteurs intérieurs et extérieurs exercent une influence sur le développement économique, et l'on devrait surtout s'efforcer pendant la Décennie de créer des conditions extérieures favorables en améliorant dans son ensemble la structure des relations économiques internationales. Le rapport du Secrétaire général contient une série de recommandations aux gouvernements et aux organes des Nations Unies; certaines d'entre elles impliquent des changements institutionnels indispensables dans le secteur agricole et dans d'autres secteurs pendant que d'autres mettent l'accent sur l'industrialisation en

tant qu'important facteur de développement. Il est vrai que l'industrialisation a un rôle spécial à jouer du fait qu'elle crée des conditions structurelles favorables à une croissance autonome, à des relations meilleures avec le reste du monde et à une indépendance économique plus grande.

44. Les mesures prises par les Nations Unies pour aider les pays peu développés à élaborer leurs politiques de développement devraient être maintenues et développées. Mais la persuasion et les avis ne sont pas suffisants en eux-mêmes. Diverses déclarations prononcées au cours de la discussion ont été gâchées par le ton protecteur adopté par l'orateur à l'égard des nations qui, en luttant pour leur liberté et en voulant l'indépendance de leur pays, ont fait preuve depuis d'une pleine maturité politique. Ce dont on a besoin c'est d'une assistance qui permettrait à ces pays de passer à l'action. C'est pourquoi le programme des Nations Unies devrait d'abord prévoir des études approfondies et des propositions touchant les facteurs extérieurs du développement économique; à cet égard, M. Winiewicz attend avec intérêt l'issue des délibérations du groupe de travail institué aux termes de la résolution 875 (XXXIII) du Conseil et chargé d'élaborer une déclaration sur la coopération économique internationale.

45. Du point de vue des pays insuffisamment développés, la grande importance du commerce international réside dans le fait qu'il crée des possibilités sérieuses d'investissement en capital sans lesquelles aucun développement n'est concevable. Etant donné la structure économique actuelle de ces pays, plus de 50 % de leurs biens d'équipement doivent dans de nombreux cas être importés des pays industriellement développés. Ainsi donc, le processus de développement, du moins à ses débuts, s'accompagne d'une augmentation croissante des importations. Pour accélérer leur développement économique, les pays en voie de développement devraient donc avoir la possibilité de développer leurs exportations et recevoir l'assurance qu'elles leur seraient payées à un prix raisonnable. Les pays en question seront à même en temps voulu de résoudre leurs problèmes d'investissement grâce à une évolution structurelle de leur propre économie; mais pendant une douzaine d'années encore, ils devront compter sur le commerce extérieur.

46. Il s'ensuit que le commerce international constitue le problème essentiel lorsqu'il s'agit de pays peu développés. Or, la demande de leurs produits d'exportation ne s'accroît que très peu dans le même temps que les termes de l'échange évoluent défavorablement. C'est là une tendance que les pays exportateurs de produits agricoles et de produits minéraux bruts sont incapables de combattre. Paradoxalement, plus le désir qu'ont ces pays de se développer est grand, moins les termes de l'échange leur sont favorables précisément parce que leur développement les force à augmenter leurs exportations vers un marché qui est limité. Si le revenu national des pays en voie de développement devait s'accroître au rythme de 5 % par an, leur capacité d'importation devrait augmenter à un rythme encore plus élevé; or, la valeur réelle de leurs exportations n'a augmenté que de 2 % par an au cours des dix dernières années.

47. Il est donc difficile d'imaginer que les objectifs de la Décennie seront atteints, à moins que les conditions du commerce mondial ne changent considérablement. Les Nations Unies devraient donc organiser une conférence mondiale sur le commerce qui étudierait notamment les mesures propres à promouvoir le développement commercial et qui, à l'issue de cette étude, instituerait une organisation commerciale internationale. M. Winiewicz a du mal à comprendre ceux qui, tout en se proclamant en faveur de la Décennie du développement, prétendent qu'une telle conférence serait prématurée.

48. L'influence de groupements économiques fermés tels que le Marché commun d'Europe occidentale rend encore plus urgente la convocation d'une telle conférence. La loi de la puissance économique qui veut que le fort devienne plus fort encore et le faible encore plus faible joue un rôle décisif dans les relations économiques du monde capitaliste. Le renforcement économique des éléments les plus forts du commerce international grâce à l'intégration ne saurait renforcer les éléments plus faibles, bien au contraire. Bien que nouvelle dans la forme, l'intégration de l'Europe occidentale ne change apparemment rien au fond car elle perpétue les rapports de dépendance économique et d'exploitation; c'est pour cela que l'on a parlé à ce sujet de néo-colonialisme. A la veille de la Décennie du développement, les partenaires les plus forts ont recours à des méthodes protectionnistes qui perpétuent cette division internationale du travail si désavantageuse pour les pays peu développés. Les propos de M. Winiewicz ne sauraient être écartés comme étant inspirés par la propagande; la situation qu'il décrit est réellement en train de se créer. Il n'y aurait rien à redire à des mesures protectionnistes qui seraient utilisées par les faibles contre les forts, mais rien ne les justifie quand c'est le contraire qui se produit.

49. M. Winiewicz ne s'oppose pas à l'établissement de formes de coopération plus étroite entre pays d'une même région; la Pologne elle-même appartient à un groupe sous-régional composé de plusieurs pays socialistes. Ce qui importe, c'est le caractère véritable de ces groupements: ils devraient faciliter la coopération et ne pas nuire aux intérêts des autres groupes. Les Nations Unies seraient peut-être bien inspirées d'élaborer un code à l'intention des groupements régionaux ou sous-régionaux de façon que les relations économiques internationales soient telles qu'elles tiennent compte des intérêts des pays insuffisamment développés comme d'ailleurs de l'intérêt général.

50. En ce qui concerne les propositions tendant à établir des « marchés communs » en dehors de l'Europe, il serait préférable et plus efficace dans le cas des pays peu développés de commencer par une forme préliminaire de coopération consistant en une coordination régionale des plans de développement et en des accords commerciaux à long terme.

51. Un changement radical de l'orientation du commerce international et de la coopération économique entre nations s'impose de toute évidence. Le commerce devrait devenir le principal instrument de coopération entre pays dotés de systèmes sociaux et politiques différents et appartenant à des régions géographiques différentes;

sur le plan politique, cette coopération servirait la cause de la paix.

52. Cette argumentation fait apparaître que le principal moyen financier de développement économique des pays devrait être recherché dans leurs propres ressources naturelles. En réalité, le fait que les pays peu développés ont besoin d'une assistance est largement dû à ce que les relations économiques du passé ont forcé les pays exploités par les puissances coloniales à accepter une division du travail qui les desservait et ont transformé le commerce extérieur en une source de profit pour les seuls pays capitalistes très développés. Certes l'assistance économique est souhaitable, mais la condition essentielle pour accélérer le développement économique des pays peu développés réside en l'amélioration des relations économiques internationales.

53. L'évolution des temps modernes offre une grande chance à l'humanité; en effet, si le désarmement intégral devient une réalité et si une partie importante des ressources ainsi dégagées est utilisée pour aider les pays peu développés, ceux-ci pourront atteindre en une génération le niveau économique qui est actuellement celui des pays très industrialisés. Aussi, tous ceux qui souhaitent sincèrement le succès de la Décennie devraient appuyer avec enthousiasme le désarmement général et complet.

54. Les formes et les moyens utilisés pour fournir une assistance financière ne sont pas sans avoir leur importance. L'assistance peut être fournie bilatéralement mais la méthode multilatérale est plus intéressante. C'est pourquoi les propositions tendant à créer un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique (SUNFED) et par la suite un fonds d'équipement des Nations Unies ont été discutées pendant des années aux Nations Unies; mais ces propositions ne se sont pas matérialisées par suite du refus inflexible opposé par les puissances occidentales. La situation ne s'est pas améliorée depuis la proclamation de la Décennie.

55. L'assistance économique devrait se concentrer sur le développement industriel et sur la création de conditions propices à ce développement. Le rapport du Secrétaire général sur la Décennie du développement et d'autres publications des Nations Unies ont reconnu que le développement industriel est souhaitable, et l'Organisation a institué un Comité du développement industriel; mais, outre l'assistance financière, une assistance technologique est également nécessaire pour le développement industriel. A ce propos, le Secrétariat devrait s'efforcer d'obtenir davantage d'informations touchant les besoins en préinvestissement des pays demandant une assistance; les Nations Unies pourraient peut-être aider à créer des sociétés nationales et régionales de consultation pour différentes industries.

56. Les pays socialistes, y compris la Pologne, ont acquis une grande expérience pratique pour ce qui est de résoudre les problèmes de croissance économique. M. Winiewicz ne peut s'empêcher de penser que bon nombre des idées qui animent le programme de la Décennie du développement, telles que la planification du développement, le développement industriel et la nécessité d'une diversification économique, s'inspirent de l'expérience des pays socialistes. La Pologne est prête

à faire part des enseignements qu'elle a tirés des années passées; les experts polonais sont utilisés dans de nombreux pays surtout au titre d'accords bilatéraux. La Pologne pourrait prendre une part plus importante aux projets d'assistance multilatérale si elle n'était entravée par la politique des Nations Unies, ceci au désavantage flagrant des bénéficiaires éventuels.

57. Si l'on veut que le programme de la Décennie du développement ne soit pas lettre morte, il convient de l'exécuter au moyen d'un effort commun et concerté; s'il doit être efficace, il ne faut pas se contenter de mesures marginales mais il faut s'attaquer aux problèmes fonda-

mentaux; si l'on ne veut pas qu'il devienne un programme figé dans la routine, il s'agit d'en faire un processus continu à l'intérieur duquel l'ONU corrigerait et complèterait constamment son programme d'action, de concert avec tous ses organes, notamment les commissions économiques régionales et ses organisations affiliées. Le Conseil devrait aborder une question d'une importance aussi vitale dans un esprit critique et sans illusion; il ne devrait jamais se contenter uniquement de mots ou de résolutions.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

Mercredi 11 juillet 1962

à 10 h 45

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 4 de l'ordre du jour:

Décennie des Nations Unies pour le développement

Débat général (suite) 77

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Ghana, Indonésie, Irlande, Mali, République arabe unie, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613 et Add.1 à 3, E/3658, E/3664; E/L.957 et Corr.1, E/L.958 et Add.1, E/L.960)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. EL-FARRA (Jordanie) déclare que la Décennie du développement marque une nouvelle étape de la coopération économique internationale et doit, de ce fait, être envisagée dans un esprit nouveau; les questions politiques, qui n'ont pas de rapport direct avec le point 4 de l'ordre du jour, doivent être laissées de côté pendant le débat; il s'agit ici de se tourner vers l'avenir et non vers le passé. D'ailleurs, en tant qu'organe technique de l'ONU, le Conseil n'a pas à examiner les mérites respectifs d'idéologies rivales; il faut laisser ce soin à d'autres organismes.

2. La résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale énonce le principe de l'association entre les pays développés et ceux qui sont en voie de développement. Que les peuples le veuillent ou non, ils vivent dans un monde dont les limites se rétrécissent et ils dépendent les uns des autres; il faut donc qu'ils se décident à coopérer car la seule autre solution serait l'anéantissement total. C'est l'interdépendance et l'association entre égaux, et non le communisme ou le capitalisme, qui peuvent rallier les suffrages des nationalistes d'Asie et d'Afrique. Les peuples de ces continents sont appelés à jouer un rôle important dans le monde nouveau qui surgit, car leurs pays possèdent des ressources immenses.

3. Les nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que quelques-uns des Membres plus anciens, continuent à se heurter dans leur développement économique à de nombreux obstacles. Leurs connaissances techniques sont réduites et leur organisation peu efficace; de plus, ils sont aux prises avec le problème urgent de l'accroissement démographique, qui est particulièrement rapide dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique.

4. Cet accroissement de la population — les milieux responsables l'ont reconnu à maintes reprises — entrave la mise en œuvre des plans de développement. En Asie, le Japon a réussi par diverses méthodes à maintenir l'accroissement de la population dans des limites raisonnables; il serait sans doute opportun de demander au Fonds spécial de patronner une étude sur le problème international de l'accroissement de la population ou d'organiser un cycle d'étude à Tokyo ou en tout autre lieu approprié.

5. Un autre problème grave est l'épuisement des ressources naturelles, qui tarira les revenus de certains pays en voie de développement. Si l'on ne trouve pas le moyen de sauvegarder le développement économique de ces pays, il leur sera difficile d'accéder à l'indépendance économique.

6. Le monde arabe d'aujourd'hui porte un vif intérêt au relèvement des niveaux de vie. Les planificateurs recherchent les méthodes les plus efficaces pour réaliser un développement social et économique harmonieux. Leurs besoins pressants excèdent les ressources financières et scientifiques dont on dispose et la Décennie du développement pourrait être, à cet égard, d'une grande utilité.

7. Les 12 Etats arabes qui ont participé à la Conférence sur les aspects sociaux de la planification du développement dans les pays arabes, organisée par les Nations Unies à Beyrouth du 6 au 12 novembre 1961, se sont penchés sur le problème épineux de la réalisation d'un développement social et économique équilibré. Cette conférence a montré que la justice sociale et les considérations économiques sont inséparables.

8. Dans le cadre de la Décennie, il convient de vouer une attention spéciale aux connaissances scientifiques et à leur application. C'est ainsi que, pour beaucoup de pays en voie de développement, la prospérité est fonction des conditions atmosphériques et, en particulier, des précipitations; les progrès de la technique devraient permettre de trouver des moyens d'agir sur le régime des pluies.

9. L'*Annuaire statistique* des Nations Unies pour 1960¹ révèle un phénomène alarmant: tandis que les pays industrialisés s'enrichissent, les recettes que les pays en voie de développement tirent de la vente de leurs produits accusent une diminution relative. La valeur des exportations mondiales a atteint en 1960 le chiffre record de 1 125 milliards de dollars, mais au cours des 10 dernières années, la part des pays sous-développés dans le commerce international a diminué de 30%. Une autre constatation est plus inquiétante encore: les pays pauvres dépensent un pourcentage plus élevé de leur produit national brut à satisfaire les besoins vitaux de leurs populations, ce qui réduit considérablement leurs possibilités d'investissement. Afin de combler cette lacune, il leur a été accordé des subventions et des prêts qui se sont élevés en 1960 à 4 milliards de dollars. Les pays qui ont accordé ces subventions et ces prêts méritent la gratitude des pays en voie de développement, mais il serait regrettable que cette situation persiste pendant des années. Il convient d'examiner ce problème dans le cadre de la Décennie du développement.

10. La question du développement industriel est d'une grande importance pour les pays en voie de développement et mérite d'être étudiée avec un soin spécial. Les gouvernements pourraient favoriser la création de sociétés pour le développement industriel, comme l'a fait la Jordanie. Ces sociétés évalueraient les besoins des pays en voie de développement et les ressources disponibles. En créant dans les pays développés des sociétés du même genre, il serait sans doute possible de recruter plus facilement les experts dont les services sont indispensables pour l'assistance technique et les recherches. Le Comité économique du Conseil aurait intérêt à étudier la possibilité d'instituer un système efficace de coopération, entre les pays en voie de développement et les pays plus avancés, par la création d'organismes tels que les sociétés pour le développement industriel.

11. Si l'on veut que ces idées portent leurs fruits, il importe que les pays développés ne prennent ni n'approuvent aucune mesure qui rende coûteuse et impossible la coopération dans les pays en voie de développement. Il faut s'opposer à la formation de groupements qui risquent de porter préjudice aux droits des autres et de susciter la concurrence déloyale, en particulier si les mêmes gouvernements qui soutiennent ces groupements interdisent sur leur territoire les pratiques commerciales de ce genre entre les sociétés privées. Les pays développés doivent se rendre compte qu'il est impossible d'atteindre à la prospérité dans un monde divisé et qu'investir des fonds dans les pays en voie de développement c'est préparer la paix, la prospérité et le bien commun.

12. M. El-Farra se félicite de ce qu'une Conférence des Nations Unies sur le café se réunisse ce même mois et que l'on prépare déjà une conférence sur le cacao pour le printemps de 1963. De nombreux Etats Membres de l'ONU demandent également que l'ONU organise une conférence sur le commerce international. Toutes ces réunions pourraient, à condition d'être fixées à des dates convenables et d'être parfaitement organisées, servir à améliorer le commerce extérieur des pays en voie de développement et à résoudre les problèmes que posent les marchés des produits de base.

13. M. El-Farra constate, pour finir, que le rapport du Secrétaire général (E/3613) contient des propositions très constructives, sur lesquelles sa délégation se propose de revenir au Comité économique.

14. M. WALKER (Australie) dit que, avant d'examiner le rapport du Secrétaire général contenant des propositions relatives à l'action que les Nations Unies pourraient entreprendre à l'occasion de la Décennie, il estime opportun de rappeler que la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale s'adresse en partie aux Etats Membres et qu'elle invite indistinctement les pays, quel que soit leur stade de développement, à prendre un certain nombre de mesures. Elle leur demande de suivre une politique et d'adopter des mesures tendant à assister les pays en voie de développement. Ces pays fixeraient leurs propres objectifs dans le cadre de l'objectif général qui, d'après l'introduction au rapport, est de doubler le niveau de vie en 25 ou 30 ans. Il est d'ailleurs réconfortant de constater que l'on considère cet objectif comme réalisable.

15. M. Walker a été particulièrement frappé par une phrase qui figure dans le deuxième paragraphe de l'introduction au rapport: « Le développement n'est pas simplement synonyme de croissance économique; c'est une croissance économique accompagnée de transformations ». D'ailleurs, même dans les pays riches, la croissance économique amène des transformations importantes. Une des conséquences du progrès économique est la redistribution de la main-d'œuvre et des ressources entre les divers secteurs de l'économie nationale. La résistance à ces changements empêche souvent même les communautés modernes de tirer pleinement parti du progrès technique. Dans une large mesure, le protectionnisme agricole des pays industriels témoigne de leur peu d'empressement à s'adapter à certains changements introduits par le progrès technique dans des pays où l'agriculture bénéficie de certains avantages naturels.

16. Pour la plupart des pays en voie de développement, les problèmes de croissance sont encore plus compliqués, car il leur a fallu, avant qu'une croissance économique tant soit peu appréciable devienne possible, procéder à des réformes sociales radicales. Ces pays ont eu souvent à créer de toutes pièces des industries nouvelles et à adopter de nouveaux modes de vie et de nouvelles attitudes. La principale responsabilité du développement économique devrait dès lors incomber aux pays intéressés eux-mêmes, qui seuls peuvent estimer si leur population est prête à accepter les changements d'organisation sociale et de mode de vie que le développement économique implique.

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente: 61.XVII.4.

17. Dans l'examen du rapport, le Conseil devrait étudier tout spécialement la question d'un ordre de priorité sur laquelle le Gouvernement australien a déjà attiré l'attention dans ses observations (voir E/3613/Add.2). C'est peut-être une des lacunes d'un rapport, par ailleurs excellent, qu'il n'aide guère à résoudre cette question. Bien entendu, il ne la passe pas entièrement sous silence et M. Walker note à l'avant-dernier paragraphe du chapitre premier l'énoncé de six tâches importantes « qu'il faudra accomplir pour faire de nos espoirs des réalités ». Ces six tâches pourraient bien être inscrites sur une liste de priorités, en vertu du principe qu'il faut finir ce qui a été commencé.

18. La délégation australienne espère que, lorsque le Conseil en viendra à rédiger sa résolution sur la Décennie du développement, il indiquera l'ordre de priorité dont pourront s'inspirer l'ONU et les institutions apparentées, et que cet ordre fera la place voulue aux activités auxquelles il importe d'attacher une importance spéciale, surtout au début de la Décennie.

19. En essayant d'indiquer certains domaines d'action qui devraient tout spécialement retenir l'attention, M. Walker déclare qu'il laissera de côté de nombreuses activités qui, sans aucun doute, continueront à faire partie intégrante de l'action entreprise au cours de la Décennie du développement. C'est ainsi, par exemple, que le Directeur général de la FAO a demandé (voir E/3613/Add.1), avec des arguments très convaincants, que l'on fixe des objectifs spécifiques tant pour l'amélioration de la nutrition que pour la production agricole, et que ces objectifs particuliers soient en rapport avec l'objectif général d'une croissance moyenne de 5% par an qu'on se propose d'atteindre au cours de la Décennie du développement. Dans sa réponse, le Gouvernement australien a pareillement souligné l'urgence des problèmes de nutrition et de développement agricole. La délégation australienne ne sous-estime pas non plus l'importance de l'industrialisation ou de la santé publique. M. Walker n'a pas l'intention de suggérer un ordre de priorité rigide à appliquer dans chaque pays, ni d'évaluer l'importance respective de divers facteurs dans le processus général de développement; il se bornera à attirer l'attention sur certaines priorités immédiates qui commandent l'action des Nations Unies au cours de la Décennie du développement.

20. La lecture du rapport ne laisse aucun doute sur l'activité des Nations Unies qui doit avoir la priorité au cours des prochaines années, et qui est l'assistance aux pays en voie de développement pour la formation de leur personnel; dans chacun des domaines qu'il passe en revue, le rapport ne cesse de souligner que ces pays ont besoin de davantage de personnel qualifié. En dépit de tous les efforts, le manque de personnel qualifié peut se révéler, dans de nombreux pays, l'obstacle au progrès le plus difficilement surmontable dans l'avenir immédiat. Bien entendu, l'ONU et ses institutions spécialisées, notamment l'OIT, ont depuis longtemps entrepris d'importants programmes de formation. Mais ce n'est pas seulement la formation de main-d'œuvre et de cadres industriels qui est nécessaire; la formation en agriculture et dans un grand nombre d'autres domaines est de pre-

mière importance, et l'une des carences dont souffrent les pays en voie de développement est l'insuffisance du nombre d'établissements d'enseignement, à tous les degrés, à commencer par l'enseignement primaire. Comme le Gouvernement australien l'a souligné dans sa réponse, à la section relative à l'enseignement, « il y a lieu, semble-t-il, de reconsidérer l'orientation des systèmes d'éducation en tenant compte des besoins réels des pays sous-développés eux-mêmes ».

21. Pour les jeunes gens, les problèmes de l'éducation et de la formation sont étroitement liés à celui de l'emploi. On devrait attacher une importance spéciale au cours de la Décennie du développement à l'assistance demandée par les pays qui éprouvent de graves difficultés à assurer un emploi aux jeunes gens et à les aider à s'adapter aux conditions nouvelles créées par le développement économique. Pour ce qui est de la formation en général, la tâche du Conseil serait facilitée si le Secrétariat pouvait préparer un inventaire des efforts accomplis dans divers domaines par toutes les institutions et organisations des Nations Unies, en indiquant l'importance des ressources financières consacrées à la formation et leur répartition approximative entre les différents types de formation. En possession de ces renseignements, le Conseil pourrait plus aisément examiner s'il y a lieu d'affecter à la formation en général ou à certains types de formation en particulier des ressources plus grandes encore.

22. Une autre tâche prioritaire pour les Nations Unies est l'assistance aux pays en voie de développement pour l'exploration, l'évaluation et l'exploitation de leurs ressources naturelles. Certains des champs d'activité les plus prometteurs ouverts dans ce domaine impliquent une conception régionale. Le projet du Mékong (E/3613, annexe II) est sans doute le prototype d'entreprises communes analogues dans d'autres régions.

23. Le progrès de la science et de la technique et leur adaptation aux besoins des pays en voie de développement devraient également retenir tout spécialement l'attention au cours de la Décennie du développement. A cet égard, M. Walker a été frappé par les remarques contenues au point 8 de la liste des « idées nouvelles » dans l'introduction au rapport du Secrétaire général. L'application de formes nouvelles d'énergie au profit des pays en voie de développement a bien fait l'objet de débats au Comité économique, mais ce n'est là qu'une partie infime du vaste domaine de la science et de la technique et M. Walker fonde de grands espoirs sur la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, qui doit se réunir en 1963. Les travaux ainsi commencés peuvent jouer un rôle décisif dans le développement d'un grand nombre de pays.

24. Passant à la question de l'amélioration de l'appareil institutionnel pour le développement, M. Walker note que la question varie d'importance d'un pays en voie de développement à un autre; toutefois, la Décennie du développement devrait lui conférer un intérêt spécial. Il n'est pas douteux que les pays en voie de développement continueront à demander une assistance technique pour la planification économique et sociale sous forme de financement international et aussi de collaboration aux

efforts qu'ils feront pour orienter et diriger leur développement. Sous cette même rubrique, il faut signaler également l'assistance aux gouvernements pour les aider à améliorer le rassemblement et la publication des statistiques qui sont indispensables tant pour la planification du développement que pour la mise en œuvre d'une politique économique. Tout aussi important et très urgent dans certains pays est le besoin d'assistance pour la réforme des systèmes fiscaux et d'autres méthodes de mobilisation des ressources financières nationales, bien que le rapport n'accorde peut-être pas suffisamment d'attention à cette question.

25. Si M. Walker n'a pas mentionné l'urgence du problème que pose le commerce international, c'est qu'il a examiné les tâches prioritaires qui s'imposent aux Nations Unies et non pas l'importance respective des divers facteurs du développement ni les responsabilités des gouvernements. De ce dernier point de vue, la politique du commerce international mérite, assurément, de venir au tout premier rang.

26. Il est significatif qu'au nombre des six tâches importantes dont il est fait mention à la fin du chapitre premier du rapport figure celle « d'assurer une augmentation, et par la suite une expansion plus vigoureuse, des recettes d'exportation des pays sous-développés ». La même idée est développée à l'alinéa *a* du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Au cours de la Décennie du développement, les mesures qui permettront de réaliser de rapides progrès dans ce domaine doivent être de celles auxquelles les gouvernements donneront la priorité. Il ne s'ensuit pas nécessairement, cependant, que les organes des Nations Unies doivent d'urgence prendre de nouvelles mesures. Ce qui fait défaut, ce n'est pas tant l'appareil administratif que, de la part des gouvernements, une volonté réelle de mettre l'appareil existant au service de tous les pays, notamment des pays en voie de développement.

27. Dans une étude récente (E/3628), la FAO est arrivée à des conclusions inquiétantes sur les perspectives des principaux produits agricoles dans le commerce international et celles de la production de denrées alimentaires et de la demande de denrées alimentaires en général. Même dans l'hypothèse optimiste qui prévoit un taux d'accroissement du produit national brut de 5 % par an, les projections de la FAO indiquent que les déficiences nutritionnelles seront encore graves en 1970.

28. Tout plan de développement doit tenir compte de la nécessité où sont les pays en voie de développement d'accroître leur production pour nourrir leur population et en même temps de produire des excédents qui leur permettent d'obtenir des devises étrangères afin de poursuivre l'exécution de leurs plans de développement dans tous les secteurs de l'économie. Or, comme l'histoire décevante du commerce des 10 dernières années l'a montré, il ne suffit pas de résoudre le problème de la production. Faute d'un accès satisfaisant aux débouchés et de prix stables et rémunérateurs, les termes de l'échange n'ont cessé de se détériorer pour les pays de production primaire, qui n'ont pu financer leurs plans de développement à l'aide de leurs recettes d'exportation.

29. Le représentant des Etats-Unis (1214^e séance) a préconisé une méthode pragmatique qui consiste à rechercher des solutions produit par produit. La délégation australienne est en faveur de cette méthode qui permet de ramener à des dimensions raisonnables les multiples problèmes qui se posent au cours de négociations internationales et offre le plus de chances d'aboutir à un accord général sur des systèmes de stabilisation efficaces. Ces dernières années, un effort réel a été accompli pour élaborer des accords internationaux sur un certain nombre de produits de base tels que le café, le cacao, l'étain et le caoutchouc; les céréales, notamment le blé, et la viande sont également des produits pour lesquels un accord de ce genre serait extrêmement précieux. La délégation australienne considère que les principes suivants pourraient faciliter l'élaboration d'accords de ce genre: en premier lieu, une augmentation des prix des produits de base sur les marchés mondiaux, de manière à combler l'écart entre ces prix et ceux qui sont payés aux producteurs dans les pays importateurs; en second lieu, la limitation éventuelle des exportations pour éviter que des prix plus élevés dans les pays exportateurs n'entraînent un accroissement excessif de l'offre compte tenu de la situation du marché; en troisième lieu l'examen d'accords internationaux prévoyant le rachat des excédents et leur vente à prix réduits aux pays sous-développés.

30. Les pays en voie de développement chercheront inévitablement à accroître leurs ressources en devises étrangères en développant leurs exportations d'articles manufacturés et semi-finis. Pour réussir dans cet effort, ils ont besoin d'avoir aisément accès aux marchés internationaux et, avant tout, aux marchés des pays industrialisés. A cet égard, la suppression de la différenciation tarifaire dirigée dans les pays industrialisés contre les matières premières élaborées ne devrait pas se révéler une opération trop pénible et elle pourrait aider les pays en voie de développement à accroître l'importance de leurs industries de base. Le commerce des articles manufacturés pose un problème un peu différent, parce que les pays en voie de développement commencent souvent par s'orienter vers des formes de fabrication relativement simples et qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, comme la fabrication des cotonnades. Les industries correspondantes des pays industrialisés sont souvent dans un état de stagnation relative, et, profondément enracinées et établies de longue date, elles ont tendance à réagir vigoureusement contre la concurrence nouvelle des pays en voie de développement. On ne peut résoudre ce problème sans des ajustements de la structure interne des pays fortement industrialisés, qui devront importer un volume croissant d'articles manufacturés de fabrication plus simple et affecter leurs ressources productives à des fabrications plus intensives et plus complexes. Ces ajustements requièrent la coopération internationale: une libéralisation progressive de leur politique d'importation de la part des pays importateurs, et des mesures restrictives de la part des pays exportateurs, de manière à éviter que leurs exportations ne produisent, dans les pays importateurs, des effets si soudains ou si violents qu'elles y entraînent des bouleversements ou y suscitent du mécontentement.

31. Des organes comme le GATT, la FAO et la Commission du commerce international des produits de base procèdent, à l'heure actuelle, à de nombreuses études, à des consultations et à des négociations, qui tendent à la solution de ces problèmes du commerce international. Un certain nombre de gouvernements prennent une part active, à Bruxelles et dans d'autres capitales, à des négociations tendant à l'admission de nouveaux membres dans la Communauté économique européenne et à la conclusion d'accords commerciaux entre la Communauté sous sa forme actuelle ou sous une forme élargie, et d'autres pays. Dans ces conditions, il n'est pas simple de décider dans quel sens les Nations Unies devraient renforcer leur action. Le représentant des Etats-Unis a suggéré qu'un groupe d'experts étudie l'ensemble des organismes internationaux qui s'occupent des problèmes commerciaux. La délégation australienne souhaiterait être plus amplement informée sur cette intéressante suggestion, car elle envisagerait elle-même la possibilité de demander aux organisations internationales existantes de prendre des mesures en vue de l'examen continu de ce que les Etats Membres feront, il faut l'espérer, pour appliquer l'alinéa *a* du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale.

32. Quant à la question du financement extérieur du développement économique, M. Walker espère qu'en abordant résolument les problèmes commerciaux des pays en voie de développement on pourra réduire les montants vertigineux de l'aide internationale qui risque d'être nécessaire si les conditions actuelles des échanges persistent.

33. En conclusion, M. Walker exprime l'espoir que d'autres délégations poursuivront, au Comité économique, l'examen du problème des priorités pour arriver à des recommandations qui permettent au Conseil de contribuer d'une manière efficace à l'orientation du programme d'action des Nations Unies pendant la Décennie du développement.

34. M. OKAZAKI (Japon) dit que les activités des Nations Unies dans les domaines économique et social se présentent de plus en plus sous la forme de services consultatifs et d'assistance technique aux pays en voie de développement. Cette évolution a été encore accélérée par suite de l'accroissement régulier des contributions volontaires au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial. Le Japon approuve cette tendance des programmes de travail de l'ONU et des institutions apparentées et espère que la Décennie du développement offrira l'occasion de l'accentuer encore davantage. Une certaine prudence s'impose toutefois pour éviter que l'expansion des activités des diverses organisations n'aboutisse à une prolifération de nouveaux programmes et projets non coordonnés et à des doubles emplois coûteux. Il ne faut pas oublier non plus qu'il existe un rapport étroit entre le développement économique et le développement social et qu'en fin de compte l'expansion économique doit avoir pour objet de relever le niveau de vie de la population. Le fait que les programmes de l'ONU et des institutions spécialisées soient établis d'après les désirs exprimés ou les demandes formulées par les gouvernements repose sur un excellent principe,

et il importe de respecter l'initiative et la liberté de choix de ces gouvernements au cours de la Décennie du développement.

35. Les propositions du Secrétaire général visent à mobiliser et à utiliser au mieux les ressources disponibles, en vue d'une attaque concertée contre les obstacles qui entravent le développement économique. En établissant un programme d'action pour la Décennie, il faut donc tout d'abord définir les domaines d'action qui présentent une importance stratégique particulière pour l'expansion économique et établir des programmes d'action concertée.

36. Le Secrétaire général, dans son rapport, insiste avec raison sur le rôle important que les Nations Unies pourraient jouer en aidant les pays en voie de développement à établir leurs programmes, à améliorer leurs méthodes de planification et à former le personnel national nécessaire pour ces travaux de planification. A ce sujet, la délégation japonaise a noté avec satisfaction la création d'un Centre des projections et de la programmation économiques au Secrétariat. Des possibilités de formation dans le domaine de la planification du développement sont aussi offertes, toujours en plus grand nombre, dans le cadre des Nations Unies. En sa qualité de membre de la CEAEO, le Japon attache une grande importance à l'institut de développement économique qu'il est question de créer en Asie. Cet institut pourra, en effet, rendre des services précieux en formant des spécialistes asiatiques de la planification et en donnant des conseils aux pays d'Asie pour les aider à établir leurs plans de développement national.

37. Le développement économique des pays peu développés dépend largement de leurs possibilités d'exporter, et l'on reconnaît maintenant de plus en plus que l'accroissement de leurs échanges est bien plus important pour leur développement économique que l'assistance financière qui pourrait leur être donnée. Le meilleur moyen d'accroître les échanges internationaux semble bien être de favoriser un régime d'échanges multilatéraux plus libre entre les nations commerçantes du monde, grâce à un assouplissement des restrictions aux importations et à une réduction des barrières douanières. Pendant longtemps encore, les pays en voie de développement exporteront surtout des produits primaires, mais leurs exportations de produits semi-ouvrés et de produits manufacturés prennent une importance croissante; aussi faut-il espérer que les pays développés renonceront à appliquer des mesures discriminatoires contre les produits de cette nature exportés par les pays en voie de développement.

38. La constitution de la Communauté économique européenne a éveillé une certaine inquiétude dans les pays tiers qui ont craint de voir les pays en voie de développement associés à la Communauté bénéficier d'un traitement préférentiel. Les représentants des pays membres de la Communauté ont néanmoins donné l'assurance que la Communauté n'a pas l'intention d'être un bloc économique fermé. La délégation japonaise est prête à leur faire confiance et espère qu'ils pratiqueront effectivement une politique commerciale orientée vers l'extérieur. Le Japon est très largement tributaire de ses

échanges avec l'étranger; il espère qu'un régime d'échanges multilatéraux libres continuera d'être appliqué par le plus grand nombre de pays possible. Il souhaite poursuivre, avec les pays en voie de développement, une collaboration toujours plus étroite dans le domaine des échanges. La possibilité pour le Japon d'importer des produits primaires, et aussi d'accorder une assistance financière aux pays en voie de développement, augmentera en fonction de l'expansion de son économie et de ses exportations, notamment vers les pays développés. La délégation japonaise espère donc que les pays développés voudront bien tenir compte de la situation du Japon en fixant les principes de leur politique commerciale. Les travaux du GATT, seule organisation internationale en matière de commerce, ont une grande influence sur les travaux des Nations Unies dans le domaine des échanges. Pour cette raison la délégation japonaise croit que l'examen des problèmes commerciaux dans les organes des Nations Unies serait grandement facilité s'il était possible de disposer d'un bref rapport annuel sur les activités du GATT.

39. La délégation japonaise reconnaît qu'il est urgent d'accroître les courants de capitaux et d'assistance des pays plus développés vers les pays moins développés. Elle a donc relevé avec satisfaction, dans un rapport récent de l'Organisation de coopération et de développement économiques, que le volume de cette assistance continue d'augmenter. M. Okazaki fait remarquer à ce sujet que le total de l'aide financière du Japon aux pays en voie de développement a augmenté en 1961 de plus de 50 % par rapport au chiffre de l'année précédente et correspond à 1,08 % du revenu national. Le Gouvernement japonais poursuivra ses efforts pour accroître son aide aux pays en voie de développement.

40. Mais, si l'on veut atteindre les objectifs fixés pour la Décennie du développement, il faut avant tout que les pays en voie de développement s'aident eux-mêmes. Les pays bénéficiaires d'une assistance devraient coordonner l'aide multilatérale et bilatérale qu'ils reçoivent, et les représentants résidents du BAT devraient jouer un rôle plus important pour coordonner l'assistance technique fournie par les Nations Unies.

41. Au cours de la Décennie, les commissions économiques devront jouer un rôle plus important encore. La CEAEO est devenue progressivement un lieu de rencontre, unique en son genre, pour la coopération régionale en Asie, et le Japon participe sans réserve à ses travaux. La délégation japonaise rappelle, toutefois, les efforts considérables faits par les pays membres de la CEAEO pour s'aider eux-mêmes; il insiste sur leur nombreuse population et sur leurs besoins de développement ainsi que sur l'absence de toute institution financière régionale. Pour toutes ces raisons, la délégation japonaise espère que cette région recevra une part plus importante de l'assistance financière et technique des pays développés et des organisations internationales.

42. M. Okazaki se félicite de la décision prise à la huitième session du Conseil d'administration du Fonds spécial (E/3646, par. 63 e) d'autoriser le Directeur général à fournir, sur une base expérimentale et *ad hoc*, à la demande expresse d'un pays bénéficiaire, des services

consultatifs au sujet des investissements supplémentaires nécessaires pour mener à bien les projets bénéficiant de l'aide du Fonds spécial. Les rapports qui existent entre l'ONU, d'une part, la BIRD et l'Association internationale de développement (AID), de l'autre, devraient être encore renforcés et mieux coordonnés au cours de la Décennie du développement. La délégation japonaise espère aussi que les échanges de renseignements et les consultations entre les deux groupes d'institutions sur des sujets d'intérêt commun seront encore favorisés par le comité qui assure la liaison entre le Fonds spécial et la BIRD. Si ce comité se réunit régulièrement, il pourra contribuer à favoriser les investissements supplémentaires nécessaires à l'exécution des projets du Fonds spécial et à synchroniser les opérations des deux groupes.

43. Pour établir un programme d'action efficace pour la Décennie du développement, la délégation japonaise propose que le Conseil envisage la possibilité de créer un organisme chargé de déterminer, en collaboration avec les institutions spécialisées, les domaines d'action prioritaires et les projets qui appellent des mesures urgentes. Le détail des travaux ultérieurs pourrait être confié à un groupe de travail spécial du Conseil créé au cours de la présente session et qui serait chargé de préparer un rapport intérimaire pour la trente-sixième session. En même temps, on pourrait créer au Secrétariat de l'ONU un service restreint mais efficace de coordination, pour aider le groupe de travail spécial et centraliser les communications et les renseignements relatifs aux résultats des programmes d'action établis pour la Décennie. La délégation japonaise espère que sa suggestion sera examinée à nouveau par le Comité de coordination lorsqu'il étudiera le rapport du Secrétaire général du point de vue de la coordination.

44. Le Japon continuera à apporter des contributions, en espèces et autrement, pour aider à atteindre les objectifs de la Décennie. En ce qui concerne les programmes d'action des Nations Unies, leur succès dépendra, dans une large mesure, des fonds qui seront mis à la disposition du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial. Le Japon continuera donc à y contribuer dans les limites de ses possibilités financières, en gardant en vue l'objectif de 150 millions de dollars pour les deux programmes.

45. M. WODAJO (Ethiopie) dit que la délégation éthiopienne a été l'un des auteurs de la proposition qui est devenue par la suite la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Le Gouvernement éthiopien est heureux et fier d'avoir été associé, depuis le début, à l'idée de la Décennie. La résolution a un caractère universel puisque les principes fondamentaux et les objectifs de la Décennie ont réuni une adhésion générale et représentent une synthèse des idées de toutes les délégations. Mais l'accord ne s'est fait qu'après bien des discussions, par exemple au sujet du rôle des investissements publics et des investissements privés et de la planification du développement économique des pays sous-développés. Les représentants de ces pays n'ont pas, dans la délimitation des terrains d'accord, joué un rôle moins important que les représentants des deux systèmes sociaux qui prédominent dans le monde. Les principes et les méthodes

d'action pratique, économique et sociale sur lesquels a porté l'accord sont nettement définis dans le rapport du Secrétaire général, qui pose les bases d'un programme efficace et pratique pour la Décennie du développement.

46. Mais les bases à partir desquelles le programme d'action de la Décennie pourra être exécuté ont été établies, en grande partie, entre 1950 et 1960, grâce à la création ou au développement d'organes importants d'action et de coopération internationales. Parmi ces organes, il faut citer l'ONU et les institutions spécialisées, les différentes institutions financières internationales et les nombreux programmes d'assistance multilatérale et bilatérale. Des recherches importantes sur les problèmes délicats que pose le développement économique et social ont été entreprises également par un certain nombre d'instituts universitaires, d'associations bénévoles et de fondations, qui exécutent d'ailleurs aussi, dans une certaine mesure, des programmes d'action pratique. Les débats qui ont eu lieu entre 1950 et 1960, les accords conclus et les institutions créées pendant cette période ont seuls rendu possible la proclamation de la Décennie du développement, qui n'aurait jamais pu compter autrement sur cet élan de coopération internationale.

47. Les propositions formulées par le Secrétaire général dans son rapport se fondent sur un certain nombre de postulats. Le premier, c'est que l'homme de notre temps possède tous les moyens nécessaires pour créer de meilleures conditions de vie et que les pays développés sont prêts à apporter une aide efficace à cet effet. Le deuxième, c'est que les problèmes du développement économique mettent en jeu un certain nombre de facteurs économiques, sociaux et politiques étroitement liés, de sorte que l'offensive en faveur du développement économique et social doit être menée sur plusieurs fronts. Le troisième, c'est qu'il incombe au premier chef à chacun des pays intéressés de mobiliser lui-même ses ressources et d'établir lui-même ses programmes d'action.

48. M. Wodajo estime que, pour assurer le succès de la Décennie du développement, il faut réaliser d'abord certaines conditions dans les pays sous-développés. Le développement économique exige, en tout premier lieu, une direction : les dirigeants de chaque pays en voie de développement devraient avoir un sens aigu de la justice sociale et savoir insuffler à leur peuple l'enthousiasme et l'espoir ; ils devraient être capables de mobiliser les ressources du pays, d'imposer une certaine discipline et d'expliquer les raisons de certains sacrifices. Le développement économique dépend aussi de la mise en valeur du capital humain et de la mesure dans laquelle la population est capable d'utiliser les bienfaits de la technique et d'explorer de nouveaux domaines de la connaissance. Si les possibilités d'accroître l'instruction sont limitées par le coût prohibitif de l'enseignement moderne, les dépenses élevées que les pays consacrent à l'instruction se justifient par l'augmentation de la capacité de production qui en résulte. Et, enfin, l'accroissement régulier du revenu national dépend en dernière analyse de l'aptitude des pays à accroître régulièrement le taux des investissements. Dans la mesure où ces investissements ne sont pas fournis par des capitaux privés étrangers ou par l'aide étrangère, les pays en voie de développement

doivent vendre davantage de leurs produits à l'étranger à des prix rémunérateurs et de façon à avoir des recettes suffisantes pour payer leurs importations de biens d'équipement.

49. Le représentant de la Yougoslavie, à la 1215^e séance, a traité admirablement la question des échanges internationaux. La marge des bénéfices réalisés par les exportateurs de produits primaires agricoles et industriels n'a cessé de s'amenuiser, alors que les bénéfices commerciaux des pays industriels ont augmenté. Au cours des trois dernières années, par exemple, la valeur des exportations de l'ensemble des pays exportateurs de produits primaires a augmenté de moitié moins que le volume de leurs exportations. Cette tendance à la baisse se poursuit. L'expansion annuelle des exportations des pays sous-développés ne s'est donc pas accompagnée d'un accroissement correspondant de recettes et, depuis la veille de la guerre de Corée, le pouvoir d'achat des pays sous-développés a baissé de 18 % par unité de produit exporté. Rien qu'en 1960, les pertes subies par les pays sous-développés par suite de la baisse des prix des produits primaires ont été à peu près égales au montant total des capitaux investis chez eux par des pays étrangers.

50. Il faudrait donc, au début de la Décennie, procéder à une étude des échanges internationaux et de leur influence sur l'économie des pays sous-développés. Une libéralisation des échanges, la réduction des droits de douane et des autres charges fiscales devraient constituer le premier objectif. En outre, il faudrait convaincre les pays qui ont formé des groupements régionaux de poursuivre une politique commerciale qui ne nuise en rien au commerce d'exportation des pays sous-développés. Les prix des produits primaires devraient être maintenus à un niveau stable et équitable, et des accords sur les produits de base, applicables en pratique, devraient être conclus, de préférence pour chaque produit séparément.

51. Il est important également de continuer à accroître le volume des prêts et des dons des pays industriels aux pays en voie de développement. L'importance de ce courant de capitaux ressort nettement du fait que des apports représentant 1 % du revenu des pays développés augmentent de 10 % environ le revenu national des pays sous-développés et contribuent, à concurrence de 100 % environ, à la formation nette de capital dans ces pays. De tels capitaux, investis à un taux d'intérêt normal, permettraient d'assurer une expansion annuelle du revenu national de l'ordre de 3 % au moins.

52. L'ONU et les institutions spécialisées devraient contribuer au succès de la Décennie en continuant à servir de lieu de rencontre où les pays puissent échanger des données d'expérience et confronter leurs idées, de manière à élargir encore le nombre des objectifs et des méthodes sur lesquels il est possible de se mettre d'accord. En outre, elles pourraient, ne collaboration, continuer d'élaborer des programmes et de fixer des objectifs de préférence chiffrés. Les efforts des institutions internationales devraient être coordonnés et unifiés. A l'origine, ces institutions ont évolué séparément, sans relations entre elles, et elles ont été appelées chacune à résoudre certains problèmes précis. Mais on se rend compte maintenant que les problèmes du développement économique consis-

tent en un certain nombre de facteurs sociaux, économiques et politiques intimement liés.

53. Les opérations pratiques entreprises par les Nations Unies devraient donc être coordonnées et exécutées de la manière la plus économique. C'est pourquoi il est très indiqué de renforcer les commissions économiques régionales, qui sont appelées à devenir les agents d'exécution des Nations Unies. De plus, l'assistance technique devrait être intégrée dans les plans de développement des pays bénéficiaires. Il pourrait être nécessaire à cet effet d'envisager l'établissement de programmes d'assistance technique portant sur un certain nombre d'années.

54. En terminant, M. Wodajo tient à répéter que la question des échanges commerciaux constitue actuellement pour les pays sous-développés la pierre de touche de la coopération internationale. L'importance capitale qu'elle attache à ce problème a amené la délégation éthiopienne à s'inscrire au nombre des auteurs du projet de résolution E/L.958, qui réclame la convocation d'une conférence des Nations Unies sur les problèmes du commerce international.

55. M. HESSELLUND-JENSEN (Danemark) dit que sa délégation reconnaît que, par souci de solidarité internationale, il faut envisager en priorité les mesures à prendre pour stimuler le développement des pays à faible revenu, et il est heureux de pouvoir annoncer au Conseil que le peuple et le Gouvernement danois ont en principe admis l'idée que la contribution du Danemark en faveur des pays en voie de développement devra aussitôt que possible être portée à 1 % du revenu national.

56. En déterminant quel est, pour eux, le meilleur moyen d'acheminer cette aide, les gouvernements doivent tenir compte de deux considérations : ils doivent chercher, d'abord, par quel moyen ils obtiendront les résultats les plus efficaces au prix le plus bas et, ensuite, par quel moyen on pourra le plus sûrement accroître l'aide qu'un pays donné est en mesure d'offrir à une époque donnée. S'ils acceptent le premier de ces critères, les gouvernements seront amenés dans bien des cas à faire passer par l'ONU et par les institutions spécialisées la majeure partie de l'aide qu'ils offrent aux pays en vue de leur développement. Les institutions spécialisées ont la compétence voulue pour décider si les projets proposés sont techniquement valables, et les commissions économiques régionales connaissent assez les conditions locales pour garantir que les projets pourront effectivement être intégrés dans les plans de développement des pays bénéficiaires. Néanmoins, étant donné qu'un facteur humain est en jeu, M. Hesselund-Jensen pense que, si les populations des pays donateurs étaient tenues au courant, par des moyens visuels et oraux d'information, de la portée et des effets de tel ou tel projet de développement auquel a été affectée telle ou telle contribution, il serait possible non seulement de susciter plus d'enthousiasme et d'empressement parmi les donateurs, mais encore d'accroître le montant des sommes recueillies. Les services d'information des Nations Unies ont à cet égard un rôle considérable à jouer; ils devraient prêter leur concours aux services d'information publics et privés des pays donateurs.

57. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de trouver de nouveaux moyens d'associer, sous l'égide des Nations Unies, les avantages qu'offrent les programmes bilatéraux aux avantages qui sont particuliers aux programmes multilatéraux mis en œuvre par les Nations Unies. A cet égard, le chapitre VI du rapport du Secrétaire général, intitulé « Comment financer le développement », présente un intérêt particulier, et il est évident qu'il appartient au Conseil de trouver un moyen d'établir des contacts étroits entre toutes les institutions qui s'occupent du financement du développement des pays en voie de modernisation. Pour ce qui est des capitaux extérieurs privés, le Conseil pourrait aider à découvrir une solution qui concilie les intérêts des bailleurs de fonds et ceux des pays bénéficiaires, afin que les capitaux privés puissent affluer plus largement.

58. La délégation danoise constate avec satisfaction que le Conseil d'administration du Fonds spécial a approuvé à l'unanimité une décision aux termes de laquelle le Fonds spécial engloberait dans ses programmes d'aide aux pays en voie de développement des services consultatifs d'ordre financier. Les services de ce genre doivent être fournis non seulement sous la forme de documents, mais en mettant à la disposition des ressortissants des pays en voie de développement, qui participent à des cours ou à des cycles d'étude organisés par les Nations Unies, les renseignements pertinents concernant les sources auxquelles ces pays peuvent faire appel pour obtenir les capitaux dont ils ont besoin pour leur développement, y compris les capitaux d'origine privée. Les participants à ces cycles d'étude pourraient, par la suite, aider leur pays à mettre en œuvre leurs plans de développement économique et à utiliser au mieux les sources de capitaux internationaux et privés.

59. A cet égard, M. Hesselund-Jensen fait observer que son gouvernement envisage de déposer un projet de loi tendant à la création d'un système d'assurance qui faciliterait le financement des projets de développement à l'aide de capitaux de source privée. Il rappelle que sa délégation a, à plusieurs reprises, appelé l'attention du Conseil sur la possibilité de mettre au point un système multilatéral d'assurance des investissements privés contre les risques non commerciaux, tels que la nationalisation et la confiscation.

60. Pour encourager les capitaux privés étrangers à s'investir chez eux, les pays en voie de développement pourraient encore envisager de fournir aux bailleurs de fonds étrangers des renseignements utiles sur les possibilités et les conditions d'investissement. Les banques régionales de développement que l'on envisage de créer pourraient se charger de fournir ces renseignements. En attendant, les fonctionnaires des administrations des finances des pays en cours de développement qui participent à des cycles d'étude organisés par les Nations Unies pourraient, au moment où ils reçoivent des informations sur les sources de capitaux auxquelles ils peuvent faire appel, fournir à leur tour tous les renseignements nécessaires sur les possibilités de développement qui existent dans leur pays.

61. A ce propos, M. Hesselund-Jensen rappelle qu'à la réunion de mai 1962 du Comité pour un fonds d'équi-

pement des Nations Unies, les représentants du Danemark et des Pays-Bas ont suggéré que, pour accorder une aide économique aux pays en voie de développement, l'on élargisse les organismes existants, en particulier le Fonds spécial des Nations Unies, plutôt que de créer une nouvelle organisation, ce qui ne ferait qu'accroître encore les frais généraux. La délégation danoise a entendu avec satisfaction le Directeur général du Fonds spécial déclarer que cet organisme s'est déjà associé à maintes reprises à l'assistance fournie par voie bilatérale.

62. Une nouvelle forme d'assistance internationale sera lancée prochainement. Il s'agit du Programme alimentaire mondial, exécuté en commun par l'ONU et la FAO; la réponse à la question de savoir s'il sera possible et souhaitable d'élargir ce programme au cours de la Décennie du développement dépendra dans une large mesure du succès de la mise en œuvre de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale; on verra alors si l'on peut accorder une aide supplémentaire par l'envoi de produits excédentaires, les dispositions nécessaires étant prises pour assurer la protection légitime des échanges commerciaux et des intérêts des producteurs des pays en voie de développement.

63. Ces pays devront eux-mêmes indiquer la meilleure manière d'organiser et de distribuer l'aide qui pourra leur être fournie. Aussi est-il encourageant de constater que ces pays attachent la plus grande importance à des domaines comme l'enseignement, la formation professionnelle, la réforme agraire et les transports; ce choix concorde avec celui que le Gouvernement danois a proposé en réponse à la communication du Secrétaire général (voir E/3613/Add.2). L'importance de l'enseignement et de la formation professionnelle est évidente et c'est pourquoi, dans sa réponse, le Gouvernement danois a donné la priorité à cette question.

64. Si l'on s'en rapporte à l'expérience du Danemark, il semble que le développement rural soit impossible sans une réforme agraire appropriée, que l'on pourrait en bien des cas réaliser par un système fiscal convenable.

Les réformes agraires ont joué un rôle décisif dans l'amélioration des conditions rurales au Danemark. Le développement de l'agriculture doit être considéré comme un aspect important du développement économique, et il convient par conséquent de lui réserver la place qui lui revient dans les plans nationaux de développement.

65. La délégation danoise a appris avec satisfaction que le Fonds spécial est prêt à contribuer à l'établissement de petites industries qui bénéficieront au début des services accordés aux domaines industriels équipés sous les auspices du Fonds spécial. Elle a été satisfaite également d'apprendre que les instituts techniques ont prouvé leur utilité en favorisant l'expansion industrielle des pays en voie de développement et que, dans certains cas, les gouvernements ont créé des instituts spéciaux en vue d'aider les industries artisanales et les petites entreprises.

66. M. Hessellund-Jensen se plaît à constater que l'on accorde toute l'importance qu'elle mérite à la question du développement des transports, et il exprime l'espoir que les commissions économiques régionales joueront un rôle décisif dans la planification, l'amélioration et l'entretien des moyens de transport dans leurs régions respectives. Cependant il est effrayant d'apprendre que près de la moitié de la population de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie ne possède pas de toit ou vit dans des logements insalubres; aussi le Danemark se félicite-t-il de pouvoir contribuer, pour sa modeste part, à l'amélioration des conditions de logement dans les régions en voie de développement en participant au Programme élargi d'assistance technique.

67. Pour finir, M. Hessellund-Jensen déclare que le succès des programmes de développement communautaire des Nations Unies dépend de l'appui des populations et que ces programmes présentent l'avantage de les associer directement à l'effort national de développement; c'est pourquoi il est absolument indispensable d'obtenir la participation de tous les intéressés.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 11 juillet 1962

à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 4 de l'ordre du jour :

Décennie des Nations Unies pour le développement

Débat général (*fin*) 87

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Bulgarie, Canada, Cuba, Irak, Irlande, Mali, Pays-Bas, République arabe unie, Suède, Tchécoslovaquie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant : Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613 et Add.1 à 3, E/3658, E/3664; E/L.957 et Corr.1, E/L.958 et Add.1, E/L.960)

DÉBAT GÉNÉRAL (*fin*)

1. M. VALLADÃO (Brésil) dit que, avant de faire des observations sur le rapport du Secrétaire général (E/3613), il tient à bien préciser que, si les vues de la délégation du Brésil diffèrent peut-être des propositions du Secrétaire général sur quelques points d'importance secondaire, il n'y a aucun désaccord quant à l'essentiel.

2. Le rapport, qui précise les objectifs à atteindre, donne moins de détails sur les moyens à employer à cette fin; il omet notamment d'expliquer de quelle façon les travaux envisagés seront répartis entre les différents organes de l'ONU. Si l'on veut que la décentralisation atteigne son but, il est évident qu'une partie croissante

des activités des Nations Unies dans le cadre de la Décennie du développement devront être confiées aux commissions économiques régionales. Or, le rôle de ces commissions est pratiquement passé sous silence dans les sections consacrées à l'industrialisation, aux ressources naturelles, aux transports et au développement social. Le Secrétaire général pourrait peut-être préparer un rapport complémentaire sur les tâches qui devraient être entreprises respectivement par le Siège et par les commissions économiques régionales dans le cadre de la Décennie. Certes, les principes de coordination et les politiques d'ensemble devront naturellement être élaborés au Siège. Mais lorsqu'il s'agit de l'exécution, les commissions sont beaucoup mieux équipées qu'aucun organisme central; leur personnel connaît mieux la situation des pays bénéficiaires; il a facilement accès aux sources d'information et il est mieux au courant des besoins des gouvernements. Et surtout, les commissions économiques régionales envisagent les problèmes à résoudre d'un point de vue beaucoup plus concret et sont particulièrement bien armées pour assumer des responsabilités plus importantes pour ce qui est de l'exécution du programme de la Décennie. Comme l'a dit fort justement le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales au cours du débat sur le point 10, à la 1213^e séance, c'est à partir de la périphérie plutôt que du centre qu'il faut stimuler l'action internationale. Si l'on y parvient, l'Organisation des Nations Unies atteindra sans aucun doute les objectifs de la Décennie; mais il est essentiel que les organismes régionaux disposent du personnel et des ressources financières nécessaires. Les délégations de pouvoir prévues dans la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale permettraient au Siège de mieux s'acquitter de ses fonctions essentielles qui sont d'orienter la politique et de coordonner les programmes considérés dans leur ensemble. M. Valladão espère que les vues exprimées dans le mémoire de la délégation brésilienne (E/3664) seront prises en considération par le Secrétaire général dans son rapport complémentaire sur le rôle des commissions économiques régionales dans la Décennie du développement.

3. Le représentant du Brésil passe ensuite à la question des ressources nécessaires à la mise en œuvre du programme. La Décennie du développement exige des efforts particuliers de la part des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, de même que de la part de toutes les organisations de la famille des Nations Unies en tant que telles. Dans le cas des gouvernements, bien qu'il ne fasse aucun doute que les mesures envisagées entraîneront des sacrifices financiers importants, il n'est pas besoin de spécifier en détail quelles seront les dépenses nécessaires. Mais dans le cas de l'Organisation des Nations Unies et des institutions

spécialisées, il est normal, semble-t-il, de donner quelque précision sur les dépenses envisagées si l'on veut que les gouvernements aient une idée nette du programme. Les ressources des Nations Unies devront être à la mesure de l'œuvre entreprise, qui est gigantesque, sinon les programmes risquent de n'être guère plus qu'une énumération de tâches prioritaires. Or, le rapport du Secrétaire général n'indique pas qu'il faudra des ressources supplémentaires; le Secrétaire général par interim s'est borné à dire, au cours de la déclaration qu'il a faite à la 1214^e séance, que la famille des Nations Unies ne pouvait mobiliser et utiliser plus de ressources en hommes et de moyens financiers que les gouvernements n'en mettaient à sa disposition. On ne voit guère comment la campagne internationale la plus massive qui ait été lancée contre le sous-développement pourrait réussir si elle ne s'appuie que sur de bonnes intentions. C'est faire preuve d'un manque de réalisme manifeste que de fixer un objectif sans spécifier les moyens de l'atteindre. Sans aucun doute, la raison de cette omission est que les estimations quantitatives n'ont pas encore été faites et qu'il est donc impossible de préparer des bilans détaillés; si tel est le cas, il convient d'entreprendre d'urgence ces études; tel est l'objet du projet de résolution dont le Brésil est l'un des auteurs (E/L.957 et Corr.1), notamment du paragraphe 2 du dispositif.

4. L'un des écueils de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale tient à ce qu'elle évoque de nombreux problèmes sans indiquer clairement l'ordre de priorité à leur donner. La question devrait être abordée dans un esprit plus critique; il faudrait isoler quelques secteurs stratégiques où les résultats auraient le maximum de répercussion sur le développement économique des pays peu développés. Dans l'esprit de M. Valladão, il s'agit des mesures à prendre pour stimuler le développement industriel, de l'expansion et de la libération des échanges, de l'intensification du courant de capitaux destinés aux pays sous-développés et de l'accroissement des activités d'assistance technique.

5. Bien qu'il soit universellement reconnu qu'il est possible d'accélérer la croissance économique en accordant l'importance voulue à l'industrie et que l'industrialisation offre la meilleure protection possible contre les fluctuations imprévisibles du commerce international, il arrive très fréquemment que dans les propositions et les programmes internationaux on ne donne pas à l'industrie la place qui lui revient. A l'Organisation des Nations Unies elle-même, la balance penche en faveur de l'agriculture; les ressources qui lui sont allouées sont environ quarante fois supérieures à celles consacrées à l'industrie. Un moyen de corriger cette inégalité serait de créer une institution spécialisée pour le développement industriel qui pourrait rendre les mêmes services que la FAO dans le domaine de l'agriculture et l'OMS dans celui de la santé. C'est grâce à une institution de cette nature que l'on pourrait le mieux espérer accélérer l'industrialisation des pays peu développés; mais il n'en est question nulle part dans la section du rapport consacrée au développement industriel, qui traite seulement de la planification industrielle, des services consultatifs industriels, des mesures en faveur de la petite industrie et de la formation industrielle. Le rapport n'insiste guère sur la nécessité

de donner une place plus importante à l'industrie dans les programmes d'assistance technique et de préinvestissement des Nations Unies, bien qu'elle ait été soulignée par le CAT et le Comité du développement industriel. Le représentant du Brésil ne veut pas dire par là que le développement industriel devrait être dissocié du développement social et agricole; mais l'expression « développement social et économique équilibré » peut conduire, dans la pratique, à accorder une importance exagérée aux aspects sociaux du développement économique, et cette attitude risque fort de se traduire par un gaspillage des ressources très limitées dont on dispose. C'est ainsi qu'il est fait mention dans le rapport d'un ambitieux plan de logement élaboré par un groupe d'experts; s'il était mis en œuvre, ce plan engloutirait des ressources d'investissement équivalant à 10% du produit national brut, et dans bien des cas au total des ressources d'investissement dont disposent les pays sous-développés. Fixer des objectifs aussi manifestement chimériques risque d'entraver sérieusement les efforts de développement de ces pays.

6. Passant au problème du commerce, M. Valladão se félicite de ce que le représentant des Etats-Unis ait donné l'assurance, à la 1214^e séance, que son pays s'efforce de résoudre le problème de la discrimination commerciale pratiquée à l'égard des pays peu développés. La délégation brésilienne est heureuse également de l'intérêt que porte la délégation des Etats-Unis à l'étude de mesures financières de compensation qui atténueraient les effets des fluctuations des prix sur les exportations de produits primaires. Il est grand temps d'envisager tous les problèmes commerciaux dans leur ensemble; c'est pour cette raison que la délégation brésilienne juge qu'il serait opportun et approprié de réunir, au début de 1963, une conférence internationale des Nations Unies sur les problèmes du commerce, comme le propose le projet de résolution E/L.9580. Cette conférence pourrait étudier des questions d'importance vitale telles que les effets des groupements économiques régionaux sur le développement économique des pays peu développés, la suppression des barrières commerciales, les mesures financières de compensation et les pratiques commerciales des Etats.

7. Quoiqu'en dise le rapport (chap. I, A, vi), le manque de capitaux constitue toujours le principal obstacle au développement économique des pays peu développés. Il ne fait aucun doute que seul l'apport de capitaux étrangers venant compléter l'épargne intérieure permettra de financer le développement économique. Si la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale, qui recommande que 1% du total des revenus nationaux des pays économiquement avancés soit consacré à l'assistance aux pays sous-développés, était réellement appliquée, le total des ressources ainsi dégagées correspondrait à 10% du revenu national des pays peu développés et à 100% de leur formation nette de capital intérieur. Malheureusement, l'assistance internationale est encore loin d'atteindre le pourcentage recommandé, bien que de nombreux pays exportent en fait des capitaux représentant plus de 1% de leur revenu national. Le courant international de capitaux à long terme vers les pays sous-développés pendant la période 1951-1959, y compris l'aide apportée par les pays socialistes, s'est élevé à environ 35 milliards

de dollars ¹. Ce total équivaut à 0,6 % seulement du produit intérieur brut des pays économiquement développés, à 2,9 % de leur épargne intérieure brute et représente une contribution bien faible de 8 dollars par an et par habitant ². Il est évident qu'il faudra faire beaucoup plus pendant la Décennie du développement, ne serait-ce même que pour atteindre avant 1970 l'objectif plutôt modeste fixé au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, qui consiste à porter à 5 % le taux minimum de croissance annuelle du revenu national global. Tout en augmentant le volume des capitaux consacrés au développement, les pays économiquement développés devraient fournir davantage de fonds au titre de programmes multilatéraux. Il n'est guère encourageant d'apprendre, que 90 % des capitaux à long terme reçus par les pays sous-développés pendant la période 1951-1959 ont été fournis au titre de l'assistance bilatérale et que sur les 10 % restants, 2 % seulement ont été fournis par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ³. Il faut donc s'efforcer d'augmenter la part de l'aide multilatérale; les pays industrialisés de l'Est et de l'Ouest, en particulier, devraient apporter une contribution décisive à la Décennie du développement en donnant leur appui au projet de création d'un fonds d'équipement des Nations Unies qui est plus que jamais nécessaire. L'Association internationale de développement (AID) ne peut remplacer un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique (SUNFED). En premier lieu, les ressources de l'AID sont de plus en plus insuffisantes. En second lieu, le peu de part que prennent les pays sous-développés aux décisions de la BIRD et de ses organismes affiliés est un sujet de mécontentement grandissant; ces pays considèrent qu'on devrait créer un organisme de prêt des Nations Unies qui répondrait mieux aux besoins et aux aspirations des pays emprunteurs.

8. Le chiffre de 150 millions de dollars actuellement prévu pour le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial ne répond pas, de toute évidence, aux besoins, et il devrait être considérablement augmenté. Il ressort du rapport du Secrétaire général (E/3613, chap. VI, A, 1) que les ressources disponibles pour les travaux de préinvestissement dans le cadre de ces deux programmes devraient croître chaque année d'au moins 25 millions de dollars, à partir du niveau fixé pour l'année 1962, soit 150 millions de dollars, niveau qui d'ailleurs n'a pas été atteint. De la sorte, le montant minimum des ressources dont disposeraient les Nations Unies à la fin de la Décennie serait de 350 millions de dollars. Il dépend des pays économiquement développés que cet objectif soit atteint. Après tout, la coopération technique est pratiquement la seule arme dont disposent les Nations Unies du fait que les pays industrialisés s'opposent à la création d'un fonds d'équipement. Si les contributions ne sont pas augmentées, il est peu probable que les besoins des pays peu développés en matière

d'assistance technique et de préinvestissement puissent être satisfaits.

9. La Décennie du développement offre à l'humanité des possibilités sans précédent. Au xx^e siècle, l'homme a le pouvoir de supprimer la misère. Pour atteindre ce but, le capital matériel et l'expansion commerciale ne suffisent pas; il faut un changement complet des cœurs, et il faut aussi pouvoir repenser des idées et des attitudes anachroniques. Dans l'introduction de son rapport, le Secrétaire général a évoqué la nécessité pour les pays sous-développés de changer certaines traditions et les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont fait des remarques analogues; le premier à la 1214^e séance et le second à la 1215^e séance; le représentant du Brésil fera observer à ce sujet que les pays sous-développés n'ont pas le monopole des traditions surannées et que nombre de pays industrialisés ont des tabous nationaux et des habitudes mentales qui ne nuisent pas moins au développement économique des pays sous-développés. Tous les pays, qu'ils soient développés ou sous-développés, qu'ils appartiennent à l'Est ou à l'Ouest, doivent apprendre à vivre dans un esprit de tolérance et de collaboration active.

M. Patiño (Colombie), premier vice-président, prend la présidence.

10. M. PASTORI (Uruguay) est d'avis que la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale est un des éléments les plus importants de l'œuvre des Nations Unies, car elle reconnaît la nécessité de mettre fin à la division de l'humanité entre ceux dont la prospérité ne cesse de croître et ceux qui souffrent de plus en plus de la misère et de la faim. Il est évident que pour y parvenir il faut établir une association entre pays industrialisés et pays sous-développés.

11. Le rapport objectif du Secrétaire général et sa déclaration au Conseil à la 1214^e séance donnent à penser que la Décennie des Nations Unies pour le développement marque le début d'une époque dans l'histoire de l'économie mondiale. La résolution elle-même, aux paragraphes 6, 7 et 8 du dispositif définit à l'intention du Conseil un ambitieux programme d'action.

12. Deux problèmes doivent être résolus d'urgence: celui du commerce international des produits de base et celui du choix des méthodes à employer pour atteindre le plus rapidement possible les objectifs de la Décennie. Cela ne signifie certes pas que les autres problèmes du développement doivent passer au second plan. Au contraire, ils comptent parmi les préoccupations essentielles du Gouvernement uruguayen qui consacre 50 % de son budget à l'enseignement et à la santé publique, et qui estime que les progrès de la production agricole, une meilleure utilisation des ressources naturelles et l'amélioration de l'habitat, des transports et des communications sont indispensables au développement du pays. Mais les plans de développement à long terme, qui font une part considérable aux investissements étrangers, à la coopération internationale et à l'assistance technique, ne pourront pas être mis en œuvre tant que l'on n'aura pas résolu les problèmes du commerce international des produits de base.

¹ Voir *Les besoins des pays peu développés en matière d'équipement* (A/AC.102/5), Publication des Nations Unies, n° de vente: 62.II.D.3, chap. II, par. 68.

² *Ibid.*, par. 69.

³ *Ibid.*, chap. III, par. 124.

13. L'Uruguay, comme bien d'autres pays en voie de développement, dépend en effet beaucoup de ses recettes d'exportation. Il est donc naturel que pendant la décennie écoulée les barrières douanières, les contingentements, les tarifs élevés imposés par les pays qui achètent les produits de l'Uruguay, aient entraîné un déséquilibre toujours plus accentué des termes de l'échange. La Déclaration des Parties contractantes au GATT approuvée en novembre 1961 et les efforts des pays qui font partie de l'Association latino-américaine de libre échange en vue d'intensifier et d'intégrer les échanges dans la région devraient contribuer à redresser quelque peu la situation. Alors que les pays en voie de développement sont amenés à accroître leurs importations de biens d'équipement, la part relative de ces pays dans les échanges mondiaux a diminué depuis 1950. Le total de leurs exportations a augmenté seulement de 40 %, alors que le volume total des échanges mondiaux s'accroissait de 50 %. De plus, la valeur des exportations des pays développés par rapport aux exportations mondiales est passée de 44 % en 1953 à 52 % en 1960, et la hausse des prix des produits primaires n'a pas compensé celle des prix des marchandises provenant des pays industriels. Ainsi donc, il convient non seulement d'éliminer les obstacles qui entravent le commerce des produits primaires, mais encore de stabiliser leurs cours. Ces deux éléments ont leurs répercussions sur le développement des pays non industrialisés car ils entraînent des pertes de devises et remettent en cause le succès des programmes d'expansion. Le moment est venu pour le Conseil et pour l'Assemblée générale de prendre la décision d'instituer un système de financement compensatoire. Si un tel système avait existé, l'Uruguay aurait reçu quelque cent millions de dollars pour la période 1953-1960.

14. En ce qui concerne les méthodes à appliquer pour atteindre les objectifs fixés pour la Décennie, l'Assemblée générale a clairement défini l'orientation de sa politique; il revient maintenant au Conseil de prendre des mesures concrètes. L'Organisation des Nations Unies peut donner aux institutions spécialisées des pouvoirs spéciaux ou déléguer des tâches techniques à un nouvel organe spécialement créé à cet effet. Les solutions doivent être pratiques et efficaces et, pour cela, l'esprit de coopération doit régner entre les nations.

15. La Conférence des Nations Unies sur le café, qui se tient actuellement à New York, constitue un précédent important, et il faut espérer que d'autres réunions de ce genre seront organisées pour examiner les problèmes relatifs à d'autres produits de base. L'extension de cette méthode, pendant la Décennie, permettra aux Nations Unies de s'acquitter du devoir humain qu'elles se sont assigné et d'avoir la satisfaction de donner à la grande majorité des hommes plus qu'une illusion ou une espérance.

16. Le Dr CANDAU (Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé) souligne que, en adoptant sa résolution WHA.15.57 (E/3611/Add.1), l'Assemblée mondiale de la santé a agi dans le même esprit que l'Assemblée générale lorsqu'elle a décidé d'ouvrir la Décennie des Nations Unies pour le développement.

17. La Décennie du développement donne à l'OMS l'occasion et le devoir de développer ses programmes médicaux et d'en revoir l'objet principal dans le cadre de l'action entreprise en commun pour accélérer le développement pendant les dix années considérées. Dans cet effort, la santé est importante non seulement en elle-même, mais en tant que condition préalable du développement économique. Un mauvais état sanitaire est, du reste, un des principaux facteurs qui contribuent à l'instabilité de l'individu, de la famille et de la communauté entière. Pour les nouveaux pays indépendants, l'accession à l'indépendance peut entraîner une désorganisation totale des services de santé les plus indispensables, et il faut faire face aux problèmes sanitaires de ces pays.

18. Dans la déclaration qu'il a faite à la 1214^e séance, le Secrétaire général par intérim a souligné l'importance primordiale du facteur humain dans tout le processus de développement. Il importe de se souvenir que le développement économique et social doit répondre aux besoins de l'homme et que ce sont les êtres humains qui sont l'instrument de ce développement, et qui en seront les bénéficiaires. La protection de la santé va bien au-delà des soins personnels aux malades, elle représente autre chose que la lutte à l'échelle nationale ou internationale contre les causes des maladies; elle détermine un accroissement de la vitalité des populations permettant à celles-ci de développer leur productivité et de trouver l'énergie nécessaire pour apprendre de nouvelles techniques et pour s'adapter aux nouveaux modes de vie qui constituent le progrès économique et social. L'amélioration des conditions sanitaires est donc un facteur de progrès dans pratiquement tous les secteurs du programme de développement; grâce à elle, les populations sont plus aptes à recevoir une formation, plus capables de contribuer au relèvement de leur propre niveau de vie.

19. Lorsque la quinzième Assemblée mondiale de la santé a examiné la résolution de l'Assemblée générale, l'une de ses principales conclusions a été que, dans les pays en voie de développement, la création d'un réseau de services sanitaires essentiels était une opération de préinvestissement indispensable sans laquelle le développement agricole et industriel serait hasardeux, lent et peu rentable. Il est évident que pour être complète, l'infrastructure d'un pays doit comprendre les services sanitaires indispensables.

20. L'Assemblée mondiale de la santé a adressé aux gouvernements des recommandations précises qui ont trait à la Décennie du développement. L'élaboration d'un programme sanitaire national, coordonné avec les programmes intéressant les autres secteurs, est d'une importance primordiale. Un programme sanitaire bien conçu doit tenir compte des données épidémiologiques et autres données techniques et les relier directement aux faits économiques tels que les ressources et les prix de revient, ainsi qu'aux résultats escomptés. Les programmes de services sanitaires minimaux devront réserver une place à l'enseignement et à la formation de manière à permettre aux pays intéressés de faire fonctionner leurs services sanitaires avec leurs propres cadres professionnels et personnel auxiliaire et de développer le plus tôt possible leurs propres instituts de formation de personnel.

sanitaire. Pour bien faire ressortir l'ampleur du problème, il suffit d'indiquer que les services sanitaires de base doivent comprendre au minimum : un médecin pour 10 000 habitants, une infirmière pour 5 000 habitants, un hygiéniste pour 15 000 habitants et un ingénieur sanitaire pour 250 000 habitants. La difficulté de réaliser cet objectif dans les pays en voie de développement variera, entre autres, en fonction du nombre de médecins qui obtiendront leurs diplômes dans les différentes régions du monde. Selon des évaluations reposant sur des chiffres de l'année 1955/56, il est délivré chaque année en Europe 6 ou 7 diplômes de médecins par 100 000 habitants. Dans les Amériques et en Océanie, le chiffre varie entre 3,5 et 5 pour 100 000 habitants, alors que, en Asie et en Afrique, les chiffres sont respectivement de 0,8 et 0,5. La formation d'un médecin exige, après des études secondaires complètes, 6 ou 7 ans; dans certains pays, qui ne comptent pas de médecins parmi leurs nationaux ou qui n'en comptent que quelques-uns, les deux tiers de la Décennie s'écouleront avant qu'un petit nombre même des spécialistes nationaux absolument indispensables aient pu achever leurs études dans les écoles de médecine. Ceci indique combien il est urgent de fournir toute l'assistance possible aux pays en voie de développement pour les aider non seulement à former leur personnel, mais aussi à créer sans tarder des instituts de formation.

21. L'Assemblée mondiale de la santé a recommandé aussi que les gouvernements établissent des indices de leur situation sanitaire actuelle, pour pouvoir évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs qu'ils se seront fixés pour la Décennie et qui seront définis dans leurs programmes sanitaires nationaux. Dans beaucoup de pays sous-développés, une incidence élevée des maladies transmissibles fait obstacle au relèvement des niveaux de vie. A l'expérience, l'OMS a constaté que l'on peut rompre le cercle vicieux de la maladie, de la faible productivité et de la misère en s'attaquant vigoureusement à toutes ses causes biologiques, grâce à des campagnes massives permanentes contre les maladies transmissibles les plus répandues. L'OMS a donc proposé de mener une lutte intensive pendant la Décennie contre certaines des maladies transmissibles les plus fréquentes, afin d'en assurer l'éradication ou tout au moins de réduire leur incidence de telle manière qu'elles cessent de menacer la santé publique ou l'économie. De même, il faudrait s'efforcer d'empêcher les morts prématurées et d'abaisser le taux de mortalité infantile pendant la Décennie. La lutte contre les carences alimentaires constitue aussi dans l'immédiat un objectif prioritaire; en coopération avec la FAO, l'OMS intensifiera le programme relatif aux aspects sanitaires des carences alimentaires. Enfin, l'OMS entreprendra une campagne de lutte pour l'assainissement du milieu, en commençant par un programme accéléré d'adduction des eaux pour les collectivités.

22. L'Assemblée mondiale de la santé a recommandé en outre aux divers pays de consacrer des ressources supplémentaires à la lutte contre la maladie et à l'amélioration des conditions sanitaires. Le Secrétaire général par intérim a indiqué que, dans les régions peu développées, il conviendrait de doubler pendant la Décennie les

dépenses consacrées à la santé publique; l'OMS espère que ce modeste objectif sera atteint.

23. Les nombreux pays qui viennent d'accéder à l'indépendance recherchent l'indépendance technique qui leur permettra de travailler efficacement à se libérer de la maladie, de la pauvreté et de l'ignorance. La Décennie du développement contribuera de façon décisive à la réalisation de cet objectif.

24. L'Assemblée mondiale de la santé a adopté un programme d'action et l'OMS possède la structure, les services, les techniques et l'expérience nécessaires; mais elle a besoin de ressources supplémentaires, tant humaines que financières, pour pouvoir contribuer à la réalisation des objectifs de la Décennie.

25. M. ERCHOV (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) rappelle que la contribution que l'UNESCO est appelée à apporter à la Décennie des Nations Unies pour le développement est exposée dans un additif au rapport du Secrétaire général (E/3613/Add.1); le rapport lui-même met en lumière, au chapitre III, l'importance du facteur humain dans le développement et le rôle de l'enseignement et des sciences dans la mobilisation des ressources humaines.

26. L'UNESCO est déjà engagée dans une action à long terme dans les domaines de sa compétence: elle a organisé depuis 1959 plusieurs conférences au cours desquelles les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont fixé les objectifs qu'ils entendent atteindre en ce qui concerne le développement de l'enseignement; elle a défini des tâches prioritaires (parmi lesquelles la formation des maîtres) et évalué le coût des programmes à entreprendre et le montant de l'aide extérieure nécessaire. Les gouvernements des pays africains ont décidé de porter les dépenses consacrées à l'enseignement à 4 % de leur revenu national brut en 1965, à 5 % en 1970 et à 6 % en 1980, et ceux des pays d'Amérique latine à 4 % dès 1965; les gouvernements des pays d'Asie ont décidé d'atteindre un pourcentage allant de 4 à 5 % en 1980 (E/3613/Add.1, réponse de l'UNESCO, sect. A, par. 6).

27. En outre, un programme de planification à long terme a été entrepris pour le développement des moyens d'information, et l'UNESCO a dressé un plan d'action dans le domaine des sciences exactes et naturelles qui porte sur la coordination des activités scientifiques nationales et internationales, l'exploration du globe terrestre et les recherches scientifiques qui s'y rapportent et l'application des sciences et des techniques à l'industrialisation des pays en voie de développement. Ainsi, lorsque la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale a été adoptée, l'UNESCO se trouvait déjà dotée de plans et d'objectifs bien déterminés dans plusieurs domaines de sa compétence.

28. Une des tâches les plus urgentes et les plus importantes qui incombe à l'UNESCO a trait à la formation de spécialistes de la planification de l'enseignement; c'est pourquoi elle se propose de créer à Paris, en coopération avec la BIRD et en consultation avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions intéressées, un institut de formation et de recherche dans cette discipline nouvelle. Les spécialistes formés seront appelés, soit

à diriger les services de planification de l'enseignement dans leurs pays, soit à enseigner cette matière dans les instituts régionaux de planification et de développement, soit à prendre part aux missions d'experts de l'UNESCO chargées de conseiller les gouvernements à cet égard.

29. Une autre contribution majeure de l'UNESCO à la Décennie est la lutte contre l'analphabétisme, pour laquelle elle prépare un plan d'action massive en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes, portant sur une période de dix ans, qui sera soumis à la Conférence générale en 1963. Il appartiendra en temps utile à la communauté internationale de déterminer si elle est en mesure de dégager les ressources nécessaires pour combattre effectivement ce fléau. Quoi qu'il en soit, les ressources extra-budgétaires fournies au titre du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, dont le montant sera supérieur, pour l'exercice 1963-1964, au budget ordinaire de l'UNESCO, permettront de concentrer des moyens accrus sur les activités prioritaires qui sont précisément celles qui entrent dans le cadre de la Décennie.

30. L'UNESCO considère qu'elle doit contribuer de manière dynamique au succès de l'œuvre commune, et qu'elle est d'ores et déjà en mesure de le faire dans les domaines de sa compétence. Elle a la conviction que la méthode qui consiste à mettre en œuvre des programmes distincts correspondant aux compétences propres à chaque organisation, en utilisant les mécanismes de coordination déjà existants pour éviter tout gaspillage d'énergie et de ressources, est la seule qui permette d'aller résolument et efficacement de l'avant.

M. Michalowski (Pologne) reprend la présidence.

31. M. DAVIES (Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale) souligne que les objectifs de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale ne pourront être atteints que si les projets nationaux connexes sont conçus et mis en œuvre dans un souci d'équilibre et de coordination.

32. Le Comité exécutif de l'OMM a étudié la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale à sa session annuelle de juin 1962, et il a adopté une résolution touchant le rôle de l'OMM dans le programme. Dans sa résolution le Comité appuie sans réserve l'initiative de l'Assemblée générale et relève avec satisfaction que l'accent est mis sur l'exploitation des possibilités scientifiques et techniques à l'effet d'accélérer le développement.

33. L'intérêt que l'OMM porte au programme de la Décennie du développement provient du fait fondamental qu'une connaissance croissante des conditions atmosphériques et climatiques d'un pays et l'application de méthodes et de techniques météorologiques et hydrologiques sont à bien des égards indispensables au plein développement économique de ce pays. Par exemple, la mise en valeur des ressources hydrauliques, y compris l'utilisation efficace de l'eau disponible pour les installations hydro-électriques, les programmes d'irrigation et d'adduction d'eau pour la consommation humaine et industrielle, dépend de nombreux facteurs météorologiques et hydrologiques. Il est arrivé que l'on ait parfois

négligé l'importance de ces facteurs primordiaux, ce qui a fait échouer des projets coûteux. M. Davies signale à cet égard que la neuvième réunion annuelle interorganisations sur la mise en valeur des ressources hydrauliques vient d'avoir lieu au siège de l'OMM et que l'Organisation, des Nations Unies ainsi que les institutions spécialisées intéressées y ont étudié l'action concertée dans ce domaine, et notamment l'établissement de programmes coordonnés pour une décennie de l'hydrologie.

34. De même, dans tous les pays, l'agriculture dépend largement du climat qui influe sur le choix des cultures; et l'on sait que la propagation de nombreuses maladies chez les végétaux est liée à des causes météorologiques. La météorologie joue aussi un rôle important dans l'aviation, la navigation et l'industrie; non seulement l'industrie a besoin d'eau, mais les conditions atmosphériques pèsent sur la lutte contre la pollution par les effluents d'origine industrielle, y compris les effluents radioactifs provenant des réacteurs atomiques. Des progrès prometteurs ont aussi été réalisés dans l'utilisation de l'énergie éolienne et solaire en tant que sources nouvelles d'énergie.

35. En ce qui concerne le programme de la Décennie du développement, l'OMM voudrait demander à tous les gouvernements de tenir compte des facteurs météorologiques et hydrologiques dans la préparation des programmes nationaux de développement économique. Tous les gouvernements devraient être au courant des applications pratiques de la météorologie dans le domaine économique, et il conviendrait que les services météorologiques et hydrologiques nationaux soient suffisamment développés pour apporter toute leur contribution à la mise en œuvre des programmes nationaux. La question de la formation est étroitement liée à celle du rôle des services météorologiques et hydrologiques nationaux; l'OMM a effectué des études sur la question générale de la formation météorologique, particulièrement dans les Etats récemment parvenus à l'indépendance, et elle envisage d'accentuer ses efforts pendant la décennie à venir, afin de remédier à la pénurie mondiale de météorologues.

36. L'OMM veillera dans la mesure du possible à ce que les importants progrès scientifiques et techniques qui viennent d'être réalisés soient communiqués à tous les pays pour qu'ils en profitent. Au nombre de ces importants progrès figure l'utilisation des satellites météorologiques: l'OMM a préparé un rapport détaillé sur l'utilisation des satellites météorologiques (E/3662); elle propose un système qui portera le nom de « Veille météorologique mondiale » qui permettra de communiquer rapidement à tous les pays des données portant sur le monde entier fournies par des satellites météorologiques lancés dans le cadre d'un programme international coordonné. Le rapport de l'OMM décrit aussi un programme pour les dix années à venir, programme dont la mise en œuvre aura une incidence importante sur la Décennie du développement. Si ce programme doit être utile à tous les pays, il aidera particulièrement celles des régions, notamment les régions tropicales et subtropicales, où il est actuellement difficile d'assurer un service météorologique. Il est intéressant de noter que pour

préparer ce rapport l'OMM a bénéficié de l'aide de savants des Etats-Unis et de l'Union soviétique — geste encourageant de coopération de la part des deux pays qui sont à la pointe du progrès dans ce domaine.

37. M. MARLIN (Organisation de l'aviation civile internationale) pense qu'un facteur qui a particulièrement contribué à stimuler l'étude attentive du développement économique des pays peu développés est l'expansion prise par les transports aériens, qui a facilité l'accès des lieux les plus reculés à ceux à qui il incombe de fixer les politiques à suivre.

38. L'OACI a contribué au développement des réseaux de lignes aériennes depuis la guerre, et elle a aidé les pays en voie de développement à construire des aéroports, à installer des télécommunications et des aides à la navigation, organiser le contrôle de la circulation aérienne et à créer les services aéronautiques essentiels. Dès le début, elle s'est attachée surtout à la formation du personnel, et près de 5 000 techniciens ont obtenu leur diplôme après avoir fréquenté les écoles et les cours organisés par l'OACI dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique. La création du Fonds spécial a donné une impulsion nouvelle à ces activités, mais il reste beaucoup à faire. Vitesse, efficacité, régularité des vols, tels sont les objectifs à atteindre. Dans le cadre des plans de développement économique, il faut établir des routes aériennes nationales et améliorer les règlements de vitesse, la délivrance des licences, la navigabilité et l'entretien des avions. Il ne faut tolérer nulle part aucun compromis en ce qui concerne les normes de sécurité, et tout pays doit satisfaire aux exigences techniques, quel que soit son niveau du développement économique : à cet égard, il incombe tout particulièrement à l'OACI d'aider les pays peu développés.

39. Une autre tâche importante qui doit être entreprise en collaboration avec les commissions économiques régionales consiste à étudier les besoins en matière de transports aériens et à les coordonner avec les autres formes de transport sur une base régionale.

40. L'aviation civile a grandement contribué en peu de temps au développement de l'économie mondiale en fournissant une forme de transport qui peut être utilisée moyennant un minimum d'investissement, dans des pays jusque-là désavantagés par l'absence de communications et dans des régions où les conditions naturelles ne permettent pas d'employer d'autres moyens de transport. L'OACI espère jouer son rôle dans la Décennie du développement, dont elle approuve sans réserve les objectifs.

41. M. ABOU GABAL (Observateur de la République arabe unie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que le Gouvernement de la République arabe unie est très inquiet de constater que depuis une dizaine d'années les pays en voie de développement participent de moins en moins à l'expansion du commerce mondial et que les prix de leurs produits primaires ont, d'une façon générale, tendance à baisser, tandis que les prix des produits manufacturés ne cessent de monter. L'évolution défavorable des termes de l'échange dans les pays peu développés aura pour effet de les rendre beaucoup

moins aptes à exécuter des plans économiques et sociaux. Même s'ils devaient bénéficier d'une plus large assistance financière internationale, leur situation commerciale demeurera précaire s'ils ne peuvent accroître les recettes provenant de leurs exportations.

42. En outre, les échanges commerciaux entre pays en voie de développement et pays industrialisés s'accroissent plus lentement qu'entre pays industrialisés. D'autre part, il est inquiétant de constater que certains pays industriels ont procédé entre eux à une libération de leurs échanges, tout en maintenant des restrictions à l'égard des pays tiers, et que l'on s'efforce d'élargir ces zones commerciales. Ces restrictions constituent une grave menace pour la stabilité du commerce international et entravent son expansion. Reconnaissant qu'il importe d'accroître les recettes d'exportation des pays en voie de développement, les ministres des Parties contractantes au GATT ont approuvé, au cours de leur réunion de novembre 1961, une déclaration énumérant une série de mesures qu'il conviendrait d'adopter pour remédier à la situation. Si celles-ci sont appliquées sérieusement, les deux groupes d'Etats en bénéficieront.

43. Le Gouvernement de la République arabe unie approuve l'idée, exprimée dans la résolution 1707 (XVI) de l'Assemblée générale, de tenir une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce international; cette réunion permettrait aux participants d'échanger leurs vues et de se consulter sur les moyens propres à résoudre les problèmes qui se posent à certains pays. Ils auraient ainsi l'occasion de parvenir à un accord sur les mesures qui permettraient d'équilibrer les échanges commerciaux et de stimuler leur expansion.

44. La conférence économique internationale à laquelle participent des pays du monde entier qui se tient actuellement au Caire va dans le sens des recommandations de l'Assemblée générale et des principes contenus dans la déclaration des Parties contractantes au GATT. Les participants seront à même de discuter à fond divers problèmes concernant le développement économique et les échanges commerciaux; ils espèrent apporter une contribution utile à la conférence que l'Organisation des Nations Unies envisage de tenir. M. Abou Gabal distribuera le texte d'une déclaration que le représentant de la République arabe unie a faite à la conférence du Caire, et où il précise la position de son gouvernement.

45. M. BARTON (Confédération internationale des syndicats libres), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que la CISL appuie toute initiative tendant à aider les nations moins favorisées à se libérer de la misère et à entreprendre un rapide développement économique et social; avec les organisations qui lui sont affiliées, la CISL prend une part active aux efforts qui sont faits dans ce sens. C'est pourquoi la CISL approuve l'idée de la Décennie du développement, d'autant plus qu'elle soutient depuis trois ans un principe qui est devenu, pour ainsi dire, la pierre angulaire de la Décennie, à savoir que tout pays industriel prospère doit contribuer, à raison de 1 % au moins de son revenu national, à l'aide aux pays en voie de développement.

46. Pour les pays industriels prospères, ce n'est pas seulement une obligation morale que de lutter contre

l'inégalité actuelle: il y va de leur intérêt, puisqu'il s'agit de l'unité du monde.

47. Le mouvement syndical libre, qui a combattu constamment l'exploitation et l'humiliation des travailleurs, est toujours prêt à lutter contre l'injustice sociale et économique. Ce faisant, il défend non seulement les intérêts des travailleurs, mais aussi ceux de la société dans son ensemble.

48. Certains milieux à courte vue persistent à penser que les pays industriels importateurs bénéficient de la modicité et de l'instabilité des prix des denrées alimentaires, des matières premières et autres marchandises produites dans les pays sous-développés. Il est bien évident que, même d'un point de vue économique étroit, cette conception est erronée; tandis que, dans les pays en voie de développement, des marchés aux possibilités immenses demeurent inutilisés, un grand nombre de pays industriels se heurtent à des difficultés parce qu'ils ont une capacité de production excessive et des excédents de marchandises. En outre, si l'on n'adopte pas des mesures efficaces pour favoriser un développement économique et social rapide, beaucoup des pays les plus pauvres risquent de succomber au totalitarisme, ce qui entraînerait des conséquences désastreuses pour eux-mêmes et pour la démocratie dans le monde entier. C'est là une autre raison pour laquelle le mouvement syndical s'intéresse si vivement aux projets de développement, car sous le régime totalitaire, les travailleurs sont privés de leurs droits les plus élémentaires et de leur dignité humaine.

49. Dans son rapport sur la Décennie, le Secrétaire général met l'accent, à juste titre, tout autant sur la nécessité de diversifier la production que sur celle de l'accroître en quantité. Accorder à l'industrialisation une importance exagérée, c'est reprendre sous une forme différente l'ancienne méthode impérialiste consistant à favoriser tel ou tel secteur particulier de l'économie sans souci de maintenir un juste équilibre. Dans certains pays sous-développés, il existe des usines ultra-modernes qui dépendent des marchés étrangers tout autant que les producteurs primaires. Dans bien des cas, une telle industrialisation a commencé à l'époque du colonialisme: l'automation qui a été introduite au Congo en est un exemple frappant. Si l'on accorde à l'industrialisation une importance exagérée, on risque aussi d'en arriver à une structure totalitaire dans laquelle la plus grande partie de la production industrielle est absorbée par l'industrie elle-même.

50. Outre l'expansion et la diversification, il est un troisième objectif non moins important: l'intégration de l'économie, que ce soit sur le plan national ou régional. M. Barton pense qu'il convient d'expliquer ce qu'il entend par « économie intégrée ». Les auteurs de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* (E/3624 et Add.1 à 6) se félicitent de voir certains pays en voie de développement réaliser des progrès vers l'autonomie économique. Il serait infiniment regrettable que ce fût là le but ultime de l'intégration: il ne faut pas oublier que l'autarcie du bloc soviétique a entravé les efforts pour fournir aux pays peu développés une assistance coordonnée. Une économie nationale ou régionale réellement intégrée n'est

pas celle qui est fermée au monde extérieur par des barrières, mais celle dont les différents secteurs sont étroitement liés entre eux et où les relations extérieures sont déterminées par les besoins intérieurs.

51. Le rapport du Secrétaire général souligne, à juste titre, l'importance de la planification et de travaux préparatoires approfondis, mais il semble envisager la planification d'une manière un peu simpliste. En fait, l'établissement de plans est pratiqué depuis plusieurs décennies. Tantôt elle a donné des résultats remarquables, tantôt elle a causé des dépressions, voire des désastres, comme la famine qui a suivi le premier plan quinquennal soviétique et la collectivisation de l'agriculture. Si la planification doit être un des principaux instruments de la Décennie, les planificateurs devraient apprendre à tirer parti de l'expérience passée de manière à éviter la répétition de certaines erreurs. Une bonne planification ne doit pas chercher à contraindre les faits économiques à se conformer à des plans préétablis. Ce doit être un processus continu dans lequel la clairvoyance importe plus que la détermination des objectifs, et la révision des objectifs en fonction des événements apporte un contre-poids nécessaire. Ce doit être, non pas un domaine réservé aux économistes ou aux gouvernements, mais une entreprise démocratique à laquelle participent tous les groupes sociaux intéressés.

52. Sur un point, le rapport du Secrétaire général marque un recul si on le compare au rapport du Comité du développement industriel (E/3600 et Corr.1), dans lequel il est dit que dès le début les syndicats devraient être associés à la planification du développement industriel. Bien que ce principe ait été accepté, le Secrétariat n'en a pas tenu compte. Cet oubli est d'autant plus surprenant que le rapport du Secrétaire général indique que le succès de la Décennie dépend en premier lieu de la qualification de la main-d'œuvre aux différents niveaux d'activité économique ainsi que de son adhésion aux plans de développement. L'expression « ressources humaines » utilisée au chapitre III du rapport est offensante car elle suggère que la main-d'œuvre peut être assimilée aux ressources financières, à l'équipement ou aux matières premières et être affectée par les planificateurs à tel ou tel secteur pour être utilisée de la manière la plus efficace. Deux parties sont associées dans l'industrie et, dans une société démocratique moderne, elles devraient être admises à se rencontrer autour de la table de négociations. M. Barton espère que le Secrétariat réexaminera cette importante question et corrigera ses vues en la matière. Quoi qu'il en soit, la CISL, qui compte 56 millions de membres dans 97 pays, jouera le rôle que lui assignent ses membres dans le développement des pays défavorisés.

53. Dans les pays en voie de développement, les fonctions des syndicats sont multiples et beaucoup plus étendues que dans les pays industriels. Dans ces pays, les normes du travail laissent souvent beaucoup à désirer, mais ce n'est pas là le problème le plus difficile à résoudre. Avec l'industrialisation accélérée se forment d'énormes masses urbaines sans attaches, qui sont à la fois attirées par les salaires stables de l'industrie et effrayées par un milieu qui ne leur est pas familier. Les syndicats ont un rôle important à jouer pour réduire le nombre excessif

de petits commerçants et d'artisans qui résulte de cette situation et contribuer à la mise en œuvre de programmes de formation appropriés. Ils doivent également encourager les habitants des régions rurales à travailler dans les chantiers de construction avant de rechercher un emploi en usine.

54. Les syndicats locaux, dirigés démocratiquement par leurs propres adhérents, peuvent aider les travailleurs déracinés à se créer des relations nouvelles dans un milieu social nouveau. Toutes ces fonctions impliquent au préalable la participation des syndicats à la planification des ensembles industriels, grands et petits, à l'organisation des bourses du travail et à la mise en œuvre des plans de formation professionnelle.

55. L'attitude du Secrétariat des Nations Unies vis-à-vis des syndicats n'est pas sans importance. Une attitude constructive de sa part contribuerait à convaincre les gouvernements de certains pays en voie de développement qu'ils causent préjudice à leur propre pays en entravant, que ce soit par des mesures répressives ou par des pratiques paternalistes, la progression des syndicats indépendants. Si cette situation ne se modifie pas dans les pays en question, le mouvement syndical libre devra reprendre la lutte pour la reconnaissance de ses droits qu'il a menée dans les pays industriels. Si favorables que soient les syndicats à la croissance économique rapide, ils ne sauraient pour autant négliger les conséquences sociales de l'industrialisation.

56. M. PELT (Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que les problèmes que pose la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale ont été discutés à la dix-septième Assemblée plénière de la Fédération, où l'on a souligné le besoin d'un développement ordonné et équilibré, sur un double plan, économique et social. M. Pelt constate avec satisfaction que l'interpénétration de ces deux domaines a été reconnue dans le rapport du Secrétaire général.

57. L'Assemblée de la Fédération, à laquelle ont pris part des membres originaires de pays développés comme de pays en voie de développement, a cherché à formuler des propositions concrètes en vue de la Décennie. On a, notamment, avancé l'idée que tous les pays devraient sans plus tarder accroître d'un certain pourcentage leurs contributions au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial, ce qui permettrait d'atteindre un chiffre global de 150 millions de dollars en 1962, comme le demande la résolution 1529 (XV) de l'Assemblée générale. L'Assemblée de la Fédération a été unanime à penser que l'utilisation à des fins pacifiques, des sommes actuellement consacrées aux armements améliorerait sensiblement les conditions économiques et sociales dans le monde. Des suggestions ont été faites en vue d'accélérer l'expansion de l'industrie et du commerce, et l'on a souligné le rôle dévolu à cet égard aux commissions économiques régionales. On a attaché une grande importance au développement de la formation professionnelle et à l'augmentation du nombre d'experts dans le cadre de programmes bilatéraux et multilatéraux. On a souligné également que le programme de la Décennie du dévelop-

pement devrait être élaboré en coopération étroite avec les institutions spécialisées.

58. Bien que ses résolutions ne contiennent pas de propositions techniques détaillées à ce sujet, l'Assemblée de la Fédération n'a pas négligé certains autres problèmes, tels que la réforme agraire et les méthodes d'industrialisation, sur lesquels les pays en voie de développement ont besoin d'avis autorisés et désintéressés d'experts. Ces pays, tout en comprenant qu'ils doivent attirer les capitaux étrangers, désirent également être protégés contre une évasion injustifiée du revenu national. Bien entendu, ils doivent en contrepartie être prêts à accorder une protection appropriée aux capitaux étrangers. En raison du vif intérêt que suscitent les problèmes de la nutrition, l'Assemblée de la Fédération a consacré de longs débats à la Campagne mondiale contre la faim lancée par la FAO.

59. Comme le succès ou l'échec de la Décennie peut dépendre de l'adhésion de la population entière, l'Assemblée de la Fédération a été d'avis qu'il est indispensable d'améliorer la condition de la femme, ses possibilités d'éducation et de formation dans un grand nombre de pays en voie de développement, afin que les femmes puissent contribuer au progrès économique et social de leur pays. On a également parlé du rôle que doit jouer la jeunesse; à ce sujet, M. Pelt renouvelle sa suggestion tendant à obtenir que le BAT étudie la possibilité d'utiliser les jeunes gens, sur une base bénévole ou semi-bénévole, à la mise en œuvre de projets de développement internationaux. L'information et l'éducation sont au nombre des objectifs principaux de la Fédération, et elles devraient jouer l'une et l'autre un rôle important dans la Décennie. M. Pelt donne au Conseil l'assurance que la Fédération coopérera activement à la mise en œuvre du programme de la Décennie.

60. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), se référant à une phase antérieure au débat, déclare que le représentant de l'Union soviétique (1216^e séance) et le représentant de la Pologne (1217^e séance) ont interprété à tort les paroles prononcées à la 1214^e séance par M. Stevenson comme signifiant que la Décennie du développement sert à renforcer la communauté atlantique. Pour dissiper ce malentendu, le représentant des Etats-Unis cite un passage de la déclaration faite par M. Stevenson. M. Stevenson a dit textuellement: « Nous sommes résolus à ce que la communauté atlantique, loin d'être contraire à l'intérêt général, soit orientée de manière à servir et à renforcer la liberté économique et politique dans le monde entier, et surtout les intérêts des pays en voie de développement. Sur le commerce mondial plane aujourd'hui une grande incertitude: le Royaume-Uni entrera-t-il dans le Marché commun européen? Quelle que soit l'issue des négociations, il est évident qu'une nouvelle puissance économique géante est née en Europe occidentale. Il est indispensable que cette puissance géante applique une politique libérale de bas tarifs douaniers et de coopération, et soit prête à participer à une action collective pour remédier au déséquilibre des échanges mondiaux et veiller à l'adoption de politiques positives qui offrent aux pays en voie de développement des avantages plus grands et des débouchés

plus larges sur l'immense marché européen. Nous nous efforcerons sans relâche de démontrer que nous, pays riches et évolués du monde, nous avons constitué une association en vue non pas d'éluder nos communes responsabilités humaines, mais de les définir plus exactement, non pour contempler notre propre abondance, mais pour affronter nos tâches communes au service de l'humanité. Tel est l'engagement que nous prenons à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour le développement.»

61. M. Klutznick a été frappé de l'observation faite par le représentant de l'Inde à la 1215^e séance, à savoir que ce n'est pas l'écart entre les pays avancés et les pays en voie de développement, ni l'expansion économique des premiers qui constituent un problème, et qu'une prospérité plus grande, où qu'elle se manifeste, donnera plus de vigueur à l'effort commun en faveur du développement.

62. Dans tous les pays, il existe une certaine demande intérieure insatisfaite : cela est vrai même des Etats-Unis où la prospérité est grande. Il ne s'agit pas de décourager les pays économiquement évolués de faire de nouveaux progrès qui assureront des ressources supplémentaires et les marchés encore plus vastes dont ont besoin les pays en voie de développement. Ce qu'il faut, c'est plutôt aider ces derniers pays à élever leurs niveaux de vie.

63. De l'avis de M. Klutznick, le Marché commun européen est un bienfait : une Europe occidentale en état de crise économique ne présenterait que des inconvénients. Les problèmes que le Marché commun pose aux Etats-Unis et à d'autres pays sont les bienvenus, car ils les contraignent à agir. A la suite d'un important débat qui s'est déroulé aux Etats-Unis à ce sujet, des ajustements seront effectués en fonction de cet heureux événement. Il est plus facile de s'attaquer aux problèmes que pose la prospérité qu'à ceux que soulève la récession. On ne gagnerait rien à freiner l'élan qui porte les pays évolués vers le progrès ; c'est le progrès qui permettra à ces pays d'aider plus efficacement les pays en voie de développement à essayer de résoudre leurs difficultés.

64. M. Klutznick est d'accord avec le représentant de la Jordanie qui a déclaré à la 1218^e séance que la Décennie pour le développement ne doit pas devenir une occasion de guerre froide entre régimes économiques et sociaux différents. Comme l'a dit M. Stevenson : « Aucune société, aucun régime ne peuvent fournir la solution de toutes les questions, si tentés qu'ils puissent être de prétendre qu'ils le peuvent. Nous devons tous échanger nos expériences et voir si nous pouvons faire mieux, et où pouvons-nous le faire de manière plus constructive que dans le cadre des organismes des Nations Unies auxquels nous avons déjà donné notre approbation et notre appui ? »

65. Le représentant des Etats-Unis ne tient pas à faire étalage des succès de la libre entreprise, qui assure des conditions de vie satisfaisantes et permet de venir en aide aux moins fortunés. Il tend une main amicale à tous ceux qui participent à la Décennie du développement, afin que tous, dans un esprit de coopération et non de compétition, s'attaquent résolument à la misère, à l'ignorance et à la maladie.

66. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense, lui aussi, que les plans à long terme qui visent à favoriser le développement ne doivent pas devenir un champ de bataille de la guerre froide. L'Union soviétique a voté la résolution 1710 (XVI) et apportera une contribution concrète à l'examen des mesures proposées dans le rapport du Secrétaire général afin de servir les buts des Nations Unies et d'aider les pays peu développés à résoudre les problèmes qu'ils ne pourraient affronter sans assistance. D'autres délégations peuvent avoir, sur l'application de cette résolution, des idées qui diffèrent de celles de la délégation soviétique. Si la déclaration de M. Stevenson a été mal comprise, la faute en est sûrement un peu à l'orateur. D'autres passages de cette déclaration, que le représentant des Etats-Unis n'a pas cités au cours de la présente séance, peuvent être interprétés comme signifiant que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées servent à renforcer la communauté atlantique. Rien n'est venu indiquer que cette interprétation ait été due à une erreur quelconque.

67. Le représentant des Etats-Unis a reproché à la délégation de l'Union soviétique de se livrer à la propagande et a laissé entendre que cette délégation n'apportait rien de concret à la discussion. M. Arkadev n'aurait pas eu la témérité d'adresser la même critique à la délégation des Etats-Unis, bien qu'elle ait recours au genre de propagande que l'on trouve dans la presse américaine. De telles attaques sont tendancieuses et partiales, comme l'est l'affirmation que la délégation de l'Union soviétique a retiré son appui à l'amendement qu'elle-même avait proposé au texte qui est devenu ensuite la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Cet amendement visait à souligner la nécessité de mettre fin aux conséquences du colonialisme ; il a été retiré, non parce que ces conséquences avaient disparu, mais parce que les puissances occidentales et les Etats-Unis n'aiment pas semblables allusions, ce qui est compréhensible, et auraient arrangé le scrutin de manière que l'amendement soit rejeté. M. Arkadev est bien incapable de dire pourquoi certains Etats, dont la Belgique, la France, le Portugal, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la République sud-africaine, n'ont pas voté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale), mais il se doit de souligner qu'elle exprime la volonté des peuples et constitue un engagement solennel pour tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'amendement soviétique en question était fondé sur cette déclaration ; celle-ci aurait dû servir de ligne directrice pour élaborer les programmes de la Décennie du développement et préparer le rapport du Secrétaire général, alors que, au contraire, les principes énoncés dans cette Déclaration ont été méconnus. Les représentants des Etats-Unis s'efforcent de prouver ce qu'il est impossible de prouver, mais la délégation de l'Union soviétique continuera à demander instamment que les recommandations en question soient prises en considération par le Secrétaire général et par le Conseil.

68. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) déplore que le représentant de l'Union soviétique n'ait pas assisté

aux négociations qui se sont déroulées à la Deuxième Commission lors de la seizième session de l'Assemblée générale, et qu'il n'ait pas remarqué que la Déclaration est mentionnée dans le cinquième considérant de la résolution 1710 (XVI). Il regrette aussi que le représentant de l'Union soviétique ait à nouveau mal interprété les paroles de M. Stevenson. Il l'invite à analyser soigneusement la déclaration faite par M. Stevenson, qui montrera sûrement que l'interprétation qui lui a été donnée est entièrement erronée.

69. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il ne refusera jamais une main amicale offerte en toute sincérité, mais qu'il ne peut transiger sur les principes. La vérité doit triompher, et il est vain de nier que les conséquences du colonialisme persistent et que certains pays continuent à lutter pour conquérir leur indépendance.

70. M. Arkadev tient aussi, en cette occasion, à réfuter l'assertion faite par M. Stevenson à la 1216^e séance, selon laquelle l'Union soviétique est responsable de la reprise des essais nucléaires en haute altitude par les Etats-Unis. En réalité, ces essais font partie des plans stratégiques des Etats-Unis. C'est le Gouvernement de l'Union soviétique qui a présenté des propositions pour le désarmement, l'arrêt des essais nucléaires et l'interdiction absolue des armements nucléaires.

71. Le PRÉSIDENT prononce la clôture du débat général sur le point 4 de l'ordre du jour et propose que ce point, avec les projets de résolutions pertinents (E/L.957 et Corr.1, E/L.958 et Add.1, E/L.960), soit renvoyé au Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 35.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 12 juillet 1962

à 10 h 50

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 5 de l'ordre du jour :	
Conséquences économiques et sociales du désarmement	
Débat général	99
Point 22 de l'ordre du jour :	
Contrôle international des stupéfiants	105

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Belgique, Bulgarie, Ghana, Indonésie, Irlande, Mali, Pays-Bas, République centrafricaine, Roumanie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593 et Add. 1 à 4; E/L.962, E/L.963)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. M. WINIEWICZ (Pologne) déclare que le désarmement général et complet est devenu le problème crucial de notre époque. Plus les perspectives du désarmement se concrétisent, plus il faut accorder d'attention aux aspects économiques et aux conséquences sociales de ce problème. L'étude du Groupe consultatif d'experts contenue dans le rapport du Secrétaire général (E/3593) présente des arguments économiques et sociaux nouveaux et d'une extrême importance, en faveur du désarmement général et complet.

2. Des efforts isolés ont été entrepris dans le passé pour résoudre, au moins partiellement, quelques-uns des problèmes qui se posent dans ce domaine. Mais, étant

donné que le désarmement est un problème d'intérêt international, il était apparu qu'il fallait en étudier les effets économiques et sociaux sur une base beaucoup plus large. C'est pourquoi un certain nombre de pays, dont les pays socialistes, réclament depuis plusieurs années que l'ONU prenne les mesures qui s'imposent; l'étude que le Groupe consultatif a effectuée en application de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale constitue un excellent travail de recherche. Les membres du Groupe consultatif viennent de pays à régimes économiques et sociaux différents, qui se trouvent à des stades différents de développement, et néanmoins leurs conclusions ont été adoptées à l'unanimité.

3. Aucun gouvernement n'a mis en doute la nécessité d'un désarmement général et complet, ni le fait que les nations tireraient de très grands avantages économiques et sociaux du désarmement. Il est dit expressément dans l'étude que « la réalisation du désarmement général et complet n'apporterait que des bienfaits à l'humanité tout entière » (par. 195).

4. Ce qui rend les conclusions unanimes de l'étude si importantes c'est qu'elles découlent de constatations scientifiques, corroborées et renforcées par l'analyse d'un très grand nombre de faits et de données. Il est paradoxal que, dans certains pays, on ait invoqué et on invoque encore la nécessité des dépenses militaires, parce qu'elles maintiennent des conditions économiques favorables : les mobiles qui sont à la base de cette argumentation sont transparents, si l'on songe aux profits qui sont en jeu. Le rapport détruit de tels mythes et ramène les difficultés économiques du désarmement à un problème de reconversion. Des reconversions économiques ont été nécessaires dans le passé à bien des reprises dans les divers pays. L'étude contient une analyse détaillée des reconversions qui seraient à effectuer dans les investissements de capitaux et dans l'emploi des ressources financières et productives que libérerait la réduction des budgets militaires.

5. L'étude montre que dans les pays à économie planifiée, qui utilisent au maximum leur capacité de production et dont les activités tendent à des fins constructives, la reconversion des crédits militaires pourrait s'effectuer assez rapidement. Dans les pays peu développés, qui importent leurs armements, le désarmement libérerait des devises qui pourraient être consacrées immédiatement à l'importation de biens d'équipement dans l'intérêt de l'expansion économique et du bien-être des populations. Enfin, il ressort nettement de l'étude que, dans les pays capitalistes industrialisés, les gouvernements peuvent, par des mesures fiscales et autres, maintenir la demande effective totale et la production pendant toute la période de reconversion. Par conséquent, tous les problèmes de reconversion qui risquent de se poser

peuvent être résolus, et les difficultés qui se présenteront seront infiniment moindres que les bienfaits que l'on pourra retirer du désarmement.

6. Le Groupe consultatif a accordé une attention toute particulière aux possibilités d'employer utilement les ressources libérées par le désarmement, mais il n'a pas essayé d'établir d'ordre précis de priorité en ce qui concerne l'affectation de ces ressources. L'étude ne donne qu'une liste succincte des premières urgences (par. 19). Il serait possible de satisfaire certains besoins immédiatement et d'instituer, dans le monde entier, un progrès économique rapide qui permettrait de pourvoir promptement et amplement aux besoins élémentaires des populations du monde. L'humanité, qui vit dans la crainte de la destruction, a du mal à s'imaginer que le monde pourrait connaître si rapidement des changements radicaux. Le grand mérite de l'étude est de présenter, au moins partiellement, la vision d'un monde sans armes; elle montre comment on pourrait résoudre un grand nombre des problèmes qui tourmentent l'humanité depuis des siècles et révèle les nouvelles possibilités qui s'ouvriraient à l'énergie créatrice de l'homme dans des sociétés libérées du poids des armements. En liant le désarmement à un programme d'expansion économique, le Groupe consultatif a donné un aperçu de la tâche pratique qui serait à réaliser : développer les régions déshéritées du monde, de façon que chaque être humain puisse jouir des fruits de la civilisation moderne. Cette tâche pourrait être réalisée en moins d'une génération, et il serait extrêmement décevant de ne pas s'y consacrer sur l'heure.

7. L'autre solution — poursuivre la course aux armements — reviendrait à perpétuer les tensions politiques, la menace de conflits armés, les inégalités économiques, l'indigence et la faim. Tous les pays seraient obligés, pour finir, d'utiliser à des fins non productives une partie de leur revenu national qui aurait pu être consacrée à améliorer la vie des hommes. Car, l'une des conséquences inévitables de la course aux armements est l'augmentation continue des dépenses militaires; or le fardeau que représente une armée moderne est déjà immense.

8. Etant donné le caractère de compétition que revêt la course aux armements, il pourrait devenir impossible de réaliser même les objectifs modestes d'expansion économique dans les pays sous-développés, tels qu'ils sont envisagés pour la Décennie du développement, car la course aux armements, si elle se poursuit, réduira les ressources utilisables à des fins d'assistance économique.

9. Les conclusions de l'étude, en raison de leur caractère scientifique et social, ne pourront manquer d'exercer une influence sur la politique étrangère d'un grand nombre de gouvernements, les incitant à rechercher la coexistence pacifique. Elles ne seront sans doute pas non plus sans effet sur les travaux de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement. Les peuples sont convaincus des bienfaits du désarmement, ainsi que le montrent aussi les débats du Congrès mondial pour le désarmement général et la paix qui se tient actuellement à Moscou.

10. L'étude doit être considérée comme la première étape de la préparation économique du désarmement général et complet et comme la base des nouvelles

recherches auxquelles toutes les organisations internationales devraient procéder dans un cadre plus large. Pour cette raison, les Nations Unies devraient accepter les conclusions unanimes du Groupe consultatif, en vue d'accélérer la signature d'un accord sur le désarmement général et complet. Le Conseil devrait faire appel à tous les gouvernements, notamment à ceux qui participent à la Conférence du désarmement, pour que, dans l'élaboration de leur politique étrangère, ils tiennent compte des conclusions de l'étude; et celle-ci devrait être soumise officiellement à la Conférence du désarmement, dont les travaux vont reprendre prochainement. D'autre part, les organes économiques et sociaux des Nations Unies, en particulier les commissions régionales et les institutions spécialisées, devraient poursuivre, dans leurs sphères respectives d'activité, des recherches sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, à la lumière des conclusions du rapport. Finalement, il conviendrait d'assurer une large diffusion de l'étude et de la publier dans les langues des Etats Membres; elle devrait être mise à la disposition du Service de l'information des Nations Unies et communiquée aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Telles sont les recommandations que la délégation polonaise formule dans son projet de résolution (E/L.963).

11. M. NEHRU (Inde) fait l'éloge des travaux du Groupe consultatif et déclare que la délégation indienne se félicite particulièrement qu'un économiste indien ait fait partie du Groupe.

12. La course aux armements et l'écart croissant entre l'économie des pays développés et celle des pays en voie de développement constituent une menace pour la paix du monde. Mais les deux problèmes également importants du désarmement et du développement économique et social sont examinés par des instances différentes ou au titre de différents points de l'ordre du jour du Conseil.

13. La question dont le Conseil est saisi actuellement est liée sans doute au désarmement et au développement, mais elle s'en distingue aussi sur certains points: il s'agit ici d'étudier les effets que des mesures éventuelles de désarmement pourraient avoir sur l'économie des différents pays et sur les relations économiques internationales. Certains penseront peut-être que l'étude de cette question est prématurée puisque les perspectives de désarmement sont encore très lointaines. La délégation de l'Inde ne partage pas ce point de vue. Il faut compter, en effet, parmi les obstacles au désarmement, la crainte manifestée par certains milieux qu'un arrêt des dépenses militaires n'ait des incidences néfastes sur la situation économique et sociale. L'étude systématique de cette question, qui a été menée à bien de façon admirable par le Groupe consultatif, devrait écarter cette crainte. En soulignant la possibilité d'utiliser les ressources disponibles à des fins plus créatrices, l'étude établie par le Groupe consultatif pourra éduquer l'opinion publique et renforcer le désir qui existe dans le monde entier de voir mettre fin à la course aux armements.

14. En raison de la grande importance de l'étude pour l'opinion publique, il est souhaitable de lui donner la plus large publicité. Elle porte sur un domaine très vaste,

mais bien entendu elle n'a pas un caractère définitif, et le problème exigera certainement de nouvelles études.

15. En ce qui concerne les ressources affectées à des dépenses militaires, le rapport mentionne un certain nombre de faits assez inquiétants : sept pays, parmi lesquels figurent les six premiers pays industriels du monde, consacrent aux dépenses militaires 85 % du total des sommes qui, dans le monde, sont affectées annuellement à ces dépenses (par. 12). Le total des dépenses militaires s'élève chaque année dans le monde à 120 milliards de dollars environ, soit près du dixième de la production mondiale annuelle de marchandises et de services. Ce chiffre est presque égal à la somme des revenus nationaux de tous les pays sous-développés (par. 8).

16. Pourtant, alors que le monde consacre une partie si importante de ses ressources aux dépenses militaires, il est de plus en plus évident qu'à l'ère nucléaire les armes accumulées à ce rythme ne pourront être utilisées sans faire courir à l'univers un risque d'anéantissement total. La guerre elle-même est actuellement un instrument de politique complètement dépassé.

17. La course aux armements entre les pays développés a obligé tous les pays à s'armer, de sorte que les pays en voie de développement doivent eux aussi inscrire à leur budget des dépenses d'armement. Celles-ci représentent en Inde 2 % seulement du produit national brut, compte tenu des investissements de capitaux dans les industries, relativement peu nombreuses d'ailleurs, qui travaillent pour la défense nationale. Comme les autres pays en voie de développement, l'Inde a dû consacrer à l'importation de matériel militaire des recettes en devises qu'elle aurait préféré utiliser pour son développement économique.

18. Le désarmement n'aura évidemment pas pour effet d'éliminer complètement les énormes dépenses dont il vient d'être question. Chaque pays devra continuer à entretenir des troupes relativement peu importantes pour assurer sa sécurité intérieure. Des dépenses, élevées peut-être, seront sans doute nécessaires pour mettre en œuvre diverses mesures de contrôle et de vérification. Toutefois, même si l'on admet que l'économie réalisée ne portera que sur les trois quarts des dépenses actuelles, les montants libérés représenteront encore approximativement 90 milliards de dollars.

19. La question se pose donc de savoir si le développement pourra absorber une somme de 90 milliards de dollars. Un apport en argent et en marchandises industrielles et autres n'a pas nécessairement pour effet de favoriser le développement ; les pays bénéficiaires doivent encore être en mesure d'utiliser cet apport grâce à des programmes établis au préalable. Cette question devra certainement être examinée plus avant.

20. Il serait souhaitable également d'évaluer le total des besoins du monde en matière de développement. Il n'a pas encore été établi d'estimations à ce sujet, encore que les experts aient donné quelques indications sur les besoins de certains pays. Mais il y a une telle concurrence de demandes que la première chose à faire serait peut-être d'établir un ordre de priorité pour

l'utilisation des ressources. La question devra être examinée à nouveau mais, ainsi qu'il est dit dans le rapport, il est parfaitement clair qu'aucun pays n'a à craindre de manquer de possibilités d'employer utilement les ressources éventuellement libérées par le désarmement (par. 173).

21. En ce qui concerne la nouvelle affectation à donner aux ressources, aucun problème sérieux ne devrait se poser dans les pays en voie de développement, pour utiliser la main-d'œuvre ou la capacité de production à des fins non militaires. En Inde, par exemple, la production des industries qui travaillent pour la défense nationale pourrait être facilement absorbée dans le secteur civil. Les effectifs des forces armées ne représentent que 0,3 % environ de la main-d'œuvre du pays. D'aucuns prétendent néanmoins que la réadaptation consécutive au désarmement pourrait poser des problèmes graves dans les pays développés. Certaines hésitations se manifestent parfois pour cette raison à l'égard des propositions de désarmement. Les experts du Groupe consultatif ont fait un travail utile en analysant quelques-uns des problèmes qui se posent. Ils sont arrivés à une conclusion en général assez optimiste au sujet des problèmes de la reconversion, en s'appuyant d'ailleurs sur l'expérience des années qui ont immédiatement suivi la dernière guerre. Pendant cette période, il a certes fallu remédier à des destructions matérielles immenses. Néanmoins, d'une manière générale, la délégation de l'Inde partage le point de vue selon lequel les besoins du développement seront tels dans l'ensemble du monde que, si elles sont préparées soigneusement, les mesures de reconversion ne se heurteront pas aux difficultés que certains prévoient parfois.

22. Au paragraphe 124 de l'étude, les experts affirment que le désarmement aurait un effet favorable sur le développement des relations économiques internationales ; il pourrait en résulter notamment, dans le domaine des échanges, une réduction des divers obstacles au commerce des marchandises. Cependant, le désarmement pourrait provoquer un fléchissement de la demande de certains produits utilisés à l'heure actuelle dans le cadre des programmes militaires (par. 133) ; et ce fléchissement pourrait désorganiser, dans une certaine mesure, le commerce des produits primaires des pays peu développés. Il faudra donc poursuivre les études dans ce domaine, mais il est certain que les conclusions générales des experts en ce qui concerne les effets du désarmement sur les échanges ont une portée considérable.

23. Les experts se sont montrés optimistes également en ce qui concerne les incidences du désarmement sur l'aide au développement économique et social (chap. 6). Il est bien évident qu'une forte réduction des dépenses militaires aurait pour effet de libérer des ressources qui pourraient être consacrées à des programmes d'assistance. Les pays en voie de développement pourraient absorber facilement un volume sensiblement plus important d'investissements productifs (par. 141). Toutefois, en raison des demandes concurrentes émanant des pays développés, il est possible qu'une partie des ressources libérées par le désarmement soit absorbée par les pays développés eux-mêmes. C'est là une question qu'il

faudrait aussi étudier plus à fond, de manière à assurer, en cas de désarmement, une répartition équitable des ressources libérées. On pourrait examiner notamment la suggestion des experts de consacrer à l'aide internationale, sous toutes ses formes, une juste proportion des ressources libérées, parallèlement à leur utilisation à des fins nationales (par. 192).

24. Les conséquences sociales du désarmement sont examinées de façon assez sommaire dans l'étude, mais on peut accepter la conclusion générale à laquelle les experts ont abouti, à savoir que l'on pourrait espérer, dans un monde désarmé, une amélioration générale du niveau de vie et un accroissement des loisirs. Les gouvernements accorderaient sans doute un rang de priorité plus élevé aux objectifs sociaux (par. 194).

25. La délégation de l'Inde approuve en général les opinions exprimées par les experts sur les différentes questions traitées dans le rapport. Elle souhaite toutefois faire trois suggestions. Premièrement, il faudrait procéder à de nouvelles études sur certains points qui ont besoin d'être précisés. Deuxièmement, ces nouvelles études devraient être faites en collaboration avec les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées, de manière à donner plus de poids aux conclusions du rapport préliminaire. Troisièmement, tout en examinant les besoins futurs, il ne faudrait pas perdre de vue les besoins immédiats. En effet, les pays peu développés ne devraient pas attendre que des mesures de désarmement soient prises pour obtenir que soient satisfaits leurs besoins urgents et immédiats. La délégation de l'Inde propose donc que, tout en poursuivant les recherches dans ce domaine, les pays développés étudient aussi la possibilité non seulement de faire des économies sur leurs budgets militaires de façon à en consacrer un certain pourcentage au développement économique, mais aussi de libérer et d'assouplir encore davantage leur politique en matière d'échanges et d'aide aux pays sous-développés, pour contribuer à l'expansion de ces pays et remédier à une situation qui, au même titre que la course aux armements, est une cause de tension croissante et de conflits dans le monde.

26. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) voit un signe encourageant dans le fait que le Groupe consultatif, aux travaux duquel a participé un expert américain, a pu adopter un rapport à l'unanimité bien que ses membres vinssent d'Etats dont les régimes économiques et politiques sont différents.

27. Il lui paraît opportun de rappeler la politique de son gouvernement en matière de désarmement. Les Etats-Unis ont reconnu il y a fort longtemps que le désarmement offrirait des possibilités d'assistance accrue aux pays en voie de développement, mais cela ne les a pas empêchés d'intensifier sans cesse leurs programmes d'assistance, dont l'ampleur est sans précédent. Dans son discours à la 1013^e séance plénière de l'Assemblée générale (seizième session), le Président Kennedy a lancé un appel en faveur d'un désarmement général et complet assorti d'un système de contrôle efficace, et il a en même temps invité instamment les Etats Membres à intensifier leur coopération économique dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

28. Aux Etats-Unis, la question du désarmement et celle des besoins insatisfaits des régions peu développées du monde préoccupent les deux grands partis politiques. On s'y rend compte également que les populations des pays en voie de développement ne peuvent attendre le désarmement général et complet pour réaliser leur développement économique et social. Ce que les Etats-Unis ont accompli dans le domaine de l'assistance aux peuples des pays en voie de développement est le gage des possibilités bien plus grandes encore qui pourraient s'offrir à un monde libéré du lourd fardeau des armements.

29. Les Etats-Unis déplorent que la situation mondiale paraisse rendre inévitables des dépenses énormes pour la défense et la sécurité nationales, et ils ont souvent fait savoir qu'ils étaient disposés à procéder à un désarmement rationnel dans des conditions de sécurité. L'étude constante du problème des ajustements à faire serait un exercice profitable auquel tous les Etats intéressés pourraient se livrer dans leur propre intérêt. M. Klutznick exprime l'espoir que le rapport stimulera des études dans chaque pays et, peut-être, favorisera une confrontation permanente et utile d'idées et de conclusions entre tous les Etats intéressés.

30. L'économie des Etats-Unis a traversé une période de rajustement après la deuxième guerre mondiale. Les dépenses militaires, qui avaient absorbé plus de 50% du revenu national au plus fort de la guerre, sont tombées à moins de 9% en trois ans. L'économie des Etats-Unis a démontré la résistance et l'élasticité d'une société libre: la réaffectation des ressources s'est accomplie rapidement, cependant que le produit national atteignait des niveaux sans précédent. Ces faits justifient, et au delà, l'optimisme quant à l'avenir; les Etats-Unis pourraient facilement, en cas de conclusion d'accords internationaux efficaces sur le désarmement, reconverter la part de leur économie qui est consacrée à l'effort militaire, et cela au rythme qui serait fixé dans ces accords.

31. En décembre 1961, la délégation des Etats-Unis a adressé au Secrétaire général une communication (voir E/3593/Add.1) qui contient des données et des analyses détaillées se rattachant à l'étude du Groupe consultatif. Aux paragraphes 2 et 3 de l'introduction à cette communication, il est dit que « les Etats-Unis peuvent diminuer ou augmenter leurs dépenses militaires selon que leur sécurité l'exige » et que « l'affectation de ressources à des fins purement militaires ne représente pas une action créatrice du point de vue économique »: de là l'intérêt actif que, du point de vue économique, les Etats-Unis manifestent pour le désarmement.

32. M. Klutznick se félicite de la conclusion unanime du Groupe consultatif, selon laquelle « tous les problèmes et toutes les difficultés de transition qui résulteraient du désarmement pourraient être résolus par des mesures appropriées à l'échelon national et à l'échelon international » (par. 195). Toutefois, il serait dangereux, pour les pays de libre entreprise comme pour les pays à économie planifiée, de croire que les ajustements se feraient automatiquement. Toute interprétation trop simpliste des réalités risquerait d'aboutir à une utilisation peu rationnelle des ressources libérées.

33. Aucun groupe d'experts ne peut exposer dans tous leurs détails quels seront, au moment du désarmement, les besoins de chaque pays intéressé. Peut-être la plus grande valeur du rapport réside-t-elle dans la démonstration qu'il n'y a pas d'obstacle économique ou social insurmontable au désarmement.

34. Pour le moment, les pays estiment encore que les armements sont nécessaires à leur sécurité nationale, mais rien en vérité ne s'oppose à la création d'un dispositif mondial qui ouvrirait au monde une ère nouvelle; ce qu'il faut seulement c'est la sagesse et le courage de réaliser le désarmement. Depuis le temps du Président Wilson, les Etats-Unis ont déclaré maintes fois que l'humanité souhaitait la paix, la justice et la sécurité dans l'ordre. Il est probable que les nations ne renonceront à se fier aux armements que lorsqu'elles pourront mettre leur confiance dans un système meilleur, capable d'assurer la justice et la paix dans l'ordre. Le désarmement sera alors le corollaire très utile d'une action internationale tendant à renforcer la confiance et la sécurité de tous les pays et à mieux les protéger au moyen de dispositions nouvelles permettant de régler les différends et de garantir la paix, la prospérité et le progrès de l'humanité.

35. M. Klutznick invite instamment le Conseil à accepter l'étude du Groupe consultatif et à la transmettre à l'Assemblée générale. Ce document doit être considéré comme la base de nouvelles études et d'une action ultérieure des gouvernements.

36. Le Conseil est saisi de deux projets de résolution sur le point en discussion (E/L.962 et E/L.963). Le point de vue de la délégation des Etats-Unis n'est pas très éloigné de celui qui est exprimé dans ces deux projets; elle se mettrait volontiers en rapport avec d'autres délégations pour élaborer un texte qui puisse être accepté par tous.

37. Une des caractéristiques les plus intéressantes de l'étude est la priorité qu'elle donne à l'inventaire, par les pays intéressés, des ressources que le désarmement libérera et qui pourront être utilisées à des fins pacifiques, ainsi qu'à la planification à tous les niveaux: public, privé, local, national et international.

38. Conformément à la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale, en vertu de laquelle le Groupe consultatif a été constitué, les Etats-Unis mobilisent leurs meilleures ressources, publiques et privées, pour les consacrer au désarmement et à la solution des problèmes qui en résulteront.

39. M^{lle} SALT (Royaume-Uni) dit qu'avant que les conclusions des experts puissent se traduire dans les faits, par des ajustements économiques dans les Etats Membres, il faudra parvenir à un accord au sein de la Commission du désarmement. La délégation britannique espère sincèrement qu'un tel accord sera possible.

40. M^{lle} Salt félicite le Groupe consultatif pour son étude, d'après laquelle une somme estimée à 120 milliards de dollars sera libérée si l'on parvient à un accord sur le désarmement. Le volume des ressources libérées dépendra toutefois de plusieurs facteurs importants; il est évident, par exemple, qu'un système international efficace de contrôle et de maintien de la paix coûtera cher. Néan-

moins, les sommes qui pourront être libérées à d'autres fins, plus constructives, seront considérables.

41. L'étude a détruit le mythe selon lequel la santé et la vigueur des économies de marché du monde libre dépendent dans une grande mesure de la fabrication d'armements. On s'est saisi de ce mythe pour prétendre que plusieurs gouvernements, dont le Gouvernement du Royaume-Uni, ne s'intéressent pas au désarmement parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de liquider l'industrie des armements et les industries subsidiaires, sur lesquelles repose leur puissance économique. Le rapport démontre que les perturbations économiques résultant d'un accord sur le désarmement seraient tout à fait passagères et qu'il serait relativement facile, non seulement d'empêcher un fléchissement économique dans les pays qui désarment mais même d'obtenir une expansion considérable. Loin d'être une menace économique, le désarmement serait une source d'immenses bienfaits matériels pour les pays qui supportent actuellement le lourd fardeau des armements et, par voie de conséquence, pour le monde entier.

42. Le Gouvernement du Royaume-Uni soutient depuis longtemps la cause du désarmement dans l'intérêt de la paix et de l'entente entre les nations, et il reconnaît les bienfaits économiques qui en résulteraient. Le Gouvernement et le peuple du Royaume-Uni ne demanderaient pas mieux que de consacrer leurs richesses nationales à des fins plus constructives que la fabrication d'armes. Ceux qui connaissent le Royaume-Uni et son histoire ne peuvent douter qu'une part considérable des économies rendues possibles par le désarmement sera consacrée non seulement à l'amélioration de la situation économique du pays mais encore à la cause du développement économique et social rapide dans l'univers entier. Le Royaume-Uni accorde déjà une aide importante aux pays en voie de développement et il continuera de le faire. La délégation britannique constate avec satisfaction que le Groupe consultatif a adopté une position que le Royaume-Uni soutient depuis longtemps, mais qui n'avait pas encore été acceptée par tous les pays.

43. L'étude devrait être diffusée très largement. Cependant, elle n'éliminera aucun des obstacles qui s'opposent à la conclusion d'un traité satisfaisant sur le désarmement, et il serait dommage qu'elle suscite des espoirs qui demeureraient vains si les négociations relatives au désarmement n'étaient pas couronnées de succès. La délégation britannique ne voit pas quel profit l'on pourrait retirer de nouvelles études détaillées, car ces études resteront théoriques tant que l'on n'aura pas progressé vers la conclusion d'un accord international sur le désarmement.

44. De l'avis de M. ZEA (Colombie), l'étude du Groupe consultatif est de nature à stimuler ceux qui détiennent les moyens de satisfaire l'aspiration universelle au désarmement. Cette analyse strictement scientifique est l'œuvre d'experts éminents qui, loin d'adopter des points de vue divergents, ont abouti à une conclusion unanime et difficilement contestable.

45. Il peut sembler prématuré de chercher à déterminer la manière dont il y aura lieu de reconverter les vastes ressources matérielles et humaines qui sont consacrées

aux dépenses militaires, car le désarmement apparaît encore comme un idéal difficilement accessible. Mais il ne faut pas se refuser à penser qu'un jour — pas trop lointain — l'humanité atteindra un degré de culture qui la sauvera de la barbarie.

46. Le Groupe consultatif a démontré éloquemment que la paix armée n'est ni moins rude, ni moins douloureuse que la guerre elle-même. Même dans les pays à revenu élevé on voit pulluler des gens sans abri, affamés et malades, livrés à l'ignorance et au crime. Les sommes qui seraient nécessaires pour améliorer leur sort sont si énormes qu'il n'a pas été possible de les calculer exactement. Malgré les efforts des gouvernements, malgré la coopération internationale, malgré les progrès de la technique et de la science, l'accroissement démographique fait que le mal devance toujours les remèdes et les disponibilités. Ce qu'il faut, c'est un changement de comportement de l'homme et un esprit de confiance mutuelle entre les peuples qui rendraient inutiles tous les moyens de défense.

47. Les premiers bénéficiaires d'une action concertée de relèvement économique qui suivrait la suppression des budgets militaires devraient être les pays en voie de développement. En effet, il ne peut y avoir de paix durable, donc de désarmement, tant que subsiste l'écart entre les pays arriérés et les pays industrialisés. Le mécontentement est, pour la paix, un danger constant. La redistribution des fonds libérés par le désarmement doit donc tendre avant tout à augmenter l'aide aux pays insuffisamment développés. A cet égard, il y a lieu de se féliciter de ce que les experts aient cité dans leur étude (par. 153) la déclaration faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 724 A (VIII).

48. Le Groupe consultatif fait observer à juste titre (par. 24) que, dans les pays sous-développés, les principales ressources libérées par le désarmement seront de la main-d'œuvre, une partie importante de la capacité de production industrielle et des moyens de transport et, dans bien des cas, des devises, mais que l'utilisation efficace de ces ressources dépendra de la qualité des programmes de développement, de la vigueur avec laquelle ils seront exécutés, du volume et de la nature de l'aide reçue. Il convient de noter que, dans beaucoup de ces pays, c'est l'armée qui assure l'ordre public, de sorte qu'il serait impossible de la supprimer complètement : il faudrait la transformer en simple force de police. Comme il est improbable que les sommes actuellement investies dans ce domaine puissent être réduites de façon appréciable, le plus grand profit que les pays sous-développés pourraient tirer d'un désarmement général et complet serait l'augmentation de l'aide économique sous forme d'un apport de capitaux étrangers destinés à financer des programmes sociaux, à mettre en œuvre des programmes de travaux publics urgents et à remédier au déséquilibre de la balance des paiements. Ces pays pourraient aussi recevoir une assistance technique de plus grande envergure et utiliser les techniciens, les chercheurs et le personnel spécialisé qui servent actuellement dans les forces armées des grandes puissances. Ils bénéficieraient également de la collaboration d'hommes jeunes, désormais libérés de leurs obligations militaires, qui pourraient

constituer des milices de la paix et du progrès. Le Corps des volontaires de la paix, dont une équipe a séjourné en Colombie et a fait œuvre très utile, pourrait être renforcé et devenir une confraternité de travailleurs internationaux dévoués à la cause de la paix.

49. L'étude dont le Conseil est saisi est d'une grande importance, mais ce qui serait beaucoup plus utile c'est un accord entre les grandes puissances sur le désarmement, accord que tous les peuples du monde souhaitent ardemment. Si l'on parvient à aborder le problème du désarmement avec bonne foi et un intérêt sincère pour l'humanité, l'entente se fera. Il conviendrait donc que les Etats Membres étudient à fond le rapport dans l'esprit de la Charte, en analysent soigneusement les conclusions et se préparent à un événement qui marquera le début d'une ère nouvelle et heureuse.

50. M. BOGLIETTI (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, souligne l'importance de la question pour les masses laborieuses.

51. De l'avis de la FSM, le rapport a le mérite essentiel de réduire à néant le raisonnement de certains milieux — cercles militaristes et trusts d'armements — selon lequel l'arrêt de la course aux armements aurait des conséquences sociales très graves, et notamment provoquerait un accroissement du chômage. En fait, la course aux armements n'a pas préservé d'un chômage massif les travailleurs des pays capitalistes et n'a empêché ni les dépressions économiques successives ni l'accentuation de l'écart entre pays développés et pays sous-développés. La course aux armements est, en revanche, un moyen d'inflation puissant, et elle a de graves répercussions sur le niveau de vie des travailleurs. Certes, comme l'a reconnu le Groupe consultatif, l'industrie ne renoncera que difficilement aux profits que lui procurent les contrats militaires, mais la FSM estime que la cause de la paix est plus importante que les bénéfices de quelques privilégiés.

52. Se référant à la communication de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en tant que source moderne d'énergie (E/3593/Add.1, section III), M. Boglietti dit que le désarmement aiderait les pays en voie de développement à jouir plus rapidement des bienfaits de la science nucléaire. Les pays d'Afrique producteurs d'uranium, par exemple, pourraient tirer un très grand profit de cette source d'énergie si celle-ci pouvait être utilisée sur place dans l'intérêt du continent africain tout entier.

53. En ce qui concerne plus précisément les revendications syndicales, la FSM partage l'opinion des experts selon laquelle le désarmement permettrait d'alléger les horaires de travail sans perte de salaire, d'augmenter la durée des loisirs et des congés payés, d'améliorer la sécurité sociale ou de l'instituer, de construire des logements et des hôpitaux, de consacrer davantage de fonds à une vaste campagne contre l'analphabétisme et à la formation professionnelle.

54. La FSM approuve les conclusions du Groupe consultatif, qui rejoignent les thèses que ses organisations affiliées défendent. M. Boglietti cite notamment une résolution de décembre 1959 du Comité exécutif de la

FSM, qui demandait aux syndicats nationaux d'évaluer les économies que permettrait de réaliser le désarmement, de proposer des programmes de production de biens d'équipement national, de dresser un programme de reconversion pacifique des économies nationales fortement militarisées, et de mettre l'accent sur l'aide économique à long terme et à faible taux d'intérêt que les réductions des dépenses militaires permettraient d'accorder aux pays sous-développés. Dans cette résolution, la FSM revendiquait également le droit, pour les syndicats, d'être associés à l'élaboration et à l'exécution des programmes de reconversion.

55. Les organisations syndicales et les travailleurs ont toujours été conscients de la nécessité du désarmement. Si le désarmement est le fruit d'une confiance qui s'établit entre les nations, la lutte pour le désarmement peut elle aussi produire cette confiance et imposer le triomphe des principes de la coexistence pacifique. La reconnaissance de ces principes créerait des conditions favorables à l'amélioration des relations syndicales sur le plan international et au progrès de l'unité dans le monde du travail.

56. M. Boglietti souhaite que le Conseil décide de poursuivre et d'approfondir l'étude entreprise, notamment au sein des commissions économiques régionales et

des institutions spécialisées qui, comme l'OIT, se préoccupent tout particulièrement des problèmes du travail. Il propose également que le Conseil lance un appel à tous les Etats et leur demande de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le désarmement général et complet sous contrôle international devienne une réalité.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Contrôle international des stupéfiants (E/3648)

57. Le PRÉSIDENT dit que le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa dix-septième session (E/3648) contient, au chapitre XVI, un projet de résolution que la Commission soumet au Conseil pour adoption et qui a trait à la participation du Gouvernement du Liban aux travaux de la Commission et de son Comité du trafic illicite. Il propose que, conformément à l'article 75 du règlement intérieur, le Conseil autorise le Président à entrer en communication avec le Gouvernement libanais pour l'inviter à se faire représenter au Conseil lors de l'examen du projet de résolution.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 55.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 12 juillet 1962

à 15 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 5 de l'ordre du jour :

Conséquences économiques et sociales du désarmement

Débat général (*fin*) 107

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Irak, Irlande, Mali, République centrafricaine, Suède, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République de Corée, République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement
(E/3593 et Add. 1 à 4; E/L.962, E/L.963)

DÉBAT GÉNÉRAL (*fin*)

1. M. ABOLTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que l'opinion publique s'intéresse, aussi bien dans les pays avancés que dans ceux qui le sont moins, aux conséquences économiques et sociales du désarmement. Il est paradoxal et monstrueux qu'une infime minorité de gens malfaisants impose sa volonté au reste de l'humanité qui, sachant les horreurs qu'entraînerait une catastrophe nucléaire, souhaite ardemment la paix et la sécurité. Il va sans dire que cette minorité se compose des grands magnats de l'industrie des pays capitalistes d'Occident qui, obsédés par le désir de faire d'énormes bénéfices, entretiennent la course aux armements. Ces gens prétendent que le désarmement amènerait le chômage et abaisserait le niveau de vie; cet argument a été repris par nombre d'économistes occidentaux qui ont voulu

prouver que la prospérité peut se trouver favorisée lorsque les dépenses de l'Etat atteignent des sommes considérables, et que le désarmement aurait des effets désastreux pour les pays peu développés parce qu'il provoquerait le fléchissement des échanges commerciaux et la baisse des prix des matières premières. Ces affirmations ont beau être manifestement fausses, les peuples des pays occidentaux, soumis comme ils le sont à une propagande incessante, peuvent difficilement savoir où est la vérité.

2. Dans un discours prononcé, le 10 juillet 1962, au Congrès mondial pour le désarmement général et la paix réuni à Moscou, M. Khrouchtchev a déclaré que tous les pays auraient le plus grand intérêt à mettre un terme aux dépenses militaires et à reconvertir les industries de guerre à des fins pacifiques. Il a dit également que le désarmement aurait d'immenses avantages pour les pays en voie de développement, qui se heurtent à de grandes difficultés, aussi bien que pour les pays qui luttent pour accéder à l'indépendance.

3. Malgré les erreurs si répandues au sujet des conséquences du désarmement, certains économistes occidentaux sont arrivés depuis peu à une appréciation plus juste des faits. Les conséquences économiques de la course aux armements sont évidentes, et M. Aboltine rappelle, à titre d'exemple, que les dépenses militaires des Etats-Unis d'Amérique ont atteint en 1961 le niveau le plus élevé qui ait été enregistré depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ce qui n'a pas empêché le taux de croissance de la production industrielle d'être le plus faible de la période considérée. Cette tendance persiste en 1962. De plus, on a vu se produire cette année des baisses spectaculaires à la Bourse de New York, le chômage est en recrudescence, les prix montent, les niveaux de vie baissent. Tout irait manifestement beaucoup mieux n'étaient les sommes astronomiques que l'on consacre aux armements. Une année après l'autre, *l'Etude sur l'économie mondiale* montre nettement qu'aux Etats-Unis, où les dépenses militaires représentent 10% du produit national brut, le taux de la croissance économique au cours des 10 dernières années est resté extraordinairement faible. Au Japon, où ces dépenses ne représentent que 2% du produit national brut, la croissance de l'économie a atteint un taux particulièrement élevé. A l'heure actuelle, où la stabilité de l'économie américaine commence à inspirer des doutes, on préconise un relèvement des dépenses militaires: cela montre jusqu'où vont les contradictions qui étouffent le régime capitaliste. L'étude du Groupe consultatif contenue dans le rapport du Secrétaire général (E/3593) contribuera de façon particulièrement utile à dissiper les idées fausses qui ont cours au sujet des conséquences du désarmement. La principale conclusion que le Groupe a été unanime à formuler est que le réarmement impose aux pays une

très lourde charge et que tous n'auraient qu'à se louer de la réalisation du désarmement général. Le Groupe consultatif a examiné les diverses utilisations auxquelles pourraient être affectées les ressources que le désarmement permettrait de libérer et indiqué l'ordre de priorité que l'on pourrait suivre. Il a précisé que les sommes dégagées pourraient aussi servir à relever le niveau des salaires et à accroître les investissements de caractère social. Entre autres bienfaits, le Groupe a signalé que le désarmement permettrait de pousser la recherche et de « mobiliser » la science à des fins constructives et, par exemple, d'utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques.

4. Le contraste est frappant entre de telles considérations et l'accroissement des dépenses militaires aux Etats-Unis et leur nouvel exploit du 9 juillet 1962 : l'explosion nucléaire à haute altitude.

5. Parmi les mesures citées par le Groupe consultatif comme celles que pourraient prendre les pays capitalistes après le désarmement, figure la réduction de l'impôt sur le revenu, surtout pour les groupes de population à revenu faible, et des impôts indirects qui frappent les biens de consommation. M. Aboltine fait entièrement sienne la conclusion du Groupe consultatif lorsque celui-ci dit qu'il ne devrait pas être difficile d'empêcher la demande réelle de diminuer pendant la période de transition, étant donné, notamment, que le revenu réel augmentera. La reconversion des industries de guerre ne devrait pas non plus poser de problèmes nouveaux.

6. M. Aboltine est tout à fait d'accord aussi avec le Groupe consultatif lorsque celui-ci déclare que l'un des avantages que présenterait le désarmement pour les pays en voie de développement serait de remettre dans le circuit de l'économie des ouvriers qualifiés retenus jusqu'ici dans les forces armées.

7. Le Groupe consultatif a reconnu que le passage de la production de guerre à la production de paix ne présenterait pas de difficultés pour les pays socialistes et que les jeunes gens démobilisés n'auraient pas de peine à trouver du travail.

8. Les ressources disponibles pour l'investissement étant plus abondantes, comme le serait l'aide économique accordée aux pays en voie de développement, la demande d'équipement industriel et de matériaux de construction, par exemple, augmenterait et le commerce mondial deviendrait plus intense, ce qui aurait à son tour pour effet d'activer la demande de matières premières, pour le plus grand bien des pays peu développés.

9. Le Groupe consultatif a exprimé l'avis que le désarmement permettrait à l'industrie lourde des pays économiquement avancés d'accroître l'aide offerte aux pays sous-développés. L'Union soviétique et les autres pays socialistes, qui n'ont pas, quant à eux, attendu l'accord international sur le désarmement, dispensent déjà une aide généreuse.

10. Le Groupe consultatif a parfaitement raison de prévoir que, dans un monde désarmé, on peut s'attendre à un relèvement généralisé des niveaux de vie, notamment dans les groupes de population à revenu faible, de même qu'à la réduction du nombre des heures de travail et à l'allongement des congés. Sur le plan social, la suppres-

sion du service militaire aurait un effet important en ce sens que les jeunes gens ne seraient plus obligatoirement séparés de leur famille.

11. M. Aboltine ne parlera pas des conclusions énoncées par le Groupe consultatif à la fin de son étude, d'autres membres du Conseil l'ayant déjà fait, mais il tient à dire que sa délégation est heureuse de voir que des membres du Secrétariat et des membres de la CEE ont pris une part active à l'élaboration de l'étude. Il n'est pas indifférent non plus que le Groupe lui-même ait été composé d'experts venant de pays n'ayant pas tous le même système économique et social et se trouvant à des stades différents de leur développement.

12. Passant aux points sur lesquels l'étude pourrait être améliorée, M. Aboltine dit que l'ont rouve aux chapitres 3 et 4 quelques répétitions auxquelles il ne serait pas difficile de remédier. On pourrait peut-être étoffer le chapitre 6 en donnant des renseignements sur les heureux effets qu'aurait le désarmement sur les niveaux de vie dans les pays en voie de développement et donner plus d'ampleur aussi au chapitre 7.

13. Les organes économiques de l'ONU et les institutions spécialisées se doivent d'accroître leur contribution à la solution du problème du désarmement et, pour cela, il leur faut poursuivre et pousser plus avant les études qu'ils ont entreprises sur les conséquences économiques et sociales du désarmement en prenant pour directives les principes énoncés par le Groupe consultatif.

14. Le Conseil devrait étudier chaque année à sa session d'été les conséquences économiques et sociales du désarmement. La délégation de l'Union soviétique appuie la proposition qui figure au paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution de la Pologne (E/L.963).

15. En terminant, M. Aboltine exprime l'espoir que l'étude du Groupe consultatif aidera à réaliser la coexistence pacifique et le désarmement général et complet sous un strict contrôle international.

16. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) regrette de devoir intervenir dans la discussion. La délégation des Etats-Unis est venue au Conseil toute disposée à examiner dans un esprit constructif l'un des problèmes les plus importants de l'heure. Malheureusement, le représentant de l'Union soviétique a jugé bon de calomnier les Etats-Unis et de formuler des critiques sur des questions qui relèvent de la politique intérieure de ce pays. La délégation des Etats-Unis rejette de la manière la plus formelle l'allégation du représentant de l'Union soviétique suivant laquelle « une infime minorité de gens malfaisants », profitant de la course aux armements, imposerait sa volonté à l'humanité. Le représentant de l'Union soviétique ne faisait-il pas partie lui-même du Groupe consultatif d'experts qui, à l'unanimité, a rejeté cette thèse absurde — dont la fausseté a encore été démontrée par les communications des Etats-Unis au Groupe consultatif et par la déclaration du représentant des Etats-Unis à la 1220^e séance. Il faudrait aussi se rappeler que tout le monde peut voir facilement la raison pour laquelle il est si difficile de parvenir à un accord sur le désarmement et la cessation des essais nucléaires; cette raison n'est pas à l'honneur de l'Union soviétique.

17. Nul ne peut s'attaquer à la position, à la dignité et à la bonne foi des Etats-Unis sans s'attirer de réponse. La délégation des Etats-Unis espère néanmoins ne pas se trouver entraînée dans une discussion aussi déplacée, alors que de graves questions doivent retenir l'attention du Conseil. Sur les deux points examinés jusqu'à présent en séance plénière, seul le représentant de l'Union soviétique s'est écarté du débat constructif pour se livrer à de la propagande de guerre froide.

18. M. FURLONGER (Australie) félicite le Groupe consultatif de son excellente étude, réaliste et objective, qui contient des conclusions encourageantes dans l'ensemble. Il est particulièrement réconfortant d'y lire que le Groupe a conclu que tous les problèmes et toutes les difficultés de transition qui résulteraient du désarmement pourraient être résolus par des mesures appropriées à l'échelon national et à l'échelon international. Qu'un groupe composé d'éléments si divers ait pu parvenir à des conclusions unanimes est une cause de profonde satisfaction.

19. Cette étude est particulièrement utile en ce qu'elle aidera à dissiper un certain nombre d'idées fausses qui circulent depuis une quarantaine d'années — c'est-à-dire depuis que la question du désarmement fait l'objet de discussions sur le plan international — et particulièrement la plus ancienne d'entre elles, à savoir que les pays dont l'économie est fondée sur la libre entreprise craindraient le désarmement en raison des difficultés inhérentes à la reconversion industrielle. On trouve, résumée au paragraphe 176 de l'étude, l'une des conclusions les plus importantes du Groupe, à savoir qu'en cas de désarmement, il ne devrait pas être difficile de maintenir la demande effective dans les pays industrialisés à économie de libre entreprise; en même temps, le Groupe a agi sagement en ne dissimulant pas que, si l'on avait de bonnes raisons de se montrer optimiste quant aux possibilités d'adaptation à long terme, toutes les économies auraient cependant à faire face, dans l'immédiat, à des difficultés réelles. Mais, dans l'étude, ces difficultés ont été replacées dans leur perspective véritable. Le désarmement n'est pas un phénomène économique unique en son genre; comme l'indique l'étude, il s'agit d'une adaptation particulière à une situation en évolution exigeant une nouvelle répartition des ressources, tout comme dans le cours normal de la croissance économique. De plus, l'étude montre bien que le problème d'ensemble que poserait le désarmement général serait moins grave que les problèmes que les pays ont résolus avec succès à la fin de la seconde guerre mondiale. En Australie, la démobilisation et la reconversion à une économie de paix se sont opérées sans heurt, et M. Furlonger ne pense pas qu'un redéploiement du personnel et des ressources, dans le cadre d'un programme de désarmement général, soulève des difficultés insurmontables.

20. Depuis la seconde guerre mondiale, l'Australie, soucieuse de préserver la stabilité de son économie et de lui assurer une expansion ordonnée, s'est efforcée sans relâche de contrôler la demande du secteur civil, qui avait tendance à ne pas tenir compte des ressources disponibles ni de l'offre. Des restrictions ont touché, non seulement la consommation individuelle, mais aussi les

investissements privés et publics. Il en est résulté une accumulation de demande non satisfaite, et toute utilisation, au profit du secteur civil, des ressources et des approvisionnements actuellement affectés à des fins militaires, serait accueillie avec satisfaction. Le fait qu'au paragraphe 47 de l'étude on note que le volume des besoins immédiats non encore satisfaits est considérable en ce qui concerne les investissements de caractère social corrobore cette observation. Les pays en voie de développement, les plus mal lotis à cet égard, ont le plus à gagner d'une augmentation massive des ressources disponibles pour les investissements de caractère social, mais il reste également beaucoup à faire dans ce domaine pour les pays, comme l'Australie, qui se trouvent à un stade de développement intermédiaire, et même pour les pays les plus industrialisés. Ces considérations indiquent que les auteurs de l'étude ont eu raison de croire qu'une transition sans heurt vers un monde désarmé est possible.

21. Passant à certains aspects de l'étude sur lesquels les orateurs qui l'ont précédé ne se sont pas arrêtés, M. Furlonger dit que l'analyse, que l'on trouve au chapitre 3, des répercussions du désarmement sur la production nationale et l'emploi devrait se révéler particulièrement utile pour les gouvernements, dont l'action sur le plan économique s'exerce de façon complexe et surtout indirecte. Les suggestions concrètes énoncées aux paragraphes 75 à 85 viennent heureusement rappeler combien il est nécessaire de prendre des mesures positives pour s'assurer que les ressources libérées par le désarmement ne soient pas gaspillées et soient utilisées de manière à accroître la consommation de toutes les couches de la population.

22. Comme il est indiqué au paragraphe 86, le maintien de la demande effective dans les pays industriels pendant la période qui suivrait immédiatement le désarmement serait d'un grand intérêt pour tous les pays de production primaire. En fait, c'est là une considération qui revêt beaucoup d'importance, en tout temps, pour l'Australie, qui est l'un des principaux exportateurs de produits primaires du monde. Ainsi que le Groupe consultatif le souligne, l'un des principaux avantages qui découleraient du désarmement serait d'encourager, à longue échéance, une expansion du commerce international, une division internationale du travail plus rationnelle et une utilisation plus efficace des ressources mondiales. Ce sont là, certes, des objectifs que tous les Membres de l'Organisation devraient s'efforcer d'atteindre, mais la délégation australienne ne suit pas entièrement les auteurs de l'étude lorsqu'ils déclarent, au paragraphe 132, que le désarmement devrait inciter les pays développés à ouvrir plus largement leurs marchés aux denrées alimentaires. Cet argument semble se fonder sur l'hypothèse que la protection agricole résulte de préoccupations de sécurité nationale; or, s'il est vrai que le désir des Etats de pourvoir à leurs propres besoins agricoles en temps de guerre joue un certain rôle, le Gouvernement australien sait d'expérience que le protectionnisme est un phénomène qui peut être essentiellement attribué à des facteurs politiques et sociaux. A première vue, le Gouvernement australien ne voit aucune raison de penser que ces facteurs exerceront moins d'influence dans un monde désarmé.

23. Une autre conséquence du désarmement qui pourrait avoir des effets défavorables pour les exportateurs de produits primaires et de matières premières, à moins que des mesures spéciales ne soient prises pour protéger leurs intérêts, est la liquidation des réserves de vivres et de produits divers constituées à des fins stratégiques.

24. M. Furlonger espère que le Groupe consultatif a raison de prévoir que le désarmement s'accompagnera d'une réduction des barrières érigées par les pays industrialisés qui entravent les exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement: cette question revêt une importance toujours plus grande en raison du développement de la capacité de production de ces derniers, grâce, principalement, à l'aide internationale. Il est à prévoir que ce problème se posera avec une acuité croissante au fur et à mesure que se développera l'action entreprise dans le cadre de la Décennie du développement.

25. Ce serait une erreur de penser que le désarmement suscitera automatiquement des améliorations dans tous les domaines précités; au contraire, les problèmes en jeu devraient continuer à retenir l'attention des organisations internationales compétentes.

26. M. Furlonger souscrit entièrement à la conclusion des auteurs de l'étude que l'un des moyens les plus intéressants d'utiliser les ressources que libérerait le désarmement serait d'encourager le développement économique et social des pays en voie de développement. Réduire l'écart entre les niveaux de vie des pays industriels et ceux des pays en voie de développement est une des grandes tâches de la génération présente, et cette nécessité contribue à accentuer le caractère d'urgence qui s'attache aux efforts déployés en vue du désarmement. Qui ne serait frappé par le fait, dont il est fait état au paragraphe 140 de l'étude, que les dépenses militaires dans le monde sont probablement au moins cinq fois plus élevées que l'ensemble des dépenses brutes d'investissement des régions peu développées. Ces chiffres, ainsi que d'autres que l'on trouve dans l'étude, sont lourds d'enseignements.

27. L'étude du Groupe consultatif constitue un apport précieux pour l'examen global de la question, et elle ne peut manquer de faciliter les négociations sur le désarmement, qui doivent reprendre incessamment. Elle a pavé la voie aux gouvernements des Etats qui participent à ces négociations et devrait leur permettre de concentrer leur attention sur les grands problèmes, politiques, psychologiques et militaires, auxquels ils s'achoppent depuis si longtemps dans leurs efforts laborieux pour mettre au point un programme de désarmement réalisable.

28. M. ABOLTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que ce n'est pas sans hésitation qu'il intervient de nouveau dans la discussion, d'autant plus qu'il n'a pas très bien compris les raisons qui ont motivé le mécontentement du représentant des Etats-Unis d'Amérique. Sa déclaration ne contenait rien qui pût être interprété comme une ingérence dans les affaires intérieures des Etats-Unis: s'il a mentionné ce pays, c'est tout simplement à titre d'exemple, pour montrer qu'une augmentation des dépenses militaires s'accompagne

toujours d'un ralentissement de la croissance économique. M. Aboltine n'arrive pas à comprendre que le rappel d'un fait aussi connu puisse être considéré comme injurieux et il est certain que le représentant des Etats-Unis ne se considère pas comme étant du nombre des fabricants d'armements qui sont les principaux instigateurs de la course aux armements. Cela dit, il n'en reste pas moins que le représentant des Etats-Unis et lui-même ne tomberont jamais d'accord sur les causes de la course aux armements.

29. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole pour une motion d'ordre, fait observer que la question de savoir qui est responsable de la course aux armements n'entre pas dans le cadre du sujet considéré.

30. Le PRÉSIDENT déplore le tour donné aux débats mais estime que le représentant de l'Union soviétique exerce légitimement son droit de réponse.

31. M. ABOLTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), poursuivant ses observations, qui lui paraissent entièrement recevables au titre du point 5 de l'ordre du jour, fait observer que l'on ne saurait examiner les conséquences du désarmement sans établir auparavant les causes de la course aux armements. Il ne voit aucun inconvénient à ce que les membres du Conseil procèdent à un échange de vues en la matière: mieux encore, il lui paraît impossible d'aboutir à une conclusion commune en l'absence d'un tel échange de vues. Au reste, c'est ainsi que le Groupe consultatif a lui-même procédé.

32. M. ROSENSTAND HANSEN (Danemark) prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général (E/3593 et Add. 1 à 4), qui met utilement en lumière quelques aspects du problème du désarmement général. La délégation danoise approuve entièrement la conclusion que l'utilisation à des fins pacifiques des ressources actuellement consacrées à la défense pourrait servir l'intérêt de tous les pays et entraîner une amélioration des conditions économiques et sociales dans le monde entier.

33. De l'avis de la délégation danoise, la conclusion la plus importante de l'étude du Groupe consultatif est que le désarmement ne présenterait de difficulté insurmontable, d'ordre économique ou social, pour aucun pays, quels que soient son système politique et économique et son stade de développement. Il est très encourageant de constater qu'il s'agit là de la conclusion unanime d'un groupe d'experts venant de pays dont les systèmes politique et économique sont très divers. La délégation danoise, en particulier, approuve entièrement le point de vue selon lequel existe une relation très étroite entre le problème du désarmement et celui de l'intensification du développement économique des pays en voie de développement.

34. Comme le Danemark n'a pas envoyé de réponse au questionnaire du Secrétaire général, M. Rosenstand Hansen expose le point de vue de son pays. Les dépenses militaires et civiles du Danemark au titre de la défense nationale s'élèvent actuellement à 1 milliard 300 millions de couronnes environ, soit à peu près 3 % du produit national brut. La libération de ces sommes et leur emploi à d'autres fins ne créeront aucune difficulté d'ordre

économique car, dans un avenir prévisible, il faudra satisfaire de nombreux besoins urgents d'investissements dans les secteurs public et privé de l'économie danoise. Il serait peu réaliste actuellement de classer selon un ordre de priorité les projets auxquels on pourrait affecter les ressources jusque-là consacrées à la défense; toute décision du gouvernement en la matière devra, en effet, tenir compte de la situation politique, économique et sociale existant au moment du désarmement et être également approuvée par le pouvoir législatif.

35. Les employés des installations militaires et civiles, travaillant pour la défense, représentent 2 à 3 % de l'effectif total de la main-d'œuvre. La situation de l'emploi au Danemark étant favorable depuis quelques années, il est probable que les travailleurs libérés du fait d'un accord sur le désarmement seraient absorbés rapidement et sans difficulté. Un tel accord aurait vraisemblablement un effet stimulant sur l'économie danoise.

36. L'effet immédiat du désarmement sur les importations et les exportations du Danemark serait modéré; les importations ne diminueraient pas de plus de 2 ou 3 %, cependant que la suppression des exportations de caractère militaire aurait probablement encore moins de répercussions.

37. La valeur apportée par les sociétés qui travaillent pour la défense est très faible et représente au plus 2 à 3 % de la contribution totale de l'industrie au produit national brut. Le désarmement n'entraînerait donc aucune perturbation grave dans la production industrielle.

38. M. KAKITSUBO (Japon) dit que l'excellente étude du Groupe consultatif fournit une documentation précieuse pour l'analyse d'une des questions les plus importantes qui se posent aux Nations Unies. Il convient de noter que, malgré les différences dans le système économique et social et le stade de développement des pays auxquels ils appartiennent, les experts ont adopté leur rapport à l'unanimité.

39. L'étude montre que des sommes considérables sont consacrées à la fabrication d'armements, non seulement par les grandes puissances, mais aussi par les petits pays en voie de développement. Il est tragique que ces derniers, qui ont tant besoin de leurs ressources pour le développement économique et social, doivent en consacrer une si grande partie à des dépenses non productives au titre de la défense. D'un autre côté, il est réconfortant de noter la conclusion des experts que, à condition que les pays intéressés prennent à temps les contre-mesures appropriées, on pourra éviter les conséquences fâcheuses que certaines personnes redoutent de voir suivre la mise en œuvre de mesures de désarmement. Cette conclusion est un encouragement pour les négociateurs du désarmement à persévérer dans leurs travaux.

40. En même temps, on ne peut oublier que la valeur de cette étude est limitée par le fait qu'elle a été préparée dans l'hypothèse que le désarmement général et complet serait réalisé à brève échéance. Malheureusement, aucun accord à cet effet n'a été conclu et ne semble devoir l'être dans un proche avenir. La délégation japonaise exprime l'espoir que le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, qui doit reprendre prochainement ses

travaux, réussira à ouvrir la voie au désarmement général; en attendant, à défaut d'un accord sur des mesures concrètes de désarmement, toute étude traitant des conséquences économiques et sociales du désarmement apparaît nécessairement d'un intérêt académique ou, pour le moins, prématuré. L'étude aurait une bien plus grande valeur pratique si elle avait été préparée après que les grandes puissances se soient entendues sur quelques mesure concrète de désarmement. Pour rendre cette étude vraiment utile, il faudrait, une fois conclu un accord sur le désarmement, étudier de manière plus approfondie divers facteurs qui ont une influence directe sur la conversion et l'utilisation pacifique de ressources jusque-là consacrées à des fins militaires. Les facteurs en question sont: l'influence du désarmement sur l'emploi, les mesures transitoires à prendre en ce qui concerne les pays exportateurs de matériaux stratégiques utilisés à des fins militaires, l'ajustement des programmes d'aide aux pays qui reçoivent actuellement une assistance militaire, et la conversion et le transfert de produits libérés du fait du désarmement, en particulier dans les pays à économie planifiée.

41. Il n'est pas douteux que, si le désarmement général et complet devenait une réalité, une partie des ressources qui sont actuellement consacrées à la production d'armements pourrait servir au développement économique et social des pays en voie de développement. Mais il faut accroître l'aide à ces pays sans attendre que le désarmement soit effectif parce que le développement économique et social des pays à faibles revenus est si urgent qu'il ne peut pas attendre la conclusion d'un accord sur le désarmement général et complet et sa mise à exécution.

42. M. GUZINA (Yougoslavie) dit que l'importance du désarmement tient essentiellement au grand danger que la course aux armements fait courir à l'humanité; mais l'analyse approfondie des aspects économiques et sociaux du désarmement présenté dans l'étude constitue un argument supplémentaire impressionnant en faveur de la conclusion rapide d'un accord international sur le désarmement.

43. Il y a trois points très importants. En premier lieu, le désarmement offre de grandes possibilités de progrès économique et social; il est inconcevable que la conscience collective de l'humanité permette que ces possibilités demeurent inexploitées. On pourrait élever le niveau de vie dans tous les pays et aborder d'une manière radicale l'examen des problèmes qui restent en souffrance dans des domaines comme l'éducation, la santé publique et l'habitation. De plus, le désarmement aurait un effet puissant sur l'accélération du développement économique, question particulièrement importante pour les pays peu développés.

44. En second lieu, le problème de la reconversion de la production militaire à la production civile ne poserait pas de difficultés insurmontables, encore que la délégation yougoslave partage l'avis du Groupe consultatif que certains aspects du problème soulevé par la cessation de la production militaire et l'utilisation des ressources ainsi libérées demandent à être étudiés plus avant. C'est pourquoi il faut que la question des conséquences économiques et sociales du désarmement demeure

inscrite à l'ordre du jour du Conseil et qu'il faut prier le Secrétaire général d'étudier d'autres aspects de la question.

45. En troisième lieu, étant donné les nombreuses possibilités actuelles de progrès matériel dans le monde, et à la lumière du large accord sur l'absurdité de la course aux armements, il est souhaitable de prendre immédiatement des mesures pour voir ce qui peut être fait dès maintenant pour prélever ne serait-ce qu'un faible montant sur les ressources gaspillées dans la course aux armements. La délégation yougoslave fait appel aux gouvernements, et plus particulièrement aux gouvernements des grandes puissances, qui sont responsables de 80 % des dépenses militaires totales du monde, pour qu'ils examinent la possibilité de consacrer un certain pourcentage de leurs budgets militaires aux besoins du développement économique. Ce pourcentage pourrait être faible pour commencer, étant entendu qu'il augmenterait au fur et à mesure des progrès du désarmement. Les ressources ainsi libérées seraient employées à des projets d'une portée internationale plus vaste et, surtout, en vue d'accélérer le développement économique des pays peu développés. Il est impératif que cette possibilité fasse l'objet d'un nouvel examen; une recommandation à cet effet figure dans un projet de résolution (E/L.962) dont la Yougoslavie est co-auteur.

46. M. CERULLI-IRELLI (Italie) dit que sa délégation a examiné avec intérêt et satisfaction le rapport du Secrétaire général sur les conséquences économiques et sociales du désarmement. L'étude qu'il contient apporte une nouvelle preuve de la nécessité urgente de procéder sans retard au désarmement général et contrôlé. Un fait surtout mérite d'être signalé : les 10 experts, représentant les pays de l'Est comme de l'Ouest, qui ont été chargés de l'étude ont été unanimes à dire qu'il n'y a aucune crainte à avoir quant aux conséquences économiques du désarmement; il libérera d'immenses richesses qui pourront être utilisées à des fins civiles, notamment pour assurer le développement économique des pays peu développés, comme il est indiqué dans le préambule du projet de résolution présenté par l'Ethiopie, l'Inde et la Yougoslavie (E/L.962).

47. Le Gouvernement italien a envoyé des réponses détaillées au questionnaire du Secrétaire général; il n'est donc pas nécessaire d'exposer de nouveau la position de l'Italie sur ce point de l'ordre du jour. La délégation italienne appuie la proposition de la Pologne contenue dans le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution de la Pologne (E/L.963) tendant à inviter le Secrétaire général à assurer une large diffusion à son rapport, y compris les réponses des gouvernements au questionnaire. Il est sans doute singulier de s'intéresser longuement aux conséquences du désarmement avant que celui-ci soit effectif, mais il faut espérer, pour le bien de l'humanité, qu'un désarmement général et contrôlé sera réalisé dans le plus bref délai.

48. M. WODAJO (Ethiopie) dit que les vues de son gouvernement sur les conséquences économiques et sociales du désarmement sont fondées avant tout sur sa profonde conviction que la course aux armements

non seulement fait peser un lourd fardeau sur l'humanité mais encore met en danger la paix du monde. Si l'on veut encourager la coopération internationale, il n'y a pas d'autre solution que de désarmer; les peuples du monde et leurs gouvernements désirent la paix, comme en témoigne le fait que les gouvernements ont accepté le but du désarmement général et complet, et ce désarmement est une proposition pratique qu'il serait possible d'appliquer immédiatement.

49. Le fait même que l'Assemblée générale, par sa résolution 1516 (XV), a recommandé de procéder à une étude des conséquences économiques et sociales du désarmement est la reconnaissance implicite du fait que le désarmement est possible. Il est significatif aussi qu'un groupe d'experts venant de pays qui ont des systèmes sociaux différents et qui sont arrivés à des stades de développement différents, soit parvenu à des conclusions unanimes; il y a quelques années, l'examen d'un problème aussi important aurait été impossible ou du moins hérissé de difficultés idéologiques.

50. De plus, l'étude des experts a contribué à écarter certaines attitudes défaitistes, comme l'idée préconçue que certaines sociétés ont de tels intérêts dans la production d'armements pour soutenir leur économie qu'il est impossible d'espérer qu'elles donneront leur accord à une proposition de désarmement, ou la notion tout aussi préconçue que certaines sociétés sont si désireuses d'étendre leur influence idéologique, par l'emploi de la force au besoin, qu'elles ne s'intéresseront jamais à la question du désarmement. La conclusion de l'étude selon laquelle tous les problèmes et toutes les difficultés de transition qui résulteraient du désarmement pourraient être résolus par des mesures appropriées à l'échelon national et à l'échelon international indique la manière dont on peut aborder à l'avenir la discussion du problème.

51. Il est évident que de vastes ressources actuellement consacrées à la fabrication de moyens de destruction seraient libérées par le désarmement général et complet et pourraient servir au progrès matériel et spirituel de l'humanité. On ne dépense pas moins de 120 milliards de dollars par an à des fins militaires et 20 millions d'hommes sont engagés dans cette entreprise stérile.

52. A la question de savoir si, une fois le désarmement réalisé, la demande de biens et de services pourra être maintenue, les experts ont répondu oui sans hésiter. Même dans les pays les plus avancés, il y a, dans la consommation personnelle, une large marge de besoins à satisfaire. Il faut moderniser les usines et procéder à de vastes investissements de caractère social dans les domaines de l'habitation, de l'éducation et de la santé publique. La demande effective de biens et de services augmentera aussi en raison de l'accroissement du volume des échanges internationaux qui ne pourrait manquer de résulter d'une détente internationale.

53. Dans les pays sous-développés, dont la plupart consacrent 8 à 10 % de leur revenu global national aux armements, le désarmement entraînera de grandes économies de devises qui pourront être utilisées avec profit pour financer l'achat de matériel d'équipement; il aura aussi pour effet de libérer du personnel spécialisé pour le développement économique et social. Si le

désarmement s'accompagne d'une augmentation correspondante des dépenses non militaires, publiques et privées, la demande de matières premières produites par les pays sous-développés ne diminuera pas et pourra même s'accroître sensiblement. Ce qui est très important pour les pays sous-développés, c'est le fait que le désarmement accroîtra le volume de l'assistance financière et technique qu'ils reçoivent des pays industriels. Si l'on pouvait faire en sorte que le courant total des capitaux à destination des pays sous-développés atteigne 15 milliards de dollars par an, il serait possible d'élever de 3 à 5 % le revenu national global de ces pays.

54. Les ajustements qu'exigerait la reconversion ne présentent pas de difficultés insurmontables et ne sont pas plus grands que ceux auxquels il a fallu procéder immédiatement après la seconde guerre mondiale.

55. La délégation éthiopienne partage l'espoir exprimé à la 1220^e séance par le représentant des Etats-Unis d'Amérique que les progrès n'attendront pas que le désarmement général et complet devienne une réalité. C'est pourquoi elle est au nombre des auteurs du projet

de résolution E/L.962 qui, au paragraphe 2 du dispositif, recommande notamment aux Etats Membres d'examiner la possibilité de réduire leurs budgets militaires en vue de consacrer un pourcentage déterminé au développement économique des pays sous-développés.

56. Le PRÉSIDENT déclare clos le débat général sur le point 5 de l'ordre du jour.

57. Le Conseil, à sa 1209^e séance, avait décidé que ce point de l'ordre du jour serait examiné par le Comité économique après l'avoir été en séance plénière. Toutefois, les auteurs des deux projets de résolutions (E/L.962, E/L.963) cherchent à mettre au point un texte unique généralement acceptable. Le Président propose que, si ces discussions aboutissent, le projet unique soit examiné lors d'une prochaine séance plénière, auquel cas le point 5 de l'ordre du jour ne serait pas renvoyé au Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 10.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 13 juillet 1962

à 10 h 40

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 3 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général 115

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Cuba, Hongrie, Indonésie, Irlande, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République Dominicaine, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3611 et Add.1 et 2, E/3612 et Corr.1, E/3615, E/3620 et Add.1, E/3621 et Add.1, E/3623 et Add.1 à 3,

E/3625 et Add.1, E/3627, E/3630, E/3632, E/3642, E/3647, E/3651, E/3657, E/3660; E/L.961)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL par intérim fait observer que le point 3 de l'ordre du jour est le complément indispensable de la question à laquelle le Conseil vient de consacrer un débat qui a porté principalement sur les activités internationales qu'il y aurait lieu d'élargir au cours de la Décennie du développement, pour atteindre les objectifs fixés par l'Assemblée générale. Le Conseil doit maintenant étudier les bases mêmes du dispositif utilisé par les Nations Unies, l'efficacité des procédures et la façon dont le système décentralisé d'institutions des Nations Unies a été organisé pour répondre à l'élargissement considérable des tâches.

2. Il ressort clairement des rapports dont est saisi le Conseil — et notamment de ceux des institutions spécialisées, du CAC et du Groupe de travail spécial pour la coordination — que les propositions en vue d'une action des Nations Unies pendant la Décennie du développement reposent sur une base solide. Ces propositions n'énoncent pas seulement des objectifs souhaitables; elles sont réalisables, compte tenu des connaissances techniques et des moyens d'action dont on dispose sur le plan international. En fait, une gamme remarquable d'activités internationales, couvrant presque tous les domaines de l'activité humaine, se sont développées au cours des années pour répondre à la demande croissante des gouvernements. Cette évolution a été étudiée à tous ses stades par les organes intergouvernementaux des Nations Unies et par les institutions spécialisées. La dernière de ces études générales, qui a pris la forme d'une évaluation des programmes, a été effectuée par une commission nommée par le Conseil. Le rapport de cette commission, intitulé *Perspectives pour les cinq années 1960-1964*¹, a été pour le Secrétaire général par intérim une grande source d'inspiration lorsqu'il a élaboré ses propres propositions. L'une des conclusions du rapport, à savoir que la communauté internationale dispose des services essentiels qui doivent lui permettre l'exécution d'un programme plus vaste et plus important que ceux qui ont été entrepris jusqu'ici, reste aussi valable qu'au moment où ce rapport a été écrit.

3. En ce qui concerne la coordination, le Secrétaire général par intérim rappelle que lorsqu'il a rencontré, il y a deux mois, les chefs des secrétariats des diverses institutions spécialisées au cours d'une session du CAC, il abordait pour la première fois une question familière à de nombreux représentants siégeant au Conseil. Il n'est

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente: 60.IV.14 (E/3347/Rev.1).

donc pas surprenant qu'il ait été frappé à l'époque par la complexité des relations existant entre les différentes institutions et par le nombre des questions exigeant une attention constante. Mais ce qui l'a frappé plus encore, c'est de constater que des bases solides de coopération et de coordination avaient été établies et de sentir chez tous ses collègues le même dévouement à l'idéal commun énoncé dans la Charte des Nations Unies et dans les constitutions des institutions spécialisées. Il a quitté la session avec la certitude que des progrès avaient été accomplis dans plusieurs domaines au cours de l'année écoulée, que la compréhension mutuelle s'était fortifiée et que les problèmes non résolus étaient moins nombreux qu'au moment où les travaux du CAC avaient commencé. Ces progrès sont évoqués dans le rapport du CAC (E/3625 et Add.1), dont presque toutes les sections intéressent directement les tâches urgentes auxquelles les gouvernements et l'Organisation des Nations Unies devront faire face au cours de la Décennie du développement. Les propositions contenues dans le rapport en ce qui concerne la Décennie soulignent l'importance cruciale de la planification du développement, à propos de laquelle le CAC s'est occupé plus particulièrement de la création d'instituts de développement économique étroitement liés aux commissions économiques régionales. Le rapport indique que dans de nombreux pays, et notamment dans ceux qui viennent seulement de parvenir à l'indépendance, le processus de développement doit s'accompagner d'une amélioration de l'enseignement et de la mise en place d'une administration publique efficace : là encore, le CAC a tracé les grandes lignes d'une action concertée des Nations Unies, comme il l'a fait dans d'autres domaines, tels que l'industrie, les ressources hydrauliques, l'urbanisation, le logement et les services communautaires, la protection de l'enfance et des jeunes gens. Le rapport signale aussi que des progrès ont été réalisés dans la voie d'une meilleure coordination de l'assistance au niveau national, grâce à l'action des représentants résidents et avec la coopération des secrétariats des commissions économiques régionales.

4. Si le CAC est l'organe indispensable pour traiter des questions intéressant plusieurs institutions, il n'est pas moins important que les diverses institutions coopèrent directement entre elles; et, en vérité, parmi les faits récents les plus significatifs du point de vue de la coordination, il convient de mentionner l'institution du Programme alimentaire mondial, commun à l'ONU et à la FAO, la session commune de la Commission du commerce international des produits de base et du Comité des produits de la FAO, les arrangements conclus dans le domaine de l'enseignement, comme l'accord FAO/OIT/UNESCO sur l'enseignement et la formation agricoles, et le resserrement des relations de travail entre l'Association internationale de développement, l'ONU et d'autres institutions. On voit apparaître aussi des possibilités de coopération plus étroite et plus fructueuse entre les institutions qui s'occupent du développement industriel, notamment l'ONU, l'OIT et la BIRD.

5. Les problèmes de coordination se posent non seulement entre les diverses organisations internationales, mais également à l'intérieur de chacune. Ces problèmes, communs à toutes les grandes organisations, existent à

l'intérieur de l'ONU elle-même, à côté d'autres problèmes dus à la dispersion géographique des activités des Nations Unies. Tout en estimant que l'ONU peut soutenir la comparaison avec la plupart des administrations nationales, le Secrétaire général par intérim et ses collègues ont pour préoccupation constante d'obvier aux problèmes internes de coordination ou de les résoudre à mesure qu'ils se posent. Le Comité de politique économique, que le Secrétaire général par intérim a récemment reconstitué en vue de la mise en œuvre du programme de la Décennie du développement, apporte également une contribution utile. Comme son expérience des travaux économiques et sociaux des institutions de la famille des Nations Unies est très récente, le Secrétaire général par intérim hésite à formuler des conclusions ou des recommandations précises sur la coordination inter-institutions; toutefois il fera deux observations générales, dont l'une portera sur l'aspect négatif et l'autre sur l'aspect positif de la question.

6. Tout d'abord, en 1961, le Secrétaire général a souligné dans sa déclaration liminaire à la 1163^e séance que les problèmes de coordination qui se posent à l'ensemble des organisations du système des Nations Unies deviennent plus difficiles à résoudre pour des raisons telles que la complexité croissante des tâches, la décentralisation et l'expansion des activités régionales, la création d'organismes multiples, dans le cadre des Nations Unies et au dehors, au Siège aussi bien qu'à l'échelon régional, organismes qui s'occupent tous d'une manière ou d'une autre d'un très grand nombre de questions. On accomplit actuellement un plus grand effort en matière de coordination, mais celle-ci est de plus en plus coûteuse et exige de plus en plus de temps. L'une des raisons immédiates en est l'accroissement du nombre de rapports qui deviennent ainsi nécessaires. Même un rapport qui se borne à faire connaître et à décrire les activités des Nations Unies dans un domaine donné exigera probablement de nombreuses consultations inter-institutions, sans parler du travail de rédaction. Si l'on essayait d'aller plus loin et de définir de façon plus complète les buts de différentes organisations, ou de proposer de nouvelles méthodes, cela nécessiterait inévitablement des discussions prolongées entre institutions. Il est indispensable que le Secrétariat et le Conseil effectuent de nombreuses recherches, mais il ne faut pas leur demander trop à la fois. Il serait utile que le Conseil examine de très près ses demandes d'études et de rapports relatifs à la coordination, ainsi que toute proposition tendant à l'établissement de nouveaux documents du même ordre, et qu'il élimine tout ce qui n'est pas réellement essentiel. Il serait également souhaitable de fixer de façon plus souple les dates limites de présentation des études et des rapports du Secrétariat et, lorsque c'est possible, de convocation des réunions. Cela permettrait à toutes les organisations de mieux satisfaire les demandes qui leur sont adressées.

7. En second lieu, en ce qui concerne l'influence que la Décennie du développement pourrait exercer dans le sens de l'unité à l'intérieur de chaque gouvernement et au sein du Conseil, le Secrétaire général par intérim fait observer que la contribution de l'Organisation des Nations Unies et celle des diverses institutions sont

évaluées ensemble, comme formant un tout. On doit aboutir ainsi à une action mieux concertée et à une coopération plus étroite qu'auparavant entre les diverses organisations. Du point de vue du Secrétariat, cette coopération se trouvera renforcée par une compréhension plus nette de l'ampleur des problèmes et par une concentration des efforts sur les tâches prioritaires. La Décennie du développement fournit tous les éléments de cette conception unificatrice, et le Secrétaire général par intérim est convaincu qu'une coopération toujours plus étroite s'instaurera dans les années à venir parmi les organisations de la famille des Nations Unies.

8. Toutefois, l'étendue de la contribution que chaque organisation peut apporter à cette entreprise commune dépend naturellement des ressources dont elle dispose. On a déjà assez insisté, au cours de la présente session, sur la nécessité d'accroître de façon substantielle les fonds destinés à l'assistance technique et aux opérations de préinvestissement; il est tout aussi indispensable qu'à l'accroissement des travaux résultant des décisions prises par le Conseil et l'Assemblée générale corresponde une augmentation du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies elle-même. En raison notamment de la situation financière difficile de l'ONU, on s'est efforcé, au cours des dernières années, de limiter les demandes de crédits supplémentaires au titre du budget ordinaire. En conséquence, l'accroissement des programmes propres à l'Organisation des Nations Unies au cours de cette période n'a pas été accompagné d'un accroissement comparable des moyens prévus pour leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne les postes suivants: personnel, consultants, frais de voyage. Les augmentations limitées de crédits qui ont été sollicitées au titre de ces postes du budget de l'Organisation des Nations Unies ont servi surtout à renforcer les moyens d'action dans les domaines économique et social, mais étaient bien insuffisantes pour répondre à leur objet. L'une des conséquences de cet état de choses est que l'effort demandé au personnel des Nations Unies a été porté à sa plus extrême limite. Dans certaines sections, la somme de travail a plus que triplé alors que les effectifs sont restés pratiquement inchangés. Une telle situation ne saurait se prolonger sans que la qualité du travail en souffre gravement. Il est devenu urgent d'y remédier. Cette situation se traduit également par un déséquilibre entre les diverses activités, dont l'expansion a été dictée davantage par le hasard des expressions et des formules utilisées dans les rapports et les résolutions que par le souci de respecter un ordre de priorité déterminé. L'administration publique, secteur où les effectifs du Secrétariat sont restés bien au-dessous des besoins, si l'on tient compte des demandes présentées par les gouvernements, est à cet égard un exemple frappant.

9. De plus, la marge de sécurité qui permettait de faire face à des situations d'urgence comme celles de ces dernières années, ou d'entreprendre de nouveaux projets comme celui de la Décennie du développement, sans avoir à supprimer ou remettre à plus tard d'autres activités prioritaires, n'existe plus depuis longtemps au Département des affaires économiques et sociales, que ce soit au Siège ou dans les régions. Une politique d'expansion contrôlée basée sur une étude approfondie

des besoins, des priorités et des ressources est indispensable. Le Secrétaire général par intérim peut prendre de sa propre initiative quelques-unes des mesures qui permettront d'appliquer une telle politique, mais d'autres exigent une décision du Conseil et de l'Assemblée générale.

10. En premier lieu, la mise en œuvre d'une politique d'expansion contrôlée exige que l'on fixe certains objectifs annuels en ce qui concerne le budget global des programmes économiques et sociaux. Cela serait conforme à l'esprit de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale sur la Décennie du développement. Pour fixer ces objectifs, l'Assemblée générale aura certainement besoin des avis du Conseil.

11. Deuxièmement, il conviendrait que plus de discipline préside à l'adoption des décisions concernant le programme de travail. Les priorités et les objectifs fixés par le Conseil, de même que ses vues concernant les incidences et le rythme de l'expansion des activités, devraient être portés à l'attention de tous les comités et commissions du Conseil et constituer le cadre dans lequel ils prendraient leurs décisions.

12. Troisièmement, il conviendrait d'améliorer la procédure suivie, de telle manière que les nouvelles demandes ne soient pas élaborées sans tenir compte des critères existants et des ressources disponibles. La plupart des institutions spécialisées ont mis au point un mécanisme grâce auquel il leur est possible — simultanément — d'élaborer leur programme de travail et de déterminer leurs ressources annuelles, mais il n'est pas certain que l'Organisation des Nations Unies puisse adopter la même procédure. Toutefois, la question des procédures qui permettraient d'améliorer la situation actuelle devrait être étudiée aussitôt que possible, et d'abord par le Conseil.

13. Ces questions sont loin d'être nouvelles; il y a quelques années, elles ont figuré en bonne place dans les discussions du Conseil et dans les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Si le Secrétaire général par intérim les a soulevées de nouveau, c'est en raison de l'importance qu'elles présentent pour le développement des activités économiques et sociales de l'ONU et parce qu'il est convaincu que le Conseil voudra étudier quels changements de structure et de procédure seraient nécessaires pour permettre aux Nations Unies de contribuer de leur mieux à la Décennie du développement.

14. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) dit que la question dont le Conseil est saisi est importante, en raison de la structure même du système des Nations Unies; en effet, l'existence d'institutions autonomes tend à encourager un certain séparatisme. Celui-ci est d'ailleurs compréhensible; aucune organisation moderne ne peut fonctionner efficacement si elle ne dispose pas de services nettement distincts, capables d'agir sans trop d'ingérence extérieure. Toutefois, l'orientation générale doit émaner d'une autorité centrale, pleinement consciente de la solidarité des besoins, des politiques et des programmes. Dans l'intérêt de la coopération, des mesures doivent être prises pour surmonter les difficultés créées par ceux qui, pour des raisons politiques, semblent plus soucieux d'affaiblir que de renforcer l'effort commun, et qui

souhaitent réorganiser les divers organes subsidiaires des Nations Unies de manière à affaiblir la position et l'unité d'une administration internationale efficace.

15. Le peuple américain a donné, au titre de l'aide à l'étranger dans le domaine économique et social, plus de 61 milliards de dollars entre 1945 et 1961, et le Gouvernement des Etats-Unis fournit encore, à l'heure actuelle, près de 40 % du total des sommes mises à la disposition des Nations Unies pour leurs activités économiques et sociales. Dans ces conditions, il est parfaitement naturel que le peuple américain s'intéresse à la manière dont les sommes en question sont utilisées. Toutes les contributions prélevées sur les fonds publics doivent être utilisées de la meilleure façon possible, et des fonds supplémentaires ne seront accordés que dans la mesure où la preuve sera faite que les programmes des Nations Unies sont efficaces, dûment concertés et mis en œuvre sans gaspillage.

16. Le peuple américain, qui constitue une société multi-raciale, partage les aspirations des pays en voie de développement qui souhaitent une vie meilleure, et il croit que l'Organisation des Nations Unies peut apporter une contribution utile dans ce domaine. Malheureusement, les crises politiques et les échecs font souvent oublier le rôle joué par l'ONU dans l'aide aux pays sous-développés. Pour cette raison, il est indispensable de revoir chaque année les programmes. Cet examen critique offre l'occasion d'apprécier leur valeur et de fixer un ordre de priorité en tenant pleinement compte des besoins des pays bénéficiaires, notamment de ceux des pays peu développés.

17. Certains documents présentés au Conseil auraient été plus utiles sans doute si l'on avait mis davantage l'accent sur les problèmes qui se posent, au lieu d'énumérer des conférences, des réunions et des projets sans faire ressortir leur utilité ou leur importance relatives. Ces documents indiquent toutefois que des progrès réels ont été faits dans l'établissement d'une série de programmes prioritaires, solidaires les uns des autres. On reconnaît en général la nécessité de coordonner, à l'échelon national, l'aide apportée en matière de planification du développement, et l'on reconnaît aussi, de plus en plus, la nécessité d'assurer la corrélation entre les projets mis en œuvre par les différentes institutions et les programmes nationaux de développement. Les organisations intéressées sont davantage disposées à faire appel sur place au concours des représentants résidents et à procéder à des consultations étroites au siège, à la fois pour l'élaboration et pour la mise en œuvre de leurs programmes. Les enquêtes sur la main-d'œuvre, comme celle entreprise au Cameroun par l'OIT (voir E/3620, p. 24), sont des travaux pilotes qui aideront à établir les programmes d'enseignement et de formation professionnelle en fonction des besoins et des objectifs généraux du développement économique et social. La délégation des Etats-Unis approuve pleinement toutes les observations faites par le CAC et le Groupe de travail spécial pour la coordination concernant la nécessité d'un effort de coordination plus grand encore de la part des institutions intéressées, ainsi qu'au sujet du développement de l'enseignement secondaire et du recrutement et de la formation des maîtres.

18. Les problèmes relatifs à l'administration publique sont une cause de préoccupation croissante. La pénurie d'administrateurs qualifiés dont souffrent les nouveaux pays indépendants est un sérieux obstacle à la création des services publics indispensables au progrès économique et social. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées devraient utiliser toutes les possibilités offertes par les instituts régionaux de développement pour la formation des administrateurs des services publics, notamment des services économiques et sociaux; le nombre des bourses de perfectionnement à l'étranger et les facilités offertes pour la formation en cours d'emploi devraient être aussi considérablement accrus. En attendant, le personnel d'exécution des échelons moyens et supérieurs devrait être fourni par les organisations internationales, notamment dans le cadre du programme OPEX, auquel on a insuffisamment recouru jusqu'à présent. La collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées n'a pas été aussi étroite qu'elle devrait l'être dans ce domaine. Les Etats-Unis appuieront toute mesure prise en vue d'un échange plus systématique de renseignements concernant les programmes d'administration publique.

19. Le Gouvernement des Etats-Unis a noté avec satisfaction les progrès réalisés par la FAO dans le cadre de la Campagne mondiale contre la faim et la mise sur pied d'un Programme alimentaire mondial de caractère expérimental, commun à la FAO et à l'ONU. L'aide en vue du développement agricole continuera pendant bien des années encore de présenter le plus grand intérêt pour les populations du monde et d'exiger une action internationale de caractère prioritaire. Avec la création au sein de l'ONU du Centre de développement industriel et la nomination d'un Commissaire au développement industriel, l'on dispose de nouveaux rouages internationaux dans le domaine de l'industrialisation. Grâce à eux, les institutions spécialisées compétentes devraient pouvoir prendre plus facilement des mesures concertées. La délégation des Etats-Unis se félicite aussi de l'intensification des activités entreprises dans le domaine du commerce international en vue de permettre aux pays peu développés d'accroître leurs échanges et de tirer des recettes suffisantes de leurs exportations de produits primaires; elle s'est jointe à d'autres délégations pour présenter un projet de résolution à ce sujet (E/AC.6/L.278). Toutefois, il faudra attendre que les organes créés récemment dans le domaine de l'industrie et, antérieurement, dans le domaine du commerce aient fait leurs preuves avant de prendre d'autres mesures pour en créer de nouveaux.

20. Dans le domaine de l'habitation, de l'urbanisation et du développement rural, les progrès ont été irréguliers. En ce qui concerne l'habitation, le Conseil pourrait peut-être aboutir à des résultats positifs en approuvant la recommandation de la Commission des questions sociales tendant à créer un comité de l'habitation analogue au Comité du développement industriel (E/3636, par. 55). Il faudrait savoir, bien entendu, dans quelle mesure les institutions spécialisées et d'autres organismes seraient prêts à soutenir un programme élargi dans ce domaine, qui est d'une importance cruciale pour plus de 100 millions de mal logés. Des programmes, modestes sans doute, mais assez prometteurs, ont été établis en matière

d'urbanisation. L'activité dans ce domaine serait sans doute stimulée par la création d'un comité de l'habitation. Pour l'heure, on peut se demander si les activités à cet égard sont bien en rapport avec la gravité du problème. Les résultats obtenus en matière de développement rural sont décevants, et le Groupe de travail spécial pour la coordination a estimé très justement qu'il était indispensable de mener une action concertée visant à améliorer le niveau de vie et les conditions de travail dans les régions rurales (E/3647, par. 24).

21. Dans un grand nombre de pays peu développés, l'ampleur des mouvements de population des campagnes vers les villes démontre les liens qui existent entre les problèmes du développement rural et l'urbanisation, laquelle est favorisée par l'industrialisation. Il faudra tenir tout particulièrement compte des liens de ce genre en cherchant à mettre au point des programmes plus efficaces de développement rural. La solution du problème exige une collaboration étroite — qui ne paraît pas encore exister — entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. M. Kotschnig espère donc que le CAC accordera toute son attention à cette question et fera rapport à ce sujet au Conseil en 1963.

22. Le Comité de coordination pourrait examiner un certain nombre de problèmes concrets afin de s'assurer que les ressources limitées dont dispose l'ensemble des organisations des Nations Unies sont utilisées au mieux. Le représentant des Etats-Unis a été frappé par la pauvreté des renseignements fournis au sujet de l'élimination de programmes et de projets secondaires. Ainsi, les auteurs du rapport intitulé « Observations sur le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme » (E/3657) font à maintes reprises mention de projets qui ont été retardés faute de ressources et de personnel, mais ils n'essaient guère de proposer des solutions et se bornent à indiquer que des ressources plus importantes seraient nécessaires. La délégation des Etats-Unis n'est pas certaine que ces projets et études soient tous essentiels. Le rapport donne un certain nombre d'exemples qui montrent clairement qu'il est possible d'alléger le programme de travail et de concentrer les ressources sur les projets essentiels. On peut citer notamment les efforts faits pour réduire la durée et le nombre des réunions, pour rationaliser l'organisation des conférences et ramener les programmes de travail dans les limites imposées par les ressources disponibles. La mise en pratique, sur une large échelle, de mesures de ce genre devrait donner des résultats utiles, et la délégation des Etats-Unis est prête à examiner dans un esprit très favorable toutes les propositions que le Secrétaire général pourrait faire dans ce sens.

23. Une réduction du nombre des conférences et des réunions ne devrait pas être envisagée seulement pour des raisons d'économie. A l'heure actuelle, leur nombre augmente rapidement, et même un pays comme les Etats-Unis a de plus en plus de peine à désigner des représentants et des experts pour prendre part à toutes ces réunions, les préparer et en évaluer les résultats. La difficulté est certainement beaucoup plus grande encore pour de plus petits pays qui doivent mettre sans cesse à

contribution un personnel rare, au détriment peut-être de leurs programmes nationaux. La délégation des Etats-Unis a l'intention de proposer au Comité de coordination que le CAC fasse, après examen, des suggestions au Conseil, à sa trente-sixième session, sur les moyens grâce auxquels les calendriers des conférences de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA pourraient être plus systématiquement coordonnés et rationalisés. Il faudrait envisager aussi la possibilité de combiner des réunions prévues dans des régions voisines, de les organiser sous le patronage conjoint de plusieurs organisations et d'élargir le Comité intérimaire du calendrier des conférences du Conseil pour qu'il puisse collaborer à cette tâche.

24. Compte tenu des observations faites par le CAC sur la nécessité de procéder à des consultations approfondies avant d'organiser des missions d'enquête pourvues d'un large mandat (E/3625, par. 166 à 172), le Gouvernement des Etats-Unis pense que le moment est venu pour le Conseil d'adopter une résolution précise à ce sujet, qui prierait instamment les institutions intéressées de procéder à des consultations entre elles avant d'entreprendre des missions générales d'enquête, de collaborer à l'élaboration du programme de ces missions, de tenir les représentants résidents pleinement au courant et de faire appel à leur concours pour l'exécution desdites missions. Ainsi qu'il ressort du rapport du CAC, de telles mesures exigent la coopération des gouvernements qui demandent l'envoi de missions. Dans toute la mesure du possible, les rapports de ces missions devraient être transmis, avec l'approbation du gouvernement intéressé, à toutes les institutions qui participent au développement du pays.

25. M. Kotschnig regrette l'absence d'un organisme approprié qui serait chargé de procéder à une évaluation d'ensemble des activités économiques et sociales des Nations Unies, afin d'en apprécier les résultats positifs et les échecs. L'ONU n'a pas réussi à offrir au monde un tableau convainquant des résultats positifs de son activité, mais supérieurs en fait à ses échecs. La délégation des Etats-Unis espère donc que, pour combler cette lacune, le Conseil posera, à sa présente session, les fondations d'une série d'études sur les résultats des activités de l'ONU. Une initiative importante a été prise récemment par le représentant de la Jordanie, qui a soumis au CAT un projet de résolution (E/TAC/L.270/Rev.1), priant le Président-Directeur du BAT d'examiner la possibilité de mettre au point des méthodes perfectionnées pour faciliter au Comité l'évaluation des travaux accomplis dans les pays bénéficiaires. La délégation des Etats-Unis espère que le Conseil fera appel, pour mener à bien cette tâche, non seulement au Président-Directeur du BAT, mais aussi à ceux qui sont chargés de l'exécution des principaux programmes de l'ONU et des organisations apparentées. La responsabilité principale dans ce domaine pourrait incomber au CAC. Le Conseil devrait inviter le CAC à lui soumettre, à sa trente-sixième session, un plan détaillé pour l'évaluation de l'efficacité des programmes et activités des Nations Unies. Une attention spéciale devrait être accordée à la contribution que pourraient apporter à cette évaluation les représentants résidents.

26. M. Kotschnig constate que le Groupe de travail spécial pour la coordination a envisagé la possibilité de fusionner avec le Comité spécial des huit, et a proposé d'augmenter le nombre des membres du nouvel organe de manière à le rendre plus représentatif (E/3647, par. 63). La délégation des Etats-Unis fait certaines réserves à ce sujet. Le Gouvernement des Etats-Unis attache une grande importance aux travaux du Comité spécial des huit et pense qu'il serait difficile de fusionner cet organe et le Groupe de travail spécial, dont le mandat est beaucoup plus large. Il serait peut-être préférable de fusionner le Groupe de travail spécial avec le comité dont le représentant du Japon a proposé la création à la 1218^e séance, comité qui prêterait son concours pour l'élaboration et l'examen critique des programmes et activités entrepris dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement. La délégation des Etats-Unis trouve la proposition de la délégation japonaise extrêmement intéressante et espère que le Comité de coordination lui accordera toute l'attention voulue. Si le Conseil décide de créer un tel comité, la délégation des Etats-Unis pense qu'il serait particulièrement qualifié pour reprendre, avec l'aide d'un service spécial du Secrétariat, les fonctions du Groupe de travail spécial pour la coordination. Un tel arrangement semble en effet s'imposer, car le succès de la Décennie du développement dépendra de la mesure dans laquelle les programmes des Nations Unies pourront être établis de la façon la plus utile et sur une base durable.

27. M. SEN (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) dit que si l'on veut que la Décennie du développement ait un sens, il est nécessaire, non seulement d'accroître les ressources mises à la disposition des institutions internationales, mais encore de faire en sorte qu'elles soient utilisées avec le maximum d'efficacité. A cet effet, il est essentiel d'accorder beaucoup plus d'attention à la planification au niveau national, et à la coordination sur le plan international. La Campagne mondiale contre la faim organisée par la FAO a pour objet de compléter les programmes entrepris par les gouvernements et les institutions internationales pour augmenter la production et la productivité agricoles. Le Congrès alimentaire mondial, qui se tiendra en juin 1963 au milieu de la Campagne, groupera tous ceux qui se sont engagés dans cette action et tous ceux qui sont capables d'en être les animateurs et les inspireurs.

28. La FAO consacre de plus en plus d'attention aux problèmes internationaux relatifs aux produits de base. La valeur des exportations des pays en voie de développement équivaut à environ huit fois le montant de l'aide qu'ils reçoivent, et la chute, au cours des dernières années, des prix à l'exportation des produits de base a été telle qu'elle a annulé les effets de cette aide. La FAO, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, offre un cadre multilatéral où pays développés et pays en voie de développement peuvent confronter leurs intérêts et préparer des accords internationaux sur les produits de base en vue de réduire les fluctuations qui affectent les échanges des pays en voie de développement. Des propositions concrètes d'action concertée ont été soumises à

la dernière réunion du Comité des produits de la FAO, qui a fait des recommandations pour y donner suite. Il importe de prendre d'urgence les mesures recommandées, car, à moins que des progrès satisfaisants ne soient accomplis en vue de résoudre les problèmes que posent les produits de base, toutes les autres mesures visant à promouvoir le développement ne serviront à rien.

29. Les études de la FAO sur les possibilités d'apporter une aide alimentaire aux pays dans le besoin tendent à mettre fin au paradoxe que constitue la coexistence de vastes excédents et d'une immense indigence. Le Programme alimentaire mondial a été entrepris à titre expérimental par la FAO conjointement avec l'Organisation des Nations Unies, et une conférence d'annonce des contributions doit avoir lieu le 5 septembre 1962.

30. La FAO accroît l'assistance qu'elle apporte aux gouvernements au titre de la planification du développement rural. Elle accorde une importance particulière au fait que la planification dans le domaine rural n'est pas simplement une question de méthodologie, mais aussi de connaissance intime des difficultés, des désirs et des aspirations des populations des pays intéressés. Elle s'efforce d'intégrer les plans de développement agricole aux plans plus vastes de développement économique, en coopérant, le cas échéant, avec d'autres institutions. La FAO se préoccupe également de plus en plus des problèmes fondamentaux du développement rural. Sur le plan régional, un projet comme celui de l'étude du bassin inférieur du Gange-Brahmapoutre vise à déterminer quel est, à long terme, le meilleur système d'utilisation des terres dans une région où l'explosion démographique impose l'adoption d'un régime de développement agricole aussi intensif que possible. Quant à l'enquête sur l'Afrique, ses conclusions et recommandations seront sans nul doute d'un grand secours lorsqu'il s'agira de formuler les plans de développement national et de promouvoir la coopération régionale dans la région. A l'échelon national, la FAO est sur le point d'entreprendre des études intégrées en Nigeria et en Indonésie, pour aider ces pays à fixer des objectifs à long terme de développement agricole dans le cadre de leur développement économique général. De nombreux problèmes qui se posent aux divers pays ont besoin d'être examinés dans leur contexte régional. Cela permettra aux pays intéressés d'ajuster leurs mesures et leurs politiques de développement de manière qu'elles servent au mieux les intérêts de tous et d'éviter de trop tendre vers l'autarcie, avec le gaspillage qui en résulte.

31. Pour toutes ces études, la FAO a sollicité et obtenu la coopération sans réserve de toutes les autres institutions intéressées. M. Sen espère que les travaux de la FAO sur la planification permettront de mieux intégrer toute l'assistance internationale aux efforts de développement que les pays entreprennent eux-mêmes à l'échelon national. Il espère aussi que les enquêtes de préinvestissement entreprises par la FAO seront suivies d'un afflux suffisant de capitaux d'origine tant nationale qu'internationale, et il se félicite des mesures que le Fonds spécial prend dans ce sens.

32. En raison de la rapide expansion des activités des organisations qui composent la famille des Nations Unies,

le problème de la coordination prend une importance croissante. La FAO est responsable au premier chef de l'assistance aux pays en voie de développement en matière de développement rural; elle donne à ces pays des avis touchant la structure de l'agriculture. M. Sen reconnaît toutefois que le développement rural comporte d'autres aspects, qui intéressent d'autres organisations internationales, et il se félicite que le CAC ait élargi le mandat du Groupe de travail du développement communautaire, qui englobe désormais l'ensemble du développement rural (E/3625, par. 133). Dans le domaine de la réforme agraire, qui, dans de nombreux pays, est la condition nécessaire au développement rural, l'Organisation des Nations Unies et la FAO se sont entendues pour délimiter leurs attributions respectives. La FAO préparera dorénavant les rapports sur la réforme agraire en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions spécialisées intéressées à la question. Les instituts agricoles de formation et de recherche que les pays de l'Amérique latine et de l'Extrême-Orient envisagent de créer contribueront à fournir le personnel et les services consultatifs nécessaires à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réforme agraire.

33. En ce qui concerne l'industrialisation, tout pays qui, ayant une économie surtout agricole, tenterait un grand effort d'industrialisation et, ce faisant, négligerait l'agriculture, courrait des risques graves. Il ne saurait y avoir de développement industriel sans développement rural. De nombreux produits agricoles bruts sont à la base du développement industriel. La FAO s'occupe tout spécialement de branches de l'industrie telles que l'industrie forestière et l'industrie alimentaire; elle s'intéresse également au développement de la petite industrie, qui peut jouer un rôle important en utilisant la main-d'œuvre rurale sous-employée. Dans l'étude de tous ces problèmes la FAO agit en coopération étroite avec l'Organisation des Nations Unies.

34. Passant au rôle de l'enseignement et de la formation dans le processus du développement, M. Sen souligne avec approbation que la FAO, l'UNESCO et l'OIT attachent un grand prix à la coopération dans un domaine qui les intéresse toutes trois. La FAO, qui accorde à la planification une grande importance, se félicite de la création d'un Institut latino-américain de planification économique et sociale, ainsi que du projet de création d'instituts du développement économique en Afrique et en Asie. Les principes sur lesquels reposent la coopération et la coordination qui se sont développées au cours des années entre les secrétariats, et qui ont déterminé notamment la création de divisions mixtes au sein des commissions économiques régionales, devraient également s'appliquer dans le cas des instituts du développement économique. Le Comité consultatif, dont la création est prévue auprès de l'Institut latino-américain, sera peut-être l'organe idoine qui permettra d'associer les institutions spécialisées aux activités de l'Institut. M. Sen espère qu'il en sera ainsi et que des dispositions analogues seront prises en ce qui concerne les deux autres instituts.

35. Un problème particulier se pose dans les pays qui ont récemment accédé à l'indépendance; en effet, dans un grand nombre d'entre eux, il y a eu un effondrement

presque total des services administratifs à la suite du départ des fonctionnaires de l'ancienne puissance métropolitaine. La FAO, de même que l'ONU et les autres institutions spécialisées, est constamment sollicitée par les gouvernements qui s'adressent à elle pour qu'elle les aide à combler les vides par l'envoi de personnel d'administration et de direction comme celui que l'ONU fournit au titre du programme OPEX. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, l'assistance technique apportée à ces pays l'aura été en pure perte; il ne servirait à rien d'envoyer des consultants au titre du Programme élargi d'assistance technique ni d'organiser des enquêtes de préinvestissement s'il n'y a personne à l'échelon administratif pour s'assurer que cette assistance est utilisée comme il convient. M. Sen espère que les recommandations du Comité spécial des huit touchant la nomination d'experts chargés de tâches du type OPEX (E/3639, par. 86) seront appliquées sans délai. Toutefois, ces nominations ne seront pas à strictement parler des nominations du type OPEX, puisque les experts fournis au titre du Programme élargi continueront à relever de l'institution qui les a détachés et ne seront pas employés par le gouvernement du pays bénéficiaire. Dans chaque cas, il sera nécessaire à titre de mesure temporaire et jusqu'à ce que des dispositions plus satisfaisantes soient prises qu'il y ait un homologue dont la mission sera de prendre, le moment venu, la relève et qui, entre-temps, assumera la responsabilité juridique pour ce qui est des questions financières et administratives.

36. Un autre problème qui requiert une attention spéciale est celui de la répercussion de problèmes particuliers sur les activités ordinaires des institutions spécialisées. C'est là une question qui touche la FAO plus qu'aucune autre des institutions spécialisées: en effet, le montant total dont disposait la FAO en 1962 s'élevait à plus de 44 millions de dollars, dont à peine plus de 14 millions de dollars au titre du programme ordinaire. La formule qui a été adoptée pour faire face aux dépenses supplémentaires afférentes à la planification, à l'administration et au contrôle est la suivante: dans le cas du Fonds spécial, sont remboursés les « frais identifiables »; dans le cas du Programme élargi, l'organisation reçoit un pourcentage fixe équivalent à 12% du total des frais afférents aux projets d'une année donnée. Il ressort d'une étude analytique effectuée récemment par le personnel de la FAO que pour les programmes extérieurs et notamment pour les deux programmes ci-dessus, la FAO a prélevé sur son budget ordinaire environ trois millions de dollars, soit à peu près 20%, pour faire face aux frais supplémentaires, réduisant d'autant son programme ordinaire tel qu'il a été approuvé par la Conférence de la FAO. A sa onzième session, la Conférence de la FAO a prié M. Sen de poursuivre ses efforts en vue d'obtenir que les sommes versées à la FAO soient suffisantes pour la défrayer complètement non seulement des dépenses d'exécution des programmes mis en œuvre sur place mais également des frais de planification, de préparation et d'exécution des programmes. Mais, d'autre part, diverses délégations à la huitième session du Conseil d'administration du Fonds spécial ont exprimé l'opinion que les institutions chargées de l'exécution des projets devraient intensifier leurs efforts pour adapter

leurs activités aux exigences particulières des projets à grande échelle entrepris par le Fonds spécial et, au besoin, réviser en conséquence leurs programmes de travail. Le moment est venu d'essayer de concilier ces deux points de vue; cela ne peut être tenté que par les gouvernements des Etats Membres, qui devraient envisager le problème dans son ensemble. Le Conseil estimera peut-être qu'il a un rôle à jouer pour favoriser le rapprochement de ces deux points de vue.

37. En ce qui concerne les recommandations du Comité spécial des huit, M. Sen n'a rien à redire à certaines d'entre elles; c'est ainsi qu'il se féliciterait d'une augmentation de la réserve pour cas d'urgence mise à la disposition du Président-Directeur du BAT (E/3639, par. 85). Toutefois, sur un certain nombre de points très importants, les recommandations du Comité exigeraient une étude plus approfondie. Tout en reconnaissant que chaque institution devrait assigner un ordre de priorité précis aux activités de son programme ordinaire et concentrer ses efforts sur celles qui lui paraissent essentielles, M. Sen estime que la priorité à l'échelon national devrait être déterminée au premier chef par l'ordre de priorité du plan de développement du pays intéressé. De même, le Comité n'a pas accordé une attention suffisante au rôle des représentants ou chefs de mission des institutions spécialisées dans les pays intéressés, non plus qu'aux structures et activités régionales de ces institutions qui jouent un rôle de plus en plus important en matière de coopération régionale.

38. Mais ce sont les recommandations concernant les procédures de planification et de programmation qui exigent de retenir plus particulièrement l'attention. Les recommandations du Comité, sous leur forme actuelle, signifieraient un changement non seulement des procédures qui régissent l'assistance fournie au titre du Programme élargi, mais aussi des principes de cette assistance. Jusqu'à maintenant, la programmation a obéi au principe qui veut que, dans les limites d'un objectif financier donné, le pays bénéficiaire ait toute latitude pour établir lui-même le programme d'assistance qui lui est nécessaire, les institutions spécialisées n'étant autorisées à rejeter les projets que s'ils ne leur paraissent pas valables du point de vue technique. Or, le Comité a émis l'avis que les fonds ne devraient être alloués que lorsque les projets auraient été élaborés et pleinement approuvés (E/3631, par. 73 et 78); cette recommandation peut être interprétée comme signifiant que l'ordre de priorité devrait être établi à deux niveaux: l'échelon national et l'échelon international. En fait, le Comité a fait mention d'un ordre de priorité à deux échelons (par. 75). En examinant ce concept, il ne faut pas perdre de vue la condition fondamentale à respecter, à savoir que l'assistance technique doit être planifiée dans le cadre des plans de développement nationaux. Certains pensent que les plans nationaux des pays en voie de développement devraient être préparés par les institutions qui fournissent une assistance et que cette assistance ne devrait être acquise aux pays intéressés qu'à condition qu'ils acceptent ces plans. M. Sen espère que le Conseil ne fera pas sienne cette thèse complètement erronée. Certes, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées doivent pouvoir donner des conseils aux pays

en voie de développement pour les aider à déterminer les ordres de priorité et à établir leur programme d'assistance technique; mais il doit être bien entendu que la décision finale appartient au pays intéressé lui-même. Il faudrait surseoir à une décision sur ces recommandations et attendre que le CAC ait eu l'occasion d'en étudier à fond les incidences. D'autre part, M. Sen demande instamment que, si l'on décide d'étudier plus avant ces questions, les institutions spécialisées intéressées soient invitées à participer à la discussion.

39. M. COOK (Union internationale des télécommunications), présentant le rapport sur les activités de l'UIT pour l'année 1961 (E/3660), fait remarquer que l'UIT a accompli des progrès importants au cours de l'année écoulée et que le nombre de ses membres est passé de 104 à 116, dont cinq membres associés.

40. La Conférence européenne spéciale de radiodiffusion a examiné la situation du service de radiodiffusion (émissions sonores et de télévision) dans les bandes à ondes métriques, et elle a établi des plans pour les stations de télévision travaillant dans les bandes à ondes décimétriques. En outre, un groupe d'experts s'est réuni pour étudier les mesures à prendre en vue de réduire l'encombrement dans les bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz. Le volume des travaux du Comité international d'enregistrement des fréquences s'est accru par suite de l'entrée en vigueur du nouveau Règlement des radiocommunications. Le Comité est maintenant également chargé de fournir une assistance spéciale aux administrations des pays qui recherchent des fréquences convenant à leurs services de radiocommunications, d'étudier l'utilisation du spectre radioélectrique, d'appliquer une procédure entièrement nouvelle destinée à assurer de meilleurs services de radiodiffusion à ondes décimétriques et de préparer du point de vue technique les conférences de radiocommunications. Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique s'est intéressé à la création de liaisons intercontinentales, car le grand développement des services de câbles téléphoniques transocéaniques à répéteurs immergés permet d'envisager pour un proche avenir l'exploitation semi-automatique sur un plan mondial.

41. Les activités d'assistance technique ont également continué à se développer en 1961; on a enregistré un nombre beaucoup plus élevé de demandes d'assistance à titre onéreux et d'assistance OPEX. L'UIT a continué de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies au Congo, et a envoyé une équipe de techniciens chargés d'assurer le fonctionnement du réseau de télécommunications dans le pays et de former le personnel congolais.

42. En vue de préparer la conférence sur l'attribution des bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales, qui aura lieu en automne, en 1963, un Comité mixte d'étude des questions spatiales a été créé au secrétariat de l'UIT, en novembre 1961, et placé sous la présidence du Secrétaire général. Le premier rapport de l'UIT sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (E/3645) a été soumis au Conseil à sa présente session.

43. Bien que les risques de double emploi soient faibles, l'UIT a coopéré étroitement avec des organisations telles

que l'OACI, l'OMM et l'IMCO, qui s'intéressent chacune particulièrement à certains aspects des télécommunications. En outre, l'UIT a collaboré avec la BIRD dans le cadre d'une enquête sur les possibilités de financement de plans de développement des télécommunications dans les pays de l'Amérique centrale. Elle a également maintenu des contacts étroits avec l'UNESCO, en raison du rôle

que jouent les télécommunications dans le domaine de l'information des masses et de la liberté de l'information, et notamment en ce qui concerne les moyens d'information en Afrique et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

La séance est levée à 13 heures.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

Vendredi 13 juillet 1962

à 15 h 20

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 3 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général (*suite*) 125

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Belgique, Cuba, Ghana, Irak, Mali, Nouvelle-Zélande, République centrafricaine, République Dominicaine, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3611 et Add.1 et 2, E/3612 et Corr.1, E/3615, E/3620 et Add.1, E/3621 et Add.1, E/3623 et Add.1 à 3,

E/3625 et Add.1, E/3627, E/3630, E/3632, E/3642, E/3647, E/3651, E/3657, E/3660; E/L.961).

DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

1. Le Dr CANDAU (Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé) dit que l'œuvre de l'OMS au cours de l'année qui s'est écoulée depuis sa déclaration au Conseil lors de la trente-deuxième session a été marquée par quelques faits nouveaux importants.

2. En premier lieu, l'OMS, ainsi qu'il ressort de ses rapports (E/3611 et Add.1 et 2), s'est rapprochée du but qu'elle s'est fixé: compter parmi ses membres toutes les nations du monde. Le Samoa-Occidental, le Tanganyika et la Mongolie sont devenus membres de plein exercice de l'Organisation, cependant que la Jamaïque et l'Ouganda ont été admis en qualité de membres associés. L'OMS compte maintenant 111 membres de plein exercice et 4 membres associés.

3. Un des événements les plus importants de l'année a été l'examen par l'Assemblée mondiale de la santé du deuxième rapport sur la situation sanitaire dans le monde, pour la période 1957-1960, qui donne une indication des progrès réalisés dans la voie de l'amélioration de l'état sanitaire dans le monde, examine les nombreux problèmes qui restent à résoudre et explique le rôle que la recherche et la collaboration internationales dans le domaine de la santé peuvent jouer pour accentuer ces progrès.

4. Des signes de progrès apparaissent non seulement dans les statistiques relatives aux taux de mortalité et dans la diminution des taux de fréquence des maladies transmissibles, mais dans tous les aspects de l'administration sanitaire, qu'il s'agisse du nombre de centres de protection de l'enfance, de l'augmentation satisfaisante des budgets de la santé, des effectifs ou des dépenses engagées au titre de la sécurité sociale. Les données relatives à 94 pays font apparaître une diminution du taux de mortalité infantile, qui est passé de 65,4 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1950 à 48,6 en 1960. Le taux de mortalité brut moyen pour 124 pays et territoires est tombé de 10,7 pour 1 000 habitants en 1950 à 9,3 en 1959.

5. En ce qui concerne l'incidence des maladies transmissibles, le Dr Candau fait observer que sur 1 381 millions d'habitants des régions impaludées du monde pour lesquelles on dispose de renseignements, 764 millions, soit 55,3 %, sont actuellement couverts par des programmes d'éradication du paludisme. Le paludisme a été supprimé chez 22,1 % de la population initiale des régions impaludées, mais 22,6 % de leurs habitants, la plupart vivant en Afrique, ne sont pas encore protégés. En Inde, un programme d'éradication du paludisme —

le plus important de ce genre dans le monde — protège tous les habitants des régions impaludées, soit quelque 428 millions d'habitants. Dans des régions de l'Inde peuplées d'environ 150 millions d'habitants, on considère qu'on a arrêté la transmission du paludisme et qu'il est donc possible de passer à la phase de consolidation. Point n'est besoin d'insister sur l'importance, du point de vue économique, que revêt pour l'Inde la possibilité d'utiliser des terres qui, jusque-là, étaient inutilisables à cause du paludisme.

6. En ce qui concerne la variole, l'incidence de la maladie, qui s'est étendue à l'Europe, a légèrement augmenté en 1961. Il est évident que la seule solution du problème consiste pour les pays développés à aider les pays peu développés à combattre et à éliminer la maladie sur leurs territoires.

7. Une grave épidémie de choléra El Tor a éclaté dans certains pays de l'Asie. Cette maladie est normalement limitée aux Célèbes, mais en 1961 elle s'est étendue à d'autres parties de l'Indonésie, ainsi qu'au Sarawak, à Macao, à Hong-kong et aux Philippines. Une enquête est en cours sur cette forme de choléra, et l'Assemblée mondiale de la santé a fait sien l'opinion du Comité de la quarantaine internationale selon laquelle il y a lieu désormais de traiter comme une maladie passible de la quarantaine le choléra provoqué par le vibrion El Tor.

8. Une épidémie de fièvre jaune, qui s'est déclarée dans une région isolée du sud-ouest de l'Éthiopie, a causé la mort de plus de 3 000 personnes. Le Gouvernement éthiopien a mené, avec l'aide de l'Institut Pasteur, une campagne intensive de lutte, de recherche et de vaccination; l'expérience ainsi acquise sera utile ailleurs.

9. L'incidence des maladies vénériennes s'est accrue dans une trentaine de pays pendant la période 1957-1960.

10. L'hygiène du milieu présente une grande importance dans les programmes sanitaires. Son élément le plus important est probablement un approvisionnement satisfaisant en eau. Des résultats positifs ont été obtenus à cet égard dans la région des Amériques; des crédits d'investissements d'un montant de 127 millions de dollars fournis par la Banque interaméricaine de développement serviront à financer 23 projets intéressant 10 millions d'habitants dans 11 pays. L'Association internationale de développement (AID) a consenti un prêt destiné à financer l'approvisionnement public en eau à Amman (Jordanie), et le Fonds spécial a ouvert un crédit suffisant pour permettre à l'OMS d'entreprendre des études préliminaires relatives au projet d'approvisionnement en eau de Calcutta.

11. La pénurie de personnel formé est un problème important dont la solution dépend essentiellement du développement de l'éducation en général. L'OMS fait de très vives réserves contre l'envoi de jeunes gens à l'étranger, dans un milieu totalement différent, pour y compléter leur éducation; le mieux est de les former dans leur pays ou dans un pays voisin. Par contre, l'envoi d'étudiants diplômés à l'étranger pour y faire des études spécialisées ne présente pas de tels risques. A l'occasion une enquête entreprise par l'OMS dans 12 pays d'Afrique, on a constaté que, dans une région qui compte environ 150 millions d'habitants, il y a en moyenne

1 médecin pour 20 000 habitants. Si l'on veut doubler ce chiffre en 20 ans, en d'autres termes s'il doit y avoir 1 médecin pour 10 000 habitants, il faudra, compte tenu de l'accroissement démographique, que plus de 1 000 jeunes docteurs terminent leurs études de médecine chaque année pendant les 20 années à venir. En fait, les écoles de médecine existantes seront en mesure de former moins de la moitié de ce chiffre minimal. Cet exemple illustre parfaitement l'ampleur de l'une des tâches que l'OMS a entreprises: la création de nouvelles écoles de médecine.

12. Au Congo (Léopoldville) un vaste plan de formation de Congolais est en cours d'exécution et l'on espère que dans 10 ans le Congo aura environ 250 médecins pleinement qualifiés, qui auront été diplômés de l'université Lovanium ou d'universités en France, en Suisse et en Belgique. Le nombre d'étudiants en médecine à l'université Lovanium passera de 38 à 60 au cours de l'année universitaire 1962/63; en 1963 et dans les années qui suivront, ce chiffre s'élèvera à 100. Dans 8 ans, on pourra remplacer les 160 médecins qui ont été envoyés au Congo par l'OMS. Le problème analogue qui se pose au Rwanda et au Burundi sera résolu dans le même temps. Il est évident par conséquent que, à condition de disposer des crédits nécessaires pour construire de nouvelles écoles de médecine, les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance dans le monde entier peuvent établir des plans pour former un nombre identique de médecins.

13. En ce qui concerne le personnel des services d'exécution, l'Assemblée mondiale de la santé, dans sa résolution WHA15.22, reproduite à l'annexe C du document E/3611/Add.1, a fait appel à l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle prenne des mesures afin que des ressources suffisantes soient mises à la disposition du Programme élargi d'assistance technique, du Fonds spécial et du programme OPEX en vue de permettre de faire face à des besoins sanitaires définis dans la section I de la résolution. Ces ressources ne sont pas demandées pour résoudre une crise du genre de celle du Congo, mais pour répondre aux besoins de l'ensemble des pays qui viennent d'accéder à l'indépendance; dans de nombreux cas, en effet, l'accession à l'indépendance a eu pour résultat une diminution des services sanitaires due au départ du personnel existant, et il est nécessaire de combler les vides. On a besoin de personnel médical notamment pour exécuter les travaux quotidiens et administrer les hôpitaux et les dispensaires ruraux.

14. Le programme de recherche médicale a été élargi. Depuis 1958, l'OMS a participé à 185 projets de recherche. Bien qu'une certaine priorité ait été donnée aux recherches concernant les maladies transmissibles, des travaux sont aussi entrepris sur le cancer, les maladies cardiovasculaires, la malnutrition, l'immunologie et de nombreuses autres questions.

15. L'OMS s'intéresse vivement à l'intensification du Programme alimentaire mondial car il y a une étroite corrélation entre les problèmes de la nutrition et la santé. Il ne s'agit pas seulement de répartir les denrées alimentaires mais aussi de savoir quel est le régime qui convient le mieux dans une région donnée.

16. L'Assemblée mondiale de la santé et le Conseil exécutif ont étudié de manière approfondie la question

de la coordination et ils ont examiné l'ordre de priorité et les méthodes de travail de l'OMS. Ces deux organes se sont déclarés satisfaits de la procédure actuelle de la coordination; le Dr Candau exprime l'espoir que les arrangements qui actuellement règlent la collaboration et qui, en fait, sont plus efficaces que certains ne le croient seront maintenus et renforcés et qu'aucun système nouveau qui risquerait de mettre en cause les responsabilités techniques de l'OMS ne leur sera surajouté.

17. M. MAHEU (Directeur général par intérim de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) souligne que le rapport sur les activités de l'UNESCO (E/3621 et Add.1) est de nature à renseigner le Conseil sur les faits principaux qui ont marqué l'action de l'organisation pendant l'année écoulée; mais il tient à ajouter quelques considérations qui ont trait, d'une part, aux domaines dans lesquels l'action de l'UNESCO s'est développée et, d'autre part, aux problèmes de caractère général que pose à cette institution l'intensification de l'aide au développement.

18. Les organismes internationaux reconnaissent de plus en plus l'importance capitale de l'éducation dans le complexe économique et social; à cet égard, la coopération de plus en plus étroite de l'UNESCO avec les commissions économiques régionales, la responsabilité croissante que le Fonds spécial confie à l'UNESCO pour exécuter plus du quart de ses projets, et la coopération avec l'AID sur le plan des investissements sont significatives. Tous ces organismes ont compris que l'éducation est une des composantes essentielles, et non un simple adjuvant, du développement économique. Mais cette évolution a été surtout le fait des gouvernements eux-mêmes, poussés par les aspirations et les revendications de leurs peuples qui, partout, ont pris conscience de la valeur de l'éducation non seulement comme un droit imprescriptible, mais comme une nécessité vitale.

19. Il va de soi que cela entraîne pour l'UNESCO des responsabilités accrues, et M. Maheu donne un aperçu de la manière dont elle s'en acquitte. L'UNESCO s'efforce en premier lieu d'aider les pays membres à évaluer leurs besoins, dans la perspective dynamique qu'exige l'expansion, leurs ressources nationales et l'apport complémentaire que les efforts nationaux doivent recevoir pour satisfaire ces besoins. Elle les aide également à planifier les méthodes en fonction de l'évaluation des besoins et des moyens disponibles.

20. A ce sujet, M. Maheu attire l'attention du Conseil sur les trois conférences régionales organisées en 1962 à Santiago du Chili, à Paris et à Tokyo, et sur la réunion, tenue en mars 1962 à la Maison de l'UNESCO à Paris, des ministres de l'éducation des pays d'Afrique. Ces conférences ont été remarquables à plusieurs titres. Leur préparation a appelé un effort d'intégration poussée de la part des organismes qui y ont participé, à savoir, outre l'UNESCO, les commissions économiques régionales compétentes, l'OIT, la FAO et, dans le cas de la conférence de Santiago, la plus complexe sur le plan de l'intégration et de la préparation, l'Organisation des Etats américains. La participation à ces conférences a présenté le même caractère synthétique: à côté d'éducateurs, elles ont rassemblé des économistes, des financiers, des plani-

ficateurs, des techniciens et des ministres. Leurs résultats en ont été marqués: pour chaque région ont été définis des objectifs qui ont fait l'objet d'une évaluation quantitative; avant d'indiquer le montant de l'aide extérieure nécessaire pour atteindre ces objectifs, les participants ont défini avec réalisme et courage les efforts nationaux que les Etats se sont engagés à accomplir en vue de consacrer à l'éducation, vers 1970, 4%, contre 2 à 3% actuellement, du produit national brut. Ces trois conférences régionales ont permis à l'UNESCO d'avoir une idée précise des objectifs à atteindre et un cadre régional dans lequel les plans nationaux peuvent s'insérer. La vingt-cinquième Conférence internationale de l'instruction publique, réunissant les représentants de 82 gouvernements, vient de terminer ses travaux à Genève; consacrée essentiellement au problème de la planification de l'enseignement, elle est le couronnement des conférences régionales et a pour horizon le monde entier; les normes qu'elle a établies constituent une base solide pour établir le développement de la coopération internationale dans le domaine de l'éducation.

21. Au sujet de la planification de l'enseignement, l'UNESCO s'attache à définir les secteurs particuliers où l'action internationale est susceptible d'être la plus efficace. A cette fin, elle s'efforce de promouvoir des études et des recherches et vient de créer au secrétariat une division de l'analyse des facteurs éducatifs, scientifiques et culturels du développement économique. Elle envoie également aux Etats membres, sur leur demande, des missions pour établir les mécanismes et organismes chargés de la planification; 30 missions de cet ordre ont été envoyées à ce jour. L'étendue et la variété des demandes ont cependant fait apparaître rapidement que l'on manquait de spécialistes, et c'est pourquoi l'UNESCO a été amenée à étudier le problème de la formation des planificateurs; outre la coopération qu'elle accordera aux commissions économiques régionales dans le cadre des futurs instituts régionaux pour la formation de planificateurs et de cadres supérieurs de l'éducation, elle va créer à Paris un institut international chargé des mêmes tâches.

22. L'UNESCO s'intéresse également à l'éducation extra-scolaire, qui pose notamment deux problèmes très différents. Le premier est celui de l'analphabétisme, qui touche 45% de la population du monde; l'UNESCO prépare actuellement un rapport dans lequel elle analyse la situation et propose un plan d'action pour réduire ce fléau de 50% en 10 ans. Le coût du programme est évalué à 40 millions de dollars par an, dont 30 millions au niveau des Etats eux-mêmes et 10 millions au niveau de la coopération internationale; il appartiendra en temps utile à la communauté des nations de dire si elle est disposée à consentir à un effort de ce genre. Le deuxième problème est celui de l'éducation permanente, car on considère maintenant que l'éducation, loin de s'arrêter aux frontières de l'école et de l'université, doit se poursuivre toute la vie. Dans ce domaine, les moyens d'information sont appelés à jouer un rôle capital, et l'UNESCO se préoccupe spécialement des besoins des pays en voie de développement. A ce sujet, M. Maheu souligne l'importance de la mise en orbite d'un satellite destiné à retransmettre des programmes de télévision; ce succès de la science montre que le moment est venu d'envisager

sérieusement un cadre de coopération internationale pour utiliser au maximum, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, les facilités immenses désormais à sa portée et pour éviter les abus éventuels.

23. Le domaine de la science n'est pas moins important, et il y a lieu de penser que la prochaine Conférence générale de l'UNESCO adoptera des résolutions comparables à celles qui ont été adoptées en matière d'éducation. Toutefois, de l'avis de l'UNESCO, la coopération internationale dans le domaine de la science ne saurait se limiter au transfert, à la répartition et à la diffusion des connaissances; pour que le développement scientifique soit à la mesure de l'humanité tout entière, il faut s'attaquer au problème de la planification de la recherche et à celui de la formation des chercheurs, exactement comme pour l'éducation. De même, la science n'est pas seulement la recherche de connaissances et de recettes techniques; elle est aussi et surtout un esprit d'objectivité et une pratique constante de la coopération internationale. Cet aspect de la science retient l'attention de l'UNESCO, comme en témoignent ses travaux sur la zone aride ou dans le domaine de l'océanographie. Elle espère que la même possibilité de coopération se manifestera en ce qui concerne l'espace extra-terrestre et qu'elle pourra jouer là aussi le rôle qui lui est assigné.

24. M. Maheu examine ensuite brièvement quelques-uns des problèmes que pose à l'UNESCO sa participation à l'aide pour le développement économique. Il y a tout d'abord un problème d'adaptation: à l'origine, l'UNESCO se consacrait essentiellement aux échanges; actuellement cependant, 51% de ses projets ont un caractère opérationnel, et le nombre des experts en mission est à peu près égal à celui des fonctionnaires du siège. Un autre problème est celui de la régionalisation croissante, tant en ce qui concerne les programmes que les consultations avec les pays membres ou la structure du secrétariat.

25. Enfin et surtout se pose la question de la relation entre les activités financées par le budget ordinaire et les activités financées par les ressources extra-budgétaires (Programme élargi d'assistance technique et Fonds spécial, notamment); le moment approche où les ressources extra-budgétaires égaleront le budget ordinaire. L'UNESCO se prononce donc, d'accord sur ce point avec la FAO, pour une politique d'intégration des ressources financières, indépendamment de leur origine, pour une même utilisation; mais cette politique soulève la question de l'équilibre des programmes: tous les organes de l'UNESCO considèrent que le programme ordinaire constitue la base technique indispensable et qu'on ne saurait le subordonner à des activités extra-budgétaires. M. Maheu fait observer à ce sujet que les ressources extra-budgétaires ne suffisent pas à couvrir les frais d'administration au siège.

26. Quelle que soit l'importance de l'aide au développement, l'UNESCO a un autre rôle qu'il convient de ne pas négliger: elle doit œuvrer pour la paix en abaissant les obstacles aux communications, à la compréhension et à la fraternité des esprits. L'abolition des inégalités et des barrières en vue d'établir entre les hommes un dialogue fraternel est sa vraie raison d'être. A cet égard,

les mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes générations les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, sur lesquelles l'UNESCO doit faire rapport au Conseil, sont parmi ces préoccupations essentielles.

27. M. WODAJO (Ethiopie) déclare que son gouvernement a toujours été sensible à la grande diversité de l'assistance que les organisations de la famille des Nations Unies sont en mesure d'offrir aux pays en voie de développement, ce qui permet à ceux-ci de choisir exactement le type d'assistance qui convient à leurs besoins spécifiques. Néanmoins, si la diversité est souhaitable, elle soulève certains problèmes: ainsi, elle a entraîné la création d'une structure à l'organisation extrêmement compliquée qui a donné lieu à de sérieuses difficultés de coordination à l'intérieur du système des Nations Unies. La délégation éthiopienne insiste vivement pour que les organisations des Nations Unies élaborent un ordre de priorités qui permettrait de concentrer les efforts dans certains domaines choisis. Elle aimerait aussi voir l'ONU et les institutions spécialisées entreprendre des programmes communs, car, malgré ses aspects multiples, le sous-développement économique et social constitue essentiellement un seul problème qui devrait, par conséquent, être abordé sur un certain nombre de fronts coordonnés.

28. Une assistance précieuse a été fournie à l'Ethiopie par l'UNESCO, la FAO, l'OMS et l'OACI, et la réunion des ministres de l'éducation des pays d'Afrique participant à l'exécution du plan d'Addis-Abéba revêt une importance particulière pour le Conseil, qui a invité les diverses organisations des Nations Unies à collaborer avec les pays africains pour la mise en œuvre du plan d'Addis-Abéba. Au cours de sa seizième session, l'Assemblée générale a accueilli favorablement ce plan et a adopté la résolution 1717 (XVI) invitant tous les Etats Membres à contribuer à combler les déficits que les pays africains auront à supporter au cours des cinq prochaines années pour atteindre les objectifs, modestes mais réalistes, proposés par le plan dans le domaine de l'enseignement. Pour le moment, les pays africains ont ajourné la réalisation de l'enseignement obligatoire; l'ensemble du projet repose sur la possibilité de planifier l'enseignement en tant que facteur destiné à accélérer le développement économique, et c'est sur l'enseignement secondaire et technique que seront concentrés les efforts. Les ministres de l'éducation des pays d'Afrique ont examiné leurs plans nationaux d'enseignement et leurs budgets pour 1962 et 1963 et ont établi un programme de priorités pour le développement de l'enseignement. Ils sont convenus qu'il fallait donner la priorité à la planification de l'enseignement, la formation des maîtres, l'enseignement secondaire et l'éducation des adultes; les plans nationaux sont revus en fonction de ces décisions. La coordination du programme est assurée à deux niveaux. En premier lieu, dans des domaines tels que la formation des maîtres, la création d'instituts pour le développement de l'enseignement et la mise au point de manuels scolaires, plusieurs Etats se sont réunis pour mettre sur pied des institutions communes. En deuxième lieu, les programmes sont intégrés dans les plans nationaux d'ensemble et

tiennent compte des enquêtes sur la main-d'œuvre, qui expriment en termes de ressources humaines les besoins que les établissements d'enseignement auront à satisfaire dans les domaines de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

29. Il n'est donc pas surprenant qu'un programme coordonné d'une telle importance ait besoin de l'aide de tous les organes des Nations Unies, non seulement de ceux qui sont chargés de financer et de fournir cette aide, comme le Bureau de l'assistance technique (BAT), le Fonds spécial, le FISE, l'AID, mais aussi de l'OIT, de la FAO et de l'OMS. Le Conseil devrait maintenant demander aux institutions des Nations Unies de donner satisfaction à cette demande d'aide émanant des pays africains. Le rapport de la réunion des ministres de l'éducation des pays d'Afrique (E/3621/Add.1) pourrait être examiné par le Comité de coordination du Conseil, qui devrait noter que, du point de vue technique, la validité du programme a reçu l'approbation du Conseil d'administration de l'UNESCO.

30. La réunion des ministres de l'éducation des pays d'Afrique a également fourni une ventilation détaillée du déficit financier auquel 33 pays devront faire face, compte tenu de l'aide financière reçue en 1961, pour atteindre au cours des années 1962 et 1963 les objectifs prévus dans le domaine de l'enseignement par le plan d'Addis-Abéba. Ces chiffres ont été fournis en application de la résolution 1717 (XVI) de l'Assemblée générale à laquelle il a déjà été fait allusion, et la Deuxième Commission de l'Assemblée générale devrait examiner la question.

31. La délégation éthiopienne a noté avec beaucoup d'intérêt la décision prise par la réunion de créer une conférence permanente des ministres de l'éducation des pays d'Afrique. Cette conférence aurait pour tâche, premièrement, de suivre de près l'évolution du plan d'Addis-Abéba et de s'assurer que les pays intéressés l'appliquent entièrement, et, deuxièmement, d'harmoniser toutes les sources d'assistance extérieure fournie aux pays africains pour le développement de l'enseignement. M. Wodajo note avec satisfaction que l'on a demandé à l'UNESCO et à la CEA de fournir les services de secrétariat nécessaires à la conférence permanente. Il se déclare persuadé que les autres membres de la famille des Nations Unies qui sont associés dans cette entreprise continueront à fournir leurs services techniques et leurs conseils à la conférence. Les pays africains ont été les premiers à mettre au point cet instrument unique pour la coopération et la coordination. Le Conseil devrait attirer l'attention de l'Assemblée générale sur ce point, étant donné que celle-ci avait recommandé qu'une nouvelle conférence des Etats africains se tienne en 1963.

32. C'est en tenant compte de ce qui précède que la délégation éthiopienne, associée à celle du Sénégal, a présenté le projet de résolution E/L.964 traitant du développement de l'enseignement en Afrique; ce projet de résolution pourrait être examiné par le Comité de coordination du Conseil qui lui donnerait la suite qu'il convient.

33. M. EKLUND (Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique) déclare que les travaux de l'AIEA qui intéressent le Conseil sont décrits dans son rapport (E/3612 et Corr.1).

34. Le Secrétaire général par intérim a fait part de sa volonté de consacrer toutes les ressources disponibles pour fournir les efforts qu'exige la Décennie du développement, et M. Eklund, à son tour, promet l'entière coopération de l'AIEA. Dans tout programme de développement, la science a un rôle essentiel à jouer: en vérité, l'étendue des progrès accomplis dépendra avant tout de l'avancement de la science et de la technique et de la mesure dans laquelle celles-ci prennent racine dans les pays en voie de développement. Pour cela, il ne suffira pas de procurer du matériel scientifique, des fournitures et des savants, mais il sera essentiel de promouvoir un esprit scientifique dont l'importance devra être reconnue à tous les échelons de l'administration.

35. Les changements qui interviendront dans les pays en voie de développement au cours de la Décennie seront également en grande partie influencés par les progrès accomplis dans les pays techniquement avancés, et les Nations Unies ont montré qu'elles étaient conscientes de ce fait en décidant de tenir en 1963 la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées et en prenant des dispositions pour mettre à profit dans les domaines de la météorologie et des communications les découvertes résultant de l'exploration de l'espace.

36. L'énergie nucléaire, au sens large du terme, jouera de toute évidence un rôle important dans le développement de la science et de la technique, et on peut s'attendre que l'utilisation des radio-isotopes, qui constitue déjà une branche fort développée de la science nucléaire, prendra une extension croissante dans des domaines toujours plus variés. Le premier projet complet pour l'utilisation des radio-isotopes dans l'agriculture, financé par le Fonds spécial, vient d'être approuvé, et c'est le premier projet qui sera mis en œuvre par l'AIEA. M. Eklund souhaite également que l'accord passé avec la FAO, aux termes duquel l'AIEA agit en tant que sous-traitant et utilise la méthode des radio-éléments traceurs pour étudier les ressources en eaux souterraines, serve de modèle pour les autres projets en matière d'hydrologie que l'ONU et les institutions spécialisées effectuent pour le compte du Fonds spécial.

37. L'énergie nucléaire est au seuil de la rentabilité économique, et l'on s'attend que dans certains pays et dans certaines régions elle franchira ce seuil au cours des 10 prochaines années. Si les prévisions sont exactes, à la fin de la Décennie, l'énergie nucléaire sera sortie du domaine de l'expérimentation et de l'essai des prototypes et sera devenue l'un des piliers de l'industrie mondiale. Etant donné l'importance de cette décennie pour l'énergie nucléaire, l'Agence est en train de préparer un programme à long terme qui porte sur une période allant jusqu'en 1969 et elle espère pouvoir présenter ce programme à la Conférence générale en 1963. Il est impossible de prévoir les événements, mais il est peut-être significatif, comme l'indique le rapport de l'AIEA, qu'un certain nombre de pays en voie de développement commencent

à montrer un intérêt certain pour des projets d'énergie nucléaire mis en œuvre avec l'assistance de l'Agence.

38. Pour des raisons techniques et économiques, l'énergie nucléaire devient d'abord rentable du point de vue commercial dans les pays industriels ou dans des enclaves dans les régions en voie de développement. En ce qui concerne les autres pays, l'étape actuelle est avant tout une étape préparatoire. Néanmoins, les promesses implicites de la science nucléaire ont séduit l'imagination de nombreux gouvernements dans les régions en voie de développement et les ont amenés à investir de précieuses ressources dans la recherche, des réacteurs servant à l'enseignement et des installations annexes. Un réacteur de recherche constitue un appareil compliqué et coûteux, dont le fonctionnement ne peut être assuré que par des travailleurs de la catégorie la plus rare dans les pays en voie de développement; il importe donc de tirer le meilleur parti possible de tels investissements. Une manière d'arriver à ce résultat serait de faire des installations de recherche nucléaire le centre de l'ensemble de la recherche scientifique, y compris la recherche dans les sciences physiques et même dans certaines sciences biologiques. Il est possible qu'à longue échéance l'AIEA puisse étendre ses activités à la science et à la technique, prises au sens plus large.

39. Parlant de l'étude du Groupe consultatif sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593), M. Eklund estime que les conclusions auxquelles on est arrivé dans cette étude devraient beaucoup contribuer à dissiper les craintes injustifiées concernant les bouleversements que pourrait entraîner le désarmement. La communication préparée par le secrétariat de l'Agence (E/3593/Add.1) fait ressortir que rares sont les secteurs de l'économie qui seraient influencés plus profondément par le désarmement que ceux qui s'occupent de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. On sait généralement que de nombreuses puissances nucléaires ont engagé une proportion prépondérante de leur personnel scientifique et de leurs ressources dans l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires, et la libération de ce personnel et de ces ressources aurait pour effet de stimuler vivement les utilisations pacifiques de l'énergie atomique et pourrait avancer la date à laquelle celle-ci deviendrait économiquement rentable dans de nombreuses parties du monde.

40. Pour ce qui est de la coordination à l'échelon régional, elle ne présente aucun problème à l'AIEA, puisque celle-ci ne possède pas de représentants dans les différents pays et dans les différentes régions mais a recours aux représentants régionaux du BAT pour la coordination sur place de l'assistance technique et, lorsque cela est nécessaire, elle coopère avec les commissions économiques régionales ou les bureaux régionaux des institutions spécialisées. Cette collaboration a toujours été des plus utiles. Le point qui présente le plus grand intérêt pour l'Agence est celui de la coordination au Siège.

41. Quant à l'ordre de priorité, il faut le déterminer à trois niveaux. Premièrement, au niveau international, de manière à obtenir le maximum d'effet sur le développement; deuxièmement, au niveau national, et,

troisièmement, dans une branche donnée de l'économie. Par exemple, la commission pour l'énergie atomique d'un pays donné doit continuellement faire un choix entre les différentes utilisations possibles des ressources et c'est à ce moment qu'un organisme spécialisé pourrait jouer un rôle consultatif particulièrement utile. Toutes dispositions nouvelles qui viendraient à être prises dans le domaine de la coopération technique internationale devraient permettre aux institutions spécialisées de continuer à jouer ce rôle, en étroite collaboration avec les services analogues des administrations nationales.

42. Lorsqu'on cherche une manière plus efficace d'employer les ressources des Nations Unies, il convient de ne pas négliger la valeur des projets relativement modestes; c'est une opinion que semblent partager le BAT, le Comité de l'assistance technique et le Conseil lui-même. Ainsi, dans le domaine de l'énergie atomique, une seule bourse, un seul expert ou une seule pièce d'équipement peuvent se révéler de la plus haute importance. L'envoi d'un seul spécialiste de la protection contre les rayonnements pourrait influencer considérablement un programme relativement vaste.

43. Le mécanisme permettant de fournir les experts et les bourses devrait être rapide et souple, ce qui conduirait peut-être à déléguer, dans une certaine mesure, cette responsabilité de manière permanente à chacune des institutions.

44. Le programme ordinaire d'assistance technique de l'Agence est entièrement financé par des contributions volontaires, et l'expérience a prouvé que ces contributions restaient chaque année au même niveau, quel que soit l'objectif visé. Cela signifie que le programme ordinaire n'a pas la souplesse nécessaire pour faire face aux demandes croissantes et qu'il faudra compter de plus en plus sur le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial si l'on veut que les activités de coopération technique puissent s'étendre. Cela signifie également que l'Agence n'est pas en mesure d'assumer le financement des différents projets concernant l'énergie atomique qui sont actuellement alimentés par les fonds du Programme élargi. Le Conseil devrait en tenir compte lorsqu'il examinera les nouvelles dispositions qui pourraient être prises au sujet des activités de coopération technique menées par l'ONU et les institutions spécialisées.

45. M. URABE (Japon) dit que le représentant du Japon, dans la déclaration qu'il a faite à la 1218^e séance à propos du point 4 de l'ordre du jour, a déjà exprimé la volonté de son gouvernement d'appuyer une expansion des activités des Nations Unies au cours de la Décennie du développement, et tout spécialement de l'aide aux pays en voie de développement. Les mesures proposées par le Secrétaire général dans son rapport (E/3613) sont nombreuses, portent sur des domaines très étendus et semblent toutes indispensables à l'expansion économique et sociale équilibrée envisagée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1710 (XVI). La pénurie de personnel et de ressources financières impose à l'ONU et aux institutions spécialisées des mesures de coordination toujours plus poussées, afin de concentrer les res-

sources sur les cas les plus urgents et sur les projets susceptibles de donner les meilleurs résultats.

46. M. Urabe note avec satisfaction la haute priorité accordée par le rapport du Secrétaire général à l'éducation et à la formation professionnelle et les efforts faits par l'UNESCO et par l'OMS pour harmoniser leur politique et tracer une ligne de démarcation entre leurs champs d'activité respectifs. Il est juste d'apprécier les projets en fonction de leur utilité pour les plans de développement. Puisqu'un certain nombre d'institutions spécialisées envisagent de mettre en œuvre des programmes d'éducation et de formation professionnelle, la portée des consultations multilatérales au sein du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses sous-comités devrait être élargie. Les dits organismes devraient aussi étudier, pour chaque pays et pour chaque discipline, les besoins en matière d'éducation et de formation professionnelle de manière à savoir dans quelle mesure ces besoins peuvent être satisfaits.

47. Ces dernières années, on a eu raison de mettre surtout l'accent sur la coordination à l'échelon régional et d'élargir les attributions des commissions économiques régionales et des représentants résidents. Les conférences régionales de l'UNESCO et les enquêtes de l'OIT sur la main-d'œuvre ont prouvé la justesse de cette attitude. Chaque pays en voie de développement connaît ses propres besoins, et les programmes d'assistance doivent être adaptés à ces besoins.

48. Le CAC, dans son rapport (E/3625), a reconnu qu'il faut accorder une priorité de premier ordre à l'aide en matière d'administration publique. A l'origine, le programme OPEX de l'ONU a été établi pour contribuer à la formation de personnel local mais, puisque les institutions spécialisées commencent à agir aussi dans ce domaine, de nouveaux problèmes de coordination vont se poser. Le Groupe de travail spécial pour la coordination a proposé (E/3647, par. 45) de confier à la Direction des opérations d'assistance technique la responsabilité de l'exécution des projets en matière d'administration publique. C'est une bonne suggestion.

49. Si le Conseil accepte la proposition, faite par le représentant du Japon à la 1218^e séance, de créer un organisme spécial pour délimiter, en collaboration avec les institutions spécialisées et les autres organisations intéressées, les grands domaines où des mesures doivent être prises au cours de la Décennie du développement, la délégation japonaise est prête à accepter, de son côté, la suppression du Groupe de travail spécial pour la coordination, qui a pourtant rendu de grands services au Conseil. Puisque toutes les activités des Nations Unies doivent être concentrées, au cours de la Décennie, sur la mise en œuvre de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, le groupe de travail en question pourrait être remplacé par un comité spécial dont les attributions ne feraient pas double emploi avec celles du CAC et de ses sous-comités, mais qui collaborerait étroitement avec eux. A première vue, la délégation japonaise s'est demandé s'il serait possible de fusionner le Groupe de travail spécial et le Comité spécial des huit; mais puisque le CAT envisage, conformément au projet de résolution E/TAC/L.276, le maintien assez

justifié d'ailleurs de ce comité, il semblerait nécessaire de créer un comité distinct pour la Décennie du développement, étant bien entendu toutefois que ce nouveau comité n'aurait pas à procéder à des examens détaillés des questions dont s'occupe le Comité spécial des huit. Ce nouveau comité exercerait un contrôle permanent sur les activités de l'ONU et des institutions spécialisées, dans le domaine économique et social et dans les domaines connexes, pendant la durée de la Décennie, et prendrait contact, le cas échéant, avec les institutions spécialisées et le CAC au sujet des priorités à établir ou des activités à élargir pour atteindre les objectifs fixés. Ce comité soumettrait au Conseil des suggestions au sujet des programmes qui peuvent être réalisés dans le cadre des ressources disponibles et sont susceptibles de donner des résultats effectifs. Le comité pourrait exercer son activité pendant deux ou trois ans ou pendant toute la durée de la Décennie; il pourrait aussi être fusionné, à une date ultérieure, avec le Comité spécial des huit.

50. Sur un point toutefois, les propositions du Secrétaire général sont insuffisantes: il s'agit de l'assistance nécessaire pour éveiller l'enthousiasme populaire en faveur des projets de développement. Il faudrait en effet étudier plus à fond les moyens de mobiliser les ressources à l'intérieur de chaque pays, comme le mentionne d'ailleurs la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale.

51. M. PORTELLA de AGUIAR (Brésil) félicite les auteurs des rapports présentés; ceux-ci sont préférables à un rapport d'ensemble puisqu'ils limitent la portée des sujets traités et permettent au Conseil de faire porter son attention sur un seul problème à la fois. Les exposés intéressants sur l'activité des institutions spécialisées et les rapports détaillés de ces institutions fournissent toujours des renseignements précieux. Toutefois, la délégation brésilienne voit augmenter avec inquiétude la masse des documents soumis au Conseil juste avant la session d'été. M. Portella de Aguiar estime qu'il faudrait lire et assimiler au total 700 000 mots pour participer, en connaissance de cause, au débat sur le point à l'étude et offrir des commentaires pertinents. Cela représenterait un effort d'analyse et de mémoire dont un cerveau humain normal n'est pas capable en pratique. Il est donc bien difficile pour les représentants de ne pas s'abandonner à un sentiment d'impuissance et de frustration. Les organisations des Nations Unies doivent développer leur action, c'est bien évident; en conséquence les rapports deviennent plus longs et les problèmes de coordination plus difficiles à résoudre. Il ne reste donc plus aux délégations qu'à choisir un petit nombre de sujets méritant une attention immédiate et qu'elles pourront commenter dans le laps de temps limité dont on dispose. Il en résulte nécessairement que bon nombre d'activités qui mériteraient toutes d'être examinées en détail seront passées en revue trop rapidement et qu'il sera impossible de rendre justice aux efforts faits ou de présenter des critiques constructives. Tout ce que peut faire le Conseil, c'est effleurer de façon superficielle les nombreux problèmes qui se posent. Toutes les mesures prévues ou mises au point sont utiles mais les ressources dont on dispose sont limitées; la première tâche consiste,

une fois de plus, à affecter ces ressources de la meilleure façon possible. C'est une tâche presque surhumaine de vouloir procéder à une appréciation des différents facteurs en cause pour se prononcer sur les mesures à prendre.

52. Les nombreux problèmes que pose la civilisation moderne sont traités suivant les méthodes traditionnelles, qui commencent à se montrer insuffisantes. Quels que soient les efforts faits par le Conseil, il ne peut traiter ce point de l'ordre du jour que de façon absolument fictive : il prétend contrôler une « machine », mais elle est devenue trop volumineuse pour être maniée ; elle vit, elle évolue par elle-même et elle brasse sans arrêt une matière que le Conseil n'est plus capable d'assimiler. A plus forte raison, le Conseil ne peut pas formuler de directives précises. Tout ce qu'il peut espérer c'est que les divers éléments constitutifs de la « machine » sur lesquels il peut avoir une influence directe effectueront le travail de la manière voulue.

53. M. Portella de Aguiar ne voit pas de solution pour coordonner cette expansion d'activité, réjouissante sans doute mais incontrôlable. Il se contente donc d'attirer l'attention sur l'ampleur croissante du problème et de suggérer une façon de l'aborder. Premièrement, il faudrait créer un centre de documentation unique pour enregistrer les diverses activités de la famille des Nations Unies ; l'Organisation s'est développée trop vite et son système actuel de préparation des documents ne répond plus aux besoins. Le centre devrait s'efforcer de supprimer tout double emploi, de faciliter la mise en évidence des documents importants et de leur assurer une large diffusion. Sa création se heurterait à des difficultés pratiques et entraînerait de lourdes dépenses, mais il faudra en arriver là, tôt ou tard ; c'est pourquoi il paraîtrait raisonnable de commencer à étudier la possibilité d'organiser ce centre de la manière la plus efficace. Ce centre permettrait, non seulement aux organisations internationales mais aussi aux services officiels des divers pays, d'économiser du temps et de la main-d'œuvre et faciliterait ainsi une véritable coordination et une orientation en connaissance de cause de l'activité internationale.

54. Puisqu'il est impossible d'examiner chacune des mesures nécessaires, la seule chose à faire semble être de fixer des principes directeurs ou des critères pour l'élaboration des programmes et pour les décisions à prendre à tous les échelons. En fait, de tels principes sont déjà énoncés dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Tous les programmes existants doivent être jugés en fonction de la contribution qu'ils apportent au développement économique et social, et tous ceux qui n'ont guère de chance de porter des fruits au cours de la Décennie devraient être réduits, ou laissés de côté, pour être repris ultérieurement lorsque les problèmes les plus urgents du développement seront en voie d'être résolus. Les ressources dont on dispose sont toujours insuffisantes ; c'est pourquoi il serait logique de concentrer le plus possible les efforts au cours de la Décennie. Toutes les autres activités, si utiles soient-elles, devraient céder le pas, autant que possible, aux activités qui permettront de progresser vers l'objectif essentiel du développement.

55. Les mesures proposées par le Secrétaire général représentent déjà un grand pas en avant et sont utilement complétées par les commentaires et les suggestions des délégations, de sorte que l'on dispose actuellement d'un certain nombre de principes directeurs dans tous les domaines.

56. Il faudrait accorder une grande attention à la proposition que vient de rappeler le représentant du Japon de créer un comité du Conseil chargé d'établir l'ordre de priorité.

57. M. MARLIN (Organisation de l'aviation civile internationale) dit que le rapport de l'OACI (E/3627) est, comme d'habitude, le rapport annuel du Conseil de l'Organisation à l'Assemblée et qu'il sera complété par un résumé sur les activités de l'Organisation au cours du premier semestre de 1962. Ce supplément paraîtra un peu plus tard que d'habitude de façon à être parfaitement à jour au moment où la quatorzième session de l'Assemblée de l'OACI se réunira au mois d'août.

58. Ainsi qu'il est dit dans le rapport, il n'y a pas eu de modifications radicales dans la situation de l'aviation civile en 1961. L'accroissement du trafic a été anormalement faible, tandis que la capacité s'est accrue normalement, ce qui a eu pour conséquence une baisse très nette des coefficients de remplissage. Un grand nombre d'avions à turbo-réacteurs ont été mis en service au cours de l'année.

59. Malgré des résultats financiers assez décevants pour bon nombre de compagnies aériennes, l'augmentation des tonnes-kilomètres montre que les efforts faits par les gouvernements pour assurer les transports aériens et pour fixer, avec l'aide de l'OACI, des normes de sécurité et d'efficacité, ne doivent pas se relâcher. Le rapport donne certains détails sur les progrès techniques réalisés en matière de navigation aérienne, pour suivre le rythme de l'évolution mondiale. Le rapport porte également sur l'activité de l'OACI dans d'autres domaines prévus par la Convention sur l'aviation civile internationale : questions économiques liées à celles des transports aériens ; financement collectif par les Etats usagers des installations aménagées dans d'autres Etats membres ou en haute mer ; simplification des documents requis et des formalités de frontières ; questions juridiques.

60. Les deux chapitres du rapport consacrés, respectivement, à la coordination des activités de l'OACI et de celles de l'ONU et des institutions spécialisées ainsi qu'à l'assistance technique et aux relations avec d'autres organisations montrent que l'OACI a continué de participer à l'activité du Programme élargi d'assistance technique et a commencé à prêter son concours pour l'exécution de projets de formation du Fonds spécial. Au Congo, les responsabilités de l'OACI ont encore augmenté à la fois pour les services consultatifs et pour les services d'exploitation. Elle s'est efforcée d'entretenir de bonnes relations de travail avec les autres institutions et a trouvé que le système de coordination existant fonctionnait parfaitement pour toutes les questions de son ressort.

61. Le rapport expose aussi les vues du Conseil de l'OACI au sujet du rapport d'ensemble sur l'évaluation

des programmes intitulé *Perspectives pour les cinq années 1960-1964*¹.

62. On espère que l'Assemblée de l'OACI qui va se réunir, après avoir examiné l'évolution au cours des trois dernières années, donnera des directives au Conseil de l'Organisation et à ses organes subsidiaires pour une nouvelle période de trois ans. D'une manière générale, la tâche du Conseil devrait consister à prendre des mesures pour assurer une expansion régulière et sûre de l'aviation civile dans le monde entier. Il ne devrait donc pas s'occuper uniquement des questions techniques et autres qui se posent à l'âge des avions à réaction mais préparer déjà, dans la mesure du possible, la voie à l'aviation supersonique.

63. M. DAS GUPTA (Union postale universelle) rappelle brièvement les faits marquants de l'activité de l'UPU en 1961 et au commencement de 1962 qui sont exposés dans le rapport (E/3615). Le nombre des pays membres atteint 117 à la suite de l'admission de 15 nouveaux Etats; les relations entre l'UPU et ses unions restreintes se sont resserrées, ce qui doit concourir au développement des communications postales internationales, et l'Union, malgré un personnel et un budget limités, n'a cessé d'accomplir des tâches de plus en plus nombreuses.

64. En ce qui concerne les relations de l'Union avec l'ONU et les institutions spécialisées, M. Das Gupta rappelle que l'UPU a présenté au Conseil une demande de participation au Programme élargi d'assistance technique en vue d'administrer les projets postaux de ce

programme et de devenir membre du BAT; cette demande a été admise à l'unanimité par le CAT. Au sein même de l'UPU, les administrations postales des pays membres participent déjà à une assistance bilatérale en échangeant des experts, des boursiers, des stagiaires, de la documentation et des informations. L'UPU sera heureuse de collaborer à l'œuvre commune d'assistance technique des Nations Unies en étroite liaison avec les représentants résidents, pour le perfectionnement des communications postales internationales.

65. Outre le problème prioritaire de l'assistance technique, l'UPU a traité d'autres questions avec les organisations membres de la famille des Nations Unies. Elle s'est efforcée d'apporter sa contribution aux secteurs de leurs activités qui l'intéressent: elle a participé notamment à l'élaboration des rapports de l'ONU et de l'UNESCO sur la liberté et le développement de l'information et à l'étude de l'OACI sur les taux de base du transport aérien, et elle a publié des recommandations ou des suggestions de la FAO, de l'OMS et de l'UNESCO relatives à l'émission de timbres-poste à l'occasion de campagnes à buts culturels ou humanitaires. Sur l'intervention de l'UPU, le CAC a pris la décision de consulter le Bureau international avant que les organisations membres décident d'émettre des timbres-poste de ce genre.

66. A l'approche de son vingt-cinquième Congrès, qui se réunira à New Delhi en 1963, l'UPU assure le Conseil de son désir de continuer à entretenir les meilleures relations — élément vivifiant de l'accomplissement de ses activités — avec les divers organes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées.

La séance est levée à 17 h 55.

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente: 60.IV.14 (E/3347/Rev.1).



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 16 juillet 1962

à 10 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 19 de l'ordre du jour:

Rapport de la Commission de la condition de la femme

Pages

Rapport du Comité social 135

Point 3 de l'ordre du jour:

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général (suite) 135

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Belgique, Bulgarie, Equateur, Espagne, Hongrie, Indonésie, Irlande, Mali, République Dominicaine, Soudan, Suède, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission de la condition de la femme (E/3606 et Rev.1)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3672 et Corr.1 et 2)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions I à VI contenus dans le rapport du Comité social (E/3672 et Corr.1 et 2).

I. RAPPORT DE LA COMMISSION

A l'unanimité, le projet de résolution I est adopté.

II. EGALITÉ DE SALAIRE POUR UN TRAVAIL ÉGAL

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution II est adopté.

III. ACCÈS DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES A L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

A l'unanimité, le projet de résolution III est adopté.

IV. CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

A. LES LOIS SUCCESSORALES ET LEURS RÉPERCUSSIONS SUR LA CONDITION DE LA FEMME

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution IV A est adopté.

B. CONDITION JURIDIQUE DE LA FEMME MARIÉE

A l'unanimité, le projet de résolution IV B est adopté.

V. ASSISTANCE DES NATIONS UNIES POUR LE PROGRÈS DE LA FEMME DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

A l'unanimité, le projet de résolution V est adopté.

VI. PROGRAMME DE SERVICES CONSULTATIFS

A l'unanimité, le projet de résolution VI est adopté.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3611 et Add.1 et 2, E/3612 et Corr.1, E/3615, E/3620 et Add.1, E/3621 et Add.1, E/3623 et Add.1 à 3, E/3625 et Add.1, E/3627, E/3630, E/3632, E/3642, E/3647, E/3651, E/3657, E/3660; E/L.961, E/L.964).

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

2. M. JENKS (Organisation internationale du Travail), présentant le rapport de l'OIT (E/3620 et Add.1), déclare que les débats successifs sur le progrès de la coordination au cours des seize années écoulées ont été caractérisés à la fois par des thèmes que l'on retrouvait sans cesse et par des changements d'accentuation. Le présent débat a mis l'accent sur le très grand élargissement des tâches et sur la probabilité — que laisse prévoir la discussion relative au point 5 — de tâches plus étendues encore.

3. Le Directeur général du BIT a indiqué dans sa déclaration relative au point 4 (1215^e séance) que la Décennie

du développement exigeait des efforts intensifs et une unité d'action de la part de toutes les organisations rattachées aux Nations Unies. Dans l'évaluation des besoins, il conviendra de tenir compte des incidences multiples qu'ont eues sur les diverses organisations et sur le monde en général l'apparition, dans un laps de temps relativement court, d'un grand nombre de jeunes nations et les aspirations croissantes des peuples, dans le monde entier, à un niveau de vie meilleur et à plus de liberté. C'est que des changements radicaux et permanents sont intervenus ces dernières années dans la structure politique du monde.

4. Le but initial du système des Nations Unies a été de préserver les générations futures du fléau de la guerre, par la pratique de la tolérance et par des relations de bon voisinage dans un monde conscient de la dignité et de la valeur de la personne humaine et voué au progrès économique, gage de justice sociale. On pensait que l'Organisation des Nations Unies pouvait être fondée sur les relations internationales façonnées au cours d'une lente évolution historique. La paix intérieure, l'ordre, une sage administration, l'orientation de la politique économique, les institutions et les modes de vie étaient considérés comme des préoccupations exclusivement nationales, et les attitudes nationales dans ces domaines étaient considérées comme un fait admis et comme constituant la matière même de l'action des Nations Unies. Dans le passé, les regards du monde convergeaient vers certains foyers reconnus d'autorité et d'influence politiques, considérés comme la principale source de stabilité et de progrès, mais il n'en est plus ainsi de nos jours et la maturité politique est aujourd'hui plus répandue que jamais. Et cependant, plus que jamais le monde a besoin de stabilité et de progrès, et seule l'Organisation des Nations Unies peut désormais remplir le rôle que jouaient jadis certaines nations ou groupes de nations. Cette conception du rôle des Nations Unies laisse prévoir une évolution que l'imagination la plus hardie n'aurait jamais osé entrevoir à l'époque de la Conférence de San Francisco. Les changements récents ont été si importants que l'Organisation des Nations Unies est devenue l'épine dorsale d'une nouvelle société mondiale qui présente les vertus et les faiblesses de la jeunesse : c'est ce qui explique l'ampleur des problèmes et des tâches qui confrontent l'OIT et le Conseil.

5. Le fort accroissement du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, la multiplicité des services nouveaux qu'on leur demande, le besoin pressant de combiner la prévoyance et le sens pratique sont autant d'aspects du même problème. Ces changements ont une quadruple incidence sur les questions que le Conseil examine chaque année lorsqu'il aborde le point de l'ordre du jour relatif à la coordination; ils ont affecté profondément la nature, la teneur et l'importance relative d'un grand nombre de tâches et d'activités; ils ont obligé à reconsidérer les traditions et les habitudes, les méthodes, les formes d'organisation, les règles et les procédures; ils ont élargi considérablement l'ampleur des tâches et obligé toutes les organisations de la famille des Nations Unies à adopter une attitude vis-à-vis de toute une série de problèmes nouveaux, politiques, économiques et sociaux;

ils ont, enfin, augmenté la complexité de la coordination. Plus que jamais, une vue d'ensemble est nécessaire pour décider comment ces besoins seront satisfaits de la manière la plus efficace.

6. L'incidence de ces changements sur l'œuvre de l'OIT se reflète pleinement dans le rapport de l'OIT. L'OIT a poursuivi ses activités traditionnelles, mais il est devenu de plus en plus difficile de maintenir le volume et la qualité des travaux de recherche, à une époque où l'expansion constante des opérations provoque l'épuisement rapide des ressources disponibles. Il y a là un grave problème, car la recherche exerce une grande influence sur l'efficacité de la politique future.

7. Le processus de ratification des conventions s'est poursuivi : le nombre total des ratifications atteint 2 560. Les résultats obtenus dans le domaine des droits de l'homme sont particulièrement frappants. A ce jour, la Convention de 1930 sur le travail forcé a recueilli 80 ratifications; la Convention de 1957 sur l'abolition du travail forcé en a recueilli 57; la Convention de 1949 sur le droit d'organisation et de négociation collective en a recueilli 58; la Convention de 1921 sur le droit d'association (agriculture) en a recueilli 66; la Convention de 1951 sur l'égalité de rémunération en a recueilli 40 et la Convention de 1958 concernant la discrimination (emploi et profession) en a recueilli 38. Ces ratifications représentent un progrès substantiel par rapport aux chiffres communiqués à la trente-deuxième session du Conseil, notamment dans le cas de la dernière convention citée, qui a fait l'objet de 12 ratifications nouvelles au cours de l'année écoulée. Les ratifications déjà déposées sont une invitation à ratifier adressée à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait. L'OIT n'aura de cesse que les conventions relatives aux droits fondamentaux de l'homme ne soient universellement appliquées. Le Conseil d'administration et la Conférence sont l'un et l'autre conscients de la responsabilité qui leur incombe de veiller à ce que les pays tiennent leurs engagements; le rapport de l'OIT rend compte de faits nouveaux importants qui intéressent les méthodes de contrôle de l'exécution des obligations assumées.

8. Les dépenses consacrées à la formation se sont multipliées par cinquante au cours des dix années écoulées, et l'OIT sert d'agence d'exécution pour 35 projets du Fonds spécial, représentant une valeur totale, y compris les fonds de contrepartie, de plus de 74 millions de dollars. Dans toutes ces opérations, on met l'accent sur l'amélioration des aptitudes, sans laquelle il ne saurait y avoir de croissance économique autonome, ainsi que sur la création des conditions d'un progrès social dynamique mais ordonné, sans lequel le développement économique ne pourrait atteindre son objectif principal, qui est de contribuer à la liberté et au bien-être social. Il est important aussi d'ajuster le programme à l'évolution des besoins, qui exige que l'on fasse une part toujours plus grande à l'enseignement.

9. Le moment est venu, pour la Conférence internationale du Travail, de procéder à un examen d'ensemble de la manière dont l'OIT réagit à la crise de croissance dont elle subit les effets. Lors de la quarante-sixième session de la Conférence, qui vient de se tenir, le Directeur

général a énuméré une série de questions que l'OIT devrait examiner si elle procédait à un examen critique de la place qu'elle doit tenir dans un monde en pleine transformation. Cette liste comprend les questions suivantes : le rôle de la Conférence et ses méthodes de travail ; la nécessité pour l'OIT d'intensifier son activité régionale pour être en contact plus étroit avec les réalités locales et accroître l'efficacité de son action pratique sans trahir son caractère universel ni renoncer à sa mission unificatrice dans un monde où les divisions régionales ne sont que trop prononcées ; l'importance d'associer plus étroitement les employeurs et les travailleurs à des activités nouvelles telles que la coopération et l'enseignement techniques ; la mesure dans laquelle il faudrait reviser les conventions et recommandations en vigueur pour tenir compte des conditions nouvelles qui se sont établies en maints endroits ; l'adaptation de la structure du BIT — afin qu'il puisse exécuter dans de meilleures conditions un volume d'opérations croissant sans manquer à ses autres responsabilités, et de telle sorte qu'il puisse prévoir et anticiper les besoins nouveaux. Ce sont là des problèmes intérieurs ; à certains égards, ils ressemblent à ceux qui se posent dans d'autres institutions des Nations Unies, mais ils présentent de nombreux traits particuliers en raison de la nature spéciale des attributions de l'OIT, des liens étroits qu'elles ont avec quelques-uns des problèmes nationaux et internationaux qui prêtent le plus à controverse, de la structure unique de l'OIT, et de son attachement indéfectible à la liberté et à la dignité de l'homme. En 1963, la Conférence aura l'occasion d'examiner l'ensemble de la question d'une manière approfondie, sur la base d'un rapport du Directeur général.

10. Les problèmes qui se posent à l'ensemble des institutions des Nations Unies découlent des mêmes forces fondamentales qui déterminent l'évolution de l'OIT et ils exigent d'être abordés de la même façon. L'OIT approuve pleinement, comme le Secrétaire général par intérim l'a fait pour sa part à la 1222^e séance, la conclusion à laquelle la Commission de l'évaluation des programmes était arrivée il y a deux ans, à savoir que l'on dispose d'un appareil international suffisant pour mener à bien des programmes beaucoup plus vastes que ceux qui ont été entrepris jusqu'ici. A certains égards, cet appareil aurait besoin d'être renforcé, surtout par des organes exécutifs chargés de tâches spéciales, mais, dans l'ensemble, ce qui est nécessaire c'est moins de créer des organes nouveaux que de faire preuve de plus d'imagination pour exploiter les possibilités latentes des services existants. Cela est vrai dans les domaines de l'enseignement et de la formation, du développement industriel et de l'administration publique, auxquels, de l'avis du CAC et du Groupe de travail spécial pour la coordination, il conviendrait d'accorder une attention spéciale pendant l'année en cours.

11. En ce qui concerne l'enseignement et la formation, l'OIT continuera de poursuivre vigoureusement la politique de coordination plus étroite, qui, le CAC l'a constaté à plusieurs reprises, a commencé à porter ses fruits. Le Conseil aura noté que les mesures déjà prises pour renforcer la coordination en Afrique et en Amérique latine ont été étendues à l'Asie. Le représentant de l'OIT

est pleinement d'accord avec le représentant de l'Australie qui, à la 1218^e séance, à propos du point 4, a demandé qu'on accorde la priorité à la formation professionnelle.

12. M. Jenks estime que le Groupe de travail spécial pour la coordination a raison, dans son rapport, de réclamer une coopération plus étroite, en matière de développement industriel, entre l'ONU, l'OIT et la BIRD (E/3647, par. 22), et il est d'avis lui aussi que l'objectif immédiat devrait être d'établir des consultations entre ces trois organisations dès les premiers stades de la programmation. L'OIT souhaite travailler à cette fin en liaison étroite avec le Commissaire au développement industriel. La formation, la productivité, la constitution de cadres, les relations professionnelles et les problèmes qui se posent à la petite industrie représentent les aspects les plus importants de la vaste action pratique entreprise par l'OIT et qui pourra contribuer directement au développement industriel.

13. L'OIT a participé à l'examen des programmes d'administration publique auquel ont procédé les consultants nommés par le Secrétaire général (voir E/3630) et elle a approuvé la sagesse et le bon sens de leurs conclusions.

14. Le développement rural exigera en 1963 une étude plus approfondie, dans laquelle il faudra tenir compte de l'examen détaillé de la question qui a été fait par le CAC. Comme l'a fait observer le Directeur général de la FAO à la 1222^e séance, le développement rural n'est pas seulement une question de techniques agricoles, il met en jeu l'ensemble de la structure sociale, et, comme le CAC l'indique dans son rapport (E/3625, par. 130), il constitue une donnée essentielle des problèmes du développement économique et social et, à ce titre, il exige que soit renforcée la coopération entre les organisations internationales intéressées. L'OIT a des obligations particulièrement lourdes envers les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance et qui, à maintes reprises, ont exprimé le désir de voir l'OIT intervenir davantage pour les aider à résoudre leurs problèmes de développement rural dans le cadre très large de la politique économique et sociale. Ces tâches prioritaires illustrent de façon frappante les problèmes qui imposent aux institutions des Nations Unies des responsabilités beaucoup plus grandes et exigent d'elles des ressources beaucoup plus importantes qu'il n'aurait été jugé nécessaire il y a seulement quelques années. L'avenir du monde dépendra peut-être de la manière dont ces tâches seront accomplies, et les chances de succès seront plus grandes si on bâtit sur les fondations existantes au lieu de chercher à improviser et à créer du neuf à chaque étape nouvelle.

15. L'OIT est animée du même souci d'équilibre entre le changement et la stabilité lorsqu'elle étudie les moyens d'élargir et de rendre plus efficace la coordination, mais elle sait qu'il n'est pas possible d'imposer de nouvelles formes de centralisation à des forces vivantes qui tendent à la dispersion de l'autorité à travers le monde, ce que ni l'amélioration des communications ni l'effet de la technique moderne n'a été capable d'enrayer.

16. Les ajustements difficiles que rend nécessaire l'échelle nouvelle des responsabilités ont renforcé la croyance

de l'OIT dans l'importance d'un équilibre à établir entre l'autonomie et l'association intime. Il est urgent de réaménager les programmes de travail et la composition des organes représentatifs et d'établir une meilleure relation entre les responsabilités et les ressources financières. Beaucoup d'enseignements peuvent être tirés de l'expérience commune, mais il serait plus facile de procéder aux ajustements nécessaires si on laissait à chaque institution spécialisée le soin d'y procéder en toute liberté et de la manière qui répond le mieux à ses besoins particuliers. Ces considérations confirment la sagesse des décisions fondamentales prises par les auteurs de la Charte des Nations Unies, qui ont créé ce que le Secrétaire général par intérim a appelé, à la 1222^e séance, un système décentralisé d'institutions. Loin de représenter un passé mort, ce système reflète les réalités politiques du monde moderne; décentralisation n'est pas synonyme de chaos. Dans ses relations avec l'Organisation des Nations Unies, l'OIT ne prétend pas à la souveraineté, elle demande simplement à pouvoir faire entendre sa voix, de manière effective, dans la mise en œuvre d'une politique générale dictée par ses statuts et par la Déclaration de Philadelphie. Elle ne peut renoncer à ce droit sans trahir sa mission, surtout à une époque où la sécurité économique et l'égalité des chances sont loin d'être atteintes, où la prospérité dépend plus que jamais de l'élimination de l'indigence et où l'avenir de la liberté de la personne et celui de la justice sociale sont si complètement solidaires.

17. En matière de coordination, l'OIT professe un pragmatisme dynamique. Ce pragmatisme n'exclut rien qui soit dicté par une nécessité pratique réelle, à condition que toute mesure prise soit précédée d'une consultation appropriée qui permette de déterminer les besoins et les moyens de les satisfaire. Le CAC est l'instrument normal pour des consultations de cet ordre, qui permettent aux chefs des différentes institutions de consulter les organes directeurs et d'apporter à leur politique les ajustements nécessaires. Le rapport du CAC relate toute une série de mesures qui illustrent cette procédure. Le représentant de l'OIT a le devoir d'affirmer sans ambage que la Décennie du développement ne requiert la mise en place d'aucun rouage nouveau. Le Conseil, en raison de la position centrale que lui confère la Charte, et le CAC, en raison des pouvoirs exécutifs de ses membres, sont les deux seuls organes qui puissent vraiment coordonner une entreprise comme la Décennie du développement. L'OIT participera pleinement à la coordination nécessaire mais M. Jenks réserve la position du Conseil d'administration qui, avant de se prononcer sur le projet de création d'un organe nouveau, tient à connaître les raisons exactes pour lesquelles cette création est jugée nécessaire, quelles seront les tâches de cet organe et comment il s'en acquittera. La Conférence internationale du Travail n'a envisagé la création d'aucun organe nouveau lorsqu'elle s'est engagée à collaborer pleinement à la Décennie. Si, par la suite, de nouvelles mesures de coordination se révélaient nécessaires à des fins particulières au cours de la Décennie, l'OIT participerait loyalement à leur application.

18. Il est d'une importance capitale que la coordination n'ait pas pour effet de diluer les responsabilités des

organes d'exécution : la responsabilité envers des organes pleinement représentatifs, qualifiés pour interpréter les désirs de tous les membres de l'organisation, et l'objectivité totale de l'organe d'exécution sont essentielles dans une organisation. La combinaison de ces deux éléments ne diminue en rien le besoin d'une coordination très poussée dans l'élaboration de la politique et dans son exécution pratique, mais elle influe notablement sur la réalisation de cette coordination. Dans le monde actuel, il n'est pas de bonne administration qui ne soit fondée sur le consentement général. Le représentant de l'OIT préconise, en conséquence, que l'on s'efforce de susciter et renforcer ce consentement général, de manière à transformer le processus de coordination en un processus de croissance autonome. Le CAC espère coopérer efficacement avec le Conseil dans cette direction. Le succès final se mesurera à ce qui aura été fait pour promouvoir la cause de la liberté et de la dignité de l'homme, bannir la peur et la misère, accroître la sécurité économique et assurer à tous l'égalité des chances. L'OIT s'est engagée à travailler en vue d'atteindre ces objectifs et elle participera sans réserve à toute action entreprise dans cette direction.

19. M. CZARKOWSKI (Pologne) fait observer que, lorsque fut élaborée la structure de l'Organisation des Nations Unies, les circonstances historiques étaient différentes de ce qu'elles sont maintenant. Mais au fur et à mesure que de nouvelles tâches s'imposent, il convient d'adapter le système, tout en se conformant strictement aux principes de la Charte et aux directives de l'Assemblée générale. La coordination est devenue plus importante, et il est indispensable d'utiliser les ressources de la manière la plus efficace. Il se peut qu'il y ait trop d'organes de coordination, ce qui entraîne des frais considérables et un surcroît de travail pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Une coordination trop poussée risque d'engendrer la confusion plutôt que l'harmonie et d'empêcher un progrès régulier. Etant donné l'extension que prennent les activités de l'ONU, il importe de simplifier la coordination et de ne pas détourner le personnel de ses tâches essentielles. Compte tenu de ces considérations, la délégation polonaise ne peut appuyer de proposition tendant à créer un nouvel organe de coordination, tel que le comité suggéré par le représentant du Japon à la séance précédente. La Décennie du développement n'exige pas de nouvelles activités, mais la concentration des activités existantes et leur poursuite sur une plus vaste échelle. L'appareil existant peut répondre aux objectifs que vise le représentant du Japon, mais il faudra, bien entendu, lui apporter les améliorations nécessaires et l'utiliser au mieux. Une autre objection que l'on peut faire est que la création de ce nouveau comité risque d'être incompatible avec la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale. M. Czarkowski a été heureux de constater que l'OIT partage ce point de vue.

20. Le présent débat permet au Conseil d'examiner l'importance relative donnée aux diverses activités qui relèvent de sa compétence. On accorde trop peu d'attention au commerce international, dont l'expansion est si importante pour la coopération économique. Si l'on

veut que la coordination soit efficace, il convient d'examiner soigneusement l'ordre de priorité et d'intervenir chaque fois qu'il est avéré qu'un projet n'a plus d'utilité pratique. Etant donné l'ampleur que prend la coopération économique internationale, les contributions des Etats Membres ne répondent plus aux exigences, et il est donc nécessaire de supprimer les programmes périmés afin de libérer des ressources pour des programmes plus urgents. Le Groupe de travail spécial pour la coordination a, dans son rapport (E/3647), insisté à juste titre sur les activités dans le domaine de l'enseignement et de la formation, de l'industrialisation et du développement rural; ces activités devraient être élargies de manière ordonnée et compte tenu de la structure économique des pays intéressés. Les commissions économiques régionales et le Comité du développement industriel ainsi que les instituts régionaux de planification ont à cet égard un rôle important à jouer.

21. Il convient d'accorder une attention particulière à la formation du personnel local dans les pays peu développés. La délégation polonaise ne peut approuver le projet d'élargir le programme OPEX, au titre duquel des experts des Nations Unies ont été amenés à remplir des fonctions administratives dans des pays peu développés. On ne doit pas se servir de l'ONU et des institutions spécialisées pour porter atteinte aux droits souverains des pays assistés, ni pour chercher à atteindre des objectifs contraires à la Charte. C'est pourquoi M. Czarkowski note avec regret, aux paragraphes 71 et 72 du rapport du Groupe de travail spécial, que la coordination avec les programmes autres que ceux des Nations Unies doit s'effectuer au Siège, et que le développement de cette coordination peut servir de base à l'association de l'assistance fournie par les Nations Unies et de l'assistance provenant d'autres sources; or, cette dernière sorte d'assistance, à la différence de celle que fournissent les Nations Unies, est souvent liée à des considérations politiques. Alors que l'absence de conditions politiques a beaucoup accru le prestige des Nations Unies et la confiance dont elles jouissent, cette nouvelle façon de procéder leur porterait préjudice et serait contraire à la Charte.

22. Le rapport du CAC et celui du Groupe de travail spécial accordent aux représentants résidents un rôle qui ne correspond pas au principe selon lequel la coordination à l'échelon national est la prérogative des gouvernements des pays bénéficiaires. Ce principe a été accepté par le Groupe de travail spécial et réaffirmé dans la résolution 851 (XXXII) du Conseil. Si le point de vue du CAC prévaut, il en résultera un accroissement considérable des frais administratifs de l'assistance technique. Le représentant de la Pologne se demande, d'autre part, si les relations entre les représentants résidents et les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales respectent pleinement les prérogatives des commissions telles que les envisage la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale.

23. Le principe d'une répartition géographique équitable doit être appliqué strictement dans le cas de postes aussi importants que ceux des représentants résidents, et M. Czarkowski aimerait être informé de la situation actuelle à cet égard. Le personnel de l'assistance tech-

nique devrait être choisi dans tous les pays et non pas uniquement dans un certain groupe politique. Le même principe devrait s'appliquer dans le cas de toute personne employée dans les domaines économique, social, scientifique et technique, surtout lorsqu'on cherche à obtenir des pays des fonds supplémentaires pour l'assistance technique. Dans sa déclaration relative au point 4 (1217^e séance), le représentant de la Pologne fait observer que les Nations Unies n'utilisent pas suffisamment le concours que leur offrent les pays socialistes pour le Programme élargi d'assistance technique et d'autres programmes, et que les experts de ces pays sont rarement engagés, notamment parce que la procédure de sélection des experts est beaucoup trop longue et bureaucratique. La délégation polonaise aura des observations plus détaillées à faire et elle posera d'autres questions au cours de la discussion du point 3 au Comité de coordination.

24. M. DAVIES (Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale) déclare que, comme l'indique le rapport annuel de l'OMM (E/3642), des progrès réguliers ont été accomplis, au cours de l'année écoulée, dans la réalisation du programme de cette organisation. La coopération avec l'ONU et les institutions spécialisées a été étroite dans tous les domaines d'intérêt commun. La section du rapport qui traite de la suite donnée aux recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil ne comporte pas moins de vingt-cinq paragraphes; cela montre combien étroite a été la coordination entre les deux organisations. M. Davies s'étendra plus particulièrement sur quatre de ces paragraphes, qui lui paraissent revêtir une importance particulière.

25. Dans sa résolution 829 B (XXXII), le Conseil a souligné l'importance des applications de la météorologie pour le développement économique et il a noté qu'il existait de graves lacunes dans les réseaux de stations météorologiques dans de nombreuses parties du monde. Cette résolution a été fort utile; bien que la situation soit encore loin d'être tout à fait satisfaisante, de bons progrès ont été réalisés. L'importance de cette résolution s'est trouvée accrue à la suite des succès remportés dans l'espace extra-atmosphérique et du fait que les données que fournissent les satellites météorologiques peuvent maintenant être utilisées pleinement; mais c'est là un sujet sur lequel M. Davies reviendra plus tard.

26. Dans sa résolution 1629 (XVI), sur les effets des radiations ionisantes, l'Assemblée générale a invité l'OMM à examiner d'urgence la possibilité d'élargir le système actuel de transmissions d'observations météorologiques, de manière à y inclure des mesures de la radioactivité dans l'atmosphère. L'une des principales fonctions de l'OMM est de coordonner les efforts que déploient les pays pour recueillir des observations normalisées sur l'atmosphère; ce faisant, l'OMM a accumulé un ensemble de connaissances et une expérience dont elle pourra tirer parti pour mettre en œuvre la résolution de l'Assemblée générale. Néanmoins, comme la mesure de la radioactivité atmosphérique soulève des problèmes qui ne sont pas seulement météorologiques, l'OMM a consulté l'AIEA et le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes avant d'élaborer un plan d'action pour mettre en œuvre

la dite résolution. Ce plan d'action est actuellement soumis à l'examen de ces deux organismes et, s'il est approuvé par eux, il sera exécuté sans autre délai.

27. Dans sa résolution 1710 (XVI), l'Assemblée générale a donné à la présente décennie le nom de Décennie des Nations Unies pour le développement. A ce propos, M. Davies a souligné à la 1219^e séance que les facteurs météorologiques et hydrométéorologiques influent sur le développement économique de maintes façons; il a évoqué brièvement, à cette occasion, l'emploi de satellites artificiels à des fins météorologiques.

28. Conformément à la résolution 1721 C (XVI) de l'Assemblée générale, relative aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, l'OMM a établi un « Premier rapport sur l'avancement des sciences atmosphériques et leurs applications, à la lumière des progrès réalisés dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique » (E/3662). Les hommes de science, surtout ceux qui étudient l'atmosphère, se sont évidemment intéressés au lancement du premier Spoutnik, le 4 octobre 1957, car, pour la première fois, il était devenu possible d'observer l'atmosphère à partir de l'espace extra-atmosphérique. La mise sur orbite d'*Explorer VII* et de la série des satellites météorologiques *Tiros* a montré que les sciences atmosphériques et leurs applications pratiques pouvaient faire de grands progrès du fait de cette nouvelle technique d'observation. Tout d'abord, les satellites météorologiques peuvent transporter des appareils de prise de vues; si un appareil photographique porté par un satellite gravitant à une altitude plusieurs centaines de kilomètres peut avoir dans son champ plusieurs milliers de kilomètres de la surface terrestre à la fois, on pourra obtenir, en assemblant des photographies, des vues couvrant d'immenses secteurs de la surface du globe. C'est ainsi que des formations nuageuses associées à des perturbations ou à d'autres caractéristiques atmosphériques peuvent désormais faire l'objet d'observations claires. Les observations de nuages se sont déjà révélées fort précieuses pour l'analyse synoptique et la prévision dans les régions sur lesquelles on n'obtenait guère de renseignements par les moyens traditionnels, notamment les océans. De fait, il a été possible de localiser des tempêtes tropicales et des dépressions extra-tropicales qu'il n'aurait pas été possible de repérer sans les satellites. En outre, des champs de neige et de glace ont été identifiés sur de nombreuses photographies prises des satellites. Les vastes zones continentales qui sont recouvertes de neige doivent fournir des renseignements sur les ressources en eau qui pourront servir à l'irrigation, à la navigation fluviale et la production d'énergie hydroélectrique; d'autre part, la détermination de l'étendue horizontale des champs de glace, ainsi que des zones et passages où les eaux sont libres, sera utile pour la navigation dans les ports et les cours d'eau bloqués par les glaces. L'emplacement et l'étendue des champs de neige et de glace serviront d'indicateurs naturels des variations saisonnières des régimes météorologiques du globe. La mesure du rayonnement infrarouge peut également être faite à partir des satellites. Les progrès de la technique des satellites permettront peut-être de repérer par radar les zones de précipitations et d'indiquer le type de précipitation: pluie ou neige. Peut-être pourra-t-on également faire des obser-

vations sur les décharges électriques pour l'ensemble du globe.

29. Les termes de la résolution de l'Assemblée générale sont très larges et embrassent en fait toute la gamme des perspectives que les progrès réalisés dans le domaine des satellites ouvrent aux sciences atmosphériques et à leurs applications. Comme toutes ces tâches ne pouvaient pas être réalisées dans les quelques mois qui se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution, le Premier rapport de l'OMM doit être considéré comme un document préliminaire; d'autres études et d'autres rapports seront nécessaires pour compléter les propositions présentées dans le premier rapport et pour que les objectifs de la résolution soient complètement atteints. L'OMM propose de présenter ces rapports à des intervalles appropriés.

30. Le Premier rapport distingue nettement entre les applications pratiques et les recherches. En ce qui concerne les opérations pratiques, le système désigné sous le nom de « Veille météorologique mondiale » a été envisagé: il permettra de combiner les données obtenues grâce à un réseau de satellites météorologiques avec les données de type classique recueillies dans les stations de surface et d'étudier attentivement et de façon permanente les conditions météorologiques. Par un système de centres mondiaux et de centres régionaux, les renseignements seraient communiqués à tous les pays du monde. Washington et Moscou ont déjà été choisis comme centres mondiaux; un troisième centre mondial est prévu dans l'hémisphère sud.

31. Des moyens de télécommunications améliorés diffuseraient rapidement les renseignements dans le monde entier; le réseau des stations devra être amélioré dans certaines parties du monde si l'on veut que les données fournies par les satellites soient exploitées au maximum.

32. Dans le Premier rapport, il est proposé que le prochain Congrès météorologique mondial nomme un comité, composé de savants éminents, qui serait chargé de donner des avis sur tous les aspects de la recherche dans le domaine des sciences atmosphériques. Pour faciliter les travaux préliminaires, l'OMM a déjà créé, à titre provisoire, un groupe d'experts qui se réunira pour la première fois pendant le second semestre de 1962.

33. Dans sa résolution 1721 C (XVI), l'Assemblée générale a fait mention des dispositions financières qui permettront d'atteindre les objectifs souhaités. Le Premier rapport indique qu'il n'est pas possible de présenter des chiffres précis sans des études plus poussées. Néanmoins, des propositions financières bien définies ont été formulées: tout d'abord, tous les pays seront instamment priés de faire tout leur possible pour mettre en œuvre, dans le cadre de leurs programmes et de leurs budgets nationaux, le plan d'action proposé. Mais, comme une assistance extérieure supplémentaire sera certainement nécessaire dans certains cas, il est suggéré dans le rapport que les demandes d'assistance présentées au titre du Programme élargi et du Fonds spécial pour appliquer ce plan soient accueillies favorablement. Et, comme cette forme d'aide peut n'être pas suffisante, il est recommandé que l'ONU envisage un arrangement financier spécial pour mettre en œuvre le plan d'action: la suggestion est faite, par exemple, de créer un Fonds météorologique mondial

des Nations Unies. L'OMM espère que le Conseil et l'Assemblée générale étudieront avec soin ces propositions.

34. L'un des aspects les plus réconfortants des réunions qui ont eu lieu pour mettre en œuvre la résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale a été l'esprit de coopération cordial et actif dont ont fait preuve les autres institutions spécialisées. De plus, l'Union soviétique comme les Etats-Unis ont mis à la disposition de l'OMM les services de savants de premier plan.

35. Le Conseil ne manquera pas de noter, dans le compte rendu qui vient d'être fait de l'action de l'OMM, que cette organisation a toujours pris soin d'assurer la plus entière coordination entre elle-même et l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'AIEA et les organisations non gouvernementales.

36. M^{me} WRIGHT (Danemark) déclare que l'appareil de coordination du Conseil a pour objet de répartir le travail entre les organes existants afin d'éviter tout double emploi et, par une corrélation plus étroite entre les diverses activités, d'harmoniser davantage l'action des diverses organisations des Nations Unies et d'accroître leur efficacité. Les rapports annuels du CAC sont devenus de plus en plus utiles et constructifs, et il s'est créé entre le CAC et le Conseil une atmosphère de confiance et de respect mutuels qui favorise le travail en équipe et les échanges d'idées si indispensables pour exploiter pleinement les vastes possibilités offertes par la Décennie du développement.

37. La délégation du Danemark estime, comme le CAC, qu'il ne convient pas pour l'instant d'envisager la création d'un nouvel organe de coordination et d'action concertée et qu'il faudrait plutôt tirer un meilleur parti des moyens de coordination qui existent déjà. La délégation danoise a constaté avec satisfaction, en prenant connaissance du vingt-sixième rapport du CAC, que cet organe s'est particulièrement intéressé à l'enseignement et à la formation professionnelle. Toutes les institutions qui s'occupent du développement semblent convenir que l'obstacle le plus sérieux au progrès est la pénurie de personnel qualifié, non seulement dans les pays en voie de développement mais même dans les pays industrialisés. Il est donc naturel que le CAC invite les gouvernements à coopérer plus étroitement pour accroître le nombre des experts et des enseignants. Le Gouvernement danois et le Comité national danois pour la coopération technique feront tout ce qu'ils pourront dans ce domaine. Il est hors de doute que leurs efforts en vue de détacher du personnel qualifié seraient facilités si les gouvernements bénéficiaires et les institutions chargées du recrutement établissaient leurs demandes en pleine connaissance de leurs responsabilités. Si un expert qualifié qui est détaché après bien des difficultés se voit finalement rejeté, il sera vraisemblablement plus difficile de satisfaire la demande suivante. A ce sujet, le CAC a exprimé l'espoir que les gouvernements bénéficiaires éviteront de demander des experts trop qualifiés pour la tâche qui leur est assignée.

38. Bien que, dans une société évoluée, l'enseignement doive être considéré comme un des droits de l'homme, il faudrait, dans la période initiale, réaliser d'abord un équilibre aussi harmonieux que possible dans la formation

de personnel capable de constituer les cadres qu'exige le développement des pays bénéficiaires. Il est satisfaisant d'apprendre que l'action de l'UNESCO en matière d'enseignement général et d'enseignement technique est de mieux en mieux coordonnée avec celle des autres institutions qui ont à s'occuper de formation professionnelle.

39. A ce sujet, l'expérience du Danemark montre qu'il est fort avantageux de combiner le travail pratique avec la formation théorique. Il ne faut pas que les programmes de formation créent une classe d'employés incapables de participer au travail proprement dit. En outre, dans les premiers stades du développement, une formation trop spécialisée risque en fait de ralentir la mise en œuvre des plans de développement.

40. Le rapport du CAC et celui du Groupe de travail spécial pour la coordination mettent, l'un et l'autre, l'accent sur la nécessité d'une action concertée pour améliorer les conditions de vie et de travail en milieu rural. A la demande du Gouvernement du Tanganyika, les quatre pays scandinaves se proposent d'établir conjointement, au Tanganyika, un centre rural d'enseignement comprenant un institut agricole, une école secondaire et un service sanitaire. De l'avis de la délégation danoise, une action ainsi concertée tend à promouvoir le développement, parce qu'elle anime d'un esprit commun tous ceux qui y participent, et aussi parce qu'elle constitue le moyen le plus rapide et le plus efficace d'arriver à des résultats tangibles.

41. La modernisation d'une société entraîne, entre autres conséquences importantes, une interdépendance croissante des différents secteurs de l'économie. L'aptitude à se suffire à soi-même, qui est la règle dans maintes collectivités peu développées, ne peut pas exister dans une société industrialisée où chaque famille, chaque collectivité, chaque pays est largement solidaire des autres. Si les pays en voie de développement doivent s'industrialiser en peu de temps, ce que tout le monde espère, la population ne pourra pas se transformer en quelques années, à moins qu'elle ne découvre elle-même à quel point les différents éléments du processus de modernisation sont solidaires et ne soit prête à participer activement à la transformation nécessaire.

42. L'action concertée des différents organismes internationaux qui s'efforcent d'aider les pays en voie de développement pourrait s'appeler « l'apprentissage de la vie moderne », car elle constitue une démonstration pratique de la nécessité de la coopération dans une société organisée. Si des exploitations agricoles sont équipées des machines modernes, il faut un personnel qualifié pour s'occuper de ces machines; de même, maîtres et bâtiments scolaires seront inutiles si les enfants sont incapables d'apprendre parce qu'ils souffrent de sous-alimentation; l'équipement scolaire doit donc être complété par un équipement médical et la fourniture de vivres en quantité suffisante; réciproquement, les cultivateurs et les médecins ne peuvent pas acquérir les connaissances qui leur sont nécessaires sans un enseignement spécialisé. Pour toutes ces raisons, la délégation danoise a noté avec le plus grand intérêt que les pays africains accordaient un haut degré de priorité à l'enseignement; à cet égard, la Conférence d'Etats africains

sur le développement de l'éducation en Afrique, qui s'est tenue à Addis-Abéba en 1961, a été fort utile. Chacun des pays africains a examiné dans un esprit critique son budget de l'éducation nationale, et, avec l'aide des institutions spécialisées, les pays d'Afrique étudient actuellement quels seraient les meilleurs moyens de mettre en œuvre les recommandations et les suggestions faites à la Conférence.

43. La nécessité d'un enseignement plus poussé en Afrique est si forte que même si chacun des pays d'Afrique consacrait à l'enseignement 4 % de son produit national brut, il manquerait encore à l'Afrique 175 millions de dollars environ pour atteindre les objectifs fixés pour l'année 1962/63. Le Danemark a voté la résolution 1717 (XVI) de l'Assemblée générale; mais puisqu'il est parfaitement clair que les sommes indiquées ne peuvent être fournies ni par le programme ordinaire d'assistance technique, ni par le Programme élargi d'assistance technique, ni par le Fonds spécial, la délégation danoise est d'avis qu'il s'agit là d'un domaine où les gouvernements disposés à accorder une aide financière bilatérale devraient pouvoir le faire sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Lorsque les objectifs généraux ont été approuvés par tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et que les pays bénéficiaires eux-mêmes leur ont accordé la priorité aussi bien sur le plan national que sur le plan régional, il devrait être possible de combiner, sous les auspices des Nations Unies, les avantages des programmes bilatéraux avec ceux des programmes multilatéraux. C'est pourquoi la délégation du Danemark estime, comme le CAC, qu'il est de plus en plus important d'établir une coordination entre les programmes des Nations Unies et les programmes d'aide multilatérale ou bilatérale, publics ou privés. La délégation danoise propose que le Conseil se préoccupe davantage de la coordination des programmes des Nations Unies avec les autres programmes, car ces derniers constituent la masse de l'assistance fournie aux pays en voie de développement. La coordination au Siège sera facilitée si les pays donateurs font connaître à l'ONU le contenu et l'ampleur de leurs programmes d'aide. Sur place, la coordination dépend des pays bénéficiaires eux-mêmes et de la mesure où ils reconnaîtront qu'il est souhaitable d'informer l'ONU de leurs programmes de développement et de l'ordre de priorité qu'ils ont établi.

44. En ce qui concerne les méthodes futures de coordination, le Conseil sera peut-être amené à se demander s'il est utile de maintenir à la fois le Groupe de travail spécial pour la coordination et le Comité spécial des huit et s'il ne faudrait pas que ces deux organes fusionnent. Lorsqu'il a suggéré une fusion éventuelle (E/3647, par. 63), le Groupe de travail spécial a voulu limiter autant que possible les demandes d'études et de rapports, qui constituent une lourde charge pour les secrétariats de l'ONU et des institutions spécialisées. Depuis lors, le représentant du Japon a proposé au Conseil, à la 1218^e séance, la création d'un comité spécial qui serait chargé de suivre l'action de l'ONU et des organisations apparentées dans le domaine économique et social au cours de la Décennie du développement. La délégation du Danemark n'est pas opposée à la création d'un comité de ce genre, à condition que les membres en soient choisis

parmi les membres du Conseil, du CAT et du Conseil d'administration du Fonds spécial.

45. Ce sont les pays en voie de développement eux-mêmes qui, en fin de compte, jugeront du succès ou de l'échec de la Décennie du développement. Si l'ONU réussit à aider ces pays en tenant compte de l'ordre d'urgence de leurs besoins et sans porter atteinte à leurs traditions culturelles, si elle les met en mesure de connaître parfaitement, lorsqu'ils établissent leurs plans de développement, le coût des solutions de rechange qui s'offrent à eux, et si les diverses formes d'assistance des Nations Unies permettent à chaque pays de participer davantage au développement général, alors on pourra espérer que, grâce aux efforts concertés de l'ONU et des organisations apparentées, il sera possible d'élever les revenus des populations et d'assurer une vie meilleure et plus riche à tous les hommes.

46. M. WALKER (Australie) déclare que le Conseil devrait commencer par décider quel est le but de la coordination; comme le Groupe de travail spécial l'indique dans son rapport (E/3647, par. 57), celle-ci n'est pas une fin en soi. Le but ultime est sans doute d'utiliser de la manière la plus efficace, à des fins convenues, les crédits et les ressources en personnel dont disposent l'Organisation des Nations Unies et les institutions apparentées. Pour ce qui est des crédits, il s'agit presque uniquement de fonds versés par les gouvernements. En ce qui concerne le personnel, le Secrétaire général a déclaré dans ses observations sur le programme de travail du Conseil (E/3657, par. 98) que, « tant au Siège que dans les commissions régionales, les travaux administratifs entraînés par le développement des opérations font peser sur le personnel actuellement en poste une charge de plus en plus lourde ». Des déclarations analogues ont été faites par les institutions spécialisées. L'une des difficultés que l'on éprouve lorsqu'on veut obtenir des gouvernements de nouveaux crédits est de les convaincre que l'argent sera dépensé à bon escient; il y a peu de chances d'obtenir des fonds si les gouvernements et les peuples ne peuvent approuver les fins auxquelles des dépenses sont engagées ou proposées et s'ils n'ont pas quelque assurance d'une administration efficace. Les membres du Conseil ont le devoir de veiller à ce que le nécessaire soit fait, et fait de manière efficace. La Décennie du développement simplifie le problème de la coordination en proposant un objectif central particulièrement stimulant, mais elle le rend aussi plus redoutable puisqu'elle oblige à obtenir des résultats pratiques; des erreurs de coordination peuvent conduire à des échecs dans les réalisations de la Décennie.

47. Le problème tient en partie au fait qu'il a été décidé, lors de la création de l'Organisation, qu'il y aurait un groupe d'institutions spécialisées, dont chacune aurait sa constitution, son personnel, et aussi, pour certaines, des membres différents. On pensait obtenir de meilleurs résultats si chaque institution se spécialisait dans un domaine particulier. C'est assez à l'honneur de l'OIT et de ce qu'elle a fait du temps de la Société des Nations que l'on ait adopté ce système d'institutions spécialisées. Mais, dès le début, il avait été entendu aussi que les activités de ces institutions seraient coordonnées par le

Conseil économique et social, qui ferait des recommandations aux institutions elles-mêmes et aux gouvernements. Cette coordination n'impliquait pas de direction centralisée.

48. La coordination pose de sérieuses difficultés; la solution en a certainement été facilitée par l'appareil que l'ONU et les institutions spécialisées ont créé, notamment le CAC. Celui-ci vient à nouveau de présenter un remarquable rapport.

49. La coordination purement administrative pose un problème quelque peu différent de celui de l'ordre de priorité. Elle a un aspect négatif dans la mesure où elle engage les institutions intéressées à éviter les doubles emplois tant des programmes que du personnel, à supprimer la documentation inutile ainsi que les demandes de renseignements adressées sans nécessité aux gouvernements; elle tend également à éviter que les institutions ne se fassent concurrence pour le recrutement du personnel qualifié, dont il y a pénurie. Sous son aspect positif, la coordination est une coopération; la division du travail n'est efficace que lorsqu'il y a une bonne coordination. Des querelles de compétence surgissent parfois, et le CAC joue un rôle important en donnant à ces problèmes une solution constructive sans qu'il soit nécessaire d'en saisir le Conseil, encore que cette possibilité demeure en dernier ressort. Il convient de noter que, lorsqu'une institution spécialisée a nettement la responsabilité principale dans un domaine donné, cette institution doit être invitée à prendre les initiatives en matière de coopération; on peut citer à cet égard le rôle que joue la FAO dans la coordination du développement rural.

50. L'élément le plus ardu du problème de la coordination est sans doute l'ordre de priorité. Une grande partie des activités de l'ONU sont entreprises à la demande des gouvernements. Les gouvernements doivent fixer leur propre ordre de priorité, mais il est des cas où les organisations des Nations Unies, dont les ressources ne sont pas illimitées et qui savent ce qu'elles sont en mesure

de faire, doivent trancher entre différentes demandes émanant de divers gouvernements. Le Groupe de travail spécial pour la coordination a souligné qu'à moins de disposer de ressources absolument illimitées, on est obligé de réduire ou d'éliminer certains travaux dont l'urgence est moindre. On peut considérer qu'il y a des priorités techniques et des priorités de politique générale. Certaines tâches doivent avoir le pas sur d'autres : il faut établir les fondations d'une maison avant d'en bâtir les murs; ce sont là les priorités techniques. Parmi elles, on peut citer des questions fondamentales telles que la formation professionnelle, la prospection des ressources naturelles et le rassemblement des données essentielles pour des projets de grande envergure. L'ONU peut, par des avis techniques, aider les gouvernements à établir de telles priorités. Mais, en ce qui concerne les priorités de politique générale, c'est aux gouvernements qu'il appartient de choisir la direction dans laquelle ils entendent s'engager et de trouver un équilibre entre les objectifs économiques et sociaux qu'ils désirent atteindre. Il y a là des jugements de valeur à formuler, et les diverses activités des Nations Unies ont une influence sur les valeurs auxquelles se réfèrent les divers pays. Il ne faut pas perdre de vue que le Conseil s'occupe des priorités sur le plan de l'action internationale. Il convient de distinguer entre les problèmes dont les gouvernements ont à s'occuper eux-mêmes et ceux qui font intervenir le système international.

51. La délégation australienne a noté avec intérêt la proposition du représentant du Japon à la 1223^e séance, selon laquelle il conviendrait de constituer un groupe pour examiner la question de l'ordre de priorité, et la suggestion faite ensuite que la tâche de cet organe soit reliée à celle qui a été confiée au Groupe de travail spécial. La délégation australienne juge cette suggestion utile et constructive et espère que le Conseil l'étudiera plus avant.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 16 juillet 1962

à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 3 de l'ordre du jour :

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Débat général (*fin*) 145

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Autriche, Belgique, Espagne, Ghana, Hongrie, Irak, Mali, Mexique, Pays-Bas, République Dominicaine, Roumanie, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3611 et Add.1 et 2, E/3612 et Corr.1, E/3615, E/3620 et Add.1, E/3621 et Add.1, E/3623 et Add.1 à 3, E/3625 et Add.1, E/3627, E/3630, E/3632, E/3642, E/3647, E/3651, E/3657, E/3660; E/L.961, E/L.964).

DÉBAT GÉNÉRAL (*fin*)

1. M^{lle} SALT (Royaume-Uni) dit que le vingt-sixième rapport du CAC (E/3625 et Add.1) et le rapport du

Groupe de travail spécial pour la coordination (E/3647) ont été d'un grand secours à la délégation du Royaume-Uni lorsqu'elle a dû faire face à l'énorme masse de documents présentés au Conseil au sujet du point 3 de son ordre du jour. La quasi-impossibilité dans laquelle se trouvent les délégations, même celles qui sont le plus nombreuses, de prendre connaissance de tous les documents amène M^{lle} Salt à se demander s'il n'y aurait pas lieu de reconsidérer la méthode employée actuellement pour procéder à l'examen général. Si l'on veut que la tâche que le Conseil effectue chaque année en matière de coordination demeure à la fois réalisable et utile, il faut trouver un moyen de renverser la tendance à l'accroissement constant de la documentation et d'alléger ainsi la charge du Secrétariat et des délégations.

2. La coordination est susceptible des interprétations les plus diverses. Selon la délégation du Royaume-Uni, l'énoncé complet et détaillé des principes qui, de l'avis du CAC (E/3625, par. 31), doivent régir le rôle coordinateur des représentants résidents, offre un très bon exemple de ce que doit être la coordination : un accord librement conclu par des personnes responsables dont chacune est disposée, le cas échéant, à subordonner dans une certaine mesure les intérêts étroits de l'organisation qu'elle représente à l'intérêt plus large de la communauté. M^{lle} Salt tient aussi à souligner que la coordination doit être une opération continue poursuivie jour après jour, et non pas un remède appliqué occasionnellement.

3. Les deux rapports que M^{lle} Salt a mentionnés constituent des points de repère essentiels à l'examen du point 3 de l'ordre du jour. Il serait donc peut-être judicieux de choisir les comités qui en sont les auteurs, sous réserve des modifications qui pourraient se révéler nécessaires, comme éléments de base sur lesquels pourraient s'appuyer les travaux du Conseil en matière de coordination pendant la Décennie du développement. Les objectifs de la Décennie ne pourront être atteints que si l'on fait un effort soutenu pour promouvoir la coordination des activités économiques et sociales de l'ONU et des organisations apparentées.

4. M^{lle} Salt rappelle que le Secrétaire général par intérim a averti le Conseil dans sa déclaration liminaire, à la 1222^e séance, que le Secrétariat, auquel il est constamment demandé de préparer des exposés, des rapports, des évaluations et des analyses, sera bientôt à la limite de ses forces. Le Secrétaire général par intérim a également demandé au Conseil d'être moins strict en ce qui concerne les dates limites de présentation des documents. La délégation du Royaume-Uni approuve sans réserve ces deux requêtes, et elle espère que toutes les délégations seront d'accord pour promettre au Secrétaire général par intérim que, désormais, elles examineront attentivement, en tenant compte de ses observations, tous les

projets de résolution qui leur seront présentés. En agissant autrement, on risquerait de noyer l'esprit de la Décennie du développement dans une masse de documents et de gaspiller les grandes compétences du Secrétariat en lui imposant des tâches qui dépasseraient rapidement sa capacité de travail et la faculté d'assimilation des délégations. Si l'on devait oublier les paroles du Secrétaire général par intérim, on courrait le danger réel de voir les secrétariats de l'ONU et des organisations apparentées consacrer dans les années à venir tant de temps et d'énergie à la préparation de rapports sur leurs activités passées, présentes et futures, qu'il finirait par ne plus leur en rester pour les réalisations effectives. Détourner à d'autres fins le temps et l'énergie nécessaires à une action créatrice et constructive ne serait évidemment pas favorable à la réalisation des objectifs de la Décennie du développement.

5. Un autre danger est l'éparpillement du réseau de comités, commissions, groupes d'experts et autres organes du Conseil. Outre le lourd fardeau que la multiplication de ces organes fait peser sur les secrétariats, il faut se rappeler que les forces des délégations ont aussi des limites.

6. La Décennie du développement est une idée ou un idéal auquel les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont pris unanimement d'engagement de se consacrer; ce n'est pas un programme qui commencera à être mis en œuvre en 1962 et viendra précisément à terme en 1970. C'est une aspiration à un plus grand effort qui sera présente dans tout ce que les Nations Unies vont entreprendre, mais qui n'est pas et ne peut pas être susceptible d'être mesurée avec précision d'une année à l'autre.

7. Enfin, M^{lle} Salt tient à remercier les chefs des secrétariats des institutions spécialisées d'avoir présenté eux-mêmes au Conseil les rapports de leurs organisations; la délégation du Royaume-Uni fera part de ses observations sur ces rapports en comité.

8. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'intéressante déclaration de la représentante du Royaume-Uni a mis en lumière un certain nombre de facteurs importants.

9. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pourraient obtenir de bien meilleurs résultats si leurs travaux étaient mieux préparés et coordonnés; le manque de coordination sera un obstacle insurmontable au progrès. Mais cette coordination ne doit pas être réalisée au détriment de la contribution que peuvent apporter les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales, et elle ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Le meilleur moyen de la réaliser est d'éviter les doubles emplois et le gaspillage des forces et d'éliminer les dépenses improductives inutiles, notamment en ce qui concerne la préparation de la documentation. M. Lobanov approuve les observations faites à ce sujet par le représentant du Brésil à la 1223^e séance, et il constate que la multiplication des documents, tant officiels qu'officieux, entrave l'œuvre constructive des Nations Unies. L'état de choses actuel donne à penser qu'une augmentation des effectifs du personnel de l'ONU aurait seulement pour effet d'accé-

léler une tendance déjà perceptible à la bureaucratie et d'augmenter encore le volume de la documentation. De l'avis du représentant de l'Union soviétique, on ne peut pas résoudre le problème que pose l'excès de travail imposé au Secrétariat en augmentant les effectifs, mais en concentrant les activités sur des projets vraiment utiles, en éliminant les doubles emplois et les projets de peu d'importance pratique et en mettant pleinement en œuvre les résolutions 793 (XXX) du Conseil et 1272 (XIII) de l'Assemblée générale. L'importance des tâches auxquelles l'ONU et les institutions spécialisées doivent faire face exige une rationalisation de leur travail et une refonte de leur structure complexe dans l'intérêt de l'ensemble des organisations appartenant au système des Nations Unies.

10. Pendant l'année écoulée, la coopération internationale a fait des progrès grâce à l'activité des institutions spécialisées qui ont vu le nombre de leurs membres s'accroître du fait de l'admission de plusieurs Etats nouveaux qui ont accédé à l'indépendance à la suite de la désintégration du système colonial. Ces Etats ont reçu des institutions spécialisées une assistance considérable dans plusieurs domaines. L'UNESCO, l'OMS, l'OMM et l'UIT ont pris des décisions constructives sur des questions aussi variées que les conséquences économiques et sociales du désarmement, la lutte contre l'analphabétisme et l'élimination des séquelles du colonialisme en matière de santé publique. L'OMM et l'UIT ont pris des mesures dont il faut les féliciter pour appliquer le principe d'une répartition géographique équitable au recrutement du personnel de leur secrétariat et à la sélection des experts de l'assistance technique.

11. Cependant, les institutions spécialisées ne contribuent pas encore comme elles devraient à la solution concrète de plusieurs problèmes importants, comme celui de la liquidation du système colonial dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la culture, et elles accordent parfois trop d'attention à des problèmes qui n'ont qu'une importance relative. L'UNESCO fait preuve dans ses activités d'un certain favoritisme à l'égard de quelques pays et de discrimination à l'encontre d'autres, et elle n'a pas fait assez pour assurer une répartition géographique équitable des postes. C'est ainsi qu'un seul des 70 experts résidents de l'UNESCO est citoyen soviétique, et que l'URSS n'est pas associée comme il le faudrait à la préparation d'un programme de dix ans visant à supprimer l'analphabétisme dans le monde. L'UNESCO refuse toujours de coopérer avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales, et son Conseil exécutif n'a pas voulu, à sa soixante et unième session, accorder le statut consultatif à plusieurs d'entre elles, parmi lesquelles la Fédération démocratique internationale des femmes et l'Union internationale des étudiants. Cette politique discriminatoire a des conséquences néfastes à la fois pour l'activité et pour l'autorité de l'UNESCO. Une autre tendance dangereuse qui se fait jour dans l'œuvre de cette organisation a été mise en lumière par l'accord récemment conclu avec l'Organisation des Etats américains (OEA) pour le développement de l'enseignement dans les pays membres de la CEPAL dans le cadre de l'Alliance pour le progrès. Cet accord, qui a été signé malgré les protestations de quelques

Etats membres, est illégal puisqu'il exclut pratiquement Cuba du nombre des pays bénéficiaires, Cuba ayant été écarté de l'OEA à la suite de pressions exercées par les Etats-Unis. On comprend mal pourquoi l'UNESCO n'a pas conclu l'accord avec la CEPAL qui, de ce fait, ne peut pas participer à l'action des Nations Unies dans ce domaine important. Mais ces défauts dans l'œuvre de l'UNESCO ne doivent pas empêcher de voir ses réalisations positives.

12. A l'OMS non plus, la répartition géographique des postes, notamment en ce qui concerne les pays socialistes, n'est pas encore satisfaisante. Des assurances ont été données qu'il y sera remédié, et M. Lobanov exprime l'espoir que des mesures seront prises rapidement dans ce sens. Une caractéristique alarmante des activités de l'OMS est le fait que le budget de l'organisation a triplé pendant la période 1958-1962, et il convient de se préoccuper sérieusement d'arrêter cette tendance, car les Etats membres ne seront bientôt plus en mesure de supporter ce surcroît de dépenses. On ne peut pas non plus justifier l'accroissement des effectifs du secrétariat de l'OMS par le fait que le nombre des Etats membres a augmenté, puisque l'on n'affecte que des crédits minimes aux opérations sur le terrain; la plus grande partie des fonds de l'OMS servent à financer les dépenses administratives, alors que cette organisation devrait s'intéresser avant tout à l'assistance pratique aux pays en voie de développement. La situation est d'autant moins satisfaisante que le personnel de l'OMS est souvent occupé à résoudre des problèmes sans importance et d'intérêt secondaire et à préparer des documents et des rapports inutiles.

13. Le moment est venu de réorganiser l'ONU et les institutions spécialisées afin d'éliminer les activités non productives et des méthodes de travail archaïques. Cette rationalisation empêchera le développement de la bureaucratie et permettra de dégager des sommes considérables qui pourront être consacrées à des activités pratiques. Il convient également de prévenir les doubles emplois; c'est ainsi que des études sur la nutrition sont actuellement effectuées séparément par l'OMS, le FISE et l'ONU, et prochainement, semble-t-il, le travail d'exploitation des données relatives au commerce extérieur exécuté par la FAO sera repris une seconde fois, le Conseil ayant approuvé, à sa 1216^e séance, le projet de création au Secrétariat de l'ONU d'un centre pour le traitement et la publication des données internationales sur le commerce extérieur.

14. Les insuffisances du travail de l'OIT, si on n'y remédie pas à temps, entraveront sérieusement ses activités. Certes, la coopération, la justice et la coexistence ont fait quelques progrès, mais l'atmosphère à l'OIT laisse fort à désirer encore. On pratique par exemple une discrimination à l'encontre des pays socialistes en ce qui concerne la répartition géographique des postes du secrétariat, puisque les ressortissants de ces pays n'occupent que 16 postes subalternes sur les 500 qui figurent au tableau d'effectifs de l'organisation. De plus, les groupements qui se sont créés au sein de l'OIT tendent à créer une atmosphère de discrimination, d'inimitié et d'intolérance; cette tendance s'est manifestée en particulier lors de la quarante-sixième session de la Confé-

rence internationale du Travail, qui s'est tenue récemment. Plusieurs délégations représentant des pays occidentaux, profitant de leur situation privilégiée à l'OIT, ont fait tout leur possible pour empêcher l'étude de plusieurs problèmes importants, parmi lesquels les conséquences économiques et sociales du désarmement. Il est difficile à l'OIT, dans ces conditions, de participer à la solution de ces problèmes dans le cadre du système des Nations Unies. Les améliorations constatées dans les activités de l'OIT ne correspondent pas non plus à l'augmentation rapide du budget de l'organisation qui double chaque année. Ses activités prennent une tournure de plus en plus dangereuse, et la situation est telle que le Conseil doit s'en préoccuper sérieusement.

15. Il est encourageant de constater que les rapports de l'UIT et de l'OMM sur le rôle que ces organisations sont appelées à jouer dans l'exploration et l'utilisation à des fins pacifiques de l'espace extra-atmosphérique apportent une contribution utile à la coopération internationale.

16. En conclusion, le représentant de l'Union soviétique attire l'attention du Conseil sur le fait que toutes les institutions spécialisées continuent de pratiquer une discrimination à l'encontre de la République démocratique allemande, bien que la coopération de ce pays puisse s'avérer utile dans un grand nombre de domaines. Pareille discrimination est contraire à l'esprit de la Charte, et elle a des répercussions néfastes sur les relations internationales et économiques.

17. M. REVOL (France) juge satisfaisant le tableau d'ensemble décrit dans les rapports des institutions spécialisées et dans les exposés de leurs représentants. Il est peut-être regrettable que trois seulement d'entre elles, l'UNESCO, la FAO et l'OMM aient répondu à la question précise que le Conseil leur posait aux termes de sa résolution 829 (XXXII) sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles et que l'OMS se soit bornée à annoncer qu'elle présenterait ultérieurement des propositions. En effet, le Comité de coordination doit examiner cette question capitale et il lui eût été utile de disposer d'une liste complète des priorités recommandées par les institutions spécialisées.

18. La délégation française a déjà souligné l'heureuse diversité des institutions spécialisées. Les unes, de nature strictement technique, UPU, UIT, OMM, OACI et IMCO, assurent de véritables services publics internationaux. Deux d'entre elles, l'OMM et l'UIT, sont associées assez étroitement à l'action à laquelle a trait le point 14 d) de l'ordre du jour, relatif à la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et se trouvent ainsi placées au cœur même d'une des questions les plus actuelles. Les autres, que l'on pourrait appeler les institutions principales, rencontrent certaines difficultés du fait de l'étendue même de leur mandat, qui ne leur permet pas toujours de concentrer leurs activités au même degré que les premières peuvent le faire. Le rapport du Groupe de travail spécial pour la coordination met en évidence la tendance qu'ont quelques-unes d'entre elles à intensifier leurs activités dans les domaines prioritaires, sans pour

autant réduire des activités marginales, ce qui, au demeurant, est imputable tant aux gouvernements qu'aux secrétariats.

19. L'UNESCO est probablement celle qui connaît à cet égard les plus grandes difficultés en raison de l'ampleur et de l'imprécision relative de son mandat. La délégation française a déjà signalé que l'UNESCO aurait intérêt à concentrer le plus possible ses efforts sur l'objet premier de sa mission qui, à côté de l'éducation proprement dite et de la culture, concerne essentiellement les sciences fondamentales et la recherche. Cette difficulté n'échappe pas aux dirigeants de l'UNESCO qui voudraient se dérober aux sollicitations des problèmes concrets de nature scientifique relevant souvent de diverses organisations. Tel est le cas, par exemple, des problèmes de sismologie. Ces problèmes font l'objet d'un rapport remarquable (E/3617 et Add.1), dans l'établissement duquel l'UNESCO a joué un rôle essentiel, mais qui semblerait relever plutôt de la compétence de l'OMM dans ses aspects scientifiques et de l'ONU dans des aspects matériels tels que l'adaptation de l'habitation aux dangers résultant des séismes.

20. Un risque du même ordre menace la FAO, qui en a été jusqu'ici préservée en partie par l'urgence des besoins matériels auxquels elle doit faire face: elle se doit de concentrer son action sur les problèmes qui relèvent essentiellement d'elle, c'est-à-dire les problèmes agricoles. A cet égard, il convient de souligner avec satisfaction l'initiative, prise pour la première fois, de tenir une session commune du Comité des produits de la FAO et de la Commission du commerce international des produits de base.

21. Pour l'OMS, le risque de dispersion est moins grand, la santé étant en soi un problème spécifique. Peut-être pourrait-on citer comme modèle de l'action technique entreprise par une organisation internationale celle qui a pour but de doter le Congo (Léopoldville) du corps médical qui lui manquait, opération à laquelle le Gouvernement français prête son concours.

22. L'OIT, qui pourrait aussi être amenée à disperser ses activités, à heureusement un caractère tripartite qui fait de ses organes et de la Conférence internationale du Travail notamment de véritables états généraux du travail à l'échelle mondiale. C'est à juste titre qu'elle s'intéresse aux problèmes de l'industrialisation et du logement et à l'utilité d'une liaison aussi étroite que possible entre elle et le Centre de développement industriel en cours d'organisation au Secrétariat des Nations Unies.

23. M. Revol souligne que c'est la Charte elle-même qui confie au Conseil la tâche de coordonner l'activité des institutions spécialisées. Actuellement, le Conseil est secondé dans cette tâche par deux organismes: le CAC et le Groupe de travail spécial pour la coordination. Ce dernier, créé parce que le Conseil éprouvait des difficultés à dégager des lignes directrices, prépare depuis deux ans le travail du Conseil. Cet effort fait pour sortir de l'ornière a été efficace, et la délégation française rend hommage d'autant plus volontiers au Groupe de travail spécial qu'elle avait fait quelques réserves lors de sa création.

24. Quant au CAC, la qualité de ses rapports s'améliore constamment. Selon la délégation française, c'est lui qui

doit constituer l'interlocuteur normal du Conseil dans sa tâche de coordination et c'est le mérite du Groupe de travail spécial de l'avoir aidé à préciser son rôle véritable.

25. Cependant, le Groupe de travail spécial s'est demandé si sa tâche n'était pas terminée, étant donné l'existence du Comité spécial des huit. Mais le Comité spécial des huit créé par la résolution 851 (XXXII) du Conseil est chargé d'un problème limité et ne saurait faire double emploi avec le Groupe de travail spécial dont la mission est plus large, puisqu'elle concerne toute l'activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Au sujet des suggestions faites à cet égard, au cours des précédentes séances, par les délégations du Japon, des Etats-Unis, de l'Australie et du Danemark, la délégation française se demande si la création d'un nouvel organe, qui interposerait un nouvel écran entre le Conseil et les problèmes dont il est chargé, s'impose. Si un organe spécial se révèle nécessaire, peut-être serait-il possible de renouveler le mandat du Groupe de travail spécial et de l'inviter à étudier tout particulièrement les problèmes propres à la Décennie du développement. Le Conseil ne doit pas se décharger sur un autre organisme d'une mission qui lui est confiée par la Charte.

26. De l'avis de la délégation française, trois domaines méritent de retenir tout particulièrement l'attention du Conseil au cours de la présente session. Tout d'abord, la Décennie du développement, qui fait appel à toutes les ressources du système des Nations Unies, doit donner le signal d'une réaction contre la dispersion des efforts. Lorsqu'on examine l'évolution des organismes des Nations Unies, on constate un déplacement progressif de leur centre d'intérêt vers le problème, aujourd'hui majeur, du sous-développement. Devant la nouveauté du problème, il a fallu acquérir une expérience, multiplier les concours et, par là même, les organismes. Les programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées se sont ressentis de cette activité un peu empirique et n'ont pas toujours pu éviter des chevauchements. La Décennie offre la possibilité de repenser l'utilisation des moyens dont disposent les Nations Unies pour contribuer au développement des pays moins favorisés.

27. Viennent ensuite les problèmes concernant la science et la technique, qui ont pris une importance croissante depuis que la délégation australienne a lancé, en 1957, l'idée d'une étude sur les tendances principales de la recherche scientifique. L'humanité acquiert par ses inventions une puissance matérielle prodigieuse qui donne à des activités par elles-mêmes traditionnelles une influence illimitée sur la vie quotidienne et sur l'esprit. Quelle est l'importance accordée à l'usage même de ces moyens? L'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques est un concept encore négatif. Il faudrait passer à une notion positive autour de laquelle on pourrait coordonner effectivement l'action de l'Organisation des Nations Unies, pour ce qui est des principes et des droits de l'homme, et l'action de l'UNESCO et des organisations techniques.

28. Enfin, tous les pays ont besoin d'une liaison verticale qui permette aux impulsions venant d'en haut

d'être efficaces jusqu'à la base. Dans ce processus, l'administration publique joue un rôle capital. Le rapport des deux consultants (E/3630) permet de constater à quel point cette notion d'administration publique est partout présente dans les programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. C'est là un terrain de choix pour une action coordonnée entre les divers organes des Nations Unies et les institutions spécialisées, car, par le biais de cette administration, tous les problèmes des pays en voie de développement peuvent s'ordonner autour d'une réalité concrète. Quant au programme OPEX, il mériterait une coordination particulière afin que ne soit pas minimisé le rôle grandissant que les institutions spécialisées sont appelées à y jouer.

29. M. Revol passe en revue les écueils que doivent éviter les organisations qui relèvent des Nations Unies. C'est, tout d'abord, un danger perpétuel de prolifération qui menace à chaque instant d'étouffer l'action internationale sous le poids d'organes multiples et enchevêtrés. Il importe de renoncer à la tentation de créer, dès l'apparition d'une difficulté, un comité ou un groupe de travail qui n'est pas indispensable, et il ne faut poser aux secrétariats que des questions essentielles. En échange, il sera possible de leur demander, avec d'autant plus de force, de limiter le volume des documents, qui pourront alors être publiés à temps et examinés avec profit.

30. Ensuite, il faut se garder de l'émiettement interne : comme dans le corps humain, il importe que les organes soient étroitement reliés au cerveau, par des liens identiques à ceux qui constituent le système nerveux. Cette liaison, dont l'utilité a déjà été soulignée entre institutions et organismes relevant des Nations Unies, c'est-à-dire sur un plan horizontal, est encore plus nécessaire dans le sens vertical. Les organisations ne doivent pas être chacune une mosaïque de sous-organisations plus ou moins indépendantes : elles doivent constituer chacune un organisme homogène, où les rôles s'harmonisent autour d'un texte constitutif et d'un objectif précis.

31. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées — sauf peut-être l'OIT — doivent se défendre contre un autre péril du fait qu'elles ont tendance, plus ou moins consciemment, à s'isoler des forces réelles qui agissent en permanence sur le plan national, régional, continental ou mondial. Le remède contre ce danger, ce sont les organisations non gouvernementales. Le représentant de la France se demande s'il ne serait pas possible et fructueux de resserrer les contacts entre les diverses institutions et les organisations non gouvernementales et si même, dans certains cas, les organisations non gouvernementales ne pourraient être associées plus activement aux enquêtes ou aux études demandées aux secrétariats. Ce serait le moyen d'éviter un certain isolement qui menace les organismes des Nations Unies et peut-être aussi le foisonnement d'organes nouveaux.

32. M. HIGGINS (Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) présente le rapport de l'IMCO (E/3632), qui retrace les progrès accomplis par cette organisation jusqu'en mai 1962. L'IMCO a été durement frappée par la perte de son Secrétaire général, M. Ove Nielsen, décédé en novembre 1961. Le Conseil de l'IMCO qui se réunira en octobre 1962 exami-

nera les candidatures à ce poste présentées par les gouvernements; conformément aux dispositions de la Convention relative à la création de l'IMCO, toute nomination par le Conseil de l'IMCO doit ensuite être ratifiée par l'Assemblée de l'IMCO.

33. Depuis la rédaction du rapport, le nombre des membres de l'IMCO est passé à 51; il faut ajouter le Sarawak et le Bornéo du Nord qui sont devenus conjointement membre associé. L'IMCO a continué à maintenir des rapports étroits avec l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées dont les programmes de travail intéressent le sien. La coordination technique avec l'OACI, l'UIT et l'OMM a été particulièrement étroite en ce qui concerne le problème de la coordination de la sécurité en mer et dans les airs; le Groupe de travail mixte a tenu sa première réunion le 30 avril 1962.

34. L'IMCO a pu organiser un groupe de travail chargé d'étudier les mesures à prendre pour faciliter les voyages et simplifier les documents de bord des navires, questions qui entreront dans le cadre des travaux de la prochaine conférence des Nations Unies sur le développement des voyages et du tourisme internationaux. La première réunion de ce groupe de travail aura lieu en novembre 1962, et l'on espère qu'il sera possible d'élaborer en temps utile et de recommander aux gouvernements des procédures simplifiées en matière de formalités douanières, d'immigration et de réglementation sanitaire.

35. La Conférence internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer qui s'est tenue en 1960 a présenté un certain nombre de recommandations relatives aux travaux de l'IMCO; celle-ci a maintenant élaboré un programme de travail complet dans le domaine de la sécurité maritime, et différents groupes d'experts ont commencé à examiner les problèmes en suspens.

36. La coopération avec d'autres institutions spécialisées s'est poursuivie; ainsi la FAO collabore avec le groupe de travail sur le maintien de la stabilité des navires en cas de choc.

37. Une Conférence internationale sur la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures s'est tenue à Londres en mars et avril 1962; elle a révisé les articles de la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, 1954, qui définit la tâche et les attributions de l'IMCO en la matière. La Conférence de 1962 a étendu la Convention à un plus grand nombre de catégories de navires : ainsi ses dispositions s'appliqueront à tous les pétroliers, même les petits navires de 150 tonnes. Deuxièmement, les gouvernements sont convenus d'appliquer les dispositions de la Convention, dans les limites de ce qui est raisonnable et possible, à tous leurs navires, quelles que soient leurs dimensions, ainsi qu'à leurs bateaux de guerre. Troisièmement, on a admis le principe selon lequel les navires ne doivent en aucun cas rejeter les hydrocarbures à la mer. Quatrièmement, l'obligation déjà en vigueur de prévoir des installations pouvant recevoir les hydrocarbures non utilisés provenant de cargos a été étendue aux installations des ports équipés pour la réparation des navires et, en ce qui concerne les pétroliers, aux ports de chargement d'hydrocarbures.

38. Toutefois, le résultat le plus important de la Conférence a été l'extension des zones où le rejet des hydrocarbures dans la mer est interdit. Les zones interdites autour de certains pays qui avaient été fixées par la Convention de 1954 ont été étendues, et certaines nouvelles zones maritimes ont été ajoutées.

39. La Conférence a adopté quinze résolutions, dont la plus importante est celle qui réaffirme que l'objectif final doit être l'élimination complète, aussitôt que possible, du rejet d'hydrocarbures rémanents dans la mer.

40. Les amendements que la Conférence a décidé d'apporter à la Convention de 1954 sont soumis aux gouvernements, et il leur est recommandé de les adopter à la date la plus rapprochée possible.

41. Enfin, M. Higgins attire l'attention du Conseil sur le développement du programme de publications de l'IMCO et souligne que le Conseil de l'IMCO est convaincu que cette organisation jouera un rôle de plus en plus utile dans le schéma d'ensemble de la coopération internationale, notamment dans la mesure où celle-ci intéresse le progrès et le développement de tous les aspects techniques de la navigation maritime.

42. M. KOPCOK (Yougoslavie) souligne que la coordination, déjà nécessaire du fait d'une décentralisation toujours plus poussée, le deviendra encore davantage avec la Décennie du développement.

43. Au seuil de la Décennie, une planification s'impose, et celle-ci exige que l'on ait une vue d'ensemble de l'étendue et de la structure du développement futur, pour pouvoir définir les services qui, dans les pays en voie de développement notamment, sont indispensables à une expansion économique saine et à un développement équilibré dans le domaine social. Le nombre des documents publiés au sujet de la coordination donne l'impression que les organes de l'ONU et les institutions spécialisées se sont déjà attaqués aux problèmes et ont obtenu dernièrement certains résultats.

44. Pour assurer le succès de la Décennie, il faudrait dès le début examiner de plus près tous les aspects du développement économique et social et se mettre d'accord sur la compétence respective des divers organismes. L'étude, faite il y a quelques années, sur les perspectives pour les cinq années 1960-1964¹, est utile, car elle permet d'envisager les problèmes à plus long terme. Le renforcement de la coopération régionale à l'échelon des commissions économiques contribuera aussi beaucoup à orienter l'activité des organes de l'ONU et des institutions spécialisées dans le sens voulu. Il s'agit enfin de s'entendre sur les domaines où les besoins sont les plus urgents et les possibilités de coopération les plus grandes. De l'avis de la délégation yougoslave, ce sont celui du commerce international, qui devrait faire l'objet d'une conférence, et celui du financement international du développement économique. Il convient en outre de rappeler que, dans son rapport sur la Décennie (E/3613), le Secrétaire général souligne que la réalisation des objectifs de la Décennie dépend de l'intensification de la coopération internationale visant à accélérer le dévelop-

pement industriel dans les pays peu développés. Cette conception correspond à celle de la délégation yougoslave et à celle des pays en voie de développement qui désirent diversifier leur économie.

45. Vu l'étendue et la complexité des problèmes que soulève la coordination, la délégation yougoslave approuve la pratique qui consiste à faire examiner ces questions, avant la session du Conseil, par des comités spécialement créés à cette fin, tels le Groupe de travail spécial et le Comité spécial des huit. Cependant, en raison des nouveaux éléments qui s'introduisent dans la coopération internationale et à la suite de certaines propositions, elle est prête à définir devant le Comité de coordination son attitude à l'égard des changements de procédure qui se révéleront peut-être nécessaires.

46. Quant à l'harmonisation des politiques des institutions spécialisées, c'est une condition du succès de l'œuvre entreprise par les Nations Unies, mais il serait souhaitable d'aller plus loin et d'envisager, non seulement l'assouplissement de ces politiques, mais aussi des modifications aux statuts des institutions. Au sujet de la coordination des programmes de l'ONU avec les programmes bilatéraux extérieurs à l'Organisation, la délégation yougoslave pense qu'il ne sied pas de chercher des solutions générales applicables à tous les pays bénéficiaires: il serait plus opportun de laisser aux pays intéressés toute latitude de résoudre la question de la manière qui leur convient le mieux.

47. M. PASCUCI RIGHI (Italie) dit que le Gouvernement italien se félicite de l'attention toujours plus soutenue que le Conseil porte à la coordination. Certes, la tâche est complexe, du fait de la diversité des éléments qui composent le système des Nations Unies et dont chacun a son programme et sa philosophie. Cette diversité assure la souplesse voulue, mais exige un effort énergique, à la fois pour éliminer le double emploi et pour harmoniser les politiques des divers organismes. Le Gouvernement italien, convaincu qu'il est indispensable que cet effort soit couronné de succès, a apprécié à leur juste valeur le rapport du CAC et les rapports annuels des institutions spécialisées et autres organes, de même qu'il a pris sérieusement en considération les décisions du Conseil et de l'Assemblée générale, notamment la résolution 1710 (XVI) relative à la Décennie du développement. Il est, en effet, persuadé que la Décennie est un élément nouveau qui va influencer profondément les aspects économiques et sociaux de l'action des Nations Unies, notamment dans le sens d'une coopération mieux concertée et de la lutte contre le double emploi et contre la dispersion des activités.

48. M. PASTORI (Uruguay), tout en soulignant la valeur de la documentation soumise au Conseil, voudrait, cependant, signaler une omission dans les rapports présentés par le CAC et le Groupe de travail spécial pour la coordination. Il ressort des paragraphes pertinents de ces deux rapports que le CAC et le Groupe de travail spécial, et en vérité le Conseil lui-même, considèrent que la coordination est essentielle dans quatre domaines: le développement rural, l'industrialisation, l'enseignement et la formation et l'administration publique. Cette

¹ *Perspectives pour les cinq années 1960-1964*, publication des Nations Unies, n° de vente: 60.VI.14 (E/3347/Rev.1).

liste présente, semble-t-il, une lacune sérieuse : la coordination est également nécessaire dans le domaine du commerce international, activité de la plus haute importance dont s'occupent plusieurs des différents organismes des Nations Unies.

49. Le problème du commerce international revêt une importance particulière à cause de son caractère universel, et il est évident que ce problème, comme l'a indiqué la délégation colombienne à la 1215^e séance, lors de l'examen du point 4, n'a pas reçu toute l'attention qu'il mérite.

50. La Commission du commerce international des produits de base, les commissions économiques régionales et différents groupes d'experts poursuivent des travaux concernant le commerce international. Pourtant, les rapports sur la coordination passent sous silence l'importante question de la coordination de ces travaux. Etant donné l'importance du problème, le Conseil devrait accorder une attention toute particulière à la question et insister pour que toutes les activités des Nations Unies dans le domaine du commerce international soient coordonnées.

51. Un autre problème consiste à déterminer un ordre de priorité. Il est évident que des difficultés surgiront si l'on ne peut se mettre d'accord sur une manière de fixer les priorités. M. Pastori partage l'opinion émise par le représentant de l'Australie, à la 1224^e séance, au sujet des priorités techniques, mais il n'est pas entièrement du même avis que lui en ce qui concerne l'ordre de priorité à accorder aux buts et aux objectifs : lorsqu'il s'agit de priorités d'intérêt international, que ce soit à l'échelon régional ou à l'échelon mondial, c'est au Conseil qu'il incombe de fixer les règles selon lesquelles le choix sera déterminé.

52. L'importance du commerce international au cours de la Décennie du développement a été reconnue dans le rapport du Secrétaire général (E/3613), mais la question n'a pas été traitée dans ce document. M. Pastori rappelle que la CEPAL n'a pas été en mesure d'étudier cette question parce qu'elle manquait de fonds.

53. Au cours d'une récente rencontre de deux chefs d'Etat européens, l'un d'eux a souligné l'importance

pour l'économie mondiale des 102 millions d'habitants que représentaient leurs deux pays. Le représentant de l'Uruguay, pour sa part, tient à souligner que les pays d'Amérique latine ont une population totale de 180 millions d'habitants qui sont tous directement touchés par le problème du commerce international. Le même problème intéresse également les pays en voie de développement en Afrique et en Asie. Il faut donc que le Conseil examine soigneusement ce problème d'intérêt mondial.

54. Pour conclure, M. Pastori demande instamment au Conseil de recommander qu'à la liste des quatre questions de fond qui devront être examinées par le CAC soit ajoutée une cinquième : le commerce international.

55. M. HILL (Sous-Secrétaire adjoint aux affaires économiques et sociales), répondant à une question posée par le représentant de la Pologne à la 1224^e séance, indique que les renseignements détaillés concernant la nationalité des représentants résidents se trouvent dans un document établi pour le Comité spécial des huit (E/AC.49/R.2/Add.6). Les 50 représentants résidents inscrits au tableau d'effectifs ou qui étaient sur le point d'être nommés au 15 novembre 1961 étaient des ressortissants de 26 pays : 7 venaient des Etats-Unis, 5 de France, 4 du Canada, 4 du Royaume-Uni, 3 du Chili et 3 du Pakistan ; 19 venaient d'Europe, 11 d'Amérique du Nord, 9 d'Extrême-Orient, 9 d'Amérique latine et 2 d'Afrique. Sur les 50 représentants résidents, 30 étaient des ressortissants de pays économiquement développés et 20 venaient de pays économiquement sous-développés. Le Président-Directeur du BAT a fait savoir à M. Hill que ces renseignements étaient toujours exacts. Cependant, un 51^e représentant résident a été nommé, et il s'agit d'un ressortissant de l'Union soviétique.

56. Le PRÉSIDENT prononce la clôture du débat général sur le point 3 de l'ordre du jour. Il propose que ce point de l'ordre du jour soit renvoyé au Comité de coordination pour examen plus détaillé.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 55.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 18 juillet 1962

à 10 h 50

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 2 de l'ordre du jour :

Tendances économiques mondiales

Débat général 153

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Equateur, Ghana, Hongrie, Irak, Irlande, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République centrafricaine, République Dominicaine, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3624 et Add.1 à 6, E/3628, E/3629, E/3631 et Add.1 à 3, E/3635, E/3652, E/3659 et Add.1 et 2, E/3661, E/3668, E/ECE/452)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales)¹ déclare que, s'il ressort des indices de la production mondiale que celle-ci continue de croître, les rapports présentés au Conseil montrent que le mouvement ascendant a perdu de sa vigueur.

2. Dans les pays européens à économie planifiée, le taux d'accroissement a décliné pour la deuxième année consécutive, la production agricole restant encore une fois le secteur le moins satisfaisant. En Chine continentale,

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration de M. de Seynes a été distribué sous la cote E/L.966.

l'ensemble de l'économie a souffert d'une série de mauvaises récoltes; l'expansion industrielle semble s'être enrayée et le commerce international a diminué.

3. Dans les pays industriels de libre entreprise, certains aspects de la situation sont inquiétants bien que le tableau général demeure encourageant. La reprise de l'activité aux Etats-Unis d'Amérique, amorcée en 1961, constitue un facteur positif, mais la tendance à court terme est moins favorable. Malgré la situation largement excédentaire dans les secteurs de la main-d'œuvre et de l'équipement, les taux de croissance ne sont pas élevés, le chômage continue de frapper plus de 5% de la population active. L'accroissement de la demande globale que l'on attendait d'un niveau élevé de dépenses en capital fixe a été décevant et peut encore être compromis par l'effet psychologique de la chute des cours à la Bourse.

4. Dans les pays d'Europe occidentale et au Japon, les pénuries de main-d'œuvre et l'insuffisance de la capacité productive explique, en partie, le ralentissement de l'expansion, mais on constate également une diminution du taux de croissance de la demande globale dans certains de ces pays.

5. Ainsi, les tendances conjoncturelles dans les deux hémisphères ne se sont pas, comme si souvent depuis la guerre, compensées. Au moment même où une longue période d'expansion rapide touchait à son terme en Europe occidentale, elle ne trouvait pas dans la demande extérieure, liée, directement ou indirectement, à l'activité des Etats-Unis, le relais espéré.

6. A l'heure actuelle, c'est d'une certaine atmosphère de perplexité, d'hésitation et de doute qu'il faut surtout se préoccuper. Les gouvernements, un peu partout, hésitent devant la route à suivre, et il devient évident que le maniement d'une politique anticyclique est loin d'avoir été aussi complètement maîtrisé qu'on le presumait il y a quelques années.

7. Aux Etats-Unis, la mise en œuvre d'une action gouvernementale expansionniste est inhibée par la répugnance traditionnelle qu'inspire la perspective d'une politique de déficit budgétaire et par la situation de la balance des paiements, qui demeure peu satisfaisante. Ce dernier problème a également, de longue date, maintenu la croissance du Royaume-Uni dans des limites extrêmement étroites. Mais le fait nouveau de la situation est sans doute l'apparition d'un problème de stabilité dans des pays qui, jusqu'alors, n'avaient pas eu à s'en soucier. L'Allemagne occidentale, par exemple, doit maintenant surveiller étroitement les rapports entre prix et coûts de production. Des rajustements importants ont dû être effectués dans les positions relatives des pays industriels sur les marchés d'exportation. Tout en étant salutaires en eux-mêmes, ces rajustements pourraient devenir dan-

gereux s'ils devaient s'effectuer au prix d'un ralentissement général de l'activité économique et s'ils empêchaient ces pays de laisser leur économie fonctionner à plein rendement.

8. De ce point de vue, la politique de croissance, qui se traduit dans les objectifs récemment adoptés par l'Organisation de coopération et de développement économiques, prend toute sa signification. Une action concertée pourrait faire beaucoup pour assurer que les politiques individuelles suivies par les pays industriels contribuent efficacement à une politique de croissance générale. L'effet bénéfique d'une action concertée s'est affirmé depuis quelque temps de manière assez remarquable dans l'amélioration de la situation en matière de liquidité internationale, grâce aux nouvelles dispositions adoptées sous l'égide du FMI et à l'octroi de crédits mutuels par les banques centrales. Le système monétaire international ne fournit pas cependant à chacun la sécurité qu'il est en droit d'attendre, et il existe toujours le danger que, si on donne aux capitaux la latitude nécessaire pour rechercher sur le marché international les investissements les plus profitables, la balance des paiements ne devienne plus vulnérable aux conséquences néfastes de la spéculation.

9. Pendant longtemps encore les chances et perspectives des pays insuffisamment développés resteront étroitement liées à la santé et à la prospérité économiques des principaux pays acheteurs de matières premières, mais récemment les conditions régnant dans ces pays n'ont pas été particulièrement favorables à cet égard. En 1961, le rythme de reprise en Amérique du Nord n'a pas été suffisant pour compenser l'affaiblissement de la demande de matières premières résultant d'une croissance plus faible en Europe occidentale et au Japon. Les exportations à destination des pays à économie planifiée ont connu un nouvel et considérable accroissement, mais leur valeur absolue reste trop faible pour avoir une influence sensible. En même temps, les cours des matières premières ont continué de fléchir, ce qui a partiellement annulé l'effet de l'expansion du volume des exportations, et rien n'est venu justifier en 1961 un assouplissement des mesures de restrictions à l'importation que plusieurs pays insuffisamment développés avaient dû adopter pour limiter leur déficit extérieur.

10. La rapidité avec laquelle on a eu recours aux nouvelles facilités de tirage sur le FMI et le déclin correspondant des prêts à long terme consentis par la BIRD indiquent clairement les conditions problématiques de la liquidité internationale pour la plupart des pays sous-développés. Les variations dans le montant des recettes extérieures pourraient compromettre sérieusement l'exécution normale des plans et programmes de développement, même lorsque ceux-ci comportent une marge d'adaptabilité raisonnable. En outre, ces fluctuations découragent les capitaux privés de s'investir, tantôt par suite des restrictions imposées à l'importation des biens d'équipement, tantôt par l'effet d'une politique déflationniste visant à protéger la balance des paiements. Ces obstacles qui encombrant le chemin d'une croissance régulière sont d'autant plus vexants à l'heure où s'affirme dans beaucoup de pays sous-développés une attitude plus réa-

liste à l'égard des techniques de programmation et de planification.

11. Le moment est peut être proche où l'on reconnaîtra que ces fluctuations annuelles des recettes d'exportation ne sont pas inévitables. Un progrès dans cette direction pourrait résulter de l'examen, auquel le Conseil doit prendre une part importante, des projets visant à la stabilisation de ces recettes par la voie d'un système de financement compensatoire. Cette idée a été examinée par la Commission du commerce international des produits de base lorsque celle-ci a été saisie des travaux du Secrétariat sur le sujet en même temps que d'un projet d'accord établi par l'Organisation des Etats américains (voir E/3644, chap. II). On peut maintenant analyser de manière plus détaillée les conditions, le mécanisme et le coût d'une action compensatoire, et le Sous-Secrétaire tient à réaffirmer sa conviction qu'une telle action n'a rien qui se situe en dehors du domaine des espérances que l'on est en droit de formuler au seuil d'une Décennie du développement.

12. Le projet relatif à l'établissement d'un fonds d'assurance pour le développement, examiné par la Commission du commerce international des produits de base, ne se propose cependant qu'un objectif limité. Il évite soigneusement, par le mécanisme de ses dispositions, de contrarier ou de prétendre corriger la tendance à long terme au risque d'introduire dans l'économie mondiale des distorsions dangereuses. Il n'est donc pas surprenant que la Commission ait pris du même coup l'initiative de s'engager dans l'étude des solutions du problème de la croissance à long terme. Cette étude a renforcé la conviction qui s'était peu à peu dégagée depuis le milieu de la précédente décennie qu'une tendance déprimante devrait continuer de prévaloir sur la plupart des marchés de matières premières à de rares exceptions près. A cet égard, le Sous-Secrétaire voudrait rappeler la suggestion faite par le représentant de la France à la 1217^e séance, qui a proposé la mise à l'étude de mesures visant, non pas seulement à la stabilisation des échanges de produits primaires, mais aussi à la valorisation de ces produits.

13. Il s'agirait en somme d'examiner si les sociétés dites de l'abondance sont prêtes à assurer aux pays qui leur fournissent les produits de consommation courante une rémunération qui apporterait un appui substantiel aux politiques de développement de ces pays. Les exportations de matières premières, au cours des 10 dernières années, ont augmenté en volume de 3,7% par an en moyenne; celles de produits manufacturés environ deux fois plus vite. Compte tenu de la détérioration continue des termes de l'échange, le pouvoir d'achat des exportations n'a pas connu un rythme de croissance supérieur à 2%. Une telle tendance ne permet pas d'envisager avec optimisme l'avenir des programmes de développement fondés sur l'hypothèse d'un accroissement rapide des disponibilités en biens d'équipement et conduisant à l'objectif fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1710 (XVI) d'un taux de croissance annuelle de 5% vers la fin de la Décennie.

14. Il ne suffit pas que les pays industriels maintiennent ou rétablissent des taux de croissance économique aussi

élevés que possible : il faut aussi penser à la contribution plus directe, et souvent plus immédiate, que pourraient apporter des politiques de commerce extérieur ou des politiques fiscales ou encore des politiques de prix offrant des perspectives plus favorables aux exportations des pays sous-développés. De grands mouvements de révision sont en cours dans ces domaines, tel celui qui a son origine dans la création du Marché commun européen. Les plans qui envisagent des accords successifs groupant un nombre croissant de partenaires au fur et à mesure de la consolidation de certains résultats ont d'évidents avantages pratiques et, au surplus, il est clair qu'ils n'ignorent pas nécessairement les intérêts plus larges de l'ensemble de la communauté internationale. Il est d'ores et déjà apparent que la conclusion de certains accords mondiaux devient la condition d'un progrès de l'idée régionale. Dans une période de modifications aussi fondamentales, le débat ne peut pas manquer d'être poursuivi et organisé aussi au sein des Nations Unies, et cela d'une manière plus systématique que par le passé, car il n'est pas dit qu'au cours du processus qui semble se dessiner, des intérêts importants dont l'Organisation a la charge ne soient refoulés au second plan.

15. Le moment est venu pour l'Organisation d'examiner avec plus de précision comment elle pourrait jouer un rôle utile dans la transformation du système des échanges internationaux. Si les Nations Unies ne parvenaient pas pas au cours des années qui viennent à s'exprimer sur ce système d'une manière moins épisodique et moins accidentelle que par le passé, tout l'effort entrepris à l'occasion de la Décennie du développement en serait affaibli et partiellement invalidé.

16. Le rôle de l'industrialisation dans le développement économique n'est plus considéré exclusivement sous la forme de mobilisation de services au profit de projets nationaux dans le contexte de programmes déterminés : on y voit désormais une responsabilité globale, un objectif en soi, et les conditions nécessaires pour que cet objectif soit atteint doivent être créées dans l'économie mondiale. Jusqu'ici les progrès de l'industrialisation n'ont guère modifié ni la capacité d'exporter des pays sous-développés, ni la structure de leurs exportations, mais la promotion des exportations de produits manufacturés est devenue un problème majeur pour un petit nombre de pays sous-développés parmi les plus avancés, en particulier ceux dont le commerce extérieur est fondé sur l'exportation de produits primaires dont la demande n'offre pas de perspectives particulièrement brillantes. Le nombre de ces pays pourrait augmenter sensiblement au cours de la Décennie, mais les difficultés qu'ils rencontreront du fait de la concurrence des pays hautement industriels, et des spécifications sévères qui sont imposées sur leurs marchés, ne devraient pas être aggravées par des politiques douanières ou fiscales restrictives. Les craintes latentes que suscite encore la vision d'une invasion des marchés par des produits en provenance de pays à main-d'œuvre bon marché apparaissent très largement dénuées de fondement. Il est inconcevable que, même dans les circonstances les plus favorables, les exportations de biens manufacturés en provenance des pays sous-développés puissent représenter dans un avenir proche plus qu'un pourcentage minime dans le volume des échanges des pays industriels.

17. En tout cas, les ajustements à envisager de ce fait ne seraient pas comparables à ceux qui sont nécessités par les progrès technologiques dans les pays industriels eux-mêmes ou par une politique d'intégration régionale, telle que celle qui est poursuivie en Europe occidentale. Des expériences telles que celle de la République fédérale d'Allemagne, où, en 1956 et 1957, les tarifs sur les biens industriels furent réduits de moitié, ont amplement démontré que des économies en croissance rapide peuvent résister au choc provoqué par la libéralisation des politiques douanières.

18. La Décennie du développement doit être, par définition, une décennie de changements rapides et d'ajustements significatifs. Si l'on accepte cette loi du changement, les ombres que révèle l'analyse de la conjoncture se dissiperont et la route difficile qu'il faut parcourir pour faire de l'économie mondiale une réalité cohérente s'ouvrira dans une perspective résolument optimiste.

19. M. TRIVEDI (Inde) dit que le Sous-Secrétaire a souligné à juste titre la nécessité d'un effort concerté et d'une expansion des échanges des pays en voie de développement. *L'Etude sur l'économie mondiale, 1961*, (E/3624 et Add.1 à 6) présente un tableau mélangé. On a constaté une certaine reprise après la récession survenue en Amérique du Nord, mais en Europe occidentale et au Japon le mouvement ascendant de l'économie enregistré depuis 1958 s'est ralenti en 1961. Malgré l'augmentation de la production en 1961, le taux de croissance de la production industrielle dans les pays développés, quelques pays à économie planifiée mis à part, a été modeste. De ce fait, les exportations des pays de production primaire n'ont progressé que très modérément et les cours des produits de base sur les marchés internationaux ont encore fléchi. Les perspectives pour 1962 ne sont guère plus brillantes bien que la production doive être vraisemblablement, dans l'ensemble, plus forte que l'année précédente. Le ralentissement dans les pays industriels intéresse le monde entier. S'il n'est pas anormal qu'un tel phénomène se produise pendant une courte période dans un système économique complexe, puisqu'il doit y avoir des périodes d'ajustement et de consolidation, une expansion rapide des pays industriels comme des pays en voie de développement est essentielle au bien-être de la communauté mondiale; en effet, elle contribue à stabiliser les prix en augmentant l'offre à un rythme assez rapide pour permettre aux divers secteurs de l'économie de prendre une part plus grande dans la production nationale sans provoquer de pression sur les prix ou sur la balance des paiements. Quand la production augmente assez rapidement, on peut donner à toutes les couches de la société une part plus grande en valeur absolue, mais si le revenu national est stagnant, ou s'il s'accroît lentement, on ne peut augmenter la part des uns qu'au détriment de celle des autres. De plus, la recherche de ressources supplémentaires pour le développement et, dans les pays avancés, l'octroi de prêts aux pays qui le sont moins sont plus faciles dans une économie en expansion parce que l'on peut constituer l'épargne nécessaire en prélevant une fraction seulement du revenu supplémentaire. De même, c'est seulement dans une conjoncture de croissance rapide que réside l'espoir d'une expan-

sion du commerce mondial, et la création de possibilités nouvelles d'exportation est une nécessité vitale pour l'économie des pays sous-développés.

20. L'*Etude* fait ressortir le rôle capital de l'industrialisation, qui suppose l'existence d'une infrastructure adéquate (routes, voies ferrées, énergie et communications) et aussi la transformation des méthodes primitives de l'agriculture. L'industrialisation rapide nécessite également des investissements considérables dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'assainissement. A long terme, le but final est de créer des économies industrielles aussi diversifiées que celles des pays avancés. Si l'on s'accorde généralement à reconnaître que l'industrialisation est nécessaire, les opinions diffèrent quant à savoir comment elle doit se présenter dans un pays sous-développé. Dire qu'en raison de la pénurie de capitaux et de l'excédent de main-d'œuvre les pays en voie de développement auraient intérêt à faire porter leurs efforts sur des industries de biens de consommation qui font appel surtout à la main-d'œuvre est un argument qui a du poids, mais le problème n'est pas si simple. Le rapport capital/travail n'est qu'un des aspects de la différence existant entre les pays avancés et les autres à influer sur les coûts comparés de la production dans les différentes industries, et il existe d'autres facteurs déterminants, comme l'abondance relative des techniciens et spécialistes et la possibilité de réaliser des économies par la production en série. Ces facteurs dépendent du stade de développement industriel de chaque pays et, si les industries de biens de consommation qui font appel surtout à la main-d'œuvre paraissent convenir mieux aux pays en voie de développement, cela tient autant au fait que ces pays commencent à peine leur expansion industrielle qu'à la pénurie de capitaux qui s'y fait sentir.

21. Il est important que tous les pays en voie de développement se créent une structure industrielle qui les aide à réduire leurs importations et à accroître leurs exportations. Mais les possibilités de remplacer les importations par des produits nationaux sont limitées, et la croissance industrielle s'accompagne toujours d'une augmentation de la demande totale de biens manufacturés importés qu'il faut donc considérer comme un complément indispensable de la production des industries nationales de biens d'équipement. Dans leurs efforts pour augmenter leurs exportations de produits manufacturés, les pays en voie de développement rencontreront certainement des obstacles tels que les contingentements et autres restrictions. En admettant sans restriction des marchandises comme les textiles ou les articles métalliques, les pays industriels donneraient plus de force à l'argument en faveur d'une concentration plus grande sur les biens de consommation dont la production fait surtout appel à la main-d'œuvre.

22. Dans des pays comme l'Inde, les efforts doivent porter spécialement sur la production de biens d'équipement et de machines, car c'est un élément essentiel du progrès vers la croissance autonome. Le développement économique exige un taux croissant d'investissement qui entraîne à son tour l'augmentation continue des besoins en biens d'équipement tant absolument qu'en proportion de la production industrielle globale. Actuellement, la

plupart des pays en voie de développement doivent acheter des biens d'équipement à l'étranger alors que leurs réserves de devises sont très limitées, et, si la production nationale n'augmente pas régulièrement, le rythme du développement sera limité par leur capacité d'importer ces biens, car elle dépend du taux de croissance de leurs exportations de produits primaires traditionnels. Or, le niveau de ces exportations demeure pratiquement stationnaire depuis des années et le commerce global d'exportation de l'ensemble des pays en voie de développement pendant la période 1950-1960 n'a augmenté que de 3,6 % par an, c'est-à-dire à peu près deux fois moins que les exportations des pays industriels. Si l'on tient compte de la détérioration des termes de l'échange pour les pays en voie de développement pendant la même période, le pouvoir d'achat de leurs exportations n'augmente que d'un peu plus de 2 % par an, ce qui est bien trop peu pour permettre d'atteindre le taux de croissance annuelle minimum de 5 %, qui est l'un des objectifs de la Décennie du développement.

23. On connaît bien la nature et l'ampleur du problème crucial de l'accroissement des exportations comme facteur déterminant du rythme de développement. D'après l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1960*², les besoins globaux d'importation des pays en voie de développement pendant les 20 prochaines années doivent tripler et, même si le volume de l'assistance en capitaux augmente considérablement, ces pays devront accroître leurs exportations d'environ 250 % pour répondre à leurs besoins croissants d'importation. A moins d'un changement radical dans le commerce de nombreux pays industriels, cela sera impossible, comme de nombreux économistes l'ont souligné. Les barrières douanières, le protectionnisme agricole et d'autres obstacles aux exportations des pays en voie de développement ont fait l'objet de plusieurs recommandations approuvées par les parties au GATT. Une réunion du GATT à l'échelon ministériel, en novembre 1961, a approuvé la Déclaration concernant la promotion du commerce des pays moins développés, par laquelle les pays industriels sont invités à faire tous leurs efforts pour éliminer les obstacles qui entravent le commerce avec les pays en voie de développement. Les progrès dans ce domaine ont été très lents et la constitution de groupements régionaux a encore aggravé la situation de nombreux pays. Ce sont là des questions dont la communauté mondiale doit se préoccuper, et la délégation indienne estime par conséquent qu'il faut les examiner dans le cadre d'une conférence internationale. C'est pourquoi elle a présenté, avec quatre autres pays, un projet de résolution (E/L.958 et Add.1) où elle propose la convocation par l'ONU d'une conférence de ce genre. En agissant ainsi, la délégation indienne n'oublie pas l'œuvre utile accomplie par les organes des Nations Unies qui existent déjà et les autres organisations, et elle acceptera volontiers leur concours pour l'examen approfondi des problèmes et l'élaboration de mesures constructives destinées à les résoudre.

24. Dans les 10 dernières années, l'Inde a fait des progrès prometteurs dans plusieurs voies grâce aux premières

² Publication des Nations Unies, n° de vente: 61.II.E.1 (E/ECE/419).

mesures qu'elle a prises en matière de planification du développement. Le revenu national en prix constants a augmenté de 42 %, la production agricole de 40 %, et la production industrielle de 81 %. Plus important encore, la structure industrielle a été diversifiée. On a assisté à une expansion rapide des industries mécaniques, et des quantités de plus en plus grandes d'acier, de machines-outils et d'autres machines sont fabriquées. Les usines indiennes sont en mesure de construire presque tout le matériel ferroviaire nécessaire au pays et elles fabriquent du matériel électrique et des instruments scientifiques très variés. Des progrès considérables ont été réalisés aussi dans l'industrie chimique. Mais, si les progrès sont satisfaisants, il y a encore des problèmes difficiles à résoudre. Les capitaux doivent être investis de manière rentable et devenir productifs le plus rapidement possible. Il faut mettre de côté, pour l'épargner, une part de plus en plus grande du volume croissant de ressources dont on dispose chaque année. La mobilisation des ressources nationales est étroitement liée aux tendances de la production, notamment dans l'agriculture. Il faut persuader des millions de petits fermiers à la fois d'investir davantage et d'adopter des techniques nouvelles. Les autorités publiques ou les coopératives doivent livrer certaines fournitures, ce qui nécessite un grand travail d'organisation et un effort concerté.

25. Pour réaliser un développement intégré, il faudra continuer de mettre l'accent sur l'accroissement de l'épargne et l'amélioration de la situation de la balance des paiements dans les 10 ou 12 années à venir, de sorte qu'à la fin de cette période l'Inde puisse maintenir un rythme suffisant de développement sans faire appel à une aide extérieure extraordinaire. Le succès dépendra largement des efforts du pays et, en partie, de l'aide extérieure dont il pourra disposer dans l'intervalle.

26. Les plans quinquennaux ont prévu un développement général coordonné et, dans le domaine de l'éducation, les progrès ont été tels que le chiffre des effectifs scolaires est passé de 23 500 000 à 43 500 000 pendant les 10 dernières années : actuellement, 60 % des enfants du groupe d'âge de 6 à 11 ans fréquentent l'école, contre un peu plus de 40 % en 1950/51. Les moyens d'enseignement technique ont également été développés. Des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine de la santé publique et de l'assainissement. Le programme d'éradication du paludisme s'est étendu à toute la population et l'on a construit de nouvelles installations médicales, à la suite de quoi l'espérance moyenne de vie à la naissance s'est accrue d'environ 10 ans.

27. Le départ a donc été donné, mais il faudra que le rythme du progrès s'accélère pour ne pas se laisser dépasser par celui de l'accroissement démographique. L'expansion économique n'est pas seulement affaire d'investissements ou de revenus accrus; elle doit aussi s'accompagner de réformes des institutions économiques et sociales si l'on veut que sa valeur sociale soit plus grande et plus profonde. Dans l'immédiat, le problème consiste à combattre la misère, mais il ne peut être résolu que par la progression économique et sociale vers une société majeure sur le plan technique et un ordre social démocratique qui offre des possibilités égales à tous.

28. M. CERULLI-IRELLI (Italie) dit que l'économie italienne, bien qu'elle leur soit étroitement liée, a accusé une évolution un plus favorable que celles de la plupart des pays occidentaux. En 1961, le revenu national de l'Italie a accusé une augmentation, exprimée en valeur réelle, de 7,9 %. Comparé à celui des autres pays industriels, à l'exception du Japon, le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Italie pour la période 1950-1960 place ce pays au deuxième rang, après la République fédérale d'Allemagne (voir E/3624/Add.2, tableau 2-4). En outre, le rythme de développement de la production a continué à s'accélérer au début de 1962. L'indice de la production industrielle, qui était de 9,1 % en 1960, s'est établi à environ 15 % pour la période comprise entre décembre 1960 et décembre 1961. Les investissements industriels ont augmenté de 450 millions de dollars environ, soit un accroissement d'environ 21 % par rapport à 1960; quant à l'investissement global brut, il représentait en 1961 l'équivalent de plus de 25 % du revenu national brut. Le chômage, l'un des problèmes les plus graves qui se posent en Italie, a continué à diminuer bien que l'élévation du niveau général de l'emploi en 1961 ait été moins marquée que l'année précédente. A cet égard, il convient de signaler l'importance des possibilités de travail offertes à la main-d'œuvre italienne à l'étranger en raison de l'évolution favorable de l'économie des autres pays. En valeur, les importations de biens et de services ont accusé une augmentation de plus de 10 %, et les exportations une augmentation d'environ 15 %; en volume, les taux correspondants sont de 14 % et de 19 %. En raison de l'accroissement de ses échanges avec l'étranger, l'Italie a une balance des paiements excédentaire, ce qui lui a permis d'accroître encore ses réserves d'or et de dollars, dont le total, à la fin de l'année 1961, s'élevait à près de 3 500 millions de dollars.

29. Cependant, il reste encore de nombreux problèmes à résoudre pour assurer un développement équilibré; aussi le Gouvernement italien est-il plus que jamais convaincu de la nécessité de coordonner les programmes des divers secteurs de l'économie nationale. Dans le domaine agricole, il recherchera les solutions les plus efficaces du point de vue économique et technique. Il intensifiera son action en faveur de l'industrialisation des zones sous-développées et notamment du Sud. Enfin, dans le cadre d'un programme général de la consommation publique, il créera des établissements d'enseignement et de recherche scientifique, des services sanitaires, réorganisera la sécurité sociale et les assurances sociales. A ce propos, M. Cerulli-Irelli fait observer qu'une expansion plus rapide de la consommation publique par rapport à la consommation privée est l'une des conditions essentielles du bien-être général. Pour que les grandes dépenses qu'entraînera l'exécution de ces programmes ne compromettent pas la stabilité monétaire, le Gouvernement italien prendra des mesures pour restreindre dans toute la mesure du possible les recours à l'épargne qui ne soient pas de nature à favoriser l'accroissement de la capacité de production, et il espère faciliter, grâce à l'application prudente de ces mesures, la solution des problèmes qui le préoccupent et qu'il est de son devoir d'affronter résolument.

30. C'est en grande partie à sa participation à l'activité d'organisations économiques internationales et surtout à

sa qualité de membre de la Communauté économique européenne que l'Italie doit l'évolution favorable de son économie après la guerre. A ce propos, la délégation italienne ne croit pas inutile de tenter une analyse objective de la politique de la Communauté et de ses incidences, ce qui permettrait de nuancer certaines affirmations dont elle fait l'objet. La Communauté économique européenne n'est qu'une des nombreuses manifestations du phénomène d'intégration économique régionale qui semble constituer l'un des éléments majeurs de l'évolution économique mondiale contemporaine. Si les techniques utilisées pour cette intégration sont diverses, elles peuvent sans nul doute être considérées comme justifiées si elles ne visent pas seulement la croissance économique des Etats membres mais aussi le développement harmonieux du commerce mondial et la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux.

31. Cette ligne de conduite, consacrée par l'article 110 du Traité de Rome, la Communauté a entendu la traduire dans les faits. C'est ainsi que, dans le cadre des négociations tarifaires générales qui viennent de se dérouler sous les auspices du GATT, elle a offert d'apporter une réduction linéaire de 20% au tarif extérieur commun, déjà établi à un niveau généralement inférieur à celui des tarifs nationaux antérieurement existants, sans exiger une stricte réciprocité de concessions de la part des pays en voie de développement. Bien que les pays tiers ne se soient pas jugés en mesure de répondre positivement à cette offre, ils ont cependant pu offrir des compensations que la Communauté a jugées suffisantes pour conclure avec eux des accords tarifaires et les décisions prises dans le cadre du GATT marquent ainsi une étape mémorable dans la libéralisation du commerce international.

32. Le rôle de catalyseur que la Communauté a assumé dans cette libéralisation doit être rapproché du rythme accéléré de la croissance économique — entre 6 et 7% du produit national brut, annuellement — engendrée dans les Etats membres par l'application progressive des dispositions du Traité de Rome. Cette accélération de la croissance économique ne pouvait avoir que des effets favorables, non seulement sur le plan interne mais aussi sur celui des échanges commerciaux entre les pays membres de la Communauté et les pays tiers. De 1958 à 1961, l'ensemble des importations de la Communauté est passé de 22 946 millions à 32 162 millions de dollars. Les importations de café en provenance des pays tiers sont passées de 355 000 tonnes à 460 000 tonnes, les importations de bois tropicaux de 750 000 à 1 192 000 tonnes. On pourrait citer d'autres exemples, comme ceux du cacao, des bananes ou du coprah. Il semble donc, en l'état actuel des choses, que les pays tiers n'aient pas eu à souffrir, au contraire, de la création de la Communauté économique européenne. Au premier plan des problèmes commerciaux actuels, se place la question capitale de l'organisation des marchés des produits de base. La Communauté a entendu lui prêter toute son attention, comme le prouve la participation de ses membres aux différents accords et groupes d'études internationaux intéressant les produits de base. C'est ainsi qu'à la dernière session du Groupe d'étude international du plomb et du zinc, les Etats membres de la Communauté ont accepté

une limitation volontaire de leur production représentant un pourcentage considérable du total des limitations volontaires annoncées par les membres du Groupe. La Communauté est non seulement résolument ouverte vers la libéralisation et le développement du commerce mondial, comme on vient de le voir, mais elle a déjà maintes fois indiqué qu'elle était disposée à débattre, dans le cadre de procédures acceptables pour les deux parties, des dommages concrets d'ordre commercial qui lui seraient signalés par des pays tiers.

33. D'autre part, la Communauté économique européenne n'est pas simplement une union douanière; c'est aussi et surtout une union économique. Aussi ses membres ont-ils été amenés à appliquer, ainsi que le prévoyait le Traité de Rome, des politiques communes, notamment sur le plan social, visant à accélérer le relèvement du niveau de vie et à développer le plein emploi dans le cadre de la Communauté, notamment: libre circulation des travailleurs, sécurité sociale des travailleurs migrants, libre circulation des services.

34. Si cet aspect social des politiques communes est trop souvent passé sous silence dans les différentes enceintes internationales, l'élaboration progressive d'une politique agricole commune a, au contraire, déjà fait l'objet de nombreuses déclarations de la part de pays tiers. Ces déclarations ne peuvent reposer, en tout état de cause, que sur de simples appréhensions puisque aussi bien cette politique n'a pu encore, pour des raisons de calendrier, produire d'effets concrets. Il convient cependant de relever, à cet égard, qu'elle correspond à un effort d'intégration nécessaire et, du même coup, à un effort révolutionnaire pour surmonter les particularismes agricoles, qui sont parmi les plus tenaces. A ce titre, la hardiesse de la tentative devrait lui mériter quelque bienveillance, d'autant plus qu'elle prépare et peut faciliter, dans une certaine mesure, des tentatives plus larges d'organisation mondiale des marchés. D'autre part, il a été généralement constaté qu'un système de ce type présente, du point de vue de l'accès aux marchés, des avantages certains par rapport aux systèmes antérieurs qui comportaient des mesures compliquées variant selon les pays et selon les époques. Avant de conclure sur ce point, M. Cerulli-Irelli tient à souligner que, l'objectif général de la Communauté étant d'accroître la prospérité interne, la demande de matières premières s'accroîtra inévitablement dans de nombreux secteurs, y compris les secteurs agricoles.

35. Il est un autre domaine où l'action de la Communauté économique européenne se fait sentir: celui de l'aide aux pays en voie de développement. Il existe actuellement, au sein de la Communauté, un groupe d'assistance technique spécialement chargé de rechercher les moyens de mieux coordonner les activités des Etats membres dans ce domaine, ainsi qu'un groupe de coordination des politiques d'assurance-crédit, de garanties et de crédits financiers pour faciliter la fourniture de biens d'équipement aux pays en voie de développement. On a récemment estimé à 10 milliards de dollars, pour les quatre dernières années, l'aide fournie par les membres de la Communauté au titre du développement. Point n'est besoin de rappeler leur participation au FMI, à la

BIRD, à l'Association internationale de développement, à la Société financière internationale, ainsi qu'au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial. Sur le seul plan de l'assistance technique, l'aide tant multilatérale que bilatérale consentie par les Etats membres de la Communauté et par la Communauté elle-même représente, pour l'année 1962, un total de 260 millions de dollars; ce montant ne tient pas compte des débours au titre de l'assistance technique du Fonds de développement de la Communauté pour les Etats associés d'outre-mer.

36. Sans préjudice de cette contribution à une politique générale d'aide au développement, la Communauté a adopté des mesures plus particulières à l'égard d'un certain nombre de pays en voie de développement qui, après leur accession à l'indépendance, ont tous confirmé, en toute souveraineté, leur volonté de maintenir leur association à la Communauté. Ces mesures comprennent notamment une aide financière, exclusivement sous forme de dons, qui s'élevait au 30 avril 1962 à 303 millions de dollars au total; ces crédits sont destinés à des fins diverses et notamment à l'industrialisation: études de préinvestissement, création d'une infrastructure industrielle, financement de projets industriels proprement dits ou de programmes de formation professionnelle, par exemple.

37. En conclusion, M. Cerulli-Irelli formule l'espoir que ces éléments d'information sur les objectifs et les activités de la Communauté économique européenne permettront d'en mieux comprendre la portée.

38. M^{lle} SALT (Royaume-Uni) dit que l'*Etude sur l'économie mondiale* donne au Conseil un aperçu général de la conjoncture économique au cours de l'année précédente et devrait rendre des services inappréciables à tous ceux qui dirigent la politique de leur pays et établissent des programmes de développement. Cette étude donne non seulement chaque année un tableau de la conjoncture dans les diverses parties du monde, mais analyse de façon plus poussée l'un des principaux problèmes qu'ont à résoudre les pays développés comme les pays sous-développés. Dans l'*Etude* pour 1961 (E/3624 et Add.1 à 6), le sujet choisi était l'industrialisation, alors que les études précédentes ont traité de l'épargne et des investissements, du commerce des produits de base, de l'inflation et de la balance des paiements. Mais tous ces problèmes présentent un intérêt durable, aussi M^{lle} Salt se demande-t-elle s'il ne serait pas possible de publier séparément les études faites à leur sujet pour leur assurer une plus grande publicité, au lieu de les insérer dans un volume annuel consacré surtout à la conjoncture économique. Le travail du Secrétariat serait peut-être simplifié s'il publiait séparément la partie analytique de l'étude et celle qui est consacrée à la conjoncture, qui doit être prête pour une date fixe.

39. En consacrant une partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961*, au problème de l'industrialisation, le Secrétariat a fait un excellent choix. Il ressort en effet clairement de l'*Etude sur l'économie mondiale* et des *Etudes* des commissions économiques régionales que l'industrialisation n'est pas une affaire de doctrine. Il faut, au contraire, calculer avec le plus grand soin son coût et ses avantages, compte tenu des besoins de chaque

pays. Ce n'est pas non plus une simple question de choix entre la production industrielle et la production primaire; il faut aussi tenir compte de l'importance du secteur des échanges et de la distribution et de celle des débouchés. A la lumière de l'expérience récente du Royaume-Uni, la délégation britannique peut accepter l'idée exprimée dans l'*Etude sur l'économie mondiale* selon laquelle c'est l'insuffisance de la demande qui est la cause de l'expansion économique relativement lente de certains pays développés. Pour ce qui est des pays moins développés, en revanche, elle est d'avis qu'on a souvent donné trop peu d'importance à ce facteur et croit qu'il y aurait intérêt à entreprendre maintenant des études plus poussées des marchés de ces pays, des débouchés qu'ils offrent et du rythme auquel ils devraient pouvoir se développer.

40. En étudiant la question de l'industrialisation, il importe de savoir à quelle période on se réfère dans le temps. Des sacrifices peuvent être nécessaires dans le présent pour assurer le développement futur; mais, l'étendue et la durée de ces sacrifices doivent être appréciées en fonction de l'urgence des besoins actuels. La délégation britannique approuve vivement les conclusions du chapitre premier de l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1961*³, qui traduisent parfaitement des points de vue exprimés souvent par elle. Si le Royaume-Uni a insisté parfois sur la nécessité de développer l'agriculture et les autres secteurs de la production primaire, c'est parce que ces secteurs offrent des possibilités immédiates de progrès. Ils pourraient en effet assurer l'augmentation des revenus qui est nécessaire pour l'élargissement du marché intérieur et fournir les ressources indispensables aux investissements dont dépendent la diversification de l'économie et le développement industriel. Tout accroissement de production, dans le secteur agricole comme dans le secteur industriel, n'est d'ailleurs possible que si les courants d'échanges et les institutions commerciales se développent également, ce qui absorbera de nouvelles ressources.

41. La délégation britannique a pris note avec intérêt des études détaillées des commissions économiques régionales sur les échanges commerciaux et les questions douanières. De telles études concrètes, faites par des experts connaissant bien la région, sont un excellent moyen de déterminer les facteurs économiques et institutionnels dont dépendent la croissance économique et le développement des échanges. Le Royaume-Uni est très désireux de prêter son concours dans tous les cas où la création d'une industrie doit contribuer au développement d'un pays. Il faudrait analyser et diffuser largement l'expérience accumulée, notamment dans les pays en voie de développement, pour que tous les pays puissent en profiter. En ce qui concerne les services consultatifs et la formation professionnelle, les établissements industriels du Royaume-Uni pourraient prêter leur concours en fournissant des consultants et en recevant des stagiaires. Le nouveau Conseil de l'enseignement et de la formation techniques du Service national de coopération technique du Royaume-Uni pourrait jouer aussi un grand rôle dans ce domaine.

³ Publication des Nations Unies, n° de vente: 62.II.F.1.

42. Le sujet que l'*Etude sur l'économie mondiale, 1962* traitera plus spécialement sera la planification dans les pays sous-développés, et le rapport du Secrétariat intitulé « Projections des tendances économiques mondiales » (E/3661) pourra apporter une contribution utile à sa préparation. M^{lle} Salt a noté avec satisfaction les premiers résultats de la réunion d'experts convoquée au Siège pour étudier les techniques utilisées pour établir les projections des tendances à long terme de l'économie mondiale. Toutefois, les prévisions et les projections présentent toujours un caractère assez aléatoire, et plus le sujet est vaste plus les aléas sont grands. Cette constatation est particulièrement vraie à une époque où tous sont décidés à faire évoluer la situation économique mondiale de façon rapide et révolutionnaire. Le caractère très poussé des études extrêmement techniques sur les projections de l'offre et de la demande de certains produits primaires (E/3628, E/3629) montre qu'il faut faire preuve d'une prudence toute particulière pour les interpréter. Ces études peuvent seulement fournir des indications. Elles ne peuvent tenir compte de certains facteurs, notamment des conditions politiques et du développement des accords tarifaires. Pour de courtes périodes, toutefois, les renseignements donnés sur les tendances de la production et de la consommation peuvent être très utiles, particulièrement celles qui concernent les produits alimentaires. Toute cette question pose des problèmes complexes de statistique et de méthode. La délégation du Royaume-Uni approuve donc la proposition faite par la Commission du commerce international des produits de base et par le Comité des produits de la FAO, lors de leur réunion commune, de recommander une étude plus poussée de ces questions par les gouvernements et par la Commission de statistique des Nations Unies.

43. L'attitude du Royaume-Uni touchant la convocation d'une conférence internationale sur les problèmes commerciaux est bien connue. Il est convaincu en effet que l'expansion des échanges commerciaux, et notamment la conclusion d'accords applicables aux échanges entre les pays développés et les pays moins développés, figurent au premier rang des problèmes mondiaux. En fait, d'ailleurs, dans sa partie consacrée à l'industrialisation, l'*Etude sur la situation économique mondiale* a établi un lien étroit entre cette industrialisation et les échanges commerciaux entre les pays peu développés et les pays industrialisés. La solution de la plupart de ces questions n'est d'ailleurs pas facile car elles découlent de tendances à long terme de l'économie mondiale qui ne peuvent être renversées, comme les changements qui se produisent

dans la structure des échanges entre les pays industriels, les progrès techniques qui influent sur la demande de matières premières, et les déplacements des sources d'approvisionnement d'un groupe de pays à un autre. Tous ces facteurs influent de manière différente sur les diverses catégories de produits, et il faut beaucoup de souplesse dans la façon dont on aborde les problèmes qu'ils soulèvent. De plus, les échanges visibles ne représentent qu'un aspect des liens économiques existant entre les pays, de sorte que les travaux poursuivis par certains organismes tels que la BIRD et la FMI ont une grande importance.

44. Une conférence n'est sans doute pas indispensable pour convaincre les gouvernements de la nécessité de développer le commerce mondial, de favoriser la stabilité des marchés, de maintenir l'équilibre des paiements internationaux et de réduire progressivement les barrières douanières. En outre, les problèmes qui font obstacle à ce développement sont déjà connus; la plupart d'entre eux font déjà l'objet d'études entreprises par diverses organisations internationales ou par certains gouvernements. Pour combler les lacunes éventuelles, il n'est pas utile de convoquer une conférence internationale ayant un objectif très large; il suffirait de poursuivre le travail à l'échelon des experts; lorsque les lacunes auront été définies, il devrait être possible de trouver le moyen de les combler. La création d'une nouvelle organisation, comme on l'a suggéré au cours des débats, ne ferait que retarder l'action déjà entreprise.

45. Quel que soit le point de vue auquel on se place pour examiner les tendances économiques mondiales, la première chose à faire est de chercher à employer, pour chaque problème, les moyens déjà disponibles qui paraîtront les plus directs, les plus rapides et les plus efficaces. Il faut bien identifier les problèmes au moment où ils se posent, afin de savoir si l'on dispose déjà des moyens propres à les résoudre. Il est utile sans doute d'envisager ces problèmes spéciaux dans le cadre de l'économie mondiale toute entière, mais il faut leur trouver, dans chaque pays, des solutions individuelles, par industrie et par produit, dans le cadre de la politique courante du gouvernement. Dans ces conditions, les enquêtes les plus utiles sont celles qui sont entreprises sur un sujet précis, à l'échelon local, et qui restent dans les limites de temps dans lesquelles peuvent agir les gouvernements et les organisations intéressées.

La séance est levée à 13 h 15.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 18 juillet 1962

à 15 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 2 de l'ordre du jour :

Tendances économiques mondiales

Débat général (suite) 161

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République centrafricaine, République Dominicaine, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République de Corée, République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds monétaire international, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3624 et Add.1 à 6, E/3628, E/3629, E/3631 et Add.1 à 3, E/3635, E/3652, E/3659 et Add.1 et 2, E/3661, E/3668; E/ECE/452)

DÉBAT GÉNÉRAL (suite)

1. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'il est capital, pour accélérer le développement économique général, que l'industrie progresse à un rythme croissant.

2. L'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* (E/3624 et Add.1 à 6) présente, dans la première partie, un vaste ensemble de données statistiques et tire d'importantes conclusions qui s'appuient sur les faits; ces travaux seront utiles aux pays qui établissent des plans pour développer leur industrie. De plus, on y reconnaît que le processus du développement économique est complexe et qu'il ne peut s'expliquer par une théorie simple d'histoire économique.

3. Le but du développement économique est le bien-être et la dignité pour tous les hommes; pour arriver à ce but, il faut chercher à établir des structures économiques et sociales qui donnent aux hommes autant de liberté de choix qu'il est possible et qui, tout en développant leur bien-être matériel, leur offrent des moyens d'éducation et des loisirs suffisants pour qu'ils puissent se récréer et se cultiver. De plus, il ne faut pas rechercher un rythme élevé de croissance économique par l'établissement de systèmes politiques, économiques et sociaux qui vont à l'encontre de ce but. Pareillement, il ne faut pas demander aux générations actuelles, en faisant miroiter à leurs yeux les bienfaits éventuels qu'en tireront les générations futures, de réduire excessivement une consommation déjà faible pour créer des possibilités d'investissement qui seraient peut-être nécessaires si l'on forçait l'économie à se développer à un rythme trop rapide.

4. Le fait que le développement économique requiert un équilibre entre l'industrie et l'agriculture ne signifie pas que tous les pays en voie de développement devraient adopter une structure économique déterminée, à l'exclusion de toutes les autres. Si l'on veut organiser rationnellement la croissance industrielle, il faut en général tenir compte de la nature — qui peut changer d'ailleurs — des ressources du pays ainsi que du caractère de ses structures économiques, politiques et sociales. A cet égard, il est capital, particulièrement dans les premiers stades du développement de l'industrie, de considérer les ressources naturelles d'un pays et ses disponibilités en main-d'œuvre qualifiée. Les compétences comme les ressources physiques peuvent être importées. Et comme la croissance économique exercera inévitablement une certaine pression sur les ressources en devises des pays en voie de développement, ces ressources devront être ménagées dans toute la mesure du possible.

5. On oublie parfois que la révolution industrielle a bénéficié dans les pays occidentaux de conditions extrêmement favorables; les capitaux provenant du commerce ont constitué un facteur très important de progrès, et un autre facteur a été l'esprit d'entreprise que la pratique du commerce avait précisément développé. Le progrès de la science et les inventions ont aussi joué un rôle important. De plus, le libéralisme politique et économique encourage à prendre des risques. On peut dire en bref que la révolution industrielle a été le fait d'une évolution naturelle, favorisée par les institutions politiques, économiques et sociales. Dans nombre de pays en voie de développement, ces conditions favorables n'existent pas. C'est par un acte de volonté nationale, par une décision délibérée que beaucoup de pays en voie de développement sont obligés de se forger des institutions et de développer un état d'esprit propice à la croissance économique. Les pays de l'Amérique latine mon-

trent la voie lorsqu'il décident en commun de procéder aux réformes économiques et sociales nécessaires pour promouvoir le développement économique et pour en répartir les bienfaits entre tous les éléments de la population.

6. Les Etats-Unis ont toujours reconnu que les capitaux ne suffisent pas dans les pays en voie de développement et ils ont mis l'accent sur l'assistance technique, tant dans leurs programmes bilatéraux, que dans les programmes multilatéraux qu'ils soutiennent. Mais c'est seulement récemment qu'ils en sont venus à reconnaître que les avantages de l'assistance technique peuvent être gaspillés si le régime social du pays bénéficiaire ne convient pas à une société moderne industrialisée et si les bénéfices de la croissance économique aboutissent entre les mains de quelques privilégiés au lieu de profiter à tous.

7. Les Etats-Unis se sont aperçus qu'une réforme des techniques agricoles et du régime foncier constituait une condition nécessaire du progrès de l'agriculture dans les pays en voie de développement. Mais, là encore, les investissements ne suffisent pas à provoquer le progrès. La plupart des spécialistes du développement économique reconnaissent que c'est une erreur, dans les premières années d'un plan de développement économique, de laisser l'agriculture à elle-même et de s'attacher surtout à organiser les investissements dans l'industrie, et notamment dans l'industrie lourde. La plupart des pays ont aujourd'hui une vue plus juste du développement et reconnaissent que bien des chemins conduisent à la croissance économique. Il est très souvent souhaitable de s'attacher d'abord à développer une industrie légère qui produise des biens de consommation destinés au marché national, afin de remplacer les produits qui, sans elle, seraient importés. Les statistiques qui figurent dans l'*Etude* semblent indiquer que les pays qui en sont au premier stade du développement ont appris cette leçon. Les pays d'Asie représentés à la dix-huitième session de la CEAEO tenue à Tokyo en mars 1962 ont donné la preuve de la maturité de leur pensée économique lorsqu'ils ont souligné les possibilités de développement qu'offrent l'agriculture, l'industrie légère et la petite industrie. Un point de vue pareillement équilibré apparaît aussi dans l'*Etude*.

8. Bien que beaucoup d'industries soient nécessairement grandes, ce serait un tort de soutenir que toutes doivent l'être. Au Danemark, par exemple, 62% des emplois dans l'industrie sont fournis par des établissements qui emploient moins de 50 personnes. En outre, c'est souvent la petite entreprise qui est la clé du développement d'un complexe industriel dans lequel les différentes industries tendent à prospérer. Il semble également que, dans tous les pays industrialisés, à l'exception peut-être du Japon qui est un cas spécial, les petites entreprises sont tout aussi efficaces que les grandes. Bref, toutes les informations dont on dispose semblent confirmer la conclusion du Secrétariat selon laquelle la croissance industrielle s'opère autant par la multiplication de petites usines que par la création de grandes entreprises.

9. C'est entre les pays à économie assez diversifiée qu'un commerce profitable pour tous a les meilleures

chances de se développer. De plus, c'est dans ces pays que la spécialisation internationale entraîne les plus grands progrès économiques, comme en témoignent les effets de la libération progressive des échanges entre les pays de libre entreprise dont l'économie est diversifiée. Il reste que la spécialisation est importante pour la croissance économique — et notamment l'industrialisation — des pays en voie de développement. Les recettes d'exportation sont en un sens la clé du problème de la croissance économique; sans elles, on ne peut guère espérer lancer cette sorte de réaction en chaîne qui aboutit à la croissance continue.

10. La planification économique, si elle est bien conçue, peut assurer une meilleure répartition des ressources destinées à l'industrialisation. Elle n'offre cependant pas des solutions automatiques, car tout ce qu'une bonne planification peut faire, c'est éclairer les chefs d'entreprise et les autres responsables de l'économie sur les choix qui s'offrent à eux, leur permettant ainsi de prendre leurs décisions en connaissance de cause. Les limites d'une planification centralisée sont apparues clairement, même aux pays qui appliquent ce système: on parle beaucoup dans ces pays d'une décentralisation de la planification et il serait intéressant de connaître l'efficacité de cette décentralisation dans la conception de la planification centralisée.

11. L'expérience des Etats-Unis fait apparaître que le rôle de l'entreprise privée est d'une importance capitale dans la répartition des ressources et le développement de l'esprit d'entreprise. Il est faux de dire que la libre entreprise est incompatible avec une planification bien conçue, car on planifie autant aux Etats-Unis que dans n'importe quel pays du monde. Mais aux Etats-Unis ce n'est pas seulement le gouvernement, mais aussi les entreprises commerciales et industrielles, qui planifient librement et très complètement. D'ailleurs, d'autres pays, y compris les pays dont les dirigeants professent une idéologie socialiste, découvrent que le secteur privé de leur économie se développe plus rapidement et répond mieux aux besoins de l'homme que leur secteur public. On tend de plus en plus, dans ces pays — et leurs derniers plans le montrent — à reconnaître le rôle que l'entreprise privée peut et doit jouer.

12. L'histoire des dix dernières années offre un sujet de satisfaction modérée. L'économie de la plupart des pays en voie de développement est encore trop axée sur la production agricole et minière; leur industrie devra se développer d'autant plus rapidement s'ils veulent atteindre leur but: une économie moderne diversifiée.

13. La situation monétaire et financière s'est considérablement améliorée dans de nombreux pays; cela signifie que les échanges, l'épargne et les investissements peuvent progresser d'une façon plus ordonnée qu'il y a une dizaine d'années. Ce progrès signifie également une réduction des injustices que les perturbations monétaires entraînent inévitablement. Une autre source de satisfaction est le désir croissant que les pays manifestent de travailler ensemble pour leur avantage commun. Cet esprit de coopération apparaît clairement dans les travaux du GATT, du FMI et de la BIRD. D'autre part, les diverses organisations et les divers programmes, officiels

ou non, qui ont pour but de transmettre de pays à pays les techniques et le *know how* du progrès économique, sont plus actifs que jamais.

14. Traitant ensuite de l'année écoulée, M. Klutznick dit qu'il n'est pas surprenant que le rythme de l'expansion économique se soit quelque peu ralenti en Europe occidentale et au Japon, car les progrès avaient été très rapides ces dernières années. L'expérience montre que les économies qui progressent rapidement ont besoin de temps à autre d'une pause pour consolider leurs gains et préparer une nouvelle avance. Les possibilités d'une poursuite de l'expansion continuent à exister au Japon et surtout en Europe occidentale. M. Klutznick fait observer que dans toutes les économies, qu'elles soient fondées sur la libre entreprise ou à planification centralisée, l'absence d'équilibre ou l'irrégularité de la croissance peuvent autant stimuler la croissance qu'un équilibre apparent ou un progrès continu. Le vrai problème est de veiller à ne pas perdre de vue le but et de satisfaire les besoins de l'heure. Aucune planification, si poussée soit-elle, ne permet de prévoir les variables qui apparaissent inévitablement au cours d'une période donnée. Mais ceci ne diminue en rien l'importance des efforts que font tous les pays industrialisés pour atténuer les fluctuations excessives de l'activité économique.

15. L'un des buts les plus importants de la planification économique aux Etats-Unis, comme dans les autres pays industrialisés, est d'éviter le retour de dépressions du genre de celles qui se sont succédé avec une regrettable fréquence avant la seconde guerre mondiale. Aux Etats-Unis, la reprise économique amorcée en février 1961 s'est poursuivie et l'on est arrivé à une expansion régulière de la production et de l'emploi, qui a été accompagnée d'une stabilité générale des prix. Cette tendance dominante s'explique par l'augmentation constante de la productivité du travail sur la longue période et par l'extension des mesures de sécurité sociale. Le principal objectif que l'économie américaine se doit d'atteindre sur le plan intérieur, c'est une expansion continue de la production qui permette d'utiliser à plein la capacité de production et de maintenir l'équilibre de façon durable à ce niveau.

16. Depuis février 1961, tous les principaux baromètres de l'économie témoignent de progrès importants. Le taux de chômage est tombé de 6,9% au premier trimestre de 1961 à 5,5% en juin 1962. Les dépenses de consommation ont été et demeurent le facteur le plus important de la reprise. Les disponibilités des consommateurs ont considérablement augmenté, de sorte que les dépenses de consommation pourraient se maintenir à leur niveau pendant un certain temps, même si l'expansion actuelle se ralentissait ou cessait complètement. L'investissement des entreprises s'est développé moins rapidement qu'on ne l'avait d'abord escompté et d'assez nombreux secteurs disposent encore d'un excédent de capacité. La construction de logements a connu un grand développement par suite de l'accroissement du revenu et des conditions favorables faites au crédit hypothécaire. Les dépenses du gouvernement fédéral ont, elles aussi, augmenté pendant la période de reprise, en partie grâce aux efforts déployés pour soutenir la conjoncture mais surtout parce que

l'on a élargi les programmes d'investissement à long terme ou que l'on en a adopté de nouveaux. La situation monétaire et les conditions du crédit restent très favorables à l'expansion, et les prix de gros sont demeurés stables depuis 1958.

17. A long terme, les perspectives s'annoncent très encourageantes pour l'économie américaine. A de rares exceptions près, les réserves de ressources naturelles et de matières premières sont relativement abondantes; le potentiel productif du pays garantit qu'il sera possible de se procurer à l'étranger les matières qui feront défaut, et la croissance démographique permet de compter sur un marché toujours plus vaste pour les produits du monde entier et sur un réservoir toujours plus important de compétences de toutes sortes. Grâce à l'extension des mesures prises en matière d'instruction publique, de santé et de sécurité sociale, la proportion de la population qui ne participe pas à l'expansion de l'économie américaine ou n'en partage pas les fruits diminue constamment.

18. La Bourse de New York a été ces dernières semaines le pôle sur lequel s'est centrée l'attention des milieux économiques aux Etats-Unis comme à l'étranger : si, pendant l'hiver 1961/62, les actions ont atteint des cours élevés, c'est, à n'en pas douter, parce que l'on s'attendait à la prolongation de l'inflation et aussi parce que l'on surestimait les bénéfices que pourraient réaliser à court terme certaines grandes entreprises américaines des branches les plus « dynamiques ». En pleine euphorie du marché financier, les dividendes représentaient un taux d'intérêt très inférieur à celui des obligations, et le rendement des actions n'était que très légèrement supérieur à celui des obligations. Mais lorsque le public s'est rendu compte que l'inflation avait été jugulée et que les bénéfices des entreprises dynamiques n'augmentaient pas au taux escompté, les cours des actions ont dû s'adapter. Cependant, on ne peut déceler aucune relation systématique entre les achats des consommateurs et les cours des actions pendant la période d'après guerre, pas plus qu'on ne peut établir de relation certaine entre le cours des actions et le niveau général de l'activité économique. Le plus sage semble donc d'interpréter la baisse survenue à la Bourse comme la réaction de ceux qui s'attendaient à la poursuite de l'inflation devant la fin de la poussée inflationniste.

19. Nombre de problèmes restent encore à résoudre dans l'économie américaine. Le taux de la croissance économique ne satisfait ni le gouvernement ni le peuple : l'économie ne s'est pas développée à un rythme assez rapide pour permettre de réaliser le plein emploi, encore que chaque mois semble enregistrer de nouveaux progrès dans l'effectif de la main-d'œuvre occupée. Le chômage représente une déperdition de forces productives et son coût économique et social a des répercussions fâcheuses non seulement pour les intéressés eux-mêmes mais encore pour leurs familles et la société tout entière. Le Président des Etats-Unis a proposé d'apporter à la structure des impôts des modifications qui, estime-t-on, augmentent le taux d'investissement des entreprises. Le Gouvernement des Etats-Unis a pris, toujours dans le même dessein, des mesures pour ajuster, en fonction des nécessités de l'heure, les dispositions fiscales relatives aux provisions

pour amortissement. De plus, dans les milieux économiques, la question de savoir s'il convient de réduire les impôts fait l'objet de débats animés; le gouvernement demeure sur ce point dans une position d'expectative vigilante.

20. Les échanges de vues publics qui ont lieu entre le monde ouvrier, le patronat et le gouvernement au sujet du meilleur moyen d'assurer la vigueur et le progrès continu de l'économie offrent l'image en raccourci du fonctionnement de la vraie démocratie. Aujourd'hui, le problème est de faire en sorte que la nation produise assez de richesses, non pas uniquement pour les Etats-Unis, mais aussi pour répondre aux besoins des populations toujours plus nombreuses de la planète. Avec 6% de la population du globe, les Etats-Unis fournissent près de 40% de la production mondiale. La solidité de l'économie américaine est importante pour la prospérité de l'ensemble du monde, et la récente reprise économique a eu pour corollaire un accroissement appréciable des importations américaines, qui atteignent maintenant quelque 16 milliards de dollars par an.

21. C'est aussi leur puissance qui permet aux Etats-Unis de continuer à participer au développement économique des pays peu industrialisés, à la fois par des investissements de capitaux privés et au moyen de programmes d'aide bilatérale et par des contributions aux programmes multilatéraux d'aide financière et d'assistance technique. La politique commerciale esquissée par le Président lorsqu'il a demandé le vote d'une loi sur l'expansion du commerce traduit la volonté de faire servir la puissance économique des Etats-Unis au bien général par un effort massif tendant à établir dans les grandes régions de production et de consommation d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord un régime de faibles tarifs douaniers débarrassé au maximum de tout ce qui entrave la liberté des échanges. Approuvée par la Chambre des représentants, qui n'y a pas apporté de changements importants, la proposition du Président est actuellement soumise à l'examen du Sénat.

22. M. WALKER (Australie) rappelle que l'*Etude sur l'économie mondiale*, qui est publiée chaque année, a succédé à une série d'études analogues du Secrétariat de la Société des Nations et dont la première portait un titre différent, mais significatif: *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*. Le souci dominant de la politique économique pendant la période 1930-1939 avait été de favoriser la reprise économique à la suite de la dépression qui avait secoué les économies de nombreux pays jusque dans leurs fondations et d'empêcher le retour d'une semblable catastrophe économique.

23. Les *Etudes* publiées par l'ONU témoignent d'une évolution importante sur la scène économique, en ce sens qu'elles ne visent plus autant à prendre le pouls de la situation économique actuelle. Le monde n'est plus hanté par la crainte de grandes dépressions cycliques. Certes, le problème des récessions périodiques se pose toujours, mais ce changement de terminologie n'est pas uniquement une question de mots. Le processus par lequel une récession économique peut se perpétuer et dégénérer en dépression grave est maintenant bien compris, et les gouvernements ont à la fois une connaissance

et une expérience approfondies des mesures à prendre pour prévenir l'extension du chômage. De plus, il s'est établi une solide tradition d'assistance mutuelle internationale, que soutiennent des institutions comme le FMI.

24. Le centre d'intérêt s'est déplacé du problème des fluctuations à court terme à celui de l'expansion économique continue. Pour les pays peu développés, il s'agit, dans l'immédiat, de réaliser les réformes de structure indispensables pour déclencher le processus de croissance économique autonome que les pays industriels connaissent depuis très longtemps. Dans les grands pays industriels cependant, la poursuite d'une expansion économique régulière est devenue également l'un des buts principaux de la politique des gouvernements et l'objectif de l'entreprise privée.

25. La raison essentielle de l'intérêt que l'on porte au problème de l'expansion est que c'est ainsi seulement que les pays peuvent satisfaire aux besoins de populations toujours plus nombreuses et assurer l'augmentation des revenus réels, laquelle entraîne l'élévation des niveaux de vie. De plus, l'expansion économique continue permet de résoudre plus facilement d'autres problèmes. A ce propos, M. Walker cite un passage de l'introduction (E/3624) à l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961*: « Les événements économiques récents en Europe occidentale montrent de façon frappante que l'adaptation à des conditions changeantes peut se faire avec une certaine facilité si la question se pose dans une conjoncture de croissance économique soutenue ».

26. En ce qui concerne les conditions de l'expansion des économies développées des pays de libre entreprise, M. Walker a remarqué en particulier un autre passage de l'introduction à l'*Etude*, où il est dit que « les mesures les plus importantes pour la croissance industrielle des économies développées d'entreprise privée n'ont pas été celles destinées à modifier la structure de la production industrielle ou à hâter la croissance d'industries données, mais bien les politiques monétaires et fiscales de nature générale, agissant sur le taux de croissance de la demande globale ». M. Walker attire notamment l'attention du Conseil sur les indications figurant dans la suite du paragraphe où figure ce passage et dans le paragraphe suivant.

27. Dans les pays peu développés, le problème du maintien de la croissance est bien plus compliqué parce qu'il requiert, outre le maintien d'une forte demande effective, une réforme profonde des structures économiques et, très souvent aussi, d'importantes réformes sociales. Comme le représentant de l'Inde l'a dit à la 1226^e séance, pour les pays sous-développés, il ne s'agit pas seulement, en ce qui concerne l'expansion économique, d'obtenir de meilleurs résultats; cette expansion doit aussi s'accompagner de réformes des institutions économiques et sociales si l'on veut que sa valeur sociale soit plus grande et plus profonde.

28. Dans la plupart des pays, le commerce extérieur joue un rôle important dans l'expansion. Dans les pays en voie de développement, la formation intérieure de capital doit s'accompagner de l'importation de biens d'équipement étrangers, et le commerce d'exportation de ces pays est une source vitale de devises qui servent à payer ces importations. Mais, dans les pays en voie de

développement comme dans les pays industrialisés, les exportations jouent encore un autre rôle : elles sont une source de revenus et de pouvoir d'achat à l'intérieur du pays. Il en résulte qu'un commerce d'exportation prospère contribue à entretenir dans un pays les conditions nécessaires à une expansion continue.

29. Le fait qu'on compte sur le commerce international pour satisfaire certains besoins essentiels à la croissance économique pose des problèmes particuliers de balance des paiements. Des mouvements défavorables de la balance des paiements d'un pays peuvent entraîner une réduction de la demande effective dans ce pays et contrarier les espoirs d'expansion économique. En même temps, ces mouvements obligent souvent à restreindre l'importation de biens nécessaires au développement.

30. On voit ainsi quelle importance ont, pour le maintien de la croissance économique, non seulement les mesures destinées à prévenir des fluctuations excessives des cours des produits de base, qui sont bien souvent la cause des problèmes de balance des paiements, mais aussi les arrangements internationaux visant à faire surmonter aux pays leurs difficultés passagères.

31. Plus récemment, on s'est intéressé à un autre facteur qui peut contribuer à la solution des problèmes de balance des paiements. Au déficit de la balance des paiements d'un pays correspond un excédent dans la balance des paiements d'autres pays. Le maintien, dans un pays, de conditions intérieures favorables à une croissance économique rapide risquant d'y entraîner des difficultés de balance des paiements présenterait un danger moindre si les partenaires commerciaux de ce pays pratiquaient eux aussi une politique d'expansion rapide. D'où l'importance de politiques d'expansion concertées, comme celles dont sont convenus en 1961 les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a mentionnées à la 1226^e séance.

32. On note quatre modifications de structure importantes survenues dans l'économie mondiale. La première est l'augmentation, depuis la seconde guerre mondiale, du nombre des pays à économie planifiée, ce qui a détaché un important secteur de la vie économique mondiale du système des marchés interconnectés.

33. L'économie mondiale a été pendant longtemps essentiellement une économie d'entreprise privée, mais aujourd'hui ce terme ne décrit plus qu'imparfaitement la nature des économies nationales qui constituent l'économie mondiale en dehors des économies planifiées. La plupart des pays ont un système économique mixte qui comprend un large secteur nationalisé et un contrôle considérable de l'Etat sur le secteur privé. Toutefois, la séparation demeure très nette entre ces économies mixtes et les économies totalement planifiées; en fait, ce sont deux mondes économiques aux prises bien souvent avec des problèmes économiques fondamentalement analogues mais qui opèrent selon des principes différents.

34. Il y a bien entendu un certain volume d'échanges entre ces deux mondes économiques, mais de grandes difficultés s'opposent à une association plus étroite entre eux, non seulement parce qu'ils représentent des systèmes politiques et économiques rivaux, mais parce qu'ils com-

mercent selon des principes différents. Les échanges des pays à économie mixte où domine l'entreprise privée ont un caractère multilatéral. Le GATT, dont les membres comptent pour 78 % dans les échanges mondiaux (83 % si l'on tient compte des pays associés), envisage un système qui offrirait à ses membres le libre accès mutuel aux marchés, sous réserve seulement du paiement des droits de douane suivant la clause de la nation la plus favorisée. Il y a des exceptions à cette règle générale, par exemple lorsqu'il s'agit de protéger un pays contre le dumping ou les exportations subventionnées, mais, dans ces cas, on a bien soin de prévoir des mesures de sauvegarde. On peut dire, en gros, que le système du GATT comprend trois principes : premièrement, les échanges doivent être non discriminatoires; deuxièmement, les industries nationales ne doivent être protégées que par les droits de douane; troisièmement, toutes les parties contractantes doivent se consulter pour éviter de léser leurs intérêts commerciaux. M. Walker décrit là, évidemment, les règles du GATT et non pas la manière dont elles sont ou ne sont pas appliquées, notamment en ce qui concerne l'accès des produits de base sur les marchés de certains pays très industrialisés.

35. Ce système multilatéral est manifestement très différent du système commercial des pays à économie planifiée. La politique d'importation de ces derniers fait partie d'un plan général, qui n'attribue au secteur de l'importation que la part de la consommation que la production intérieure planifiée n'est pas en mesure de satisfaire. Il est donc impossible aux exportateurs étrangers de lutter à armes égales, en ce qui concerne la qualité et les prix, avec les producteurs des pays à économie planifiée. En plus, le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) a établi entre les pays à économie planifiée une certaine coordination qui implique la signature d'accords relatifs aux échanges commerciaux. Le secteur commercial qui reste ouvert aux exportateurs étrangers tend par conséquent à être résiduel, la première place étant réservée à la production domestique et aux importations effectuées sous les auspices du CAEM. Mais, même dans ce secteur résiduel, il semble que le volume des échanges est moins soumis au jeu des forces du marché qu'à des décisions administratives et gouvernementales, dont un bon nombre peuvent paraître arbitraires aux fournisseurs étrangers. M. Walker tient à souligner qu'il ne fait pas une critique du système mais qu'il décrit simplement la situation telle qu'elle se présente.

36. Les prix des produits exportés par les pays à économie planifiée peuvent également poser des problèmes aux autres pays. En effet, il est difficile pour les étrangers de déterminer les éléments normaux qui, dans une économie planifiée, concourent à la formation des prix et, par conséquent, d'appliquer aux exportations de cette provenance les dispositions légales normales concernant le dumping qui sont en vigueur dans les pays de libre entreprise, où l'on exige que l'on puisse facilement déterminer le prix de revient.

37. La plus grande partie des échanges commerciaux entre les deux mondes économiques est régie actuellement par des accords bilatéraux. Cela n'a pas entraîné de très grandes difficultés parce que le volume de ces échanges

est assez marginal. La situation pourrait changer si la part des pays à économie planifiée dans le commerce mondial venait à augmenter considérablement. Si le problème vient à se poser, il faudra rechercher des solutions qui ne s'écartent pas du système actuellement appliqué à la majeure partie du commerce mondial et qui fait une large place à la non-discrimination multilatérale.

38. Le deuxième fait nouveau important est l'intégration régionale, qui est fort avancée en Europe occidentale et en Europe orientale et qui commence à être réalisée en Amérique latine. L'intégration régionale a déjà procuré des avantages économiques appréciables à l'Europe occidentale, et il est vraisemblable qu'une coopération économique du même genre serait avantageuse dans d'autres régions.

39. L'intégration régionale commence normalement par l'octroi de ce qui est, en fait, un système de préférence mutuelle entre les membres. Si l'intégration est poursuivie dans un esprit d'autarcie, elle peut léser gravement les intérêts économiques des pays qui n'y participent pas et aboutir, en fin de compte, à bloquer l'expansion du groupement intégré lui-même. L'Australie, qui peut difficilement, vu sa position géographique, faire partie d'un groupement régional, attache une grande importance aux assurances, données par les représentants des groupements existants, que ceux-ci suivront une politique « ouverte » et qu'il y aura des possibilités d'accroître les échanges avec le reste du monde.

40. Le troisième fait nouveau concerne les effets des politiques agricoles nationales — en particulier des pays très industrialisés — sur le commerce international et les difficultés qui en résultent pour de nombreux pays de production primaire. Dans de nombreux pays, l'agriculture s'est isolée de l'économie mondiale; elle est un bastion où de puissants intérêts sociaux et politiques se sont retranchés et qu'ils sont résolus à défendre.

41. La tendance au protectionnisme agricole a un effet profond sur le volume du commerce international des produits de base. Le problème ne peut pas être esquivé indéfiniment. Entre autres considérations, le monde ne peut guère, à une époque d'explosion démographique, se permettre de décourager les producteurs efficaces dont les prix de revient sont bas.

42. La progression des groupements commerciaux régionaux et le renforcement du protectionnisme agricole des pays industriels ont eu pour conséquence importante de réduire la dimension du marché mondial des exportateurs de produits agricoles. Ce marché ne représente, pour la plupart des produits primaires en vrac, qu'une très petite fraction de la production mondiale: 5% pour les céréales fourragères, 10% pour la viande de bœuf ou le beurre, 12% pour le sucre, et 15% pour le blé. Les cours « mondiaux » de nombreux produits agricoles sont de ce fait en baisse et correspondent de moins en moins aux prix de revient dans les pays de production primaire à forts rendements ni aux prix qui sont effectivement payés dans le cadre de divers systèmes protectionnistes aux producteurs agricoles des pays industriels.

43. Le quatrième changement important survenu dans l'économie mondiale a été l'effort d'industrialisation des pays en voie de développement, auquel une grande

partie de l'*Etude* est consacrée. Un trait particulièrement frappant de l'*Etude* est qu'on y présente comme inévitable la tendance qu'ont les économies des différents pays à évoluer vers des structures identiques.

44. Le but final des pays sous-développés doit être de créer une économie diversifiée analogue à celle des pays industrialisés. L'acceptation de cette idée, exprimée dans l'*Etude*, contraste étrangement avec la pensée économique d'avant la seconde guerre mondiale; à cette époque on pensait que certains pays devaient concentrer leurs efforts sur la production agricole et d'autres sur la production industrielle, et que la spécialisation régionale serait un moyen efficace de relever le niveau des revenus grâce au commerce extérieur. Une autre considération, que l'*Etude* ne souligne pas, c'est que, sans industrialisation et sans diversification de l'économie, les pays en voie de développement n'acquerront pas l'expérience et les enseignements qu'offre le travail dans l'industrie et ne connaîtront pas l'esprit d'entreprise qu'éveillent des possibilités économiques très variées.

45. Cet effort d'industrialisation aura certainement des conséquences très importantes pour le commerce international. Il est cependant intéressant de noter à cet égard que les progrès dans le domaine industriel n'entraînent aucun fléchissement du commerce; en fait, les échanges commerciaux sont extrêmement actifs entre les grands pays industriels par suite d'une spécialisation très poussée.

46. Pour terminer, M. Walker réserve le droit de la délégation australienne de reprendre la parole sur des questions comme la proposition relative à la convocation d'une conférence mondiale du commerce, qu'il n'a pas mentionnée au cours de son intervention.

47. M. GUZINA (Yougoslavie) félicite les auteurs de l'*Etude sur l'économie mondiale* ainsi que les auteurs des études régionales. L'habitude prise d'analyser chaque année un aspect d'actualité de l'économie sur une période assez longue s'avère excellente, et l'*Etude* pour 1961 présente une analyse habile du développement industriel au cours des années cinquante.

48. Dans trois domaines très importants, la pensée économique a fait des progrès décisifs au cours des dix dernières années; ces progrès ne sont pas seulement signalés dans les documents des Nations Unies; ces documents y ont aussi contribué dans une large mesure.

49. La première de ces caractéristiques dominantes de la pensée économique est l'intérêt primordial qu'elle accorde à la croissance de l'économie. L'étude de la cadence de croissance de l'économie, sous forme d'analyses des tendances à long terme, tend à remplacer l'étude des facteurs d'équilibre statique et des cycles à court terme qui constituaient, presque jusqu'en 1939, le principal centre d'intérêt des économistes occidentaux. Dans cette analyse à long terme, le rythme du développement est devenu le critère de base de l'efficacité économique.

50. Ce progrès de la pensée économique est d'une importance vitale pour les pays moins développés. La croissance économique, qui ouvre la voie à la modernisation des autres secteurs de la vie sociale, constitue pour ces pays une condition essentielle sans laquelle ils ne peuvent affirmer complètement leur indépendance politique. La

théorie contemporaine de la croissance économique voit dans le développement des pays sous-développés un champ d'études particulièrement fertile, auquel le chapitre premier (E/3624/Add.1) de l'*Etude*, consacré aux résultats du développement industriel dans ces pays, apporte une contribution précieuse.

51. Il est intéressant de constater que les économistes se rendent compte de plus en plus, non seulement de la nécessité d'un taux de croissance élevé pour les pays en voie de développement, mais également de la possibilité d'y parvenir, à condition que les mesures nécessaires soient prises à l'intérieur de ces pays et qu'ils disposent d'une assistance internationale organisée. Les débats du Conseil au sujet de la Décennie du développement (1214^e à 1219^e séance) constituent le dernier en date des indices qui prouvent que cette opinion se répand de plus en plus : on a fait ressortir que l'objectif fixé par la Décennie, soit un taux annuel de croissance de 5% du revenu national des pays en voie de développement, représente un minimum.

52. Le deuxième domaine dans lequel la pensée économique a progressé est celui de la planification du développement économique et social. La nécessité d'une telle planification est maintenant généralement reconnue. Les idées de ceux qui, dans le passé, affirmaient qu'une économie planifiée était incapable de fonctionner efficacement sont largement dépassées. La planification s'est fortement enracinée dans la pratique. En même temps, on est parvenu à mieux définir le concept d'une économie planifiée, et l'on a assoupli dans une certaine mesure la rigidité de la planification centrale et reconnu le principe du libre choix du consommateur. La grande controverse concernant l'efficacité de la planification économique, à laquelle les économistes occidentaux se sont livrés pendant les années 1920 à 1940, a été définitivement tranchée en faveur de la planification.

53. La planification devrait à présent être appliquée, et dans une certaine mesure adaptée, aux différents cadres institutionnels et aux différents stades du développement économique et social. Toutefois, dans tous les cas, la planification devrait comprendre non seulement une méthode précise mais aussi des mesures d'application pratique. La planification exige de plus en plus des adaptations de structure de l'économie, sans lesquelles elle resterait purement théorique.

54. Le troisième domaine dans lequel la pensée économique a progressé suscite moins de controverses : c'est celui du mode de développement économique et du rôle de l'industrialisation dans le développement économique et social, rôle qui se trouve souligné de manière opportune dans l'introduction à l'*Etude*. Il est maintenant généralement reconnu que le développement doit être coordonné, régulier et bien équilibré.

55. Cependant, certaines opinions dépassées concernant le développement économique et social persistent encore et se manifestent, dans une certaine mesure, dans les documents relatifs à la Décennie du développement. L'insistance sur le « développement équilibré » des pays sous-développés sert parfois à justifier une politique économique de croissance lente, qui ne sert les intérêts que d'une fraction de la population.

56. On ne peut nier, par exemple, l'importance de l'enseignement et de la formation professionnelle ni celle du développement des moyens de communication. Mais le développement, pour être tout à la fois équilibré et aussi rapide que possible, doit accorder la vedette à l'industrie.

57. Il est évident que, dans un pays sous-développé, la priorité doit être donnée à la création d'une industrie, sans laquelle il ne peut y avoir de croissance régulière et autonome. Les pays en voie de développement ne pourront parvenir à créer une économie diversifiée que s'ils corrigent le déséquilibre dont souffre actuellement leur économie par suite du faible niveau du développement industriel. A cet égard, les chiffres du tableau 1-5 du chapitre premier de l'*Etude* montrent qu'au cours des dix dernières années le taux de croissance industrielle dans la majorité des pays sous-développés a été plus élevé que le taux de croissance du produit intérieur brut.

58. Lorsque l'on considère le modèle de croissance économique généralement admis, basé sur l'intensité des investissements et sur leur efficacité, on est amené à conclure que le développement de l'industrie est d'une importance vitale pour assurer une croissance accélérée. L'industrie étant la branche la plus productive de l'économie, elle favorise l'accumulation de capital et la capacité d'investissement du pays. On peut dire, en gros, que le taux de formation du capital est étroitement lié au niveau de développement industriel.

59. L'industrialisation augmente la capacité de formation de capital d'un pays en même temps qu'elle permet une meilleure utilisation de ce capital, qui constitue le facteur de développement le plus rare dans les pays sous-développés.

60. L'expérience de la Yougoslavie éclaire particulièrement l'importance d'un développement industriel rapide. Au cours de la période de dix ans analysée dans l'*Etude*, ce pays a doublé son revenu national réel. Ce développement rapide a été rendu possible par la rapidité de l'expansion industrielle : en 1960, la production industrielle était quatre fois et demie plus élevée qu'avant 1939. Cette expansion de l'industrie ne s'est pas faite aux dépens des autres secteurs, mais elle a au contraire contribué à leur croissance. Ainsi, en 1960, la production agricole était en augmentation de 46% par rapport à la moyenne d'avant guerre. Les services sociaux, tels que l'enseignement et les services sanitaires, ont également connu une extension considérable.

61. Les analyses de l'*Etude* montrent qu'une spécialisation à sens unique, qui comporterait une sorte de division rigoureuse du travail à l'échelon international est impossible et qu'il est nécessaire de parvenir à une diversification du développement, notamment du développement industriel. Il est particulièrement important de développer les industries de biens d'équipement et celles de biens de production intermédiaires, car c'est précisément grâce à ces industries que l'on augmente la véritable capacité de formation de capital. L'analyse — que fait l'*Etude* au chapitre 2 (E/3624/Add.2) — de l'évolution dans les pays industriellement développés au cours des dix dernières années montre clairement que ces industries se sont développées à un rythme plus rapide que l'en-

semble de l'industrie. En Yougoslavie, par exemple, au cours des années 1951-1960, l'industrie des biens de consommation a progressé de 250 %, tandis que l'industrie des biens d'équipement a progressé de 350 %. Une évolution assez semblable apparaît dans des pays tels que l'Inde, le Mexique et le Brésil. Le développement des industries de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires pourrait également, en réduisant les besoins d'importation, remédier à la position défavorable de la balance des paiements des pays en voie de développement.

62. Toutefois, comme le montre fort justement l'*Etude*, il peut souvent être nécessaire, pour les pays moins développés qui ne possèdent pas un embryon d'industrie, de commencer leur industrialisation en créant les industries qui peuvent contribuer à résoudre, aux moindres frais, le problème spécifique de la balance des paiements. Au début, ces industries ne seront pas forcément des industries de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires. A cet égard, il y a lieu de ne pas sous-estimer l'importance des industries d'exportation, notamment dans les pays qui ont déjà atteint un certain niveau d'industrialisation.

63. Compte tenu des progrès de la pensée économique, il est évident qu'un effort doit être entrepris pour renforcer, dans le cadre de la Décennie du développement, l'aide internationale aux pays peu développés qui cherchent à transformer rapidement leur économie.

64. La conférence sur le commerce international que l'on propose de réunir dans le cadre des Nations Unies constituerait l'une des premières mesures qui contribueraient à éliminer les difficultés qui surgissent dans les relations économiques internationales et s'opposent à la transformation économique rapide des pays moins développés.

65. M. BROWN (Confédération internationale des syndicats libres), parlant sur l'invitation du Président, déclare que la CISL propose depuis plusieurs années que l'on convoque une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce mondial. Si une œuvre importante a été réalisée dans ce domaine par divers organismes internationaux, et si des travaux encore plus importants sont en cours, il est néanmoins décevant de constater (E/3631 et Add.1 à 3) que de nombreux gouvernements estiment qu'au stade actuel une conférence internationale risquerait de compromettre les résultats de la méthode — pragmatique et fondée sur des travaux d'experts — qui a prévalu jusqu'à présent. Les événements de ces dernières années dans le domaine du commerce international montrent nettement que la situation s'aggrave; les termes de l'échange sont devenus encore plus défavorables dans les pays sous-développés, et la lutte des pays industriels pour la conquête des marchés a pris dans certains cas une forme menaçante. En outre, la tendance à l'autarcie dans les pays du bloc soviétique a été accompagnée d'offensives commerciales dirigées principalement contre certains des secteurs les plus vulnérables du marché mondial.

66. C'est pourquoi il serait fort souhaitable de s'attaquer à nouveau et à fond aux problèmes du commerce mondial et de s'occuper de ceux de ces problèmes qui ne peuvent

être traités par les organismes internationaux existants. Si on craint qu'une conférence internationale n'ait des effets néfastes sur l'œuvre déjà réalisée ou en cours d'exécution, on réduirait considérablement ce risque par une préparation minutieuse qui devrait permettre de résoudre les problèmes techniques et d'informer l'opinion mondiale des tâches de la conférence. Les travaux préparatoires devraient également avoir pour but d'établir des règles élémentaires de conduite dans le domaine du commerce international, auxquelles on pourrait raisonnablement exiger que se soumettent tous les Etats désireux de participer à la conférence. Il conviendrait d'identifier, de condamner et de combattre un grand nombre de pratiques perturbatrices, notamment celles qui affectent le commerce et le développement des pays moins privilégiés. Parmi ces pratiques figurent notamment des méthodes telles que la violation des accords multilatéraux conclus en vue de maintenir le niveau des prix et de promouvoir les exportations de produits primaires.

67. La conférence aurait pour principal objet d'assurer une réadaptation radicale des politiques et des marchés mondiaux pour tenir compte des structures économiques nouvelles qui apparaissent dans le monde. Il faudrait insister particulièrement sur la nécessité urgente d'utiliser les excédents existants pour satisfaire les besoins essentiels des populations dans les pays moins privilégiés. Il n'existe pas véritablement d'excédents dans un monde où la majorité des hommes vivent dans la misère et le besoin. Le problème qui se pose est celui de diriger les produits excédentaires vers les régions qui en ont besoin; une proportion toujours plus grande des exportations devraient être détournée des anciens marchés et orientée vers les nouveaux marchés qui peuvent se créer dans les pays en voie de développement. La tâche à accomplir est immense mais elle pourrait être menée à bien si l'on se sert des instruments existants de politique économique et commerciale, surtout si les mesures prises s'accompagnaient d'une aide aux pays en voie de développement et d'investissements privés à l'étranger. On pourrait ainsi réaliser une expansion du commerce international qui serait de l'intérêt aussi bien des pays industrialisés que des pays en voie de développement, lesquels se heurtent fréquemment à d'énormes difficultés dans leurs tentatives d'écouler leurs produits nouveaux sur les marchés traditionnels des pays industrialisés.

68. Il conviendrait de s'attacher tout spécialement à la coordination et au renforcement des activités actuelles dans le domaine des produits primaires et de faire une nette distinction entre les mouvements de prix à long terme et à court terme. En ce qui concerne la tendance à la baisse — sur la longue période — des prix des produits primaires, il est très important de distinguer entre les facteurs qui tiennent à des causes purement économiques et ceux qui sont dus au fait que les pays de production primaire discutent les prix à partir d'une position de faiblesse. Cette position pourrait être renforcée par l'application de politiques commerciales internationales appropriées. Les mesures prises en vue de renforcer la position des producteurs agricoles face aux milieux d'affaires se sont traduites, dans de nombreux pays industriels, par la création d'une sorte de « force compensatrice ». Ce que la CISL propose est la création d'une « force compen-

satrice » à l'échelon international. Or, à l'échelon international comme à l'échelon national, c'est une action politique et non purement économique qu'il faut entreprendre, étant donné que le but n'est pas d'accroître les profits mais de réaliser un meilleur équilibre de l'économie mondiale. La première condition nécessaire à la création de cette force compensatrice est de réaliser un minimum d'harmonisation entre les accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux. La leçon évidente à tirer de la mise en application des accords internationaux sur le sucre et sur l'étain est que l'on ne peut créer une force compensatrice efficace sans élargir le champ des accords multilatéraux, de façon qu'ils l'emportent sur tous les contrats bilatéraux. La réalisation de cet objectif exige une action politique et non de simples décisions économiques. Mais tandis que la création d'une force compensatrice destinée à corriger les effets d'une baisse économiquement injustifiée des prix des produits primaires exige une action politique de la part des riches nations industrielles, les décisions relatives à l'extension des accords multilatéraux et à la lutte contre les effets néfastes éventuels des accords bilatéraux doivent être prises par les pays exportateurs également.

69. On peut faire valoir les mêmes considérations en ce qui concerne les tentatives visant à éliminer les fluctuations à court terme des prix des produits primaires. Certains progrès ont été réalisés dans la voie de l'établissement d'un dispositif de compensation, mais les progrès sont lents. La seule façon d'accélérer le processus serait que les pays importateurs et les pays exportateurs adoptent une série de mesures principalement politiques.

70. Etant donné qu'une action essentiellement politique s'impose et que le succès dépendra largement de l'adoption simultanée, par un grand nombre de gouvernements et d'organismes internationaux, d'une série de mesures très différentes mais soigneusement concertées, une conférence internationale bien préparée semble être le cadre le plus indiqué pour traiter de questions d'une importance aussi cruciale. L'adoption de mesures comme celles que M. Brown vient de décrire serait de l'intérêt des pays industriels aussi bien que des pays sous-développés; elle faciliterait une saine expansion du commerce mondial et diminuerait l'écart grandissant entre les nations riches et les nations pauvres.

La séance est levée à 17 h 55.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 19 juillet 1962

à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Page
Point 2 de l'ordre du jour :	
Tendances économiques mondiales	
Débat général (<i>suite</i>)	171

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Hongrie, Irak, Mali, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République centrafricaine, Roumanie, Tchécoslovaquie, Tunisie, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République de Corée, République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation météorologique mondiale.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3624 et Add.1 à 6, E/3628, E/3629, E/3631 et Add.1 à 3, E/3635, E/3652, E/3659 et Add.1 et 2, E/3661, E/3668; E/ECE/452)

DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

1. M. HUSSEINI (Jordanie) dit que le développement économique a pour objet d'élever le niveau de vie de tous les hommes. Les gouvernements de tous les pays en voie de développement attachent une importance primordiale au développement industriel. Mais le développement économique implique un équilibre entre l'industrie et l'agriculture, et l'expansion industrielle des pays en voie de développement est forcément influencée par des facteurs tels que l'importance des ressources naturelles de ces pays et le rôle du commerce extérieur dans leur économie. De nombreux pays en voie de développement continueront pendant plusieurs années à être tributaires des produits de base qui sont leurs principaux produits d'exportation. Dans la plupart des pays du

Moyen-Orient, on a affecté d'importants crédits à des projets d'irrigation et de mise en valeur des terres, et on a adopté, sur la plan législatif, des mesures visant à redistribuer les terres, créer des coopératives agricoles, améliorer les conditions de vente et stabiliser les prix agricoles. L'industrialisation a sans aucun doute un grand rôle à jouer dans le développement économique des pays en voie de développement, mais la diversification de la production industrielle est aussi nécessaire. De plus, ces pays disposent d'une main-d'œuvre relativement abondante et de capitaux relativement limités; aussi est-il vraisemblable que la création d'industries de biens de consommation qui exigent beaucoup de main-d'œuvre se révélera particulièrement profitable.

2. Le développement d'industries dont les produits se substituent aux importations peut libérer des devises en vue de l'importation de biens d'équipement. Le remplacement des importations de biens de consommation ou de produits semi-finis dans les pays qui sont au seuil du développement industriel aura donc une influence directe sur la croissance industrielle et l'équipement. Les pays qui en sont au début de leur développement doivent par conséquent faire porter leurs efforts principaux sur les industries légères, où les ressources humaines et naturelles dont ils disposent peuvent être le mieux employées, et qui offrent des possibilités de vente immédiates. L'action exercée par l'Etat sous forme de participation directe à la création d'industries nouvelles a stimulé l'expansion industrielle dans de nombreux pays en voie de développement, mais les investissements privés dans l'industrie ont joué le rôle principal.

3. L'industrialisation dans ces pays nécessite la fourniture d'une aide extérieure pendant la période intermédiaire, notamment la fourniture de services temporaires d'experts étrangers qui devront former leurs homologues locaux et les mettre en mesure d'assumer toutes les responsabilités dès qu'ils auront acquis la compétence nécessaire; les programmes de formation supérieure mis en œuvre dans les pays industriels doivent tenir compte de la nécessité d'assurer la formation d'un nombre suffisant d'experts locaux. Les pays industriels doivent prendre en considération les besoins des pays en voie de développement lorsqu'ils élaborent leur politique commerciale et aussi chaque fois qu'ils effectuent des rajustements intérieurs destinés à pallier l'effet perturbateur que pourrait avoir sur certains secteurs de leur économie l'augmentation des importations en provenance des pays en voie de développement; ces rajustements doivent remplacer les barrières commerciales. En novembre 1958, le GATT a mis en œuvre un programme coordonné d'expansion du commerce international portant sur trois points: réduction des tarifs douaniers, commerce des produits agricoles et problèmes commerciaux des pays peu développés. Les

plans nationaux de développement industriel doivent tenir compte des ressources du pays, ainsi que de ses institutions économiques, sociales et politiques. Avant d'établir des plans de développement économique, il est nécessaire de rassembler des données nombreuses concernant la situation économique du pays. Le plan quinquennal de développement actuellement exécuté en Jordanie donne la priorité à l'expansion du produit intérieur brut en vue de réduire le chômage et de rendre le pays moins tributaire de l'aide étrangère. Entre 1954 et 1960, les revenus provenant des entreprises minières et manufacturières se sont accrus de 80%, les revenus provenant de la construction et des transports ont respectivement triplé et doublé; les revenus tirés du commerce de gros et de détail ont augmenté de 74%.

4. Bien que des progrès considérables dans le domaine du développement aient été réalisés au cours des dix dernières années, plusieurs problèmes restent à résoudre. Il apparaît de plus en plus qu'on ne peut atteindre un taux optimal de croissance économique sans plan de développement complet. M. Husseini exprime l'espoir que le plan quinquennal permettra d'augmenter le produit national brut de 60%, l'emploi de 21% et la productivité de 5%. Depuis 1957, le développement industriel dans l'ensemble des pays du Moyen-Orient n'a cessé de progresser. Le taux de croissance a varié suivant l'importance de la participation de l'Etat, les disponibilités en matières premières et la capacité de financer les besoins d'investissement; il a été influencé par le désir de diversifier l'économie afin de régulariser les fluctuations du revenu national dues au fait que l'économie était trop axée sur l'agriculture.

5. M. VALLADÃO (Brésil) dit que si, à l'origine, alors que l'Organisation des Nations Unies ne comptait que 51 Etats Membres, les grands problèmes à résoudre étaient la reconstruction et la reprise économique après la guerre, l'Organisation est maintenant à peu près universelle et, pour les deux tiers de ses Membres, le problème principal est celui du développement économique.

6. Le fossé qui sépare les pays peu développés des autres pays est plus large que jamais. La révolution technologique a tellement accéléré la croissance économique des pays fortement industrialisés que rien ne permet de garantir que les autres pays pourront les rattraper. Quand l'industrialisation a commencé de montrer les moyens de parvenir à une croissance économique autonome et a ouvert aux hommes la perspective de surmonter la misère générale, les pays ont eu de plus grandes possibilités qu'aujourd'hui de développer leur économie sans se gêner mutuellement par la concurrence ou des interventions restrictives. Le champ d'action était vaste, et les droits acquis n'avaient pas encore mis en place un système complexe destiné à perpétuer le schéma traditionnel de la répartition des richesses de la terre.

7. Aujourd'hui, la croissance autonome cumulative et l'élévation du revenu par habitant apparaissent aux pays en voie de développement comme des buts de plus en plus éloignés. D'une part, en raison de facteurs internes, tels que l'accroissement démographique qu'il est quasiment impossible de freiner, le revenu national qui n'augmente que modérément doit être partagé entre un bien

plus grand nombre de citoyens. Le développement de moyens nouveaux d'information a fait prendre conscience à la population des bienfaits de l'expansion et lui a donné des habitudes de consommation qui, si elles sont tout à fait naturelles dans les pays fortement industrialisés, constituent un luxe que les pays peu développés ne peuvent pas s'offrir. Dans les pays démocratiques, les citoyens peuvent facilement satisfaire leur désir de consommer plutôt que d'accumuler, de profiter de l'accroissement du revenu national plutôt que de se contenter du strict nécessaire de manière à atteindre un taux d'investissement élevé. D'un autre côté, il faut considérer les obstacles extérieurs qui se dressent devant les pays qui ont préféré s'engager dans la voie ardue du développement plutôt que de rester dans la situation secondaire qui leur est assignée dans un ordre économique mondial relativement cristallisé.

8. Au Brésil, où l'on acceptait généralement autrefois la théorie classique selon laquelle le libre jeu naturel des forces économiques doit avoir pour résultat infaillible une expansion naturelle et équilibrée et l'avènement de la justice économique, on s'est aperçu au XX^e siècle que le pays restait en arrière parmi les pays sous-développés. C'est parce que le Brésil a laissé jouer librement les forces économiques qu'il n'a pas réussi dans ses premières tentatives d'industrialisation. Le Brésil n'est guère plus qu'un fournisseur de produits primaires que les pays industriels ou les territoires qui dépendent d'eux ne sont pas en mesure de produire. En 130 ans, le produit par habitant au Brésil n'a fait que doubler; le taux moyen cumulatif de croissance a été de 0,57% seulement par an, et le taux moyen d'augmentation du produit intérieur s'est élevé à 2,59%, dont 2% sont dus à l'accroissement de la population. Certes, il y a eu des phases de croissance intense, mais qui ont été suivies de périodes de marasme. Dans les vingt dernières années, le taux moyen de croissance du produit intérieur a été de 4,65%, c'est à dire qu'il a été inférieur à l'objectif fixé pour la Décennie du développement; cependant, le taux annuel d'accroissement démographique vient d'atteindre le chiffre sans précédent de 3,5%.

9. Ces faits montrent clairement qu'en raison du rôle que le Brésil joue dans l'économie mondiale, la situation manifestement défavorable où il se trouve va se perpétuer; il est évident aussi que les pays déjà riches progressent plus rapidement et que la position relative des producteurs primaires qui ne leur sont pas associés s'aggrave. Le Brésil est donc arrivé à la conclusion que ce qu'on entend par développement économique, c'est la possibilité d'accéder à un cercle fermé de pays qui fixe les règles visant à préserver les avantages déjà acquis par ses membres. C'est pourquoi la délégation brésilienne a accueilli avec satisfaction la récente déclaration du représentant des Etats-Unis qui a souligné la nécessité de prendre des mesures pour modifier cet état de choses et améliorer la situation des pays en voie de développement.

10. Dans l'excellente analyse du développement industriel dans les pays sous-développés, que contient le chapitre premier de *l'Etude sur l'économie mondiale, 1961* (E/3624/Add.1), il est dit, vers la fin de la section relative à l'ampleur de l'expansion industrielle récente, que cette

expansion a été l'un des principaux éléments de la croissance économique générale de la plupart des pays sous-développés au cours des dernières années. De l'avis de la délégation brésilienne, on ne saurait trop insister sur ce fait. Pendant la même période, le taux annuel d'accroissement du volume des exportations des pays sous-développés n'a même pas atteint, selon l'*Etude*, les trois cinquièmes du taux enregistré par les pays industrialisés; de plus, comme les termes de l'échange des pays sous-développés ont évolué défavorablement, le pouvoir d'achat de leurs exportations n'a progressé entre 1950/51 et 1959/60 que de 2,2% par an.

11. Certes les pays exportateurs de produits primaires ont connu une expansion considérable de leur industrie; le Brésil, notamment, est l'un des pays dont les progrès à cet égard ont été les plus remarquables. Ce qui s'est passé au Brésil montre toutefois qu'il est difficile de remplacer les importations lorsque la croissance économique a pris un rythme accéléré: plus la croissance est rapide et plus le pays a besoin d'importer des biens d'équipement et certains produits nécessaires à la production. Au Brésil, les importations de biens de consommation ont été presque entièrement remplacées par la production nationale, mais le programme de développement du pays reste exposé aux fluctuations de la valeur de ses exportations, dont les recettes conditionnent directement l'importation des biens d'équipement indispensables.

12. Etant donné que la réduction des importations risque de ralentir le développement économique, il n'y a pas d'autre solution pour arriver à une croissance rapide que d'augmenter les exportations; sinon, c'est la stagnation, et l'impossibilité d'assurer le plein emploi et d'élever le niveau de vie d'une population de plus en plus nombreuse. L'objectif de croissance minimal que s'est fixé le Brésil exige que le taux d'accroissement du produit national atteigne 7,5% par an en 1965 et soit maintenu à ce niveau jusqu'en 1980, date à laquelle le produit par habitant atteindra environ 468 dollars.

13. Cet objectif, aussi modeste soit-il, exige que les exportations augmentent pour atteindre 98% de leur chiffre de 1961 en 1965 et 340% en 1970. Pour parvenir à ce résultat, le Brésil compte beaucoup sur la compréhension de tous les pays et sur la coopération internationale.

14. Pour l'instant, de nombreux obstacles freinent encore l'expansion du commerce des pays en voie de développement: ce sont notamment les barrières douanières, les taxes intérieures qui limitent artificiellement la demande des produits exportés par les pays peu développés, les contingentements et les monopoles d'Etat. Il est certes étrange que les pays industrialisés, en adoptant une politique agricole protectionniste et des solutions artificielles, fassent sur leur marché intérieur et sur le marché international une concurrence aux pays peu développés pour des produits de base que ces derniers peuvent produire dans de meilleures conditions. Il en est ainsi pour le sucre que les pays peu développés ont de plus en plus de peine à vendre en Europe. Le résultat de cette politique est d'amener une accumulation constante d'excédents agricoles d'un côté et, de l'autre, une

pénurie constante de denrées alimentaires. En outre, les pays industrialisés, parce qu'ils tirent une part appréciable de leurs revenus budgétaires des droits de consommation qui frappent les produits tropicaux importés, limitent la capacité d'importation de leurs propres ressortissants. Enfin certains tarifs douaniers établissent des distinctions disproportionnées entre les produits traités et les matières premières: ils constituent un exemple typique de ces mesures injustes qui tendent à maintenir à jamais les pays en voie de développement dans la situation de simples fournisseurs de produits primaires.

15. Les résultats fâcheux que ce genre de politique entraîne pour les autres pays ont été reconnus dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1961* (E/ECE/452). La délégation du Brésil propose à ce sujet que la CEE fasse figurer dans ses prochaines Etudes une section où seraient analysés à la fois l'aide financière apportée aux pays peu développés pendant la période considérée et les progrès réalisés dans la libération des échanges avec ces pays.

16. Du point de vue du commerce international, la tendance moderne la plus importante est celle qui conduit à la formation de groupements régionaux. Le Brésil, pour sa part, appartient à l'un d'entre eux: la zone latino-américaine de libre-échange.

17. Le but d'une libération mondiale des échanges est de donner à chaque pays des chances égales de développement. La réalisation de cet objectif est contrariée par certaines des mesures qui conduisent à la création de nouveaux courants commerciaux et de groupements régionaux fermés qui ont inévitablement un effet défavorable sur le commerce de beaucoup de pays en voie de développement parce qu'ils multiplient les accords préférentiels de caractère discriminatoire, modifient les structures des échanges et menacent de priver certains pays des débouchés traditionnels qui ont pourtant pour eux une importance fondamentale.

18. Des pays comme le Brésil ne peuvent guère que protester contre ce genre de mesures lorsqu'elles ont déjà été prises, et il est alors trop tard. C'est pourquoi le Gouvernement du Brésil tient à souligner une fois de plus que le moment est venu de tenir une conférence internationale où tous les problèmes du commerce mondial seront discutés ouvertement et où l'on traitera particulièrement des rapports qui existent entre le commerce et le développement économique. Les réactions que la proposition de tenir cette conférence a suscitées montrent bien qu'elle est accueillie avec enthousiasme par la grande majorité des pays, notamment ceux dont le développement dépend du commerce international.

19. M. Valladão vient d'apprendre que les 36 pays qui ont participé à la Conférence du développement économique réunie au Caire ont chaleureusement approuvé l'idée de tenir en 1963 une conférence du commerce international, qui aurait à son ordre du jour tous les problèmes relatifs au commerce international.

20. M. Valladão évoque d'autre part les espoirs que son pays place dans la Conférence des Nations Unies sur le café qui se tient actuellement à New York: le café est en effet fort mal traité sur certains marchés. Dans certains pays, des taxes intérieures font peser une lourde

charge sur les ventes de café. M. Valladão espère que la Conférence n'omettra pas d'examiner cet aspect du problème.

21. Un excellent travail a été fait par le GATT, et des résultats ont été obtenus dans de nombreux secteurs; néanmoins, la souplesse avec laquelle les règlements existants sont appliqués ne peut être poussée trop loin. C'est toute une nouvelle façon d'aborder le problème qui est nécessaire si l'on veut résoudre les problèmes du développement économique par le commerce et la coopération internationale. Quelle que soit l'efficacité du GATT et des différents organes et groupes d'étude qui s'occupent de ces problèmes, il est nécessaire de les reprendre à la base et dans leur ensemble. Certains aspects importants du commerce international sont traités par plusieurs organes différents et il en résulte des doubles emplois et une dispersion des efforts. De plus, il n'a pas été possible jusqu'à maintenant de tenir des discussions libres sur certains problèmes qui ne sont pas moins importants, comme, par exemple, l'incidence des politiques d'armement maritime sur le commerce. Les règles du commerce international doivent être entièrement revues et rendues conformes aux principes reconnus dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale sur la Décennie des Nations Unies pour le développement. Il ne suffit pas de rendre un hommage verbal à ces principes, il faut qu'ils passent dans les faits. La délégation du Brésil est convaincue qu'une conférence sur le commerce international permettra de définir des solutions appropriées, tant à court terme qu'à long terme.

22. M. MELLER-CONRAD (Pologne), après avoir brièvement rappelé les causes historiques de l'écart qui existe entre le niveau économique des pays capitalistes industriels et celui des pays en voie de développement, dit qu'il serait difficile de ne pas arriver à la conclusion que l'accroissement constant de cet écart est à l'origine des tensions sociales et politiques du monde moderne. Sur ce point, il partage les inquiétudes du représentant de l'Inde, et affirme qu'il n'y a aucune raison objective pour que cet état de choses persiste. Cependant, l'on doit constater que même si, au cours des dix dernières années, le taux d'accroissement du revenu national des pays capitalistes industriels n'a pas été supérieur à celui des pays en voie de développement, l'accroissement du revenu par habitant, pour les deux groupes de pays, s'est établi, respectivement, à 2,7% et 2,1%. Il suffit d'extrapoler ces taux pour la période comprise entre 1970 et 1975 pour voir que, non seulement la différence absolue entre les niveaux économiques ira en s'accroissant, mais qu'il en sera de même pour ce qui est de leur différence relative.

23. Un autre fait important qui ressort de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* est le changement apporté dans les tendances économiques mondiales par l'apparition des pays socialistes, elle-même due, soit dit en passant, à l'écart croissant entre les niveaux économiques. A la différence des pays capitalistes et des pays sous-développés, les pays socialistes ont enregistré, durant les dix dernières années, un taux de croissance se situant entre 5% et 9% et, dans leurs plans de développement, ils prévoient le même rythme d'expansion jusqu'en 1980.

Or, lorsqu'ils ont entrepris leurs premiers efforts de développement, ils se trouvaient dans une situation très analogue à celle que connaissent aujourd'hui la majorité des pays en voie de développement. Ceux-ci ne peuvent donc que bénéficier du fruit de leur expérience.

24. A cet égard, M. Meller-Conrad relève avec une satisfaction particulière que l'importance de la planification, qui a joué un rôle considérable dans le développement des pays socialistes, est désormais reconnue. La délégation polonaise, qui se propose d'appuyer toute proposition tendant à élargir les travaux entrepris dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies, voudrait toutefois mettre le Conseil en garde contre la tendance à surestimer l'importance des techniques de planification: aucune technique ne donnera de résultats effectifs en l'absence d'une stratégie générale du développement visant à créer les conditions d'une planification effective. Dans les pays socialistes, cette stratégie du développement repose essentiellement sur l'utilisation complète de toutes les ressources nationales, en particulier de la capacité de production et de la main-d'œuvre disponible, pour accélérer le développement économique.

25. Une autre question qui mérite de retenir l'attention est celle du plein emploi. Comme l'indique le rapport sur les activités entreprises pour atteindre les objectifs de plein emploi (E/3659 et Add.1 et 2), les pays socialistes, comme les pays en voie de développement aujourd'hui, ne disposaient pas à l'origine de capitaux suffisants par rapport à la main-d'œuvre disponible, mais ils ont néanmoins réussi à développer l'emploi d'une façon considérable pendant toute la période de leur développement économique. En Pologne, le nombre de travailleurs employés dans l'industrie est passé de 850 000 avant la guerre à plus de 3 millions en 1960. M. Meller-Conrad signale, en passant, que tous les chiffres que cite le Secrétariat à propos de l'emploi dans l'agriculture polonaise sont trop élevés: en réalité, le pourcentage de la population agricole par rapport à la population totale est passé de 60% avant la guerre à 38% en 1960. En recherchant une solution au problème de l'emploi, la Pologne se proposait à la fois d'assurer à chacun le droit au travail et d'utiliser toutes les ressources disponibles en main-d'œuvre pour accélérer le développement économique. Le principe idéologique et l'objectif économique revêtent une importance égale, et l'expérience polonaise a prouvé leur interdépendance. Cette expérience permet de conclure que les méthodes et les mesures qui favorisent l'emploi jouent un rôle essentiel dans le processus du développement économique. On peut regretter que le rapport précité ne traite pas suffisamment de cet aspect de la question, d'autant plus que, dans nombre de pays en voie de développement, il existe une situation assez paradoxale, qui se rencontre généralement dans les pays possédant un équipement important: cette situation est caractérisée à la fois par une utilisation insuffisante de la capacité de production de l'industrie et par l'existence d'un important chômage.

26. C'est à juste titre que les auteurs de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* soulignent l'importance du développement industriel pour le progrès économique général des pays en voie de développement. La Pologne

est heureuse de constater que cette voie, qu'elle avait choisie lorsqu'elle a élaboré ses premiers plans de développement et qui avait suscité des critiques à l'époque, est aujourd'hui préconisée. Mais il ne suffit pas de constater que le développement industriel est nécessaire, il faut encore l'orienter. C'est ce qu'a fait la Pologne, consciente que la première fonction du développement industriel doit être de créer les conditions qui permettent à l'économie nationale de se suffire à elle-même. Un des problèmes qu'elle a eu, à résoudre dans ce domaine concernait la formation de cadres spécialisés : pour ce faire, elle n'a pas hésité, en même temps qu'elle donnait une impulsion dynamique à l'enseignement supérieur, à appliquer une politique de suremplei dans le secteur industriel, les établissements industriels devenant de ce fait de véritables centres de formation en prévision du développement ultérieur de l'industrie.

27. M. Meller-Conrad est persuadé que l'expérience pratique acquise par les pays socialistes est de nature à aider considérablement les pays en voie de développement et que seules des raisons d'ordre idéologique et politique ont empêché jusqu'ici qu'on s'y réfère plus souvent. L'Organisation des Nations Unies a un rôle évident à jouer dans ce domaine, où l'on constate du reste, depuis peu, un progrès très net, encore qu'insuffisant.

28. Dans le passé, les relations économiques internationales étaient organisées de telle manière qu'elles favorisaient les uns au détriment des autres. Il faut mettre fin à cette tendance et pour cela une action collective s'impose. Cette action doit s'appuyer aussi bien sur la connaissance des événements passés que sur celle des perspectives d'avenir. C'est pourquoi la délégation polonaise se félicite de la création au Secrétariat de l'ONU d'un Centre des projections et de la programmation économiques. Elle approuve dans ses grandes lignes le rapport établi à ce sujet par un groupe d'experts (E/3668). Elle voudrait seulement souligner que le Centre ne devrait pas se borner à étudier les conditions de développement actuelles des pays sous-développés; il devrait établir des projections de leur développement possible jusqu'en 1970 ou 1975.

29. Ces projections constitueraient l'un des principaux éléments de la documentation qui serait soumise à la conférence internationale du commerce, dont la convocation est actuellement envisagée. La délégation polonaise appuie sans réserve cette initiative et serait heureuse de se joindre aux délégations qui ont présenté un projet de résolution à ce sujet (E/L.958) au titre du point 4 de l'ordre du jour. Toutefois, pour assurer le succès de la conférence, il est indispensable de la préparer avec soin. Parmi les mesures préparatoires, la délégation polonaise voudrait voir figurer l'élaboration d'une étude sur le développement des pays sous-développés et leurs relations avec les autres régions. Dans le même ordre d'idées, elle considère que la création d'un groupe d'experts chargés d'analyser les travaux accomplis jusqu'à présent et éventuellement d'en proposer d'autres dans le domaine du commerce des produits de base, projet auquel elle a donné son adhésion à la 316^e séance du Comité économique, n'aura de sens que si les études effectuées par ce groupe s'inscrivent dans le cadre des travaux prépara-

toires de la conférence. Mais quelle que soit l'importance de ces travaux, ils ne devraient, en aucun cas, servir de prétexte pour ajourner la date de convocation de la conférence.

30. M. KAKITSUBO (Japon) constate que, d'après *L'Etude sur l'économie mondiale, 1961*, la production mondiale a augmenté au cours de l'année considérée, mais relativement peu. Vers la fin de mars, la récession enregistrée en Amérique du Nord a été suivie d'une reprise dont le rythme s'est toutefois ralenti ultérieurement. En Europe occidentale, le taux d'accroissement de l'activité économique a été beaucoup plus lent que l'année précédente, et, bien que la production doive, semble-t-il, atteindre un niveau sensiblement plus élevé en 1962, les premières prévisions plus optimistes ont dû être révisées. Les exportations des pays de production primaire ont faiblement augmenté, et les prix moyens des produits primaires ont baissé de nouveau de 3 %. Les recettes d'exportation de ces pays n'augmenteront sans doute pas beaucoup en 1962. Dans les pays européens à économie planifiée, la production totale a continué à augmenter, mais plus lentement qu'auparavant.

31. *L'Etude* indique que le taux d'accroissement de l'activité économique du Japon, en 1961, a été sensiblement inférieur à celui de 1960, ce qui est inexact. En effet, l'expansion remarquable du pays s'est poursuivie au taux de 15 % en valeur réelle, au lieu de 13 % en 1960. En fait, le taux annuel moyen de croissance pour la période 1959-1961 a été supérieur à 10 %, et la production des industries extractives et manufacturières a augmenté annuellement de plus de 20 % pendant cette période. Ce taux de croissance rapide a pu être maintenu grâce aux progrès techniques, à des investissements plus élevés, à un accroissement des exportations, à l'abondance de la main-d'œuvre qualifiée et de l'épargne et au faible montant des sommes consacrées à la défense nationale.

32. Parmi les caractéristiques de cette croissance économique rapide en 1961, il faut noter l'ampleur des capitaux privés investis dans les installations et l'équipement, en prévision des mesures de libération des importations envisagées par le Japon. Les entreprises privées ont modernisé leurs installations pour être en mesure de soutenir la concurrence des produits étrangers importés. De plus, les industries manufacturières prévoient une augmentation soutenue de la demande, aussi bien nationale qu'étrangère.

33. Cet accroissement très net des investissements a eu pour effet d'accroître les importations japonaises en 1961 de 32 % par rapport à 1960. D'autre part, les exportations n'ont augmenté que de 3 %, en raison surtout d'une diminution de la demande sur les marchés d'outre-mer. Le volume de l'emploi et le taux des salaires ont augmenté, et cette augmentation s'est accompagnée d'une hausse des prix des services publics et autres. L'indice des prix de détail s'est élevé de 4 à 5 %, ce qui constituait une menace pour la stabilité économique.

34. Pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements et remédier à une hausse excessive des prix, le Gouvernement et la Banque du Japon ont pris une série de mesures monétaires restrictives au milieu de 1961, com-

portant notamment un relèvement du taux d'escompte et un accroissement du pourcentage des réserves bancaires. En septembre 1961, des mesures ont été prises pour améliorer la situation de la balance des paiements. Malgré tous les efforts faits pour ralentir le rythme de l'expansion et empêcher une détérioration de la balance des paiements, l'expansion économique s'est poursuivie. Toutefois, les restrictions imposées ont commencé à produire des effets en 1962. C'est ainsi que le taux d'expansion des industries extractives et manufacturières est tombé de 20% en 1961 à 15 ou 16% et que la situation de la balance des paiements s'est légèrement améliorée, grâce à une réduction des importations et à un accroissement des exportations. Toutefois, la réduction des investissements et la baisse des prix de détail n'ont pas encore pu être menées à bien.

35. En ce qui concerne le problème de l'industrialisation et du développement économique, dont l'importance capitale a été mise en relief, à juste titre, dans l'*Etude*, le représentant du Japon estime que la croissance économique et la stabilité ne sont pas du tout inconciliables. Pour opérer une telle conciliation, le Japon a pris des mesures fiscales et monétaires appropriées, destinées à assurer le maintien d'une croissance économique rapide et à permettre de doubler le revenu national en l'espace de dix ans, conformément au plan. Le Japon attache une grande importance aux mesures destinées à freiner une croissance excessive, dans l'intérêt de la stabilité économique. De telles mesures peuvent être sans doute plus efficaces au Japon que dans d'autres pays plus avancés, parce que les entreprises privées japonaises sont plus tributaires des avances bancaires que les entreprises privées d'Europe et d'Amérique du Nord.

36. La délégation japonaise estime, comme les auteurs de l'*Etude*, que certains pays en voie de développement devraient s'attacher davantage, dans l'avenir, à développer les industries de biens de production, sans négliger toutefois les autres secteurs de l'économie.

37. Chacun des pays en voie de développement devrait établir son propre plan en tenant compte des conditions locales et intégrer dans ce plan un programme d'industrialisation. L'harmonisation de ces plans avec ceux des pays voisins ayant une structure économique similaire contribuerait à l'expansion économique de toute la région.

38. Des remarques faites dans l'introduction à l'*Etude* (E/3624) au sujet de la Communauté économique européenne, dont la création illustre la faculté d'adaptation de l'industrie des pays développés, sont fort intéressantes. Il est exact, en effet, que la réduction des barrières douanières entre les pays membres de la Communauté a relativement peu bouleversé l'économie de ces pays. Il est évident que des industries frappées de marasme par suite de la concurrence nationale ou étrangère — industries du charbon et des textiles par exemple — peuvent s'adapter sans qu'il en résulte des bouleversements graves, aussi longtemps que le taux de croissance économique reste élevé.

39. Le problème de l'exportation des produits manufacturés ou semi-ouvrés des pays en voie de développement vers les pays développés n'est peut-être pas aussi

insoluble que certains l'ont pensé, si l'expansion économique de ces derniers pays se poursuit au même rythme rapide et s'ils sont disposés à tenir compte des intérêts des pays étrangers qui produisent à meilleur compte. M. Kakitsubo espère que ces mêmes pays cesseront aussi d'appliquer des mesures discriminatoires à l'importation des produits fabriqués par des industries étrangères qui ont un meilleur rendement.

40. Certains ont exprimé des craintes au sujet de la politique commerciale et douanière de la Communauté économique européenne. Le Japon s'intéresse beaucoup lui aussi à l'évolution future de la Communauté. M. Kakitsubo est absolument convaincu qu'elle continuera à accroître ses échanges avec les pays tiers, et il espère qu'elle appliquera une politique libérale, favorable à une expansion libre des échanges multilatéraux, sans aucune discrimination.

41. Au mois de juin 1960, le Japon a fixé les grandes lignes d'un programme de libération des échanges dont l'application rapide a été décidée en juin 1961. Le Japon a l'intention de libérer 90% de son commerce d'importation avant le mois d'octobre 1962, malgré les nombreuses difficultés prévues, et il poursuivra l'application de ce programme, car il est convaincu que la liberté des échanges sera avantageuse non seulement pour son économie mais pour le monde entier. Le Japon espère que d'autres pays, notamment les pays évolués, feront de même et supprimeront les restrictions et les discriminations appliquées aux exportations japonaises.

42. M. PASTORI (Uruguay) dit que, en dépit du grand intérêt des documents relatifs aux tendances de l'économie mondiale, ses observations ne porteront pas sur ces documents eux-mêmes, mais sur un aspect de la situation actuelle qui ne laisse pas de préoccuper son pays.

43. L'Uruguay, grand exportateur de viande, s'inquiète à bon droit des conséquences de l'organisation du marché commun européen de la viande. Dans le supplément spécial à son rapport sur les produits, 1962, intitulé *Produits agricoles — projections pour 1970* (E/3628), la FAO prévoit que le gros des besoins d'importation accrus des deux principaux pays importateurs d'Europe, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie, seront probablement satisfaits par leurs partenaires de la Communauté économique européenne, la France et les Pays-Bas; elle ajoute que le commerce mondial de la viande subira probablement certaines transformations quand les pays de la Communauté seront pleinement intégrés et que, en ce qui concerne l'Argentine et l'Uruguay, les perspectives de débouchés en Europe ne sont pas très brillantes (chap. II, p. 33 et 34). Pour mesurer la gravité du problème qui se pose aux pays producteurs de viande, il convient de se reporter au projet de règlement établi par la Commission exécutive de la Communauté pour le marché commun européen de la viande. Cet instrument vise à assurer le développement de la production à l'intérieur de la Communauté; néanmoins, du fait qu'il permet une certaine élasticité dans la politique à suivre en matière de prix, il introduit dans ce domaine un élément facultatif et par conséquent discriminatoire. L'on peut se demander, dans ces conditions, si la Communauté s'intéresse vraiment au maintien et au développe-

ment de ses échanges avec les pays de l'Amérique latine. Jusqu'ici, elle ne leur a donné aucune assurance que l'accès au marché commun leur resterait ouvert et que leurs exportations, non seulement conserveraient le même volume qu'auparavant, mais bénéficieraient d'un taux d'accroissement proportionnel à l'accroissement de la consommation ou des échanges.

44. Cette situation est encore aggravée par la politique que suit la Communauté en matière de tarifs douaniers. Non seulement elle hésite à reconsolider les droits sur les produits de l'élevage, mais elle se propose d'appliquer à la viande congelée et aux conserves de viande le système des licences d'importation prévu dans le projet de règlement, ce qui annulerait en partie la valeur des consolidations qui auraient été négociées à leur sujet. Tous ces indices montrent bien que la Communauté souhaite garder les mains libres pour mettre au point sa politique agricole commune. Les éléments d'information dont on dispose ne font qu'ajouter à l'incertitude de l'avenir. Il paraît cependant évident qu'en ce qui concerne les produits de l'élevage, la Communauté tend vers l'autarcie, et il n'est pas impossible qu'elle atteigne ce but d'ici quelques années. Les préoccupations des pays producteurs, on le voit, ne se fondent pas sur de simples appréhensions, comme le représentant de l'Italie l'a laissé entendre à la 1226^e séance. Les dispositions du projet de règlement, notamment en ce qui concerne l'application des prix, la clause de sauvegarde qu'il contient, la préférence communautaire qu'il prévoit sont autant d'éléments qui augurent mal de la liberté future des échanges.

45. Certes, il ne s'agit encore que d'un projet de règlement qui n'a pas encore été adopté définitivement. Mais si des modifications doivent lui être apportées, elles ne porteront sans doute que sur des points de détail. L'on se trouve en présence de faits irréversibles. A la dernière session du GATT, l'Uruguay a obtenu moins de concessions qu'auparavant. Toutes les expressions de bonne volonté de la part de la Communauté ne se sont pas concrétisées. Non seulement certaines des concessions dont bénéficiait l'Uruguay n'ont pas été ratifiées, mais ce pays n'a pu obtenir de compensations équitables. Ce fait doit être attribué à une politique qui vise à favoriser le maintien des prix intérieurs à des niveaux arbitraires, supérieurs aux prix mondiaux, par le recours à un système de droits variables qui laisse la plus grande latitude en ce qui concerne la fixation desdits droits à des taux défavorables à l'élargissement du commerce international et au développement économique des pays peu développés. Toutes les mesures que la communauté internationale se propose de prendre en matière d'assistance technique et financière ne serviraient à rien si les problèmes qui viennent d'être évoqués ne trouvaient pas une solution équitable.

46. La délégation uruguayenne regrette que la Communauté économique européenne ne se soit pas encore prononcée sur certains aspects de sa politique commerciale.

En un moment où s'ouvre la Décennie du développement, il serait plus que jamais nécessaire que la Communauté témoigne de sa volonté de préserver et d'élargir ses courants d'échanges traditionnels. Il semble que l'Europe — et par là il faut entendre les pays tiers aussi bien que les membres de la Communauté — tende de plus en plus à se replier sur elle-même et à isoler les pays de l'Amérique latine. C'est ainsi que la Commission exécutive de la Communauté, se fondant sur une disposition permettant des dérogations aux règles générales du Marché commun européen, vient de proposer au Conseil des ministres que, pour certaines denrées déjà réglementées (céréales, viande de porc, volailles et œufs, fruits et légumes, etc.), les Etats membres soient autorisés à respecter les contingents fixés dans les accords commerciaux bilatéraux qu'ils ont conclus avec les pays de l'Est, et cela sans préjudice de toutes les autres dispositions des règlements pertinents concernant les prélèvements, la clause de sauvegarde, etc. Quant à l'augmentation éventuelle de ces contingents, le Conseil des ministres a prévu que les Etats membres qui veulent négocier un accord bilatéral avec les pays tiers, ou modifier un tel accord, devront suivre une procédure fondée, notamment, sur des consultations préalables avec les organes de la Communauté. En novembre 1961, à la dix-neuvième session du GATT, l'Uruguay a demandé si les accords bilatéraux étaient compatibles avec l'Accord général : il n'a pu obtenir de réponse précise, sinon qu'ils étaient compatibles dans la mesure où ils ne portaient pas atteinte aux intérêts d'une ou de plusieurs des Parties contractantes. Il est probable que le même principe s'applique au règlement agricole de la Communauté. De toute manière, il paraît évident que les pays de la Communauté devront compenser leurs ventes aux pays de l'Est par des achats dans les secteurs agricoles mentionnés et qu'ils leur accorderont un traitement préférentiel, c'est-à-dire discriminatoire.

47. On a dit que la Communauté n'a pas encore étudié ses relations avec les pays de l'Amérique latine. Cependant, la politique du silence qui semble être la sienne n'est pas opportune et peut aller à l'encontre de ses propres intérêts, car déjà elle est exploitée à des fins politiques.

48. Avant de conclure, M. Pastori dit qu'il appuie la proposition de la Commission du commerce international des produits de base tendant à créer un groupe technique de travail qui serait chargé d'étudier les mesures de financement destinées à compenser les effets des variations à court terme et de la baisse à long terme des recettes d'exportation des pays exportateurs de produits primaires (E/3644, par. 52 et 53). La délégation de l'Uruguay espère que, comme le propose la Commission, ce groupe pourra présenter son rapport avant le 12 janvier 1963, pour qu'il puisse être soumis aux gouvernements le 23 février 1963 au plus tard.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 19 juillet 1962

à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 2 de l'ordre du jour :

Tendances économiques mondiales

Débat général (*fin*) 179

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Ghana, Grèce, Hongrie, Irak, Irlande, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3624 et Add.1 à 6, E/3628, E/3629, E/3631 et Add.1 à 3, E/3635, E/3652, E/3659 et Add.1 et 2, E/3661, E/3668; E/ECE/452)

DÉBAT GÉNÉRAL (*fin*)

1. M. DUGUET (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, souligne que la Fédération syndicale mondiale juge la situation économique mondiale d'après ses répercussions sur la condition des masses travailleuses. Il ressort de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* (E/3624 et Add.1 à 6) que les mesures prises dans les pays capitalistes en faveur de l'expansion industrielle n'ont pas visé à modifier la structure de la production industrielle; il s'est agi surtout de politiques monétaires et fiscales agissant sur le taux de croissance de la demande globale; la croissance industrielle a plus souvent fait l'objet de mesures restrictives qui n'ont pas nécessairement assuré la stabilité des prix et des coûts intérieurs, et une croissance plus lente des

revenus nominaux a parfois nui au progrès de la productivité. En fait, l'application d'une politique de restrictions accentue les difficultés des travailleurs, comme le montre l'expérience du Marché commun européen qui, au demeurant, est non seulement une association économique, mais une association politique de l'OTAN. C'est surtout dans les industries ou dans les régions en déclin que les travailleurs sont frappés par le chômage et obligés de changer de profession et d'accepter un emploi moins bien payé.

2. Dans les pays peu développés, l'absence d'industrialisation rend la situation économique très difficile. Les colonialistes continuent à prétendre que l'industrialisation des pays sous-développés doit se limiter aux industries de biens de consommation ou aux industries de transformation élémentaire. Le seul moyen d'assurer aux pays sous-développés l'indépendance économique est de développer leurs industries de biens d'équipement, pour leurs propres besoins ou pour l'exportation et l'échange. Cette industrialisation se heurte évidemment à la politique des pays capitalistes développés et des monopoles, qui utilisent des méthodes néo-colonialistes. Cette politique se manifeste par des investissements dans l'industrie extractive, dans la production de matières premières destinées à l'industrie métropolitaine et dans la production de denrées alimentaires, par des barrières douanières contre les importations d'articles manufacturés produits par les pays sous-développés, et par une opposition au développement du secteur nationalisé dans les pays en voie de développement. C'est pour l'éviction des monopoles étrangers, l'industrialisation et le développement d'un secteur d'Etat dans l'économie nationale, que s'est prononcé le cinquième Congrès syndical mondial, tenu à Moscou en décembre 1961.

3. Les pays sous-développés ont besoin d'une aide en vue de leur industrialisation, et l'assistance que leur accordent à cet effet les pays socialistes a une très grande valeur. En revanche, l'aide des pays capitalistes, qui est surtout octroyée à des fins militaires, est orientée de manière à faciliter la pénétration de l'influence et du capital étrangers. Quant aux crédits de la BIRD, ils sont en général utilisés non pour l'industrialisation, mais pour l'infrastructure. Ceux du FMI sont souvent même nuisibles à une saine industrialisation, en raison des politiques d'austérité et autres conditions imposées pour l'octroi des prêts, qui visent à créer des conditions favorables aux investissements privés étrangers.

4. Certains gouvernements essaient de freiner l'amélioration des conditions de vie des masses travailleuses en prenant pour prétexte les exigences de l'industrialisation et de la formation de capital; la Fédération syndicale mondiale croit, au contraire, qu'un développement

sain de l'économie et de l'industrie nécessite l'élargissement continu du marché intérieur et le progrès social, comme le prouve l'exemple des pays socialistes. Dans les pays capitalistes, les pouvoirs publics, qui sont soumis à la domination des monopoles, adoptent une politique tendant à encourager les investissements industriels, mais ces investissements se font aux dépens des ouvriers dont les niveaux de vie sont menacés et les cadences de travail accélérées. C'est pourquoi les syndicats luttent pour la nationalisation des principales industries, la réduction des budgets militaires et l'utilisation des sommes ainsi dégagées pour l'amélioration générale des conditions de vie et de travail.

5. Dans tous les pays, surtout dans les pays sous-développés, l'expansion du commerce international dans des conditions réciproquement avantageuses peut favoriser l'industrialisation. La Fédération syndicale mondiale suggère que le Conseil prenne l'initiative d'organiser une conférence internationale pour le développement du commerce, qui réunirait tous les pays sans discrimination et qu'il procède à un examen approfondi du rôle de l'aide internationale dans l'industrialisation, notamment du rôle de la BIRD et du FMI. Elle suggère aussi que l'*Etude sur l'économie mondiale* fasse à l'avenir une place plus grande aux aspects sociaux du développement économique.

6. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il faut examiner le point 2 de l'ordre du jour en partant des problèmes de croissance qui se posent aux trois principaux groupes de pays, à savoir les pays capitalistes développés, les pays en voie de développement et les pays socialistes. D'autre part, l'examen de ce point devrait tendre à l'élaboration de recommandations sur l'expansion de la coopération économique internationale dans l'intérêt de tous les pays.

7. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, les taux de croissance ont décliné dans les pays capitalistes sous l'effet de causes organiques profondes. Les prix des matières premières ont poursuivi leur mouvement de baisse et la surproduction est apparue dans certains secteurs. L'utilisation irrationnelle de certaines ressources s'est accrue, par suite de l'augmentation des dépenses militaires, notamment aux Etats-Unis. Divers autres phénomènes économiques défavorables, qui se sont manifestés dans les pays capitalistes au cours des six derniers mois, laissent prévoir la possibilité de troubles économiques graves.

8. Les défauts de structure qui apparaissent clairement dans l'économie des Etats-Unis, le plus grand des pays capitalistes, sont symptomatiques des points faibles de l'ensemble du monde capitaliste. La conjoncture aux Etats-Unis influe directement sur la situation dans les autres pays occidentaux; l'inverse est également vrai: ainsi, les difficultés de balance des paiements qu'éprouvent les Etats-Unis sont liées à la politique économique et commerciale du Marché commun européen; la diminution de leurs réserves d'or s'explique en partie par le développement de leurs activités militaires à l'étranger, tandis que les mesures prises par la Communauté économique européenne sont en rapport avec l'accroissement des investissements américains en Allemagne de l'Ouest,

en Italie et en France. De même, les capitaux américains occupent une place importante et parfois dominante au Royaume-Uni et dans les pays du Commonwealth. Dans ces conditions, on ne peut guère s'étonner que les graves difficultés économiques des Etats-Unis aient une incidence fâcheuse sur l'économie des pays occidentaux.

9. Le taux de croissance de l'économie des Etats-Unis a sensiblement diminué; dans de nombreux secteurs de l'industrie, les usines fonctionnent bien au-dessous de leur capacité et le taux de chômage élevé est devenu un problème chronique. Les monopoles américains cherchent un remède à leurs difficultés en intensifiant la course aux armements et l'exploitation des pays en voie de développement.

10. Les rivalités entre pays européens, dont témoignent la création du Marché commun européen et celle de l'Association européenne de libre-échange, ont pris une forme aiguë. Malgré cela, les auteurs de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* voient dans la création du Marché commun européen une tentative hardie et considèrent, avec optimisme, que les pays participants pourront s'adapter au Marché commun sans grande difficulté d'ordre économique et social. Toutefois, le fait est là: en 1961 et 1962, le taux de croissance industrielle dans les pays d'Europe occidentale a été sensiblement inférieur à celui de 1960. Il n'est pas sûr, non plus, que toutes les contradictions internes aient été éliminées au sein du Marché commun. En outre, il semble que tout n'aille pas pour le mieux en ce qui concerne la politique douanière du Marché commun, car certains des pays participants éprouvent des difficultés à l'égard de pays tiers, par suite du tarif douanier commun qui a été établi. Les réductions de droits de douane ont soulevé un certain nombre de problèmes complexes et certaines industries, qui étaient autrefois protégées, en souffriront sans aucun doute. Des effets défavorables de même nature se feront sentir dans le secteur agricole de certains pays participants. Le Marché commun est en train de ruiner un grand nombre de petites et moyennes entreprises et de renforcer les monopoles.

11. Les auteurs de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* estiment aussi que les pays en voie de développement pourront facilement s'adapter aux exigences du Marché commun européen; or, cette opinion est en opposition flagrante avec les déclarations des représentants de ces pays et les remarques faites par le Secrétaire exécutif de la CEPAL, à la 1210^e séance, lors de l'examen du point 10. M. Arkadev en arrive à se demander comment les auteurs de l'*Etude* sont parvenus à leurs conclusions optimistes et pourquoi ils ont brossé un tableau si favorable du Marché commun européen. Le Secrétariat devrait être plus prudent et entreprendre une analyse objective de la situation.

12. Par suite d'un rétrécissement des marchés capitalistes du monde, la rivalité entre les monopoles prend une forme plus aiguë; l'un des aspects de cette rivalité dans la recherche de nouveaux marchés est la création, par les pays capitalistes développés, de groupements économiques fermés. Ces groupements, loin de rassembler les pays, sapent les relations économiques mondiales. Le rôle grandissant que joue dans la vie économique l'Etat,

notamment par l'accroissement des dépenses militaires, traduit l'apparition d'un capitalisme monopoliste d'Etat. Cette évolution se traduit également par l'influence croissante que les grands monopoles exercent sur la politique des gouvernements afin d'assurer la protection de leurs intérêts internationaux.

13. L'effondrement du système colonial a conduit certains pays occidentaux à faire des efforts pour perpétuer une exploitation de type colonial dans les pays en voie de développement. Ces efforts prennent une forme collective, puisque l'on essaie de faire passer un certain nombre de pays africains sous le rouleau compresseur du Marché commun européen.

14. Les relations économiques entre les pays capitalistes sont également en train de changer; la création du Marché commun européen ne représente-t-elle pas un défi pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni? Comprenant qu'il s'agit là d'un obstacle qui menace la vente de leurs produits, les monopoles américains s'efforcent d'utiliser le Marché commun en exportant des capitaux vers les pays d'Europe occidentale. Le rythme de la course aux armements s'accélère dans certains pays du Marché commun, et le rôle prépondérant que l'Allemagne occidentale est en train d'assumer au sein de l'OTAN constitue une menace à la paix.

15. Il y a tout lieu de croire que la création de groupements économiques et politiques par les pays occidentaux ne résoudra pas les problèmes économiques et commerciaux fondamentaux. Si, par exemple, le Marché commun adopte des mesures qui risquent d'entraver les échanges avec d'autres pays et particulièrement avec les pays socialistes, les pays participants se trouveront aux prises avec des difficultés qu'ils auront eux-mêmes suscitées, telles que le rétrécissement des marchés mondiaux. C'est aux pays du Marché commun de décider s'ils veulent saper les relations commerciales avec le monde extérieur ou développer les échanges dans l'intérêt de tous les pays.

16. Si l'on analyse la politique commerciale du Marché commun, en prenant en considération les intérêts économiques et commerciaux des pays socialistes, on constate qu'il va renforcer les mesures discriminatoires prises à l'encontre de ces pays. Les pays du Marché commun, en refusant d'étendre aux pays socialistes l'application de la clause de la nation la plus favorisée se font en vérité du tort à eux-mêmes, car les marchés de l'Union soviétique et des autres pays socialistes s'élargissent sans cesse et offrent de vastes possibilités aux autres pays, à condition que ceux-ci ne s'isolent pas dans des groupements fermés. Les pays du Marché commun ont toujours été tributaires des marchés mondiaux et ont toujours eu besoin d'un grand volume d'échanges; les premiers succès qu'ils ont recueillis dans la période qui a immédiatement suivi la création de leur bloc ne devraient pas les aveugler sur les dangers qui pourraient en découler pour leur économie.

17. Parlant de la situation économique dans les pays en voie de développement, M. Arkadev constate que, dans *l'Etude sur l'économie mondiale, 1961*, on ne trouve aucune explication du grand décalage entre le revenu national des pays développés et celui des pays en voie de développement. La vérité, c'est que la situation écono-

mique difficile des pays en voie de développement est l'une des conséquences du colonialisme. Il est admis d'une façon générale, notamment dans les pays en voie de développement, que l'un des moyens fondamentaux de renforcer l'indépendance économique et politique d'un pays est de promouvoir son industrialisation. A ce propos, M. Arkadev fait observer que le représentant des Etats-Unis, dans la déclaration qu'il a faite à la 1227^e séance, a sous-estimé le rôle de la planification dans le développement économique des pays en voie de développement. La manière d'aborder le problème de l'industrialisation devrait être déterminée en fonction des besoins et des ressources naturelles de ces pays et des possibilités de coopération avec les pays amis. A cet égard, les pays développés peuvent fournir une assistance technique et des services consultatifs importants, et l'Union soviétique est toujours disposée à accorder une telle assistance, soit par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, soit sous la forme bilatérale.

18. Malgré les progrès réalisés, le taux de croissance dans les pays en voie de développement est insuffisant pour faire face aux besoins de leur population. L'industrialisation de ces pays ne pourra se faire que s'ils sont en mesure de mobiliser les ressources nationales et étrangères dont ils ont besoin pour leurs investissements; elle dépend aussi de la possibilité qu'ils ont de se procurer des biens d'équipement et des conditions qui leur sont faites par les fournisseurs auxquels ils s'adressent. Ce dernier élément est particulièrement important, car au cours de la période 1955-1960 la part des pays sous-développés dans les importations mondiales de biens d'équipement a diminué, tandis que celle des pays développés a augmenté. Cette évolution s'explique par le fait que les recettes d'exportation et les autres ressources financières des pays en voie de développement sont insuffisantes pour leur permettre d'acheter des biens d'équipement; d'autre part, ils ne peuvent se procurer ces biens d'équipement à des conditions favorables dans les pays capitalistes. Les termes de l'échange se détériorent constamment et le décalage entre les prix de leurs exportations et ceux de leurs importations ne cesse d'augmenter. Il conviendrait d'étudier cette situation dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de calculer les pertes annuelles subies par les pays en voie de développement et les profits réalisés par les monopoles du fait de pratiques injustes de fixation des prix.

19. On a déjà souligné l'importance du désarmement comme moyen de dégager des crédits pour l'aide aux pays en cours de développement. Le Président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, prenant récemment la parole au Congrès mondial pour le désarmement général et la paix, a évoqué l'aide considérable qui pourrait être fournie aux pays en voie de développement si le désarmement était réalisé; il a déclaré que d'ici vingt ou vingt-cinq ans ces pays pourraient atteindre le niveau d'industrialisation qui est aujourd'hui celui de la France et du Royaume-Uni.

20. L'Union soviétique et les autres pays socialistes apportent leur aide aux pays en cours de développement afin de renforcer leur indépendance économique et leur souveraineté. L'Union soviétique augmente également

ses achats de marchandises et de produits divers en provenance de ces pays. Les pays en cours de développement ont reconnu que les monopoles du Marché commun européen font peser sur eux la menace du colonialisme économique. L'association de certains pays africains au Marché commun les rend économiquement tributaires de ce groupement. Les industries naissantes des pays africains ne peuvent compter sur l'aide des pays du Marché commun, pour lesquels elles représentent une concurrence dans la recherche des débouchés. Les pays d'Afrique associés au Marché commun jouissent de certains avantages, il est vrai, mais qu'en est-il des autres pays d'Afrique en voie de développement et des pays d'Amérique latine et d'Asie? Les problèmes économiques qui se posent au continent africain tout entier ne peuvent être résolus par l'octroi de privilèges à quelques pays seulement; cette situation aboutit à une scission économique qui divise les pays d'Afrique au moment où ils viennent de se lancer dans la coopération économique. Cette situation n'est pas non plus de nature à favoriser la coopération économique internationale, ni l'expansion des échanges.

21. L'Union soviétique attache beaucoup d'importance à la politique économique et commerciale que le Marché commun européen suit à l'égard des pays en cours de développement; ceux-ci savent qu'ils peuvent compter sur l'appui de nombreux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celui de l'Union soviétique et des autres pays socialistes. L'ère du colonialisme a pris fin et c'est avec raison que les pays en cours de développement demandent à l'ONU de les aider à remédier aux conséquences économiques du colonialisme et d'empêcher ceux qui sont économiquement forts de profiter de ceux qui sont faibles.

22. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a reconnu que les relations entre les pays du Marché commun et les pays tiers sont assez complexes. Quant aux auteurs de *l'Etude sur l'Economie mondiale, 1961*, ils ont omis de mentionner toute une série de problèmes que la création du Marché commun pose aux pays en cours de développement. Ces problèmes, il faut les aborder de façon pratique; il faut les résoudre et non pas simplement les étudier. M. Arkadev espère donc que le Sous-Secrétaire se ralliera à l'opinion exprimée par un certain nombre de pays, qui ont demandé la réunion d'une conférence internationale sur les problèmes du commerce.

23. En ce qui concerne l'évolution de la situation économique dans les pays socialistes, le taux annuel moyen de la croissance industrielle a été de 13% pendant les années 1958-1961, et la part que ces pays représentent dans le commerce mondial est passée de 27% en 1955 à 37% à l'heure actuelle. L'Union soviétique a accompli des progrès économiques considérables au cours de l'année qui vient de s'écouler: la production industrielle s'est accrue de 9,2% et le commerce extérieur de 6,8%. A la fin de 1961, un plan grandiose de développement économique portant sur vingt ans a été adopté; point n'est besoin d'insister sur les possibilités commerciales et économiques qu'il ouvrira aux autres pays. Selon les prévisions de ce plan, la production industrielle doit augmenter de six fois et demie, la productivité du travail

de plus de quatre fois et le revenu national doit être quintuplé.

24. Diverses modalités de coopération économique et d'assistance mutuelle ont été mises au point entre les pays socialistes; les plans de développement économique nationaux sont harmonisés en vue d'assurer l'utilisation rationnelle des ressources de chaque pays; les pays socialistes s'accordent mutuellement des crédits et une aide technique et scientifique et se groupent pour exécuter des projets communs. En 1962 — pour ne considérer que cette année — les échanges commerciaux entre les pays socialistes ont augmenté de plus de 10%. De plus, la division du travail entre ces pays est fondée sur la division internationale du travail, qui tend à promouvoir la coexistence pacifique de tous les pays du monde, quel que soit leur régime économique et social.

25. En 1961, le commerce extérieur de l'URSS a été plus de dix fois supérieur à ce qu'il était avant la guerre; en valeur, il représente actuellement dix milliards de nouveaux roubles. En outre, pendant les dix années écoulées, les échanges entre les pays socialistes et les pays capitalistes ont plus que triplé. Le niveau élevé de l'économie soviétique et le développement prévu par les plans laissent présager une nouvelle et considérable expansion des échanges commerciaux avec les autres pays. A la différence de ce qui se passe dans beaucoup de pays capitalistes, qui exportent surtout des articles manufacturés et importent principalement des matières premières et des denrées alimentaires, l'Union soviétique exporte et importe aussi bien des articles manufacturés que des matières premières. De plus, la demande de l'Union soviétique ira en s'accroissant et en se diversifiant. Les possibilités qui s'offrent aux divers pays de développer leurs relations commerciales avec l'Union soviétique sont donc évidentes. Le développement de leurs échanges avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes aiderait les pays capitalistes à résoudre les difficultés économiques qu'ils rencontrent périodiquement du fait des caractéristiques propres à leur régime économique. Les pays qui ont conclu avec l'Union soviétique des accords commerciaux à long terme qui leur assurent des débouchés stables et des sources d'approvisionnement sur lesquelles ils peuvent compter reconnaissent l'avantage qu'il y a à commercer avec elle. A cet égard, M. Arkadev constate qu'au cours de l'année écoulée, les échanges entre les pays de l'Europe occidentale et ceux de l'Europe orientale se sont développés à un rythme plus rapide que l'ensemble du commerce mondial. Il ne faut rien faire qui puisse freiner cette tendance.

26. Le commerce étant d'une importance capitale, on comprend qu'un grand nombre de pays aient insisté sur la nécessité de convoquer une conférence internationale pour étudier les problèmes du commerce. Dès 1956, l'Union soviétique a souligné qu'il était souhaitable d'agir sur le plan international pour favoriser les échanges et la coopération économique entre les pays et, depuis lors, elle a réaffirmé son point de vue à maintes reprises. En 1960, elle a fait connaître qu'elle était disposée à prendre part aux travaux préparatoires à la création de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), mais il lui a été répondu que sa pro-

position était inacceptable. Certaines puissances occidentales ne l'ont pas davantage appuyée lorsqu'elle a manifesté par la suite le désir de s'associer à l'OCDE : telle est la raison pour laquelle il n'existe pas encore, dans le réseau des institutions rattachées aux Nations Unies, une organisation internationale permanente du commerce groupant tous les pays. C'est pourquoi, tout récemment, répondant à l'enquête du Secrétaire général, l'Union soviétique a de nouveau signalé la nécessité de convoquer une conférence internationale pour étudier les problèmes commerciaux et a proposé un certain nombre de questions à inscrire à l'ordre du jour de cette conférence (voir E/3631). La Conférence du développement économique qui vient de se tenir au Caire a adopté à l'unanimité une déclaration¹ demandant la réunion en 1963, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence chargée d'étudier les problèmes du commerce international. C'est en 1963 par conséquent que cette conférence devrait avoir lieu; les travaux préparatoires pourraient être entrepris par un groupe d'experts gouvernementaux choisis par le Secrétaire général dans les trois groupes de pays.

27. A propos de la déclaration faite, à la 1227^e séance, par le représentant des Etats-Unis, M. Arkadev explique que les mesures de décentralisation adoptées récemment en Union soviétique n'ont rien à voir avec les prétendus avantages du régime de la libre entreprise, lesquels sont tout à fait illusoire. S'il a fallu décentraliser l'appareil administratif en Union soviétique, c'est parce que l'économie nationale s'est considérablement développée et que de gigantesques ensembles industriels régionaux ont été créés. Les mesures adoptées n'apportent aucune modification à la structure socialiste de l'économie soviétique.

28. M. CARRILLO (Salvador) dit que l'histoire économique montre que les peuples progressent invariablement de l'économie pastorale à l'économie agricole et de là à l'économie industrielle. L'industrialisation représente le but suprême du progrès économique.

29. La délégation du Salvador, consciente de l'importance de l'industrialisation, a été l'un des auteurs de la résolution 1431 (XIV) de l'Assemblée générale recommandant au Conseil d'étudier la possibilité de créer une commission du développement industriel; celle-ci aurait été une commission technique du Conseil.

30. Le Salvador a lui-même entrepris des efforts vigoureux pour passer d'une économie agricole à une économie industrielle, car il est convaincu que l'industrialisation n'est pas seulement la pierre angulaire du développement économique, mais qu'elle est aussi indispensable au développement social et au bien-être des hommes.

31. Selon M. DUPRAZ (France), la lecture des documents préparés par le Secrétariat et les institutions spécialisées, dont certains malheureusement n'ont pu être distribués assez tôt en français, montre qu'il y a eu un progrès notable dans l'effort d'analyse des problèmes, méthodes et résultats sur le plan international. La délégation française s'en réjouit, car le temps presse : la FAO souligne, dans son rapport intitulé *Produits agricoles* —

projections pour 1970 (E/3628), que l'écart entre les pays à revenus élevés et les pays à faibles revenus va encore s'accroître. Les perspectives sont inquiétantes, mais le travail de plus en plus solide des organisations internationales est là pour donner un peu d'espoir.

32. En 1961, l'expansion de l'économie française s'est poursuivie. Le produit national brut n'a pas atteint le taux d'expansion prévu, en raison des fluctuations de la production agricole, provoquées par les conditions atmosphériques. La production agricole avait été exceptionnellement élevée en 1960, mais elle est restée au même niveau en 1961. Quant à la production industrielle, elle s'est accrue au même rythme qu'en 1960. Il y a lieu de signaler, à ce sujet, que l'*Etude* permet difficilement de juger du rythme de la croissance de l'économie française : en effet, elle ne distingue pas assez la tendance ou la courbe de la production et les niveaux atteints, c'est-à-dire le volume global de cette production. En France, la production industrielle globale en 1960 avait dépassé de 11 % celle de 1959; en 1961, elle a dépassé de 6 % celle de 1960, et pourtant la courbe a été la même en 1960 et en 1961. Il y a là deux points de vue différents, mais non contradictoires.

33. En 1962, la croissance suivra à peu près le même rythme qu'en 1961. Malgré le retard de la végétation, la production agricole s'annonce nettement plus abondante qu'en 1961. Il apparaît que les objectifs du plan pour 1962 seront largement atteints.

34. En 1961, la croissance a été stimulée par l'investissement privé. Les exportations françaises vers l'étranger ont fortement augmenté, et seule la baisse des exportations vers l'Algérie a limité à 6 %, — et non à 5 % —, le progrès des exportations globales vers la zone franc et les autres zones. La consommation privée a augmenté de 5,5 % comme prévu.

35. En 1962, le rythme des investissements industriels privés se ralentit. On s'attend, non pas à une diminution des dépenses d'équipement des entreprises privées, mais à une moindre progression, soit 7 à 8 % au lieu de 15 %. En revanche, les investissements publics augmentent. La consommation privée augmentera encore, et les exportations progresseront, sauf vers l'Algérie. Par conséquent, se relayant ou se conjuguant, les composantes de la demande continuent à soutenir une conjoncture régulièrement ascendante.

36. L'adaptation de l'appareil productif à l'évolution de la demande s'est effectuée de façon remarquable. Les hausses de prix qui se sont produites pendant le deuxième semestre de 1961 et, à un moindre degré, pendant le premier semestre de 1962 ont essentiellement porté sur les produits agricoles et alimentaires, en raison surtout des conditions atmosphériques et de la politique gouvernementale visant à relever le revenu des agriculteurs. Dans le secteur industriel, les hausses de prix ont été maîtrisées, et les prix de détail n'ont guère augmenté que de 2 %. Ces hausses provenaient, non pas d'une pression excessive de la demande, mais d'un gonflement des coûts de production dû à l'augmentation des salaires qui a été nettement supérieure à l'augmentation de la productivité. Le salaire de l'ouvrier moyen dans l'industrie privée a augmenté de plus de 8,5 % en 1961 par rapport à 1960

¹ Reproduite dans le document E/3682, distribué ultérieurement.

et le pouvoir d'achat s'est par conséquent accru de plus de 5%. Ces faits sont la contrepartie du plein emploi. Néanmoins, les difficultés de recrutement ne se sont pas accentuées, grâce à la transformation d'une partie de la main-d'œuvre agricole en main-d'œuvre industrielle et grâce aux entrées de main-d'œuvre étrangère.

37. La situation financière extérieure et intérieure est restée remarquablement saine. Dans certains cas, les hausses des prix industriels se sont accompagnées de hausses analogues à l'étranger. Dans d'autres, la concurrence internationale a empêché les entreprises d'augmenter leurs prix, et leurs marges bénéficiaires ont eu tendance à diminuer. La progression rapide des salaires privés a entraîné celle des traitements et salaires dans les secteurs public et semi-public, ce qui a eu des incidences budgétaires. Néanmoins, le budget s'est à nouveau soldé par un excédent. L'accroissement des disponibilités monétaires ne s'est pas traduit par une progression exagérée de la demande. Les rentrées de devises se sont poursuivies, bien que la France ait remboursé toutes ses dettes à moyen terme et une partie de sa dette à long terme et malgré des tirages en francs de plus en plus nombreux au FMI.

38. M. Dupraz souligne que ces résultats sont le fruit de l'expérience française de planification. Dans l'introduction à l'*Etude* (E/3624), qui traite de l'importance des programmes d'industrialisation pour la croissance et le développement économique, il est dit que les pays à économie développée fondée sur l'entreprise privée n'ont généralement pas appliqué de programmes de développement comme les pays socialistes ou les pays en voie de développement. C'est oublier le plan français, qui représente un effort original vers une croissance économique plus cohérente et permet d'harmoniser les décisions publiques et les projets privés et de mieux éclairer les interventions de l'Etat. Son rôle humain et social est inséparable de son rôle économique. Son objet est d'instituer une économie plus concertée entre l'administration et les représentants des chefs d'entreprise et des travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Il n'élimine pas d'emblée tous les conflits, mais la coopération sur le plan national, tout comme à l'échelon international, est une entreprise de longue haleine. En confrontant leurs projets et en voyant mieux les répercussions sur la vie économique du pays, ceux qui, à des degrés divers, sont responsables de la bonne marche de l'économie apprennent, tout en défendant leurs intérêts propres, à penser à l'intérêt commun.

39. D'abord orienté vers la programmation à moyen et à long terme, le plan sera dorénavant contrôlé en cours d'exécution. Le Conseil supérieur du plan devra mettre en chantier une politique des revenus, en vue de réduire ou de faire disparaître les risques que fait courir à la situation financière et monétaire d'un pays le désir de tout salarié, qu'il appartienne au secteur privé ou au secteur public, de défendre ses intérêts légitimes et de participer plus largement aux fruits de la croissance économique.

40. Le représentant de la France fait observer que cette croissance économique accélérée s'accompagne d'une ouverture sur le monde extérieur. Rompant avec le pro-

tectionnisme, la France a accepté le risque d'une ouverture large et rapide, d'abord au sein de la Communauté économique européenne. Certains ont vu dans le Traité de Rome une menace pour leur croissance, et d'autres y voient un instrument de division. Comme l'a indiqué à la 1226^e séance le représentant de l'Italie, répondant d'avance au représentant de l'Union soviétique, les faits démentent cette interprétation. L'Union soviétique soutient que les pays qui participent à des groupements économiques régionaux comme le Marché commun européen doivent la faire bénéficier de tous les avantages qu'ils se consentent entre eux. Elle demande plus que ne réclament des pays tiers comme les Etats-Unis, qui pourtant jouent un rôle important dans le commerce des six pays qui participent au Marché commun : elle veut être traitée comme un membre de la Communauté économique européenne et jouir des avantages que cette qualité comporte. M. Dupraz fait observer que le droit international admet des exceptions automatiques à la clause de la nation la plus favorisée dans le cas des membres d'une union douanière. Ainsi, l'article XXIV du GATT prévoit dans ce cas des exceptions légitimes. De plus, il existe un texte précis signé par le Gouvernement soviétique : c'est le protocole prorogeant l'accord commercial entre la France et l'Union soviétique, qui exclut du jeu de la clause de la nation la plus favorisée les partenaires d'une union douanière. Telle est la réalité juridique. La France, pour sa part, est toujours disposée, en tant que membre de la Communauté économique européenne, à rechercher avec l'Union soviétique les moyens de résoudre les difficultés commerciales concrètes que pourrait provoquer l'application du Traité de Rome.

41. M. Dupraz fait observer que, depuis la création du Marché commun, les ventes des pays tiers à la Communauté économique européenne ont augmenté davantage que les échanges des pays tiers entre eux. L'intention des membres de la Communauté économique européenne est de s'entraider pour se développer et de faire profiter les autres de leur progrès. Il serait exagéré de dire que le phénomène n'a pas provoqué de difficultés d'adaptation et n'en-provoquera pas, mais ayant facilité la croissance, il a par là même facilité aussi l'adaptation.

42. La question se pose de savoir combien de temps cette croissance durera. Quant à la France, plus elle approfondit l'expérience de la Communauté économique européenne, plus il lui apparaît que la politique d'ouverture de son économie ne doit pas aboutir à un simple laisser-faire. La création du Marché commun a beaucoup fait pour accélérer le mouvement mondial des échanges, mais une concurrence excessive peut engendrer du gaspillage et des souffrance humaines. Il importe donc que la politique commerciale soit concertée à court et à long terme.

43. Passant à la situation économique mondiale, M. Dupraz exprime ses préoccupations. La répartition mondiale des ressources monétaires, déjà un peu inquiétante l'année précédente, n'a pas cessé de l'être. En janvier 1962, la France a signé un accord permettant au FMI de disposer de six milliards de dollars pour contribuer à une meilleure répartition des liquidités. Dans le même esprit de solidarité, elle a payé ses dettes et a notam-

ment remboursé aux Etats-Unis la totalité des prêts qui lui avaient été consentis de 1948 à 1952 au titre du plan Marshall. M. Dupraz souligne que l'aide généreuse des Etats-Unis en vue de la reconstruction de l'économie française a porté à tel point ses fruits que quinze ans plus tard le pays bénéficiaire peut prendre une part active au maintien d'une situation monétaire internationale saine.

44. En 1961, l'expansion économique mondiale ne suscitait pas d'inquiétude, mais il n'en est pas de même actuellement. Sauf dans quelques pays, dont la France, le rythme du progrès de la production industrielle tend à se ralentir. Les remous de la conjoncture boursière ont quelque peu déprimé le climat psychologique : il s'agit de mouvements plutôt spéculatifs mais limités, auxquels il ne faut pas accorder la même importance que par le passé. Au demeurant, le sang-froid dont ont fait preuve les responsables en matière économique est d'excellent augure, mais il faut être résolu à prendre toutes les mesures nécessaires et envisager notamment l'adoption de programmes publics.

45. L'introduction à l'*Etude* pourrait laisser croire qu'il est normal que, dans les pays évolués, la croissance de la production industrielle se ralentisse dorénavant, tandis que la consommation de services augmente. Il est vrai que la consommation de services augmente, mais cela signifie que leur production doit augmenter plus vite que la production industrielle et non pas que la production industrielle ne doit pas s'accroître. Même dans les pays développés, il reste encore beaucoup à faire pour satisfaire les besoins des classes modestes.

46. Quant au progrès insuffisant des pays sous-développés, il demeure une source de préoccupation. La France approuve les perspectives offertes par la Décennie des Nations Unies pour le développement. Elle est persuadée de l'utilité d'une assistance technique et financière, bilatérale ou multilatérale, et elle croit à la nécessité de la formation professionnelle, de l'instruction et de la culture, ainsi que de l'hygiène, sans lesquelles le développement n'a pas de lendemain.

47. Cependant, le succès de la Décennie dépendra des moyens mis en œuvre pour accroître les recettes d'exportation des pays sous-développés. La délégation française comprend à cet égard les intentions de ceux qui veulent réunir une conférence mondiale pour le développement du commerce, mais, comme la délégation du Royaume-Uni, elle estime qu'une conférence groupant plus de 100 participants pour une discussion sur le commerce en général risque de dégénérer en discussion politique et de ne rien donner de positif. Il serait plus réaliste d'étudier d'abord des questions précises bien délimitées. Il est certain que la valorisation des cours des matières premières et des produits agricoles de base s'impose, et cela dans l'intérêt durable et bien compris de tous les pays, même industrialisés. La crainte panique de certains devant toute hausse des prix est paralysante. Certes, la prudence est nécessaire, mais dans une perspective à long terme, elle devrait parfois conseiller l'adoption de solutions audacieuses. Il n'y a de vraies richesses que les ressources naturelles, et le problème de la croissance est celui de la capacité physique de production. Si les quantités produites et échangées augmentent, le niveau de vie

s'élèvera, même si l'équilibre entre l'offre et la demande s'établit à un prix plus élevé. Evidemment, lorsque l'augmentation des prix est nécessaire, elle doit toujours être contrôlée et ceux qui en souffriraient temporairement, dans l'intérêt du niveau de vie de l'ensemble, doivent être aidés par ceux qui en bénéficient. Cette conception exige peut-être une transformation profonde des habitudes de penser, mais si la croissance des pays en voie de développement est à ce prix il ne faut pas reculer. L'exportation des seules matières premières ne suffira pas à long terme à fournir aux pays sous-développés les devises nécessaires à leurs importations de biens d'équipement. Il faut revaloriser le cours des matières premières, mais il faut aussi industrialiser les pays sous-développés, afin qu'ils puissent d'abord satisfaire leur demande intérieure, mais aussi exporter vers les pays en voie de développement et vers les pays traditionnellement industrialisés. Si l'on veut résoudre le problème sur une base saine, il faut se garder du malthusianisme. Le processus de croissance n'est pas inquiétant, à condition d'être planifié. A ce propos, M. Dupraz félicite le Secrétariat de ses travaux sur les projections à long terme des tendances économiques mondiales (E/3661), qu'il y aurait lieu de pousser plus loin encore.

48. Le représentant de la France souligne combien l'existence de groupes régionaux est précieuse pour la communauté des nations. Les efforts de coordination régionale seront bénéfiques en préparant la coordination à l'échelle mondiale. En offrant l'exemple d'une aide abondante, d'une doctrine de valorisation des produits et des échanges et d'une participation active à des groupements de pays, la France entend contribuer au progrès d'ensembles plus vastes, et notamment des pays en voie de développement.

49. M. WODAJO (Ethiopie) rappelle qu'il est généralement admis que les échanges internationaux sont profitables à la fois au vendeur et à l'acheteur. Cette affirmation prend une importance particulière dans le monde actuel, où la grande majorité des pays produisent des matières premières et les échangent contre des produits industriels finis, biens de consommation ou biens d'équipement.

50. Les exportations de matières premières des pays en voie de développement continuent de diminuer; en même temps, la vente des produits industriels procure aux pays industrialisés des bénéfices croissants. En 1961, le volume des exportations des pays de production primaire a augmenté de 5% par rapport à 1960, mais l'accroissement en valeur des recettes d'exportation a été inférieur à 2,5%.

51. La faiblesse des marchés des produits primaires continue à être une source de préoccupation grave pour l'Afrique, qui pâtit de l'accroissement très faible de la demande et de la baisse constante des prix. Cette tendance à long terme des prix des matières premières s'est accompagnée de fluctuations à court terme. De plus, l'apparition sur le marché de produits de remplacement a réduit nettement, ces derniers temps, la demande de certaines matières premières. C'est notamment le cas pour les peaux et les cuirs, produits d'exportation traditionnels de l'Ethiopie.

52. Les pays d'Afrique qui dépendent au plus haut point de leurs exportations de produits primaires, souffrent plus que ceux d'autres régions du monde de l'évolution défavorable des termes de l'échange, qui est particulièrement accentuée en Afrique. En 1961, la valeur unitaire moyenne des exportations africaines a baissé de 4% environ par rapport à 1960. De plus, les prévisions pour les années qui viennent ne semblent pas très favorables à l'Afrique. Il ressort en effet des projections établies par la FAO pour 1970 qu'il ne faut pas s'attendre au cours des dix années 1960-1970 à une augmentation sensible de la demande de produits primaires, ni à une réelle amélioration des termes de l'échange des produits primaires par rapport aux articles manufacturés.

53. La création de la Communauté économique européenne a suscité des craintes légitimes en Afrique, à l'idée surtout qu'une des régions les plus industrialisées du monde allait se trouver dans une position encore plus forte dans ses relations économiques avec les pays sous-développés. La Communauté a réussi à mettre en place un tarif extérieur commun pour les produits primaires et les articles manufacturés et ses membres se sont mis d'accord sur une politique agricole protectionniste commune.

54. La Communauté englobe un certain nombre de pays d'Afrique qui ont été associés, dans le passé, à certains de ses membres. A la CEA, certains pays, notamment des pays africains non associés, ont exprimé la crainte que la politique du Marché commun européen ne bouleverse la structure traditionnelle de leurs exportations et de leurs marchés et ne freine l'industrialisation des pays associés en y encourageant artificiellement la production de produits primaires. On a aussi exprimé la crainte légitime que, si certaines économies africaines restaient alignées sur des économies étrangères au continent, cela ne fasse obstacle au développement normal, en Afrique, d'institutions économiques communes.

55. Un groupement économique européen comme le Marché commun n'est évidemment pas hostile, par nature, aux intérêts des pays sous-développés. Mais comme il poursuit certains objectifs politiques et économiques établis en fonction de la situation économique des pays participants, il ne peut pas prendre automatiquement en considération les intérêts des pays sous-développés. M. Wodajo reconnaît parfaitement qu'il faut accroître la coopération entre l'Afrique et l'Europe, mais il n'est pas du tout convaincu qu'un système qui n'est pas fondé sur les réalités africaines et qui n'a pas pour premier objectif de résoudre les problèmes particuliers à l'Afrique puisse être utile à cet égard. La délégation éthiopienne n'a aucune objection contre le Marché commun ou tout autre groupement économique régional, mais elle s'inquiète des éléments de discrimination que l'on rencontre dans la structure du Marché commun et qui sont contraires aux intérêts économiques de l'Afrique. La délégation éthiopienne insiste donc pour que le Secrétariat entreprenne une étude sur les effets possibles du Marché commun européen et des groupements régionaux similaires sur l'économie des pays sous-développés et recherche les moyens de promouvoir la coopération et d'atténuer les inconvénients de tels groupements.

56. Les tendances récentes des prix des produits primaires et les perspectives du marché mondial ont convaincu les Africains que l'industrialisation peut seule résoudre leurs difficultés en permettant à leur économie de dépendre moins étroitement de facteurs extérieurs échappant à leur contrôle. Mais avant que l'Afrique puisse commencer à s'industrialiser, il est nécessaire de créer des marchés assez vastes pour absorber la production industrielle. Par suite du colonialisme, l'Afrique se trouve malheureusement morcelée en un grand nombre de petites entités économiques. Il y a maintenant sur ce continent 21 pays indépendants dont la population est inférieure, dans chaque cas, à 5 millions d'habitants. L'Afrique devrait évoluer vers la création de plus grandes entités économiques, capables de donner naissance à une spécialisation régionale.

57. Si l'industrialisation rapide constitue le seul remède à long terme à l'évolution défavorable des termes de l'échange des pays sous-développés, des mesures temporaires, telles qu'un système de compensation financière, sont absolument nécessaires. Les pays sous-développés doivent pouvoir écouler leurs produits d'exportation à des prix raisonnables et accumuler ainsi les capitaux nécessaires au financement de leur industrialisation. A ce sujet, M. Wodajo note avec satisfaction les activités croissantes du FMI, qui s'efforce de remédier aux difficultés de balance des paiements dues aux fluctuations à court terme des prix des matières premières.

58. La délégation éthiopienne est convaincue que les pays sous-développés producteurs de produits primaires et les pays industrialisés peuvent les uns et les autres contribuer à atténuer les difficultés résultant de la baisse des prix des matières premières. C'est pourquoi elle s'est jointe à la Yougoslavie, à l'Inde et au Brésil pour présenter, au titre du point 4, un projet de résolution qui tend à convoquer une conférence des Nations Unies sur les problèmes du commerce international (E/L.958). M. Wodajo estime qu'une telle conférence devrait pouvoir adopter certaines directives générales afin d'orienter les efforts des diverses institutions internationales qui étudient les problèmes du commerce et des produits de base. Aucune objection de principe n'a été soulevée contre la réunion de cette conférence. Le représentant du Royaume-Uni à la 1226^e séance et celui de la France au cours de la présente séance ont fait certaines réserves en ce qui concerne la procédure proposée, mais ils ne se sont pas déclarés opposés au principe même d'une telle conférence. La délégation éthiopienne examinera très volontiers toutes les propositions qui permettraient d'entreprendre, suivant la méthode la plus appropriée, les travaux préparatoires à la réunion d'une conférence sur le commerce international et le développement économique.

59. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a été surpris d'entendre le représentant de la France déclarer que le Marché commun européen constitue une union douanière et que, en vertu des règles du droit international, la clause de la nation la plus favorisée ne joue pas dans ces conditions. M. Arkadev ne croit pas qu'il existe de telles règles. D'ailleurs, on ne voit pas très bien à quel titre ces prétendues règles s'appliqueraient puisque les membres de la Communauté économique

européenne ne semblent pas d'accord sur la nature de cet organisme. Le représentant de la France a déclaré que le Marché commun était une union douanière; le représentant de l'Italie, par contre, a insisté sur le fait qu'il constituait une association de coopération économique et non une union douanière.

60. M. Arkadev rappelle en passant que la France et d'autres pays membres de la Communauté économique européenne ont invoqué la clause de la nation la plus favorisée dans leurs relations commerciales avec l'Union soviétique à propos des facilités que l'Union soviétique et les autres pays socialistes s'accordent mutuellement. Il semblerait donc, d'après une certaine interprétation du droit international, que la clause de la nation la plus favorisée peut être invoquée par les membres de la Communauté économique européenne mais ne peut l'être contre eux.

61. En fait, un examen des articles 1 et 2 du Traité de Rome qui a institué la Communauté économique européenne montre que celle-ci n'est nulle part décrite comme une union douanière; la Communauté a pour mission d'établir des relations plus étroites entre les Etats membres et d'élaborer des politiques économiques communes; il n'est fait aucune allusion dans le Traité à la création d'une union douanière.

62. Il est intéressant de comparer la déclaration du représentant de la France, selon lequel le Marché commun n'est qu'une union douanière, et les déclarations récentes d'autres membres de la Communauté, qui estiment le moment venu d'examiner la possibilité de créer entre eux une union politique.

63. M. Arkadev a été fort surpris aussi d'entendre le représentant de la France déclarer que la création du Marché commun aura des effets heureux sur les pays tiers. Les pays sous-développés ont affirmé à maintes reprises que le Marché commun était contraire à leurs intérêts; ils ont exprimé leur alarme et leur inquiétude lors de nombreuses réunions internationales et tout récemment encore à la Conférence du développement économique réunie au Caire.

64. Le représentant de la France a laissé entendre qu'il jugeait inopportune la convocation d'une conférence mondiale sur le commerce international, estimant que le nombre des participants serait trop grand pour permettre l'étude approfondie des problèmes. Si l'on poussait ce raisonnement jusqu'à sa conclusion logique, on pourrait soutenir que l'ONU est incapable d'étudier des problèmes importants parce qu'elle groupe plus d'une centaine d'Etats Membres. Or, l'ONU, malgré le nombre des Etats Membres, a pu prendre nombre de décisions rationnelles et adopter notamment des résolutions sur le désarmement général et sur l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux.

65. La délégation soviétique est convaincue qu'on se ralliera à l'idée d'une conférence internationale du commerce. Un grand nombre de propositions dignes d'intérêt qui, à l'origine, n'avaient pas été accueillies favorablement, ont fini par être adoptées; M. Arkadev cite comme exemple les propositions sur l'industrialisation des pays sous-développés et sur l'indépendance des peuples coloniaux, qui avaient d'abord été formulées par l'Union soviétique et qui ont fini par être acceptées.

66. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) n'est aucunement offensé par les critiques que le représentant de l'Union soviétique a formulées au sujet de l'économie des Etats-Unis. Il fera part de ces observations aux économistes américains, qui peut-être pourront en tirer profit. Il est à remarquer que l'on a beaucoup trop souvent, ces temps-ci, prédit l'effondrement de l'économie des Etats-Unis. M. Klutznick tient à souligner cependant qu'une discussion qui porte sur des pourcentages n'a guère de sens lorsqu'il s'agit d'une économie dans laquelle les quantités absolues sont énormes.

67. M. Klutznick a essayé de donner un tableau objectif de l'économie américaine, montrant à la fois ses problèmes et ses succès. Les débats du Conseil auraient peut-être plus de valeur si le représentant de l'Union soviétique faisait de même. M. Klutznick accueille avec quelque méfiance toute prétention à la perfection de la part d'une économie, quelle qu'elle soit.

68. M. Klutznick a noté avec intérêt les plans que l'Union soviétique envisage pour 1980 et il espère, pour le bien des populations soviétiques, que ces plans seront réalisés. Il constate néanmoins qu'au Comité des contributions, qui siège actuellement à Genève, le représentant de l'Union s'est plaint que les cotisations imposées à son pays étaient trop élevées, parce que le Comité avait surestimé les succès soviétiques.

69. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que lorsqu'on étudie les tendances économiques mondiales, il est indispensable de tenir compte des faits économiques survenus aux Etats-Unis d'Amérique; M. Arkadev les a donc évoqués, sans aucune intention d'offenser le représentant des Etats-Unis. Dans *l'Etude sur l'économie mondiale, 1961*, préparée par le Secrétariat, il est question de l'économie américaine, et il est nécessaire de prendre en considération la situation aux Etats-Unis d'Amérique lorsqu'on étudie le point qui fait l'objet du présent débat.

70. M. JANTON (France) précise que la délégation française répondra ultérieurement aux demandes d'éclaircissements du représentant de l'Union soviétique concernant la Communauté économique européenne.

71. M. AYARI (Observateur de la Tunisie), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que *l'Etude sur l'économie mondiale*, gagnerait peut-être à être plus précise et à dégager des tendances économiques plus certaines.

72. La délégation tunisienne distingue un élément alarmant de la conjoncture, qui est le commerce international. La Conférence du Caire et celle du Conseil d'aide économique mutuelle ont montré que ces préoccupations sont partagées par d'autres pays. Les statistiques de l'ONU et celles du FMI révèlent un déficit cumulatif des balances des comptes, notamment dans les pays d'Afrique. Ce déficit est dû à un excédent des importations nécessaires à l'industrialisation sur les exportations. Les remèdes employés jusqu'ici demeurent inopérants.

73. Selon quelle formule doivent s'établir les relations commerciales? La première solution est celle des échanges bilatéraux entre anciennes métropoles et an-

ciennes colonies ou entre pays indépendants, qui peuvent s'élargir en une union douanière et monétaire. Cette solution présente des avantages, car elle assure l'écoulement des exportations à des prix rémunérateurs. Cependant, elle exige des négociations laborieuses, des accords à reconduire chaque année, des aménagements, des difficultés de paiement et, lorsqu'elle entraîne une symbiose douanière, un déséquilibre néfaste au développement.

74. Une autre formule possible est le régionalisme, dont la Communauté économique européenne offre un exemple. Certains pays africains participent à la Communauté, qui permet un écoulement plus large des exportations et complète le bilatéralisme. Cependant, à moins de contrats à long terme, le régionalisme n'assure pas la sécurité des débouchés.

75. Il n'est pas question de ne compter que sur l'offre sur le marché international libre, car la concurrence sur ce marché est telle que rares sont les pays qui peuvent y vendre à des prix compétitifs.

76. Par conséquent, aucune formule n'offre de solution durable au problème des produits de base. Une solution internationale s'impose. Le GATT, l'ONU et le FMI ont déjà fait des efforts dans ce sens, mais ils sont restés inefficaces. C'est pourquoi la délégation tunisienne à la seizième session de l'Assemblée générale a proposé, pour sortir de l'impasse, que l'on convoque une conférence sur le commerce². On a avancé divers arguments contre le principe d'une telle réunion. On a dit qu'elle serait vouée à l'échec comme celles qui l'ont précédée, mais ce n'est pas parce qu'une conférence a échoué qu'une autre doit échouer aussi. On a dit qu'elle dégénérerait en un dialogue politique entre les membres de la Communauté économique européenne et ceux du Conseil d'aide économique mutuelle. C'est effectivement un danger possible, car le commerce international à l'heure actuelle est hautement politisé, mais si l'on établit un ordre du jour précis, on pourra orienter les débats dans le sens voulu.

77. La délégation tunisienne ne veut rien précipiter; elle veut seulement que la conférence soit préparée dans les meilleures conditions: aussi n'a-t-elle pas proposé de date précise. Elle attend le résultat des travaux en cours, qui permettront à la conférence d'orienter les siens. Elle ne veut pas préjuger le genre d'institution qui pourrait sortir de la conférence, qu'il s'agisse d'une organisation du commerce, d'un fonds de garantie ou d'un fonds d'assurance. Elle signale simplement à ce sujet la réponse du Cameroun à l'enquête du Secrétaire général

(voir E/3631). Elle voit dans la Décennie du développement un cadre qu'il faut sans cesse remplir de programmes concrets: le développement d'un commerce international sain et rémunérateur ferait de cette Décennie, non une déclaration de valeur limitée, mais une véritable charte internationale du développement.

78. M. DOUCOURE (Observateur du Mali), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que la division du travail régnait avant la première guerre mondiale entre les pays sous-développés exportateurs de produits agricoles et les pays industrialisés exportateurs d'articles manufacturés. Aujourd'hui, chaque pays veut traiter lui-même ses matières premières. Les pays traditionnellement industrialisés s'inquiètent, mais ils ont tort. S'ils veulent conserver telle quelle leur ancienne clientèle, ils risquent de voir les débouchés se fermer devant eux. Ils ont intérêt à favoriser l'évolution et l'industrialisation de leurs clients, dont le pouvoir d'achat est ainsi augmenté. D'ailleurs, même si les pays sous-développés s'industrialisent, ils resteront longtemps tributaires des techniques, de la spécialisation, des laboratoires de recherche, de la science et de la culture des pays développés.

79. Le Mali commence à s'industrialiser. Ses plans de développement peuvent paraître modestes, mais ils tiennent compte des moyens et possibilités du pays. Le Mali n'a hérité du système colonial qu'une industrie sommaire et semi-artisanale. Dans le secteur privé et public, il comptait quelques usines d'égrenage de kapok et de coton, des huileries traitant les arachides, les graines de coton et les amandes de karité, des rizeries, des savonneries et des fabriques de boissons gazeuses. Le plan quinquennal prévoit l'installation d'une filature, d'une minoterie, d'une sucrerie, de nouvelles usines d'égrenage, de conserves de légumes et de fruits et d'abattoirs avec installations frigorifiques. Un barrage sur le Niger complètera la centrale thermique de Bamako. On prévoit la construction d'une fabrique de ciment et de matériaux de construction et la création d'une petite industrie de la faïence et de la porcelaine.

80. La délégation malienne a le ferme espoir que grâce à la volonté unanime de toutes les nations on trouvera la solution souhaitée par tous, qui permettra d'accélérer, pendant la Décennie, le développement industriel des pays sous-développés.

81. Le PRÉSIDENT déclare clos le débat général sur le point 2 de l'ordre du jour; il propose que ce point soit renvoyé, pour examen détaillé, au Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 19 h 25.

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Deuxième Commission, 744^e à 750^e séance.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 24 juillet 1962

à 10 h 50

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 9 de l'ordre du jour :

Ressources naturelles

a) Rapport du Secrétaire général relatif à la Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie

b) Etude du Secrétaire général sur les besoins en capitaux pour la recherche du pétrole et sur les méthodes de financement

Rapport du Comité économique 189

Point 17 de l'ordre du jour :

Réforme agraire et développement rural

Rapport du Comité économique 189

Point 7 de l'ordre du jour :

Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel 189

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Belgique, Cuba, Grèce, Hongrie, Irak, Irlande, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République Dominicaine, Roumanie, Suède, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Ressources naturelles

a) Rapport du Secrétaire général relatif à la Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie (E/3577)

b) Etude du Secrétaire général sur les besoins en capitaux pour la recherche du pétrole et sur les méthodes de financement (E/3580)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3673)

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur le rapport du Comité économique (E/3673)

et invite le Conseil à examiner le projet de résolution A, concernant les nouvelles sources d'énergie, reproduit au paragraphe 7 de ce rapport.

A l'unanimité, le projet de résolution A est adopté.

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de résolution B, concernant les ressources naturelles, reproduit au paragraphe 7 du rapport. Il a été proposé de changer le titre du projet de résolution qui deviendrait « Ressources en pétrole »; en l'absence d'objection, le Président considérera ce changement comme adopté par le Conseil.

A l'unanimité, le projet de résolution B, ainsi modifié, est adopté.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Réforme agraire et développement rural (E/3603)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3679)

3. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Comité économique (E/3679) et il invite le Conseil à examiner le projet de résolution concernant le progrès de la réforme agraire, qui est reproduit au paragraphe 7 de ce rapport.

Par 16 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution est adopté.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (E/3656 et Add.1; E/L.967/Rev.1)

4. M. MAYOBRE (Commissaire au développement industriel), présentant les mémoires du Secrétaire général et de lui-même relatifs au renforcement des services consultatifs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (E/3656 et Add.1), déclare que les débats que le Conseil a consacrés à la Décennie des Nations Unies pour le développement et aux tendances économiques mondiales ont confirmé l'opinion admise dans les milieux des Nations Unies selon laquelle l'industrialisation est à la base du développement économique.

5. On a entendu répéter à maintes reprises, au cours des débats, que l'industrialisation ne saurait être isolée du processus de développement. L'industrialisation entraîne des modifications de structure et ouvre même des perspectives nouvelles. Elle ne peut être réalisée sans que s'opère une transformation des conditions sociales et de l'instruction. De plus, elle crée des problèmes sociaux qui doivent être résolus.

6. Dans le domaine de l'agriculture, un pays qui veut s'industrialiser ne peut conserver un régime foncier désuet et des méthodes primitives d'exploitation des terres. L'agriculture est appelée à jouer un grand rôle dans le processus de la croissance économique, surtout du fait qu'elle permet d'accroître le volume des approvisionnements en denrées alimentaires.

7. L'enseignement a, lui aussi, un rôle essentiel à jouer dans le processus d'industrialisation. En retour, d'ailleurs, l'industrialisation peut fournir les moyens d'améliorer l'équipement scolaire.

8. Le représentant de la Yougoslavie (1227^e séance) et celui de la Pologne (1228^e séance) ont insisté sur un autre point important, à savoir que l'on met peut-être trop l'accent sur les techniques de planification; pour que la planification donne des résultats, il faut que certaines conditions essentielles de caractère général soient remplies.

9. Plusieurs représentants, notamment celui de l'Inde (1226^e séance) et celui du Brésil (1228^e séance) ont insisté sur un troisième point, à savoir qu'il ne suffit pas d'adopter une politique d'industrialisation pour développer l'économie d'un pays, voire pour l'industrialiser: il faut que les conditions économiques s'y prêtent. On pourrait citer de nombreux cas où des efforts gigantesques ont été consacrés à l'industrialisation et où les résultats ont été assez minces en raison des difficultés du commerce extérieur. Le cas de la Colombie et du Brésil montre comment les efforts persévérants que ces pays ont faits pendant des années pour développer leur économie ont été entravés par la baisse des prix des produits qu'ils exportent. A cet égard, les chiffres cités par le représentant du Brésil sont particulièrement éloquentes: pour porter à 7,5 % le taux de croissance du produit national brut entre 1965 et 1980, le Brésil devra accroître la valeur de ses exportations de 98 % en 1965 et de 340 % en 1970 par rapport à 1961.

10. L'extension des activités de l'ONU dans le domaine du développement industriel doit donc être étroitement liée aux efforts que l'on fera pour régler les problèmes du commerce international, surtout pendant la Décennie du développement.

11. L'un des traits essentiels du programme que M. Mayobre présente, c'est que la responsabilité en est laissée en majeure partie aux pays intéressés. On s'est rendu compte que tout ce qui serait fait sur le plan international resterait vain si le pays lui-même n'avait pas la volonté de s'industrialiser.

12. Ce qui caractérise encore le programme, c'est qu'il a été établi indépendamment des recommandations que pourra formuler le Comité consultatif de dix experts dont le Conseil a demandé la constitution dans sa résolution 873 (XXXIII). Le programme doit permettre aux Nations Unies de prendre les mesures d'urgence qui s'imposent sans attendre les recommandations de ce Comité.

13. Le programme vise essentiellement à mobiliser et à coordonner les efforts de l'ensemble des organisations des Nations Unies dans le domaine industriel. Il conviendra d'agir à des échelons divers. A l'échelon des Secrétariats, il y a lieu de développer les services aussi bien au Siège que dans les commissions économiques

régionales. Son travail à la CEPAL a permis à M. Mayobre de se convaincre encore davantage de l'importance du rôle des commissions régionales qui s'occupent des zones que le processus d'industrialisation intéresse au premier chef. Le Siège, quant à lui, est appelé à soutenir l'action des secrétariats des commissions régionales.

14. Il faut aussi maintenir la coopération avec les institutions spécialisées. Certains domaines d'activité sont tout spécialement du ressort de ces institutions: c'est à l'OIT par exemple, de s'occuper de la formation professionnelle des travailleurs de l'industrie, tandis que les questions touchant l'aide financière relèvent des institutions spécialisées compétentes. Les activités de l'ONU et des institutions spécialisées devraient être organisées de manière à se compléter, dans le respect des compétences de chacune. Tous les efforts doivent cependant converger vers un but unique, qui est de venir en aide aux pays en cours d'industrialisation.

15. Dans son mémoire (E/3656/Add.1), le Commissaire n'a pas traité dans le détail la question de la coordination avec les institutions spécialisées, parce qu'au moment où ce document a été rédigé, les réunions avec les institutions n'avaient pas encore toutes eu lieu. Ces réunions ont permis de mettre au point des relations de travail qui donnent satisfaction.

16. Le programme présenté est en fait un essai: les éléments pourront en être modifiés à la lumière de l'expérience. On est déjà parvenu cependant à un résultat appréciable, puisque priorité est donnée à l'industrialisation dans les plans de développement économique.

17. Les pays en cours de développement ont un urgent besoin des connaissances et de l'expérience acquises par les pays d'Europe, ceux de l'Est et ceux de l'Ouest. La CEE, où tous les pays sont représentés, a donc un rôle capital à remplir en coopérant avec les pays en voie de développement dans le domaine de l'industrialisation.

18. M. UNWIN (Royaume-Uni) se félicite de la nomination de M. Mayobre au poste de Commissaire au développement industriel; c'est un grand pas en avant dans l'extension des activités de l'ONU dans le domaine de l'industrialisation. La délégation du Royaume-Uni se plaît à constater que le Commissaire a la ferme volonté — il l'a exprimée aussi bien dans son mémoire que dans sa déclaration liminaire — de s'attaquer avec énergie à ces nouvelles tâches.

19. Le Royaume-Uni se rend bien compte de l'importance fondamentale de l'industrialisation pour les pays en voie de développement et il est résolu à les aider dans leurs efforts. Il est indispensable de diversifier l'économie de ces pays si l'on veut qu'ils cessent d'être tributaires de leurs exportations de quelques produits primaires. Or, cette diversification exige elle-même une solide infrastructure industrielle.

20. Les pays industrialisés peuvent aider les pays en voie de développement de bien des manières. Par leur politique commerciale, par exemple, ils peuvent aider les pays en voie de développement à augmenter le volume de leurs exportations. Bien entendu, la volonté de s'industrialiser est, de la part des pays en voie de développement, le facteur décisif, mais il faut les aider dans leurs efforts.

21. Dans un cadre bilatéral, le Royaume-Uni donne déjà aux pays en cours d'industrialisation des conseils techniques et il met à leur disposition des moyens de formation; d'autres pays industrialisés en font autant. Cependant, il faut faire plus sur une base multilatérale et, à cet égard, l'ONU a un rôle capital à jouer. On s'accorde en général sur ce point mais les vues diffèrent beaucoup quant aux moyens d'atteindre l'objectif.

22. Le Comité du développement industriel a eu raison de ne pas attendre les conclusions du Comité consultatif de dix experts pour renforcer les services consultatifs du Secrétariat de l'ONU en matière de développement industriel. Le Comité a parfaitement compris aussi que les problèmes à résoudre dans les pays en cours d'industrialisation sont d'ordre pratique et non pas théorique et qu'il faut envoyer sur place des spécialistes capables de donner aux pays les conseils dont ils ont besoin.

23. La délégation du Royaume-Uni reconnaît, d'une façon générale, la nécessité d'étoffer les services consultatifs de l'ONU dans le domaine du développement industriel et elle pense que les propositions présentées à cette fin par le Secrétaire général sont à la fois pratiques et efficaces.

24. M. Unwin rappelle que, selon le Secrétaire général, il est à la fois difficile de trouver des spécialistes très qualifiés et onéreux de recourir à leurs services, de sorte que le meilleur moyen de s'assurer leur concours est de constituer au Siège un service central dans lequel on pourrait puiser pour répondre aux demandes des diverses régions. Il semble donc que l'on puisse accepter la proposition du Secrétaire général tendant à créer de façon permanente un service central, composé de six experts travaillant à plein temps, et que viendraient compléter des spécialistes travaillant à temps partiel (voir E/3656, par. 6 à 10). La délégation du Royaume-Uni estime néanmoins que le système devrait être élargi de manière qu'il soit possible d'engager des spécialistes, même s'ils ne peuvent être recrutés pour plus d'un trimestre.

25. Il est inévitable que les propositions énoncées dans les deux mémoires se révèlent fort onéreuses. A ce sujet, le représentant du Royaume-Uni appelle l'attention du Conseil sur le paragraphe 11 du mémoire du Secrétaire général, qui insiste sur la nécessité d'intégrer le programme de développement industriel, dans ses phases d'exécution, aux programmes existants. En ce qui la concerne, la délégation du Royaume-Uni appuie les propositions du Secrétaire général, à la condition que l'on laisse à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale le soin de se prononcer sur les aspects financiers de ces propositions.

26. La délégation du Royaume-Uni étudie le projet de résolution présenté par le Brésil, l'Ethiopie, l'Inde et la Yougoslavie (E/L.967/Rev.1), et se réserve le droit de présenter ultérieurement des observations à ce sujet; toutefois, elle tient à exprimer dès maintenant quelques doutes au sujet du paragraphe 6 du dispositif.

27. De l'avis de M. PATIÑO (Colombie), la création du Comité de développement industriel, la constitution du Centre de développement industriel et la nomination d'un Commissaire au développement industriel sont des

décisions d'une immense portée. La délégation colombienne se réjouit de la diligence avec laquelle le Secrétaire général a nommé le Commissaire et du choix qu'il a fait. Elle estime que les propositions contenues dans le mémoire du Secrétaire général et dans celui du Commissaire peuvent servir de base à une extension de l'activité de l'ONU dans ce domaine. Elle appuiera donc le projet de résolution commun, au paragraphe 6 duquel elle attache une importance particulière. Elle est convaincue que la délégation du Royaume-Uni, étant de celles qui ont lancé l'idée de désigner un Commissaire au développement industriel, ne manquera pas d'appuyer à la Cinquième Commission l'ouverture des crédits nécessaires à l'expansion des activités envisagées. Malgré l'intérêt qu'elle porte à cette expansion, qui doit se faire dans le cadre étroit du budget ordinaire de l'ONU, la délégation colombienne ne néglige pas l'avertissement du Secrétaire général qui, au paragraphe 12 de son mémoire, déclare s'être efforcé de donner à ses propositions un caractère aussi modeste que possible pour ne pas préjuger les recommandations que formulera le Comité consultatif de dix experts. Les propositions en question sont certes un nouveau pas dans la voie d'un processus inévitable, mais il reste à prendre des initiatives beaucoup plus ambitieuses encore, comme le montre l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* (E/3624 et Add.1 à 6), si l'on veut que la Décennie du développement soit aussi celle de l'industrialisation.

28. M. PORTELLA de AGUIAR (Brésil), présentant le projet de résolution commun (E/L.967/Rev.1), tient à dire une fois de plus que la délégation brésilienne est convaincue que le moyen le plus direct de réaliser une expansion économique rapide est de donner la priorité au développement du secteur industriel.

29. Certes, il est souhaitable de viser à un développement équilibré dans les domaines économique et social, ainsi que dans l'industrie et l'agriculture. Toutefois, étant donné l'insuffisance des ressources, il faut concentrer les efforts afin d'obtenir des résultats sensibles à court terme. Pour sa part, le Brésil a décidé de miser à fond sur le développement industriel, qui seul peut assurer rapidement un accroissement substantiel de l'emploi productif.

30. C'est pourquoi la délégation brésilienne se félicite que les Nations Unies se préoccupent davantage des problèmes du développement industriel. A cet égard, elle a appris avec une satisfaction particulière la désignation de M. Mayobre au poste de Commissaire au développement industriel.

31. Elle approuve également le projet de programme de travail du Centre de développement industriel (E/3656/Add.1). Cependant, le Centre lui-même n'est qu'un service chargé de l'intégration des activités, de la direction et de la mise en œuvre des travaux sur le développement industriel. On est encore loin de la formule idéale, mais nullement utopique: la création d'une institution spécialisée chargée du développement industriel.

32. Il est paradoxal que la répartition des ressources consacrées à la solution des problèmes dont s'occupent les organismes des Nations Unies désavantage encore si nettement le développement industriel. Il existe des institutions spécialisées pour un grand nombre d'activités

humaines, mais les problèmes industriels, qui sont les plus caractéristiques du xx^e siècle, ne reçoivent qu'une partie de l'attention et des ressources consacrées à d'autres objectifs.

33. Cet état de choses tient aux conditions dans lesquelles l'ONU et les institutions spécialisées ont été créées à la fin de la seconde guerre mondiale. A cette époque, les pays très industrialisés se préoccupaient surtout de relever leur économie en ruines et de ramener leur ravitaillement au niveau d'avant la guerre. Les pays sous-développés, qui en étaient encore au stade agricole, ne se sont pas pleinement rendu compte de ce que l'avenir leur réservait; ils s'imaginaient que les réserves considérables de devises qu'ils avaient amassées pendant la guerre grâce aux exportations — alors hautement lucratives — de produits primaires, leur permettraient de résoudre tous leurs problèmes. Il était donc naturel que, dans le système des Nations Unies, le centre de gravité fût la solution des problèmes relatifs à l'agriculture et à la production alimentaire; cette conception a mené à la création de la FAO, dont les travaux ont été si efficaces.

34. Depuis lors, des progrès considérables ont été faits. Beaucoup de pays en voie de développement sont devenus gros producteurs et exportateurs de produits industriels; d'autres ont atteint des taux d'expansion extraordinaires et servent d'exemple pour les nouveaux pays qui aspirent au développement. A l'heure actuelle, on reconnaît généralement la nécessité de mettre en commun les connaissances techniques des pays très industrialisés et aussi les solutions pratiques que les pays sous-développés ont trouvées à leurs problèmes communs.

35. Cette coopération peut et doit être organisée par l'entremise des Nations Unies: elles doivent créer une institution spécialisée chargée du développement industriel et dotée de ressources à la mesure de l'œuvre à accomplir. La délégation brésilienne espère donc que le Comité consultatif de dix experts formulera des recommandations qui aboutiront à la création d'une telle institution dans un avenir rapproché.

36. La délégation brésilienne appuie sans réserve les recommandations relatives au renforcement des services consultatifs de l'ONU dans le domaine du développement industriel, qui sont formulées dans le rapport du Comité du développement industriel sur sa deuxième session (E/3600 et Corr.1). Elle appuie également les suggestions du Secrétaire général concernant la réorganisation des services consultatifs techniques. Elle relève cependant que l'industrie pétrolière ne figure pas parmi les six grands secteurs industriels pour lesquels les conseillers principaux sont recrutés et elle souhaiterait que cette industrie soit ajoutée aux six autres, d'autant plus que la CEAEIO se propose de constituer à Bangkok un groupe d'experts éminents dans ce domaine.

37. En ce qui concerne le lieu d'affectation des conseillers, il est à noter que le Comité du développement industriel a recommandé qu'ils soient attachés aux commissions économiques régionales chaque fois que cette formule semble devoir donner les meilleurs résultats (E/3600, par. 102). Pendant la session en cours, le Conseil a adopté la résolution 879 (XXXIV), par laquelle il confirme son approbation de la politique de décentralisation des acti-

vités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et de renforcement des commissions économiques régionales, compte tenu de la résolution 1709 (XVI) aux termes de laquelle l'Assemblée générale a demandé qu'un nombre de plus en plus grand de responsabilités soient déléguées aux secrétariats des commissions régionales et que les ressources nécessaires, y compris le personnel, leur soient fournies.

38. Compte tenu de ces considérations, la délégation brésilienne pense que la création de services industriels consultatifs dont les commissions économiques régionales seraient la base — car c'est là qu'ils seraient le plus efficaces — est un objectif déjà pleinement approuvé par les Nations Unies. Le projet de résolution commun vise à traduire cet objectif dans les faits.

39. M. PAJESTKA (Pologne) se félicite de la nomination de M. Mayobre au poste de Commissaire au développement industriel. Cette nomination est un début de mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité du développement industriel à sa deuxième session. A la trente-troisième session du Conseil, la délégation polonaise avait instantanément demandé que ces recommandations, qui tendent à intensifier davantage les activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel, soient mises en œuvre aussitôt que possible.

40. Aucune divergence de vues n'existe au sein du Conseil quant à la nécessité de renforcer les services consultatifs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Les pays en voie de développement bénéficient déjà, dans presque tous les domaines de l'activité économique et sociale, de services consultatifs qui leur sont fournis surtout par les institutions spécialisées. Il convient donc de donner à ces pays la possibilité de recourir plus largement qu'auparavant à des services analogues dans le domaine du développement industriel. Cette question présente une importance toute particulière du fait que ces pays préparent leurs plans de développement à long terme, qui doivent être axés sur la planification industrielle.

41. La délégation polonaise souscrit aux propositions du Secrétaire général concernant le recrutement de conseillers et de spécialistes qui joueraient le rôle de consultants en matière de développement industriel, et concernant le choix des secteurs industriels dans lesquels des services consultatifs seraient particulièrement utiles. A cet égard, elle fait valoir qu'il faut tenir compte, pour le recrutement du personnel supplémentaire, des possibilités existant dans les pays qui ont acquis une grande expérience en développant rapidement leur industrie dans des conditions analogues à celles des pays peu développés.

42. La délégation polonaise est disposée, en principe, à appuyer le projet de résolution commun dans lequel on souligne à juste titre que les experts supplémentaires doivent, toutes les fois que ce sera possible, être affectés aux commissions économiques régionales, qui s'occupent depuis longtemps du développement industriel et qui connaissent bien les problèmes techniques des pays situés dans leurs régions géographiques respectives.

43. Enfin, M. Pajestka voit dans le mémoire du Commissaire au développement industriel un premier pas dans la voie de la coordination et du développement des activités de l'ONU en matière de développement industriel; il attend avec intérêt la prochaine réunion du Comité consultatif de dix experts dont les recommandations auront sans doute une influence très favorable sur les futures activités des organismes des Nations Unies dans ce domaine.

44. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le représentant du Brésil a eu raison de faire observer que les Nations Unies ne s'étaient occupées que tardivement du développement industriel des pays en voie de développement. Certains pays se sont refusés pendant longtemps à reconnaître que ces pays avaient droit à l'industrialisation, mais, à l'heure actuelle, il semble que leur opposition tombe, peut-être à cause du grand nombre de pays en voie de développement qui ont été récemment admis à l'Organisation des Nations Unies. La preuve que l'on reconnaît davantage l'importance de l'industrialisation, c'est que l'on a créé — après une vive résistance d'ailleurs — le Comité du développement industriel et nommé un Commissaire au développement industriel; ces deux décisions faciliteront sur le plan pratique la solution du problème de l'industrialisation.

45. Bien que l'on dispose de fonds considérables et d'un grand nombre d'experts dans le cadre du Fonds spécial et des programmes d'assistance technique, le gros des efforts n'a pas été orienté vers le développement industriel des pays peu développés. On a consacré trop de temps aux études et à l'établissement de documents; la nécessité de mesures concrètes se fait sentir et des efforts soutenus doivent être déployés pour faciliter l'industrialisation des pays en voie de développement et non pas pour aider l'industrie et le capital privés dans leur quête de bénéfices toujours plus gros. L'URSS, qui fournit aux pays en voie de développement un volume considérable d'assistance sur le plan bilatéral, tient à ce que les ressources des Nations Unies soient non pas gaspillées dans des travaux dénués d'intérêt, mais bien utilisées pour promouvoir le développement industriel de ces pays.

46. Le projet de résolution commun est conforme aux dispositions de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale concernant la décentralisation, puisqu'il propose que les experts soient attachés aux commissions régionales. C'est une formule qui semble indiquée, car l'affectation d'experts au Siège, où un grand nombre de ces groupes existent déjà, aurait pour résultat de les rendre insensibles aux besoins des pays en voie de développement. Par la méthode proposée dans le projet de résolution, les experts auraient toujours conscience des besoins de la région qu'ils sont appelés à servir.

47. M. Arkadev relève que le coût des services proposés s'élèverait à 250.000 dollars (E/3656, par. 10), ce qui n'est pas une somme insignifiante; on envisage de l'obtenir en augmentant le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Cette méthode est beaucoup trop souvent employée: elle donne l'impression que le contrôle budgétaire n'est pas efficace et semble indiquer que les pays versent automatiquement n'importe quelle somme

supplémentaire qui leur est demandée. Or, les fonds nécessaires peuvent être réunis et, en fait ils sont déjà disponibles dans le cadre du Fonds spécial, des institutions spécialisées, des commissions régionales et des programmes d'assistance technique. En supprimant les projets marginaux et en affectant les ressources ainsi dégagées à la mise en œuvre des mesures proposées dans le projet de résolution on pourrait fournir, non pas 70 experts, mais plusieurs fois ce nombre. Cette question demande mûre réflexion.

48. M. MÉRAUD (France) note que, pour savoir sous quelle forme créer des services consultatifs en matière de développement industriel, il faut avoir résolu à la fois des problèmes de structure administrative, examinés dans le mémoire du Secrétaire général, et des questions de programme, traitées dans le mémoire du Commissaire au développement industriel. La délégation française approuve hautement l'essentiel des propositions que contiennent ces mémoires. Pour résoudre les problèmes de structure administrative, il faut avant tout créer des structures neuves, permettant une intervention dans le domaine industriel — que les organismes des Nations Unies abordaient jusqu'ici sans beaucoup d'ordre — et prévoir leur insertion dans les structures existantes, à savoir les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales.

49. Pour ce qui est des structures neuves, le Conseil, par sa résolution 873 (XXXIII), avait recommandé la nomination d'un Commissaire, car il se rendait compte qu'il convenait de créer une autorité qui, placée au-dessus des divers services et programmes d'aide à l'industrialisation, coordonnerait leur action. La délégation française se réjouit de la rapidité avec laquelle a été nommé le Commissaire et du choix que le Secrétaire général a fait.

50. Pour collaborer étroitement avec le Commissaire, le Secrétaire général propose la création de deux corps de superexperts, dénommés « conseillers principaux » et « spécialistes de niveau élevé ». De tels experts étant rares et coûtant cher, il importe que leurs services soient utilisés aussi efficacement que possible et il ne serait pas souhaitable que le Siège ou les commissions économiques régionales les laissent s'éloigner pour de trop longues périodes. Ils doivent constituer une équipe scientifique de réserve, l'échelon d'appel et de contrôle dont avaient besoin les agents d'exécution dispersés à travers le monde pour y jeter les bases d'industries nouvelles. La France, dans ses rapports avec les pays avec lesquels elle organise des programmes de coopération technique, a expérimenté avec bonheur cette formule, qui permet d'accroître l'efficacité de l'expert hautement qualifié et de ne pas laisser livré à lui-même l'expert envoyé sur le terrain.

51. En ce qui concerne les spécialités de ces deux nouveaux types d'experts, il faut éviter de ne recruter que des ingénieurs, même très qualifiés, car trop souvent le technicien ne vise qu'à la réussite technique. La France en a fait l'expérience après la guerre, lorsque la mécanisation des exploitations agricoles — réalisée à l'aide de machines excellentes mais sans que soient prises en considération les conditions économiques, financières et sociologique de l'agriculture française — a eu de sérieux inconvénients dans le domaine économique et

sur le plan politique. Par conséquent, à côté des experts spécialisés dans l'installation d'ensembles industriels et dans la gestion technique des entreprises, il convient de s'attacher les services d'experts en analyse économique globale et de spécialistes de la gestion économique et financière des entreprises. Il s'agit donc de créer des équipes polyvalentes qui permettent aux industries d'être rentables et de se placer sur le marché national ou international. Il importe aussi que les propositions techniques des spécialistes qui engagent l'avenir économique du pays intéressé soient examinées, au niveau des commissions économiques régionales et au Siège, par les conseillers agissant non pas isolément, mais en groupes.

52. La création de structures nouvelles doit s'accompagner d'une utilisation maximale des éléments en place, c'est-à-dire essentiellement des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales. Il importe que, dès les prochains mois, l'OIT, l'UNESCO, le BAT, le Fonds spécial et la BIRD, les premiers, interviennent plus activement dans le domaine de l'industrialisation.

53. Dans son mémorandum, le Commissaire a souligné le rôle que peuvent jouer les commissions économiques régionales et indiqué que le Siège s'attaquerait aux problèmes posés à la périphérie. La délégation française appuie cette manière de voir et recommande une grande souplesse en la matière. Elle rappelle la solution intéressante adoptée par la CEAEO à l'occasion d'enquêtes industrielles menées à Singapour en 1960 et 1961, au cours desquelles des représentants du secrétariat de la Commission se sont joints aux équipes d'experts du Siège. Mais c'est surtout au niveau des programmes que les commissions économiques régionales peuvent montrer leur efficacité.

54. La délégation française approuve les programmes proposés par le Commissaire, qui font preuve de bon sens, surtout dans la répartition des tâches entre le Siège et les régions. A ce propos, M. Méraud distingue trois problèmes : le choix des priorités, la planification, et l'aspect social du développement industriel.

55. Du point de vue des priorités, il faudra trouver un moyen terme entre les vœux du pays intéressé et les réalisations régionales et mêmes mondiales auxquelles aboutira l'intervention des services du Commissaire, afin d'éviter les doubles emplois. Il conviendra aussi de déterminer, dans chaque pays, les rapports optimaux entre certains facteurs économiques : dosage optimal du capital et de la main-d'œuvre, rapport des investissements agricoles et industriels, de l'industrie lourde et de l'industrie légère, de l'industrie par grandes unités et par petites unités. Il n'y a pas de schéma universel d'industrialisation, et il appartiendra aux commissions économiques régionales de déterminer ces rapports.

56. Il n'y a pas non plus de schéma universel de planification en matière d'organisation industrielle. Il s'agit de construire rationnellement des industries en tenant compte de tous les facteurs qui les conditionnent. Comme le chef de la délégation française l'a déjà signalé à la 1229^e séance, la France a mis au point un système de planification souple dans lequel chacun prend ses décisions sans perdre jamais de vue les projets d'autrui et dans une harmonie aussi parfaite que possible avec la demande

future, intérieure et extérieure. Aucun des pays à économie dite libérale n'a contesté, au sein du Comité du développement industriel, le caractère bienfaisant de l'action de l'Etat dans les structures industrielles en voie de formation. Il s'agit simplement de ne pas être dogmatique dans le choix. A cet égard, le rôle des commissions économiques régionales peut être bénéfique, car elles peuvent assurer la mise en commun de l'expérience acquise par les différents pays de la même région. Sur un plan plus large, il serait sans doute utile à tous d'étudier les expériences faites en matière de planification et de les porter à la connaissance de ceux qui cherchent la formule la mieux adaptée à leurs besoins et à leurs aspirations.

57. Quant à la place qu'il convient de donner aux considérations d'ordre social dans le processus d'industrialisation, les pays industrialisés savent les erreurs que l'on a pu commettre en négligeant les facteurs humains lors de l'installation d'ensembles industriels et les risques que présente l'urbanisation anarchique d'une région. Les auteurs du quatrième plan français ont donné plus d'importance encore qu'auparavant aux études sociologiques qui doivent accompagner soit l'installation d'industries en milieu jusqu'alors rural, soit le développement d'ensembles industriels dans des régions déjà urbanisées. Il faudra choisir les experts en tenant compte de leurs préoccupations et de leurs compétences en ce domaine. Il apparaîtra vraisemblablement nécessaire d'adjoindre des sociologues aux techniciens de l'économie ou de l'industrie.

58. La délégation française remercie les délégations des pays en voie d'industrialisation d'avoir rappelé l'urgence du problème. Si, à quelques reprises, elle a exprimé des réserves, c'était essentiellement sur les méthodes et sur les conceptions des structures administratives. Quant au fond, la France, non seulement accepte, mais désire le progrès des pays insuffisamment développés. Comme le chef de la délégation française l'a déjà signalé, l'inquiétude de certains pays industrialisés ou de certains de leurs secteurs industriels devant l'industrialisation des pays neufs doit se dissiper s'ils se placent résolument dans la perspective d'une croissance générale. Ils doivent se rendre compte qu'à très long terme les pays actuellement industrialisés exporteront davantage les talents de leurs ingénieurs, soit directement, soit sous la forme d'équipement industriel très élaboré, tandis qu'ils importeront des produits industriels de consommation courante dont la fabrication exige beaucoup de main-d'œuvre généralement peu spécialisée. Le quatrième plan français pour 1962-1965 est déjà orienté dans ce sens, et les projections actuellement préparées en France pour 1970 et même 1980 tiennent encore plus compte de l'industrialisation des pays sous-développés.

59. L'une des tâches essentielles du Commissaire, après avoir assuré la coordination des projets d'industrialisation d'un pays sous-développé à l'autre, sera de coordonner les plans des pays en voie de développement et ceux des pays hautement industrialisés. Le remarquable document récemment publié par la CEPAL (E/CN.12/619) sur les projets brésiliens d'industries mécaniques, notamment d'industries productrices de biens d'équipement pour la décennie à venir, est le type même de l'ins-

trument de travail précieux à utiliser entre techniciens et financiers. On peut espérer qu'à une certaine anarchie succédera un peu de rigueur, et à la pratique malthusienne du repliement sur soi la conception dynamique du monde.

60. M. POPOVIC (Yougoslavie) dit que la délégation yougoslave partage les vues exprimées par le Commissaire au développement industriel. Les activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel n'en sont qu'à leur début; le rapport qui doit être préparé par le Comité consultatif de dix experts définira sans aucun doute avec plus de précision le rôle que doivent jouer les Nations Unies à cet égard et soulignera la nécessité de créer une institution spécialisée dans le domaine de l'industrialisation. Entre temps, le Comité du développement industriel et des services consultatifs dans le domaine du développement industriel pourront apporter une contribution précieuse à l'œuvre entreprise. En outre, les activités des Nations Unies devraient être organisées par l'intermédiaire des commissions régionales.

61. A la lumière de ces considérations, la délégation yougoslave a élaboré avec d'autres délégations le projet de résolution dont le Conseil est saisi.

62. M. WALKER (Australie) loue le Commissaire au développement industriel de son excellente déclaration et souligne qu'il est très important de distinguer la stratégie générale de l'industrialisation des problèmes de technique, de gestion et de commercialisation qui se posent dans certaines industries. La stratégie de l'industrialisation consiste à assurer la progression sur un large front vers une économie nettement diversifiée; l'absence d'une telle stratégie risque de se traduire par l'apparition d'industries qui ne peuvent s'intégrer dans l'économie du pays ou qui n'arrivent pas à stimuler le développement cumulatif d'autres industries. C'est surtout dans le domaine de la planification que se posent des problèmes de stratégie; leur solution exige qu'on ait une idée nette des lignes générales que doit suivre le développement industriel. Il importe de choisir judicieusement les industries à développer, et pour cela il faut étudier soigneusement les ressources naturelles dont dispose le pays.

63. Il arrive souvent que de nouvelles industries soient créées pour fabriquer des produits jusqu'alors importés; au début, les prix de revient sont souvent si élevés que leurs produits coûtent plus cher que les produits importés qu'il s'agissait de remplacer. L'un des problèmes auxquels l'Australie s'est heurtée à cet égard venait de ce que les prix plus élevés auxquels les industries nouvelles devaient vendre leur production se répercutaient souvent sur les prix de revient des autres industries nationales, et, pour cette raison, il s'est révélé nécessaire de revoir constamment la protection accordée à diverses industries. Qu'une nouvelle industrie devienne ou non partie intégrante de l'économie d'un pays dépend non seulement de la situation économique de ce pays, mais également de la répartition de l'offre et de la demande dans

la région; c'est pourquoi il faut se féliciter de la large place faite dans les documents dont le Conseil est saisi aux activités des commissions économiques régionales. En résumé, l'objectif de la stratégie économique est d'édifier un système intégré d'industries qui, par leur effet conjugué, facilitent le développement des ressources du pays intéressé. Tous ces problèmes généraux prendront une place prépondérante dans les activités des Nations Unies en matière d'industrialisation, parmi lesquelles les services consultatifs et l'assistance donnée aux pays en voie de développement joueront un rôle important.

64. Le Secrétaire général a présenté sa proposition comme une expérience pilote en matière de recrutement de personnel; la délégation australienne approuve cette méthode, sous réserve des incidences financières, qui devraient être étudiées par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Il serait souhaitable toutefois de savoir avec plus de précision quelle serait la proportion de conseillers régionaux dont les activités s'exerceraient surtout dans le domaine du développement industriel. On ne voit pas nettement, non plus, si quelques-uns de ces conseillers devront préparer le terrain pour les conseillers principaux; ce système permettrait de faire moins largement appel aux services des conseillers principaux.

65. M. Walker se demande s'il serait possible de dresser une liste de spécialistes de l'extérieur qui seraient disposés à travailler pour les Nations Unies dans le cadre d'engagements spéciaux. Les renseignements que l'on recueillerait en dressant cette liste permettraient peut-être de réduire le nombre de conseillers principaux qu'il serait nécessaire d'engager à titre permanent. Le Secrétariat pourrait fournir ces renseignements avant que la Cinquième Commission n'examine les incidences financières du projet pilote; il pourrait y joindre l'indication du nombre des demandes de services d'experts auxquelles l'ONU n'a pu répondre en faisant appel aux experts actuellement à sa disposition pour divers secteurs de l'industrialisation. M. Walker aimerait connaître l'avis du Secrétariat sur la possibilité de mettre en œuvre ces suggestions.

66. La délégation australienne reconnaît qu'il est nécessaire de renforcer les services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du développement industriel, mais elle est assez inquiète des incidences financières du projet de résolution commun. Le paragraphe 6 du dispositif n'est guère acceptable; il est rédigé en termes trop forts. En particulier, le mot « conviction » ne paraît pas approprié et les mots « comme le demandent » risquent de poser des difficultés d'interprétation. De telles expressions mettent les délégations dans une situation très embarrassante. On donnerait l'impression, en les acceptant, d'approuver des engagements financiers sans aucune limite supérieure. M. Walker espère donc que les auteurs seront en mesure de donner au paragraphe 6 un libellé moins catégorique.

La séance est levée à 13 h 5.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 24 juillet 1962

à 15 h 25

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 7 de l'ordre du jour :	
Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (<i>suite</i>) . . .	197
Point 5 de l'ordre du jour :	
Conséquences économiques et sociales du désarmement (<i>reprise des débats de la 1221^e séance</i>)	199
Point 18 de l'ordre du jour :	
Rapport de la Commission des droits de l'homme	
Rapport du Comité social	201
Point 20 de l'ordre du jour :	
Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	
Rapport du Comité social	201
Point 21 de l'ordre du jour :	
Application de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage	
Rapport du Comité social	201
Point 15 de l'ordre du jour :	
Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples	201

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats membres suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Espagne, Grèce, Hongrie, Irak, Irlande, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République Dominicaine, Roumanie, Tunisie, Venezuela.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (E/3656 et Add.1; E/L.967/Rev.1) (*suite*)

1. M. WODAJO (Ethiopie) constate que pendant de nombreuses années la théorie traditionnelle des coûts comparés a empêché de reconnaître l'importance de

l'industrialisation. En fait, cette théorie tend à justifier le maintien du statu quo puisqu'elle soutient qu'il ne peut y avoir de prospérité pour un pays que s'il se spécialise dans les branches de production qui lui conviennent plus particulièrement. Heureusement, des idées nouvelles se répandent, et l'industrialisation est considérée aujourd'hui comme un élément essentiel du développement économique.

2. On en est aussi venu à comprendre qu'il est impossible d'évaluer les réalisations de l'industrie dans les pays sous-développés selon des méthodes traditionnelles, c'est-à-dire en examinant dans quelle mesure cette industrie peut être compétitive et rentable sur le plan national comme sur le plan international; il faut aussi considérer l'incidence générale de cette industrie sur l'économie, et se demander en particulier dans quelle mesure elle peut procurer des emplois et contribuer à la formation des cadres administratifs et techniques des autres industries. L'industrialisation avance sur sa propre lancée, et ne se prête pas à une évaluation statistique à court terme. Les efforts que l'on déploie actuellement pour organiser de façon plus rationnelle les travaux concernant l'industrialisation témoignent de cette conception entièrement nouvelle. M. Wodajo félicite l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées des initiatives courageuses qu'elles ont prises au cours des dernières années, et il souligne la valeur des mémoires présentés par le Secrétaire général (E/3656) et par le Commissaire au développement industriel (E/3656/Add.1), qui montrent dans quel sens il faut orienter cette action qui doit s'intensifier de plus en plus. Dans son mémoire, le Commissaire au développement industriel, en particulier, souligne à juste titre le rôle décisif que les commissions économiques régionales sont appelées à jouer et indique les travaux dont s'acquittera au Siège le Centre de développement industriel. M. Wodajo est d'accord avec le Commissaire pour penser que les équipes de conseillers du développement industriel qu'il est recommandé de créer devront travailler dans le cadre des commissions économiques régionales, afin de pouvoir suivre de près les opérations sur le terrain. Ces équipes pourront aider les gouvernements à établir des plans d'ensemble en matière d'industrialisation, mais elles ne comprendront pas toujours des experts possédant les compétences nécessaires pour mettre au point des projets détaillés concernant la création d'industries déterminées. C'est pourquoi il conviendrait d'élargir les activités des institutions spécialisées dans le domaine de l'industrie, de même que celles qui s'exercent dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, afin de pouvoir fournir aux gouvernements qui en font la demande une assistance spéciale dans ce domaine.

3. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation de l'Éthiopie s'est jointe à d'autres délégations pour présenter le projet de résolution E/L.967/Rev.1.

4. M. JOHNSON (Etats-Unis d'Amérique) rend hommage à l'action rapide et constructive que le Secrétaire général a entreprise à la suite de la deuxième session du Comité du développement industriel. Il le félicite également de son mémoire et se réjouit de voir qu'une personnalité aussi hautement qualifiée que M. Mayobre a été appelée aux fonctions de Commissaire au développement industriel.

5. Etant donné la difficulté qu'a éprouvée le Comité du développement industriel à évaluer convenablement les travaux accomplis par l'ONU et les organisations apparentées dans le domaine du développement industriel et l'ampleur exacte des ressources consacrées à cette fin — difficulté qui est signalée au paragraphe 91 du rapport du Comité (E/3600) — le mémoire du Commissaire et l'exposé qu'il a fait à la 1230^e séance au sujet des plans qui seront établis en vue d'intensifier l'action des Nations Unies présentent un intérêt tout particulier. Le représentant des Etats-Unis exprime l'espoir que le programme qui doit être mis en œuvre en coopération avec les commissions économiques régionales contribuera à accélérer l'industrialisation, grâce à des mesures plus énergiques et mieux concertées, dont le Comité a souligné la nécessité. Le développement industriel dépend en fin de compte des mesures prises, avec l'aide d'autres pays, par les gouvernements eux-mêmes.

6. Le programme dont le Commissaire a tracé les grandes lignes témoigne d'une conception rationnelle, ainsi que d'un esprit de prévoyance et de réalisme. Dans son mémoire le Commissaire définit, avec un grand souci d'équilibre, les rôles respectifs du Siège et des commissions économiques régionales. Il reconnaît que les services consultatifs ne peuvent assurer seuls le succès d'un programme d'industrialisation, mais que leur intervention est la condition première d'une action efficace. Aucun pays ne peut se permettre de gaspiller ses ressources; avant de mettre en œuvre un projet quelconque, il est indispensable d'analyser tous les facteurs qui entrent en jeu.

7. Le Gouvernement des Etats-Unis est résolu à coopérer sans réserve à la tâche commune, en vue d'établir les bases du développement industriel pour des dizaines d'années. M. Johnson votera donc le projet de résolution.

8. M. PORTELLA de AGUIAR (Brésil) indique que, tenant compte des objections qui ont été soulevées à la 1230^e séance, les auteurs du projet de résolution ont décidé de le modifier¹. Le paragraphe 4 du dispositif est modifié comme suit: « Exprime le vœu que le personnel supplémentaire d'experts qui seront rattachés aux commissions économiques régionales chaque fois que leur affectation semble devoir donner les meilleurs résultats et dont... »; d'autre part, le paragraphe 6 du dispositif est ainsi modifié: « Exprime l'espoir que des ressources financières suffisantes seront affectées... y compris les services consultatifs dans le domaine de l'in-

dustrie, pour répondre aux besoins des pays en voie de développement dans toutes les régions ».

9. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, puisque le Conseil étudie les moyens pratiques d'accélérer le processus d'industrialisation, il désire appeler son attention sur l'opinion que le Comité du développement industriel a exprimée dans son rapport, à savoir que les experts des pays à économie planifiée pourraient, grâce à leur vaste expérience de la planification, apporter aux pays en voie de développement une assistance précieuse. Ces experts ont été chaleureusement accueillis dans les pays où ils ont été envoyés dans le cadre d'arrangements bilatéraux et ils ont fait un excellent travail; mais en ce qui concerne le Secrétariat de l'ONU, les institutions spécialisées, le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial, la situation est toute différente, et l'on crée des obstacles artificiels pour empêcher que l'on ne fasse appel à ces experts. Il faut mettre fin à cet état de choses tout à fait anormal; M. Arkadev espère donc que le Commissaire et les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales aborderont le problème avec sagesse et bon sens, en se préoccupant des intérêts des pays en voie de développement.

10. M. Arkadev ajoute que l'on ne peut fournir une assistance aux gouvernements que s'ils en font la demande, et il exprime l'espoir que les organismes qui proclament si haut leur désir d'apporter leur aide aux pays sous-développés n'y mettront pas des conditions qui portent atteinte aux droits souverains des bénéficiaires.

11. M. CARRILLO (Salvador) tient tout d'abord à présenter au Commissaire au développement industriel ses meilleurs vœux de succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions.

12. La délégation du Salvador appuie sans réserve le projet de résolution. En effet, le développement industriel intéresse au premier chef tous les pays en voie de développement, parmi lesquels se range le Salvador, et tout ce qui peut contribuer à élargir les activités des Nations Unies dans ce domaine revêt beaucoup d'importance à ses yeux. En outre, le projet de résolution prévoit le renforcement des activités des commissions économiques régionales: or, le Salvador apprécie hautement l'œuvre réalisée par la CEPAL, notamment en Amérique centrale, où elle a été le principal instrument de l'intégration économique dont les efforts bénéfiques se font déjà sentir.

13. Le PRÉSIDENT, invitant le Conseil à examiner plus particulièrement le projet de résolution, précise que les incidences financières des propositions qu'il contient seront indiquées dans l'état des incidences financières des mesures prises par le Conseil, qui sera présenté vers la fin de la session.

14. M. UNWIN (Royaume-Uni) dit qu'il ressort de certaines observations qui ont été faites à la 1230^e séance, en particulier par le représentant de la Colombie, que l'on n'a pas parfaitement compris les doutes émis par la délégation du Royaume-Uni au sujet du libellé du paragraphe 6. Certains de ces doutes ont été dissipés par le premier amendement que les auteurs du projet de résolution ont apporté au paragraphe 6; cependant la

¹ Le texte révisé a été distribué ultérieurement sous la cote E/L.967/Rev.2.

délégation du Royaume-Uni continue à se demander s'il est bien indiqué de parler dans ce contexte d'une extension de l'ensemble des activités des Nations Unies intéressant l'industrialisation. A son avis, il eût été préférable de mentionner uniquement l'extension des services consultatifs dans le domaine du développement industriel.

15. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate qu'il est question, dans le projet de résolution, de certains points nouveaux qui n'ont pas encore été discutés et qui ont des incidences financières; c'est pourquoi il conviendrait d'examiner ce texte de manière plus approfondie, de préférence au Comité économique.

16. Le PRÉSIDENT rappelle que le Conseil, en adoptant, à la 1209^e séance, le plan d'organisation des travaux, a décidé d'examiner le point 7 en séance plénière sans le renvoyer au Comité économique; toutefois, il est loisible au Conseil de revenir sur sa décision.

17. M. WODAJO (Ethiopie), répondant aux observations que le représentant du Royaume-Uni a faites au sujet du paragraphe 6 du dispositif, indique que la délégation éthiopienne, qui est l'un des auteurs du projet de résolution, serait opposée à un amendement qui tendrait à mentionner uniquement les services consultatifs dans le domaine du développement industriel. Elle estime que les autres activités des Nations Unies doivent être également élargies, étant donné l'importance capitale que l'industrialisation présente pour le développement économique. Ainsi que M. Wodajo l'a déjà fait observer au cours de la présente séance, il se pourrait que les services consultatifs dans le domaine du développement industriel ne soient pas en mesure de fournir toutes les formes d'assistance dont les gouvernements ont besoin.

18. M. PORTELLA de AGUIAR (Brésil) dit que sa délégation attache une grande importance au libellé du paragraphe 6 et estime que les services consultatifs ne représentent qu'une partie des nombreuses activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation.

19. Le représentant du Brésil ne voit pas l'utilité qu'il y aurait à renvoyer le projet de résolution au Conseil économique.

20. M. UNWIN (Royaume-Uni) ne voudrait pas que l'on croie que le Royaume-Uni est hostile à l'extension des activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation. Toutefois, sans préjuger le fond du problème, il propose, en application du paragraphe 2 de l'article 34 du règlement intérieur, que le Conseil diffère sa décision jusqu'à ce qu'il soit mieux renseigné sur les incidences financières du paragraphe 6 du dispositif.

21. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du représentant du Royaume-Uni sur les renseignements contenus dans l'annexe III du rapport du Secrétaire général sur les incidences financières des décisions du Conseil (E/3663), sous la rubrique « Services consultatifs dans le domaine du développement industriel ».

22. M. MELLER-CONRAD (Pologne) suggère, à titre de compromis, de surseoir au vote jusqu'à la séance suivante.

23. M. KAKITSUBO (Japon) appuie cette proposition parce qu'il n'a pas encore eu le temps de consulter son gouvernement, ni d'examiner les incidences financières d'une extension des activités des Nations Unies dans des domaines autres que les services consultatifs en matière de développement industriel, pour lesquels les dépenses supplémentaires semblent devoir s'élever à 250.000 dollars.

24. Le PRÉSIDENT propose que, pour répondre aux vœux de certaines délégations, l'examen du projet de résolution révisé soit renvoyé à la séance qui aura lieu le 26 juillet dans l'après-midi.

Il en est ainsi décidé.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593 et Add.1 à 4; E/L.969)

[reprise des débats de la 1221^e séance]

25. M. TRIVEDI (Inde), présentant le projet de résolution qui a pour auteurs les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, l'Inde, la Pologne, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Yougoslavie (E/L.969), souligne que ce projet de résolution est le fruit d'un effort commun tendant à mettre au point un texte acceptable pour tous.

26. Les auteurs du projet de résolution proposent que le Conseil exprime sa satisfaction de l'étude établie par le Groupe consultatif d'experts et communiquée dans le rapport du Secrétaire général (E/3593 et Add.1 à 4), demande instamment que ces travaux soient poursuivis et fasse sienne l'opinion des experts selon laquelle la réalisation du désarmement général et complet n'apporterait que des bienfaits à l'humanité tout entière. Les auteurs auraient voulu insister tout particulièrement sur les besoins des pays en voie de développement, puisque la Décennie du développement constitue l'un des principaux thèmes de la session actuelle du Conseil, mais ils se sont abstenus de le faire de peur qu'une telle insistance ne recueille pas l'approbation générale. Au dernier paragraphe du dispositif, il est proposé que le Conseil prie le Secrétaire général d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la dix-septième session de l'Assemblée générale.

27. En sa qualité de coauteur du projet de résolution, la délégation de l'Inde propose de remplacer le mot « spécialisées » par le mot « apparentées » à l'alinéa a) du paragraphe 7 du dispositif; cette modification rendrait plus complet l'examen prévu à cet alinéa.

28. M. MELLER-CONRAD (Pologne) souligne l'esprit de coopération qui a marqué les négociations dont est issu le projet de résolution. Celui-ci reflète de façon précise les idées qui se sont dégagées au cours du débat sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (1220^e et 1221^e séances). Parmi ses auteurs figurent les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, c'est-à-dire les deux grandes puissances dont dépend essentiellement le sort des négociations sur le désarmement général et complet. L'adoption de ce texte confèrera aux conclusions du Groupe consultatif d'experts la valeur de principes reconnus

par l'Organisation des Nations Unies. Enfin elle permettra aux Nations Unies d'encourager et d'accélérer la conclusion d'un accord sur le désarmement général et complet.

29. M. PONTI (Italie) soutiendra le projet de résolution, à condition que le mot « rapport » contenu dans ce texte désigne bien le document E/3593 avec ses quatre additifs.

30. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le projet de résolution n'appelle pas de commentaires. Il est le résultat d'efforts conjugués et déterminés pour mettre au point un texte montrant à l'opinion publique la contribution que le Conseil apporte à la solution du problème du désarmement.

31. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) se félicite de l'accord unanime qui s'est réalisé entre les auteurs du projet de résolution; l'adoption de ce texte constituera un progrès important dans l'examen d'une question d'importance vitale. L'esprit dans lequel a été faite l'étude du Groupe consultatif d'experts doit demeurer vivace, et les problèmes en question doivent être suivis de près en attendant la conclusion d'un accord sur le désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

32. Répondant à la remarque du représentant de l'Italie, M. Klutznick dit qu'il pense que les autres auteurs du projet de résolution conviendront avec lui que le « rapport » mentionné est bien celui du Secrétaire général communiquant l'étude du Groupe consultatif d'experts avec tous ses additifs.

33. La délégation des Etats-Unis accepte la modification à l'alinéa a) du paragraphe 7 proposé par le représentant de l'Inde.

34. M. TRIVEDI (Inde) s'associe à la réponse du représentant des Etats-Unis au représentant de l'Italie.

35. M. REVOL (France) rappelle que, lors du débat général sur le point 4, à la 1217^e séance, la délégation française a déjà présenté quelques observations au sujet des conséquences économiques et sociales du désarmement. Il se bornera donc à souligner que les conclusions du Groupe consultatif d'experts font justice de certaines allégations selon lesquelles le désarmement serait considéré par certains pays comme préjudiciable à leur économie. Parmi les auteurs du projet de résolution figurent les représentants des deux pays qui ont les budgets militaires les plus importants. La délégation française votera le texte proposé, avec les deux réserves suivantes : la France, qui ne participe pas à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, ne peut pas prendre à son compte l'alinéa b) du paragraphe 5 du dispositif; d'autre part, à propos du paragraphe 7, il reste entendu que le Secrétaire général est seul maître des études qui seront entreprises et qu'il lui appartiendra de faire appel, le cas échéant, aux concours qui lui paraîtront nécessaires.

36. Le PRÉSIDENT dit que le Conseil devra s'informer pour savoir si la large diffusion demandée à l'alinéa c) du paragraphe 5 du dispositif pourrait être assurée par le Service de l'information sans dépenses supplémentaires.

37. Mlle SALT (Royaume-Uni), qui est d'accord sur ce point avec le Président, indique que sa délégation

appuie le projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

38. M. JEFTIC (Yougoslavie) rappelle que, dans le débat général, le thème dominant a été le grand danger que présentent pour la civilisation la course aux armements et le gaspillage de ressources humaines et matérielles qui pourraient être utilisées pour élever les niveaux de vie dans le monde. Il est de la plus haute importance de conclure aussitôt que possible un accord sur le désarmement général et complet sous contrôle international efficace. Il s'ensuit que le Conseil doit continuer d'étudier de près la question des conséquences économiques et sociales du désarmement.

39. Il est encourageant de constater que le projet de résolution est présenté par les délégations de pays qui ont des régimes sociaux différents, et M. Jeftic espère qu'il sera adopté à l'unanimité. La délégation yougoslave aurait cependant préféré que ce projet de résolution reprenne le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution E/L.962, qui a été retiré par ses auteurs, aux termes duquel il était demandé aux Etats Membres, notamment aux pays industrialisés, s'ils seraient éventuellement disposés à réduire leurs budgets militaires en vue de consacrer un pourcentage déterminé au développement économique des pays sous-développés. L'opinion émise par la délégation yougoslave n'ayant pas rencontré d'écho favorable, elle n'a pas jugé utile d'insister.

40. M. TOKUHISA (Japon) se félicite de ce que l'on trouve parmi les auteurs du projet de résolution à la fois les Etats-Unis et l'Union soviétique. Le projet de résolution traite des mesures à prendre lorsque le désarmement général et complet aura été réalisé; malheureusement, on ne voit, pour le moment, apparaître aucun signe d'accord à ce sujet. En l'absence d'un tel accord, les dispositions du projet de résolution risquent de n'avoir qu'une valeur théorique.

41. Puisque le projet de résolution vient seulement d'être présenté, la délégation japonaise demande, en application de l'article 56 du règlement intérieur, que le vote ait lieu à la réunion du Conseil prévue pour le 26 juillet.

42. M. PONTI (Italie) s'associe d'autant plus volontiers à la demande du représentant du Japon que l'ajournement permettra peut-être d'obtenir, entre temps, une réponse du Siège au sujet des incidences budgétaires de la proposition.

43. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) affirme que les incidences financières seront, en fait, insignifiantes. Des douzaines de documents semblables sont publiés par l'Organisation des Nations Unies et le coût en est imputé au budget ordinaire. Il est très regrettable qu'un détail aussi infime puisse faire obstacle à l'adoption d'un projet de résolution d'importance vitale.

44. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) partage entièrement l'avis du représentant de l'Union soviétique : les dépenses qu'entraîneront les mesures proposées seront insignifiantes. D'ailleurs, les incidences financières des propositions sont habituellement signalées en temps voulu.

45. Le PRÉSIDENT propose que, sauf décision contraire du Conseil, il soit fait droit à la demande du représentant du Japon tendant à ajourner le vote jusqu'au 26 juillet.

Il en est ainsi décidé.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des droits de l'homme (E/3616/Rev.1)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3676 et Corr.1)

46. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité social (E/3676 et Corr.1) et notamment les projets de résolutions qui y sont contenus.

47. M. MOLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique votera les projets de résolutions en question, à l'exception des projets de résolutions I, II et VI.

48. Les projets de résolutions I et VI prévoient l'établissement de rapports et de documents volumineux; il est douteux que la valeur pratique de ces documents justifie la dépense. En ce qui concerne le projet de résolution II, relatif à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, la délégation soviétique estime que c'est par des mesures législatives que l'on combat le mieux la discrimination. Elle a proposé un amendement à cet effet au Comité social, mais cet amendement n'a pas été adopté et elle se verra donc dans l'obligation de s'abstenir lors du vote sur ce projet de résolution.

49. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions I à VII qui figurent dans le rapport du Comité social (E/3676 et Corr.1).

I. RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution I est adopté.

II. ETUDES DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DES DROITS POLITIQUES

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution II est adopté.

III. ETUDE DE LA DISCRIMINATION CONTRE LES PERSONNES NÉES HORS-MARIAGE

Par 16 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution III est adopté.

IV. COOPÉRATION INTERNATIONALE VISANT À AIDER AU DÉVELOPPEMENT DES MOYENS D'INFORMATION DANS LES PAYS PEU DÉVELOPPÉS

A l'unanimité, le projet de résolution IV est adopté.

V. COMITÉS CONSULTATIFS NATIONAUX DES DROITS DE L'HOMME

A l'unanimité, le projet de résolution V est adopté.

VI. GUIDE DES INSTITUTIONS ET PROCÉDURES LÉGALES NATIONALES POUR LA PROTECTION OU LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution VI est adopté.

VII. RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

A l'unanimité, le projet de résolution VII est adopté.

50. M. FORSYTHE (Australie), expliquant son vote sur le projet de résolution IV, dit que la délégation australienne approuve entièrement les objectifs de cette résolution, à laquelle ont d'ailleurs été incorporés certains amendements australiens présentés en Comité signalant les nouvelles techniques de communication à des fins éducatives; mais la délégation australienne a voté la résolution sous réserve qu'il soit entendu que c'est à la Conférence générale de l'UNESCO qu'il appartient de se prononcer sur les incidences financières éventuelles du projet, compte tenu des autres demandes auxquelles cette organisation doit faire face dans le cadre de son budget.

POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/3634 et Add.1)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3677)

51. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution relatif aux services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme qui figure au paragraphe 4 du rapport du Comité social (E/3677).

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (E/3626 et Add.1 à 3)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3678)

52. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 4 du rapport du Comité social (E/3678).

A l'unanimité le projet de résolution est adopté.

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples (E/3638 et Add.1; E/L.970)

53. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport de l'UNESCO (E/3638 et Add.1), ainsi que sur le projet de résolution présenté par l'Union soviétique (E/L.970).

54. M. FRANÇOIS (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), présentant le rapport de l'UNESCO, souligne que la résolution 1572 (XV) de l'Assemblée générale s'apparente étroitement à la résolution 1.1531 que la Conférence générale de l'UNESCO a adoptée à sa onzième session (E/3638, annexe II). Avant d'être présenté au Conseil, le rapport,

qui a exigé un travail considérable de la part du secrétariat de l'UNESCO comme il est indiqué dans l'introduction, a été examiné par le Conseil exécutif. Les 73 communications que le secrétariat a reçues en réponse à son enquête ont été analysées; les résultats de cette analyse sont exposés dans la deuxième partie du rapport. Les conclusions que le Directeur général a tirées de cette analyse constituent la première partie du rapport.

55. Les mesures concrètes permettant d'exercer parmi les jeunes l'action désirée peuvent être rangées sous quatre rubriques, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 10: 1) l'encouragement des échanges et des contacts personnels; 2) le rôle de l'éducation à tous les degrés, de l'école primaire à l'université; 3) l'enseignement relatif aux Nations Unies; 4) l'action en dehors de l'école. De l'expérience des institutions spécialisées, particulièrement de l'UNESCO, et surtout des réponses des gouvernements et des organisations internationales non gouvernementales, il ressort que le catalogue des activités est complet et qu'il n'y a pas lieu de prévoir des mesures nouvelles. Les activités proposées n'ont pas été classées par ordre de priorité; toutes les mesures sont importantes et elles se complètent. Ce ne sont ni l'adhésion ni l'enthousiasme des jeunes qui font défaut. Ce que l'on s'accorde unanimement à dénoncer, c'est la précarité des moyens: l'insuffisance des appuis financiers, la pénurie de maîtres et d'animateurs expérimentés de mouvements de jeunesse, la place trop restreinte faite dans les programmes scolaires à la compréhension internationale, enfin le manque d'auxiliaires pédagogiques efficaces.

56. On a examiné très attentivement la possibilité d'élaborer une déclaration internationale sur les principes fondamentaux (deuxième partie, section E). Les arguments avancés pour ou contre une telle déclaration sont résumés aux paragraphes 39 à 48 du rapport. Vu le nombre sensiblement égal des avis favorables et des avis contraires et le poids à peu près égal des arguments invoqués, le Directeur général de l'UNESCO ne s'est pas senti en mesure de formuler une recommandation à ce sujet. De son côté, lorsqu'il a étudié cette question, le Conseil exécutif de l'UNESCO n'a pas pu se prononcer. A sa prochaine session, en novembre 1962, la Conférence générale sera saisie à son tour du rapport du Directeur général et elle ne manquera assurément pas de tenir le plus grand compte des délibérations du Conseil économique et social.

57. En terminant, M. François fait observer que les mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples ont toujours constitué l'une des premières préoccupations de l'UNESCO. Celle-ci s'est toujours efforcée d'élaborer des programmes d'éducation scolaire et extrascolaire mettant en œuvre des moyens variés qui ont pu servir d'exemples aux gouvernements ou aux organisations non gouvernementales et qui ont ainsi permis une action de l'UNESCO en faveur de la compréhension internationale. L'UNESCO n'en a cependant pas moins conscience de la nécessité, non seulement de persévérer dans cette voie, mais d'intensifier les efforts entrepris et, surtout, de mettre au service de cette cause des moyens beaucoup plus importants.

58. M. MOLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) présente le projet de résolution de l'Union soviétique (E/L.970). Si l'Assemblée générale a été amenée à adopter la résolution 1572 (XV) — dont l'heureuse initiative revient à la délégation roumaine — c'est que, en dépit du combat pour la paix que mènent les peuples du monde, la menace de la guerre reste présente; dans certains pays, le militarisme et l'esprit de revanche sont encore vivants, les persécutions raciales et l'oppression coloniale existent toujours et les droits fondamentaux de l'homme sont délibérément ignorés.

59. Les idéaux et les principes que l'on enseigne aux jeunes ne peuvent laisser personne indifférent; après tout, ce sont surtout les jeunes qui font les frais de la guerre et, en dernière analyse, il dépendra dans une large mesure de l'éducation et de la mentalité données à la jeunesse que la paix l'emporte plutôt que la guerre. La question dont le Conseil est saisi mérite donc la plus grande attention de la part des Nations Unies. Au paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1572 (XV) de l'Assemblée générale, il est fait mention de la possibilité d'élaborer une déclaration internationale qui proclamerait des principes fondamentaux. Les propositions que la délégation roumaine a faites à la quinzième session de l'Assemblée générale et le document de travail qu'elle a présenté à la seizième session (E/3638, annexe IV) offrent une excellente base pour l'élaboration d'une telle déclaration.

60. L'UNESCO, de son côté, a un rôle important à jouer; la Conférence générale a adopté, sur les échanges internationaux de jeunes, une résolution que la délégation soviétique a appuyée. Mais les résolutions ne suffisent pas; une déclaration du genre de celle qui est envisagée dans la résolution 1572 (XV) de l'Assemblée générale est nécessaire. Cette déclaration ne ferait pas double emploi avec les résolutions de l'Assemblée générale et de l'UNESCO, ni avec la Charte ou la Déclaration universelle des droits de l'homme, tout au contraire: elle serait un complément logique de la Charte. En outre, elle attirerait l'attention des gouvernements et de l'opinion publique sur les problèmes d'éducation, serait un guide pour les organisations internationales de jeunesse et apporterait une contribution majeure à la cause de la paix. Malheureusement, on n'est pas encore parvenu à établir le texte d'une telle déclaration. Dans sa résolution 1572 (XV), l'Assemblée générale a demandé au Conseil de faire des recommandations; M. Moliakov espère qu'il sera possible d'adopter des recommandations qui pourront être acceptées par tous. De l'avis de la délégation soviétique, le rapport de l'UNESCO doit être transmis à l'Assemblée générale, ainsi que le compte rendu des débats de la présente session du Conseil; l'Assemblée générale pourra ainsi prendre une décision définitive. L'objet du projet de résolution présenté par la délégation soviétique est de souligner une fois de plus qu'il est nécessaire de continuer à tout faire pour inculquer aux jeunes un idéal de paix, et aussi de permettre à l'Assemblée générale de reprendre l'examen de la question et d'arriver à une décision.

61. La jeunesse moderne est une force consciente et active; elle comprend de mieux en mieux ses responsabilités vis-à-vis de la société, et elle essaie d'apporter sa

contribution à la défense de la paix, à l'émancipation de tous les peuples coloniaux ou dépendants, et au développement de la justice, de la démocratie et du progrès. Il faut aider les jeunes à comprendre que les relations internationales d'amitié et de paix sont le fondement de la société moderne et qu'il faut lutter à la fois contre la propagande belliciste et pour un désarmement général et complet.

62. En Union soviétique on s'attache à élever la jeunesse dans un esprit de paix et de compréhension internationale. Cette éducation est la conséquence de la politique étrangère de l'Union soviétique qui est fondée sur le principe de la coexistence pacifique. En Union soviétique, on ne trouvera dans aucune école ou université, dans aucun cinéma, une glorification de la guerre ou une incitation à la haine des autres pays; on ne trouvera rien, en Union soviétique, qui ressemble même de loin à de la discrimination raciale. Au vingt-deuxième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Khrouchtchev a souligné le désir qu'a l'Union soviétique de vivre en paix avec tous les pays, quel que soit leur régime social. A ce même congrès, les objectifs de la politique étrangère soviétique ont été définis ainsi : cette politique, fondée sur un attachement indéfectible au principe de la coexistence pacifique, vise à encourager tous ceux qui luttent pour la paix et à développer la coopération économique avec tous les pays qui désirent entretenir de telles relations avec l'Union soviétique.

63. La coexistence pacifique implique aussi des relations culturelles. Des échanges culturels ont lieu entre l'Union soviétique et plus de cent autres pays. Le système d'éducation soviétique encourage les jeunes à coopérer avec la jeunesse des autres pays et à nouer des relations avec les mouvements de jeunesse étrangers. En 1961, 231 délégations de mouvements de jeunes et d'étudiants, ainsi que 300 groupes de jeunes touristes venus de 114 pays ont visité l'Union soviétique. De jeunes soviétiques ont pris part à 32 conférences et cycles d'études internationaux; en 1961 s'est tenue à Moscou l'Assemblée mondiale de la jeunesse, à laquelle assistaient plus de 800 représentants de différents mouvements. Dès maintenant, les organisations soviétiques de jeunes préparent activement le huitième Festival de la jeunesse, qui se tiendra à Helsinki et qui réunira 12.000 jeunes. En Union soviétique même, des cycles d'études et des camps sont fréquentés par des jeunes de nombreux pays étrangers. Aussi est-il naturel que la délégation soviétique appuie toute proposition qui tend à élever la jeunesse dans les idéaux de paix et de compréhension internationale; elle appuiera tous les efforts que pourront faire l'organisation des Nations Unies et l'UNESCO pour diminuer la tension internationale et affermir la paix dans le monde.

64. M. MELLER-CONRAD (Pologne) pense qu'un problème aussi complexe ne peut guère être étudié à fond par le Conseil dans les courts délais dont il dispose. Mais le Conseil peut s'attacher à en examiner l'aspect purement international et contribuer ainsi à amorcer une vaste action, qui sera de la plus haute importance pour la coexistence des peuples.

65. Il s'agit essentiellement de créer des conditions favorables à la collaboration internationale, en exerçant l'in-

fluence voulue sur les jeunes du monde entier et en donnant les directives appropriées à cet effet aux organes compétents des Nations Unies.

66. Certes, la responsabilité principale dans ce domaine incombe aux gouvernements et aux établissements d'enseignement nationaux. C'est à eux qu'il appartient au premier chef d'inculquer aux jeunes les idéaux de paix et d'amitié entre les peuples. Pour sa part, le Gouvernement polonais œuvre sans relâche dans ce sens, encore que sa tâche soit rendue plus difficile par les souvenirs douloureux d'une époque encore récente. La Pologne est profondément attachée aux principes de paix et de compréhension internationale qui sont solennellement proclamés dans sa constitution, et elle réserve dans ses programmes scolaires et universitaires une grande place à l'enseignement de ces principes. Les établissements d'enseignement, les organisations de jeunesse, les cycles d'études internationaux, les études dans les universités étrangères ainsi que les manifestations culturelles et sportives jouent dans ce domaine un rôle important.

67. L'on comprend que, dans ces conditions, les Polonais ne sauraient rester indifférents devant l'attitude adoptée par leurs voisins, et notamment par les pays avec lesquels leurs relations dans le passé n'ont pas toujours été fondées sur la paix et le respect mutuel. C'est avec une satisfaction profonde qu'elle constate que, dans la République démocratique allemande, le Gouvernement et les institutions culturelles font de grands efforts pour extirper tout vestige du chauvinisme, de la haine raciale, du militarisme et du sentiment de supériorité jadis inculqués par l'Etat nazi. Quelle que soit l'opinion que l'on professe à l'égard de la République démocratique allemande, on doit reconnaître la nouvelle direction qu'elle a su imprimer à l'éducation de la jeunesse, direction que confirme la déclaration du Gouvernement de la République démocratique allemande transmise au Conseil par la délégation de la Pologne à propos du point 3 de l'ordre du jour (E/L.961). On aimerait qu'il en fût de même dans la République fédérale d'Allemagne. Or, si une partie de la jeunesse de ce pays sait tirer parti des enseignements du passé et souhaite vivre en paix avec les jeunes des autres nations, les professionnels de la haine et de la revanche n'y chôment pas et ce n'est pas par hasard que les manuels d'histoire présentent une version erronée des événements.

68. Sans doute, on ne peut pas obliger les gouvernements à coopérer au noble effort destiné à promouvoir les idéaux de paix et de respect mutuel parmi les jeunes; cependant, toute mesure constructive que prend l'Organisation des Nations Unies pour parvenir à cette fin contribue à la réalisation de la coexistence pacifique entre les jeunes de différents pays. Le rapport présenté par le Directeur général de l'UNESCO et les débats de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, lors de la quinzième session, indiquent que des résultats remarquables ont déjà été obtenus dans ce domaine. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire, et les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples ne seront véritablement traduits dans les faits que lorsqu'aura été élaborée et acceptée une déclaration internationale sur les principes fondamentaux, conformément aux propositions faites par la Roumanie à la quinzième session de l'Assem-

blée générale. Une telle déclaration n'aurait pas seulement une grande importance sur le plan purement éducatif, mais énoncerait de façon précise les responsabilités qui incombent aux Etats.

69. Pour sa part, la délégation polonaise approuve le projet de déclaration contenu dans le document de travail de la délégation roumaine, qui est fondé sur la Charte des Nations Unies et sur la Déclaration universelle

des droits de l'homme et qui complète très logiquement la Déclaration des droits de l'enfant [résolution 1386, (XIV) de l'Assemblée générale] et la résolution 1510 (XV) de l'Assemblée générale relative aux manifestations de haines entre races ou nationalités.

La séance est levée à 17 h 55.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 26 juillet 1962

à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Demande d'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de la trente-quatrième session	205
Point 31 de l'ordre du jour :	
Fondation Dag Hammarskjöld	205
Point 5 de l'ordre du jour :	
Conséquences économiques et sociales du désarmement (fin)	205
Point 7 de l'ordre du jour :	
Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (fin)	206
Point 12 de l'ordre du jour :	
Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial	206

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Autriche, Belgique, Canada, Espagne, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République centrafricaine, Roumanie, Suède, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République de Corée, République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Demande d'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de la trente-quatrième session (E/L.968)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le mémorandum (E/L.968) dans lequel la délégation de la Jordanie demande au Conseil d'inscrire à son ordre du jour un point supplémentaire intitulé « Fondation Dag Hammarskjöld ». Conformément à l'article 17 du règlement intérieur du Conseil, il propose que, si aucune délégation n'y fait d'objection, le Conseil réponde favo-

ablement à cette demande. La question serait inscrite à l'ordre du jour comme point 31.

Il en est ainsi décidé.

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Fondation Dag Hammarskjöld (E/L.968)

2. M. EL-FARRA (Jordanie) pense que le Conseil jugera bon de recommander à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution du genre de celui qui est joint au mémorandum (E/L.968) : il s'agit de prendre acte de l'initiative prise par la Suède et quelques autres pays de perpétuer la mémoire du Secrétaire général défunt par la création de la « Fondation Dag Hammarskjöld ». Cette Fondation a été créée à Stockholm le 21 mai 1962 et a pour objectif principal de favoriser le progrès social, économique et culturel des pays en voie de développement en préparant les ressortissants de ces pays à assumer des fonctions de responsabilité. La Fondation se propose d'exécuter des projets conformes aux buts et aux principes généraux des Nations Unies.

3. Pour des raisons de procédure, il a été malheureusement impossible de présenter cette demande plus tôt pendant la session, mais le projet de résolution n'est pas de nature à retarder longtemps les travaux du Conseil. M. El-Farra est convaincu que les membres du Conseil seront unanimes à l'appuyer, car il s'agit de rendre hommage à un homme qui a donné sa vie pour la paix et dont l'esprit continuera à inspirer une meilleure compréhension entre les nations.

4. M. CERULLI-IRELLI (Italie) déclare que la délégation italienne s'associe sans réserve à l'initiative de la délégation jordanienne, qui est un hommage à la personnalité si noble de Dag Hammarskjöld.

A l'unanimité, le projet de résolution joint au mémorandum de la délégation de la Jordanie est adopté.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement (E/L.969 et Add.1 et Add.1/Corr.1) [fin]

5. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner les incidences financières (E/L.969/Add.1 et Corr.1) du projet de résolution commun (E/L.969) et met aux voix le projet de résolution.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

6. M. VALLADÃO (Brésil) aurait aimé proposer l'insertion des mots « et notamment à l'assistance économique aux pays en voie de développement » après les mots « l'affectation à des fins pacifiques » au paragraphe 2 du

dispositif, de façon à rappeler l'idée exprimée au second alinéa du préambule.

7. M. LEGGESE (Ethiopie) déclare qu'il aurait appuyé cet amendement.

8. Le PRÉSIDENT regrette de devoir dire que l'amendement ne peut pas être pris en considération, car la résolution est adoptée.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Expansion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (E/L.967/Rev.2 et Add.1) [fin]

9. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de résolution révisé que présentent le Brésil, l'Ethiopie, l'Inde et la Yougoslavie (E/L.967/Rev.2) et l'état des incidences financières de ce projet (E/L.967/Rev.2/Add.1).

10. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) insiste pour que l'on utilise pleinement le concours des experts et les moyens d'assistance offerts par les pays socialistes lorsqu'il s'agit d'accroître les activités de l'ONU dans le domaine du développement industriel. Il espère que les hauts fonctionnaires du Secrétariat entendront cet appel. L'aide des pays socialistes ne doit pas être systématiquement négligée, par esprit de discrimination, au détriment des pays qui en ont besoin.

11. M. Arkadev se félicite de l'expansion des activités de l'ONU dans le domaine du développement industriel, mais il considère qu'elles doivent être financées par une nouvelle répartition des ressources existantes et par un meilleur emploi de ces ressources. Il sait par expérience que les crédits du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial ne sont pas toujours employés de la façon la plus raisonnable et que certaines dépenses inutiles peuvent être évitées.

12. Il demande que le paragraphe 6 du dispositif de résolution fasse l'objet d'un vote séparé.

13. M. ZADOTTI (Italie) dit que la délégation italienne réserve sa position en ce qui concerne les incidences financières du projet de résolution, car elle n'a pas eu le temps de les étudier. Elle formulera ses observations à ce sujet devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

14. M. REVOL (France) fait observer qu'il n'a pas été possible à la délégation française d'étudier dans le détail les incidences financières du projet de résolution et elle se réserve donc le droit d'intervenir à ce sujet devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

15. M. UNWIN (Royaume-Uni) déclare que la délégation du Royaume-Uni réserve également sa position concernant les incidences financières du projet de résolution; elle présentera le cas échéant des observations à ce sujet devant la Cinquième Commission.

16. Le PRÉSIDENT met aux voix le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution.

Par 13 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 6 du dispositif est adopté.

A l'unanimité, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial (E/3576, E/3646, E/3650)

17. Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur le point 12 de l'ordre du jour et déclare que, conformément aux paragraphes 9 et 12 de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration du Fonds spécial a présenté des rapports sur ses septième et huitième sessions (E/3576 et E/3646). Le Conseil est également saisi du rapport annuel du Directeur général du Fonds spécial pour 1961 (E/3650).

18. M. HEURTEMATTE (Directeur général associé du Fonds spécial), dit que le Directeur général regrette beaucoup de ne pouvoir participer aux débats du Conseil. Les trois rapports dont le Conseil est saisi témoignent des résultats positifs que le Fonds spécial a déjà permis d'atteindre : 246 projets ont été approuvés à ce jour, 150 d'entre eux sont en cours d'exécution, et la mise en œuvre des autres est en préparation. L'ensemble de ces projets représente une mise de fonds de 500 millions de dollars. Au regard de l'œuvre que les Nations Unies se proposent d'accomplir dans le cadre de la Décennie du développement, cette somme n'est sans doute pas impressionnante; mais elle prend toute sa valeur si l'on songe qu'elle dépasse l'ensemble des dépenses d'exécution faites par toutes les institutions des Nations Unies au cours des dix dernières années. Son importance montre que le Fonds spécial a franchi l'étape expérimentale et elle fait apparaître l'intérêt que suscitent les opérations de pré-investissement, qui dans ce cas sont conditionnées, au moins en partie, par le caractère multilatéral du programme du Fonds spécial.

19. Le Fonds spécial ayant développé son action rapidement, des ressources accrues seront nécessaires pour faire face aux besoins minimaux pour lesquels les pays s'adressent aux Nations Unies. L'Assemblée générale a fixé à 100 millions de dollars le montant des contributions à réunir pour le prochain exercice financier; mais il n'est pas certain que ce but sera atteint, et l'on peut s'inquiéter des conséquences qu'aurait une réduction du programme au moment même où s'ouvre la Décennie des Nations Unies pour le développement.

20. Sur les 500 millions de dollars susmentionnés, 210 millions sont l'apport du Fonds lui-même et 290 millions celui des pays bénéficiaires. Le fait que ces derniers supportent la charge financière la plus lourde non seulement constitue un phénomène nouveau mais indique tout le prix que les pays en voie de développement attachent à l'assistance du Fonds spécial. On peut y voir aussi l'indication du haut rang de priorité dont jouit, dans le cadre des plans de développement nationaux, chacun des projets mis en œuvre avec le concours du Fonds spécial. En effet, les gouvernements n'acceptent de participer au financement d'un projet que s'ils s'y intéressent véritablement, et la règle que le Directeur général s'est fixée, d'insister pour que les projets soient financés en partie par des contributions de source locale, a pour effet d'éliminer les projets improvisés ou d'un intérêt plus théorique que pratique. C'est dans le même souci que le Directeur général a décidé récemment de confier aux représentants

résidents du BAT le soin de diriger les programmes du Fonds spécial. Désormais, le représentant résident assurera directement la liaison entre les gouvernements et le Fonds spécial et il aura ainsi qualité pour aider à établir les programmes en tenant compte uniquement des intérêts nationaux.

21. Sur le plan géographique, l'action du Fonds spécial se répartit comme suit : 71 projets en Asie et en Extrême-Orient, 70 en Amérique latine, 65 en Afrique, 30 au Moyen-Orient et 9 en Europe. A part la légère différence constatée entre l'Amérique latine et l'Afrique, différence qui devrait disparaître rapidement, cette répartition géographique des ressources du Fonds spécial apparaît fort équitable, ce qui est d'autant plus remarquable que les programmes sont établis de façon empirique, chaque projet étant évalué en fonction de sa valeur propre et n'étant accepté que s'il réunit toutes les conditions voulues.

22. Les commissions économiques régionales joueront à l'avenir un rôle de plus en plus important, non seulement dans l'établissement des programmes mais aussi dans l'exécution des projets. Cette évolution se précisera avec la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies. Déjà, la responsabilité principale de l'exécution de certains projets du Fonds spécial est confiée aux organismes régionaux : c'est ainsi que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale fonctionnera sous les auspices de la CEPAL (E/3581/Rev.1, par. 80).

23. M. Heurtematte analyse ensuite la répartition des projets d'après les domaines d'activité. Au fur et à mesure que des besoins nouveaux apparaissent, le Conseil d'administration a élargi le champ d'action du Fonds spécial. Les études de l'UNESCO ayant démontré le développement insuffisant de l'enseignement secondaire dans certains pays d'Afrique, le Fonds spécial a aidé à la création de douze écoles normales nationales, dont neuf fonctionnent déjà. D'autre part, le Conseil d'administration a attribué un rang de priorité très élevé à la programmation et à la planification économiques et sociales, éléments indispensables du développement : trois instituts régionaux ont été prévus pour accélérer la formation de cadres spécialisés, dont celui de l'Amérique latine auquel il a déjà été fait allusion. Parmi les nouveaux domaines prioritaires se rangent l'urbanisation et le développement industriel, ainsi que l'établissement de plans de développement régionaux pour les régions vierges et éloignées. Il est évident que cette liste de domaines prioritaires sera modifiée si de nouveaux obstacles au progrès surgissent.

24. Il serait prématuré de tenter d'apprécier l'œuvre du Fonds spécial, puisque très peu de projets ont été menés à bien jusqu'ici. Cependant, certains exemples sont assez éloquentes. Le Gouvernement argentin éprouvant certaines doutes quant à la possibilité de créer une centrale hydro-électrique, le Fonds spécial fit entreprendre, pour une somme de 300 000 dollars (dont 50 000 souscrits par l'Argentine), une étude technique dont il confia la responsabilité à la BIRD. Cette étude fit ressortir qu'il était possible de garantir la rentabilité d'investissements s'élevant à 750 millions de dollars. Le Gouvernement argentin adopta alors un plan décennal dont une partie fut mise en œuvre grâce à un capital de 320 millions de dollars

provenant de diverses sources — BIRD, Banque inter-américaine de développement, Import-Export Bank — mais surtout de l'Argentine elle-même, qui a fourni environ 200 millions de dollars. D'autre part, la BIRD vient de terminer une étude détaillée du système des transports argentins, qui contient des recommandations assez frappantes : abandon de 14 000 km de voies ferrées, construction de 6 000 km de routes, rénovation complète du matériel roulant, réorganisation du trafic fluvial. Les investissements, considérés comme rentables, s'élèveront à 1 500 millions de dollars pour une période de dix ans. Ce ne sont pas là des exemples typiques, mais ils permettent de se faire une idée des possibilités qui s'offrent à l'action du Fonds spécial.

25. Pour conclure, M. Heurtematte dit que s'il fallait réduire toutes les activités du Fonds spécial à une seule notion, il retiendrait celle de la formation. En effet, tous les efforts tendent, en définitive, à préparer des spécialistes et à former des cadres nationaux. Même les programmes « opérationnels » — études sur les ressources ou enquêtes scientifiques, par exemple — sont conçus de façon à pouvoir être confiés ultérieurement aux fonctionnaires des pays bénéficiaires. Car le progrès ne s'importe pas, il est le fruit d'un métabolisme interne.

26. M. ROSENSTAND HANSEN (Danemark) rend hommage à la clarté et au caractère constructif du rapport du Directeur général (E/3650). La délégation du Danemark attache une grande importance à l'action du Fonds spécial et considère que l'enseignement et la formation, au sens le plus large du mot, sont l'aspect le plus important de l'assistance technique ; pour beaucoup de pays, l'absence d'enseignement secondaire constitue l'obstacle le plus grave au développement et empêche d'exploiter les ressources naturelles avec le maximum de profit. Pour que les efforts faits dans le domaine de l'enseignement produisent des résultats rapides, il faut accélérer la formation de capital. Seules des études et des recherches fondamentales permettront de tirer le meilleur parti des ressources naturelles et d'accélérer ainsi l'industrialisation et la diversification de l'économie. L'histoire contemporaine montre l'importance que revêt la planification économique par laquelle on cherche à concilier l'intérêt général et les intérêts particuliers et à éviter ainsi les crises économiques dont on pensait autrefois qu'elles étaient inévitables. M. Rosenstand Hansen accueille avec satisfaction la création d'instituts régionaux de développement et de planification, car l'enseignement, la recherche fondamentale, les services de programmation économique forment un ensemble sur lequel le développement pourra s'appuyer.

27. Le Fonds spécial a pris un bon départ, et M. Rosenstand Hansen espère que ses succès iront en grandissant. La question de la fusion avec le Programme élargi d'assistance technique ne devra être envisagée qu'à un stade ultérieur, lorsque le Fonds spécial aura fonctionné plus longtemps et que seront connues les conclusions du Comité qui, aux termes du projet de résolution E/TAC/L.276/Rev.1 présenté au Comité de l'assistance technique, serait constitué par l'adjonction de deux membres à l'actuel Comité spécial des huit.

28. M. Rosenstand Hansen approuve le principe qui inspire la gestion financière du Fonds et qui consiste à

aider les pays qui « s'aident eux-mêmes » : ce principe est un stimulant précieux pour la coopération. Il faut en étendre l'application à mesure que progresse le développement économique, en ayant pour objectif ultime la coopération entre des partenaires égaux.

29. La délégation du Danemark serait favorable à une extension du mandat du Fonds spécial. Cette extension permettrait au Fonds de mettre en œuvre de nouveaux moyens pour fournir une aide économique aux pays en voie de développement. Il serait souhaitable d'associer l'action du Fonds à celle qui est menée par d'autres organismes, de façon à combiner les avantages de l'aide multilatérale avec ceux de l'aide bilatérale; la délégation du Danemark a noté avec satisfaction, lors des débats du Comité de l'assistance technique, que cette thèse gagnait du terrain dans les pays en voie de développement.

30. La répartition géographique des projets du Fonds spécial a été meilleure en 1961, mais en maintenant cet équilibre, le Fonds doit tenir compte de facteurs économiques et sociaux autant que des facteurs démographiques.

31. En ce qui concerne la coopération avec les autorités des pays bénéficiaires, le rôle des représentants résidents devrait être renforcé. Le gouvernement du pays bénéficiaire manque souvent de personnel et doit faire face à des problèmes immenses et redoutables : le représentant résident est là pour l'aider à les résoudre.

32. M. Rosenstand Hansen estime, comme le Directeur général, qu'il faut tout mettre en œuvre pour lutter par priorité contre la misère, l'ignorance et la maladie. Mais les problèmes humains ne peuvent pas être réglés par la seule raison, leur solution exige aussi que les individus fassent un choix dans l'ordre spirituel et consentent des sacrifices. Il faut espérer que la génération actuelle se montrera fermement déterminée à ne pas faire la guerre mais à renforcer la solidarité humaine et à construire un monde où l'harmonie règne entre les nations.

33. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si des mesures ont été prises pour mettre en œuvre un projet approuvé en mai 1961 en vue de créer une station centrale d'agriculture à Cuba (E/3650, annexe I), laquelle entraînerait pour le Fonds spécial des frais de plus de 1 million de dollars; dans la négative, il aimerait savoir quelles mesures pratiques on envisage de prendre dans l'avenir immédiat.

34. M. HEURTEMATTE (Directeur général associé du Fonds spécial) répond qu'il y a eu quelque retard dans la mise au point du plan d'opération relatif au projet en question, que le Conseil d'administration du Fonds spécial avait approuvé à sa sixième session, en mai 1961, à la demande de Cuba. Néanmoins, ce plan est presque achevé et doit être signé prochainement. Ce n'est pas là un cas spécial : parmi les projets qui ont été approuvés à la même session, et même avant, 14 ou 15 en sont au même point. Comme toutes les administrations bureaucratiques, les organisations internationales ne peuvent éviter certaines lenteurs dans l'exécution de leurs programmes. La question n'a pas manqué de retenir l'attention du Conseil d'administration et du secrétariat du Fonds spécial, qui s'efforcent de prendre les dispositions voulues

pour accélérer autant que possible la marche de ce projet et des 14 ou 15 autres qui sont dans le même cas.

35. M. CARRILLO (Salvador) déclare que depuis la création du Fonds spécial, le Gouvernement salvadorien suit avec le plus vif intérêt le fonctionnement de cet organisme qui contribue beaucoup à élargir la portée et l'efficacité des travaux entrepris au titre de l'assistance technique. Pour l'Amérique centrale, deux initiatives qui ont bénéficié de l'appui du Fonds spécial revêtent une importance toute particulière : il s'agit, d'une part, de l'Institut de recherche et de technologie industrielle de l'Amérique centrale, appelé à jouer un grand rôle dans le cadre du programme d'intégration économique entrepris dans la région, et, d'autre part, de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, créé à Santiago sous les auspices de la CEPAL, et qui comptera désormais dans son Conseil d'administration un représentant de la Banque interaméricaine de développement, ce qui ne manquera pas de consolider la position financière de cette institution.

36. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il s'en voudrait de minimiser les réalisations du Fonds spécial, notamment l'assistance apportée aux pays en voie de développement ou les services rendus par le Directeur général, qui a fait des analyses intéressantes, originales et objectives de la situation économique des pays en voie de développement. Il prend note avec satisfaction des projets approuvés par le Conseil d'administration à sa septième session ainsi que de l'appel adressé aux gouvernements pour les inviter à parvenir à un accord sur le désarmement afin de dégager de nouvelles ressources pour l'assistance (E/3576, par. 44). L'augmentation des montants consacrés aux pays africains constitue également un progrès louable.

37. Le Fonds spécial consacre avec juste raison une partie importante de ses ressources — 40 % environ — à la formation; mais M. Arkadev n'est pas aussi sûr que le reste de ces ressources soit utilisé au mieux. Il est naturel que les représentants de pays qui sont constamment priés d'augmenter leurs contributions s'intéressent à la façon dont elles sont utilisées, et le représentant de l'Union soviétique a déjà franchement reproché au Fonds spécial de consacrer trop d'efforts aux études et à la recherche, estimant qu'il devrait tendre vers des résultats plus pratiques. Il déplore que le Fonds spécial n'ait pas encore parrainé la construction d'un seul établissement industriel modèle qui pourrait être d'une utilité si réelle et si immédiate pour les pays en voie de développement. D'ailleurs, des sommes plus importantes devraient être destinées à apporter une assistance directe à l'industrie; cette nécessité a été soulignée par la délégation indienne lors des discussions préalables à la création du Fonds spécial.

38. Bien que les enquêtes sur les ressources naturelles des divers pays soient utiles, elles devraient être effectuées par des experts nationaux dont le Fonds spécial pourrait contribuer à assurer la formation.

39. M. Arkadev ne peut s'empêcher de souligner avec une vive inquiétude combien peu des 205 projets approuvés par le Conseil d'administration ont été achevés; cet

état de choses prouve l'existence de délais extrêmement regrettables entre l'approbation et l'exécution.

40. Le Directeur général associé du Fonds spécial a répondu avec franchise à la question posée par le représentant de l'Union soviétique au sujet du projet cubain; M. Arkadev espère pouvoir en conclure que des mesures plus concrètes seront bientôt prises. Il est tout de même assez étrange que des projets intéressant le régime de Tchang Kai-chek et la Corée du Sud, et représentant une valeur globale de 4,6 millions de dollars, aient déjà été entrepris, bien qu'ils aient été approuvés après le projet intéressant Cuba. De toute évidence, cela est anormal, et le Fonds spécial devrait adopter un point de vue plus objectif.

41. Il n'y a pas de contrôle effectif sur l'exécution des projets. En vertu du système complexe qui est en vigueur, le Conseil d'administration approuve un projet, qui est alors renvoyé aux institutions spécialisées, et celles-ci à leur tour passent des marchés avec des entreprises privées. Il en résulte que les comités nationaux de l'assistance technique, dans de nombreux pays, ne se voient pas accorder de rôle assez important. Qui plus est, cette procédure ne tient pas compte des commissions économiques régionales, qui sont parfaitement au courant des besoins d'un pays donné. Si ces commissions étaient plus étroitement associées à l'exécution des projets, le contrôle s'en trouverait amélioré.

42. Le représentant de l'Union soviétique se réfère, pour illustrer son propos, à l'étude de l'énergie électrique en Argentine (E/3650, annexe II). Le Fonds spécial a confié ce projet à la BIRD; celle-ci — qui, de toute manière, de l'avis de la délégation soviétique, ne constitue pas l'organe approprié — a eu recours à des entreprises privées des États-Unis et du Royaume-Uni pour effectuer cette étude. Dans leur rapport, ces entreprises ont émis l'avis que seules devraient être construites des usines thermiques. Or, tout le monde sait que l'Argentine dispose d'un important potentiel d'énergie hydro-électrique peu coûteuse, qui devrait être exploité dans l'intérêt de ce pays; mais les entreprises en question n'ont fait aucune allusion à ces ressources, car elles espéraient manifestement réaliser des bénéfices en fournissant du combustible aux centrales thermiques. Cette méthode des sous-traitants ne répond pas toujours aux besoins des pays en voie de développement; si l'on avait consulté la CEPAL, la conclusion aurait certainement été toute différente.

43. D'autre part, il y a parfois double emploi entre, par exemple, le Fonds spécial et d'autres institutions des Nations Unies, en ce qui concerne l'utilisation des experts.

44. Ce qui, au fond, est inquiétant, c'est que le Fonds spécial a si peu de résultats à son actif: des fonds sont alloués mais il ne sont pas dépensés comme il conviendrait. Il n'est pas surprenant que le Gouvernement soviétique, qui a versé une contribution de 4,7 millions de dollars au Fonds spécial, s'inquiète de cette situation; ces sommes ne sont jamais dépensées rationnellement dans l'intérêt des pays en voie de développement et il n'est jamais fait appel aux services des techniciens soviétiques. En une occasion, l'Union soviétique a demandé que 25 projets lui soient confiés pour être exécutés avec

l'assistance d'experts soviétiques. Finalement, après des négociations prolongées, un seul projet a été confié à ce pays. En vertu des méthodes bureaucratiques qui sévissent dans l'administration du Fonds spécial, un délai de six mois a suivi la proposition soviétique tendant à construire un institut pour la formation d'experts du pétrole en Inde.

45. M. Arkadev ne veut pas jeter le discrédit sur le Fonds spécial; mais les méthodes du Fonds devraient être plus efficaces et conduire à plus de résultats; le représentant de l'Union soviétique est persuadé que maints fonctionnaires du Fonds spécial partagent ses vues.

46. M. VIAUD (France) dit que le fait même que le Conseil examine chaque année en séance plénière le rapport annuel du Conseil d'administration du Fonds spécial montre toute l'importance qu'il attache aux activités de cet organisme.

47. Si on les considère rétrospectivement, on constate que ces activités ont eu un démarrage assez lent. Aux difficultés inhérentes à la mise en route de mécanismes nouveaux à l'échelon des sièges comme sur le plan local s'est ajoutée la nécessité de régler les rapports avec les institutions spécialisées. Il s'agissait là, cependant, d'une évolution naturelle, d'un rodage à effectuer plutôt que d'une révolution dans les structures de l'assistance technique. Dans l'ensemble, les résultats obtenus ne sont pas négligeables, bien qu'il ne soit pas encore possible de les évaluer pleinement, la plupart des projets étant encore en cours d'approbation ou d'exécution. Le rythme des opérations s'est accéléré, le nombre des projets approuvés étant passé de 71 à la fin de 1960 à plus de 240 en 1962 (E/3646, tableau 2). Cette accélération correspond de toute évidence à des besoins auxquels il faut répondre, mais elle n'est pas sans provoquer une légère inquiétude à la pensée que le Fonds spécial pourrait se trouver à court de ressources si ce rythme devait être maintenu.

48. En ce qui concerne la répartition géographique des projets, M. Viaud constate avec satisfaction que le nombre des projets destinés à l'Afrique s'est accru, sans que soient négligés pour autant les besoins des autres régions du monde (*ibid.*, tableau 3).

49. Le Fonds spécial a encore un caractère expérimental. Les critiques que peut susciter son activité passée, les améliorations qui pourraient être apportées à son fonctionnement ou aux priorités établies ne devraient cependant pas amener le Conseil à conclure à la nécessité de transformations plus fondamentales. Dans ce domaine, mieux vaut procéder avec prudence et ne prendre de décision que lorsqu'il sera possible d'apprécier pleinement l'ensemble de l'action entreprise. Néanmoins, un certain nombre de problèmes se sont déjà posés quant au développement futur de cette action, soit au Conseil d'administration du Fonds spécial lui-même, soit au Comité de l'assistance technique, soit au Comité spécial des huit. L'un d'eux touche à la coordination entre l'assistance multilatérale et l'assistance bilatérale. La France n'est pas opposée à ce type de coordination, qu'illustrent un certain nombre d'exemples frappants comme l'entreprise du Mékong ou la création de l'institut polytechnique de Téhéran; mais elle estime que cette coordination peut se faire sans qu'il soit nécessaire de prévoir des règles précises qui

ne feraient que compliquer les rapports entre les diverses sources d'assistance, au lieu de les simplifier.

50. Un autre problème est celui que pose le caractère multinational des équipes. En effet, la plupart des projets du Fonds spécial sont très complexes et requièrent le concours de techniciens de formation différente, venant de pays différents. Ces experts sont obligés de travailler ensemble sans préparation préalable, et il s'en suit parfois un manque de cohésion psychologique et technique. C'est pourquoi, à la huitième session du Conseil d'administration du Fonds spécial, la France a suggéré de faire appel à des sociétés d'experts-conseils capables d'offrir les services d'équipes multinationales remplissant les conditions de préparation souhaitables.

51. Enfin, un troisième problème est celui de l'orientation à donner aux activités de préinvestissement. On a vu que le Fonds spécial, avec l'approbation de son Conseil d'administration, a donné dans ses programmes une place de plus en plus grande aux programmes de formation. Le Directeur général associé du Fonds spécial a très heureusement insisté sur ce point à la fin de son exposé. Mais à côté de la formation, il y a un certain nombre de secteurs vers lesquels le Fonds spécial devrait orienter ses activités. Le premier est celui de la santé publique, qui n'a pas encore retenu l'attention du Fonds spécial: il y aurait intérêt à ce que le Conseil d'administration examine la possibilité de financer des projets ayant pour but d'accélérer la formation de médecins et de personnel médical dans les pays en voie de développement. Un deuxième secteur est celui de l'industrialisation. La délégation française a déjà eu l'occasion, au cours du débat sur le point 7 de l'ordre du jour, d'insister sur le rôle éminent que peut jouer le Fonds spécial en matière de préinvestissement et de formation, et elle a posé la question de savoir si le Conseil d'administration du Fonds spécial ne pourrait pas explorer davantage une idée qui lui a déjà été soumise: celle d'effectuer des études globales sur la possibilité de créer des zones d'industrialisation dans certains pays en voie de développement. En donnant une telle orientation à ses activités, le Fonds spécial pourrait occuper parmi les organismes chargés de mettre en œuvre les programmes d'assistance technique des Nations Unies la place que certaines délégations voudraient lui voir attribuer. La délégation française n'ira pas aussi loin que la délégation du Danemark qui envisagerait un élargissement du mandat du Fonds spécial, mais elle accepterait volontiers que ce mandat soit assoupli et étendu comme il vient d'être indiqué.

52. M. UNWIN (Royaume-Uni) estime que le Directeur général associé du Fonds spécial a donné un compte rendu encourageant des activités du Fonds au cours de l'année écoulée. Loin de déplorer l'insignifiance des réalisations du Fonds, la délégation du Royaume-Uni est satisfaite de ce qu'il est parvenu à faire en un temps relativement court. Il s'est acquis la réputation enviable de répondre avec promptitude et efficacité aux besoins de préinvestissement des pays en voie de développement et il s'est fixé comme principe fondamental d'obtenir la participation des gouvernements bénéficiaires à toutes les étapes de ses travaux. Le Fonds spécial sera l'un des instruments les plus efficaces mis à la disposition du

Secrétaire général pendant la Décennie du développement. Les toutes premières étapes, — l'élaboration des demandes et le choix et la préparation des projets — prouvent l'étendue de la coopération qui règne entre les gouvernements demandeurs, le Fonds spécial et, notamment, les directeurs locaux des programmes du Fonds spécial dont les fonctions de coordination sont d'une importance fondamentale et devraient être étendues.

53. La délégation du Royaume-Uni attache une importance particulière aux projets intéressant la formation et l'enseignement secondaire. M. Unwin mentionne tout spécialement à cet égard le nombre croissant de projets relatifs à la formation industrielle et la création récente de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.

54. La répartition géographique des projets est également satisfaisante; aucune région n'a été négligée, et c'est avec plaisir que l'on constate que les besoins spéciaux de l'Afrique ont été reconnus. La délégation du Royaume-Uni approuve l'élargissement des critères selon lesquels le Directeur général juge les demandes, tout en pensant que les trois grands domaines actuels de l'activité du Fonds spécial, et notamment la formation et les enquêtes, sont d'une telle importance que mieux vaut ne pas étendre considérablement le champ d'action du Fonds avant qu'il ne dispose de nouvelles ressources.

55. En ce qui concerne les questions et la politique financières, M. Unwin estime que la règle selon laquelle chaque gouvernement doit contribuer aux projets dont il bénéficie, est particulièrement utile et féconde; la délégation du Royaume-Uni se félicite qu'un grand nombre de gouvernements deviennent capables d'assumer une part plus importante du coût total des projets. Le Royaume-Uni contribue au Fonds spécial aussi généreusement que ses engagements actuels, tant multilatéraux que bilatéraux, le lui permettent, et il est fier de continuer à fournir pratiquement 10% des ressources du Fonds. La délégation du Royaume-Uni accueille favorablement les propositions du Directeur général visant à adopter à titre temporaire des procédures financières nouvelles et plus libérales, et elle sera heureuse d'être saisie, à la prochaine session du Conseil d'administration, de ses propositions en vue d'arrangements plus permanents.

56. Il reste encore certaines difficultés à surmonter pour ce qui est des mesures nécessaires à la mise en œuvre effective des projets. Les délais qui s'écoulent entre l'approbation d'un projet et la signature du plan d'opérations peuvent atteindre jusqu'à douze mois. Le rapport témoigne amplement des efforts vigoureux tentés par le Directeur général pour abréger ces délais. La délégation du Royaume-Uni se félicite à ce sujet de la forte augmentation du nombre de projets pour lesquels des plans d'opération ont été préparés ou qui sont en voie d'exécution. Les délais s'expliquent aussi par les difficultés de recrutement; celles-ci pourraient souvent être surmontées si l'on recrutait à l'avance les directeurs de projets et faisait davantage appel aux sous-traitants. En attendant, la délégation du Royaume-Uni approuve la suggestion du Directeur général tendant à ce que les projets pour lesquels aucun plan d'opérations n'a été signé douze mois

après leur approbation soient soigneusement réexaminés (E/3646, par. 13).

57. Le représentant de l'Union soviétique a critiqué le recours aux sous-traitants et a évoqué à ce propos un cas intéressant l'Argentine. Il s'agit d'un pays que l'orateur connaît personnellement; l'Argentine possède des mines de charbon et des champs pétrolifères importants; il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'on ait préconisé l'installation de centrales thermiques dans ce pays, d'autant que ses ressources hydrauliques sont limitées et ne sont pas sûres.

58. Les récentes propositions de création d'un service d'information sur les sources de capitaux et d'assistance appellent certaines réflexions au sujet des liens qui existent entre le préinvestissement et l'investissement. Les discussions qui ont eu lieu à la huitième session du Conseil d'administration n'ont pas apporté de réponse aux deux questions essentielles suivantes : les pays en voie de développement s'accordent-ils à demander ce service ? Dans quelle mesure celui-ci est-il déjà assuré par les organisations existantes ? La délégation du Royaume-Uni espère que de nouvelles réponses seront envoyées par les gouvernements sur le premier point et que les informations dont disposera le Conseil d'administration à sa prochaine session lui permettront de prendre une décision sur l'ensemble de la question.

59. La délégation du Royaume-Uni a bon espoir que le nombre des projets à approuver et à exécuter augmentera. Elle est convaincue que le Fonds spécial contribuera de plus en plus à la croissance des pays en voie de développement et au renforcement de la coopération internationale pendant et après la Décennie du développement.

60. M. TRIVEDI (Inde) estime que le Conseil devrait donner au Fonds spécial des directives constructives concernant ses activités futures. On a, à juste titre, fait l'éloge de l'œuvre accomplie par le Fonds; mais il n'en est pas moins vrai que l'objectif de 100 millions de dollars n'a pas été atteint. L'Inde a besoin des moindres sommes qu'elle peut obtenir, tant de sources intérieures que de sources extérieures; elle a pourtant porté sa contribution au Fonds spécial à 2 millions de dollars en 1961, marquant ainsi son appui au Fonds et donnant un exemple dont d'autres pays pourraient s'inspirer.

61. La délégation indienne s'inquiète, elle aussi, des délais qui s'écoulent entre l'approbation d'un projet et le début des opérations; elle pense également que les projets devraient faire l'objet d'une réévaluation soignée si leur exécution n'a pas encore commencé douze mois après leur approbation. Mais le principal but de ce nouvel examen devrait être, non pas d'écarter le projet en question, mais de déterminer la raison du retard. A cet égard, il y aurait lieu d'étudier les procédures appliquées par le secrétariat du Fonds spécial au siège et d'en corriger les imperfections éventuelles.

62. Il est regrettable que le Fonds spécial n'ait pu utiliser les services d'organismes gouvernementaux compétents pour l'exécution des projets. Cette formule permettrait de réduire sensiblement les dépenses et d'accélérer les opérations. Cette question est l'une de celles que le Conseil devrait examiner plus avant.

63. Sans souhaiter que le champ d'action du Fonds spécial soit considérablement élargi, la délégation indienne estime que, tout en restant dans les limites de son mandat, le Fonds devrait examiner d'une manière moins abstraite les demandes des gouvernements; il semble que certaines demandes soient rejetées pour des raisons purement techniques. Les renseignements les plus complets possibles devraient être fournis au Conseil d'administration et les vues des gouvernements intéressés devraient être portées à sa connaissance avant qu'une demande ne soit rejetée. En outre, la question devrait être débattue au siège du Fonds spécial entre le gouvernement intéressé et des fonctionnaires du Fonds; il ne suffit pas qu'elle fasse l'objet d'une discussion avec le directeur du programme du Fonds dans le pays.

64. M. FRANZI (Italie) rappelle qu'à la huitième session du Conseil d'administration du Fonds spécial, la délégation italienne s'est longuement étendue sur la question des retards qui se produisent à différents stades des projets, tant avant la signature du plan d'opérations qu'entre celle-ci et l'exécution, et a demandé des renseignements précis sur les raisons de ces retards; or, aucune indication bien définie à ce sujet n'a été fournie, soit dans les rapports, soit par le Directeur général. Bien entendu, les causes de cet état de choses peuvent varier : parfois, c'est le gouvernement bénéficiaire qui est responsable, parfois, ce sont les institutions spécialisées; les retards peuvent aussi être dus à des facteurs externes, comme la difficulté de recruter des experts. A ce propos, le représentant de l'Italie constate que l'on ne fait pas savoir aux délégations dans quelles spécialités les difficultés de recrutement sont particulièrement grandes. La répartition géographique des experts pose un autre problème : à la sixième session du Conseil d'administration, le Directeur général du Fonds spécial a déclaré qu'il partageait les préoccupations des délégations à ce sujet; cependant, cette question n'est pas mentionnée dans le rapport sur la huitième session.

65. On a déjà demandé au Directeur général s'il était possible d'exercer un certain contrôle sur les institutions spécialisées, notamment en ce qui concerne le recrutement des experts : il a répondu alors que, si l'on donnait aux institutions une responsabilité, il fallait également leur donner une certaine autonomie. Dans ces conditions, il semblerait préférable de réduire à la fois l'autonomie et l'étendue de la responsabilité. On a proposé à la septième et à la huitième session du Conseil d'administration que certains projets soient exécutés directement par le Fonds spécial : il serait intéressant de voir si, dans ce cas, les directives du Conseil d'administration seraient plus fidèlement appliquées.

66. A la prochaine session du Conseil d'administration, le Directeur général indiquera quels sont les projets n'ayant pas atteint le stade de l'exécution dont il recommande l'annulation. M. Franzi estime qu'il serait également utile de savoir s'il existe des projets qui, après douze mois, n'ont pas été mis à exécution et qui doivent cependant être maintenus; si le Directeur général fournissait ce renseignement, les délégations pourraient se faire une idée plus exacte des difficultés rencontrées par le Fonds. La délégation italienne ne tient nullement à mettre en

doute le jugement du Directeur général, qui jouit de toute sa confiance.

67. Il reste enfin la question de l'approbation, par le Conseil d'administration, des projets qui lui sont soumis. Ces projets sont examinés très rapidement; peu de délégations prennent la parole au sujet d'un projet particulier: en fait, les projets qui font l'objet d'observations sont la minorité. M. Franzì se demande si telle est vraiment la méthode de travail que le Conseil d'administration

devrait adopter pour une question de cette importance. A son avis, le Conseil économique et social devrait attirer l'attention des gouvernements sur les responsabilités que leur confère leur élection au Conseil d'administration et leur recommander instamment d'examiner avec soin les différents projets qui leur sont soumis.

La séance est levée à 18 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 27 juillet 1962

à 10 h 55

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 12 de l'ordre du jour :	
Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial (fin)	213
Point 15 de l'ordre du jour	
Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples (reprise des débats de la 1231 ^e séance et fin) . .	216
Point 6 de l'ordre du jour :	
Financement du développement économique	
a) Courant international des capitaux.	
b) Fonds d'équipement des Nations Unies	220

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes Soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Cuba, Equateur, Grèce, Israël, Mali, Pays-Bas, République centrafricaine, Roumanie, Soudan, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial (E/3576, E/3646, E/3650) [fin]

1. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement, qui porte un intérêt très vif à l'activité du Fonds spécial, a été surpris que ses possibilités et ses limites paraissent si mal comprises. Il est injuste, en effet, de vouloir juger le résultat des opérations du Fonds spécial comme s'il avait été créé pour jouer le rôle d'un fonds d'équipement. Le Fonds spécial a un objectif clairement défini et s'efforce de déterminer, au fur et à mesure que ses activités se développent, les limites précises de ses attributions.

2. Le Fonds spécial est alimenté par des contributions volontaires; c'est pourquoi la question se pose sans cesse de savoir s'il peut spéculer sur l'avenir et entreprendre

de nouveaux projets lorsque les fonds disponibles ont déjà été affectés. C'est, en fait, une question que le Conseil d'administration est en train d'étudier; il a créé un groupe de travail officieux chargé de procéder à un examen approfondi de la politique financière du Fonds spécial.

3. Pour se rendre compte des dangers d'une politique financière trop libérale, il suffit de constater que sur les 55 millions de dollars qui représentent le montant total des contributions annoncées pour 1962, à la date du 31 décembre 1961, 50 millions de dollars environ ont été annoncés par 14 pays (E/3650, annexe V). Le Fonds spécial s'est peut-être montré trop prudent, mais il est peu probable qu'il dispose de ressources suffisantes pour assurer le financement des projets en préparation, à moins qu'il n'adopte une politique financière plus libérale.

4. Certains ont tendance à supposer que les projets qui portent sur des activités de préinvestissement peuvent être entrepris immédiatement. Or le Conseil d'administration a constaté avec une certaine inquiétude qu'il faut normalement huit ou neuf mois pour lancer un projet. En contractant un engagement, le Fonds spécial ne fait que commencer un travail qui doit être poursuivi par le pays intéressé. Il est donc injuste de reprocher au Fonds spécial des retards qui sont toujours dus à un certain nombre de facteurs tant nationaux qu'internationaux.

5. Etant donné la nature même des projets de préinvestissement et de diversification de l'agriculture, leur exécution demande un certain nombre d'années. C'est ainsi que les projets relatifs à la création d'instituts doivent être soutenus financièrement par le Fonds spécial pendant une période de cinq ans. Avant de s'engager à financer de tels projets, le Fonds spécial doit disposer des ressources nécessaires. En d'autres termes, les projets du Fonds spécial ne peuvent être entrepris utilement que si l'on dispose du temps nécessaire pour les préparer et de ressources suffisantes pour assurer leur exécution pendant une période de quatre à cinq ans. Tels sont les éléments dont il faudrait tenir compte en examinant le rapport annuel du Directeur général (E/3650).

6. Le Gouvernement des Etats-Unis a toujours été d'avis que le Fonds spécial et le Programme élargi d'assistance technique devraient disposer l'un et l'autre d'un budget plus important. Il espère que l'objectif de 150 millions de dollars fixé pour 1962 sera très prochainement atteint. Si le total des contributions restait inférieur à ce chiffre, le Fonds spécial pourrait être obligé, soit de pratiquer une politique financière trop libérale en comptant sur des contributions futures, soit de rejeter certains projets essentiels.

7. L'intensification de l'activité du Fonds spécial en faveur du développement industriel est un sujet de satisfaction; il est intéressant de noter que le Conseil d'admi-

nistration a accordé une attention particulière, à sa huitième session, aux travaux de préinvestissement nécessaires à la création d'ensembles industriels. L'importance de l'activité du Fonds spécial dans ce domaine semble avoir été sous-estimée par certains orateurs à la séance précédente.

8. Le représentant des Etats-Unis espère qu'un comité de l'habitation sera créé prochainement dans le cadre du Fonds spécial, car de nombreux problèmes du logement pourraient être résolus grâce à des travaux de recherche permettant de préciser les ressources dont peuvent disposer sur place bien des pays en voie de développement. De telles recherches permettraient de réduire les importations de certains matériaux de construction, d'économiser des devises et d'ouvrir de nouvelles perspectives au développement industriel. D'une manière générale, le plus grand service que le Fonds spécial puisse rendre aux pays en voie de développement est de procéder à des études préalables de leurs ressources, car, quelle que soit l'importance de l'aide étrangère reçue par eux, bien des pays en voie de développement se heurteront à des difficultés économiques presque insurmontables s'ils ne réussissent pas à tirer parti de leurs ressources naturelles. De plus, sans un apport de capitaux privés, il sera impossible de réunir des fonds suffisants pour atteindre les objectifs de la Décennie du développement.

9. En terminant, le représentant des Etats-Unis félicite le Directeur général et le personnel du Fonds spécial des résultats déjà obtenus. Le Gouvernement des Etats-Unis est toujours disposé à collaborer à la solution de tous les problèmes que peuvent poser les activités du Fonds spécial.

10. M. RISTIC (Yougoslavie) constate avec satisfaction les progrès réalisés par le Fonds spécial, le nombre des projets approuvés et en cours d'examen, celui des experts et celui des demandes. Mais il est difficile d'apprécier ces progrès à leur juste valeur sans tenir compte de l'apport des pays en voie de développement eux-mêmes sous la forme de contributions au budget du Fonds spécial et de paiements au titre des dépenses locales.

11. Le Fonds spécial devient de plus en plus un instrument de collaboration entre les pays développés et les pays en voie de développement et, au cours de la Décennie, cette collaboration devra se renforcer. Au chapitre VI de son rapport sur la Décennie du développement (E/3613), le Secrétaire général suggère d'augmenter le budget du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique d'au moins 25 millions de dollars par an, ce qui permettrait de porter à environ 300 millions de dollars les ressources dont les Nations Unies disposeraient pour ces deux programmes à la fin de la Décennie. L'examen des rapports dont le Conseil est saisi doit donc se faire compte tenu de l'ensemble des problèmes à long terme que pose la Décennie, en ce qui concerne non seulement le volume des ressources financières, mais aussi leur utilisation conformément aux besoins présents et futurs des pays en voie de développement.

12. La façon dont se répartissent les projets approuvés, achevés et en cours d'exécution ressort plus ou moins du paragraphe 7 du rapport du Conseil d'administration sur sa huitième session (E/3646). M. Ristic constate que,

pour le moment du moins, les enquêtes sur les ressources et la formation ont la priorité. Sans contester l'importance de ces activités, il croit, étant donné la place que l'industrialisation a récemment prise dans les travaux des divers organes des Nations Unies, que le Fonds spécial devrait accorder désormais l'attention qui convient aux projets pilotes et à la création de centres de démonstration dans les différents domaines économiques et surtout dans celui de l'industrie. La présente session du Conseil a suffisamment montré l'intérêt que les pays en voie de développement portent à l'industrialisation, dans laquelle ils voient la première des conditions pour atteindre les objectifs de la Décennie. A sa 274^e séance, le Comité de l'assistance technique a adopté, pour le présenter au Conseil, un projet de résolution tendant à accorder au développement industriel une part plus importante dans les programmes d'assistance technique (E/3680, annexe II). La délégation yougoslave considère que, même sans une telle résolution, le Fonds spécial devrait orienter de plus en plus son activité dans ce sens. Elle a toujours pensé que le Fonds spécial devait se transformer progressivement en un fonds de financement.

13. La délégation yougoslave constate avec satisfaction que l'on continue de chercher à réduire le temps qui s'écoule entre le moment où le Conseil d'administration approuve un projet et celui où commence l'exécution de ce projet. Comme les retards entraînent non seulement une perte de temps, mais aussi une mauvaise utilisation des ressources financières, qui sont et resteront longtemps insuffisantes, il convient de redoubler d'efforts dans ce sens.

14. Les rapports touchent aussi au problème d'une fusion éventuelle du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial. La délégation yougoslave conserve quelques doutes à ce sujet et considère que le problème n'est pas urgent au point de mériter une attention particulière pour le moment.

15. Le projet de résolution relatif à la Décennie du développement (E/AC.6/L.281/Rev.1) qui a été présenté au Comité économique par plusieurs délégations, dont celle de la Yougoslavie, devrait inspirer l'activité future de toutes les institutions des Nations Unies, notamment du Fonds spécial, d'autant plus que la diversification économique et le développement industriel viennent en tête dans l'ordre de priorité établi pour la Décennie.

16. M. WODAJO (Ethiopie) remercie tous les fonctionnaires responsables de la gestion du Fonds spécial; celui-ci a aidé un grand nombre de pays pour l'exécution de projets nombreux et variés. La diversité des opérations du Fonds spécial explique sans doute la lenteur apparente avec laquelle les projets sont mis à exécution, car il est nécessaire de recruter pour chaque projet des experts possédant des qualifications spéciales. Néanmoins, la méthode suivie actuellement est très satisfaisante.

17. Il faut féliciter le Fonds spécial d'avoir interprété son mandat et ses fonctions de façon libérale au cours des toutes dernières années. Le représentant de l'Ethiopie rappelle qu'au moment de la création du Fonds spécial, de nombreux pays en voie de développement ont regretté que ses activités soient limitées au préinvestissement. Leurs craintes n'étaient pas fondées puisque le Fonds

spécial a pu accorder son aide dans un très grand nombre de domaines, notamment pour la formation du personnel enseignant. M. Wodajo constate avec satisfaction que le Fonds spécial a augmenté son aide à l'Afrique, et il se félicite que le Fonds se soit déclaré prêt à contribuer au financement de projets régionaux. Il espère aussi que le Fonds spécial collaborera encore plus étroitement à l'avenir avec les commissions économiques régionales pour l'exécution de projets régionaux. De cette manière, le Fonds spécial pourrait répondre à certains besoins nationaux et régionaux auxquels les commissions régionales ne peuvent faire face faute de ressources suffisantes.

18. M. HEURTEMATTE (Directeur général associé du Fonds spécial) est reconnaissant à tous les représentants d'avoir bien voulu exprimer leur satisfaction pour le travail du secrétariat du Fonds spécial, et il les remercie en particulier pour l'hommage qu'ils ont rendu au Directeur général.

19. Faute de temps, M. Heurtematte ne pourra pas répondre en détail à chacune des observations fort intéressantes qui ont été présentées par les délégations : son intervention ne portera donc que sur quelques-uns des points les plus importants qui ont été soulevés.

20. Dans sa déclaration liminaire, à la 1232^e séance, M. Heurtematte s'est délibérément abstenu de traiter des questions administratives; il a préféré insister sur les aspects généraux de l'action du Fonds spécial, sans entrer dans les détails du fonctionnement administratif. Mais, au cours du débat, de nombreuses remarques ont été formulées au sujet de la lenteur de la mise en œuvre des projets. A ce propos, M. Heurtematte remercie le représentant des Etats-Unis de son analyse claire et pénétrante des raisons qui sont à l'origine de certains délais.

21. M. Heurtematte tient à répondre au sujet de ces délais, car la façon dont ils ont été évoqués à maintes reprises pourrait donner l'impression erronée qu'ils sont dus, dans une certaine mesure, à de la simple négligence de la part des fonctionnaires du Fonds spécial. En fait, ces délais s'expliquent par la procédure suivie.

22. Un projet doit être examiné par le secrétariat et par le Comité consultatif avant d'être approuvé par le Conseil d'administration. Lorsque le projet a été approuvé, son exécution nécessite des négociations tripartites entre le gouvernement intéressé, le secrétariat du Fonds spécial et l'agent chargé de l'exécution. Ces négociations durent habituellement de huit à neuf mois. Il faut ensuite que l'agent chargé de l'exécution trouve un directeur de projet et recrute tous les experts qui doivent participer à la mise en œuvre du projet, ce qui prend encore du temps.

23. L'obligation faite au gouvernement bénéficiaire de fournir une contribution de contrepartie est à l'origine d'autres délais; dans certains cas, ce gouvernement doit prendre des mesures, sur le plan législatif notamment, pour faciliter l'exécution du projet en versant des fonds de contrepartie, en désignant des responsables ou en créant des organismes à l'échelon local.

24. Tout dernièrement, en accord avec les institutions spécialisées, on a adopté un certain nombre de mesures qui doivent avoir pour effet de réduire les délais de plusieurs semaines et même de plusieurs mois.

25. En premier lieu, il a été convenu que la préparation du plan d'opérations commencera aussitôt que le Comité consultatif aura approuvé le projet; ainsi, le plan d'opérations sera prêt au moment où le Conseil d'administration donnera son approbation.

26. Une autre modification a été apportée à la procédure suivie jusqu'ici — et il est intéressant de noter qu'elle répond à la suggestion faite par les représentants du Royaume-Uni et de la France à la 1232^e séance. A l'avenir, il sera possible de recruter le directeur de projet et les principaux experts avant que le plan d'opérations n'ait été définitivement arrêté, et l'agent chargé de l'exécution s'informera des possibilités de recrutement avant même que le Conseil d'administration n'ait approuvé le projet. Ces procédures ont été mises au point avec le concours de fonctionnaires des institutions spécialisées pendant la présente session du Conseil.

27. Répondant à certaines remarques selon lesquelles le Fonds spécial utiliserait incomplètement ou trop lentement les ressources dont il dispose, M. Heurtematte précise que la totalité des contributions reçues jusqu'ici par le Fonds spécial est déjà affectée à des projets approuvés par le Conseil d'administration. La raison pour laquelle des sommes importantes restent inutilisées est que ces projets ont été conçus pour être réalisés en plusieurs années, quatre en moyenne, cinq dans certains cas; cette durée a été expressément prévue au moment de leur élaboration.

28. Le Fonds spécial a pour règle d'affecter le montant total nécessaire pour toute la durée d'exécution d'un projet au moment où il approuve ce projet. Certaines délégations ont fait savoir que cette méthode de gestion financière extrêmement prudente ne les satisfaisait guère, car elle conduit forcément à l'accumulation de fonds importants qui restent inutilisés; le Conseil d'administration a créé un groupe de travail officieux chargé d'étudier la question et d'examiner la possibilité d'adopter une politique financière plus satisfaisante.

29. On a souligné aussi le petit nombre des projets dont la réalisation était terminée. Comme l'exécution des projets exige en moyenne de quatre à cinq ans de travail et étant donné que le Fonds spécial ne fonctionne véritablement que depuis moins de trois ans, il n'est pas très surprenant que le nombre des projets entièrement achevés soit encore peu élevé.

30. Ainsi, si une partie des ressources du Fonds spécial restent inutilisées, si certains de ses projets ne sont pas encore achevés, il faut y voir, non pas le signe d'un échec ou l'indice d'une négligence, mais bien le résultat inévitable d'une politique financière prudente et d'une planification à long terme, qui l'une et l'autre ont été approuvées par le Conseil d'administration, dans l'intérêt d'une meilleure planification.

31. Dans sa déclaration liminaire, M. Heurtematte a mentionné le projet concernant l'Argentine comme exemple d'une réalisation efficace du Fonds spécial; or, le représentant de l'Union soviétique a cité ce même projet, à la 1232^e séance, pour illustrer ses critiques sur le fonctionnement du Fonds. C'est donc que les opinions divergent lorsqu'il s'agit des principes fondamentaux qui régissent le Fonds spécial, de ses buts et de ses objectifs.

32. Au cours du débat, on a avancé l'idée qu'il serait peut-être préférable que le Fonds spécial entreprenne la réalisation pratique de projets d'équipement, plutôt que des opérations de préinvestissement. En fait, l'action du Fonds spécial est limitée au préinvestissement en vertu d'une décision de son Conseil d'administration, et tant que cette décision restera inchangée, le secrétariat du Fonds spécial devra s'y conformer. Le Directeur général est lui-même convaincu qu'il faut que le Fonds spécial mette l'accent sur les travaux importants qui doivent être accomplis en matière de préinvestissement; il a souvent souligné que toutes les ressources du Fonds spécial suffiraient à peine à financer un seul projet d'équipement et que, étant donné le montant actuel des ressources du Fonds, il est évidemment préférable de les consacrer à un grand nombre de programmes de préinvestissement qui présentent un si grand intérêt pour l'avenir du monde.

33. Le PRÉSIDENT propose au Conseil d'adopter la résolution suivante :

« Le Conseil économique et social

» Prend acte avec satisfaction des rapports du Conseil d'administration du Fonds spécial sur ses septième et huitième sessions. »

A l'unanimité, la résolution est adoptée.

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, le respect mutuel et de compréhension entre les peuples (E/3638 et Add.1; E/L.970) [reprise des débats de la 1231^e séance et fin]

34. M. WALKER (Australie) dit que l'attitude des gouvernements est influencée par celle des hommes et par la façon dont leurs idées et leurs idéaux ont été formés pendant leur jeunesse. La mise au point de méthodes éducatives qui permettent de répandre chez les jeunes des idées saines est un problème qui a déjà longuement retenu l'attention de la Société des Nations et de l'Institut international de coopération intellectuelle. Le fait que la deuxième guerre mondiale a éclaté ne signifie pas que de tels efforts aient été inutiles.

35. M. Walker félicite l'UNESCO pour son excellent rapport (E/3638 et Add.1), mais il constate que sur les 73 réponses reçues, 18 seulement ont été favorables à l'élaboration d'une déclaration internationale qui proclamerait les principes fondamentaux concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples. La Commission nationale australienne pour l'UNESCO, pour sa part, a estimé qu'une telle déclaration n'était pas nécessaire pour des raisons qui sont présentées au paragraphe 335 du rapport de l'UNESCO. La délégation australienne est du même avis : plutôt que de se lancer dans la tâche énorme, redoutable et peut-être vaine que représente la rédaction d'une déclaration de ce genre, mieux vaudrait s'attacher à prendre des mesures concrètes, et chercher notamment à développer les échanges et les contacts personnels, d'autant plus qu'il existe déjà dans ce domaine de nombreux programmes nationaux, bilatéraux ou internationaux.

36. La situation isolée de leur pays a poussé les jeunes Australiens à aller étudier à l'étranger, mais un mouvement inverse a amené en Australie des milliers d'étudiants étrangers, dont beaucoup sont originaires d'Asie. De cette façon, des Asiatiques se familiarisent avec la vie quotidienne en Australie et des Australiens acquièrent une vue plus large des problèmes des autres pays. Ces contacts personnels, sans formalités, sont plus utiles pour développer le respect mutuel et la compréhension que les grands concours de foule et les vastes conférences internationales.

37. M. Walker signale que l'on constate depuis quelques années chez les étudiants australiens qui ont terminé leurs études une tendance à aller travailler en Indonésie dans les mêmes conditions et avec les mêmes salaires que les jeunes Indonésiens. Ce mouvement, bien qu'il soit limité, a son importance. En effet, le fait d'aller travailler dans un autre pays a pour résultat accessoire, mais fort utile, de favoriser la compréhension mutuelle. D'une façon générale, il faudrait accorder plus d'attention à la formation des maîtres : étant donné l'influence étendue qu'ils exercent, ils sont bien placés pour développer la compréhension internationale. L'objectivité dans les livres scolaires et notamment dans les manuels d'histoire a également un rôle à jouer.

38. Dans son rapport, l'UNESCO souligne que l'action ne doit pas se limiter aux établissements d'enseignement. Cette idée est juste, car certaines activités, comme celles du FISE, ou la Campagne mondiale contre la faim, contribuent également à développer la compréhension entre les peuples.

39. La délégation australienne est prête à appuyer le projet de résolution de l'Union soviétique (E/L.970).

40. Sir Samuel HOARE (Royaume-Uni) fait observer qu'il n'est personne qui ne partage cet idéal qu'est la paix et qui ne juge souhaitable de le répandre chez les jeunes. Mais n'est-il pas paradoxal que deux des déclarations qui ont été prononcées devant le Conseil sur le point 15 aient contenu des accusations offensantes pour d'autres pays ? La délégation polonaise n'a-t-elle pas consacré une bonne partie de son intervention à la 1231^e séance à une attaque contre un pays qui n'est même pas représenté au Conseil ? Il est étrange que l'idéal de paix serve d'argument à ce genre de discours.

41. Ce n'est pas en attaquant d'autres pays, quels que soient leurs défauts, que l'on contribuera à développer le respect mutuel et la compréhension entre les peuples. Les déclarations que Sir Samuel Hoare vient d'évoquer expriment en fait des opinions politiques, répondent à des buts politiques et portent des jugements politiques. Le Conseil ne doit pas perdre de vue que des notions telles que la défense de la paix peuvent fort bien être exploitées pour faire admettre des vues, des objectifs et des jugements de caractère politique.

42. La délégation du Royaume-Uni considère que lorsqu'il s'agit de promouvoir les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, l'Etat doit intervenir avec discrétion et ne pas chercher à endoctriner l'opinion; sinon, celle-ci courrait le risque de se voir imposer par l'Etat des vues et des jugements politiques.

43. D'autre part, il est essentiel que les jeunes soient libres d'exercer leur esprit critique à partir des faits qu'ils peuvent connaître. Pour cela, il est nécessaire que, dans chaque pays, les idées puissent circuler librement. Il faut offrir aux jeunes toutes les possibilités d'avoir des contacts personnels, de lire des livres et des périodiques afin de pouvoir se faire une opinion par eux-mêmes. On ne doit donc limiter, en aucune façon, les contacts personnels et l'accès aux livres et aux journaux; les gouvernements notamment doivent veiller à ne pas imposer de restrictions dans ce domaine. Malheureusement, il n'est peut-être pas possible aux Nations Unies de formuler ces idées en des termes qui rendent leur application effective.

44. La délégation du Royaume-Uni est convaincue qu'il faut faire davantage pour encourager une action efficace qui permettrait de former les jeunes aux idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, mais elle estime qu'il est nécessaire de veiller à ce que ces idéaux ne soient pas exploités à des fins politiques. C'est l'une des raisons pour lesquelles la délégation du Royaume-Uni, comme celle de l'Australie, n'est pas favorable à la rédaction d'une déclaration de principes. Les autres raisons de cette position sont fort bien résumées au paragraphe 335 du rapport de l'UNESCO.

45. Sir Samuel Hoare félicite l'UNESCO pour son rapport, qui contient des recommandations pratiques fort raisonnables. La délégation du Royaume-Uni attache une importance particulière aux principes et idées qui sont énoncés par l'UNESCO en vue d'une action concrète dans ce domaine.

46. Traitant ensuite du projet de résolution de l'Union soviétique, Sir Samuel Hoare déclare que la délégation du Royaume-Uni le trouve plus satisfaisant que l'intervention faite par le représentant de l'Union soviétique à la 1231^e séance. Le projet de résolution est bref, n'offre pas de prise à la controverse et paraît donc acceptable pour tout le monde. Sir Samuel estime, toutefois, qu'au paragraphe 1 du dispositif le Conseil ne devrait pas se borner à prendre acte du rapport de l'UNESCO: les premiers mots pourraient être remplacés par une formule du genre de « prend acte avec satisfaction »; le Conseil rendrait ainsi hommage au bon travail accompli par l'UNESCO.

47. M. BOUQUIN (France) prend acte du catalogue complet des mesures possibles établi par l'UNESCO, parmi lesquelles il n'y a pas lieu d'établir un ordre de priorité, puisque ce sont toutes des activités importantes et complémentaires. Il constate avec satisfaction que l'UNESCO, au paragraphe 17 de son rapport, mentionne parmi les objectifs à atteindre le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui est effectivement lié à l'idéal de la paix. Il estime qu'il y a lieu de féliciter les auteurs du rapport et serait d'avis d'ajouter, au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution présenté par l'Union soviétique, après les mots « prend acte », les mots « avec satisfaction ». Il n'y a pas de raison, semble-t-il, de mentionner au paragraphe 2 le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1572 (XV) de l'Assemblée générale, car le paragraphe 5 de cette même résolution mérite tout autant d'être signalé: il suffit donc de mentionner la résolution elle-même. Enfin, ne voyant pas

quelles sont les propositions dont il est question à la fin du paragraphe 2, M. Bouquin est d'avis de supprimer ce dernier membre de phrase.

48. Sous réserve de ces considérations, la délégation française votera le projet de résolution, mais sans grand enthousiasme. Elle estime, en effet, que le Conseil, en adoptant ce texte, ne s'acquitte pas entièrement de la mission dont l'Assemblée générale l'avait chargé aux termes de sa résolution 1572 (XV) et se borne en quelque sorte à lui renvoyer la question. De plus, les déclarations faites à la 1231^e séance par la délégation auteur du projet de résolution ne sont pas de nature à en faciliter l'adoption: il est paradoxal qu'au moment où le Conseil examine un sujet qui a trait au respect mutuel et à la compréhension entre les peuples, on se livre à des exercices de rhétorique qui relèvent de la guerre froide et à des attaques contre des pays qui ne sont pas présents. La délégation française, qui doutait déjà de l'utilité du projet de déclaration envisagé, pense, après avoir entendu l'auteur du projet de résolution, qu'un débat sur le projet de déclaration risquerait de créer de nouveaux malentendus. Mieux vaut s'en tenir aux mesures concrètes, ce que l'UNESCO a fait dans son rapport.

49. L'UNESCO agit d'abord dans le domaine de l'éducation, et c'est à juste titre, car il est évident que c'est par l'action à l'école que doit commencer l'action sur la jeunesse. L'enseignement relatif aux activités de l'Organisation des Nations Unies joue aussi un rôle important à cet égard. Le conseiller scientifique de la délégation française a émis l'idée que les moyens d'information et d'éducation les plus récents, tels que la mondiovision, soient utilisés pour diffuser régulièrement le texte du préambule de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que des commentaires appropriés.

50. Il va de soi que cette action doit se prolonger hors de l'école, grâce aux collectivités locales et aux mouvements de jeunesse qui favorisent les contacts personnels, les séjours à l'étranger de jeunes étudiants ou travailleurs et de professeurs, les conférences et rencontres internationales.

51. Mais les rencontres internationales ne doivent pas servir à endoctriner la jeunesse et à la rassembler autour de slogans de propagande. Il faut laisser les jeunes se rencontrer spontanément et échanger librement des idées sur des sujets qui les touchent.

52. D'autre part, les échanges ne doivent pas être limités à quelques privilégiés soigneusement triés selon telle ou telle considération. Si l'on souhaite une action profonde, la seule solution consiste à ouvrir largement les frontières, et à permettre à tous les jeunes de se rendre dans d'autres pays pour prendre contact avec d'autres jeunes. Ici entre en jeu le droit de quitter librement son pays, autre question dont s'occupe le Conseil.

53. En ce qui concerne les mouvements de jeunesse, M. Bouquin insiste sur le rôle des organisations non gouvernementales: elles peuvent rendre des services inappréciables pour développer les contacts entre jeunes, et elles ont aussi une mission d'éducation civique à remplir pour amener les jeunes à prendre conscience de leurs responsabilités nationales et internationales. Elles ne doivent évidemment pas être l'instrument des gouvernements.

54. Les moyens d'information, enfin, ont un grand rôle à jouer pour informer les jeunes de tous les pays des événements et les aider à les comprendre, ce qui est le début d'une compréhension mutuelle entre les peuples. Pour cela, il doit y avoir diversité des sources d'information et non une presse unique qui soit le monopole des puissances d'argent, de l'Etat ou d'un parti. La liberté de l'information est donc nécessaire.

55. M. Bouquin croit qu'il est impossible d'imposer le respect et la compréhension mutuelle par la contrainte. L'amitié ne se commande pas : c'est une adhésion volontaire des esprits et des cœurs. Le meilleur moyen de promouvoir le respect et la compréhension entre les peuples reste donc de former des hommes libres.

56. M. KEVAN (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'en soulignant la nécessité de promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, on ne fait que réaffirmer une idée fondamentale sur laquelle reposent déjà maints programmes en cours tant nationaux qu'internationaux.

57. M. Kevan souligne la qualité du rapport de l'UNESCO et se félicite notamment de l'objectivité avec laquelle sont présentées les différentes opinions professées sur la question par les divers gouvernements et organisations.

58. Une action assez importante a déjà été menée dans ce domaine; un grand nombre des programmes existants sont essentiellement de caractère non gouvernemental et ont l'avantage de permettre aux jeunes eux-même de participer à leur préparation.

59. Toutes recommandations ou suggestions qui pourraient être présentées à ce sujet devraient tendre à encourager toute une gamme d'initiative diverses sans accorder une importance exagérée à certaines d'entre elles, et ne devraient d'aucune façon restreindre la libre communication et l'échange des idées, ni empêcher la jeunesse de prendre conscience des différences existant entre les divers régimes politiques et économiques. Toute tentative en vue de limiter ou de contrôler trop étroitement les programmes d'échanges tant du point de vue de l'information que des contacts personnels serait à la longue vouée à l'échec.

60. M. Kevan partage l'opinion émise par le représentant de l'Australie au cours de la présente séance concernant l'importance des programmes qui offrent des possibilités de contacts personnels pendant une période relativement longue. Les grands congrès et les manifestations qui rassemblent pendant très peu de temps des foules de jeunes gens pour des réunions organisées d'avance peuvent présenter une certaine valeur, surtout lorsqu'il s'agit d'organisation internationales non gouvernementales. Mais il ne faut négliger aucun effort pour promouvoir une compréhension et un respect véritables des cultures différentes et pour éviter des programmes faisant appel à une émotion facile ou trop superficielle, qui nuisent à un jugement objectif.

61. Il est décevant de constater combien peu de programmes extra-scolaires d'échanges de jeunes prévoient l'étude et la discussion des obligations des citoyens des Etats Membres à l'égard de l'Organisation des Nations Unies.

Le Gouvernement des Etats-Unis a confiance dans l'Organisation des Nations Unies en tant que moyen de promouvoir les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, et il espère voir les mouvements de jeunesse s'attacher, en plus grand nombre et plus activement, à faire mieux connaître la structure et les travaux de l'Organisation des Nations Unies. Il semble approprié que le Conseil se préoccupe de développer les possibilités offertes dans ce domaine par les programmes destinés à la jeunesse, mais il pourrait fort bien laisser à l'UNESCO le soin d'examiner les aspects plus généraux du rapport.

62. La délégation des Etats-Unis est pleinement d'accord avec celles qui sont opposées à l'élaboration d'un projet de déclaration; une déclaration de ce genre est inutile et elle risquerait d'affaiblir des instruments fondamentaux comme la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Acte constitutif de l'UNESCO qui énoncent déjà les principes fondamentaux en question. D'autre part, le rapport de l'UNESCO montre que lorsqu'on essaie d'aller au delà des principes fondamentaux déjà énoncés, des divergences d'opinions apparaissent; il serait donc difficile, sinon impossible, de se mettre d'accord sur un texte plus précis et plus détaillé.

63. La jeunesse actuellement a devant elle une tâche exaltante. Il faut espérer que l'UNESCO poursuivra vigoureusement ses activités dans ce domaine avec la coopération et l'appui entiers de tous les Etats membres, de toutes les institutions spécialisées et des autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

64. Passant au projet de résolution de l'Union soviétique, M. Kevan déplore la façon dont sa présentation a été utilisée à des fins politiques, et il s'associe aux remarques faites par les représentants du Royaume-Uni et de la France au sujet de l'intervention du représentant de la Pologne à la 1231^e séance. Pour ce qui est du projet de résolution lui-même, la délégation des Etats-Unis est prête à l'appuyer, mais elle pense que les amendements proposés par les représentants du Royaume-Uni et de la France l'amélioreraient.

65. M. EL-FARRA (Jordanie) remercie l'UNESCO pour l'intéressant rapport qu'elle a établi sur une question extrêmement importante.

66. La délégation jordanienne appuie toutes les mesures visant à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples. Mais on ne pourra atteindre ce résultat par de simples déclarations; il faut des mesures concrètes.

67. Il va de soi que les idées sont importantes et qu'elles constituent l'élément moteur de l'action, mais les idées se trouvent déjà contenues dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans de nombreuses résolutions et dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme qui sont en cours d'élaboration. Une nouvelle déclaration restera sans effet si elle n'est pas suivie d'application et celle-ci ne peut procéder que d'une évolution des esprits.

68. La paix et la justice sont indivisibles. M. El-Farra rappelle à ce propos le cas des réfugiés arabes de Palestine qui voient d'autres personnes occuper leurs foyers. Il est

difficile pour des êtres placés dans une telle situation d'accepter de simples déclarations; pour eux, il ne peut y avoir de paix tant qu'ils n'auront pas reçu réparation pour les torts qui leur ont été faits.

69. La délégation jordanienne a donc quelque peine à croire qu'une déclaration de principe puisse promouvoir les idéaux de paix. Ce qu'il faut, c'est une prise de conscience et une compréhension véritables des problèmes existants.

70. La délégation jordanienne appuie le projet de résolution de l'Union soviétique et espère que l'on trouvera des moyens efficaces de promouvoir les idéaux de paix et de respect mutuel entre les peuples.

71. M. SOC (Yougoslavie) rappelle que la délégation yougoslave a appuyé la proposition de la Roumanie qui est à l'origine de la résolution 1572 (XV) de l'Assemblée générale. Elle reconnaît que les formes actuelles de coopération entre jeunes ont donné des résultats positifs et estime qu'il appartient aux gouvernements et aux mouvements de jeunesse de créer des conditions favorables au renforcement et à l'élargissement de cette coopération. Elle appuie le projet de résolution de l'Union soviétique.

72. M. FRANZI (Italie) fait observer que d'après les paragraphes 3 et 4 du dispositif de la résolution 1572 (XV) de l'Assemblée générale, le Conseil aurait dû être saisi d'un certain nombre de rapports émanant des institutions spécialisées compétentes. Il est vrai que l'UNESCO a résumé brièvement le point de vue des autres institutions spécialisées qui ont répondu à son questionnaire.

73. La délégation italienne constate que très peu nombreux sont les pays qui ont montré de l'intérêt pour ce questionnaire et ont répondu à l'UNESCO par l'intermédiaire de leurs commissions nationales : ils ne sont que 22, dont 4 pays en voie de développement, 3 pays à économie planifiée et 15 pays d'Europe occidentale. Dans ces conditions, le Conseil peut-il considérer qu'il dispose d'éléments suffisants pour apprécier la situation ?

74. En ce qui concerne le projet de déclaration, le Conseil exécutif de l'UNESCO, n'ayant reçu que 39 réponses, n'a pas été en mesure de se prononcer, d'autant que les avis étaient partagés. Dans ces conditions, quelle décision le Conseil économique et social peut-il prendre en quelques heures ? La délégation italienne pense donc, comme la délégation des Etats-Unis, qu'il convient de renvoyer la question à l'UNESCO pour une étude plus approfondie. L'Italie est au nombre des pays qui ont répondu par l'intermédiaire de leur commission nationale et qui ont accepté les conclusions énoncées au paragraphe 44 du rapport de l'UNESCO.

75. La délégation italienne constate, elle aussi, que le projet de résolution de l'Union soviétique ne propose pas d'adresser des félicitations à l'UNESCO. Elle est certaine que la délégation soviétique acceptera de combler cette lacune. Elle s'associe au représentant de la France pour proposer de supprimer les mots « et les propositions formulées au cours de la trente-quatrième session du Conseil au paragraphe 2 du dispositif ». Au sujet du paragraphe 3 du dispositif, elle se demande quelle décision l'Assemblée générale pourrait prendre dans ce domaine avec le peu d'éléments dont elle dispose.

76. M. SINU (Observateur de la Roumanie), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que l'Assemblée générale a adopté la résolution 1572 (XV) sur l'initiative de la délégation roumaine. La conclusion qui se dégage du rapport rédigé par l'UNESCO pour donner suite à cette résolution, c'est qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts, d'intensifier et d'élargir les activités destinées à encourager les échanges et les contacts entre les jeunes, notamment en améliorant l'éducation et la formation dans les établissements d'enseignement et hors de l'école.

77. Dans sa résolution 1572 (XV), l'Assemblée générale envisageait aussi la possibilité d'un instrument international qui proclamerait les principes fondamentaux pertinents. A en juger par le rapport de l'UNESCO, celle-ci ne s'est pas prononcée de façon nette et claire à ce sujet. Cependant, de l'avis de la délégation roumaine, l'adoption d'une déclaration par l'Assemblée générale, qui est la plus haute instance internationale, est une mesure importante et urgente et un moyen de contribuer à la réalisation des fins énoncées dans la Charte.

78. La Roumanie a ce problème à cœur et continuera de contribuer à sa solution de manière concrète comme elle l'a fait jusqu'ici. A la seizième session de l'Assemblée générale, elle a présenté des suggestions concernant le contenu du projet de déclaration (E/3638, annexe IV). Le fait qu'un grand nombre de délégations à la Troisième Commission aient accueilli favorablement ses démarches et ses suggestions est encourageant. Quelles que soient les difficultés que présente l'élaboration d'une telle déclaration, il faut s'efforcer inlassablement de résoudre le problème que pose l'éducation de la prochaine génération de la manière la plus conforme aux intérêts et au désir de paix de tous les peuples.

79. M. ROMANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'élève contre l'allégation dénuée de tout fondement selon laquelle le représentant de l'Union soviétique aurait introduit un élément politique dans la discussion à la 1231^e séance. Il souligne que, en présentant son projet de résolution, la délégation de l'Union soviétique était animée du désir sincère de mobiliser tous les moyens qui peuvent contribuer au maintien et au renforcement de la paix. Quant aux objectifs de la politique extérieure de l'Union soviétique, nul n'ignore qu'elle vise constamment à assurer la paix à toutes les nations, quel que soit leur régime politique ou économique.

80. En ce qui concerne le texte du projet de résolution de l'Union soviétique, M. Romanov juge tout à fait acceptables les amendements du Royaume-Uni et de la France. La délégation de l'Union soviétique n'est pas obstinément attachée au libellé du projet de résolution mais à son idée fondamentale, à savoir que la jeunesse doit être élevée dans un esprit de paix et qu'il faut continuer à étudier la question.

81. Quant à la suggestion de renvoyer la question à l'UNESCO, M. Romanov rappelle que cette organisation l'a déjà examinée trois fois. Il ne voit donc pas de raison d'en confier une fois de plus l'étude à l'UNESCO. C'est pourquoi le projet de résolution de l'Union soviétique demande que la question soit étudiée par l'Assemblée générale, qui est l'instance internationale la plus élevée.

82. M. de SILVA (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) remercie toutes les délégations d'avoir exprimé leur satisfaction des efforts déployés par l'UNESCO dans la préparation de son rapport.

83. Il est particulièrement encourageant de voir le Conseil, à un moment où il est sollicité par les importants problèmes du développement économique, se préoccuper des aspects non matériels du progrès humain auxquels l'UNESCO consacre ses travaux.

84. A sa prochaine session, la Conférence générale de l'UNESCO étudiera le rapport et tirera grand profit des opinions exprimées au cours des débats du Conseil. Ainsi donc, les échanges entre l'ONU et l'UNESCO se poursuivront par l'intermédiaire du Conseil, dans l'esprit de l'Article 63 de la Charte.

85. Le PRÉSIDENT annonce la clôture du débat sur le point 15 de l'ordre du jour. Il invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution de l'Union soviétique (E/L.970), modifié par les amendements suivants, qui ont été acceptés par l'auteur : au paragraphe 1 du dispositif, après les mots « prend acte » ajouter les mots « avec satisfaction », et, au paragraphe 2 du dispositif, remplacer les mots « au paragraphe 4 du dispositif de »

par le mot « à » et supprimer les mots « et les propositions formulées ».

A l'unanimité, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement du développement économique

- a) Courant international des capitaux (E/3665)
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (E/3654 et Corr.1)

86. Le PRÉSIDENT rappelle que, conformément au plan d'organisation des travaux qui a été adopté par le Conseil à la 1209^e séance, le point 6 de l'ordre du jour devait d'abord être discuté en séance plénière puis renvoyé au Comité économique. Compte tenu des suggestions qui lui ont été faites par un certain nombre de délégations, il propose de renvoyer le point 6 directement au Comité économique.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 5.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 30 juillet 1962

à 11 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 23 de l'ordre du jour :

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 221

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Canada, Chine, Equateur, Espagne, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Mali, Pays-Bas, République centrafricaine, Suède, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Le représentant de l'institution spécialisée suivante : Organisation internationale du Travail.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/3637 et Corr.1 et Add.1)

En l'absence du Président, M. El-Farra (Jordanie), second vice-président, prend la présidence.

1. M. SCHNYDER (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), présentant son rapport annuel (E/3637 et Corr.1 et Add.1), signale l'heureux aboutissement des opérations de rapatriement des réfugiés d'Algérie qui se trouvaient au Maroc et en Tunisie, dans lequel il voit la meilleure illustration de l'utilité et de l'efficacité d'une action persévérante, exclusivement orientée vers des fins humanitaires. Entre le 10 mai et le 15 juillet 1962, 165 000 personnes ont regagné leurs foyers. En Algérie même, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge prépare actuellement les plans de l'assistance à donner aux rapatriés ainsi qu'aux populations nécessiteuses des régions frontalières où se réinstallent la grande majorité des réfugiés. M. Schnyder espère que l'appel qu'il a lancé aux gouvernements il y a un peu plus d'un mois, pour leur demander d'assurer le financement de l'ensemble de cette action humanitaire, trouvera l'écho souhaité.

2. Ce fait important mis à part, la période de mai 1961 à mai 1962, sur laquelle porte le rapport, a été caractérisée à la fois par la consolidation des tâches relatives aux

anciens réfugiés européens et par l'évolution parfois dramatique des nouveaux problèmes de réfugiés hors d'Europe.

3. Pour ce qui est des tâches relatives aux réfugiés européens, on a atteint le stade de la liquidation, et le problème peut désormais être qualifié de résiduel. Il s'agit maintenant de conduire à leur terme les grands projets d'aide entrepris il y a plusieurs années et de ramener le Haut Commissariat à sa mission essentielle, qui est la protection internationale, assortie, le cas échéant, d'une assistance complémentaire.

4. Hors d'Europe, l'attention du Haut Commissariat a été sollicitée par les nouveaux problèmes nés des nombreux bouleversements qui caractérisent l'époque actuelle : il est intervenu successivement au Congo (Léopoldville), en faveur des réfugiés de l'Angola, puis au Togo et de nouveau au Congo, pour les réfugiés du Rwanda, qui posaient également des problèmes au Tanganyika, en Ouganda et au Burundi. Tout récemment, enfin, l'opinion publique a été alertée par l'arrivée massive de réfugiés chinois à Hong-kong.

5. Au Congo, les quelque 150 000 réfugiés venus de l'Angola ont pratiquement cessé de constituer un problème dès que leur réinstallation a pu être assurée, conformément à la résolution 1671 (XVI) de l'Assemblée générale, grâce à l'action coordonnée du gouvernement, de l'Organisation des Nations Unies au Congo (ONUC), du Haut Commissariat, de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et des organisations bénévoles qui coopèrent avec elle. Au Togo, le Haut Commissaire a agi en vertu de ses attributions de « bons offices », en provoquant une action concertée destinée à faciliter l'installation des quelques milliers de réfugiés dans ce pays aux dimensions et aux ressources limitées : plus de 700 réfugiés ont déjà pu être réinstallés dans l'agriculture, 300 le seront incessamment, et des mesures sont prévues pour l'intégration rapide des autres dans divers secteurs de l'économie. Le Gouvernement du Tanganyika a été le premier à demander le concours du Haut Commissariat pour faire face aux besoins des 9 000 réfugiés du Rwanda; mais c'est dans la province du Kivu, au Congo, que ces réfugiés, au nombre de 60 000 environ, ont causé les plus graves préoccupations. Grâce au concours actif du gouvernement et des autorités locales, de l'ONUC, du FISE et des organisations bénévoles qui opéraient déjà dans cette région, une solution est maintenant en vue pour tous les réfugiés, au nombre d'environ 40 000, qui n'ont pu se réinstaller par leurs propres moyens. En Ouganda, où se trouvent 35 000 réfugiés du Rwanda, un programme gouvernemental doit, comme au Tanganyika, permettre à ces réfugiés de continuer à pratiquer l'élevage ou de s'intégrer dans un autre secteur de l'agriculture. La situation est plus critique au Burundi, qui ne peut absorber les 35 000

à 40 000 réfugiés du Rwanda qu'il héberge : à la suite de la visite d'un fonctionnaire du Haut Commissariat, le gouvernement a permis l'installation de 15 000 réfugiés et a sollicité à cette fin le concours de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge. D'autre part, des négociations menées avec le Gouvernement du Congo (Léopoldville) et celui du Tanganyika pour l'admission de 20 000 à 25 000 autres réfugiés sont en bonne voie. L'action entreprise dans ces pays n'a fait nullement obstacle à un éventuel retour volontaire des réfugiés dans leur pays. Les représentants du Haut Commissaire n'ont manqué, à aucune occasion, de faire valoir aux intéressés que leur intégration immédiate dans le pays d'accueil n'avait d'autre objet que de leur permettre de subvenir à leurs propres besoins et de sauvegarder ainsi leur dignité d'hommes et qu'elle n'écarterait en aucune manière leur rapatriement, présent ou futur; jusqu'à présent, cependant, aucun mouvement appréciable ne paraît s'être dessiné dans ce sens.

6. A Hong-kong, le récent afflux de réfugiés chinois n'a pas manqué de soulever des problèmes délicats, vu l'exiguïté de ce territoire. En application des résolutions sur les bons offices, et plus particulièrement de la résolution 1167 (XII), le Haut Commissaire reste en rapport avec les autorités compétentes du Royaume-Uni.

7. Il serait erroné de croire que l'évolution récente se solde uniquement par un simple transfert géographique des activités du Haut Commissariat d'un secteur dans un autre. D'une part, si les problèmes de réfugiés les plus graves ou les plus aigus légués par la seconde guerre mondiale sont en voie d'être réglés, les pays européens demeurent le terrain de prédilection pour l'exercice de cette fonction primordiale du Haut Commissaire qu'est la protection internationale. D'autre part, l'extension des activités d'assistance à d'autres régions du globe est allée de pair avec un changement plus profond intéressant les conceptions mêmes qui président aux interventions du Haut Commissariat et qui dépendaient jusqu'alors de critères strictement juridiques. L'une des innovations les plus importantes, au cours de l'année écoulée, a été la consécration, dans un contexte renouvelé et élargi, de la procédure des bons offices, érigée en base normale d'action par la résolution 1673 (XVI) de l'Assemblée générale. Désormais, lorsqu'il s'agit uniquement de donner une assistance matérielle urgente, le Haut Commissaire a la possibilité d'intervenir sur-le-champ sans avoir à déterminer avant toute chose si les réfugiés relèvent de son mandat ni à examiner les raisons pour lesquelles chacun d'eux a été amené à quitter son pays. Ainsi dissocié de la définition qu'en donne le mandat initial, le terme réfugié a pris une acception plus spécifiquement sociale. L'exacte compréhension du caractère fondamentalement humanitaire et apolitique de l'action du Haut Commissariat s'en est trouvée incontestablement facilitée, au point que cette action a pu, dans certains cas, bénéficier d'un appui quasi universel, y compris l'appui direct ou indirect du pays d'origine des réfugiés. Dans la mesure où l'une des tâches que s'est assignées le Haut Commissaire est précisément d'améliorer autant que possible, et dans la limite de ses prérogatives, la compréhension entre les peuples, un progrès significatif semble avoir été accompli.

8. En ce qui concerne l'installation des réfugiés relevant du mandat, la tâche qui reste à accomplir se trouve réduite à des dimensions telles que l'on peut envisager de la mener à son terme sans trop de peine, pour peu que soit assuré le financement du programme final approuvé par le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, à sa septième session (voir E/3637/Add.1, par.139). On concevrait mal que la communauté internationale relâche son effort au tout dernier instant et renonce délibérément à tirer tout le bénéfice moral et matériel des sacrifices considérables qu'elle a consentis au cours des années écoulées. Un ultime mouvement de solidarité s'impose pour en terminer avec ces problèmes résiduels. M. Schnyder aime à penser qu'une étape importante dans l'œuvre du Haut Commissariat pourra ainsi être franchie dans un proche avenir.

9. A mesure que les grands programmes d'assistance aux réfugiés relevant du mandat approchent de leur fin, la protection internationale reprend tout naturellement sa place dans l'ordre des préoccupations quotidiennes du Haut Commissariat. Toutefois, privée de tout soutien financier, elle perdrait une grande partie de son efficacité: il serait impossible, par exemple, de trouver une solution pour tous les cas de réfugiés handicapés si les gouvernements n'étaient pas disposés à participer, si modestement que ce soit, aux dépenses initiales de réinstallation sur place ou dans un autre pays. C'est à ce besoin, notamment, que répond le programme courant d'assistance complémentaire approuvé par le Comité exécutif (voir E/3637/Add.1, par.141). Ce programme n'a d'autre prétention que de compléter l'action des gouvernements ou des organisations privées, d'aider à la solution des cas les plus difficiles, et de prévenir, par une intervention rapide et appropriée, toute accumulation nouvelle de misères individuelles qui, à plus ou moins longue échéance, sont génératrices de problèmes graves.

10. Faire face aux problèmes à mesure qu'ils se posent, et de la manière la plus constructive, telle est aussi la règle que l'expérience a enseignée au Haut Commissariat en ce qui concerne les nouveaux réfugiés. Dans ce domaine — on l'a vu au Congo, par exemple — la rapidité est un gage du succès de l'action entreprise. Mais lorsque le Haut Commissaire est appelé à intervenir dans le cadre des bons offices, sa contribution majeure consiste à susciter les sympathies agissantes et à coordonner les efforts. C'est en alertant toutes les instances compétentes et en battant le rappel de toutes les bonnes volontés qu'il est parvenu, moyennant un effort financier minime de sa part, à aider les gouvernements intéressés à venir à bout des situations qui auraient pu devenir catastrophiques. L'objectif à atteindre est, chaque fois que cela est possible, de mettre les réfugiés en mesure de travailler et de subvenir sans délai à leurs propres besoins. Encore faut-il que le Haut Commissariat dispose des fonds nécessaires pour amorcer l'action qu'il s'efforce de provoquer, ou pour la soutenir au moment opportun. Le programme courant d'assistance complémentaire permettra aussi d'aider les nouveaux groupes de réfugiés. L'intervention du Haut Commissariat n'est du reste pas automatique: il faut qu'elle soit souhaitée par le gouvernement intéressé, qu'elle apparaisse comme possible et utile, et qu'elle soit justifiée par la nécessité d'un effort spécial et concerté de

la communauté internationale. Outre les 5,4 millions de dollars destinés à l'achèvement des grands projets d'assistance aux réfugiés relevant du mandat, le Comité exécutif a prévu une somme de 1,4 million de dollars au titre du programme d'assistance complémentaire pour l'année 1963. Cette somme donne une idée de l'effort qui pourrait être demandé à la communauté internationale, au cours des années à venir. Incontestablement modique, elle sera vraisemblablement suffisante pour empêcher le retour de situations analogues à celles qui ont provoqué la mise sur pied des grands programmes. Elle contribuera, d'autre part, à maintenir vivant l'esprit de solidarité internationale, mais ne saurait bien entendu permettre de faire face à des problèmes nouveaux et de plus vaste envergure qui, comme ce fut le cas pour les réfugiés d'Algérie, nécessiteraient des appels spéciaux à la communauté internationale.

11. Le rapport dont le Conseil est saisi revêt une importance toute particulière, en raison de la décision que l'Assemblée générale doit prendre au sujet de la prorogation du mandat du Haut Commissaire. S'il ne peut être en aucune manière question d'anticiper sur cette décision, M. Schnyder se propose de fournir à l'Assemblée générale certains éléments essentiels qui lui permettront de se prononcer en connaissance de cause, en se fondant non seulement sur les services que le Haut Commissariat a rendus dans le passé mais sur ceux qu'il serait en mesure de rendre, s'il plaisait à l'Assemblée générale de prolonger son existence. Dans le cas où le mandat serait prorogé, il y a tout lieu de penser d'autre part que la question de la composition du Comité exécutif serait réexaminée en vue de donner au Comité une assise plus large correspondant aux horizons également élargis de l'œuvre du Haut Commissariat.

12. Pour conclure, M. Schnyder redit aux membres du Conseil combien il espère en un effort ultime et vigoureux de la communauté internationale pour libérer le Haut Commissariat de ses préoccupations majeures actuelles et lui permettre de se consacrer pleinement aux nouvelles tâches qui le sollicitent.

M. Michalowski (Pologne) prend la présidence.

13. M. VANNI D'ARCHIRAFI (Italie) dit que le rapport sur la septième session du Comité exécutif, organe dont l'Italie fait partie, montre toute l'importance de l'œuvre accomplie par le Haut Commissariat. Pour sa part, le Gouvernement italien, tout en ayant à faire face à de graves problèmes de migrations intérieures, s'est efforcé de contribuer au développement du programme du Haut Commissaire. Mais, en tant que pays de premier asile, l'Italie supporte une charge très lourde : durant les six premiers mois de l'année 1962, elle a accueilli 1 542 réfugiés, ce qui ne représente qu'une diminution minime par rapport aux 1 793 réfugiés de la période correspondante de 1961. Si, pour certains pays, l'arrivée de réfugiés constitue un apport du point de vue économique, ce n'est pas le cas en Italie, où le problème que pose leur réinstallation définitive reste très grave. C'est pourquoi le Gouvernement italien souhaiterait que les pays de réinstallation adoptent des critères de sélection plus larges. Quant à lui, il s'attache à faciliter la solution du problème des réfugiés handicapés et il a pris

récemment à sa charge tous les frais de gestion de la communauté protégée établie près de Salerne, qui s'élèvent chaque année à quelque 90 millions de liras.

14. Sur le plan de la protection internationale, où il reste encore beaucoup à faire, le Gouvernement italien se soucie également de prendre les mesures qui s'imposent. Il a ratifié, en février 1962, la Convention de 1954 relative au statut des apatrides ; le dépôt des instruments de ratification auprès du Secrétaire général des Nations Unies est en cours, et les titres de voyage prévus par l'article 28 de la Convention seront distribués prochainement. En outre, le 16 juin 1962, des experts autrichiens et italiens se sont réunis à Rome et ont établi un projet d'accord pour faciliter la sélection des réfugiés. Cet accord entrera en vigueur 30 jours après l'échange de notes qui doit intervenir incessamment entre l'ambassade d'Italie à Vienne et le Ministère des affaires étrangères d'Autriche. Des accords analogues sont prévus avec l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Enfin, le Ministère du travail et de la prévoyance sociale étudie actuellement la possibilité d'élargir encore les mesures d'assistance et de sécurité sociale dont bénéficient les réfugiés en vertu de l'article 24 de la Convention de Genève, du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés.

15. Si les problèmes nouveaux élargissent sans cesse la tâche du Haut Commissariat et la rendent toujours plus difficile, l'amenant à reconsidérer toute ses méthodes de travail, il importe néanmoins qu'il continue, jusqu'à ce qu'il l'ait menée à bien, l'œuvre qu'il a entreprise en faveur des réfugiés d'Europe. Le dévouement et la constance du Haut Commissaire et de ses collaborateurs et les résultats remarquables qu'ils ont obtenus jusqu'ici inciteront sans nul doute tous les Etats Membres à faciliter leur tâche. C'est dans cet esprit que l'Italie a été heureuse de pouvoir fournir une contribution volontaire de 20 millions de liras en faveur des réfugiés d'Algérie en Tunisie et au Maroc.

16. M. REVOL (France) dit que la France, qui a toujours été et reste une terre d'élection pour les réfugiés et qui s'intéresse profondément aux problèmes concernant les réfugiés, tient avant tout à féliciter le Haut Commissaire de la compétence et du réalisme lucide avec lesquels il s'acquitte de sa mission. Il est réconfortant de constater que le nombre de réfugiés vivant dans des camps et de réfugiés non installés a diminué de moitié en un an, que le programme d'aide aux réfugiés handicapés hors des camps est en cours de réalisation et que les critères d'admission ne cessent de s'assouplir dans la plupart des régions : les gouvernements des pays de réinstallation définitive, notamment ceux de l'Australie et du Brésil, méritent d'être félicités pour leur politique en matière de réinstallation des réfugiés.

17. S'il est exact qu'il ne subsiste, dans le cadre de l'activité traditionnelle du Haut Commissariat, que des problèmes « résiduels », il serait faux de conclure que cet organisme pourrait disparaître à l'expiration de son mandat. En fait, comme tous les problèmes humains, ceux que posent les réfugiés ne sont jamais tout à fait résolus. Nul, malheureusement, n'est en mesure d'affirmer que toutes les tensions qui sont de nature à provoquer des exodes ont disparu ou disparaîtront prochainement.

Même s'il était possible de le croire, les tâches actuelles du Haut Commissaire n'en seraient pas terminées pour autant. Le Haut Commissaire devra, quoi qu'il arrive, continuer de veiller à la protection des réfugiés et notamment à leur protection juridique dans le cadre de la Convention de 1951, dont le champ d'application ne cesse de s'étendre puisqu'elle est maintenant ratifiée par 33 pays.

18. De plus en plus, cette protection devra constituer l'élément essentiel du mandat du Haut Commissaire; la délégation française estime que ce mandat devra être renouvelé à son expiration, le 31 décembre 1963. Certes, le Haut Commissariat devra réduire le volume de ses services permanents pour s'adapter à la situation créée par son propre succès; cependant, l'on devra veiller à préserver dans toute la mesure du possible sa structure et son équilibre actuel et éviter tout changement qui ne soit pas imposé par les faits dans une institution qui a fait ses preuves.

19. La délégation française a du reste une raison particulière de souhaiter la reconduction du mandat du Haut Commissaire, car c'est elle qui a pris l'initiative, à la Commission des droits de l'homme, de proposer que soit rédigée une déclaration sur le droit d'asile, initiative pour laquelle le Haut Commissaire a bien voulu marquer son intérêt. En effet, on ne saurait perdre de vue que les bénéficiaires du droit d'asile sont des réfugiés en puissance et que seule l'existence du Haut Commissariat peut leur offrir ce havre de sécurité que constitue le bénéfice éventuel du statut de réfugié.

20. Il est un aspect de l'action du Haut Commissariat qui n'est plus tout à fait nouveau mais dont l'actualité se précise chaque jour: les bons offices. La délégation française n'a cessé, dès l'origine, de formuler certaines réserves de principe à l'égard de cette forme d'action qui risque d'entraîner le Haut Commissariat sur un terrain délicat et, par suite, de nuire à la cause même des réfugiés. A la trente-deuxième session du Conseil (1173^e séance), en soulignant la nécessité d'exercer en cela beaucoup de prudence, le représentant de la France avait dit que l'action passée du Haut Commissaire donnait toute garantie sur ce point. Le bilan de l'année écoulée prouve que cette confiance était bien placée. Il n'en reste pas moins que la prudence, dont le Haut Commissaire lui-même s'est réclamé, est plus que jamais de rigueur. La fin de l'opération concernant les réfugiés d'Algérie montre que de telles situations ne doivent jamais être considérées comme définitives; M. Revol remercie le Haut Commissaire du tact dont il a fait preuve lors du retour de ces réfugiés.

21. M. FURLONGER (Australie) félicite le Haut Commissaire et ses collaborateurs pour les résultats impressionnants auxquels ils sont parvenus en 1961. Depuis 1945, l'Australie a admis sur son territoire 250 000 réfugiés — soit le cinquième du nombre total des réfugiés réinstallés — et en 1961 elle en a admis plus de 8 000, soit le tiers du nombre total des réfugiés dont l'émigration a eu lieu sous l'égide du Haut Commissariat et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes.

22. Les relations étroites qui se sont nouées de ce fait entre le Haut Commissariat et le Gouvernement australien ont permis à ce dernier d'apprécier avec quelle efficacité,

quel esprit humanitaire et réaliste à la fois, et quelle économie le Haut Commissariat s'acquitte de sa tâche; les dépenses envisagées pour 1963, par exemple, qui s'élèvent à 6,8 millions de dollars, sont modestes quand on considère l'ampleur du problème. L'année 1961 a été une année de progrès remarquables, même si on compare ces progrès aux bons résultats obtenus les années précédentes; 12 000 personnes ont été réinstallées, la population des camps a été réduite de moitié, et la fin de l'Opération d'Extrême-Orient est en vue. Des progrès notables ont aussi été réalisés en ce qui concerne les réfugiés handicapés. Les renseignements donnés dans le rapport justifient l'affirmation du Haut Commissaire selon laquelle le moment approche où le problème « classique » des réfugiés ne sera plus qu'un problème résiduel. Il reste, bien sûr, nécessaire de poursuivre l'action entreprise dans le domaine de la protection internationale.

23. Malheureusement, de nouveaux problèmes ont surgi, notamment en Afrique, qui ont réclamé l'intervention du Haut Commissaire au titre des bons offices. Dans ce cadre, le Haut Commissaire a déjà à son actif des réalisations considérables: 165 000 réfugiés algériens ont été rapatriés en à peine plus de deux mois. Des progrès sensibles ont aussi été réalisés pour régler les problèmes qui ont surgi dans d'autres parties de l'Afrique. Le Gouvernement australien a l'intention d'aborder dans un esprit favorable la question de la prorogation du mandat du Haut Commissaire lorsque l'Assemblée générale en sera saisie.

24. M. KOPCOK (Yougoslavie) dit qu'il ressort du rapport présenté par le Haut Commissaire que celui-ci, avec l'aide de la communauté internationale, a accompli avec succès, pendant la période considérée, nombre de tâches qui lui avaient été confiées. A cet égard, il convient de souligner l'unanimité qui existe au sujet de la nécessité de résoudre définitivement la question de l'installation des « anciens » réfugiés et d'orienter à l'avenir l'action du Haut Commissariat de telle sorte que son principal souci soit à nouveau la protection juridique des réfugiés.

25. L'une des réalisations les plus importantes de la période considérée a été le rapatriement des réfugiés d'Algérie qui se trouvaient en Tunisie et au Maroc. Le Gouvernement yougoslave a toujours suivi avec le plus vif intérêt la mise en œuvre de la résolution 1672 (XVI) de l'Assemblée générale et a lui-même, en trois fois, accordé à ces réfugiés une aide s'élevant au total à 150 millions de dinars au total, à quoi s'ajoute le produit de la collecte organisée en Yougoslavie pour les enfants d'Algérie. Récemment, en réponse à l'appel du Haut Commissaire, le Gouvernement yougoslave a fourni à l'intention de ces réfugiés 100 tentes pour 12 personnes et 20 000 mètres de tissu ainsi que 20 grandes tentes destinées à abriter des hôpitaux. D'autre part, la Croix-Rouge yougoslave a envoyé sur les lieux une équipe de médecins et d'infirmières. Cependant, le rapatriement des réfugiés, qui s'accomplit avec succès grâce aux efforts de toutes les organisations intéressées et de la communauté internationale, ne doit pas mettre fin à l'action du Haut Commissariat en Algérie. Au contraire, il faut aider le Gouvernement algérien à assurer la pleine réintégration de ces réfugiés, dont la plupart ont perdu leur foyer et sont démunis de toutes ressources.

26. L'apparition de nouvelles catégories de réfugiés — par exemple, les 150 000 personnes qui ont fui l'Angola devant la terreur et la répression — exigera de nouveaux efforts de la part de la communauté internationale et du Haut Commissariat, qui devra veiller à l'hébergement de ces réfugiés et leur fournir une aide directe jusqu'au moment où ils pourront retourner dans leur pays. Pour sa part, le Gouvernement yougoslave n'épargne aucun effort pour les réfugiés qui se trouvent en Yougoslavie. La question a été exposée au Comité exécutif du programme du Haut Commissaire lors de la septième session (voir E/3637/Add.1, par.32), et il a été suggéré alors que le Haut Commissariat examine avec les autorités yougoslaves compétentes la possibilité d'inclure la Yougoslavie dans les programmes du Haut Commissariat pour les quelques années à venir. M. Kopcok espère que cette suggestion sera prise en considération et que la communauté internationale contribuera à alléger la charge de la Yougoslavie dans ce domaine. En acceptant de recevoir des réfugiés sur leur territoire, la Belgique, les Etats-Unis et la France ont accéléré la fermeture du camp de Gérovo et aidé à la réinstallation des réfugiés albanais qui s'y trouvaient: la gratitude du Gouvernement yougoslave va aux gouvernements de ces pays ainsi qu'au Haut Commissaire. La visite que ce dernier a faite récemment en Yougoslavie a certainement contribué à la solution de certains des problèmes qui se posaient et lui a permis de mieux comprendre ceux qui se posent encore.

27. Conscient de la nécessité de résoudre au plus tôt le problème des réfugiés en général et fidèle à sa politique humanitaire, le Gouvernement yougoslave a pris une série de mesures pour permettre aux réfugiés yougoslaves à l'étranger de régulariser leur situation. La plus importante de ces mesures a été l'adoption récente d'une loi d'amnistie qui permet à tous ceux qui ont émigré pendant ou après la deuxième guerre mondiale de revenir en Yougoslavie s'ils le désirent et de jouir des droits appartenant aux citoyens yougoslaves. Ceux qui ont acquis une nationalité étrangère peuvent désormais visiter la Yougoslavie sans crainte d'être poursuivis pour les délits couverts par l'amnistie. Déjà de très nombreux Yougoslaves résidant à l'étranger ont soit exprimé le désir d'être rapatriés soit rendu visite à leurs familles. Le Gouvernement yougoslave compte que les mesures qu'il a prises rencontreront la pleine compréhension et recevront l'appui du Haut Commissaire ainsi que des gouvernements des pays où résident ces personnes.

28. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le territoire des Etats-Unis est depuis près de 200 ans un pays de refuge et d'installation. Les Etats-Unis doivent beaucoup aux réfugiés qui sont venus y refaire leur vie, et le pays est conscient de l'enrichissement qu'il a reçu d'eux sur les plans politique, économique et culturel. M. Kotschnig s'est personnellement occupé du problème des réfugiés dès 1925; il sait par expérience quelles difficultés mais aussi quelles satisfactions l'action dans ce domaine peut offrir. Il est réconfortant, en un temps où tant de problèmes internationaux semblent insolubles, d'assister au succès de l'action internationale menée en faveur des réfugiés et de voir les perspectives qu'elle

offre d'une vie nouvelle. M. Kotschnig félicite le Haut Commissaire et ses collaborateurs pour la façon exemplaire dont ils s'acquittent de leurs fonctions. Le programme exécuté au cours des deux années passées a été remarquablement réussi, et M. Kotschnig est heureux de noter que le problème des « anciens » réfugiés est maintenant presque entièrement résolu. Néanmoins, il faudra poursuivre l'action relative à la protection internationale, notamment pour veiller à ce que les réfugiés aient le droit de travailler et de retrouver ainsi une vie constructive dans leur nouveau pays de résidence.

29. M. Kotschnig a été très frappé de l'œuvre que le Haut Commissaire a accomplie en Afrique dans le cadre de sa mission de bons offices.

30. A la dix-septième session de l'Assemblée générale, le Gouvernement des Etats-Unis demandera la prorogation du mandat du Haut Commissaire. Cette prorogation devra porter sur une période assez longue pour que le Haut Commissaire puisse organiser soigneusement à l'avance et développer de manière efficace son action relative aux problèmes à long terme. Le Gouvernement des Etats-Unis est d'autant plus résolu à cette politique qu'il sait que le Haut Commissariat est dirigé par un homme éclairé et dévoué, profondément fidèle aux traditions humanitaires de son pays.

31. Mlle NASSER (Jordanie) rend hommage à l'œuvre remarquable du Haut Commissaire et de ses collaborateurs, et en particulier aux mesures rapides et efficaces qu'il a prises en collaboration avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge pour rapatrier les réfugiés d'Algérie. Elle espère, comme le représentant de la France, que le problème des réfugiés sera résolu une fois pour toutes et qu'il ne se posera plus jamais.

32. Sir Samuel HOARE (Royaume-Uni) remercie le Haut Commissaire de sa déclaration, qui complète le rapport de façon intéressante. Il est réconfortant d'apprendre que l'un des principaux aspects d'une œuvre qui n'a été que trop étendue dans l'espace et dans le temps aura bientôt un terme heureux et que la solution complète du problème des « anciens » réfugiés européens est en vue. Ce succès est dû non seulement au bon travail des fonctionnaires du Haut Commissariat, mais aussi aux fonds recueillis pendant l'Année mondiale du réfugié, entreprise dont l'idée a pris naissance au Royaume-Uni et à laquelle ce pays a apporté une contribution importante.

33. Sir Samuel a été fort impressionné par l'ampleur et le succès de l'action entreprise en 1961, en particulier en faveur des réfugiés d'Algérie, action à laquelle ont contribué le Gouvernement du Royaume-Uni et la Société de la Croix-Rouge britannique.

34. Le Haut Commissaire et ses collaborateurs ont donné de nombreuses preuves de ces qualités de persévérance, d'habileté, de tact et d'énergie qu'avaient montrées leurs prédécesseurs.

35. M^{me} KASTALSKAÏA (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne qu'il ressort du rapport que la grande masse des réfugiés relevant du mandat du Haut Commissaire est venue, ces deux dernières années, de pays africains. C'étaient des réfugiés au plein sens du

mot. Ils fuyaient la persécution dont ils étaient victimes parce qu'ils avaient participé à des mouvements de libération nationale. Cela est particulièrement vrai des réfugiés venus de l'Angola et de l'Afrique du Sud. Il est grand temps que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale) soit appliquée. D'ici là, les Nations Unies et le Haut Commissaire pour les réfugiés doivent continuer leur œuvre d'assistance auprès de ces réfugiés, œuvre à laquelle l'Union soviétique participe.

36. Le Haut Commissaire ayant mentionné dans sa déclaration les prétendus réfugiés chinois, la délégation soviétique estime de son devoir de souligner une fois de plus que ces personnes ne sont pas des réfugiés, mais des travailleurs qui voyagent pour chercher un emploi à la suite des difficultés économiques temporaires que connaît la Chine après deux mauvaises récoltes. En fait, ces personnes sont dans la même situation que les ressortissants italiens, par exemple, qui vont chercher du travail à l'étranger; ils ne relèvent donc pas de la compétence du Haut Commissaire. Ils retourneront certainement chez eux dès que la situation alimentaire se sera améliorée. A la connaissance de M^{me} Kastalskaïa, la Chine ne met

aucune restriction à la circulation des ressortissants chinois qui se rendent à Hong-kong ou au Népal ou qui en reviennent.

37. M. MELLER-CONRAD (Pologne) rappelle que la délégation polonaise a déjà, à maintes reprises, exposé la position de son gouvernement en ce qui concerne les activités du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Il se bornera donc, pour sa part à rappeler les réserves exprimées à ces occasions; ces réserves ne visent en aucune manière la personne du Haut Commissaire, que la délégation polonaise tient à féliciter et à remercier pour l'œuvre accomplie en faveur d'un si grand nombre de réfugiés.

38. Le PRÉSIDENT prononce la clôture du débat sur le point 23 de l'ordre du jour. En l'absence d'un projet de résolution, il propose que, comme les années précédentes, le Conseil adopte une résolution dans laquelle il prendrait acte du rapport du Haut Commissaire.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 45.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 2 août 1962

à 11 heures

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Pouvoirs des représentants	227
Point 17 de l'ordre du jour :	
Réforme agraire et développement rural	
Rapport du Comité économique (<i>reprise des débats de la 1230^e séance et fin</i>)	227
Point 13 de l'ordre du jour :	
Programmes de coopération technique	
a) Programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies	
b) Programme élargi	
c) Emploi de travailleurs bénévoles pour les programmes opérationnels de l'Organisation des Nations Unies et des institutions apparentées destiné à faciliter le développement économique et social des pays en voie de développement	
d) Coordination des activités d'assistance technique	
e) Participation de l'Union postale universelle au Programme élargi d'assistance technique	
Rapport du Comité de l'assistance technique	227
Point 16 de l'ordre du jour :	
Rapport de la Commission des questions sociales	
Rapport du Comité social	228
Point 3 de l'ordre du jour :	
Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (<i>reprise des débats de la 1225^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité de coordination	228
Point 14 de l'ordre du jour :	
Questions relatives à la science et à la technique	
a) Tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, diffusion des connaissances scientifiques et application de ces connaissances à des fins pacifiques	
b) Coordination des résultats de la recherche scientifique	
c) Collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique	
d) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	
Rapport du Comité de coordination	229

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Belgique, Indonésie, Irak, Mali, République centrafricaine, Roumanie, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Organisation météorologique mondiale.

Pouvoirs des représentants

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le rapport du Président et des Vice-Présidents sur les pouvoirs des représentants à la trente-quatrième session du Conseil (E/3685).

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Réforme agraire et développement rural

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3679)

(*reprise des débats de la 1230^e séance et fin*)

2. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) précise que, lors du vote sur le projet de résolution contenu au paragraphe 7 du rapport du Comité économique (E/3679), à la 1230^e séance, l'absence de la délégation soviétique ne concernait que le paragraphe 3 du dispositif; cette délégation est favorable à l'ensemble de la résolution.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes de coopération technique

- a) Programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies
- b) Programme élargi
- c) Emploi de travailleurs bénévoles pour les programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions apparentées destiné à faciliter le développement économique et social des pays en voie de développement
- d) Coordination des activités d'assistance technique
- e) Participation de l'Union postale universelle au Programme élargi d'assistance technique

RAPPORT DU COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (E/3680)

3. Le PRÉSIDENT mettra successivement aux voix les projets de résolutions contenus dans les annexes I, II et

IV à VIII du rapport du Comité de l'assistance technique (E/3680).

ANNEXE I. RAPPORT ANNUEL DU BUREAU DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AU COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

4. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les mots « avec satisfaction », qui figurent dans le projet de résolution, ne peuvent être acceptés qu'avec certaines réserves. La façon dont le BAT utilise les services des experts soviétiques n'est pas du tout satisfaisante. Comme l'a souvent fait remarquer la délégation de l'Union soviétique, il semble qu'il y ait un préjugé contre ces experts et contre ceux des autres pays socialistes. Sous le rapport des compétences, les hommes de science et techniciens soviétiques peuvent rivaliser avec ceux de n'importe quel autre pays, mais les institutions qui utilisent les fonds d'assistance technique fondent leur choix sur des critères arbitraires sans tenir compte de la valeur des candidats; elles adoptent, à l'égard de toute cette question, un point de vue bureaucratique contre lequel s'élève la délégation soviétique.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

ANNEXE II. TENDANCES DES PROGRAMMES DE COOPÉRATION TECHNIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

ANNEXE IV. RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

ANNEXES V ET VI. RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DES HUIT CRÉÉ EN VERTU DE LA RÉOLUTION 851 (XXXII) DU CONSEIL

A l'unanimité, le projet de résolution reproduit à l'annexe V est adopté.

A l'unanimité, le projet de résolution reproduit à l'annexe VI est adopté.

ANNEXE VII. AMENDEMENTS AUX RÈGLES RÉGISSANT L'APPLICATION DU SYSTÈME DE PROGRAMMATION PAR PROJET EN 1963-1964

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

ANNEXE VIII. PARTICIPATION DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE AU PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

5. M. DAS GUPTA (Union postale universelle) remercie le Conseil au nom de l'UPU d'avoir réservé un accueil favorable à sa demande de participation au Programme élargi d'assistance technique. L'UPU mettra tout en œuvre pour justifier la confiance du Conseil.

POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des questions sociales (E/3636/Rev.1)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3684)

6. Le PRÉSIDENT met aux voix successivement les projets de résolutions I à V contenus dans le rapport du Comité social (E/3684).

I. RAPPORT DE LA COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES
A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

II. PLANIFICATION D'UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ÉQUILIBRÉ

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

III. HABITATION ET DÉVELOPPEMENT URBAIN : CRÉATION D'UN COMITÉ DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL CHARGÉ DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

Par 14 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté.

IV. SERVICES SOCIAUX ET PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT EN CE QUI CONCERNE SPÉCIALEMENT LA PROTECTION DE LA FAMILLE, DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

V. RENFORCEMENT DE L'ACTION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE SOCIAL

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

7. Le Dr SACKS (Organisation mondiale de la santé) dit que le Directeur général de l'OMS a suivi avec la plus grande attention les débats du Comité social sur le projet de résolution concernant le renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine social. L'OMS prend une part active à un certain nombre de programmes sociaux qu'il faudra développer pour faire face aux besoins. La résolution que le Conseil vient d'adopter à ce sujet sera examinée par le Conseil exécutif, conformément à l'Article 62 de la Charte des Nations Unies et à l'Accord entre l'ONU et l'OMS.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (*reprise des débats de la 1225^e séance et fin*)

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3686)

8. Le PRÉSIDENT met aux voix successivement les projets de résolutions A à F contenus dans le rapport du Comité de coordination (E/3686).

A. DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

B. ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

C. ADMINISTRATION PUBLIQUE ET ENVOI DE PERSONNEL D'EXÉCUTION, DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

D. RAPPORTS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

E. ÉVALUATION DES PROGRAMMES

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

F. CONCENTRATION DES ACTIVITÉS, ÉTABLISSEMENT D'UN CALENDRIER PLUS RATIONNEL DES CONFÉRENCES ET COORDINATION DES MISSIONS D'ENQUÊTE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

9. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis croit comprendre que les conclusions du Comité de coordination contenues au paragraphe 7 du rapport, qui ont fait l'objet d'une discussion approfondie et d'un vote au Comité, seront jointes en annexe aux résolutions du Conseil dans le texte imprimé.

10. Le PRÉSIDENT confirme qu'il en sera bien ainsi.

11. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, au cours des trois dernières années, le Comité de coordination a élaboré d'innombrables projets de résolutions, dont beaucoup sont vides de sens, incompréhensibles, ou même véritablement nuisibles, et dont certains portent sur des questions qui ne figuraient même pas à l'ordre du jour du Conseil. Le Comité a également examiné des questions qui ne sont pas de sa compétence. Les délégations n'arrivent pas à assimiler l'énorme masse de documents que produit le Comité et ce dernier lui-même n'y parvient pas non plus et, à propos du point 4, propose, ce qui est pour le moins surprenant, de créer un comité spécial de coordination (voir E/3687). On ne semble pas s'inquiéter de ce que les activités injustifiables du Comité entraînent une dispersion des efforts du Conseil et un gaspillage de ses ressources, au détriment de l'aide pratique que l'on pourrait fournir à des pays qui en ont grand besoin.

12. Pour assurer la coordination nécessaire, le moyen le plus simple, le moins onéreux et le plus efficace serait de constituer à chaque session un comité spécial chargé d'examiner les problèmes de coordination que pourraient poser les décisions déjà prises par le Conseil. Ce comité spécial ne devrait pas être habilité à élaborer et adopter des projets de résolutions. Naturellement, l'actuel Comité de coordination devrait être supprimé.

13. M. Arkadev espère que le Président transmettra ses observations au Secrétaire général. La délégation de l'Union soviétique soulèvera d'ailleurs elle-même la question devant l'Assemblée générale.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives à la science et à la technique

- a) Tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, diffusion des connaissances scientifiques et application de ces connaissances à des fins pacifiques
- b) Coordination des résultats de la recherche scientifique (E/3618)
- c) Collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique (E/3617 et Add.1)
- d) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (E/3645, E/3662)

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3689)

14. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de coordination sur les questions relatives à la science et à la technique (E/3689).

15. De l'avis de M. WALKER (Australie), bien que les membres du Conseil puissent s'inquiéter du temps consacré à des questions scientifiques et techniques qu'ils ne sont pas toujours en mesure de discuter, et que certaines institutions spécialisées soient directement chargées de tâches précises dans le domaine scientifique, l'UNESCO en particulier ayant la responsabilité générale de la coordination dans ce domaine, le progrès scientifique a de si fortes répercussions sur les conditions économiques et sociales qu'il appartient au Conseil de régler certains problèmes de coordination et de politique générale.

16. C'est à la suggestion de M. Casey, Ministre des affaires étrangères d'Australie, qui s'intéresse lui-même très vivement à toutes les questions scientifiques, que l'Assemblée générale a demandé, lors de sa treizième session, qu'une étude soit faite sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles et sur l'application des connaissances scientifiques à des fins pacifiques [résolution 1260 XIII]. Pour donner suite à cette demande, une étude remarquable a été préparée par le professeur Pierre Auger¹, qui continuera sans aucun doute d'exercer une certaine influence sur l'orientation future des travaux. Il est encourageant de constater que cette étude a été déjà largement diffusée et sera prochainement publiée en russe et en japonais. Pour que l'on puisse tirer tout le parti possible de cette étude et qu'elle serve de point de départ à de nouveaux progrès, la délégation de l'Australie s'est jointe à celles de la France et de l'Italie pour présenter le projet de résolution qui a été adopté par le Comité de coordination (E/3689, projet de résolution A).

17. La délégation australienne est aussi l'un des auteurs du projet de résolution relatif à la collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique, qui a été adopté à l'unanimité par le Comité de coordination (projet de résolution C). M. Walker s'associe aux observations présentées au Comité au sujet de la nécessité d'étudier de façon continue l'origine des séismes de manière à améliorer les méthodes de protection. A ce propos, il exprime ses sentiments de profonde sympathie au représentant de la Colombie, dont le pays vient d'être le théâtre d'un tremblement de terre aux conséquences tragiques.

18. Le représentant de l'Australie souligne la qualité des rapports établis par l'UIT (E/3645) et l'OMM (E/3662) au sujet de la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique; il attend avec un vif intérêt les rapports qui suivront sur cette question importante. Le Gouvernement australien continuera à prêter son concours pour tout ce qui sera entrepris dans ce domaine.

19. On travaille actuellement en Australie à la préparation d'une centaine de mémoires sur des questions scientifiques, qui seront soumis à la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, qui doit se

¹ *Tendances actuelles de la recherche scientifique*, étude publiée par l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO en 1961 et transmise au Conseil, à sa trente-deuxième session, sous la cote E/3362/Rev.1.

tenir à Genève en 1963 et à laquelle le Gouvernement australien attache une grande importance.

20. M. DUPRAZ (France) dit que la délégation de la France appuie chaleureusement les projets de résolutions contenus dans le rapport du Comité de coordination. Si, au cours des dernières années, la recherche scientifique a connu un développement prodigieux, la diffusion de renseignements sur les travaux accomplis n'a pas été de pair avec lui, d'où l'utilité considérable des rapports établis par les institutions spécialisées. A cet égard, il est regrettable que le rapport de l'UNESCO sur l'organisation et le fonctionnement des services de résumés analytiques dans les différentes disciplines scientifiques et techniques (E/3618) ait été distribué tardivement et dans une seule langue de travail; il faut espérer que les experts auront la possibilité de l'étudier et de formuler les recommandations nécessaires. Le rapport sur la collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique (E/3617 et Add.1) a été l'objet d'éloges mérités; la France déplore profondément que le récent séisme qui a frappé la Colombie ait cruellement confirmé la nécessité de telles recherches. Les rapports de l'UIT et de l'OMM sur la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ont sans aucun doute une grande valeur, et la délégation française regrette que ses experts ne les aient pas reçus en temps utile pour pouvoir les étudier avant la trente-quatrième session du Conseil.

21. M. Dupraz remercie les délégations de l'Australie et de l'Italie de s'être jointes à la délégation française pour présenter le projet de résolution sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, la diffusion des connaissances scientifiques et l'application de ces connaissances à des fins pacifiques, et il espère que l'adoption de ce texte attirera l'attention des gouvernements et des organisations internationales sur la responsabilité qu'ils ont de mettre la recherche scientifique au service de la paix, du progrès économique et de la justice sociale. Dès 1946, la France avait provoqué, au Conseil économique et social, un débat sur la nécessité de mener certaines recherches essentielles au niveau international. Depuis lors, le problème des institutions internationales de recherche s'est posé et a commencé à être résolu. Bien entendu, l'UNESCO a joué, dans ce domaine, un rôle décisif; les réalisations auxquelles elle a contribué avec d'autres institutions — création de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire et du Centre international de calcul, dans les domaines comme l'astronomie, la météorologie, l'océanographie, la biologie cellulaire, etc. — montrent que les gouvernements s'intéressent de plus en plus à une recherche scientifique, non plus compartimentée par les frontières nationales, mais mise au service de l'humanité tout entière. On a donc des raisons d'espérer que la concurrence des prestiges, source de doubles emplois stériles et d'un gaspillage de ressources intellectuelles et matérielles, sera un jour remplacée par une ardente coopération orientée vers la paix et le progrès humain.

22. Dans un avenir plus rapproché, la délégation française souhaiterait que des efforts plus soutenus soient

déployés dans le domaine des sciences sociales et humaines. En outre, elle estime qu'il serait bon que les institutions spécialisées envisagent d'accorder une aide plus libérale aux instituts nationaux de recherche, et notamment à ceux des petits pays dont les ressources sont insuffisantes.

23. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) exprime au représentant de la Colombie la sympathie de la délégation de l'Union soviétique, à l'occasion des récents tremblements de terre qui ont causé tant de victimes et de dégâts.

24. La délégation de l'Union soviétique se propose de voter le projet de résolution relatif à la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, mais elle se réserve le droit d'expliquer plus en détail à la dix-septième session de l'Assemblée générale son attitude à l'égard des problèmes abordés dans ce texte.

25. M. LEGGESE (Ethiopie) exprime lui aussi ses sentiments de sympathie au représentant de la Colombie. Le tremblement de terre dont l'Ethiopie a été récemment le théâtre, et qui a pris entièrement au dépourvu les autorités de ce pays, a confirmé une fois de plus la nécessité de la collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique.

26. Le Gouvernement éthiopien participera à la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées.

27. M. GONZALEZ (Colombie) remercie les membres du Conseil des témoignages de sympathie et de regret qu'ils ont adressés à la délégation de la Colombie à l'occasion de la catastrophe qui a récemment frappé son pays.

28. Le PRÉSIDENT met aux voix l'un après l'autre les projets de résolutions A à D contenus dans le rapport du Comité de coordination (E/3689).

A. TENDANCES PRINCIPALES DE LA RECHERCHE DANS LE DOMAINE DES SCIENCES EXACTES ET NATURELLES, DIFFUSION DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET APPLICATION DE CES CONNAISSANCES À DES FINS PACIFIQUES

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

B. COORDINATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

C. COLLABORATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE SISMOLOGIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

D. COOPÉRATION INTERNATIONALE TOUCHANT LES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 12 h 10.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

1236^e séance
(Séance d'ajournement)Vendredi 3 août 1962
à 10 heures

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Pages
Point 22 de l'ordre du jour :	
Contrôle international des stupéfiants (<i>reprise des débats de la 1220^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité social	231
Point 28 de l'ordre du jour :	
Elections	
Election de huit membres du Comité central permanent de l'opium	232
Point 10 de l'ordre du jour :	
Rapports des commissions économiques régionales (<i>reprise des débats de la 1213^e séance et fin</i>)	232
Point 25 de l'ordre du jour :	
Calendrier des conférences pour 1963	232
Point 8 de l'ordre du jour :	
Problèmes internationaux relatifs aux produits de base	
Rapport du Comité économique	232
Point 4 de l'ordre du jour :	
Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>reprise des débats de la 1219^e séance et fin</i>)	
Rapports du Comité économique et du Comité de coordination	233
Point 6 de l'ordre du jour :	
Financement du développement économique	
a) Courant international des capitaux	
b) Fonds d'équipement des Nations Unies (<i>reprise des débats de la 1233^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité économique	234
Point 2 de l'ordre du jour :	
Tendances économiques mondiales (<i>reprise des débats de la 1229^e séance et fin</i>)	
Rapport du Comité économique	234
Point 26 de l'ordre du jour :	
Incidences financières des décisions du Conseil	234
Point 27 de l'ordre du jour :	
Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale	236
Ajournement de la session	237

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Belgique, Chili, Chine, Espagne, Indonésie, Irak, Israël, Liban, Mali, Nouvelle-Zélande, République centrafricaine, Roumanie, Soudan, Suède.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Contrôle international des stupéfiants (E/3648; E/OB/17 et Add.)
(*reprise des débats de la 1220^e séance et fin*)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/3692)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions A à G qui figurent au paragraphe 6 du rapport du Comité social (E/3692). Il fait remarquer que le projet de résolution F a un rapport avec les élections au Comité central permanent de l'opium.

A et B. RAPPORT DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS

A l'unanimité, le projet de résolution A est adopté.
A l'unanimité, le projet de résolution B est adopté.

C et D. CONVENTION UNIQUE DE 1961 SUR LES STUPÉFIANTS

C. RATIFICATION ET ADHÉSION

Par 15 voix contre une, avec une abstention, le projet de résolution C est adopté.

D. DISPOSITIONS EN VUE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR

Par 14 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution D est adopté.

E. COOPÉRATION TECHNIQUE POUR LA LUTTE CONTRE L'ABUS DES STUPÉFIANTS : COORDINATION RÉGIONALE EN AMÉRIQUE LATINE

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution E est adopté.

F. INVITATION ADRESSÉE AUX ORGANISMES HABILITÉS A DÉSIGNER LES MEMBRES DE L'ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS POUR LEUR DEMANDER DE DÉSIGNER DES PERSONNES QUI FONT ÉGALEMENT PARTIE DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM

A l'unanimité, le projet de résolution F est adopté.

G. RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM

A l'unanimité, le projet de résolution G est adopté.

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections

ELECTION DE HUIT MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL
PERMANENT DE L'OPIMUM
(E/3583 et Add.1 à 5, E/3641, E/3692; E/L.959)

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à élire huit membres du Comité central permanent de l'opium (CCPO). Les candidatures sont indiquées dans les additifs à la note du Secrétaire général (E/3583/Add.1 à 5); les membres du Conseil tiendront compte des recommandations formulées, au paragraphe 5 de son rapport (E/3641), par le Comité chargé d'examiner les candidatures au CCPO.

3. Conformément à l'article 67 du règlement intérieur, le vote aura lieu au scrutin secret. Le Conseil pourrait suivre la procédure suggérée par le Secrétaire général au paragraphe 4 du document de travail E/L.959 et commencer par élire deux des trois candidats proposés par l'OMS (E/3583/Add.5); il choisirait ensuite les six membres restants parmi les candidats présentés par les Etats-Membres.

Il en est ainsi décidé.

A la demande du Président, M. Zaman (Inde) et M. Zadotti (Italie) assument les fonctions de scrutateurs:

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10
Nombre de voix obtenues:	

M. Parreiras (Brésil)	18
M. Joachimoglu (Grèce)	10
M. Bidyabhed (Thaïlande).	7

Ayant obtenu la majorité requise, M. Parreiras (Brésil) et M. Joachimoglu (Grèce) sont élus membres du Comité central permanent de l'opium.

4. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à procéder à l'élection des six autres membres.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

La séance est suspendue à 10 h 25; elle reprend à 11 heures.

5. Le PRÉSIDENT annonce les résultats suivants:

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10
Nombre de voix obtenues:	

M. Krishnamoorthy (Inde)	18
M. Reuter (France)	15
M. Kusevic (Yougoslavie)	15
M. Steinig (Etats-Unis d'Amérique)	14
Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	14
M. Ismaïl Chehab (République arabe unie)	9
M. di Mattei (Italie)	5
M. Osho (Nigeria)	4
U Kyin (Birmanie)	3
M. Carranza (Pérou)	3
M. Krook (Suède)	2

M. Sedat Tavat (Turquie)	2
M. Wignjodisastro (Indonésie)	1
M. Eze-Chuku (Nigeria)	1
M. May (Etats-Unis d'Amérique)	1

Ayant obtenu la majorité requise, Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni) M. Krishnamoorthy (Inde), M. Kusevic (Yougoslavie), M. Reuter (France) et M. Steinig (Etats-Unis d'Amérique) sont élus membres du Comité central permanent de l'opium.

6. Le PRÉSIDENT fait savoir qu'un deuxième tour de scrutin est nécessaire pour élire le sixième membre.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés	18
Bulletins valables	18
Majorité requise	10

Nombre de voix obtenues:

M. Ismaïl Chehab (République arabe unie)	12
M. di Mattei (Italie)	6

Ayant obtenu la majorité requise, M. Ismaïl Chehab (République arabe unie) est élu membre du Comité central permanent de l'opium.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des Commissions économiques régionales
(E/3586; E/L.953 et Corr.1, E/L.971, E/L.972)
(reprise des débats de la 1213^e séance et fin)

7. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à la 1213^e séance le Conseil avait différé la décision sur les projets de résolutions I, III et IV contenus dans le rapport de la CEA (E/3586, quatrième partie). Compte tenu des vues dont lui ont fait part bon nombre de délégations, il propose que le Conseil renvoie la fin de l'examen du point 10 à la reprise de sa trente-quatrième session.

Il en est ainsi décidé.

POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR

Calendrier des conférences pour 1963 (E/3693)

8. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur le projet de calendrier des conférences pour 1963 (E/3693) que le Comité intérimaire du calendrier des conférences recommande au Conseil d'adopter.

Le projet de calendrier des conférences pour 1963 est adopté.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3681 et Corr.2)

9. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution qui figure au paragraphe 6 du rapport du Comité économique (E/3681 et Corr.2).

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement
(reprise des débats de la 1219^e séance et fin)

RAPPORTS DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET DU COMITÉ DE COORDINATION (E/3687, E/3688)

10. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner les projets de résolutions A à D qui sont joints au rapport du Comité économique (E/3688).

11. M. PASTORI (Uruguay) note au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution B, relatif à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, que les experts représentants devront être désignés en novembre 1962, mais qu'ils ne se réuniront qu'au printemps de 1963. Dans ces conditions, et la composition du Conseil devant être modifiée dès le début de 1963, il lui semble que les nouveaux membres du Conseil auront le droit de se faire représenter au Comité préparatoire.

12. M. KOPCOK (Yougoslavie) estime que la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est du plus grand intérêt pour tous les pays en voie de développement, qui ont pâti, au cours des dernières années, des tendances défavorables du commerce international. La création de groupements économiques régionaux ou sous-régionaux complique encore la situation de ces pays en entravant la mise en œuvre de leurs programmes de développement économique. C'est pourquoi les pays en voie de développement ont recommandé, tant à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade en 1961, qu'à la seizième session de l'Assemblée générale et à la Conférence du développement économique, récemment tenue au Caire, la convocation d'une conférence des Nations Unies pour l'examen du problème et la mise au point de solutions propres à assurer un développement économique accéléré de ces pays. Etant donné que le projet de résolution a été adopté à l'unanimité par le Comité économique, on peut escompter que les préparatifs nécessaires seront achevés à temps pour que le succès de la Conférence soit assuré.

13. Par esprit de coopération, les auteurs du projet de résolution ont révisé leur texte pour le rendre acceptable à tous les membres du Conseil; le texte initial du premier paragraphe du dispositif en particulier n'a pas été maintenu intégralement. Néanmoins, les auteurs restent persuadés de la nécessité de convoquer la Conférence en 1963.

14. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) relève que les deux dernières interventions ont introduit dans le débat un élément de confusion. La date à laquelle se réunira la Conférence sera déterminée ultérieurement et en fonction des circonstances; les préparatifs seront peut-être plus longs qu'on ne le pense. Quant à la déclaration du représentant de l'Uruguay, M. Klutznick estime pour sa part que les auteurs du projet de résolution, ayant à choisir entre un Comité préparatoire dont la composition serait renouvelée et un Comité préparatoire à composition fixe, ont opté en faveur de la deuxième formule et décidé de fixer à 18 le nombre des membres de cet organisme. Il est dit au paragraphe 2 du dispositif du

projet de résolution que les membres du Comité préparatoire seraient désignés au plus tard en novembre 1962, cette date ayant été choisie pour permettre au Comité d'entreprendre ses travaux avant le début du printemps. La délégation des Etats-Unis est résolument opposée à l'idée de renouveler la composition du Comité préparatoire, estimant que ce dernier, une fois qu'il aura été créé, devra poursuivre ses travaux avec les mêmes membres jusqu'à l'ouverture de la Conférence.

15. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense que tous les membres du Conseil conviendront que celui-ci a pris une décision constructive au sujet d'un problème international qui revêt une importance primordiale pour les pays en voie de développement. La délégation de l'Union soviétique est convaincue qu'en raison de l'urgence du problème, la Conférence devrait se tenir en 1963. M. Arkadev espère que la déclaration que vient de faire le représentant de la Yougoslavie sera considérée avec toute l'attention qu'elle mérite.

16. Le PRÉSIDENT met aux voix successivement les projets de résolutions A à D, qui sont joints au rapport du Comité économique (E/3688).

A. DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

17. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que les paragraphes 6, 7 et 9 du dispositif, pris ensemble, fassent l'objet d'un vote distinct.

Par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions, les paragraphes 6, 7 et 9 du dispositif sont adoptés.

A l'unanimité, l'ensemble du projet de résolution A est adopté.

B. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

A l'unanimité, le projet de résolution B est adopté.

C. DISPOSITIONS VISANT À SAUVEGARDER ET PROMOUVOIR LA CAUSE DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS

A l'unanimité, le projet de résolution C est adopté.

D. GROUPES D'EXPERTS DES PROBLÈMES RELATIFS AUX PRODUITS DE BASE ET AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX INTÉRESSANT LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Par 16 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution D est adopté.

18. M. DUPRAZ (France) indique que la délégation française a voté pour les paragraphes 6, 7 et 9 du projet de résolution A parce qu'elle veut appuyer les recommandations qui y sont adressées aux Etats Membres. Elle estime cependant que le caractère volontaire des contributions envisagées doit être maintenu.

19. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de coordination (E/3687).

20. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne croit pas devoir rappeler les vues de la délégation soviétique touchant le Comité de coordination; il les a suffisamment exposées à la 1235^e séance. Les

travaux de ce comité se soldent par un gaspillage de temps, d'efforts et d'argent.

21. M. VALLADÃO (Brésil), se référant aux observations que le représentant de l'URSS a faites à la 1235^e séance au sujet de la prolifération des travaux du Conseil, rappelle que la délégation brésilienne a toujours souligné qu'il fallait éviter de prendre des décisions faisant double emploi avec des mesures antérieures. Il conviendrait de faire le point en ce qui concerne les dispositions déjà prises, avant de s'engager dans de nouvelles initiatives qui demandent du temps et des ressources.

22. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution concernant la création d'un Comité spécial de coordination en vue, particulièrement, de la Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3687, par. 7).

Par 15 voix contre 2, le projet de résolution est adopté.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement du développement économique

a) Courant international des capitaux

b) Fonds d'équipement des Nations Unies

(reprise des débats de la 1233^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3690)

23. Le PRÉSIDENT met aux voix successivement les projets de résolutions A à C qui figurent en annexe au rapport du Comité économique (E/3690).

A. FONDS D'ÉQUIPEMENT DES NATIONS UNIES

24. M. UNWIN (Royaume-Uni) demande que le paragraphe 2 du dispositif soit mis aux voix séparément.

Par 11 voix contre 4, avec 2 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif est adopté.

Par 11 voix contre zéro, avec 6 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A est adopté.

B. MOYENS D'AUGMENTER LE COURANT DES CAPITAUX PRIVÉS

Par 15 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution B est adopté.

C. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

A l'unanimité, le projet de résolution C est adopté.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales

(reprise des débats de la 1229^e séance et fin)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/3691)

25. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution concernant le programme de travail dans le domaine des projections à long terme qui figure au paragraphe 5 du rapport du Comité économique (E/3691).

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Incidences financières des décisions du Conseil (E/3651, E/3663 et Add.1 et 2)

26. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Secrétaire général sur les incidences financières de ses décisions (E/3663 et Add.1 et 2). Il signale deux erreurs matérielles qui se sont glissées dans le document E/3663/Add.1 : à la fin du paragraphe 5, le chiffre « 3 500 » doit apparaître dans la colonne 1962 et non dans la colonne 1963 ; à la fin du paragraphe 7, dans la colonne 1964, il faut lire « 247 200 » et non « 267 200 ». Toutefois ces erreurs ne se retrouvent pas dans le document E/3663/Add.2.

27. Le Président appelle l'attention du Conseil sur les paragraphes 3 et 12 du document E/3663, qui traitent des priorités et de « l'expansion contrôlée » des programmes.

28. Il ne doit pas échapper non plus au Conseil qu'il y a intérêt à ne pas fixer trop rigoureusement les dates de présentation des divers rapports, car en vertu de décisions prises par le Conseil, ainsi que par l'Assemblée générale à sa seizième session, de nombreuses réunions supplémentaires se tiendront au début de 1963 et requerront les services du Secrétariat.

29. Enfin, le Président rappelle ce qu'a dit le Secrétaire général par intérim à la 1222^e séance, notamment sur « l'expansion contrôlée » des activités et des ressources dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

30. M. VIAUD (France) dit que, même si le montant total des dépenses nouvelles rendues nécessaires par les décisions du Conseil ne dépasse pas à première vue le total des dépenses supplémentaires résultant des décisions prises les années précédentes, la délégation française ne s'inquiète pas moins de l'augmentation continue des charges financières de l'Organisation. L'utilité d'un travail ne devrait pas être le seul critère de jugement du Conseil, et les délégations devraient garder continuellement à l'esprit les impératifs budgétaires de leurs gouvernements respectifs, sous peine d'atteindre la limite des capacités contributives de chacun.

31. Pour ce qui est des dépenses nouvelles mentionnées dans le rapport à l'étude, la délégation française à l'Assemblée générale s'efforcera d'examiner dans quelle mesure elles peuvent être couvertes dans le cadre du budget actuel de l'Organisation, afin que soient réalisées toutes les économies possibles.

32. A cette réserve d'usage, M. Viaud voudrait en ajouter une autre, plus précise, à propos du centre de statistiques du commerce extérieur, qui doit être établi au sein de l'Organisation des Nations Unies : ce centre, incontestablement utile, ne sera vraiment profitable que si tous les organes des Nations Unies, y compris les institutions spécialisées, lui confient les travaux communs. Si, au contraire, les diverses organisations des Nations Unies veulent garder une autonomie entière dans ce domaine, les ressources nouvelles demandées par le Secrétariat risquent de ne pas être utilisées avec toute l'efficacité désirable et peuvent même constituer un gaspillage pur et simple.

33. A la présente session, le Conseil a adopté des résolutions entraînant la création de cinq comités ou groupes de travail, dont le fonctionnement imposera une charge considérable tant au Secrétariat qu'aux gouvernements des Etats Membres. Même si les ressources supplémentaires sollicitées par le Secrétariat lui sont accordées, il n'est pas certain que celui-ci disposera du personnel nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de ces organismes nouveaux. Dans ces conditions, la délégation française croit devoir mettre le Conseil en garde contre sa tendance à créer des organes nouveaux, alors que bien souvent il lui suffirait d'adresser de simples recommandations aux gouvernements pour susciter les initiatives individuelles qui lui paraissent nécessaires.

34. M^{lle} SALT (Royaume-Uni) fait observer que le montant des incidences financières est très élevé. Comme de coutume, elle se voit obligée de réserver la position du Royaume-Uni à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale en ce qui concerne les différentes dépenses dont il s'agit.

35. En outre, elle souhaiterait appeler l'attention du Conseil sur un ou deux points. Sa première observation portera sur l'état révisé des dépenses afférentes à la décision qu'a prise le Conseil, à sa trente-troisième session, de créer une banque africaine de développement. Le Conseil, pour prendre cette décision au mois d'avril, s'était fondé sur les chiffres qui lui avaient été présentés à l'époque; il est donc assez étonnant que, contrairement aux principes d'une bonne gestion administrative, les estimations initiales aient été augmentées de près de 100 000 dollars. En outre, les crédits actuellement prévus pour les travaux préparatoires relatifs à ladite banque paraissent exceptionnellement élevés. Tant à la CEA, lors de sa quatrième session, qu'au Conseil, la délégation du Royaume-Uni a nettement indiqué qu'elle comprenait parfaitement le désir qu'ont les Etats africains de disposer d'une institution d'investissement et de développement qui fût véritablement africaine; cette délégation reconnaît, d'autre part, que les membres de la CEA ont entrepris une tâche délicate et assurément onéreuse. Cependant, elle se demande si les dispositions à prendre en vue d'élaborer une charte ou les déplacements des groupes de travail doivent nécessairement être aussi compliqués et aussi coûteux qu'on le prévoit. Le Conseil gagnerait à connaître de façon plus détaillée les calculs qui justifient une telle majoration des premiers états estimatifs et à savoir si, dans l'esprit du Secrétaire général et du Comité de neuf membres de la CEA, il y a un lien entre les visites qui seront faites aux capitales africaines et celles qui seront faites dans les capitales des pays situés en dehors de la région. L'importance des consultations à tenir en dehors de la région peut fort bien dépendre des progrès réalisés au cours des échanges de vues en Afrique même; en outre, des contacts préliminaires par correspondance permettraient de déterminer à l'avance si l'importante tournée des capitales non africaines qui est actuellement envisagée serait vraiment utile.

36. Au paragraphe 9 de son rapport (E/3663), le Secrétaire général propose de maintenir pour 1963 au même niveau qu'en 1962 les crédits budgétaires prévus au titre

du programme ordinaire d'assistance technique. Pour ce qui est des activités d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, la délégation du Royaume-Uni a toujours soutenu qu'en règle générale, c'est dans le cadre des différents programmes financés par des contributions volontaires qu'elles s'exercent de la façon la plus satisfaisante; aussi n'estime-t-elle pas qu'il soit bon de gonfler outre mesure les sommes inscrites au budget ordinaire pour l'assistance technique. Le Conseil se rappellera que pour 1961 et 1962 on a prévu des crédits exceptionnellement importants au titre du programme ordinaire d'assistance technique afin de parer aux besoins urgents des pays qui venaient d'accéder à l'indépendance en Afrique. Dans l'esprit de la délégation du Royaume-Uni, il ne s'agissait là que d'une mesure spéciale de caractère temporaire, destinée à permettre à ces pays de résoudre certains problèmes pressants inhérents à la période de transition. Forte de cette interprétation, la délégation du Royaume-Uni a fait observer au Comité de l'assistance technique (278^e séance) qu'il ne devait pas donner à penser dans son rapport qu'une décision formelle avait été prise concernant le maintien des crédits budgétaires pour 1963 au même niveau qu'en 1962. Aucun vote du Royaume-Uni à ce stade des délibérations du Conseil ne devra être interprété comme signifiant que la délégation de ce pays considère qu'une telle décision a en fait été prise.

37. Il est assez difficile pour le Conseil de trouver un juste équilibre entre son désir de résoudre rapidement les problèmes urgents et fondamentaux dont il est saisi et la nécessité où il se trouve de ne pas gonfler outre mesure le budget de l'Organisation. Il doit cependant tenter de trouver cet équilibre sous peine de voir tous ses efforts voués à l'échec. Le Conseil ne devrait recommander aucune ouverture de crédits nouvelle à la Cinquième Commission sans connaître exactement tous les chefs des dépenses supplémentaires qui seront encourues; pour sa part, la délégation britannique ne peut souscrire à aucune proposition tendant à accroître globalement le budget ordinaire à moins que le Conseil n'ait pris, dans chaque cas considéré, une décision nette et précise.

38. M^{me} WRIGHT (Danemark) demande des éclaircissements au sujet du chiffre relatif à 1964 que l'on trouve dans l'état sommaire définitif (E/3663/Add.2), dans la section consacrée au point 11 i) de l'ordre du jour. Ce chiffre est le double de celui qui est indiqué pour 1963, et M^{me} Wright n'arrive pas à comprendre la raison de cette augmentation.

39. M. ZADOTTI (Italie) rappelle que la délégation italienne a déjà formulé une réserve générale à l'égard des résolutions du Conseil ayant des incidences financières. Il tient à redire que sa participation aux votes du Conseil ne lie d'aucune manière le représentant de l'Italie à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

40. M. ARKADEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que la délégation soviétique désapprouve, elle aussi, la tendance de plus en plus marquée à imputer les dépenses afférentes aux activités d'assistance technique sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. A la Cinquième Commission de l'Assem-

blée générale, la délégation soviétique s'élèvera contre toutes les dépenses inutiles et excessives qui découleraient des décisions du Conseil.

41. M. CARRILLO (Salvador) relève qu'à différentes reprises, des délégations ont exprimé des réserves à propos d'incidences financières de telle ou telle décision du Conseil, en invoquant la Cinquième Commission comme si cet organe était l'instance suprême en matière budgétaire. Il incombe, certes, à la Cinquième Commission d'examiner toutes les questions financières qui se posent à l'Organisation, mais ses décisions — prises, du reste, à la majorité simple — ne sont que des recommandations à l'adresse de l'Assemblée Générale : c'est à celle-ci qu'il appartient de prendre des décisions définitives, et ces décisions — prises à la majorité des deux tiers — ont force obligatoire pour tous les Etats Membres, même pour ceux qui ont formulé des réserves ou se sont abstenus.

42. M. WALKER (Australie) voudrait qu'il soit pris acte de ce que la délégation australienne a exprimé des réserves, en comité, touchant les incidences financières des décisions du Conseil. Le fait que les estimations de dépenses sont reçues et examinées à un stade aussi avancé des travaux du Conseil rend très difficile la tâche des petites délégations, qui ne peuvent les étudier dans le détail. M. Walker espère que les importantes déclarations que viennent de faire les représentants de la France et du Royaume-Uni seront dûment prises en considération par le Conseil.

43. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales)¹, répondant à la question posée par la représentante du Danemark, signale que la différence entre les chiffres indiqués vient de ce que les dépenses pour l'année en cours ont été réparties sur deux chapitres, alors que pour 1964, si le centre de statistique est en plein fonctionnement comme on l'espère, elles seront présentées en un seul chapitre. Cette façon de procéder présente des avantages du point de vue comptable, car elle permettra d'établir le coût exact des statistiques obtenues.

44. A la représentante du Royaume-Uni, M. de Seynes fait observer que c'est le Comité de neuf membres chargé par la CEA des travaux préparatoires à la création d'une banque africaine de développement qui, lors de sa réunion de Monrovia, en juin 1962, a arrêté un programme plus dispendieux que celui qu'envisageait le Secrétariat lorsqu'il a présenté ses estimations à la trente-troisième session du Conseil. Les propositions du Secrétariat ont été portées à l'attention du Comité susmentionné et c'est en pleine connaissance de cause que ce dernier a pris ses décisions. Récemment, des membres du Secrétariat se sont entretenus avec des fonctionnaires de la CEA de passage à Genève et ont suggéré certains aménagements du programme qui permettront, encore que dans une assez faible mesure, d'abaisser les chiffres présentement indiqués, s'ils sont acceptés par le Comité des neuf. En tout état de cause, le Sous-Secrétaire donne à la représentante du Royaume-Uni l'assurance que le

Secrétariat ne négligera aucune possibilité de réaliser des économies au cours de cette phase préparatoire. Quant aux deux séries de négociations prévues, il existe entre elles un lien réel puisque la seconde ne sera entreprise que lorsque les résultats de la première auront été examinés et évalués avec le plus grand soin. L'indispensable correspondance préliminaire est déjà en cours, la représentante du Royaume-Uni peut avoir tous apaisements à ce sujet.

45. Sur le plan plus général, M. de Seynes remarque que les incidences financières des décisions du Conseil ont suscité des réserves très sérieuses de la part de plusieurs délégations. S'appuyant sur ce qu'a dit le Secrétaire général par intérim à la 1222^e séance, au sujet du point 3 de l'ordre du jour, M. de Seynes souligne que ces réserves mettent en lumière les insuffisances de la procédure suivie pour l'élaboration des programmes économiques et sociaux de l'Organisation des Nations Unies. Des décisions de principe sont prises, des réserves sont ensuite formulées touchant leurs incidences financières, enfin l'Assemblée générale prend une décision définitive et tout cela, sans qu'il y ait eu une confrontation véritable entre les programmes qui s'élaborent au Conseil et dans les Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée, d'une part, et le budget arrêté en Cinquième Commission, d'autre part. C'est là une situation presque unique dans l'ensemble des organisations des Nations Unies; la plupart des institutions spécialisées sont en mesure de procéder de façon plus logique et plus satisfaisante. Ce système place le Secrétariat dans de graves embarras. Celui-ci sait en effet d'expérience que l'Assemblée générale réduira les prévisions de dépenses qui lui seront soumises et que les réductions n'affecteront pas la réunion de tel ou tel comité d'experts, mais les ressources dont le Secrétaire général estime avoir besoin pour mener à bien les travaux dont il est chargé. Comme cela a été le cas dans le passé, le Secrétariat se trouvera sans doute cette fois encore dans une position infiniment plus difficile, pour s'acquitter de sa tâche, que ne le laisse supposer l'état des incidences financières dont le Conseil est présentement saisi.

46. M^{lle} SALT (Royaume-Uni) remercie le représentant du Secrétaire général de sa déclaration. Le Conseil devrait prendre note de ces observations et en tenir compte à l'avenir. M^{lle} Salt tient à donner au Sous-Secrétaire l'assurance que les questions qu'elle lui a posées n'impliquaient aucune critique à l'égard des méthodes du Secrétariat.

Le Conseil prend acte des incidences financières de ses décisions.

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale (E/L.955)

47. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil approuve les dispositions relatives à son rapport à l'Assemblée générale qui sont exposées dans la note du Secrétaire général (E/L.955).

Il en est ainsi décidé.

¹ Le texte *in extenso* de la dernière partie de la déclaration de M. de Seynes a été distribué ultérieurement sous la cote E/L.974.

AJOURNEMENT DE LA SESSION

48. Le PRÉSIDENT constate que la plupart des membres du Conseil ont modifié sensiblement la conception qu'ils se faisaient du rôle de cet organe. Il y a peu de temps encore, on considérait, d'une manière générale, que le Conseil avait pour mission principale de réagir le plus rapidement et le plus efficacement possible à toute évolution inquiétante de la situation mondiale. Aujourd'hui, une politique nouvelle se fait jour qui consiste à prévoir avec sagacité l'évolution mondiale, à en étudier longtemps d'avance les insuffisances et à préparer des plans pour y porter remède.

49. En même temps, les débats du Conseil ont fait progressivement moins de place aux déclarations pures et simples et davantage à une confrontation objective des idées. Il semble avoir appris à tirer des conclusions des réalisations — comme des erreurs — du passé et à apprécier leur valeur pour les générations futures des pays en voie de développement.

50. Les divergences d'opinions demeurent quant aux causes des divers phénomènes, mais on parvient de plus en plus aisément à se mettre d'accord sur les effets de ces phénomènes, et il est de plus fréquent que l'on entreprenne une action commune pour y faire face.

51. Le Président est persuadé que cette attitude nouvelle est due au fait que les nations prennent conscience de plus en plus clairement des transformations profondes qui se sont produites dans le monde. Il entend par là d'abord la cristallisation des trois principaux groupes de pays — socialistes, capitalistes et non alignés —; à cet égard, ce qui frappe avant tout, c'est le dynamisme, la force croissante des pays socialistes. Le nouveau système de relations entraîne des changements fondamentaux dans tous les domaines de la vie internationale; partout il oblige à conclure à la nécessité d'adopter la seule politique possible, rationnelle et vraiment humaine, celle de la coexistence et de la coopération.

52. La disparition du régime colonial est un autre événement significatif. Les problèmes politiques qu'a posés l'extension soudaine du groupe des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance et qui suivent une politique de non-alignement, ont leur pendant sur le plan économique, car le développement de ces pays est devenu le problème crucial de l'économie mondiale. Certes, les remèdes proposés présentent des différences essentielles, mais nul ne conteste que la communauté humaine tout entière, de toute nécessité, doit conjuguer ses efforts pour accélérer le développement de ces pays. La coopération se renforce régulièrement. Lentement, péniblement, mais sûrement, s'élabore l'idée d'un système organisé, équilibré et concerté de mesures bilatérales et multilatérales.

53. Malheureusement, le temps ne joue pas en faveur de la communauté internationale. La rapidité inouïe du progrès technique accroît l'écart entre les pays qui possèdent déjà des capitaux, des connaissances et une expérience technique, et ceux qui s'efforcent encore péniblement d'éliminer les obstacles fondamentaux qui entravent, au stade initial, leur développement économique. Cet écart est particulièrement frappant si l'on songe que les pays développés gaspillent une part énorme de leur

revenu national pour créer des moyens d'anéantissement. Heureusement, on prend conscience de cette tragique absurdité et l'on reconnaît que, sans coopération internationale, on ne saurait résoudre aucun problème important. C'est que l'on s'est rendu compte de l'interdépendance des aspects sociaux, économiques et politiques du développement.

54. La présente session du Conseil a marqué un progrès important sur le plan de la coopération économique internationale. La discussion sur l'inégalité du développement économique a eu un caractère plus concret que toutes celles qui l'avaient précédée, et elle a mené à l'adoption à l'unanimité, au cours de la présente séance, de la résolution sur la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Conseil a reconnu à l'unanimité la nécessité de mettre fin à la course aux armements, en adoptant la résolution relative aux conséquences économiques et sociales du désarmement; et la décision qui a été prise à l'unanimité de réunir une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement représente un progrès important dans la voie de la coexistence et la coopération.

55. La session a été marquée par une activité intense portant sur toute une série de questions importantes, et malgré des divergences d'opinions, les débats se sont déroulés dans une atmosphère de coopération: 71 résolutions ont été adoptées, dont 54 à l'unanimité, 15 sans opposition mais avec des abstentions, et 2 à la majorité. Le Conseil a adopté à l'unanimité la plupart des résolutions d'importance majeure.

56. La session du Conseil a été marquée par ce thème nouveau qu'est la Décennie du développement. Celle-ci représente un nouvel effort pour concentrer les activités économiques et sociales des Nations Unies sur le développement économique des pays sous-développés, problème que l'ensemble du monde et l'Organisation des Nations Unies elle-même doivent résoudre par priorité. On a ébauché un programme visant à supprimer le déséquilibre actuel de l'économie mondiale, lequel est intolérable, et sur cette base on peut désormais préparer un plan d'action plus précis.

57. Une particularité remarquable des débats consécutifs à l'adoption de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale est l'étendue de l'accord qui s'est fait sur le genre d'action à entreprendre. Les opinions ne s'affrontent plus sur l'importance de la planification, le rôle du secteur public et du secteur privé, la nécessité de fournir une assistance financière sur des bases non commerciales, de stabiliser les cours des produits de base et d'enrayer la tendance à la baisse que ces cours manifestent à long terme.

58. Épargne, formation et planification ont été le leitmotiv des débats du Conseil et des propositions relatives au programme de la Décennie des Nations Unies pour le développement. L'épargne, la formation et la planification sont aussi nécessaires dans les pays industrialisés que dans les pays sous-développés pour que soient atteints les objectifs de la Décennie du développement. L'accord s'est réalisé sur la nécessité de la planification et sur le rôle important que l'Organisation des Nations Unies peut jouer en s'attachant surtout à l'assistance

dans le domaine de la planification — par l'intermédiaire des instituts régionaux de développement, des commissions économiques régionales et dans les divers pays. Cet accord revêt une importance toute particulière et il est riche de promesses pour l'avenir. Si, à la fin de la Décennie, les pays sous-développés peuvent recueillir les fruits d'une véritable planification du développement, fondée sur l'utilisation de leur ressources naturelles et de leur potentiel humain, on pourra dire que les Nations Unies sont vraiment sur la bonne voie.

59. Le problème du développement économique des pays peu développés est étroitement lié à une autre grande question qui a retenu l'attention du Conseil au cours de la présente session, à savoir les conséquences économiques et sociales du désarmement, question d'une importance capitale et d'une portée incalculable. Il est particulièrement significatif que la résolution 891 (XXXIV) ait été adoptée à l'unanimité (1232^e séance), car elle a une portée politique évidente et, pendant fort longtemps, cette question est restée très controversée.

60. Tous les représentants ont fait l'éloge du rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du Groupe consultatif sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593 et Add.1 à 4). Le Conseil a fait siennes les conclusions du Groupe, à savoir en particulier, que toutes les difficultés de transition qui résulteraient du désarmement pourraient être résolues par des mesures appropriées à l'échelon national et à l'échelon international, et que le désarmement peut se réaliser dans tous les pays sans que leur économie en pâtisse. La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, les conclusions scientifiques énoncées dans le rapport sont pour ainsi dire autant de principes approuvés par le principal organe économique des Nations Unies.

61. Le problème politique essentiel de l'heure est de résoudre la contradiction d'une situation dans laquelle, d'une part, on se soucie de plus en plus de la vie humaine, du développement et du progrès tandis que, d'autre part, on investit des capitaux dans les moyens de destruction. Le premier devoir du Conseil est d'examiner les aspects économiques de la question : les résultats obtenus, c'est-à-dire le rapport du Groupe consultatif et la résolution 891 (XXXIV) du Conseil, doivent être portés à la connaissance de tous les gouvernements et de tous les peuples, et il faut poursuivre les études entreprises.

62. Un autre succès obtenu à la présente session du Conseil est la décision prise, par la résolution 917 (XXXIV), de réunir une conférence mondiale sur le commerce et le développement. La situation des échanges internationaux est actuellement arrivée à un point critique, et le monde est menacé, en fait, d'une désintégration des structures économiques au moment où, dans diverses parties du monde, on s'efforce de réaliser une intégration et de resserrer la collaboration entre des groupes de pays.

63. Les pays sous-développés sont très inquiets de voir que, depuis une dizaine d'années, les termes de l'échange leur deviennent toujours plus défavorables et ils se préoccupent des répercussions que l'intégration régionale réalisée dans certaines parties du monde risque d'avoir sur leur économie. Certains membres du Conseil peu-

vent penser que ces craintes ne sont pas fondées, mais on ne peut faire comme si elles n'existaient pas; on ne peut pas davantage se dissimuler que les pays sous-développés perdent maintenant beaucoup plus par suite de la détérioration des termes de l'échange qu'ils ne reçoivent en aide économique. Ces deux problèmes à eux seuls justifieraient la convocation d'une conférence mondiale.

64. Mais il ne suffit pas d'acquiescer. Personne, nulle part, ne veut agir à la légère ni imposer des décisions allant à l'encontre des intérêts des pays qui ont une part prédominante dans le commerce mondial. Le Président rappelle à ce propos la Déclaration du Caire (E/3682); cette déclaration des pays en voie de développement a été bien accueillie dans le monde, on s'est accordé à reconnaître que ses auteurs ont eu le sens de leurs responsabilités et fait œuvre d'hommes d'Etat. On ne saurait admettre qu'une conférence mondiale du commerce aboutisse à un échec; ce serait un désastre dont personne ne retirerait le moindre bénéfice. C'est pourquoi il faut trouver un terrain commun sur lequel les diverses parties puissent se rencontrer pour faire œuvre utile et obtenir des résultats concrets. Le Président demande donc instamment à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies d'envisager la question d'un esprit neuf et avec la volonté d'aboutir, afin de pouvoir renforcer les liens de la coopération économique dans le monde et mettre un terme au mouvement de désintégration qui a caractérisé l'après-guerre.

65. Le thème de la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et du renforcement des commissions économiques régionales a marqué les débats que le Conseil a consacrés à plusieurs points de son ordre du jour. La politique de décentralisation est maintenant l'une des directives acceptées d'un commun accord pour les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine économique comme dans le domaine social. L'Organisation a connu ces dernières années des transformations profondes, qui ont rendu nécessaires des méthodes et des structures nouvelles; la politique de décentralisation répond dans une large mesure à ce besoin. Beaucoup de ceux qui s'occupent de problèmes mondiaux, au Conseil ou à l'Assemblée générale, en sont venus à penser que, pour l'examen des problèmes pratiques, les commissions économiques régionales sont les organes les mieux placés, car les plus à même de suivre les problèmes économiques et sociaux de chaque pays. Les importantes modifications rendues nécessaires par la politique de décentralisation ne sont pas faciles à opérer. Cependant, des progrès ont été faits; mais il ne faut pas oublier qu'il est indispensable d'aller plus loin encore.

66. Les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel ont marqué des progrès importants au cours de l'année écoulée. Le Comité du développement industriel a fait de très utile besogne, et un Commissaire au développement industriel a été nommé. Le Conseil a adopté la résolution 893 (XXXIV), dans laquelle il demande au Secrétariat de créer un service consultatif d'experts hautement

spécialisés, qui permettra à l'Organisation de fournir, pour les questions industrielles, une aide directe aux pays en voie de développement. Enfin, le Conseil attend beaucoup du Comité consultatif de dix experts qui sera constitué par le Secrétaire général conformément à la résolution 873 (XXXIII) du Conseil et qui donnera son avis sur les dispositions à prendre pour favoriser le développement industriel des pays en voie de développement.

67. Etant donné l'importance des problèmes économiques examinés à la présente session, les questions sociales figurant à l'ordre du jour ont été reléguées à l'arrière-plan. Néanmoins, certaines étapes ont été franchies; l'on se rend toujours mieux compte, notamment, des relations qui existent entre les problèmes sociaux et les problèmes économiques ainsi que de la nécessité d'une croissance équilibrée grâce à une planification d'ensemble du développement. On a fait remarquer à ce propos que la tâche principale à accomplir devrait être de mieux définir les moyens d'intégrer la planification économique et la planification sociale. Avec ces objectifs en vue, le Conseil a adopté un programme de travail intensif et il a recommandé de prendre, au Siège comme à l'échelon régional, les dispositions voulues en matière d'organisation.

68. Le Conseil a aussi pris de grandes décisions concernant le logement, la construction et la planification [résolution 903 C (XXXIV)]. Etant donné son urgence, le problème du logement devrait avoir une place importante dans la Décennie du développement. Les nouveaux rouages créés par le Conseil ont principalement pour objet de renforcer la contribution des organes intéressés des Nations Unies au développement des programmes nationaux de logement et de planification.

69. L'un des buts fixés dans la Charte des Nations Unies est de « développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ». Cet objectif n'a rien perdu de son urgence. La coopération internationale peut raccourcir le chemin qui mène à ce but, et la trente-quatrième session du Conseil peut être considérée comme un exemple du progrès de cette coopération. L'application des décisions qui y ont été prises rapprochera les nations des buts élevés de la Charte.

70. Après un échange de compliments, le PRÉSIDENT prononce l'ajournement de la trente-quatrième session du Conseil.

La séance est levée à 13 h 25.

ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DE L'ONU SONT EN VENTE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAIK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Alsina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRESIL: LIVRARIA AGIR
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.
LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BUCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Apartado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-
FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSE MENENDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA
DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACIÓN DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,
Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,
Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras
et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD.
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal Avenue, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Collyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THU
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

ELWERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, 1.

B. WÜLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES
DE LA PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, København, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11 Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPI
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (V).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
28, rue du Stade, Athènes.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR
EYMUNDSSONAR H. F.
Austurstraeti 18, Reykjavík.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA
SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRUSCH-
SCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Langs Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOK-
HANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ČESKOSLOVENSKÝ
SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:**
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaja Prochtchad, Moskva.

YOUGOSLAVIE:
CANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenia.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11,
Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16/1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St.,
Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK
COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

OCÉANIE

AUSTRALIE: MELBOURNE UNIVERSITY
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

NOUVELLE-ZÉLANDE: UNITED NATIONS
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND
C. P. O. 1011, Wellington.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de bureaux de vente peuvent être adressées à la Section des ventes
ONU, New York (É.-U.), ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).

E/SR.1237 à 1241

Fascicule liminaire



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

REPRISE DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION

18-20 décembre 1962

NATIONS UNIES

New York, 1963

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus des séances, les annexes à ces comptes rendus et les suppléments. Les comptes rendus des séances contiennent les corrections apportées à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition. On trouvera dans le fascicule liminaire un répertoire de tous les documents mentionnés au cours de la session.

*

* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Liste des délégations	iv	Rapport de la Commission économique pour l'Afrique	13
Ordre du jour	vi		
Répertoire des documents.	vii	1240 ^{ème} séance	
1237 ^{ème} séance		Jeudi 20 décembre 1962, à 11 h 5	
Mardi 18 décembre 1962, à 15 h 25		POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR:	
INSCRIPTION DE QUESTIONS NOUVELLES A L'ORDRE DU JOUR	1	Elections	
ORDRE D'EXAMEN DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR	1	Election de membres du Comité de l'assistance technique	23
POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR:		Election de membres du Comité du développement industriel	24
Calendrier des conférences pour 1963		Election de membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	24
Lieu de réunion de la session d'été du Comité de l'assistance technique	1	Election de membres du Comité spécial de coordination créé par le Conseil aux termes de sa résolution 920 (XXXIV).	24
POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR:			
Mise en œuvre des recommandations du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil: section IV du rapport du Comité administratif de coordination	2	1241 ^{ème} séance (séance de clôture)	
POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR:		Jeudi 20 décembre 1962, à 14 h 55	
Programme de travail du Conseil pour 1963	2	POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR:	
1238 ^{ème} séance		Elections (fin)	
Mercredi 19 décembre 1962, à 11 heures		Election des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	27
POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR:		Election de 12 nouveaux membres du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	28
Programme de travail du Conseil pour 1963 (fin)	9	Nomination de deux nouveaux membres du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil économique et social.	28
1239 ^{ème} séance		POINT 29 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Mercredi 19 décembre 1962, à 15 h 5		Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil	28
POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR:		CLOTURE DE LA SESSION	28
Rapports des commissions économiques régionales			

LISTE DES DELEGATIONS

La liste de délégations ci-dessous comprend les noms ajoutés à la liste des délégations de la trente-quatrième session, ainsi que tout autre changement apporté par les Etats Membres dans leur représentation à la reprise de la session.

Membres du Conseil

AUSTRALIE

Suppléants:

S. E. M. O. L. Davis, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Brasilia;
M. A. R. Parsons, premier secrétaire, membre de la mission permanente.

Conseiller:

M. P. C. J. Curtis, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente.

BRESIL

Représentant:

M. Geraldo de Carvalho Silos, ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers:

M. Carlos dos Santos Veras, premier secrétaire d'ambassade, membre de la mission permanente;
M. Antonio Houaiss, conseiller d'ambassade, membre de la mission permanente;
M. Mario Augusto Santos, deuxième secrétaire d'ambassade, membre de la mission permanente.

FRANCE

Représentant:

S. E. M. Roger Seydoux, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller:

M. Jean-Claude Renaud, attaché commercial, membre de l'ambassade à Washington.

INDE

Représentant:

S. E. M. B. N. Chakravarty, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant:

M. A. B. Bhadkamkar, conseiller, membre de la mission permanente.

Conseillers:

M. J. R. Hiremath, premier secrétaire, membre de la mission permanente;
M. R. K. Kapur, attaché, membre de la mission permanente;
M. V. Parameswaran, attaché, membre de la mission permanente.

ITALIE

Suppléant:

M. Bartolomeo Attolico, premier secrétaire, membre de la mission permanente;

Conseiller:

M. Antonio Ciaramella, conseiller aux affaires économiques, membre de la mission permanente.

JAPON

Représentant:

S. E. M. Akira Matsui, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers:

M. Shuichi Nomiyama, secrétaire au Ministère des affaires étrangères;
M. Ryozi Mogi, troisième secrétaire, membre de la mission permanente.

POLOGNE

Suppléants:

S. E. M. Bohdan Lewandowski, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies;
M. Wlodzimierz Natorf, premier secrétaire, membre de la mission permanente.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Suppléant:

M. E. N. Makeev, conseiller, membre de la mission permanente.

Conseiller:

M. E. V. Koudryavtsev, troisième secrétaire, membre de la mission permanente.

URUGUAY

Représentant:

S. E. le Dr Carlos María Velázquez, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

YOUgoslavie

Représentant:

S. E. M. Mišo Pavićević, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant:

M. Mirceta Cvorović, conseiller, membre de la mission permanente.

Conseillers:

M. Milos Melovski, premier secrétaire, membre de la mission permanente;
M. Branko Radivojević, troisième secrétaire, membre de la mission permanente.

Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs

ALGERIE

Observateurs:

S. E. M. Abdelkader Chanderli, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies;
M. Layashi Yaker;
M. Kemal Hacene, secrétaire, membre de la mission permanente.

ESPAGNE

Observateurs:

M. Jaime de Piniés, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies;
M. José Luis Pérez Ruiz, premier secrétaire d'ambassade, membre de la mission permanente.

INDONESIE

Observateur:

M. J. B. P. Maramis, conseiller d'ambassade, membre de la mission permanente.

ISRAEL

Observateur:

Mlle Hava Hareli, conseiller, membre de la mission permanente.

NEPAL

Observateur:

M. Ram C. Malhotra, premier secrétaire, membre de la mission permanente.

PAKISTAN

Observateur:

M. S. A. M. S. Kibria, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente.

PHILIPPINES

Observateur:

M. Hortencio J. Brillantes, ministre, membre de la mission permanente.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Observateurs:

S. E. le Dr Abdul Monem El-Banna, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des affaires économiques;
Le Dr Ashraf Ghorbal, conseiller, membre de la mission permanente;
M. Aly Nazif, conseiller aux affaires économiques, membre de la mission permanente;
Le Dr Saad Abdel Fattah Khalil, premier secrétaire, membre de la mission permanente.

THAILANDE

Observateur:

M. Nissai Vejajiva, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente.

ORDRE DU JOUR

de la reprise de la trente-quatrième session^{1/}

10. Rapports des commissions économiques régionales: rapport de la Commission économique pour l'Afrique^{2/}.
25. Calendrier des conférences pour 1963: lieu de la session d'été du Comité de l'assistance technique^{2/}.
28. Elections.
29. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
30. Programme de travail du Conseil pour 1963.
32. Mise en œuvre des recommandations du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil: section IV du rapport du Comité administratif de coordination^{3/}.

^{1/} Les points 1 à 9, 11 à 24, 26, 27 et 31 ont été examinés au cours de la première partie de la session.

^{2/} Point examiné partiellement au cours de la première partie de la session.

^{3/} A sa 1237^{ème} séance, le 18 décembre 1962, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à son ordre du jour.

REPERTOIRE DES DOCUMENTS

Note. — On trouvera ci-dessous les documents mentionnés au cours de la reprise de la trente-quatrième session. Le point pertinent de l'ordre du jour n'est indiqué que pour les documents de cette session. La mention d'un point de l'ordre du jour suivie d'un astérisque signifie que le document a été publié dans le fascicule correspondant des *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-quatrième session, Annexes*.

Cotes des documents	Titres	Points de l'ordre du jour	Observations et références
A/5316	Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce: rapport de la Deuxième Commission		<u>Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour.</u>
A/5341	Rapport de la Première Commission		<u>Ibid., point 27 de l'ordre du jour.</u>
A/5344 et Add.1	Rapport de la Deuxième Commission		<u>Ibid., points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour.</u>
A/5354	Rapport de la Deuxième Commission		<u>Ibid., point 38 de l'ordre du jour.</u>
A/5360	Rapport de la Deuxième Commission		<u>Ibid., points 12, 40, 41 et 78 de l'ordre du jour.</u>
A/5361	Rapport de la Deuxième Commission		<u>Ibid., points 33 et 94 de l'ordre du jour.</u>
A/5365	Rapport de la Troisième Commission		<u>Ibid., points 45 et 47 de l'ordre du jour.</u>
A/C.2/L.719 et Add.1	Envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration. — Bolivie et Niger: projet de résolution		<u>Ibid., points 12, 40, 41 et 78 de l'ordre du jour, document A/5360, par. 27.</u>
A/C.5/956	Demandes de crédits additionnels pour 1962 pour les chapitres 3, 5 et 10 et demandes de crédits révisés pour 1963 pour les chapitres 2, 3, 5 et 10 et le chapitre 3 des recettes comme suite aux décisions du Conseil économique et social: rapport du Secrétaire général		<u>Ibid., point 62 de l'ordre du jour.</u>
A/L.412/Rev.1	Afghanistan, Birmanie, Indonésie, Liban, Philippines, Soudan, Syrie, Thaïlande, Tunisie et Yougoslavie: amendements révisés au projet de résolution VI présenté par la Deuxième Commission dans le document A/5344 et Add.1		<u>Ibid., points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour.</u>
E/3586	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique (19 février 1961-3 mars 1962)		<u>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément No 10.</u>
E/3639	Rapport du Comité spécial des Huit créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil		<u>Ibid., trente-quatrième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour</u>
E/3695	Vingt-septième rapport du Comité administratif de coordination	32	Miméographié. Sera imprimé dans les <u>Documents officiels du Conseil économique et social de la trente-sixième session.</u>
E/3697	Note du Secrétaire général transmettant une communication du Ministre des affaires étrangères du Danemark	25*	

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/3699 et Corr.1 et Add.1	Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil: note du Secrétaire général	29	Miméographié. Pour le nom des membres élus, voir <u>Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-quatrième session, Supplément No 1A, "Autres décisions prises par le Conseil au cours de la reprise de sa trente-quatrième session"</u> .
E/3702	Politique intégrée en matière de programmes et de budget: rapport du Secrétaire général	30	Miméographié. Sera imprimé dans les <u>Documents officiels du Conseil économique et social de la trente-cinquième session</u> .
E/3703	Election des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification: note du Secrétaire général	28	Miméographié.
E/L.953 et Corr.1	Mémorandum du représentant de l'Espagne		<u>Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour.</u>
E/L.971	Colombie, Salvador et Uruguay	10*	
E/L.972	Ethiopie et Sénégal: projet de résolution	10*	
E/L.975	Ordre du jour de la reprise de la trente-quatrième session: note du Secrétaire général		Miméographié. Pour l'ordre du jour de la reprise de la trente-quatrième session, voir ci-dessus, p. vi.
E/L.976	Projet de programme établi par le Secrétaire général	30	Miméographié.
E/L.977	Suite à donner aux questions que soulèvent les décisions prises par l'Assemblée générale à sa dix-septième session: note du Secrétaire général	30	<u>Idem.</u>
E/RES/926 (XXXIV) et E/RES/927 (XXXIV)	Résolutions adoptées par le Conseil économique et social au cours de la reprise de sa trente-quatrième session		Voir <u>Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-quatrième session, Supplément No 1A, résolutions 926 (XXXIV) et 927 (XXXIV).</u>



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 18 décembre 1962,
à 15 h 25

NEW YORK

S O M M A I R E

Pages

Inscription de questions nouvelles à l'ordre
du jour 1

Ordre d'examen des points de l'ordre du jour. . 1

Point 25 de l'ordre du jour:

Calendrier des conférences pour 1963

Lieu de réunion de la session d'été du Co-
mité de l'assistance technique 1

Point 32 de l'ordre du jour:

Mise en œuvre des recommandations du Co-
mité spécial créé en vertu de la résolu-
tion 851 (XXXII) du Conseil: section IV du
rapport du Comité administratif de coordi-
nation. 2

Point 30 de l'ordre du jour:

Programme de travail du Conseil pour 1963 . 2

Président: M. Jerzy MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Inscription de questions nouvelles à l'ordre du jour
(E/L.975)

1. Le PRESIDENT appelle l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général (E/L.975) relative à l'ordre du jour de la reprise de la trente-quatrième session. Il propose que les questions nouvelles mentionnées aux sections II et III de cette note, dont deux seulement constituent des questions distinctes, les deux autres se rattachant au point 28 (Elections), soient inscrites à l'ordre du jour.

2. Selon M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), il serait préférable de renvoyer à la trente-cinquième session l'examen de la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial.

3. M. UNWIN (Royaume-Uni) dit que sa délégation attache une extrême importance à cette question, qui doit recevoir plus d'attention que le Conseil ne peut lui en consacrer à la reprise de sa trente-quatrième session. Tout en espérant que le Conseil accueillera favorablement les opinions exprimées par le Conseil

de la FAO, M. Unwin suggère, comme le représentant des Etats-Unis, le renvoyer l'examen de la question à la trente-cinquième session.

4. Le PRESIDENT propose d'inscrire à l'ordre du jour de la reprise de la trente-quatrième session les questions nouvelles mentionnées dans la note du Secrétaire général (E/L.975), à l'exception de celle dont les représentants des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni viennent de parler.

Il en est ainsi décidé.

Ordre d'examen des points de l'ordre du jour

5. Le PRESIDENT croit savoir que certaines délégations préféreraient que le Conseil n'aborde pas immédiatement le point intitulé "Rapports des commissions économiques régionales: rapport de la Commission économique pour l'Afrique". Il propose en conséquence d'étudier tout d'abord la question du lieu de réunion de la session d'été du Comité de l'assistance technique, puis le point intitulé "Mise en œuvre des recommandations du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil: section IV du rapport du Comité administratif de coordination", et de passer ensuite au programme de travail du Conseil pour 1963. Après quoi le Conseil pourrait examiner le rapport de la Commission économique pour l'Afrique et procéder enfin aux élections.

6. M. VERAS (Brésil) propose que le Conseil procède aux élections avant d'examiner le rapport de la Commission économique pour l'Afrique.

7. Le PRESIDENT fait observer que les élections, outre qu'elles viennent traditionnellement en dernier lieu, nécessitent des échanges de vues préalables entre les délégations et, par suite, qu'il vaudrait mieux les garder pour la fin.

8. M. CARRILLO (Salvador) et M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuient les propositions du Président.

9. Le PRESIDENT propose au Conseil de s'en tenir aux propositions qu'il vient de formuler.

Il en est ainsi décidé.

POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR

Calendrier des conférences pour 1963

LIEU DE REUNION DE LA SESSION D'ETE
DU COMITE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (E/3697)

10. Le PRESIDENT rappelle que le Conseil a décidé d'attendre la fin de la session de novembre 1962 du CAT pour fixer le lieu de réunion de la session d'été du CAT, le Danemark ayant manifesté son intention d'inviter cet organe à se réunir à Copenhague. Il demande aux délégations de se reporter à la communication du Danemark (E/3697). Il attire également leur attention sur le rapport du Secrétaire général à la

Cinquième Commission de l'Assemblée générale concernant les incidences financières qui résulteraient de l'acceptation de l'offre du Gouvernement danois (A/C.5/956). Il propose au Conseil d'accepter avec reconnaissance l'invitation en question.

Il en est ainsi décidé.

11. M. PARSONS (Australie) se plaint à souligner que le Conseil est unanime à accepter l'invitation très généreuse du Danemark, qui, comme les autres pays scandinaves, a toujours fourni une contribution très remarquable dans le domaine de l'assistance technique. Il se félicite de la décision du Conseil et exprime seulement l'espoir que cette acceptation enthousiaste ne conduise pas les membres du Conseil à considérer comme remise en question la tradition qui veut que le CAT se réunisse à Genève ou au Siège.

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Mise en œuvre des recommandations du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil: section IV du rapport du Comité administratif de coordination (E/3695)

12. Le PRESIDENT rappelle que, par sa résolution 900 A (XXXIV), le Conseil a prié le Comité administratif de coordination d'examiner le rapport du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil (E/3639) et de lui rendre compte lors de la reprise de sa trente-quatrième session. Le Président attire l'attention des représentants sur les observations pertinentes du CAC, consignées dans les paragraphes 16 à 59 de son vingt-septième rapport (E/3695).

13. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait faire connaître la position de son pays au sujet des recommandations du Comité spécial auxquelles est consacrée la section IV du vingt-septième rapport du CAC. Parmi ces recommandations, il en est de très importantes qui visent à accroître l'efficacité des programmes de coopération technique des Nations Unies, compte dûment tenu des besoins des pays peu développés. Il est indispensable que les organes compétents des Nations Unies, notamment le CAC, disposent de tous les renseignements voulus touchant la mise en œuvre des recommandations du Comité spécial et les résultats qu'elles permettent d'obtenir.

14. A l'alinéa h du paragraphe 19 du rapport du CAC, il est indiqué que c'est aux gouvernements eux-mêmes qu'il appartient de fixer, dans le cadre de leurs plans généraux de développement, l'ordre de priorité des demandes d'assistance qu'ils soumettent. C'est là un principe très intéressant et très important. La délégation de l'Union soviétique appuie cette recommandation du CAC, d'autant que le principe en question n'est pas toujours respecté dans la pratique, notamment en ce qui concerne le Programme élargi d'assistance technique. Comme la délégation de l'Union soviétique l'a fait observer en novembre à la 281^{ème} séance du CAT, le projet de programme présente un grave défaut: comme par le passé, il se fonde en fait non sur le principe de l'allocation directe, aux gouvernements bénéficiaires, des fonds disponibles au titre du Programme élargi d'assistance technique, les gouvernements étant de la sorte à même d'utiliser les fonds en question à leur gré compte tenu de leurs plans de développement économique, mais sur le prin-

cipe de l'allocation des fonds aux institutions spécialisées, qui ont ainsi la possibilité d'influencer les gouvernements bénéficiaires lorsqu'il s'agit de fixer l'ordre de priorité et les conditions d'exécution des projets. Or, cette influence ne s'exerce pas toujours, tant s'en faut, dans un sens conforme aux intérêts des pays en voie de développement.

15. M. Arkadyev appelle d'autre part l'attention du Conseil sur le paragraphe 29 du rapport du CAC, où il est dit que le BAT a confirmé le régime actuel, selon lequel les experts dont les services sont fournis au titre du Programme élargi peuvent, en plus de leurs attributions en matière de consultation et de formation, assumer des fonctions d'ordre administratif et exécutif. La délégation de l'Union soviétique estime que l'on ne saurait étendre aux experts de l'ONU le régime spécial applicable aux experts du programme OPEX; elle ne peut souscrire à un système selon lequel les experts sont amenés à intervenir directement dans les rouages administratifs des pays intéressés. Cela dit, elle ne voit aucune objection à ce que le Conseil prenne acte du rapport du CAC et elle accepte que ce rapport soit communiqué au Comité spécial.

16. M. VIAUD (France) estime que le Conseil n'est pas en mesure de se prononcer immédiatement sur l'important rapport du CAC et que le mieux serait de transmettre ce rapport au Comité spécial en le priant de faire part de ses observations au CAT et au Conseil d'administration du Fonds spécial, lesquels pourront à leur tour communiquer leurs vues au Conseil à sa trente-cinquième session.

17. Le PRESIDENT propose que le rapport du CAC (E/3695) soit communiqué au Comité spécial, pour que celui-ci l'examine plus avant et envisage la suite à y donner.

Il en est ainsi décidé.

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail du Conseil pour 1963 (E/3702, E/L.976, E/L.977)

18. Le PRESIDENT appelle l'attention du Conseil sur la liste des questions figurant dans le projet de programme établi par le Secrétaire général (E/L.976), à laquelle il faut naturellement ajouter la question de la composition du Comité intergouvernemental ONU/FAO pour le Programme alimentaire mondial, dont l'examen vient d'être renvoyé à la trente-cinquième session. Il appelle également l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général concernant la suite à donner aux questions découlant des décisions prises par l'Assemblée générale à sa dix-septième session (E/L.977) et sur le rapport du Secrétaire général concernant les travaux du Conseil en 1963 (E/3702). Il faudrait, semble-t-il, examiner le paragraphe 8 du document E/3702 en même temps que le document E/L.976. Peut-être d'ailleurs le Conseil jugera-t-il préférable de ne pas aborder le rapport du Secrétaire général — exception faite de certains paragraphes — à la session en cours.

19. Selon M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), le rapport du Secrétaire général (E/3702) mérite une étude approfondie, étant donné son importance pour l'organisation des travaux du Conseil. Comme le rapport n'a été distribué que le 13 décembre, il semblerait judicieux d'en renvoyer l'examen à la trente-cinquième session du Conseil, ce qui per-

mettrait aux délégations de lui accorder toute l'attention souhaitable.

20. Le PRESIDENT propose de renvoyer à la prochaine session du Conseil l'examen du rapport du Secrétaire général (E/3702), à l'exception des paragraphes 8, 10 et 11 sur lesquels il importe de se prononcer sans tarder.

21. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) appuie la proposition du Président.

22. M. VIAUD (France) appuie lui aussi cette proposition. Toutefois, et bien qu'il n'ait pas encore pu étudier le rapport à fond, il souhaiterait formuler quelques remarques préliminaires. La revision du programme des réunions et conférences semble éminemment souhaitable; il existe en effet un assez grand nombre de comités et groupes techniques dont les activités absorbent une bonne partie des moyens du Secrétariat pendant toute l'année. Mais si certains de ces organes n'ont pas besoin de se réunir tous les ans, il en est d'autres qui ne doivent pas être forcés de limiter le nombre de leurs sessions. Du côté des commissions économiques régionales, qui, à l'exception de la CEPAL, tiennent une session chaque année, certains aménagements pourraient être également souhaitables. Toutefois, une exception doit être faite dans le cas de la Commission économique pour l'Afrique, de création récente et qui doit affronter des problèmes plus nombreux et plus urgents que les autres. La CEA a donc besoin pour le moment de tenir des réunions plus fréquentes, étant entendu que lorsque ses bases se seront affermisses, elle pourra sans inconvénient réduire la fréquence de ses sessions.

23. M. Viaud rappelle également la position adoptée par la France, lors de la dernière session (1236ème séance), quant à l'examen par le Conseil, en temps voulu, des incidences financières de ses décisions. La délégation française regrette que le débat survienne généralement en fin de session et soit souvent précipité alors qu'un examen à un stade moins tardif permettrait peut-être au Conseil de réaliser certaines économies. La délégation française attache une très grande importance à cette question, qui mérite sans aucun doute un examen plus approfondi.

24. Le PRESIDENT propose que le Conseil examine les paragraphes 8, 10 et 11 du rapport du Secrétaire général (E/3702) à la session en cours et renvoie à sa session suivante l'examen du reste du rapport.

Il en est ainsi décidé.

25. Le PRESIDENT invite le Conseil à examiner le paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général (E/3702), alinéa par alinéa.

i) Déclaration sur la coopération économique internationale

26. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'a pas d'objections catégoriques à formuler. Le paragraphe tout entier est rédigé avec souplesse et beaucoup de diplomatie. Mais il importe d'éviter toute cause de retard. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales pourrait peut-être indiquer au Conseil si le Secrétariat est en mesure d'assurer le service des réunions du groupe de travail chargé d'élaborer le texte de la déclaration sur la coopération économique internationale et du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

même si ces réunions se tiennent à des dates très rapprochées. La délégation de l'Union soviétique espère qu'il sera possible de tenir ces réunions sans que les travaux du Secrétariat ne s'en trouvent compromis.

27. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) précise que le Secrétariat est en mesure d'assurer le service des deux réunions. Le Comité préparatoire doit se réunir au cours de la seconde quinzaine de janvier afin de mettre au point des questions d'organisation. Une deuxième session, au cours de laquelle les problèmes techniques pourront être examinés plus à fond, se tiendra en mai 1963. Une troisième session est prévue pour une date ultérieure, une fois que le Conseil aura fixé, à sa session de juillet, la date à laquelle se tiendra la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

28. Le Secrétariat avait pensé qu'il serait peut-être préférable d'aborder l'élaboration du texte de la déclaration sur la coopération économique internationale à un moment où l'on disposerait de l'abondante documentation préparée pour la Conférence. Bien entendu, la décision appartient au Conseil et le Secrétariat est en mesure d'assurer le service des réunions à n'importe quelle date.

29. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) demande s'il ne vaudrait pas mieux conserver le calendrier initial, en espérant qu'une partie des difficultés pourront être résolues d'ici à la trente-cinquième session et que le groupe de travail sera alors en mesure de soumettre un rapport adéquat.

30. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense, lui aussi, que compte tenu des précisions que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales vient de fournir il est préférable de ne pas modifier le calendrier prévu.

31. Le PRESIDENT propose que le groupe de travail se réunisse, comme prévu, du 4 au 15 février 1963 et rende compte au Conseil lors de la trente-cinquième session.

Il en est ainsi décidé.

ii) Etudes sur la situation économique mondiale

32. Selon M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), il serait fâcheux de limiter l'Etude sur l'économie mondiale, 1962 à un exposé succinct de la situation économique actuelle. Certes, les problèmes de planification seront examinés dans l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1962 et le Conseil sera également saisi, à sa trente-sixième session, d'un rapport d'experts. Mais, étant donné l'importance croissante de la planification en tant qu'instrument du développement économique et l'intérêt que les pays en voie de développement attachent à la question, il importe de réunir sans tarder le plus de renseignements concrets possible en ce domaine. Il y a d'ailleurs lieu de rappeler que beaucoup de pays industrialisés, dont la France et le Royaume-Uni, semblent eux aussi porter un grand intérêt aux questions de planification. Tout en soulignant qu'il faut dans les délais les plus brefs disposer d'études pouvant servir de base au développement économique des Etats Membres, la délégation de l'Union soviétique tient toutefois à faire observer que les études précédentes n'ont pas toujours été présentées aussi rationnellement qu'on aurait pu le

souhaiter; les prochaines études devront donc être mieux équilibrées. Du reste, M. Arkadyev n'est pas entièrement convaincu que le Secrétariat manque de ressources. On pourrait peut-être utiliser celles-ci de façon différente afin d'obtenir un rendement meilleur.

33. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) déclare que ce n'est pas sans scrupules ni sans hésitations que le Secrétariat a proposé de limiter la portée de l'Etude sur l'économie mondiale, 1962. Comme le même personnel doit élaborer la première partie de cette étude, relative à la planification économique, et préparer en même temps la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il lui serait difficile de mener à bien ces deux tâches à la fois. Le Secrétariat reconnaît pleinement l'importance des études sur la planification et il n'en négligera aucun aspect. Le Conseil, à sa trente-sixième session, sera saisi du rapport du groupe d'experts qui s'est réuni pour la première fois en août 1962 et doit se réunir à nouveau en mars 1963. Le Conseil disposera en outre de l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1962, consacrée à la planification, qui devrait constituer un document fort utile, étant donné qu'on trouve dans cette région une grande variété de modèles de planification utilisés par des Etats ayant des conceptions économiques différentes. On pourrait d'ailleurs faire observer que les travaux portant sur les systèmes de planification doivent être considérés comme une fonction continue et s'échelonner sur plusieurs années. Il est évident que des changements importants dans le programme de travail proposé ne seraient pas sans incidences financières.

34. M. VIAUD (France) pense, lui aussi, qu'il est fâcheux de limiter l'Etude sur l'économie mondiale, 1962 à un exposé succinct. Mais si le Secrétariat estime que la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement absorbera une grande partie de ses moyens, il faut évidemment affecter ceux-ci au projet méritant la plus haute priorité. D'ailleurs, on pourrait rappeler que les études de ce genre sont mises à la disposition des délégations assez tardivement, ce qui ne permet pas toujours aux gouvernements de les examiner à fond avant l'ouverture des débats. Le délai supplémentaire dont disposera le Secrétariat permettra peut-être de réunir davantage d'éléments; d'autre part, après la publication des travaux de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, on pourrait tenir compte de la partie des actes ayant trait à l'organisation, à la planification et à la programmation en vue du développement économique, ce qui rehausserait sans aucun doute l'intérêt de l'Etude. C'est donc dans cet esprit, et compte tenu des incidences financières qu'aurait la modification du programme de travail du Secrétariat, que la délégation française accepte la proposition de celui-ci, étant entendu que l'étude complète des recherches en matière de planification et de programmation ne sera pas négligée pour autant.

35. M. BHADKAMKAR (Inde) souligne que les pays en voie de développement, qu'il représente dans une certaine mesure au Conseil, s'intéressent au premier chef à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, comme l'ont montré les débats de la Deuxième Commission au cours de la dix-septième session de l'Assemblée générale. La

proposition du Secrétaire général se fonde sans aucun doute sur les ressources limitées dont on dispose, pour ce qui est des crédits comme du personnel, et le Conseil ne peut donc que faire un choix entre le plein succès de la Conférence et une étude détaillée de l'économie mondiale. M. Bhadkamkar s'associe d'ailleurs à la remarque que vient de faire le représentant de la France au sujet des incidences financières d'une modification éventuelle du programme de travail du Secrétariat. La délégation indienne ne peut donc qu'appuyer la proposition du Secrétaire général.

36. M. NATORF (Pologne) ne veut pas placer le Secrétariat dans une situation inextricable, mais regrette malgré tout que le Conseil se trouve obligé de faire un choix entre la préparation de la Conférence et l'élaboration de la première partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1962. Il craint, de plus, que les travaux relatifs à la Conférence n'absorbent le Secrétariat pendant toute l'année 1963 et ne compromettent ainsi l'élaboration de la première partie de l'Etude pour 1963, relative à la planification. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales pourrait peut-être donner des renseignements sur ce point, ainsi que sur l'état d'avancement de l'élaboration de la première partie de l'Etude. En 1962, en effet, cette première partie, qui traitait de l'industrialisation, a été soumise au Comité du développement industriel dès le début de mars. Si la première partie de l'Etude est aussi avancée cette année, on pourrait peut-être, en accélérant quelque peu les travaux, la terminer au moins dans ses grandes lignes.

37. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), bien qu'il partage l'intérêt que le représentant de l'Union soviétique porte à l'Etude sur l'économie mondiale et aux problèmes de planification, appuie la proposition du Secrétaire général en raison des arguments que ce dernier invoque. La qualité de l'Etude sur l'économie mondiale ne sera en rien diminuée par sa concision; d'autre part, l'étude effectuée par la Commission économique pour l'Europe et le rapport des experts constitueront une documentation suffisante pour que le Conseil puisse examiner comme il convient les problèmes de planification.

38. Quant à la crainte exprimée par le représentant de la Pologne, qui ne voudrait pas que la même situation se présente à nouveau pour l'Etude de 1963, M. Klutznick estime qu'il appartiendra aux membres de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale de prendre les dispositions voulues pour que le Secrétaire général dispose alors d'un personnel suffisant pour élaborer la première partie de l'Etude.

39. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales), répondant aux questions posées par le représentant de la Pologne, déclare formellement que, si le Conseil adopte la proposition du Secrétaire général, l'élaboration de la partie de l'Etude relative à la planification économique sera entreprise à temps pour être soumise au Conseil au cours de l'été 1964. En tout état de cause, la documentation destinée à la Conférence devra être complétée à la fin de 1963, puisqu'elle doit être prête pour la dernière session du Comité préparatoire de la Conférence.

40. En ce qui concerne la seconde question posée par le représentant de la Pologne, M. de Seynes signale que la partie de l'Etude qui avait été publiée en février 1962 à l'intention du Comité du développe-

ment industriel ne représentait qu'un tiers de l'ensemble de la première partie de l'Etude. Ce n'est pas au cours des deux ou trois mois à venir, mais plus tard, que s'accomplit la plus grosse partie du travail. D'autre part, la documentation minimum prévue pour la Conférence constitue déjà une liste très importante et l'on ne peut guère douter que le Comité préparatoire allongera cette liste. Le meilleur moyen de garantir la qualité de la documentation destinée à la Conférence, sans réduire son volume, est donc d'échelonner sur deux ans l'examen des problèmes de planification, comme le propose le Secrétaire général.

41. Le PRESIDENT propose au Conseil, compte tenu des explications données par le Sous-Secrétaire, d'adopter la proposition formulée par le Secrétaire général à l'alinéa ii du paragraphe 8 de son rapport (E/3702).

Il en est ainsi décidé.

iii) *Examen général du développement de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme*

42. Le PRESIDENT fait observer que l'alinéa iii du paragraphe 8 pose une question d'ordre plutôt technique, puisqu'il s'agit de combiner plusieurs documents.

43. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) se demande s'il ne faudrait pas remettre l'examen de cette question à la trente-cinquième session du Conseil, puisqu'elle est liée à la rubrique a du rapport (E/3702), que le Conseil a décidé de renvoyer à cette session.

44. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'étonne qu'on puisse envisager de renvoyer l'examen de l'alinéa iii à la trente-cinquième session, alors que la même question, formulée en termes identiques, fait l'objet du point 4 du projet de liste des questions à examiner à la trente-sixième session (E/L.976). Il avoue, d'ailleurs, que le libellé de ce point lui paraît extrêmement obscur et semble impliquer un travail et des activités illimités, alors que, comme on vient de le voir, le Secrétaire général ne dispose pas d'assez de personnel pour élaborer d'autres études beaucoup plus importantes. Il craint que les activités de coordination n'aient pris depuis quelques années une ampleur excessive et ne soient en quelque sorte devenues une fin en elles-mêmes, entraînant ainsi des travaux et des dépenses inutiles. Le Comité spécial de coordination créé à la trente-quatrième session du Conseil [résolution 920 (XXXIV)] lui paraît notamment sans objet. Il fait appel aux membres du Conseil et au Sous-Secrétaire pour qu'ils réfléchissent à cette question et envisagent une solution courageuse en vue d'ordonner et de limiter les travaux de coordination.

45. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) souligne que la proposition formulée par le Secrétaire général à l'alinéa iii s'inspire en fait de préoccupations voisines de celles du représentant de l'URSS. L'obscurité du titre de cet alinéa reflète, en quelque sorte, la confusion qui résulte des décisions successives prises par différents organes en matière de coordination, et le

Secrétariat s'efforce d'introduire un certain ordre pour éliminer tout double emploi dans la documentation. Les alinéas d et e des annotations concernant le point 4 du projet de liste des questions à examiner à la trente-sixième session (E/L.976) prévoient la rédaction de deux rapports différents sur des sujets très voisins. C'est ce que le Secrétaire général propose d'éviter.

46. Le PRESIDENT précise qu'il s'agit de renvoyer à la trente-cinquième session non l'examen de la question en elle-même, mais la décision relative à la proposition du Secrétaire général de combiner deux documents en un. Il propose donc au Conseil de renvoyer à la trente-cinquième session l'examen de l'alinéa iii du paragraphe 8 en même temps que celui du reste du rapport du Secrétaire général (E/3702).

Il en est ainsi décidé.

iv) *Décennie des Nations Unies pour le développement*

v) *Courant international des capitaux et de l'assistance*

47. Le PRESIDENT propose au Conseil d'adopter les propositions formulées par le Secrétaire général dans ces deux alinéas.

Il en est ainsi décidé.

vi) *Rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays sous-développés*

48. M. SEYDOUX (France) fait observer qu'il s'agit là d'une question très importante, nécessitant des études techniques très poussées, et se demande s'il ne serait pas préférable, en raison du programme très chargé du Secrétariat pour l'année 1964, de différer la présentation de ce rapport jusqu'à une date postérieure à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il suggère donc de modifier en ce sens la proposition du Secrétaire général.

49. M. VERAS (Brésil) appuie la proposition du Secrétaire général, qui laisse suffisamment de temps pour réunir les données nécessaires et ne retarde pas de façon excessive l'examen d'une question très urgente.

50. M. SEYDOUX (France) fait observer que sa proposition n'avait nullement pour but de retarder l'enquête, mais seulement d'alléger la tâche du Secrétariat. Sans insister sur sa proposition, il suggère que le Conseil adopte une formule plus souple, qui permettrait, par exemple, au Secrétaire général de présenter en 1964 un rapport intérimaire, si le rapport définitif ne pouvait être terminé.

51. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) comprend à la fois les préoccupations de la délégation brésilienne, qui a soulevé la première la question des brevets, et celles de la délégation française; cependant, si le Secrétaire général a proposé de présenter le rapport en 1964, c'est qu'il estime que le rapport pourra être prêt à cette date; il semble donc que le Conseil puisse adopter cette proposition.

52. Le PRESIDENT suggère au Conseil d'adopter la proposition du Secrétaire général, étant entendu que si un nouveau délai est nécessaire, la question pourra être examinée à nouveau en 1963.

Il en est ainsi décidé.

vii) *Rapports des commissions économiques régionales*

53. M. NATORF (Pologne) appuie sans réserve la proposition du Secrétaire général tendant à combiner deux rapports en un, mais il s'étonne que ce point figure encore à l'ordre du jour provisoire de la trente-sixième session, puisque le Conseil vient de décider, conformément à la proposition du Secrétaire général consignée à l'alinéa iv, de remettre à la trente-huitième session l'examen du rapport prévu au paragraphe 13 de la résolution 916 (XXXIV).

54. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) précise que deux séries de rapports seront établis sous la rubrique générale de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Tout d'abord, des rapports seront préparés périodiquement, tout au long des 10 années en question, pour tenir le Conseil informé des projets qui s'inscriront dans le cadre de la Décennie; en second lieu, des rapports seront rédigés, sans doute aussi périodiquement, sur les progrès des pays sous-développés vers l'objectif de la Décennie, à savoir un taux de croissance de 5 p. 100 par an. Il semble préférable d'attendre la trente-huitième session pour présenter un rapport de cette deuxième catégorie, car on sera alors mieux en mesure d'évaluer le taux de croissance des pays sous-développés, et c'est là l'objet de la proposition qui figure à l'alinéa iv; en revanche, le Secrétaire général peut fort bien présenter à la trente-sixième session une étude sur l'état d'avancement des travaux, notamment pour ce qui est des commissions économiques régionales.

55. Le PRESIDENT propose au Conseil d'adopter la proposition du Secrétaire général qui figure à l'alinéa vii.

Il en est ainsi décidé.

56. Le PRESIDENT demande au Conseil de se prononcer sur la proposition du Secrétaire général énoncée au paragraphe 10 de son rapport (E/3702) et tendant à annuler la réunion du Groupe consultatif des Nations Unies en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants, qui doit se tenir à Genève en décembre 1963.

Cette proposition est adoptée.

57. Le PRESIDENT attire l'attention des membres du Conseil sur le paragraphe 11 du rapport du Secrétaire général (E/3702).

58. M. HIREMATH (Inde) constate avec plaisir que le Secrétaire général ne recommande pas de retarder la Conférence sur les voyages et le tourisme internationaux, qui revêt une très grande importance. Les pays en voie de développement ont, en effet, un besoin urgent d'accroître leurs recettes en devises et d'équilibrer leur balance des paiements, et le développement du tourisme, outre qu'il favorise la compréhension entre les peuples, est un moyen très efficace d'atteindre ces objectifs. Cette conférence, prévue pour 1961, a déjà été remise à 1963 et un nouveau retard jouerait au détriment des pays sous-développés. En outre, l'Italie ayant généreusement offert de prendre à sa charge les frais supplémentaires qu'entraînerait la Conférence si elle se tenait à Rome, les dépenses ne devraient pas être très considérables.

59. M. EL-FARRA (Jordanie) appuie sans réserve ce que vient de dire le représentant de l'Inde et s'étonne que le Conseil doive confirmer l'urgence

de la Conférence, qu'il a déjà affirmée dans sa résolution 870 (XXXIII). Il se demande d'ailleurs si le mandat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires autorise cet organe à recommander des ouvertures de crédits sous condition, alors que le Conseil est l'un des organes principaux des Nations Unies.

60. M. UNWIN (Royaume-Uni) partage l'avis du représentant de l'Inde et ajoute que le tourisme est également un moyen efficace de stimuler l'industrie des transports dans les pays en voie de développement. Le Royaume-Uni s'intéresse vivement à la Conférence et a déjà entamé les travaux préparatoires.

61. M. DELGADO (Sénégal), M. WODAJO (Ethiopie), M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), M. SEYDOUX (France), M. CARRILLO (Salvador) et Mme WRIGHT (Danemark) appuient les opinions exprimées par les orateurs précédents.

62. Le PRESIDENT propose au Conseil de confirmer sa décision antérieure relative à la Conférence.

Il en est ainsi décidé.

63. Le PRESIDENT propose au Conseil d'examiner son programme de travail pour 1963 (E/L.976), tel qu'il se trouve modifié par les décisions que le Conseil vient de prendre en examinant le paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général (E/3702).

64. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait signaler un aspect de la question des mesures à prendre pour préparer efficacement la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: par sa résolution 919 (XXXIV), le Conseil a, comme suite à l'initiative de la délégation des Etats-Unis, institué un groupe spécial d'experts chargé d'étudier l'activité des diverses organisations internationales qui s'intéressent au commerce. A sa trente-quatrième session, le Conseil ne savait pas que l'Assemblée générale prendrait, à sa dix-septième session, des décisions concernant la Conférence et recommanderait la création d'un comité préparatoire à composition élargie. Mais, compte tenu de ces décisions, peut-être pourrait-on centraliser les activités des deux organes en question, étant donné surtout que le groupe d'experts doit rendre compte au Comité préparatoire.

65. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) reconnaît qu'il existe un lien entre les travaux du groupe d'experts créé par la résolution 919 (XXXIV) et ceux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais la nature du groupe d'experts est différente de celle du Comité préparatoire de la Conférence. La décision consignée dans la résolution 919 (XXXIV), dont le texte a été présenté par plusieurs délégations dont celle des Etats-Unis, a été prise indépendamment du point de savoir si la Conférence aurait effectivement lieu ou non: il est apparu aux auteurs du texte que l'étude technique dont il est question dans la résolution devrait être effectuée de toute manière. Qui plus est, le groupe sera constitué d'experts et non de représentants de gouvernements. Mais l'Assemblée générale ayant décidé de faire siéner la décision du Conseil relative à la convocation de la Conférence, il est normal et logique que le rapport du groupe d'experts soit soumis au Comité préparatoire, qui se composera de représentants de gouvernements. Ce rapport sera également soumis à d'autres organismes, notamment au GATT et à la Commission du commerce international des

produits de base, et il n'en résulte pas pour autant que l'on doive fusionner le groupe d'experts avec l'un ou l'autre de ces organismes.

66. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie le représentant des Etats-Unis de ses explications, mais croit savoir que le Secrétariat se propose de convoquer le Comité préparatoire le 14 ou le 15 janvier 1963. Il ne paraît guère possible, dans ces conditions, de réunir le groupe d'experts à temps pour que son rapport puisse être soumis au Comité préparatoire. Peut-être pourrait-on, en conséquence, créer dans le cadre du Comité préparatoire un petit groupe qui s'acquitterait de la tâche initialement confiée au groupe d'experts.

67. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) précise que le Secrétariat envisage de réunir le groupe d'experts du 18 février au 8 mars. Quant au Comité préparatoire, sa session de janvier sera exclusivement consacrée à l'organisation des travaux; le Comité tiendra cependant, en mai vraisemblablement, une session plus longue au cours de laquelle il pourra étudier les problèmes relatifs au commerce des produits primaires, car la documentation concernant ces problèmes sera alors

prête. Le rapport du groupe d'experts pourra être joint à cette documentation.

68. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) remercie le représentant du Secrétaire général d'avoir précisé qu'il n'y a pas lieu de remettre en question la décision prise par le Conseil dans sa résolution 919 (XXXIV).

69. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le point 7 du projet de liste des questions à examiner à la trente-sixième session (E/L.976) a fait l'objet d'une décision de l'Assemblée générale à sa dix-septième session; il serait logique de tenir compte de cette décision dans l'intitulé du point 7.

70. Le PRESIDENT rappelle que le Conseil aura, à sa séance suivante, à examiner les questions découlant des décisions prises par l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session. Il propose d'adopter le projet de programme établi par le Secrétaire général (E/L.976).

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 10.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 19 décembre 1962,
à 11 heures

NEW YORK

S O M M A I R E

Page

Point 30 de l'ordre du jour:

Programme de travail du Conseil pour 1963

(fin) 9

Président: M. Jerzy MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Tchécoslovaquie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme de travail du Conseil pour 1963 (E/L.976, E/L.977) [fin]

1. Le PRESIDENT attire l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général concernant la suite à donner aux questions que soulèvent les décisions prises par l'Assemblée générale au cours de sa dix-septième session, qui intéressent le Conseil économique et social (E/L.977). Il propose au Conseil de passer en revue chacune de ces décisions, telles qu'elles sont énumérées dans la note.

Il en est ainsi décidé.

a) Comité de l'habitation, de la construction et de la planification [résolution 1772 (XVII)]

2. Le PRESIDENT propose d'augmenter de trois le nombre des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et que l'élection des 21 membres du Comité ait lieu à la session en cours au titre du point 28 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

3. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'a pas d'objection à formuler touchant la proposition d'augmenter le nombre des membres du Comité, mais sa composition devrait se fonder sur une représentation égale des trois groupes d'Etats entre lesquels le monde est divisé.

b) Nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales [résolution 1776 (XVII)]

c) Elaboration d'un projet de déclaration et d'un projet de convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 1780 (XVII)]

d) Elaboration d'un projet de déclaration et d'un projet de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse [résolution 1781 (XVII)]

e) Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme: propositions relatives à un article sur les droits de l'enfant (A/5365, projet de résolution A^{1/})

4. Le PRESIDENT propose de transmettre les résolutions en question à la Commission des droits de l'homme.

Il en est ainsi décidé.

5. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) exprime l'espoir que la session de la Commission des droits de l'homme qui doit avoir lieu à Genève ne se prolongera pas au-delà de quatre semaines.

6. Le PRESIDENT répond que le Conseil s'est borné à renvoyer les résolutions en question à la Commission des droits de l'homme mais qu'il n'a pas décidé de prolonger la durée de la prochaine session de cette commission au-delà des quatre semaines prévues. Du reste, les résolutions mentionnées aux points c et d seront d'abord renvoyées à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

f) Assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme dans les pays en voie de développement [résolution 1777 (XVII)]

7. Le PRESIDENT propose de transmettre la résolution en question à la Commission de la condition de la femme et de la faire figurer au point 20 du projet de liste des questions proposées pour la trente-sixième session (E/L.976).

Il en est ainsi décidé.

g) Coopération internationale visant à aider au développement des moyens d'information dans les pays peu développés [résolution 1778 (XVII)]

8. Le PRESIDENT propose de transmettre la résolution en question aux commissions économiques régionales.

Il en est ainsi décidé.

h) Projet de recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages [résolution 1763 B (XVII)]

9. Le PRESIDENT propose de transmettre la résolution en question à la Commission de la condition de

^{1/} Ultérieurement résolution 1843 A (XVII) de l'Assemblée générale.

la femme et de la faire figurer au point 20 du projet de liste des questions proposées pour la trente-sixième session.

Il en est ainsi décidé.

i) Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu en Iran [résolution 1753 (XVII)]

10. Le PRESIDENT propose de transmettre la résolution en question au Comité de l'assistance technique.

Il en est ainsi décidé.

j) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [résolution 1785 (XVII)]

11. Le PRESIDENT propose au Conseil d'élargir la composition du Comité préparatoire de la Conférence, de procéder aux élections nécessaires à la session en cours, de transmettre la résolution et le mémoire explicatif (E/5316, annexe) au Comité préparatoire et d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la trente-cinquième session un point intitulé "Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement". Il propose également que le Conseil donne suite à la résolution sur la base du point 5 du projet de liste des questions proposées pour la trente-sixième session.

Il en est ainsi décidé.

k) Action des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (A/5344, projet de résolution II^{2/})

12. Le PRESIDENT propose de transmettre la résolution en question au comité consultatif créé en application de la résolution 873 (XXXIII) du Conseil, ainsi qu'au Comité du développement industriel. Il propose également de faire figurer la résolution au point 11 du projet de liste des questions proposées pour la trente-sixième session.

Il en est ainsi décidé.

l) Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5344, projet de résolution XI^{3/})

13. Le PRESIDENT propose au Conseil de transmettre la résolution en question à la Commission du commerce international des produits de base et de la faire figurer, pour qu'il y soit donné suite de façon appropriée, au point 9 du projet de liste des questions proposées pour la trente-sixième session.

Il en est ainsi décidé.

m) Décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5344, projet de résolution IV^{4/})

14. Le PRESIDENT propose au Conseil de transmettre la résolution en question aux commissions économiques régionales et de la faire figurer, ainsi que le rapport mentionné à son paragraphe 4, au point 13 du projet de liste des questions proposées pour la trente-sixième session.

Il en est ainsi décidé.

n) Le rôle de l'ONU dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation

^{2/} Ultérieurement résolution 1821 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{3/} Ultérieurement résolution 1829 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{4/} Ultérieurement résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale.

accélérée des pays sous-développés (A/5344, projet de résolution V^{5/})

15. Le PRESIDENT propose au Conseil de transmettre la résolution en question au Comité du développement industriel, au Comité de l'assistance technique et aux commissions économiques régionales. Il propose également que la résolution, ainsi que le rapport qui est demandé au Secrétaire général aux termes du paragraphe 2 de celle-ci, soient examinés à la trente-huitième session en 1964.

Il en est ainsi décidé.

o) Réforme agraire (A/5344, projet de résolution X^{6/})

16. Le PRESIDENT propose de transmettre la résolution en question aux commissions économiques régionales et d'examiner cette résolution à nouveau à la quarantième session du Conseil en 1965.

Il en est ainsi décidé.

p) Accroissement démographique et développement économique (A/5354, projet de résolution I^{7/})

17. M. FRANZI (Italie), appuyé par M. PATIÑO (Colombie), fait observer que lorsque la résolution en question a été examinée par l'Assemblée générale (1197ème séance plénière), la dernière partie du paragraphe 6 du dispositif commençant par les mots "et qu'elle devrait fournir aux gouvernements, ..." a été supprimée. En conséquence, il propose que la résolution ne soit pas transmise au Comité de l'assistance technique.

Il en est ainsi décidé.

18. Le PRESIDENT propose de transmettre la résolution en question à la Commission de la population et aux commissions économiques régionales. Il propose également de faire figurer cette résolution au point 9 du projet de liste des questions à examiner à la trente-cinquième session et d'en saisir le Conseil à nouveau en 1964.

Il en est ainsi décidé.

q) Développement de l'éducation en Afrique (A/5360, projet de résolution I^{8/})

19. Le PRESIDENT propose de transmettre cette résolution à la Commission économique pour l'Afrique.

Il en est ainsi décidé.

r) Envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (A/C.2/L.719 et Add.1)

20. Le PRESIDENT fait observer que ce texte a été présenté à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale par la Bolivie et le Niger sous la forme d'un projet de résolution. Il propose, conformément à la décision de la Deuxième Commission, que le Conseil communique le projet de résolution au Comité de l'assistance technique.

Il en est ainsi décidé.

21. M. VIAUD (France) propose de joindre au texte du projet de résolution un mémoire explicatif résumant les débats auxquels il a donné lieu à la Deuxième Commission.

^{5/} Ultérieurement résolution 1824 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{6/} Ultérieurement résolution 1828 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{7/} Ultérieurement résolution 1838 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{8/} Ultérieurement résolution 1832 (XVII) de l'Assemblée générale.

22. Le **PRESIDENT** propose au Conseil de joindre au texte du projet de résolution le compte rendu du débat qui a eu lieu à la Deuxième Commission à ce sujet (876ème séance).

Il en est ainsi décidé.

23. M. **FINGER** (Etats-Unis d'Amérique) propose que le projet de résolution soit également envoyé au Comité spécial des dix créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil.

Il en est ainsi décidé.

s) *Politique intégrée en matière de programmes et de budget [résolution 1797 (XVII)]*

24. Le **PRESIDENT** fait observer que le Conseil s'est déjà prononcé sur cette résolution à la séance précédente.

t) *Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des moyens et ressources libérés à la suite du désarmement (A/5361, projet de résolution^{2/})*

25. M. **ARKADYEV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la première mesure pratique à prendre à ce stade pour l'application de la Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des moyens et ressources libérés à la suite du désarmement est de transmettre cette déclaration aux différents gouvernements, aux commissions économiques régionales, aux institutions spécialisées et aux autres organes compétents des Nations Unies. Cette mesure est implicitement prévue par le texte de la Déclaration. Il convient en outre d'amplifier comme suit le titre de la question à examiner à la trente-sixième session: "Conséquences économiques et sociales du désarmement et activités des Nations Unies pour l'application de la Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des moyens et ressources libérés à la suite du désarmement".

26. M. **FINGER** (Etats-Unis d'Amérique) serait d'accord pour transmettre un exemplaire de la Déclaration aux divers gouvernements et institutions, puisqu'ils sont appelés à y donner suite. Mais la délégation des Etats-Unis ne saurait accepter qu'on modifie en quoi que ce soit le libellé de la question. Les Etats-Unis se sont portés coauteurs avec l'Union soviétique du projet de résolution sur les aspects économiques du désarmement, qui a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale. La résolution ne prévoit de la part du Conseil et du Secrétaire général d'autres mesures que celles qui sont mentionnées dans la résolution 891 (XXXIV) du Conseil, laquelle portait pour titre: "Conséquences économiques et sociales du désarmement". La résolution votée par l'Assemblée ne comporte dans son dispositif que trois paragraphes demandant que des mesures soient prises par le Conseil ou l'Assemblée. Le paragraphe 6 s'associe simplement à la résolution 891 (XXXIV) du Conseil; le paragraphe 7 prie le Secrétaire général de communiquer à l'Assemblée générale le rapport qui sera établi comme suite à la résolution 891 (XXXIV), et le paragraphe 8 demande qu'on intensifie les efforts déployés pour mettre en œuvre la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale. Ceci ressort non seulement du texte du paragraphe proprement dit, mais également de la déclaration que le représentant des Etats-Unis a faite devant la Deuxième Commission (862ème séance) en présentant le projet de résolution au nom de ses auteurs. Aucune autre inter-

prétation n'a été donnée du texte du projet avant sa mise aux voix ni devant la Deuxième Commission ni en séance plénière, et c'est sur cette interprétation de la résolution que l'unanimité s'est faite. Il est donc surprenant d'entendre M. Arkadyev s'efforcer une fois le vote acquis de donner de ce texte une interprétation entièrement différente. Il y a lieu de craindre qu'en remaniant le libellé de la question on n'ouvre la voie à de nouvelles tentatives pour déformer la signification de la décision que l'Assemblée générale a prise en la matière.

27. M. **ARKADYEV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond qu'il n'est pas question pour lui de changer l'interprétation du projet de résolution; il voudrait simplement s'assurer que des mesures concrètes seront prises pour mettre en œuvre la Déclaration. Si l'on n'a pas l'intention d'appliquer une telle déclaration, son adoption aura été vaine. La délégation des Etats-Unis souhaite apparemment dissocier les paragraphes 6 et 7 de la résolution de la Déclaration proprement dite; la délégation soviétique désire considérer la question comme un tout.

28. M. **FINGER** (Etats-Unis d'Amérique) serait partisan, soit de transmettre la Déclaration sous la forme d'un document qui serait examiné à propos de la question dont il s'agit, soit d'en faire la matière d'une subdivision de ce point.

29. Le **PRESIDENT** propose, comme suite aux différentes propositions qui ont été faites, que le Conseil tienne compte du texte de la résolution lors de l'examen du point 7 du projet de liste des questions à examiner à la trente-sixième session, intitulé: "Conséquences économiques et sociales du désarmement". Ce point comporterait une subdivision intitulée: "Activités des Nations Unies pour l'application de la Déclaration sur l'affectation à des fins pacifiques des moyens et ressources libérés à la suite du désarmement" et la résolution serait transmise aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux commissions économiques régionales.

Il en est ainsi décidé.

u) *Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies (A/5344, projet de résolution VIII^{10/})*

30. Le **PRESIDENT** propose de faire figurer cette résolution, ainsi que le rapport, au point 8, b, du projet de liste des questions à examiner à la trente-sixième session, intitulé: "Financement du développement économique: création d'un fonds d'équipement des Nations Unies".

Il en est ainsi décidé.

v) *Institut de formation et de recherche des Nations Unies (A/5344, projet de résolution IX^{11/})*

31. Mme **WRIGHT** (Danemark) estime que cette résolution devrait être examinée à la trente-sixième session à propos du point 6 (Décennie des Nations Unies pour le développement), plutôt qu'à propos du point 15 (Programmes de coopération technique).

Il en est ainsi décidé.

w) *Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/5341, projet de résolution^{12/})*

^{10/} Ultérieurement résolution 1826 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{11/} Ultérieurement résolution 1827 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{12/} Ultérieurement résolution 1802 (XVII) de l'Assemblée générale.

^{2/} Ultérieurement résolution 1837 (XVII) de l'Assemblée générale.

32. Le PRESIDENT propose que les rapports que l'Organisation météorologique mondiale et l'Union internationale des télécommunications sont priées de présenter fassent l'objet d'une subdivision du point 16 du projet de liste des questions à examiner à la trente-sixième session (Questions relatives à la science et à la technologie), qui serait intitulée: "Coopération internationale en matière d'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique".

Il en est ainsi décidé.

x) *Maintien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 1783 (XVII)]*

33. Le PRESIDENT propose que le Conseil revise la composition du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à sa trente-sixième session lorsqu'il examinera, au titre du point 24, le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Il en est ainsi décidé.

y) *Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/5344/Add.1, projet de résolution modifié par le document A/L.412/Rev.2^{13/})*

^{13/} Ultérieurement résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale.

z) *Inflation et développement économique (A/5344, projet de résolution XII^{14/})*

34. Le PRESIDENT propose que le Conseil examine en 1964 le rapport sur les divers aspects de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles ainsi que la résolution concernant l'inflation et le développement économique.

Il en est ainsi décidé.

35. Le PRESIDENT propose, puisque le Conseil n'est pas appelé à prendre de décision au sujet des autres résolutions sur lesquelles son attention a été attirée, qu'il se contente d'en prendre note.

Il en est ainsi décidé.

36. Le PRESIDENT déclare qu'à la suite des décisions prises à ses 1237^{ème} et 1238^{ème} séances le Conseil a terminé l'examen de son programme de base pour 1963 et arrêté l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session. Il propose de demander au Secrétariat d'établir, après consultation des délégations et des institutions spécialisées, un document indiquant l'ordre de priorité des questions à examiner à la trente-cinquième session, et, si possible, la date à laquelle elles seront examinées.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 10.

^{14/} Ultérieurement résolution 1830 (XVII) de l'Assemblée générale.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mercredi 19 décembre 1962,
à 15 h 5

Reprise de la trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

NEW YORK

S O M M A I R E

Page

Point 10 de l'ordre du jour:

Rapports des commissions économiques régionales

Rapport de la Commission économique pour l'Afrique 13

Président: M. Jerzy MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Afrique du Sud, Espagne, Portugal.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales

RAPPORT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (E/3586, E/L.753 ET CORR.1, E/L.971, E/L.972)

1. M. WODAJO (Ethiopie) tient avant tout à souligner que les décisions de la Commission économique pour l'Afrique qui font l'objet des résolutions 42 (IV) et 44 (IV) contenues dans la troisième partie de son rapport (E/3586) n'ont aucun caractère vindicatif et ne doivent aucunement être considérées comme un refus, de la part des Etats africains, de coopérer avec les anciennes puissances coloniales sur des bases nouvelles et dans le respect de la souveraineté respective des Etats. Il est évident que les ressources financières et techniques des anciens pays métropolitains ainsi que la connaissance qu'ils ont des problèmes de l'Afrique peuvent aider considérablement au développement économique de ce continent, en même temps que les liens linguistiques et commerciaux, par exemple, peuvent être utilisés au bénéfice de l'Afrique et de l'Europe ainsi qu'en faveur du nouveau concept de la coopération internationale dans le cadre de l'ONU.

2. Si la Commission a recommandé que la France et le Royaume-Uni participent à ses travaux en qualité de membres associés plutôt que de membres de plein exercice, c'est pour tenir compte de la situation nouvelle qui résulte, d'une part, du processus de décolonisation et, d'autre part, des résolutions 1466

(XIV) de l'Assemblée générale et 24 (III) de la CEA relatives à la participation des territoires non autonomes aux travaux de la CEA.

3. L'Espagne n'a pas fourni les explications requises par ces deux résolutions quant à son attitude à l'égard de la participation de ses territoires africains aux travaux de la Commission, ce que la CEA a logiquement interprété comme un refus de coopérer avec un organe dont la raison d'être est la coopération internationale. Le Portugal, pour sa part, a refusé d'appliquer les résolutions de l'Assemblée et de la Commission en faisant valoir que ses colonies africaines forment partie intégrante de son territoire, argument que l'Assemblée a déjà rejeté à plusieurs reprises. Les gouvernements africains ont donc estimé que la participation de ces deux pays ne pouvait contribuer utilement à la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme et la maladie en Afrique.

4. Quant à l'Afrique du Sud, sa politique d'apartheid prive, en fait, la grande majorité des habitants des avantages que sa participation à la CEA devrait lui apporter. Le Gouvernement sud-africain a refusé qu'une enquête sur les conséquences économiques et sociales de la discrimination raciale soit menée sur son territoire et a en fait rompu avec la Commission en boycottant la dernière session. La Commission n'a donc fait que prendre acte de ce refus de coopérer en recommandant que le Conseil retire la qualité de membre de la CEA à l'Afrique du Sud jusqu'à ce que celle-ci accepte d'étendre à la majorité de ses habitants le bénéfice des activités de la CEA.

5. Les gouvernements africains ne pensent pas que les recommandations de la CEA puissent soulever de difficultés d'ordre juridique ou constitutionnel. La Commission a été créée par la résolution 671 A (XXV) du Conseil, conformément à la résolution 1155 (XII) de l'Assemblée générale et à l'Article 68 de la Charte des Nations Unies. Le paragraphe 5 du mandat de la CEA, tel qu'il figure dans la résolution du Conseil, énumère les pays appelés à devenir membres de la Commission — parmi lesquels figurait à l'origine l'Afrique du Sud mais non le Portugal — et le paragraphe 4 définit la portée géographique des activités de la Commission; mais rien, dans la résolution, ne donne à un Etat le droit d'être membre de la Commission en vertu de sa situation géographique, pas plus que rien n'empêche un Etat non africain de devenir membre de la Commission.

6. La délégation éthiopienne estime que le Conseil est habilité à modifier les termes d'une résolution qu'il a lui-même adoptée. D'autre part, la raison d'être d'une commission économique régionale est d'encourager la coopération régionale en vue du développement économique et rien, dans les circonstances présentes, ne permet d'espérer une coopération quelconque entre le Portugal et l'Afrique du Sud, d'une part, et le reste de l'Afrique, d'autre part. C'est en fonction de ces seules considérations que le Conseil doit examiner les recommandations de la CEA.

7. Les déclarations faites à la trente-quatrième session du Conseil par la France (1212ème séance) et le Royaume-Uni (1213ème séance) et d'où il ressort que ces deux pays s'abstiendront, comme à la CEAE, de voter contre les propositions appuyées par les pays du continent intéressé ainsi que le memorandum par lequel l'Espagne s'est déclarée disposée à appliquer les résolutions 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et 24 (III) de la CEA (E/L.953 et Corr.1) peuvent être considérés comme des éléments nouveaux qu'il y a lieu de prendre en considération. En revanche, l'Afrique du Sud et le Portugal continuent de braver impunément les décisions de l'Assemblée et de la Commission; il n'y a donc pas lieu d'examiner à nouveau la question. C'est pourquoi la délégation éthiopienne a présenté, avec la délégation sénégalaise, un projet de résolution (E/L.972) et appuie le projet de résolution IV que la Commission recommande au Conseil d'adopter (E/3586, 4ème partie).

8. M. CARRILLO (Salvador) indique que, si sa délégation a présenté, avec les délégations colombienne et uruguayenne, un projet de résolution (E/L.971), c'est parce que ces pays ont des liens amicaux tant avec la France, le Royaume-Uni et l'Espagne qu'avec les nouveaux Etats africains, qui s'efforcent grâce à la CEA de développer leur économie et d'intensifier la coopération internationale. Ces pays espèrent que, faisant partie d'un groupement régional différent, ils pourront rallier les bonnes volontés afin d'aboutir à un résultat constructif conforme aux traditions du Conseil. Le projet de résolution tient compte des faits nouveaux que constituent les déclarations de la France et du Royaume-Uni et le memorandum de l'Espagne, faits que la Commission devrait avoir l'occasion de prendre en considération.

9. M. Carrillo indique que les auteurs du projet de résolution E/L.971 souhaitent apporter à leur texte quelques légères modifications: au deuxième alinéa du préambule, les mots "la section III du projet de résolution" doivent être remplacés par "le projet de résolution III"; au quatrième alinéa, les mots "de caractère économique" doivent être supprimés; enfin, au dispositif, les mots "les dispositions de la section III du" doivent être remplacés par "le", et les mots "qui concernent" par "en ce qui concerne".

10. M. DELGADO (Sénégal) s'associe aux observations du représentant de l'Ethiopie et souligne l'importance considérable du problème pour les Etats africains. Certains Etats métropolitains se trouvant déchargés de leurs responsabilités territoriales du fait du processus de décolonisation et d'autres suivant une politique incompatible avec les buts de la CEA, il convenait de trouver une solution nouvelle dans ces deux cas.

11. En ce qui concerne le Portugal et l'Afrique du Sud, M. Delgado réaffirme la position exposée, lors de la trente-quatrième session du Conseil (1211ème séance), par la délégation sénégalaise qui a demandé l'exclusion immédiate de ces deux pays, et il rappelle que le Ministre des affaires étrangères du Sénégal a demandé, lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale (1012ème séance plénière), leur exclusion de l'ONU.

12. La CEA est un organisme régional créé par l'Assemblée pour aider à résoudre les problèmes économiques communs à tous les pays africains; elle se fonde donc sur la coopération et on peut dire que, plus qu'une autre, elle est particulièrement homogène et est devenue une véritable famille de nations. On ne

saurait donc lui imposer la présence de deux ennemis déclarés de l'Afrique, dont les politiques — qui sont condamnées par la conscience universelle tout entière — sont incompatibles avec les buts, même techniques, de la Commission. Il serait infiniment pénible pour l'Afrique que le Conseil ne ratifie pas la résolution adoptée à l'unanimité par les Etats africains membres de la CEA. L'Afrique, en tout cas, a pris sa décision et, par la voix de ses deux seuls représentants au Conseil, elle demande à nouveau instamment au Conseil d'adopter le projet de résolution E/L.972 et le projet de résolution IV dont la CEA recommande l'adoption au Conseil.

13. Tout en se considérant comme liée par la résolution 42 (IV) de la CEA, la délégation sénégalaise prend acte des éléments nouveaux contenus dans les déclarations des représentants de la France et du Royaume-Uni et dans le memorandum du représentant de l'Espagne; elle ne s'opposera donc pas au projet de résolution des trois puissances.

14. M. SEYDOUX (France) souligne l'importance du sujet en discussion, tant sur le plan juridique — puisqu'il touche à l'un des aspects de l'universalité de l'ONU — que sur le plan pratique, puisque les pays africains et européens ont le désir de coopérer utilement au développement économique et social de l'Afrique.

15. La France comprend et approuve les préoccupations des Africains, dans la mesure où ils règlent eux-mêmes leurs propres affaires, mais elle souhaite que le Conseil, dans l'intérêt même des pays africains, prenne ses décisions en tenant compte des conditions dans lesquelles la France participe aux travaux de la CEA. A cet égard, M. Seydoux confirme que, comme le représentant de la France l'a déclaré à la 1212ème séance du Conseil, la France se conforme, à la CEA, à la règle déjà établie pour la CEAE.

16. La délégation française appuie le projet de résolution des trois puissances (E/L.971) et est convaincue que, grâce à leur sagesse et à leur réalisme, les membres de la Commission pourront trouver, dans le cas de l'Espagne, de la France et du Royaume-Uni, une solution acceptable tant pour les pays africains que pour ceux qui veulent coopérer efficacement avec eux, dans le cadre de la CEA, en vue du développement du continent.

M. Patiño (Colombie), premier vice-président, prend la présidence.

17. M. BHADKAMKAR (Inde) ne croit pas nécessaire de présenter aucune observation sur le projet des trois puissances (E/L.971) puisque le représentant du Sénégal vient d'indiquer qu'il n'était pas opposé à l'adoption de ce texte. S'agissant du projet de résolution des deux puissances (A/C.2/L.972) et de la recommandation de la CEA concernant le Portugal, M. Bhadkamkar rappelle qu'une tradition bien établie veut que le Conseil approuve les recommandations ou les décisions prises par les commissions économiques régionales au sujet de questions relevant de leur compétence. A la connaissance de la délégation indienne, il n'a jamais été dérogé à cette tradition. Un problème de principe se pose donc, d'autant que la CEA groupe près du tiers des Etats Membres de l'ONU. Qui plus est, la Commission a été créée dans l'intérêt des pays africains et il est logique d'admettre qu'aucun organe n'est plus qualifié qu'elle pour déterminer où réside l'intérêt de ses membres,

surtout si l'on se rappelle que la recommandation en question a été adoptée après mûre réflexion.

18. Le problème à l'étude se pose pour la première fois: jamais le Conseil ni aucune commission de l'ONU ne se sont trouvés saisis d'une recommandation tendant à retirer ou à suspendre conditionnellement les droits d'un Etat membre d'un organe relevant des Nations Unies. Il n'en est pas moins vrai que, étant donné la pratique bien établie dont M. Bhadkamkar vient de parler, le Conseil peut difficilement ne pas approuver la recommandation qui lui est adressée, d'autant qu'il ne compte que deux représentants des pays d'Afrique. Il doit se garder de prendre une décision qui jouerait au détriment de la commission économique régionale comptant le plus grand nombre de membres et écarterait une recommandation adoptée par cet organe à une écrasante majorité. Cela dit, étant donné le caractère tout à fait nouveau du problème et son importance sur le plan des précédents, M. Bhadkamkar suggère aux représentants de l'Ethiopie et du Sénégal ou bien de différer toute décision sur la question en discussion — mais cette solution ne leur paraît, semble-t-il, pas acceptable — ou bien de renvoyer à l'Assemblée générale la recommandation de la CEA, soit dans le cadre du rapport du Conseil, soit isolément. Si cette dernière solution se heurte à des obstacles d'ordre juridique, M. Bhadkamkar ne sait quelle autre issue suggérer.

19. M. CVOROVIC (Yougoslavie), après avoir souligné l'importance du problème à l'examen, fait observer que la CEA est l'un des organes les plus récents des Nations Unies, et aussi l'un de ceux qui comptent le plus de membres, et qu'elle groupe les Etats africains qui ont récemment accédé à l'indépendance et qui doivent déployer des efforts considérables pour se débarrasser des séquelles de leur passé colonial. La CEA a un rôle important à jouer à cet égard, car elle permet l'instauration d'une coopération efficace en vue de la solution des problèmes urgents que pose le développement des pays membres. Ce n'est pas la première fois que le Portugal refuse de se conformer aux décisions de l'ONU et il n'est pas nécessaire de revenir sur la politique et la pratique suivies par le Gouvernement portugais dans ses territoires d'Afrique. En l'occurrence, puisque ce gouvernement refuse de collaborer avec les jeunes Etats qui ont entrepris une lutte énergique contre l'analphabétisme, la famine et la maladie, triste héritage de leur passé colonial, le Conseil n'a d'autre choix que d'approuver la recommandation de la CEA tendant à exclure le Portugal de la Commission. La délégation yougoslave votera donc pour le projet des deux puissances.

20. La délégation yougoslave appuie également la recommandation relative à l'Afrique du Sud, dont la politique de ségrégation raciale est une manifestation extrême du système colonial. Le Gouvernement sud-africain a refusé non seulement de collaborer à la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée générale, mais même de participer aux travaux de la CEA parce que la question de la discrimination raciale en Afrique du Sud était inscrite à l'ordre du jour de cet organe. La délégation yougoslave votera donc pour le projet de résolution IV figurant dans la quatrième partie du rapport de la Commission.

21. M. MATSUI (Japon) souligne combien il est regrettable qu'au moment où la coopération se révèle si indispensable au développement des pays d'Afrique le Conseil ait à se prononcer sur l'exclusion de

certaines Etats de la CEA. La délégation japonaise comprend pleinement l'attitude des membres de la Commission qui se sont trouvés aux prises avec ce difficile problème. Si le Japon a toujours soutenu qu'il fallait éviter de recourir à de telles mesures, il a également désapprouvé à maintes reprises la politique du Portugal et de l'Afrique du Sud qui est à l'origine des recommandations de la CEA. Tout en déplorant que ces deux pays fassent preuve d'un tel manque d'esprit de collaboration et tout en comprenant les raisons qui ont guidé les pays d'Afrique, la délégation japonaise se déclare dans l'impossibilité d'appuyer une recommandation tendant à priver un Etat Membre de sa qualité de membre de l'un quelconque des organes des Nations Unies. D'un autre côté, elle voudrait éviter que le Conseil ne se trouve dans la situation regrettable de devoir rejeter une recommandation adoptée par la CEA à une écrasante majorité. Peut-être, pour éviter un précédent dangereux, vaudrait-il mieux réfléchir encore à la question. Si, toutefois, le projet de résolution des deux puissances (E/L.972) et le projet IV figurant dans la quatrième partie du rapport de la CEA sont mis aux voix, la délégation japonaise devra s'abstenir sur les deux projets. Pour ce qui est des mesures relatives à la France, au Royaume-Uni et à l'Espagne, elle a toujours été en faveur d'une solution amiable et votera donc pour le projet des trois puissances (E/L.971).

22. M. CARVALHO SILOS (Brésil) tient tout d'abord à souligner que la position de sa délégation n'a rien à voir avec les liens particuliers qui unissent le Brésil et l'un des pays en cause. Un Etat Membre ne devrait être exclu de l'Organisation que sur la base de l'Article 6 de la Charte et ce principe lui semble valoir pour tous les organes des Nations Unies, y compris les commissions économiques régionales. La CEA n'ignore pas que l'exclusion d'un Etat Membre est une mesure grave et la preuve en est qu'au lieu d'employer le verbe "exclure" elle a employé la formule "retire la qualité de membre". Mais le sens de cette dernière formule ne diffère pas de celui du mot "exclure": en effet, dans aucun des cas la possibilité de revenir sur la décision n'est écartée.

23. Dans un autre ordre d'idées, M. Carvalho Silos tient à faire observer qu'une exclusion reposant sur des oppositions idéologiques et politiques et plus particulièrement sur des divergences de vues touchant le problème du colonialisme peut entraîner des réactions en chaîne qu'il est impossible de prévoir. D'autre part, il ne paraît pas opportun d'exclure de tel ou tel organe de l'ONU les Etats considérés comme ayant enfreint les principes des Nations Unies, car on les soustrait du même coup à l'influence de la communauté internationale et à la pression de l'opinion mondiale. Le Brésil, où vit l'une des plus nombreuses populations noires au monde, comprend les raisons qui ont amené les Etats membres de la CEA à présenter les recommandations consignées dans son rapport contre d'autres Etats membres qui n'obéissent pas aux principes de la Charte et aux résolutions de l'Assemblée générale, mais il ne croit pas qu'il faille recourir à de telles mesures pour obtenir des pays intéressés le changement d'attitude souhaité. En effet, le Brésil est convaincu que, à l'égard des Etats Membres récalcitrants, la présence de ceux-ci dans l'Organisation constitue encore le meilleur moyen de les soumettre à la pression morale et politique des autres Etats Membres. La délégation brésilienne devra donc émettre un vote négatif. La

suggestion présentée par le représentant de l'Inde lui semble en revanche très opportune.

24. M. EL-FARRA (Jordanie) dit que sa délégation s'est déjà prononcée sur le fond du problème lors de la 1213^{ème} séance du Conseil et se bornera en conséquence à présenter quelques observations sur le projet des trois puissances (E/L.971). Si la CEA a recommandé au Conseil de retirer à l'Espagne sa qualité de membre de la Commission économique pour l'Afrique, c'est seulement parce que ce pays a tardé à expliquer sa position touchant la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et la résolution 24 (III) de la CEA. Ce retard a été interprété comme traduisant, de la part du pays intéressé, une absence complète d'esprit de collaboration. Il apparaît maintenant que telle n'a jamais été l'attitude de l'Espagne, qui, fidèle à sa tradition, a adressé au Conseil un mémorandum (E/L.953 et Corr.1) dans lequel elle fait part de son intention de se conformer aux résolutions 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et 24 (III) de la CEA. La situation s'est donc considérablement modifiée et, puisque l'Espagne a clairement manifesté sa volonté de coopération, il convient de lui accorder le même statut qu'à la France et au Royaume-Uni. M. El-Farra espère que telle sera l'opinion de la CEA et indique, en terminant, qu'il votera pour le projet des trois puissances (E/L.971).

25. M. WODAJO (Ethiopie) voudrait donner quelques précisions complémentaires à l'intention du représentant de l'Inde. Pour les pays africains, les recommandations de la CEA ne suscitent aucune difficulté d'ordre juridique. Le paragraphe 4 du mandat de la CEA se borne en effet à définir le champ d'activité géographique de la CEA; nulle part dans ce mandat il n'est indiqué que la qualité de membre découle de la localisation du territoire national et le Conseil pourrait fort bien conférer la qualité de membre de la CEA à des pays situés hors du continent africain. Le Conseil est donc libre de fixer comme il l'entend la composition de la CEA et rien ne s'oppose, sur le plan juridique, à ce qu'il modifie ses propres décisions en la matière. M. Wodajo fait, d'autre part, observer que, comme le représentant de l'Inde l'a souligné, une pratique bien établie veut que le Conseil approuve les recommandations des organes qui relèvent de lui. En l'occurrence, la CEA a adopté à l'unanimité certaines résolutions et, si le Conseil ne les entérine pas, il dérogera gravement à cette pratique.

26. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne tout d'abord l'importance de la question sur le plan pratique et sur le plan politique. Devant les recommandations graves qui lui sont adressées, le Conseil doit se demander pourquoi la CEA a agi de la sorte. Certains cherchent à démontrer que les décisions en question sont illogiques ou erronées et doivent être reconsidérées ou rapportées. Mais si l'on s'en tient aux faits, on est bien obligé de reconnaître que ces décisions sont parfaitement justifiées.

27. Dans le cas le plus simple, celui du Royaume-Uni et de la France que la Commission recommande de faire passer de la catégorie de membres de plein exercice à celle de membres associés, M. Arkadyev tient à faire observer que les deux pays en question ne font pas partie de l'Afrique et que, s'ils sont représentés à la CEA, c'est uniquement parce qu'ils ont possédé — et parfois même possèdent encore — des colonies sur ce continent. Les Etats africains

croient nécessaire d'accorder au Royaume-Uni et à la France un rang plus modeste que celui de membres de plein exercice. Leurs appréhensions sont, semble-t-il, justifiées: ils sont fondés à craindre que ces deux Etats ne continuent d'exercer dans leur propre intérêt une certaine pression sur les jeunes Etats d'Afrique et ne cherchent à limiter les possibilités d'action de la CEA et à freiner le développement économique du continent. Historiquement et pratiquement, leur attitude se comprend parfaitement et l'on ne peut pas dire que la décision qu'ils ont prise porte un coup sérieux au prestige du Royaume-Uni et de la France, qui ont suffisamment de clairvoyance et de sens politique pour s'incliner sans difficulté devant le vœu légitime de la CEA.

28. Pour ce qui est de l'Espagne, certains prétendent que c'est par pure inadvertance qu'elle a omis de manifester à temps son intention de faire parvenir les renseignements demandés touchant l'application de la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et que, comme elle a finalement indiqué qu'elle fournirait lesdits renseignements, la CEA devrait maintenant rectifier son "erreur" et la rétablir dans ses droits. Mais, en fait, l'Afrique a eu beaucoup à souffrir de l'Espagne, où non seulement les libertés démocratiques les plus élémentaires sont foulées aux pieds mais où le colonialisme est érigé en principe de gouvernement. L'Espagne n'a aucunement l'intention d'accorder l'indépendance aux territoires qu'elle occupe en Afrique et elle va jusqu'à trouver des justifications morales à son attitude. Pour les dirigeants franquistes, la lutte contre la domination espagnole est un crime contre l'humanité; il est douteux que les membres de la CEA et la communauté internationale puissent partager cette manière de voir et tolérer que les colonialistes espagnols maintiennent leur position sans tenir compte du déroulement de l'histoire. Comment pourrait-on obliger les pays africains à accepter la présence à la CEA d'un pays qui n'a accordé l'indépendance à aucun des cinq territoires, comptant 1 250 000 habitants au total, qui dépendent de lui, et n'a jamais tenu aucun compte des vœux de la CEA?

29. S'agissant du Portugal, chacun sait combien sont "fructueuses" ses activités en Afrique, notamment en Angola, où se pose l'un des problèmes coloniaux les plus aigus. Le maintien de la domination coloniale portugaise est un défi au monde entier et c'est de la position qu'adopteront les Membres de l'Organisation des Nations Unies sur ce point que dépendront le prestige de l'Organisation et l'attitude des peuples coloniaux envers elle. Expéditions punitives, répressions policières, exécutions et massacres, tels sont les éléments — relatés dans la presse du monde entier — de la politique coloniale du Portugal, qui tend à l'extermination massive de la population autochtone. Les menées fascistes de ce pays contre des peuples qui veulent se libérer de l'esclavage constituent une violation flagrante de la Charte et il est normal, dans ces conditions, que les Etats africains se refusent à tolérer plus longtemps la présence du Portugal à la CEA. Le Conseil doit donc sans hésitation confirmer la recommandation qui lui est adressée touchant l'exclusion du Portugal.

30. Quant à l'Afrique du Sud, malgré les résolutions 1662 (XVI) et 1663 (XVI) de l'Assemblée générale condamnant toute politique fondée sur une supériorité raciale, elle continue d'agir au mépris des principes de la Charte et de refuser aux autochtones les droits les plus élémentaires: 500 000 personnes sont ar-

rêtes chaque année en application de la loi sur les laissez-passer; toute protestation contre la ségrégation raciale est considérée comme une activité subversive qui peut être punie de la peine de mort; 87 p. 100 des terres appartiennent aux blancs, qui ne représentent pourtant qu'un cinquième de la population totale; les deux tiers de la population autochtone travaillent dans des zones réservées à l'exploitation des noirs par les blancs, où ils vivent dans un état proche de l'esclavage; les personnes d'origine indienne ou d'origine indo-pakistanaise ne jouissent d'aucun droit. Tous ces faits montrent que la CEA ne s'est pas trompée; ses décisions sont fondées sur tous les plans et la délégation de l'Union soviétique les appuiera.

31. M. EL-FARRA (Jordanie) précise, à l'intention du représentant de l'URSS, que le mémorandum de l'Espagne (E/L.953 et Corr.1) constitue bien un fait nouveau. Il est vraisemblable que, si la Commission économique pour l'Afrique en avait eu connaissance au moment où elle examinait sa résolution, le résultat aurait été différent. Il semble donc tout à fait judicieux de demander à la CEA un nouvel examen compte tenu de ce nouvel élément.

32. Le PRESIDENT déclare que, conformément à l'article 75 du règlement intérieur du Conseil, trois Etats non membres du Conseil ont demandé à participer à la discussion. S'il n'y a pas d'objection, les représentants de ces Etats seront invités à prendre la parole.

Il en est ainsi décidé.

33. M. DELGADO (Sénégal), soulevant une question d'ordre, tient à préciser que sa délégation, tout en ne s'opposant pas à la participation au débat des Etats en question, n'en tient pas moins à formuler les réserves les plus formelles quant à l'audition des représentants de l'Afrique du Sud et du Portugal.

34. M. GARIN (Portugal) rappelle que son pays, en vertu des paragraphes 4 et 5 du mandat de la CEA, est membre de la Commission depuis sa création. Le Portugal a beaucoup collaboré avec cet organe technique et rien ne permet de considérer que cette collaboration ait cessé d'être nécessaire ou utile. La mesure actuellement envisagée contre le Portugal est entièrement motivée par des arguments d'ordre politique, à l'égard desquels le Portugal adopte une position fondée sur sa structure interne et traditionnelle, qui ne diffère pas aujourd'hui de ce qu'elle était à l'époque où le Portugal a été admis à la CEA en tant que membre de plein exercice. Cette mesure, outre qu'elle fait intervenir des considérations politiques qui échappent à la compétence d'un organe purement technique comme la CEA, soulève des problèmes de caractère juridique d'une extrême importance. Elle risque également de créer un précédent qui aurait des conséquences extrêmement graves pour d'autres organes des Nations Unies et atteindrait d'autres pays dans bien d'autres domaines. Du reste, le refus de la qualité de membre au Portugal; loin de rien apporter à la cause de la coopération technique en Afrique, la compromettrait fâcheusement.

35. Comme le Conseil le sait, le Portugal exerce certaines responsabilités en Afrique; il déploie tous ses efforts dans l'intérêt non seulement de ses habitants, mais de tous les peuples africains. Le Portugal s'est attaché au bien-être et au progrès de ses habitants et il a obtenu des résultats remarquables dans le domaine économique, qui constitue le domaine

propre de la CEA. Le Portugal est d'ailleurs prêt à faire profiter de son expérience technique, dans le cadre de la CEA, tous ses voisins africains. Il serait extrêmement fâcheux que des facteurs affectifs l'emportent sur une saine appréciation de la réalité et la contribution que le Portugal pourrait apporter ne doit pas être rejetée. Le Conseil conviendra sans doute que les intérêts des habitants doivent passer avant tout. Le Portugal est donc fermement convaincu que la sagesse, le réalisme et la justice prévaudront.

36. M. BOTHA (Afrique du Sud) rappelle qu'aux termes de la résolution 1155 (XII) de l'Assemblée générale la compétence de la CEA, sur le plan géographique, s'étend à l'ensemble du continent africain et que tous les Etats africains, présents et futurs, qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent en faire partie.

37. L'Afrique du Sud est un Etat situé sur le continent africain. La proposition tendant à la priver de sa qualité de membre en modifiant le paragraphe 5 du mandat de la Commission est donc incompatible avec les termes du paragraphe 4 de ce mandat, qui prévoit que, dans l'ordre géographique, la compétence de la Commission s'étendra à l'ensemble du continent africain.

38. Du reste, un comité subsidiaire de la CEA examine actuellement, à Addis-Abéba, un rapport sur le développement industriel en Afrique, qui non seulement mentionne l'Afrique du Sud, mais lui assigne une place importante en raison du chiffre de sa population, qui représente 6 p. 100 de la population du continent, et de sa production industrielle, qui représente les deux cinquièmes de la production africaine totale. Etat africain, l'Afrique du Sud doit résoudre les mêmes problèmes que tout autre Etat africain; construction de logements, élévation du niveau de vie, approvisionnement des groupes de population à faibles revenus en aliments nutritifs à bon marché, lutte contre les maladies des animaux et des végétaux, amélioration de la santé publique, et bien d'autres encore. L'Afrique du Sud a gagné ses batailles contre la maladie du sommeil et son vecteur, la mouche tsé-tsé, et contre le paludisme, mais elle poursuit la lutte contre d'autres maladies du continent africain comme le kwashiorkor (malnutrition protéinique) et la tuberculose.

39. Le Conseil économique et social ne peut modifier la composition d'un organe subsidiaire alors que cette modification serait incompatible avec les principes qui ont présidé à la création de cet organe. En outre, le mandat de la CEA n'envisage pas la possibilité de suspendre les droits d'un de ses membres. Le seul cas où il prévoit le retrait de la qualité de membre est celui où un Etat cesse d'exercer des responsabilités territoriales en Afrique.

40. La décision tendant à suspendre les droits de l'Afrique du Sud a été motivée par des arguments d'ordre purement politique que n'aurait pas dû prendre en considération un organe dont la compétence est uniquement économique. Cette décision a été prise à la suite d'un débat sur la discrimination raciale et après examen d'un rapport qui avait essentiellement trait à la politique intérieure de l'Afrique du Sud. Le Conseil se souviendra sans doute qu'aux termes du paragraphe 1 du mandat de la Commission celle-ci ne peut prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays. L'Afrique du Sud s'est opposée à ce qu'une telle étude fût entreprise; la rédaction

du rapport et les débats qui ont eu lieu, tout comme la recommandation de retirer à l'Afrique du Sud sa qualité de membre, sont autant d'actes par lesquels la Commission a outrepassé les pouvoirs que lui confère son mandat. Les différentes commissions économiques constituées sur une base géographique sont accessibles à tous les Etats Membres des régions respectives, quelles que soient leurs prises de position et leurs conceptions politiques, ce qui en fait des instruments de coopération pratique entre Etats dont l'attitude politique est fort différente.

41. Le Gouvernement sud-africain espère donc que le Conseil rejettera la proposition tendant à suspendre les droits de l'Afrique du Sud en tant que membre de la CEA. Le Conseil n'est pas appelé à examiner la politique raciale de l'Afrique du Sud; il a à se prononcer sur une question de principe extrêmement importante, à savoir, le droit pour tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies de faire partie automatiquement d'un organe constitué sur une base géographique, principe qui a pour corollaire qu'aucun Etat ne peut être privé de la qualité de membre d'un tel organe tant qu'il demeure membre de l'organisation dont cet organe relève.

42. M. DE LEQUERICA (Espagne) déclare que le mémorandum (E/L.953 et Corr.1) et les déclarations du Gouvernement espagnol, d'où il ressort que l'Espagne est disposée à appliquer la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale, et la résolution 24 (III) de la CEA ont pleinement éclairci la position de son pays. Le projet de résolution des trois puissances (E/L.971) donne toute satisfaction à la délégation espagnole et il ne semble pas que des précisions supplémentaires soient nécessaires. L'Espagne s'en remet à la sagesse du Conseil.

43. M. UNWIN (Royaume-Uni) rappelle que la position de son pays a déjà été précisée au cours de la session d'été (1213^{ème} séance). Le Royaume-Uni a fait clairement savoir qu'il avait voté aux réunions de la CEA de façon à ne pas s'opposer aux vœux de la majorité des membres de la région.

44. Les recommandations relatives au Portugal et à l'Afrique du Sud soulèvent de vastes problèmes qui mettent en jeu le caractère même de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit avant tout de savoir si l'Organisation demeurera un lieu où les nations ayant des conceptions et des régimes politiques différents peuvent participer à des discussions constructives. La délégation du Royaume-Uni tient tout particulièrement à préciser, comme elle l'a déjà fait en d'autres occasions, qu'elle n'approuve nullement la politique suivie par les deux pays auxquels la recommandation a trait. Ce dont il s'agit est une question de principe extrêmement importante: la majorité peut-elle expulser des membres qui sont en désaccord avec elle? Le Royaume-Uni ne peut pas souscrire à un tel postulat. En ce qui concerne le statut du Royaume-Uni lui-même, ce pays peut accepter la proposition faite par la CEA à son sujet ou toute disposition fondée sur la règle dite de Lahore que la CEAO a adoptée en 1951^{1/}. Le représentant du Royaume-Uni souscrira cependant aux vœux de la majorité du Conseil s'ils sont partagés par les deux membres africains de la CEA qui sont membres du Conseil, s'il est décidé de renvoyer à la CEA la question du statut de la France, de l'Espagne et du

Royaume-Uni; et il espère qu'il sera possible de trouver une formule généralement acceptable et s'appliquant aux trois Etats intéressés. Il semblerait judicieux de demander à la CEA d'examiner à nouveau le projet de résolution soumis au Conseil économique et social, dans l'espoir qu'un nouvel examen permettra d'aboutir à une formule généralement acceptable.

45. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'extrême importance de la question à l'examen. En ce qui concerne la France, le Royaume-Uni et l'Espagne, la situation est tout à fait claire et, comme la délégation jordanienne l'a fort justement précisé, le projet de résolution des trois puissances (E/L.971) offre à la CEA l'occasion de réexaminer la situation compte tenu des faits nouveaux. La délégation des Etats-Unis appuiera donc ce projet.

46. Dans le cas du Portugal et de l'Afrique du Sud, le Conseil doit maintenant prendre des décisions qui auront des incidences bien au-delà du continent africain et des activités de la Commission. Les Etats-Unis sont les premiers à vouloir fournir à la CEA toute l'assistance voulue pour l'aider à atteindre les buts auxquels tendent les légitimes aspirations de tous ses membres.

47. Il ne fait aucun doute qu'il existe des désaccords concernant la politique suivie par tel ou tel Etat en particulier. Dans le passé, la délégation des Etats-Unis a fréquemment appuyé des mesures en vue d'inviter instamment ces pays à changer d'attitude, mais, en ce qui concerne le Portugal, l'Assemblée générale elle-même a reconnu que ce pays exerce des responsabilités territoriales en Afrique. Aussi longtemps que ce fait demeure, la délégation des Etats-Unis maintient sa position, à savoir que le Portugal a le droit d'être membre de la CEA.

48. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, la délégation des Etats-Unis a déjà eu l'occasion de préciser combien elle désapprouve la politique raciale suivie par ce pays et elle a appuyé les efforts des Nations Unies visant à persuader l'Afrique du Sud d'abandonner cette politique. Mais on ne saurait expulser un Etat membre de la Commission pour la seule raison que l'on n'approuve pas sa politique intérieure. Il est certes possible de rédiger à nouveau le texte d'une résolution, mais on ne peut modifier la géographie d'un continent et la portée des travaux de la Commission s'étend à l'ensemble du continent africain. Il est hors de doute que l'Afrique du Sud fait partie du continent africain. En outre, l'Afrique du Sud comme le Portugal sont toujours l'un et l'autre Membres de l'Organisation des Nations Unies.

49. Il semble ne pas faire de doute que l'adoption des projets de résolution présentés par la CEA ne répondrait aux intérêts ni de la CEA, ni du Conseil, ni des autres commissions économiques régionales. La délégation des Etats-Unis devra donc voter contre le projet de résolution tendant à expulser le Portugal de la CEA et contre celui qui vise à retirer momentanément la qualité de membre à l'Afrique du Sud.

50. M. WODAJO (Ethiopie) estime que les déclarations du représentant du Portugal et du représentant de l'Afrique du Sud viennent renforcer sa thèse. En effet, elles montrent qu'il n'y a aucun élément nouveau dans la politique que suivent ces deux Etats et qui a motivé la décision de la CEA. Du reste, lorsque ces Etats allèguent qu'ils exercent une responsabilité territoriale en Afrique, cette

^{1/} Voir Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément No 7, par. 341.

responsabilité ne doit pas s'exercer dans le vide, mais bien dans le contexte de la Charte, notamment de l'Article 11. Le Portugal a répété à plusieurs reprises que ses responsabilités s'exerçaient dans le contexte de ses propres institutions, alors qu'en vertu de la Charte il devrait mener les populations dont il a la charge vers l'indépendance.

51. On pourrait rappeler à nouveau les termes de la résolution 1466 (XIV) par laquelle l'Assemblée générale a invité les Etats qui administrent des territoires non autonomes à associer un nombre toujours plus grand de personnes originaires de ces territoires aux travaux des organes techniques des Nations Unies. Rien dans la déclaration du représentant du Portugal ne montre que le Portugal ait la moindre intention de se conformer à cette résolution. On pourrait également rappeler la résolution 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, que le Portugal semble toujours vouloir ignorer.

52. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, on pourrait s'étonner que le représentant de ce pays n'ait pas cru devoir présenter d'abord ses explications à la CEA; peut-être jugeait-il cet organe incompétent. Pourtant, le mandat de la CEA montre clairement que cette commission a été créée en vue de favoriser le développement économique et le progrès social de l'Afrique. Existe-t-il à ce sujet la moindre collaboration entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique? Il ne s'agit pas de se prononcer en fonction d'arguments juridiques, mais bien en fonction des faits. Chacun sait que les relations entre les Etats africains et l'Afrique du Sud ont été interrompues en raison de la politique d'apartheid, qui prive la grande majorité de la population sud-africaine de toute coopération. L'Afrique du Sud a également déclaré que son droit d'être membre de la CEA tient à sa situation géographique. Cet argument n'a pas une valeur absolue. On pourrait en effet concevoir que d'autres Etats situés hors du continent africain, par exemple l'Arabie Saoudite, soient invités à siéger à la CEA. En fait, la décision de la CEA a été motivée par la rupture de toutes relations, imputable au Gouvernement sud-africain. Certes, le représentant de l'Afrique du Sud a parlé de coopération technique et soutenu que la CEA était avant tout un organe technique. La Commission a en effet à traiter de problèmes techniques, étant donné leurs répercussions sur le plan social, mais ce n'est nullement un organe à caractère purement technique comme le serait par exemple un bureau d'ingénieurs-conseils.

53. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'a trouvé dans la déclaration du représentant de l'Espagne aucun élément nouveau établissant que ce pays se propose de permettre à ses colonies de participer aux travaux de la CEA.

54. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le cas est très clair et l'Assemblée générale a adopté à sa session en cours la résolution 1761 (XVII) concernant la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, qui est absolument sans précédent dans les annales des Nations Unies. En effet, par cette résolution, l'Assemblée générale, rappelant ses résolutions précédentes et la résolution du Conseil de sécurité, invite tous les Etats Membres à prendre des mesures extrêmement sévères à l'égard de l'Afrique du Sud et demande au Conseil de sécurité de prendre les mesures voulues pour amener l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions de l'As-

semblée et du Conseil de sécurité. On peut donc se demander si l'appartenance de l'Afrique du Sud à l'Organisation des Nations Unies n'est pas en cause. La décision prise par la CEA est absolument fondée et aurait pu intervenir beaucoup plus tôt.

55. Les commissions économiques régionales ne peuvent ignorer les décisions de l'Assemblée générale et le cas du Portugal est tout aussi clair après les débats qui ont eu lieu lors de la dix-septième session de l'Assemblée. Le Portugal revendique des droits qui découlent de l'exercice de ses responsabilités en Afrique, mais il ne s'est jamais acquitté desdites responsabilités et il a toujours méconnu les intérêts des populations dont il a la charge. Les atrocités commises en Angola et la répression brutale dans tous les territoires administrés par le Portugal prouvent que les malheureuses populations autochtones ont été privées de leurs droits les plus élémentaires. Par son refus d'honorer ses obligations, le Portugal s'est mis dans une situation telle qu'on peut se demander s'il mérite de demeurer Membre de l'Organisation des Nations Unies.

56. Le Conseil serait bien malavisé d'infliger un démenti à la CEA. L'expulsion du Portugal, de l'Espagne et de l'Afrique du Sud est une décision absolument justifiée et le Conseil attachera certainement à cette question l'importance qu'elle mérite.

57. M. BHADKAMKAR (Inde), revenant sur l'avant-dernière déclaration du représentant de l'Ethiopie, précise qu'il appuie la recommandation de la CEA, que le Conseil, conformément à la pratique établie, voudra sans doute adopter. Etant donné qu'il s'agit d'une décision sans équivalent ni précédent, il estime que, si cela ne pose pas de problèmes d'ordre juridique ou technique, le Conseil devrait renvoyer sa décision à l'Assemblée générale.

58. Le PRESIDENT précise que le Conseil devra voter sur le rapport annuel de la CEA (E/3586) et qu'il serait peut-être préférable de commencer par le projet de résolution IV figurant dans la quatrième partie de ce rapport. Il doit également voter sur le projet de résolution des trois puissances (E/L.971), tel qu'il a été modifié oralement par les auteurs, et sur le projet des deux puissances (E/L.972). Le projet de résolution I, qui concerne l'ensemble du rapport de la CEA, pourrait être examiné en dernier.

59. Le Président met aux voix le projet de résolution IV figurant dans la quatrième partie du rapport de la CEA (E/3586).

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Ethiopie, Inde, Jordanie, Pologne, Sénégal.

Votent contre: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Brésil, Danemark, Salvador, France, Italie.

S'abstiennent: Colombie, Japon, Uruguay.

Par 8 voix contre 7, avec 3 abstentions, le projet de résolution IV est rejeté.

60. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution des trois puissances (E/L.971), tel qu'il a été modifié oralement par les auteurs.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la France, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Sénégal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Yougoslavie, Brésil, Colombie, Danemark, Salvador, Ethiopie.

Votent contre: Pologne, Union des Républiques socialistes soviétiques.

S'abstient: Australie.

Par 15 voix contre 2, avec une abstention, le projet de résolution des trois puissances (E/L.971) est adopté, tel qu'il a été modifié.

61. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution des deux puissances (E/L.972).

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Sénégal, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, Ethiopie, Inde, Jordanie, Pologne.

Votent contre: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Brésil, Danemark, Salvador, France, Italie.

S'abstiennent: Uruguay, Australie, Colombie, Japon.

Il y a 7 voix pour, 7 voix contre et 4 abstentions. Le projet de résolution des deux puissances (E/L.972) n'est pas adopté.

62. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution I figurant dans la quatrième partie du rapport de la CEA (E/3586).

A l'unanimité, le projet de résolution I est adopté.

63. M. NATORF (Pologne) précise que, s'il n'a pas pris part au débat, ce n'est pas par indifférence, mais bien parce qu'il estimait que la situation était parfaitement claire et que les recommandations de la CEA s'imposaient d'elles-mêmes. Il espérait que le Conseil pourrait prendre une décision conforme tant à l'esprit de la Charte qu'aux résolutions que l'Assemblée générale a adoptées, notamment à sa dix-septième session. La délégation polonaise a exprimé sa position en votant pour les projets de résolution de la CEA et pour le projet des deux puissances qui était conforme à l'esprit de ces textes et en votant contre le projet des trois puissances.

64. Les projets dont la CEA recommandait l'adoption ont cependant été rejetés, bien qu'à une majorité insignifiante, et la délégation polonaise tient, d'une part, à déclarer qu'elle ne se sent pas responsable des décisions prises par le Conseil et, d'autre part, à souligner que ces décisions sont particulièrement fâcheuses.

65. M. DAVIS (Australie) a voté contre la recommandation tendant à retirer à la République sud-africaine la qualité de membre de la CEA. La délégation australienne tient tout d'abord à bien préciser qu'à la dix-septième session de l'Assemblée et au cours des sessions antérieures elle a, à la Commission politique spéciale, souscrit à la désapprobation très générale que la communauté internationale a exprimée à l'endroit de la politique raciale de l'Afri-

que du Sud, déploré bon nombre des résultats de cette politique et cherché à persuader l'Afrique du Sud que l'intransigeance dans ce domaine n'était conforme aux intérêts d'aucun des groupes raciaux vivant sur son territoire. Mais, dans la mesure où ces problèmes ne sont pas directement liés à la question de l'appartenance de l'Afrique du Sud à la CEA, le Conseil n'a pas à en connaître. Du moins M. Davis veut-il bien préciser que le vote négatif de sa délégation ne doit pas être interprété comme indiquant que l'Australie approuve la politique en question.

66. En l'occurrence il convient, semble-t-il, de prendre en considération d'autres facteurs. L'élément essentiel qui a déterminé le vote de l'Australie est que l'Afrique du Sud, en sa qualité d'Etat souverain et de Membre de l'Organisation des Nations Unies dont le territoire se trouve sur le continent africain, a le droit de faire partie de la CEA sous réserve de se conformer aux règles qui régissent cet organe. C'est là un principe généralement applicable dès lors que le mandat stipule que la compétence de la Commission s'étend, sur le plan géographique, à une zone déterminée. La délégation australienne estime, d'autre part, que, même si la politique raciale de l'Afrique du Sud est en contradiction avec le mandat de la CEA, il n'en résulte pas automatiquement que la qualité de membre de la CEA doive être retirée à l'Afrique du Sud. Une telle mesure ne conduirait pas nécessairement aux résultats visés à l'alinéa a du paragraphe 1 du mandat de la Commission, car rompre les relations avec un pays n'est pas le meilleur moyen d'assurer un changement dans la politique de ce pays. Le dernier élément à prendre en considération est l'absence de précédents et l'incertitude où l'on se trouve du fait qu'aucune disposition ne concerne le retrait des droits des membres des commissions économiques régionales dont le territoire se trouve situé dans la zone relevant de la compétence géographique desdites commissions.

67. Mme WRIGHT (Danemark) déclare que, si sa délégation a voté contre le projet de résolution tendant à expulser le Portugal de la CEA et à suspendre les droits de l'Afrique du Sud, c'est pour demeurer fidèle au principe selon lequel tous les pays qui sont situés dans une zone géographique, ou y ont des responsabilités territoriales, doivent être membres de la commission régionale correspondante. La délégation danoise n'en est cependant pas moins en plein accord, quant au fond, avec les sentiments de la CEA à l'égard du Portugal et de l'Afrique du Sud et elle l'a prouvé, dans les organes compétents de l'ONU, en se prononçant pour l'autodétermination — elle a voté en faveur des résolutions 1514 (XV) et 1695 (XVI) de l'Assemblée générale — et contre la politique de discrimination raciale.

68. M. WODAJO (Ethiopie) déclare que son vote en faveur du projet des trois puissances (E/L.971) ne préjuge pas la position de sa délégation à l'égard des déclarations de la France, du Royaume-Uni et de l'Espagne, position qu'elle exposera à la prochaine session de la CEA. M. Wodajo a seulement estimé que les éléments que beaucoup considèrent comme nouveaux devaient être portés à l'attention de la CEA.

69. Il regrette, d'autre part, que le Conseil, contrairement à la tradition, ait cru devoir rejeter des recommandations formulées à l'unanimité par une commission économique régionale. Les conclusions qu'il tire de cette décision sont, d'une part, que

l'Afrique n'est pas suffisamment représentée au Conseil et que les gouvernements africains doivent s'efforcer de remédier à cet état de choses et, d'autre part, que le Conseil ne s'est pas prononcé en fonction du mérite intrinsèque des recommandations de la CEA, mais plutôt de considérations qui n'auraient pas dû entrer en ligne de compte.

70. M. FRANZI (Italie) souligne que son vote contre la recommandation relative à l'Afrique du Sud ne peut être interprété comme une approbation de la politique de ce pays, car l'Italie s'est toujours clairement déclarée, à l'ONU, contre la discrimination raciale, qui ne peut avoir que des effets funestes non seulement sur le plan politique mais aussi sur les plans économique et social. Tout en comprenant les sentiments des membres de la CEA, la délégation italienne estime qu'en raison même du mandat de cette commission, il ne serait pas à propos d'exclure l'Afrique du Sud, car la situation ne s'en trouverait pas modifiée. On peut au contraire espérer que la participation de l'Afrique du Sud aux divers organes de l'ONU pourra éventuellement contribuer au changement tant désiré.

71. En ce qui concerne le Portugal, M. Franzi estime que les responsabilités territoriales de ce pays en Afrique et la tâche même qui a été assignée à la CEA rendent sa présence nécessaire à la Commission, en dehors de toute considération de décolonisation.

72. La délégation italienne a voté en faveur du projet de résolution des trois puissances (E/L.971), en espérant que la CEA l'examinerait dans l'esprit constructif qui a animé ses auteurs et compte tenu de la con-

tribution indéniable que la France, l'Espagne et le Royaume-Uni peuvent apporter aux travaux de la Commission.

73. M. DELGADO (Sénégal) souligne que, s'il a voté en faveur du projet de résolution des trois puissances (E/L.971), c'est sans préjudice de la décision de la CEA, par laquelle son gouvernement se considère comme lié, et il appartiendra à la délégation du Sénégal à la prochaine session de la CEA de s'exprimer sur le fond du problème.

74. Il tient à dire que les décisions prises par le Conseil en ce qui concerne le Portugal et l'Afrique du Sud sont particulièrement fâcheuses. Ces décisions indiquent, plus que jamais, que l'Afrique n'est pas représentée de façon équitable au Conseil. Chacun a assumé ses responsabilités et l'Afrique prend acte du présent état de choses. En terminant, M. Delgado remercie les représentants qui se sont prononcés en faveur des recommandations de la CEA.

75. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est convaincu que le Conseil vient de prendre des décisions injustes et estime, d'ailleurs, que les résultats mêmes du vote prouvent le bien-fondé des recommandations de la CEA. Il ne fait aucun doute que l'affaire n'en restera pas là et que les Africains sauront trouver une solution équitable pour se désolidariser de ceux qui oppriment leurs peuples. Il est d'ailleurs encore possible, comme on l'a mentionné, de soumettre la décision du Conseil à l'Assemblée générale.

La séance est levée à 18 h 30.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 20 décembre 1962,
à 11 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 28 de l'ordre du jour:

Elections

Election de membres du Comité de l'assistance technique	23
Election de membres du Comité du développement industriel	24
Election de membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	24
Election de membres du Comité spécial de coordination créé par le Conseil aux termes de sa résolution 920 (XXXIV).	24

Président: M. Jerzy MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Autriche, Tchécoslovaquie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (E/3703)

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE
DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

1. Le PRESIDENT invite le Conseil à procéder, conformément à sa résolution 863 (XXXII), à l'élection de six membres du Comité de l'assistance technique qui exerceront leurs fonctions pendant deux ans à compter du 1er janvier 1963.

A la demande du Président, M. Parsons (Australie), M. Bloend (Danemark), M. Kadota (Japon) et M. Tell (Jordanie) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés:	17
Bulletins nuls:	0
Bulletins valables:	17
Abstentions:	0
Nombre de votants:	17
Majorité requise:	9

Nombre de voix obtenues:

Pologne	13
Nigéria	12

Danemark	11
République fédérale d'Allemagne	11
Brésil	10
Côte-d'Ivoire	8
Maroc	8
République arabe unie	8
Népal	6
Thaïlande	6
Chine	5
Soudan	3
Tchécoslovaquie	1

Ayant obtenu la majorité requise, le Brésil, le Danemark, la Nigéria, la Pologne et la République fédérale d'Allemagne sont élus membres du Comité de l'assistance technique.

2. Le PRESIDENT invite le Conseil à procéder à un scrutin spécial, conformément à l'article 69 du règlement intérieur, afin de ramener à deux le nombre des candidats au sixième siège. Le scrutin spécial sera limité aux trois pays qui ont obtenu chacun 8 voix, à savoir la Côte-d'Ivoire, le Maroc et la République arabe unie.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés:	18
Bulletins nuls:	0
Bulletins valables:	18
Abstentions:	0
Nombre de votants:	18
Majorité requise:	10

Nombre de voix obtenues:

Maroc	15
Côte-d'Ivoire	10
République arabe unie	10

3. Le PRESIDENT déclare que, comme suite à ce scrutin, le premier candidat sera le Maroc. Il invite le Conseil à procéder à un second scrutin spécial qui permettra d'établir si le second candidat sera la Côte-d'Ivoire ou la République arabe unie.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés:	18
Bulletins nuls:	0
Bulletins valables:	18
Abstentions:	0
Nombre de votants:	18
Majorité requise:	10

Nombre de voix obtenues:

Côte-d'Ivoire	9
République arabe unie	9

4. Le PRESIDENT déclare que, le second scrutin spécial n'ayant pas permis de départager les candidats, il va, conformément à l'article 68 du règlement intérieur, procéder à un tirage au sort.

La République arabe unie, dont le nom est tiré au sort par le Président, est choisie comme second candidat.

5. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à se prononcer entre le Maroc et la République arabe unie pour le sixième siège restant à pourvoir au CAT.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	18
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	18
<i>Abstentions:</i>	0
<i>Nombre de votants:</i>	18
<i>Majorité requise:</i>	10

Nombre de voix obtenues:

République arabe unie	10
Maroc	8

Ayant obtenu la majorité requise, la République arabe unie est élue membre du Comité de l'assistance technique.

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

6. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à élire, conformément à sa résolution 751 (XXIX) et aux décisions qu'il a prises les 3 août 1960 (1132ème séance) et 21 décembre 1960 (1135ème séance), quatre membres du Comité du développement industriel qui exerceront leurs fonctions pendant trois ans à compter du 1er janvier 1963.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	17
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	17
<i>Abstentions:</i>	0
<i>Nombre de votants:</i>	17
<i>Majorité requise:</i>	9

Nombre de voix obtenues:

Brésil	17
Suède	16
Algérie	15
République centrafricaine	9
Pologne	7
Argentine	1
Danemark	1
Fédération de Malaisie	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Algérie, le Brésil, la République centrafricaine et la Suède sont élus membres du Comité du développement industriel.

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE DU CONSEIL CHARGE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

7. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à procéder, conformément à l'article 82 de son règlement intérieur, à l'élection des sept membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales qui exerceront leurs fonctions pendant l'année 1963.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	18
<i>Bulletins nuls:</i>	1
<i>Bulletins valables:</i>	17
<i>Abstentions:</i>	0
<i>Nombre de votants:</i>	18
<i>Majorité requise:</i>	9

Nombre de voix obtenues:

Etats-Unis d'Amérique	17
---------------------------------	----

France	17
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17
Union des Républiques socialistes soviétiques	17
Sénégal	11
Autriche	10
Japon	10
Salvador	9
Jordanie	5
Argentine	3
Colombie	2
Inde	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Autriche, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Japon, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales pour l'année 1963.

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE SPECIAL DE COORDINATION CREE PAR LE CONSEIL AUX TERMES DE SA RESOLUTION 920 (XXXIV)

8. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à élire les 11 membres du Comité spécial de coordination que le Conseil a créé par sa résolution 920 (XXXIV). Les 11 membres exerceront leurs fonctions pendant un an.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	18
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	18
<i>Abstentions:</i>	0
<i>Nombre de votants:</i>	18
<i>Majorité requise:</i>	10

Nombre de voix obtenues:

Yougoslavie	18
Danemark	17
Etats-Unis d'Amérique	17
Ethiopie	17
Japon	17
Jordanie	17
Union des Républiques socialistes soviétiques	17
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	16
France	15
Pays-Bas	13
Colombie	10
Pologne	10
Autriche	2
Brésil	2
Nigéria	2
Argentine	1
Indonésie	1
Italie	1
Liban	1
Salvador	1
Sénégal	1
Uruguay	1

Ayant obtenu la majorité requise, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, la France, le Japon, la Jordanie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Yougoslavie sont élus membres du Comité spécial de coordination.

9. Le **PRESIDENT** déclare qu'afin d'élire le onzième membre le Conseil va procéder à un deuxième tour de scrutin limité à la Colombie et à la Pologne.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	18
<i>Bulletins nuls:</i>	1
<i>Bulletins valables:</i>	17
<i>Abstentions:</i>	0

Nombre de votants: 18

Majorité requise: 9

Nombre de voix obtenues:

Colombie 12

Pologne 5

Ayant obtenu la majorité requise, la Colombie est élue membre du Comité spécial de coordination.

La séance est levée à 13 heures.



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
Reprise de la trente-quatrième session
DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 20 décembre 1962,
à 14 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 28 de l'ordre du jour:	
Elections (fin)	
Election des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	27
Election de 12 nouveaux membres du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	28
Nomination de deux nouveaux membres du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil économique et social	28
Point 29 de l'ordre du jour:	
Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil	28
Clôture de la session	28

Président: M. Jerzy MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Autriche, Tchécoslovaquie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR
Elections (E/3703) [fin]

ELECTION DES MEMBRES DU COMITE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

1. Le PRESIDENT rappelle que le Conseil a décidé la veille (1138^{ème} séance) de porter de 18 à 21 le nombre des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. La note du Secrétaire général (E/3703) signale les candidatures reçues et indique les critères à appliquer pour l'élection des membres du Comité.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés:	18
Bulletins nuls:	0
Bulletins valables:	18
Abstentions:	0

Nombre de votants:	18
Majorité requise:	10

Nombre de voix obtenues:	
Italie	18
Danemark	17
Etats-Unis d'Amérique	17
Japon	17
République arabe unie	17
Union des Républiques socialistes soviétiques	17
Argentine	16
France	16
Roumanie	16
Canada	15
Chili	15
Colombie	15
Costa Rica	15
Israël	15
Madagascar	15
Indonésie	14
Nigéria	14
Iran	12
Tanganyika	12
Grèce	11
Hongrie	11
Chypre	6
Liban	6
Turquie	6
Pérou	5
Syrie	5
Chine	4
Pays-Bas	4
Autriche	3
Gabon	3
Belgique	1
Côte-d'Ivoire	1
Equateur	1
Espagne	1
Ethiopie	1
Fédération de Malaisie	1
Inde	1
Nicaragua	1
Nouvelle-Zélande	1
Pakistan	1
Pologne	1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1
Tchécoslovaquie	1
Tunisie	1
Yougoslavie	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Argentine, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Indonésie, l'Iran, Israël, l'Italie, le Japon, Madagascar, la Nigéria, la République arabe unie, la Roumanie, le Tanganyika et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

2. Le PRESIDENT indique que, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution 903 C

(XXXIV) du Conseil, il va tirer au sort la durée du mandat des 21 membres qui viennent d'être élus.

Par tirage au sort, il est décidé que la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Iran, Israël, le Japon, Madagascar et la Nigéria auront un mandat de trois ans; l'Argentine, la France, la Grèce, l'Italie, la République arabe unie, la Roumanie et le Tanganyika un mandat de deux ans; le Canada, le Chili, le Costa Rica, le Danemark, la Hongrie, l'Indonésie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques un mandat d'un an.

ELECTION DE 12 NOUVEAUX MEMBRES DU COMITE PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

3. Le PRESIDENT rappelle qu'ayant adopté la veille (1238ème séance) la recommandation formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1785 (XVII), le Conseil a à élire 12 membres pour compléter la composition du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dont font actuellement partie les 18 Etats représentés au Conseil en 1962.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Bulletins déposés:	18
Bulletins nuls:	0
Bulletins valables:	18
Abstentions:	0
Nombre de votants:	18
Majorité requise:	10

Nombre de voix obtenues:

Argentine	18
Nigéria	18
Tchécoslovaquie	17
Autriche	16
Madagascar	16
Pakistan	16
République arabe unie	16
Canada	15
Pérou	14
Nouvelle-Zélande	13
Liban	12
Tunisie	12
Fédération de Malaisie	10
Indonésie	10
Pays-Bas	10
Birmanie	1
Ghana	1

Ayant obtenu la majorité requise, l'Argentine, l'Autriche, le Canada, le Liban, Madagascar, la Nigéria, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Pérou, la République arabe unie, la Tchécoslovaquie et la Tunisie sont élus membres du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

4. Le PRESIDENT signale que la première session du Comité préparatoire s'ouvrira vraisemblablement le 22 janvier et demande à tous les Etats qui en sont membres de bien vouloir communiquer le plus tôt possible au Secrétariat le nom de leur représentant.

NOMINATION DE DEUX NOUVEAUX MEMBRES DU COMITE SPECIAL CREE EN VERTU DE LA RESOLUTION 851 (XXXII) DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

5. Le PRESIDENT signale que, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution 900 A

(XXXIV) du Conseil, il a nommé l'Indonésie et la Jordanie membres du Comité spécial en vue de compléter la composition de celui-ci.

POINT 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil (E/3699 et Corr.1 et Add.1)

6. Le PRESIDENT appelle l'attention du Conseil sur la liste des personnes désignées par leur gouvernement pour les représenter aux commissions techniques du Conseil (E/3699 et Corr.1 et Add.1); il convient d'ajouter à cette liste le nom de M. Zbigniew Resich, que la Pologne vient de désigner pour la représenter à la Commission des droits de l'homme et dont la notice biographique sera prochainement distribuée aux membres du Conseil.

Le Conseil confirme les nominations qui lui sont soumises.

Clôture de la session

7. Le PRESIDENT croit que, si toutes les délégations ne partageaient peut-être pas les idées qu'il a exprimées à la fin de la session de Genève, elles partageront certainement les sentiments qu'il veut exprimer au moment où la Pologne quitte le Conseil après en avoir été membre pendant six ans. Il tient, au nom de son gouvernement et en son nom propre, à remercier les membres du Conseil de l'appui amical qu'ils ont toujours prêté à la délégation polonaise et à lui-même, en qualité tant de représentant de la Pologne que de Président du Conseil. Il tient à remercier également de leur collaboration les deux Vice-Présidents, le Secrétaire du Conseil et tous les membres du Secrétariat qui ont participé aux travaux.

8. M. VIAUD (France), au nom de sa délégation et des délégations danoise et italienne, M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. DAVIS (Australie), au nom de sa délégation et des délégations de l'Inde et du Royaume-Uni, et M. VERAS (Brésil), au nom des délégations des pays de l'Amérique latine, félicitent le Président de l'autorité, de la compétence et de l'impartialité avec lesquelles il a dirigé les débats du Conseil, débats qui ont en outre été facilités par sa sérénité et sa bonne humeur; ils remercient et félicitent également les membres du Bureau, le Secrétaire du Conseil et tous les membres du Secrétariat qui ont participé aux travaux.

9. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), après avoir félicité les membres du Bureau et tous les membres du Secrétariat qui ont participé aux travaux du Conseil, est heureux de rendre à nouveau hommage au Président pour ses qualités remarquables et tout particulièrement pour son impartialité, qui a permis, malgré des circonstances parfois difficiles, la pleine réussite de la trente-quatrième session du Conseil.

10. M. WODAJO (Ethiopie), au nom de sa délégation et des délégations japonaise, jordanienne et sénégalaise, adresse également ses félicitations et ses remerciements au Président et aux membres du Bureau, ainsi qu'au Secrétaire du Conseil et à ses collaborateurs. Il tient également à exprimer sa satisfaction des relations étroites et amicales que sa délégation a pu nouer avec les autres membres du Conseil, et en particulier avec le représentant des

Etats-Unis, dont l'esprit de coopération lui laissera le meilleur souvenir.

11. M. NATORF (Pologne) tient à remercier les Vice-Présidents de la tâche qu'ils ont accomplie tant au Conseil lui-même qu'à la tête de ses comités, ainsi que tous les membres du Secrétariat.

12. Le PRESIDENT remercie à nouveau tous les membres du Conseil de leur coopération et des aimables paroles qu'ils ont eues à son endroit, et déclare close la trente-quatrième session du Conseil.

La séance est levée à 15 h 50.